Oxford, May 1st, 1975

To Philip Fowler
with a
warm admiration.

Piet Hein [illegible]

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

LA CRISE DOMINICAINE, 1965

Thèse présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences politiques

par
Piero GLEIJESES
(Italie)

THÈSE No 240

A. G. BATTAIA
Via Alamanni, 12 - Milan
1973

La Commission mixte, composée des doyens des Facultés de droit, des lettres, et des sciences économiques et sociales, et du directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, sur le préavis de M. Jacques FREYMOND, professeur à l'Université et à l'Institut, de M. Dusan SIDJANSKI, professeur à l'Université, et de M. Miklos MOLNAR, professeur à l'Institut, autorise l'impression de la présente thèse, sans entendre par là exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Genève, le 25 juillet 1972

Pour la Commission mixte:
Jacques FREYMOND
Directeur de l'Institut universitaire

Thèse No 240

A mes parents

A Setsuko Ono

Remerciements

Il est plaisant de remercier ceux qui ont aidé.

Notre étude nous a amené à travailler en trois endroits différents: Genève, Washington et Santo Domingo. Dans chacune de ces villes des personnes nous ont aidé.

Genève tout d'abord, car c'est là que se trouve notre Université.

Le professeur Jacques Freymond, directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, nous a soutenu, encouragé, sans pour autant jamais chercher à nous imposer ses idées. Nous sommes heureux qu'il ait été notre directeur de thèse, et nous tenons ici à lui exprimer notre reconnaissance.

Sans Mlle Setsuko Ono — sans ses conseils, ses critiques aussi — la dernière période de notre effort aurait été beaucoup plus difficile qu'elle ne l'a été.

A Mlle Carole Witzig vont tous nos remerciements les plus chaleureux pour sa collaboration si précieuse. Egalement, et pour les mêmes raisons, nous tenons à remercier H. Thierry Hentsch.

Mlle Madeleine Vallon, ainsi que les professeurs Dusan Sidjanski et Miklós Molnár, ont fait à notre égard preuve de beaucoup de compréhension.

A Washington, Robert W. Tucker a été pour nous un professeur, un ami, un exemple. L'amitié qui nous lie à lui, la gratitude que nous éprouvons à son égard, ne peuvent ici qu'être imparfaitement exprimées.

Carmen X a beaucoup fait, jusqu'à courir des risques personnels.

Enzo Grilli, Federico Canuto connaissent cette thèse par cœur, tant ils ont eu à l'écouter dans ses différentes versions ... sans eux ... mais ils étaient là, heureusement.

A Len Ackland, Larman C. Wilson, Robert Osgood vont également nos remerciements.

Santo Domingo. Trop longue est la liste de ceux qui nous ont aidé. Nous les remercions tous à travers les noms de quelques personnes qui nous sont particulièrement chères: Ivelisse Prats-Ramirez de Pérez, Tonito Abreu Flores, María Elena Muñóz Marte, Hugo Tolentino Dipp, Frank Moya Pons, Emilio Rodriguez Demorizi.

Egalement nous remercions trois personnes, l'un à Arenzano, l'autre à Milan, la troisième à Paris: Mme Letterina Gleijeses Niccoli, M. Gabriele Leanza et Mlle Elisabeth de Montal.

Nous remercions enfin les institutions qui nous ont accordé un appui financier: l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales et l'Office Européen de la Dotation Carnegie à Genève.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

Le 24 avril 1965 un coup d'Etat militaire éclate en République Dominicaine. Une guerre civile suit, qui durera plus de quatre mois. Elle portera soudain à l'attention du monde un pays qui se trouve "là-bas", quelque part parmi les "républiques des bananes".

Mais la crise a frappé surtout à cause de l'intervention militaire américaine. Le 28 avril les "marines" débarquent à Santo Domingo. Un nouvel élément s'ajoute à la confusion. Le nouvel acteur domine la scène.

L'action des Etats-Unis coupe la crise en deux phases: a) du 24 au 28 avril — les forces dominicaines peuvent jouer à peu près librement; b) les semaines qui suivent, jusqu'au 3 septembre — date où la crise est officiellement conclue par l'installation du gouvernement provisoire du Dr Héctor Garcia Godoy. Dans cette deuxième phase, l'acteur dominicain est frustré par l'oppressante présence de milliers de soldats américains.

C'est la première phase de la crise qui a retenu notre attention. Nous consacrons cinq des onze chapitres de notre thèse à l'analyse des "cinq glorieuses" (24-28 avril 1965). Ce choix s'accompagne d'un deuxième: notre centre d'intérêt sera l'acteur dominicain. Nous aurons l'occasion de parler, souvent même, de la politique étrangère des Etats-Unis, mais ce sera toujours en fonction de la République Dominicaine.

Cependant toute analyse de la phase dominicaine serait vaine si elle ne reposait pas sur une étude approfondie des années précédentes. Cette étude est d'autant plus nécessaire que ces années ont été jusqu'ici examinées très superficiellement et de façon fragmentaire.

Nous avons donc consacré trois chapitres à la période comprise entre juin 1961 — la fin de l'Ere Trujillo — et avril 1965. Ces trois chapitres sont à leur tour précédés par un premier, qui veut donner un aperçu de l'histoire dominicaine depuis la découverte de l'île d'Hispaniola jusqu'à l'assassinat de Trujillo.

Quant à la deuxième phase de la crise, qui s'ouvre avec l'intervention militaire des Etats-Unis, elle fait l'objet de notre dernier chapitre.

Une annexe, enfin, étudie l'extrême gauche dominicaine depuis ses origines jusqu'à janvier-février 1962. Dès lors son analyse est intégrée dans notre récit. Nous recommandons vivement la lecture de l'annexe après les deux premiers chapitres du manuscrit.

Nous avons passé en République Dominicaine à peu près une année, entre 1969 et 1971. Nous avons eu accès à une abondante documentation écrite. Mais

une très large part de nos informations repose sur des interviews — en particulier pour ce qui est de la "phase dominicaine" de la révolte. C'est là un procédé séduisant, mais dangereux. Nous avons essayé constamment de réduire les dangers inhérents à cette méthode en nous efforçant, presque toujours avec succès, d'avoir non pas une, mais plusieurs interviews avec chaque personne, de façon à "digérer" ce qui nous avait été dit, le vérifier, et reprendre ensuite le dialogue avec plus de recul. Egalement nous nous sommes efforcé de recouper toujours auprès d'autres témoins les informations reçues de la sorte. Peu à peu un tableau s'est dessiné, confusément d'abord, puis toujours plus nettement. C'est "notre vérité". Nous l'avons constamment remise en question, au cours des années consacrées à cette étude. Elle ne plaira pas à certains: ils la refuseront. Nous espérons qu'ils le feront au moyen de faits, et non d'invectives.

LA CRISE DOMINICAINE, 1965

Chapitre I

ESQUISSE D'HISTOIRE DOMINICAINE DE LA « DECOUVERTE » A LA MORT DE TRUJILLO (30 mai 1961)

Hispaniola, île au milieu des Grandes Antilles, entre Cuba et Porto Rico, trop proche des Etats-Unis, trop éloignée de la masse protectrice de l'Amérique du Sud. Sur sa côte septentrionale se brisent les vagues de l'Atlantique; au sud, s'étend la mer des Caraïbes. Ile petite et pourtant divisée en deux Etats, dont l'un, la République Dominicaine, occupe les deux tiers du territoire: 48.442 kilomètres carrés sur un total de 76.192.

Hispaniola, « the island Columbus loved ». « Primera de las tierras americanas » à être « conquistada y colonizada »,[1] c'est sur son territoire que les nouveaux maîtres devaient édifier leur première ville, leur première cathédrale, leur première université; c'est à partir de son territoire que la puissance espagnole devait s'étendre sur le continent américain.

Grandeurs éphémères d'un passé qui ne tiendra pas ses promesses. La population indigène asservie, massacrée, bientôt éteinte: 30 ans à peine après l'arrivée de l'Européen, le génocide est accompli.[2] Le nègre remplace l'indien. Animal plus résistant, il survit dans la souffrance.

L'Espagne est mauvaise colonisatrice. Les hommes qu'elle envoie cherchent l'or, les grandes conquêtes, les richesses et les gloires faciles: c'est la ruée vers le Mexique, vers le Pérou. Hispaniola languit; elle est pauvre en métaux précieux, elle n'a plus de gloires à offrir.

Pourtant il y a le bétail, qui prospère dans la végétation luxuriante de l'île. Mais l'Espagne est mauvaise administratrice. Son monopole commercial étouffe les colons, les pousse à la contrebande. L'Espagne sévit. Incapable de soigner la maladie, elle choisit de tuer le malade: ce seront, en 1603, les « despoblaciones de Osorio ».[3] L'Espagne est faible. Les guerres ravagent sa puissance. Peu à peu, les Français s'infiltrent dans la partie occidentale de l'île, que les « despoblaciones » ont vidé d'hommes, mais où le bétail prospère, « sauvage et innombrable ».[4] Des boucaniers, d'abord. Derrière eux, bientôt, se profile l'ombre de la puissance française, la France de Richelieu, de Colbert.

La colonie française de Saint-Domingue [5] naît; lentement, elle s'étend sur le territoire de l'Espagnol, trop faible, trop apathique, pour arrêter l'avance inexorable du Français.

Le traité de Nimègue d'abord (1678), le traité de Ryswick ensuite (1697),

reconnaissent ces déprédations: le partage de l'île est officiel, le droit public de l'Europe le consacre.

Pourtant, bien que physiquement amputée, la partie espagnole paraît enfin connaître, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, un regain de bien-être, sous l'administration relativement éclairée des Bourbons. Prospérité certes relative, et qui contraste avec le magnifique essor de la voisine Saint-Domingue: c'est la supériorité du capitalisme français qui s'impose, dans tout son éclat, sur le féodalisme espagnol: à Saint-Domingue, l'exploitation industrielle de la canne à sucre, grâce à des investissements massifs de capital, et à la concentration énorme de la main d'œuvre esclave; à Santo Domingo, en revanche, une économie qui repose sur l'élevage du bétail.[6]

Prospérité relative, prospérité qui ne durera pas. En Europe la révolution française ébranle les piliers d'un monde qui a trop vécu. Bientôt les étincelles de l'incendie européen retombent sur Hispaniola.

C'est la partie française, Haïti — tel sera son nouveau nom — qui, la première, explose. Les affranchis mulâtres exigent l'égalité politique et sociale avec les colons blancs. Ceux-ci refusent, le sang coule: c'est la révolte, « ahogada a sangre y fuego »,[7] de Vincent Ogé et J. Baptiste Chavanne. Mais la terreur blanche ne suffit plus à étouffer des aspirations qu'exaltent les promesses de l'Assemblée Nationale française.[8] D'autres mulâtres — les Beauvais, les Rigaud, les Lambert, les Pinchinat — reprennent l'étendard de la révolte. Cependant, alors que blancs et mulâtres se déchirent, en bas, au fond de l'enfer, la masse noire, la masse informe des esclaves, remue, s'agite, se déchaîne, enfin:

> « dans la nuit du 14 août 1791 se réunissait dans une clairière du Bois Caaman ... un grand nombre de noirs qui représentaient les esclaves des plantations voisines. Au cours d'une cérémonie dont les traditions n'ont conservé qu'un souvenir confus, l'esclave Bouckman fit jurer aux présents — avec du sang — qu'ils lutteraient jusqu'à la mort pour leur liberté et pour celle de leurs frères ... Dans la nuit du 16 août les esclaves commencèrent la révolte en incendiant la plantation de Chabaud et en tuant leurs maîtres blancs. ... Un mes después, para el 30 de septiembre, 1.000 blancos habían sido masacrados, 1.200 cafetales destruidos y 200 ingenios azucareros incendiados ... ».[9]

A la violence des esclaves répond, impitoyable, celle des maîtres:

> « a todo lo largo del camino que conduce a Cap François se vieron 10.000 esclavos negros colgando de los arboles. Había comenzado una guerra sin cuartel que duraría 12 años »,[10] une guerre qui sera, en même temps, « guerra social, de esclavos contra amos; ... guerra racial, de negros contra blancos; ... guerra cívil, entre las fuerzas de Toussaint y las de Rigaud;[11] ... guerra internacional, de franceses y haitianos contra españoles e ingleses; guerra de liberación nacional, que culminó en la creación de la primera república negra del mundo ».[12]

La « gran tempestad » [13] qui dévastait Haïti ne pouvait pas épargner la trop

voisine Santo Domingo — dont le traité de Bâle, en 1795, devait d'ailleurs faire une colonie française: « la historia dominicana iba a entrar en un proceso rápido, arrastrada por los acontecimientos desatados en Europa por la Revolución francesa y en la Isla por la revolución haitiana ... y de eso proceso saldría al fin nuestro pueblo agotado y a punto de desaparecer ».[14]

« En el 1789 ... Santo Domingo se hallaba en el punto más alto de su desarrollo económico »[15]: « el activo comercio, la multiplicación de los hatos y de los cortes de madera, la apertura de caminos, el establecimiento de núcleos de riqueza y cultura ... »[16] Vingt ans plus tard, en revanche, « Santo Domingo era el asiento de la pobreza, la estampa misma del atraso. No había escuelas, no había teatros, no había fondos con que solventar los gastos oficiales; no había ni siquiera luz para las calles de la vieja ciudad de los Colón, ni siembras en los campos, ni industrias funcionando ... Ciudades en ruinas, los caminos cubiertos de boscaje, y apenas 60.000 almas — unas 12.000 familias — de recursos miseros poblando los valles y las montañas ».[17]

Avant même que la guerre ne s'étendît sur Santo Domingo — ce qui ne devait arriver qu'en 1801 — l'économie de la colonie était entrée en décadence. Sa prospérité reposait sur ses exportations vers la partie française — « reses, caballos, mulos, algún tabaco y alguna madera » [18] — mais « ese comercio, el más importante para nosotros, quedó desorganizado cuando se produjo en Haiti el levantamiento de los esclavos y comenzó la terrible revolución haitiana ».[19] Privée de ses débouchés, la production dominicaine était condamnée à l'asphyxie.

Avant même que la guerre ne s'étendît sur Santo Domingo, les premiers blancs abandonnaient un territoire trop proche de l'enfer haïtien. Et ce mouvement « se acentuó a partir de los últimos meses de 1795, cuando llegó a Santo Domingo la noticia de ... la Paz de Basilea »,[20] paix qui soumettait les colons, propriétaires d'esclaves, à une France qui, elle, venait d'abolir l'esclavage dans toutes ses colonies.[21]

Mais la France, que menaçait l'Europe des rois, n'était pas en mesure d'occuper sa nouvelle colonie ... et un entracte irréel s'ouvrait à Santo Domingo, française de jure, espagnole de facto — et esclavagiste.

Brusquement, le 4 janvier 1801, l'entracte se termina: provenant de Haïti, un noir, un ancien esclave — Toussaint l'Ouverture — pénétrait en territoire dominicain. Il avait sous ses ordres une armée d'hommes — mais était-ce des hommes? — qui, comme lui, avaient été esclaves, qui, comme lui, étaient noirs.[22] Et alors, « fue grande la emigración de españoles a los puntos más inmediatos de los dominios españoles, Puerto-Rico, Maracaibo, Carácas, etc ».[23] Une période s'ouvrit, qui devait durer sept ans, et au cours de laquelle « troupes françaises, bataillons noirs ... et détachements espagnols ... poursuivirent un sanglant et dévastateur chassé-croisé »,[24] tandis que l'esclavage était aboli ou rétabli d'après l'identité de l'occupant du moment.[25]

Cependant, en 1808, les « Dominicains » paraissaient vouloir enfin devenir maîtres de leur propre destin.[26] Ils chassaient les Français — c'était, au moment même où « estaba a punto de iniciarse la revolución de independencia en América del Sur », pour se proclamer, « por si mismos colonos de España.[27] « Haiti había dado el ejemplo de la independencia, y los dominicanos no lo tomaron

en cuenta. La primera colonia que se organizó en América había perdido el ritmo de la historia, y se hallaba retrasada económica, social, cultural, políticamente ».[28]

Et les Espagnols revenaient. 1809-1821: c'est la période de l'Espagne « Boba ». Sans doute, le gouvernement « típicamente colonial, esclavista, de dueño de hato sobre peones »[29] que la mère patrie offrait à ses fidèles sujets, n'était pas fait pour déplaire aux *hateros* « patriotes » qui avaient proclamé la réannexion. Mais l'Espagne, incapable de contribuer à la reprise économique du pays, aidait en revanche à dilapider les quelques richesses qui y restaient encore, par la présence d'une foule de fonctionnaires corrompus, incapables — incapables même, bientôt, de se faire craindre, et donc respecter. L'administration française du gouverneur Ferrand (1804-1808) avait amorcé une timide reprise économique. L'Espagne « Boba » précipitait le marasme: « no había dineros públicos ni privados »;[30] « cerrados la Universidad y los planteles »;[31] « no había médicos, no había comercio con otros países. Todo él que pudo emigrar se fue a otras tierras ».[32] Cependant à Santo Domingo, « hija abandonada de una España inconsciente »,[33] « una ola creciente de merecido desprestigio ... de día ... en día ... crecía ... contra España ».[34]

Et alors lorsque, le premier décembre 1821, José Núñez de Cáceres, appuyé par « un pequeño número de terratenientes esclavistas y funcionarios »,[35] proclama l'indépendance de la colonie « bajo el protectorado de Colombia »,[36] « nadie se movió para impedir la fundación »[37] du nouvel Etat. « Nadie » non plus, cependant, « se movió para darle apoyo ... Dos meses y nueve días después [le président haïtien Jean-Pierre] Boyer entraba con sus tropas en la ciudad de Santo Domingo y ocupaba el país sin que nadie se le opusiera ».[38] Et si, devant l'arrivée des Haïtiens, de nombreux blancs « huyeron del país »,[39] la masse de la population, en revanche, accueillait l'envahisseur avec « demostraciones de simpatía. Por doquier donde Boyer pasaba, el pueblo salía a su encuentro ».[40] Pour les esclaves, l'invasion haïtienne signifiait la liberté; pour les affranchis — dont la couleur faisait des parias — une promesse d'égalité.

Avec beaucoup de violence, mais peu de sagesse, certains historiens se déchaîneront plus tard sur la « cruel and barbarous »[41] domination haïtienne, « fundamental cause for the conditions of anarchy, unrest and civil disturbance which have existed almost continously from the liberation of the Dominican Republic from Haiti in 1844 until the American Military Occupation in 1916 ... a tyranny which had for its chief object not only the eradication of the Caucasian race but also the obliteration of all the foundations of European culture and civilization upon which the institutions of the American world have been builded [sic] ».[42] Les uns aveuglés par leurs préjugés,[43] les autres par une certaine paresse intellectuelle,[44] trop de « scholars » se refuseront à comprendre qu'à Hispaniola la « European culture and civilization » n'avait signifié rien d'autre que le génocide de toute une population, l'esclavage, une odieuse division de castes, le racisme, le mépris du travail, le parasitisme, la ruine d'un territoire pourtant riche ... bref, tout ce qui transforme une « culture and civilization » en une mascarade odieuse. Et ils oublieront aussi que ce sera le Haïtien Boyer qui imposera en territoire dominicain la fin de cet esclavage — déjà aboli par

un autre Haïtien, Toussaint — que la France avait rétabli et l'Espagne maintenu, institution sacrée à laquelle Núñez de Cáceres, le « héros » de 1821, n'avait pas voulu toucher. Et finalement, transportés par leur « juste colère », certains auteurs en arriveront même à accuser l'occupation haïtienne d'avoir « disrupted the economy, which had begun to prosper in the previous century » [45] — oubliant que la *relative* prospérité de la deuxième moitié du dix-huitième siècle avait été anéantie, bien avant l'invasion de Boyer, par la « gran tempestad » qui, dès 1791, avait commencé à s'abattre, par des rafales toujours plus violentes, sur le territoire dominicain ... « tempestad » dont le gouvernement de l'Espagne, civilisée mais « boba », n'avait fait qu'accroître les méfaits.

Sans doute, le manque d'études sérieuses sur la période de l'occupation haïtienne empêche de dresser un bilan définitif. Cependant, « de los pocos datos que conocemos se deduce que el país tuvo algunos años de cierta animación económica ... que hubo cierto grado de prosperidad y que esa prosperidad formó un ambiente favorable al nacimiento de una pequeña burguesía lo suficiente numerosa para sentirse capaz de tomar la direccion política del país ».[46]

Certes, les Haïtiens ne réussiront pas à réaliser un projet qui, il faut bien le reconnaître, ne manquait pas de grandeur: la fusion dans une seule nation de la population de couleur des deux anciennes colonies, des descendants d'une même Afrique. La facilité même avec laquelle leur administration s'écroulera dans la partie orientale de l'île — en 1844 — l'acharnement dont par la suite fera preuve le peuple dominicain dans la défense de son indépendance, constituent sans doute la meilleure preuve de l'échec de cette Haïti « une et indivisible » dont Toussaint, le premier, avait rêvé.

Cependant, en dépit d'une triste succession de guerres, et des haines que des gouvernants criminels auront trop souvent intérêt à attiser, la grande majorité de la population dominicaine, celle de couleur, devrait conserver à l'égard de ses voisins haïtiens une dette de reconnaissance: c'est grâce à ces derniers que « el país inició un real y efectivo proceso de integración racial ».[47]

En 1820 — à un moment, donc, où le territoire dominicain appartenait encore à l'Espagne — le gouverneur de la colonie, don Sebastian Kindelan y Oregon, avait tenu à s'adresser aux « Fidelísimos Naturales y Habitantes de la Española »,[48] pour ainsi dissiper « las ideas peligrosas » [49] que, par une « interpretación erronea » [50] de la nouvelle constitution,[51] « espíritus inquietos y revoltosos » [52] « propagan entre los incautos ».[53] « Sabéis muy bien » — disait son Excellence — « que nuestra población se compone de gentes de varios colores y condiciones: hay blancos, hay pardos, hay morenos, y en estas dos últimas clases hay libres y esclavos ».[54] Sans doute, « los beneficios de la Carta Constitucional van a ser copiosos ... *pero no por esto deja el esclavo de serlo, ni el hombre de color se pone de repente al nivel del ciudadano blanco* ».[55-56]

Tel était le message de l'homme qui représentait la nouvelle Espagne, l'Espagne « libérale et assoiffée de liberté » qui venait de mettre fin à l'absolutisme de Ferdinand VII. Mais six mois plus tard les Haïtiens faisaient leur entrée en territoire dominicain et, sous leur « cruel and barbarous » administration, commençait un « real y efectivo proceso de integración racial »: non seulement « deja el esclavo de serlo », mais « el hombre de color se pone de repente al nivel del

ciudadano blanco » ... d'où le cri de douleur de trop de racistes sur « the eradication of the Caucasian race » et « the obliteration of all the foundations of European culture and civilization ».

Et lorsque, en 1844, la séparation avec Haïti deviendra un fait accompli — et de cette séparation naîtra la République Dominicaine — un véritable retour en arrière ne sera plus possible. Sans doute les blancs, ceux qui étaient restés et ceux qui reviendront une fois chassés les honnis Haïtiens — mais réduits désormais à une proportion infime d'une population « ethiopianized » —[57] garderont trop souvent, et certains continuent à le garder aujourd'hui encore, le sentiment d'appartenir à une caste supérieure — cette « gente de primera » dont le professeur Bosch a si bien décrit les caractères.[58] Ils devront cependant apprendre à vivre avec ceux qui, avant l'invasion haïtienne, n'étaient que des « esclavos y libertos vejados y discriminados ».[59] Les hommes qui domineront, par la suite, l'histoire du pays seront, la plupart, de couleur: ainsi Sánchez, « père de la patrie » — mais mulâtre; et Baez, fils d'une esclave, mais cinq fois président; Luperón et Heureaux aussi — des noirs; et le mulâtre Trujillo, enfin — mulâtre en dépit de tous ses efforts pour se « blanchir ».

C'est la naissante petite bourgeoisie qui dirigera la lutte contre la domination haïtienne. Encore pratiquement inexistante en 1820, « al cabo de algunos años en la llamada Banda del Sur acabó formandose une pequeña burguesía de comerciantes, profesionales, dueños de corte de madera; esa pequeña burguesía se sumó a la de los cultivadores de tabaco y la de los comerciantes del Cibao y acabó tomando en 1838 la dirección de la vida política nacional; por lo menos tomó la dirección en la tarea de organizar a los dominicanos para que lucharan por su independencia ».[60]

C'est, le 16 juillet 1838, la fondation par le jeune Juan Pablo Duarte d'une société secrète, la Trinitaria: elle aura pour « objectivo básico ... la constitución de un Estado libre, soberano e independiente ... con el nombre de "República Dominicana" ».[61] C'est, le 27 février 1844, sous l'impulsion de Sánchez et Mella — Duarte était en exil — la révolte qui commence et qui, en quelques jours, voit tout le pays se rallier à la cause de l'indépendance, tandis que l'administration haïtienne s'écroule, pratiquement sans offrir de résistance.

Mais cette bourgeoisie, représentée par Duarte et ses amis, était incapable, parce que trop faible, d'assumer la direction du pays qu'elle avait éveillé à l'indépendance. Elle l'était encore plus, d'ailleurs, face au retour offensif des Haïtiens du président Hérard, dont les armées envahissaient, peu après le 27 février, le territoire de la nouvelle République.

Contrainte de s'allier aux détenteurs traditionnels du pouvoir — les *hateros* — la petite bourgeoisie courait à sa perte: c'était les *hateros* et leurs amis, bientôt, qui détenaient la majorité au sein de la *Junta Central Gubernativa*, gouvernement provisoire du nouvel Etat. C'était un *hatero*, Pedro Santana, qui recevait le commandement des armées destinées à arrêter les Haïtiens — tandis que son allié, Bobadilla, devenait président de la *Junta*.[62] Mais très vite toute collaboration entre les deux groupes devenait impossible. Bientôt les « pères de la patrie » — Duarte, Sánchez et Mella — déclarés désormais « traídores a la patria », étaient obligés de prendre le chemin de l'exil, alors qu'un congrès

« introuvable » accordait à Pedro Santana non seulement la présidence de la République, mais aussi les pouvoirs dictatoriaux qu'il exigeait. La petite bourgeoisie avait perdu. Conservatrice si on la juge avec la mentalité d'aujourd'hui, elle représentait cependant, si on se replace dans le contexte historique, les forces de progrès existant dans le pays. Elle échouait — les *hateros* triomphaient — et le peuple dominicain s'engouffrait dans une nouvelle époque de malheurs.

1844-1916: des luttes fratricides déchirent le pays. Les aspirants au pouvoir sont nombreux. Tous, ils se proclament généraux. Et derrière chaque « général », une armée misérable, sa *peonada*: paysans en guenilles, affamés, qui suivent leurs maîtres, se battent, meurent.

Parfois l'homme fort apparaît, qui élimine les concurrents. Il impose « sa » paix: c'est la dictature. Tôt ou tard, des « libérateurs » apparaissent. Ils éliminent le tyran, ils luttent entre eux pour prendre sa place. Paix ou guerre, anarchie ou dictature, pour le peuple dominicain ce ne sera qu'un seul et même refrain: la misère.

Histoire douloureuse, certes, mais, dirait-on, presque banale: *caudillos* ambitieux et corrompus, guerres civiles, exploitation, misère: combien de pays de l'hémisphère n'ont-ils pas connu pareilles souffrances? Mais voilà que deux traits brisent cette « monotonie » et paraissent vouloir exalter la douloureuse originalité de ce pays que « Columbus loved ».

La menace haïtienne, tout d'abord. Port-au-Prince ne se résigne pas à l'indépendance dominicaine. A plusieurs reprises au cours de douze ans (1844-1855), les armées haïtiennes franchissent des frontières qu'elles se refusent à reconnaître: l'île doit être « une et indivisible ». Ce n'est pas le sort de quelques territoires contestés qui est en jeu, mais le droit même de tout un peuple à une existence autonome.

Et ce droit les Dominicains sauront le défendre. A chaque fois, ils rejettent l'envahisseur au delà des frontières. Victoires glorieuses, certes, mais chères en vies humaines — dans un pays qui est déjà pauvre en hommes; chères aussi en vertu de l'effort qu'elles imposent, et des sacrifices qu'elles entraînent: « durante once años todo dominicano en edad militar tuvo que tomar armas para combatir al haitiano » [63] et donc « abandono de la producción en casi todos los renglones, sobre todo en los agrícolas ».[64]

Menace haïtienne, résistance dominicaine ... misère, pertes en vies humaines. Mais pourquoi des hommes, des Dominicains!, s'efforcent-ils de sacrifier cette indépendance si chèrement défendue, comme s'il s'agissait d'une charge pénible dont il fallait se débarrasser au plus vite? Pourquoi s'y efforcent-ils même lorsque la menace haïtienne, dès 1859, perd de plus en plus de vigueur?

Deux hommes, Buenaventura Báez et Pedro Santana, dominent les 17 premières années de la vie du nouvel Etat (1844-1861). Ils s'affrontent pour un pouvoir où ils finissent par se succéder avec une régularité presque monotone.[65] Un même programme de gouvernement: le désir de s'enrichir soi-même, la nécessité d'enrichir ses propres partisans — bref, une volonté constante de dilapider les quelques richesses que le pays peut encore offrir.

Ils se disent Dominicains — mais pour eux, « los dominicanos eran una

cosa, no un pueblo; un hato que podía traspasarse, no un conglomerato de seres humanos con una aspiración nacional, aunque ésta fuera vaga ».[66]

« Un hato que podía traspasarse » — et non une patrie qu'il fallait défendre: les Santana, les Báez — et ceux qui suivront leur exemple — savent tous que leur pouvoir est menacé, qu'une foule ambitieuse de trop de concurrents conteste leurs titres de propriétaires. Et alors, plutôt que de courir le risque d'être « expropriés », ils préfèrent vendre. Et ils s'épuisent à la recherche d'un acheteur, « ofreciendo la nación al mejor postor ... a todo él que la quería comprar, e inclusive ... a quienes no la querían comprar »:[67] bref, à tout pays qui acceptera de leur offrir un « bon prix » et, en les laissant comme « administrateurs », leur permettra de rester associés aux gains de l'exploitation, tout en les délivrant de la charge de la défendre.

Baez: cinq fois président: un « lifelong business — the securing of a foreign protectorate which would insure his own perpetuation close to the moneybags ».[68]

Santana: trois fois président: « su vida iba a ser, como anexionista, ... de una fidelidad a toda prueba. Su actividad constante fue esa, en él no hubo un gesto que pudiera interpretarse como error, desazón o táctica. El entreguismo, la negación de los valores nacionales y del pueblo dominicano come colectividad propia y permanente, fueron sus firmes convicciones ».[69]

Báez et Santana: « activistas toda su vida del protectorado y la anexión de la República a una potencia extranjera ».[70]

Il est étonnant, dans de telles conditions, que le pays ait pu garder son indépendance pendant 17 ans. Un tel « échec » ne doit pas être imputé aux deux leaders, inlassables dans leurs efforts, mais au manque d'intérêt — parfois — aux rivalités — dans d'autres cas — des puissances sollicitées: France, Espagne, Etats-Unis, Angleterre.

Finalement en 1861 Santana, son énergie redoublée par une révolte qui menace son pouvoir, réussit à « placer » le pays. C'est l'Espagne qui accepte les offres du *caudillo* dominicain: les difficultés des Etats-Unis, en fait, et les rêves de grandeur du gouvernement O'Donnell, ont réveillé son esprit d'initiative.[71] Cas unique dans l'histoire de l'Amérique latine: une ex-colonie renonce de son propre gré à son indépendance pour se soumettre à l'ancienne métropole [72] — un exemple de plus de cette « arritmía histórica » de la République Dominicaine dont nous parle le professeur Bosch.

Une population qui ne sacrifie son indépendance que parce qu'elle n'a pas le choix — Santana se préoccupant d'étouffer les opinions contraires; une administration espagnole aussi « boba » que toujours: les conditions sont réunies pour qu'en 1863 la révolte se propage dans tout le territoire; c'est la guerre de *Restauración*, qui se conclura, deux ans plus tard (1865), par le départ, définitif cette fois, des Espagnols.

Ainsi la République Dominicaine se retrouve-t-elle au même point qu'en 1861. Plus pauvre, certes, à cause de la violence de la guerre « restauradora », mais riche de plusieurs douzaines de généraux aussi « patriotes » et « éclairés » que jamais. Déjà au cours de la révolte, incapables de s'accorder sur les dépouilles d'un butin — la République elle-même — qui n'était pourtant pas encore entré en leur possession, ils se battaient entre eux, ils s'entretuaient, à l'occasion.[73]

Maintenant que les Espagnoles sont partis, maintenant qu'ils se retrouvent enfin « en famille », ils s'en donnent à cœur joie. Le général Pimentel, investi des pouvoirs présidentiels le 25 mars 1865, est renversé, quelques semaines plus tard, par le général Cabral. C'est bien, mais le général Guillermo n'est pas d'accord. Il renverse Cabral, il installe Báez (8 décembre) — Báez, « quien en la hora aciaga de la anexión ciñó la faja de Mariscal de Campo español, y ofreció en Madrid sus servicios "para realizar la pacificación de la Colonia" ».[74] Et alors, « enemigo irreconciliable del nuevo mandatario »,[75] le général Luperón se soulève, à Puerto Plata. Il est vaincu, mais d'autres prennent la suite: à Azua, à San Cristobal, à Santiago, dans le sud. C'en est trop pour Báez. Il quitte le pouvoir (28 mars 1866) — il a, d'ailleurs, l'habitude des départs. Avant de partir, cependant, il s'est livré à son occupation favorite: essayer de vendre un morceau de territoire dominicain, en l'occurrence Samaná. Les acheteurs, cette fois, auraient dû être les Etats-Unis. Mais ceux-ci sont trop lents, alors qu'en République Dominicaine les généraux sont si dynamiques: Baez quittera le pouvoir sans avoir eu le temps de conclure l'affaire.

Ainsi, dans l'espace d'un an, trois gouvernements ont été renversés. L'« historien » dominicain Bernardo Pichardo vantera, plus tard, dans une de ses nombreuses envolées de rhétorique, l'« heroico desinterés »[76] du peuple dominicain; sans doute ne se référait-il pas, du moins faut-il l'espérer, à l'espèce des généraux et consorts. Et le triste cortège continue. Généraux qui gravissent solennellement les marches du Palais National — pour les redescendre en courant quelques mois plus tard. Coups d'Etat qui réussissent, coups d'Etat qui échouent. Ainsi « los años fueron pasando en asonadas, motines, golpes de Estado, revoluciones; amenazas de anexión a Estados Unidos y divisiones y subdivisiones de fuerzas; gobiernos provisionales, gobiernos constitucionales que resultaban pasajeros; juntas, triunviratos, elecciones amañadas ».[77] « Each group came to office pledged to end corruption in the administration of public funds. In reality, however, caudillo politics tended to be mainly a struggle for revenue, for jobs and favors, and for the opportunity to control the custom-houses and other sources of wealth ».[78]

Quant au pays lui-même, il offre « el triste aspecto de una inmensa e infinita desolación »:[79] « el estado ruinoso del comercio; el desmedrado y casi nulo concurso que ofrecía la agricultura; la postración absoluta de nuestras incipientes industrias; el descuido en que se encontraba la función judicial y el estado de abandono de la instrucción pública ».[80]

Décembre 1879: grâce à un *pronunciamiento* victorieux, le général Luperón assume la présidence provisoire de la République. Il en profite pour entreprendre « several reforms ».[81] Ensuite — septembre 1880 — il s'efface devant le nouveau président, l'archevêque Meriño, qui vient d'être constitutionnellement élu — « the first peaceful transfer of power since the overthrow of Spanish rule in 1865 »![82]

Et voilà que Meriño continue et développe le programme de réformes de Luperón, et voilà que ces généraux trop impatients qui voudraient « tenter leur chance » sont rapidement mis hors d'état de nuire, avec une salutaire sévérité, par le plus brillant des lieutenants de Luperón, le général noir Ulises Heureaux.

Et alors, « por primera vez desde que existía la república »,[83] « comenzó

un periodo de progreso nacional ... una era de paz propensa al desarrollo del país ».[84] Une paix qui n'est pas le produit d'une dictature, des gouvernants pour lesquels la concussion ne représente pas la seule justification du pouvoir, « buenos precios de los productos del país en el mercado mundial ... presencia de inmigrantes forzosos lanzados al país por la guerra de los diez años en Cuba y por las luchas civiles en otros paises americanos »:[85] « Santo Domingo tuvo un verdadero florecimiento que fue desde el establecimiento de la escuela nacional hasta la fundación de los primeros centrales azucareros ».[86]

Mais Ulises Heureaux, « hombre del pueblo, de gran talento y notable energía »,[87] « de inteligencia excepcional y valor a toda prueba »,[88] « traicionó ... a su origen y a su historia ».[89] « Llevado al poder por una corriente económica y social avanzada »,[90] il ne sut pas résister à la séduction de la dictature.[91] « El deseo de mantenerse en el poder llevó a Heureaux a favorecer los planes de un núcleo latifundista retardatario, formado sobre todo por hombres de su confianza, que habían sido compañeros suyos en los campamentos o que le eran personal y políticamente adictos ... ellos dominaban a las grandes masas campesinas con métodos típicos de caudillaje rural latinoamericano: y Heureaux necesitaba esas masas sumisas para prolongar su gobierno ... Heureaux sacaba los soldados para su ejército del campesinado ignorante y sin tierra, y el ejército le garantizaba el mantenimiento en el poder al tiempo que los caciques latifundistas producían la indispensable base política de su régimen ».[92]

L'histoire avait offert à la malheureuse République une chance d'effacer cette « arritmía » qui l'oppressait, une chance de « acompasar su historia al ritmo latinoamericano ».[93] Mais en vain. Ulises Heureaux « usó los resortes del poder para crear una fuerza retardataria que le permitiera perpetuarse en el gobierno, desvió la corriente progresista dominicana y la lanzó al vacío ».[94]

La République courait vers sa perte. L'assassinat de Heureaux (26 juillet 1899) ne marquait que le début d'une nouvelle période de convulsions. Et si, à partir de 1906, le président Cáceres paraissait pouvoir imposer au pays un peu de progrès et de tranquillité, la main d'un assassin, cinq ans plus tard, ouvrait, « with incredible rapidity »,[95] les portes à l'anarchie.

La République agonise. Pendant les 17 premières années de son existence, elle a péniblement survécu aux efforts infanticides de Báez et Santana. Sacrifiée en 1861, elle renaît, quatre ans plus tard. Santana est mort, mais Báez encombre toujours la scène. En 1866 déjà, lors de son bref passage à la présidence, il s'est efforcé de vendre — ou louer — aux Etats-Unis la baie de Samaná. Son successeur, le général Cabral, « hombre de honradez insospechable »!,[96] reprend le projet. C'est Báez encore qui, en 1868, revient au pouvoir; c'est pour essayer son coup de maître, un exploit dont Santana lui-même n'aurait pu être que fier: l'annexion de la République aux Etats-Unis, en échange de la somme de $ 150.000, « $ 100.000 to be in cash and $ 50.000 in armements ».[97] Seule l'opposition du Sénat américain pourra empêcher, in extremis, la consommation d'une trahison dont Báez avait déjà obtenu, par ses « persuasive methods »,[98] l'approbation « enthousiaste » du peuple dominicain.[99]

Echec qui ne pourra pas décourager l'indomptable Báez, ni certains de ses successeurs: ainsi assistera-t-on, tout au long de la présidence de Heureaux, au

triste spectacle d'un dictateur qui s'efforce, avec une insistance presque pathétique, de « revive the Samaná deal ».[100]

Cependant, à partir de 1869, un nouveau système a été inauguré pour enrichir des hommes — des « patriotes » — auxquels les maigres ressources du pays ne sauraient désormais plus suffire: l'argent dont on a besoin, c'est à l'étranger qu'on l'empruntera — et sans doute à ces « exorbitant discounts which poor, unstable countries had to pay ».[101] Peu importe: l'argent c'est « aujourd'hui » qu'on le reçoit; les dettes, c'est « mañana » qu'il faudra les rembourser — et « in the long run, we are all dead ».

C'est Báez qui donne l'exemple. En 1869, lors de sa quatrième présidence, il emprunte $ 420.000 à la Compagnie britannique *Hartmont* ... « the terms agreed to by the President were of so onerous a character as to be almost incredible ».[102]

1888: voici Heureaux qui négocie avec la compagnie hollandaise *Westendorp* — et les conditions de l'emprunt seront « even more onerous than that with Hartmont and Co ».[103] A peine deux ans plus tard, un nouvel emprunt est négocié avec la même compagnie. Le pays ne peut pas faire face à ces charges. Néanmoins, pourvu qu'on soit sans scrupule, la République Dominicaine représente, pour trop de vautours, une bonne affaire. Et les vautours abondent. En 1892, la *Santo Domingo Improvement Company* de New York entre en scène et achète tout l'avoir de *Westendorp*.[104] Cinq ans plus tard, « despite ... clear evidences that the government of Heureaux was a poor risk, and his default in 1897 on one issue of the Improvement Company, the Company floated a new issue ».[105] Cela s'explique: « when it floated bond issues, the company seems to have paid the Dominican government from 30 to 43 percent of the face value of the securities. It then sold the bonds to investors, mostly in Belgium and France, at such prices as it could obtain. A considerable proportion of the proceeds was always *mysteriously* [106] absorbed in the expenses of the operation ... the success of such operations depended of course on finding gullible investors ».[107]

Chaos financier: l'Etat dominicain est incapable d'honorer ses dettes. Chaos politique: Heureaux est mort, les *pronunciamientos* se succèdent. Leur rythme même s'accélère, comme si, sentant l'agonie du pays, les divers *caudillos* étaient de plus en plus impatients, de plus en plus pressés de s'emparer du pouvoir — et des quelques avantages économiques que le pouvoir peut encore offrir ... avant que ce ne soit trop tard, et qu'une inévitable occupation étrangère n'arrête pour tous un jeu si excitant et, somme toute, profitable — eux aussi, comme des vautours.

Les créanciers étrangers s'agitent. Derrière eux, de plus en plus menaçante, l'ombre des gouvernements dont ils sont les ressortissants — gouvernements qui, confrontés à des *caudillos* irresponsables, paraissent toujours plus tentés de recourir au seul argument à même d'offrir des résultats: la force.

Pour la République Dominicaine la fin approche. Janvier 1903: un protocole est signé entre le gouvernement des Etats-Unis et le général Vásquez, président du moment en République Dominicaine: « on account of the claims of the *Santo Domingo Improvement Company* of New York ... the Dominican Government shall pay to the Government of the United States the sum of $ 4.500.000 ...

in American gold »;[108] quant aux modalités de paiement, elles seront arrêtées par un tribunal arbitral.

14 juillet 1904: le tribunal rend sa sentence: « el Gobierno Dominicano tenía que pagarle a la Improvement Company a razón de $ 37.500 mensuales durante dos años y $ 41.666 mensualmente después de esa fecha. Un agente financiero nombrado por el Gobierno de los Estados Unidos debía hacerse cargo de la Aduana de Puerto Plata, en caso de que dejara de pagarse una de las cuotas mensuales. Las restantes aduanas de la costa norte ... debían ser ocupadas en caso de que la primera no produjera la suma convenida ».[109]

Août 1904: « John T. Abbott, an officer of the Improvement Company, was named as financial agent ».[110]

21 septembre: « when the Dominican government failed to make the first monthly payment ... Abbott demanded ... that the Puerto Plata custom-house be turned over to him ».[111] Le président Morales, sous la pression du ministre américain Dawson, est obligé de revenir sur son refus initial. Il cède: « Abbott's representative was put in charge of the Puerto Plata custom-house on October 20 ».[112]

Mais d'autres puissances — « the European Governments whose rights were ... disregarded » [113] — menacent de suivre l'exemple des Etats-Unis. « The French and Belgian representatives at Santo Domingo indicated that their governments were considering the seizure of the custom-houses at that city and San Pedro de Macorís to collect revenues that had been specifically promised them as security ».[114] « Ya Italia había hecho un gesto armado al enviar su ministro en la Habana a Santo Domingo abordo [sic] de un barco de guerra para negociar ».[115]

Mais l'Amérique latine est désormais un « domaine réservé », sur lequel les Etats-Unis s'arrogent des droits particuliers — et exclusifs:

> « To-day the United States is practically sovereign on this continent, and its fiat is law upon the subjects to which it confines its interposition ».[116]

Dans cette sphère d'influence, que Washington revendique si hautement, une place de choix revient à la région des Caraïbes, d'autant plus importante que le canal de Panama va la hisser « to a commanding position among the trade routes of the world »,[117] et condamnée à être le « Mare Nostrum » d'un Etat qu'enivre son trop facile triomphe sur l'Espagne. Une répétition de l'affaire vénézuélienne ne pourra plus être tolérée.[118] « President Roosevelt determined to act, and, as always, to act swiftly » [119] — ce sera le *Roosevelt Corollary* de la Doctrine Monroe:

> « Certain foreign countries have long felt themselves aggrieved because of the non payment of debts due their citizens. The only way by which foreign creditors could ever obtain from the Dominican Republic itself any guarantee of payment would be either by the acquisition of territory outright or temporarily, or else by taking possession of the custom-houses, which would of course in itself, in effect, be taking possession of a certain amount of territory ...
>
> The United States then becomes a party in interest, because under the Monroe Doctrine it can not see any European Power seize and permanently occupy the territory of one of these republics; and yet such seizure of territory,

disguised or undisguised, may eventually offer the only way in which the Power in question can collect any debts, unless there is interference on the part of the United States ».[120]

« Unless there is interference on the part of the United States » ... le 30 décembre 1904 déjà, le Secrétaire d'Etat Hay invitait le ministre américain à Santo Domingo, Thomas C. Dawson — qui venait de rejoindre son poste « acompañado de una numerosa escadra »[121] — à « sound ... discreetly but earnestly » le président dominicain Morales pour « ascertain whether the Government of Santo Domingo would be disposed to request the United States to take charge of the collection of duties and effect an equitable distribution of the assigned quotas among the Dominican Government and the several claimants » [122] — solution qui permettrait de résoudre « the disquieting situation which is developing owing to the pressure of other governments having arbitral awards in their favor and who reguard our award as conflicting with their rights ».[123]

Le président Morales accepta — « no fue esta une libre y espontánea decisión, sino la aceptación de una esclavitud unificada para evitar el desmembramiento de la República ».[124] « Los reclamantes europeos », pour leur part, « estaban dispuestos a aceptar cualquier línea de acción que nosotros decidiéramos tomar. Ellos sólo querían su dinero, mientras que nosotros queríamos no sólo nuestro dinero, sino también nuestra Doctrina de Monroe ».[125]

Et un protocole est signé, en février 1905: les douanes dominicaines passaient sous le contrôle des Etats-Unis et, sous le nouveau régime, « Santo Domingo debía recibir el 45% de los ingresos aduaneros y sus acreedores el 55%, descontando el costo de recaudación. La Receptoria debía tener completa libertad de acción en las aduanas y el poder para mantener el orden ».[126]

Si cet accord avait été respecté, il n'y aurait pas trop de raisons de s'indigner de l'« impérialisme » d'une grande puissance soumettant à sa volonté un pays faible et pauvre. Sans doute les grandes compagnies qui avaient conclu des accords financiers avec les divers gouvernements dominicains — *Hartmont, Westendorp, Santo Domingo Improvement Co.* — avaient agi comme des bandits de grands chemins. Ces emprunts, cependant, n'avaient pas été imposés à la République par les navires de guerre de puissances étrangères. Ils avaient été contractés librement par des présidents dominicains — ces mêmes présidents qui, trop souvent, s'étaient efforcés d'aliéner une partie, ou la totalité du territoire national. Certes, le peuple dominicain ne porte-t-il aucune responsabilité dans le comportement criminel d'hommes dont il n'était que la victime — tout comme les petits bourgeois européens, acheteurs des bons, n'étaient que les victimes inconscientes des grandes compagnies. Cependant l'historien dominicain d'aujourd'hui, avant de s'en prendre à l'« impérialismo » qui « iba tendiendo sus redes »,[127] ferait mieux de se déchaîner contre ceux qui, à cet impérialisme, vendaient leur pays. Non pas contre un personnage isolé, accident malheureux de l'histoire, mais contre toute une classe dirigeante qui, aveuglée par des ambitions irresponsables — et si souvent sordides — menait un peuple à la ruine et créait follement les conditions qui devaient justifier la main-mise étrangère sur les revenus d'un pays trop ouvertement incapable de s'acquitter de ses dettes.

Mais le protocole de 1905 ne fut pas respecté. Lors de sa négociation déjà, « lo que en realidad tenían en mente los dos negociadores americanos era copiar el régimen británico de Egipto » [128] et parvenir ainsi « to a real superintendence of all administrative matters, which in wise hands can be used to great advantage ».[129] Sans doute, aussi longtemps que durera la présidence de Ramón Cáceres, le gouvernement américain se « contenta » de l'exécution du protocole de 1905, transformé en 1907 en un traité en règle. Cáceres, en fait, savait assurer cette stabilité interne que Washington exigeait désormais des pays situés dans sa sphère d'influence. Il montrait aussi, d'autre part, une salutaire « compréhension » vis à vis des intérêts économiques américains.[130] Et cette « compréhension » devait prendre une importance particulière lorsque, « with the advent of Secretary Knox (1909) ... the foreign policy of the United States was determined by the immediate requirements of a limited privilegied class, rather than by a true appreciation of the ultimate national interests ».[131]

Ainsi, aux yeux de Washington, une situation particulièrement satisfaisante existait désormais en République Dominicaine, si satisfaisante même que Knox, « in defending his dollar diplomacy in Central America ... repeatedly pointed the Dominican Republic as an example of the benefits conferred by an American customs receivership » [132] — un modèle, bref, qui méritait de ne pas rester unique.

Mais Cáceres était assassiné (novembre 1911). Sa mort ouvrait, « with incredible rapidity » les portes à l'anarchie. Cependant, conséquence inévitable du chaos politique, le pays se précipitait à nouveau dans le marasme financier. Le « beau modèle » dont Knox avait été si fier s'écroulait lourdement. A ce retour soudain aux « errements du passé », les Etats-Unis allaient répondre par une ingérence toujours plus brutale dans les affaires internes dominicaines — exigences croissantes auxquelles d'éphémères présidents ne pouvaient opposer que le texte du traité de 1907, qui fixait et limitait les droits de Washington.

Mais « el poder da extraordinarias ventajas en la interpretación de frases legales ».[133] Il permet notamment d'exiger d'un président dominicain, « in a stiff formal note »,[134] le limogeage d'un de ses ministres et du chef de l'armée et de prétendre, en même temps, respecter la souveraineté du pays; il permet aussi, d'autre part, mais toujours en gardant un agréable sentiment de « self-righteousness », d'ordonner à ce même président de se démettre de ses fonctions: « the commissioners finally decided that President Victoria himself must go » [135] (novembre 1912). Cependant, soutien indispensable à tant de « conseils », toute une série de mesures est adoptée, qui viole ouvertement le traité de 1907.[136]

Mais en mars 1913, Woodrow Wilson devient président des Etats-Unis. Par son « forcefully expressed liberalism »,[137] par sa répudiation de la *Dollar Diplomacy*, il tranche nettement sur le cynisme de ses prédécesseurs. Un vent d'espoir soulève l'Amérique latine: l'ère du « big stick » paraît révolue.[138]

Volonté sincère d'apporter les « bienfaits de la démocratie » aux nations que la Providence a placées dans la sphère d'influence des Etats-Unis — mais incompréhension certaine des réalités de ces mêmes pays. Désir d'être « juste » — mais incapacité de reconnaître toute « justice » qui n'ait pas sa place dans la rigidité des schémas préconçus. Certitude, enfin, que toute objection de la part de ces « indigènes » qu'il faut régénérer ne peut être que la preuve même de

la mauvaise foi — ou, au mieux, l'expression d'une incapacité puérile de comprendre « ce qui est pour leur bien ». Bref, à la relative souplesse du cynisme des Taft, des Roosevelt, se substitue l'intolérance du dogmatique — des deux maux, ce dernier est le plus dangereux.

D'autant plus dangereux, d'ailleurs, qu'au zèle du missionnaire s'ajoute l'attachement aux intérêts stratégiques prônés par Roosevelt et Taft: volonté de contrôler la politique des Etats de la région et de rendre impossible toute éventualité d'ingérence européenne là où ne doit régner que la « pax americana ».

« Even in the matter of dollar diplomacy there was no real change of policy ».[139] Les intentions de Wilson étaient sincères mais son temps limité, son attention retenue ailleurs. Cependant l'homme qu'il avait désigné pour succéder à Knox, William J. Bryan, ouvrait tout grand les portes du Département d'Etat à une foule de politiciens « who had had no experience in diplomacy or in Latin America »,[140] mais qu'il fallait récompenser des services rendus au parti démocratique. Exclue des « larger diplomatic posts »,[141] pour lesquels Wilson « insisted on selecting able men »,[142] la horde se déversait sur l'Amérique centrale et sur les Caraïbes. « Nearly all were incompetent and some had personal failings that soon made their removal necessary ».[143] Par son incompétence, par ses « personal failings », par son passé douteux, un homme se distinguait dans la mêlée: James M. Sullivan, l'aventurier que la nouvelle administration désignait comme ministre américain en République Dominicaine.[144] Choix qui se révèlera désastreux — mais il faudra attendre presque deux ans pour le « removal » de Sullivan; tout aussi malheureux sera d'ailleurs le choix de son successeur.[145] Après avoir éveillé tant d'espoirs, la politique latino-américaine de Wilson finira par se distinguer sur un seul point de celles, tant décriées, de Roosevelt et de Taft: par l'aggravation brutale de l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires internes de plusieurs pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

Parmi eux, la République Dominicaine. Wilson, certes, y avait hérité une situation chaotique: gouvernements impuissants, révoltes, anarchie. Mais ce chaos, sa politique ne fera que l'aggraver: par ses contradictions, par les exclusives qu'elle prononcera, par une rigidité obtuse; cependant, à Santo Domingo même, James Sullivan, — « deserving Democrat » qui « no sabía nada de asuntos de Estado » [146] — apportait sa contribution personnelle en multipliant les erreurs, les faux-pas. Homme impartial, il « alentaba primero a un partido y después al otro ».[147] Ami de la presse, il se servait d'habitude des journaux locaux « para mezclarse en la política interior dominicana ».[148]

Mais Wilson ne voyait que les erreurs des Dominicains — et ignorait les siennes. Devant les déboires incessants de la démocratie politique dans le pays, il ne voyait bientôt qu'une solution: reconnaissant franchement leur incapacité à se gouverner par eux-mêmes, les Dominicains devaient se placer, « patriotiquement », sous la tutelle éclairée de Washington. L'intérêt même de la petite République l'exigeait — telle était sa profonde conviction, mais tel était aussi l'intérêt des Etats-Unis, inquiets des convulsions qui secouaient un voisin trop proche et placé dans une région trop importante — à un moment, surtout, que rendaient particulièrement délicat la grande guerre en Europe et les intrigues de l'Allemagne en Amérique.

Mais le traité de 1907 ne pouvait pas fournir les bases légales du protectorat que Wilson désirait « octroyer »; d'autres accords devaient donc remplacer celuici — ce sera le but de la diplomatie américaine.

Pourtant les Dominicains, d'habitude si divisés entre eux, faisaient preuve d'une irritante unanimité chaque fois qu'il s'agissait de repousser les propositions de Washington. Mauvaise volonté qui, à son tour, ne pouvait qu'exaspérer l'impatience du président américain.

Et finalement, le 19 novembre 1915, une note, formulée « de una manera tan grosera ... que el texto no pudo ser dado a la prensa »,[149] annonçait au gouvernement dominicain que Washington exigeait, désormais:

a) ... the immediate appointment of a financial adviser to the Dominican Republic, who shall be appointed by the President of the Dominican Republic, *upon designation of the United States.*[150]

b) ... the creation of a constabulary ... organized and commanded by an American to be appointed, as "Director of Constabulary", by the President of the Dominican Republic, *upon nomination of the President of the United States.*[151] In like manner there shall be appointed to the constabulary such other American officers as the Director of Constabulary shall consider requisite; also there shall be appointed by the President of the Dominican Republic, on the nomination of the director of constabulary such Dominican officers as, in the judgement of the director of constabulary, may be desirable from the standpoint of efficiency ... The Dominican Government ... shall ratify and promulgate such regulations as to pay of personnel, enlistment and reduction of non-commissioned officers, discharge, discipline, etc, as the director of constabulary may recommend ... »[152]

Exigences auxquelles le président Jiménes, « quizás el único amigo que tenían los americanos »,[153] ne put répondre que par un refus: même ses partisans l'auraient désavoué, s'il avait cédé. Une fois encore les Etats-Unis réussirent, par leurs prétentions exorbitantes, par la façon hautaine dont ils les exprimaient, à réaliser l'unanimité entre Dominicains.

Unanimité éphémère, comme toujours, et donc impuissante à forger cette véritable union qui, seule, aurait pu sauver le pays. Les *caudillos*, distraits un moment par l'intensité de la menace étrangère, ont hâte de revenir à leurs vieilles habitudes, à leurs querelles. Ce sera, en avril 1916, une fois de plus, la guerre civile — mais la dernière. Troupes américaines débarquent, le 4 mai, à Santo Domingo, sous prétexte de protéger les ressortissants étrangers — l'occupation s'étendra, bientôt, à tout le pays.[154]

Mais Jiménes préfère renoncer au pouvoir plutôt que de s'y maintenir sous la protection — et le contrôle — des baïonnettes américaines. Son successeur, Francisco Henriquez y Carvajal, préfère à son tour démissionner plutôt que d'accepter, dans sa totalité, le *diktat* de Washington. Dans un pays qui a produit tant de Baez, tant de Santana, surgit une situation paradoxale: les occupants ne trouvent aucun collaborateur avec lequel établir un semblant de gouvernement.

Le 29 novembre 1916, « Captain H.S. Knapp, aboard his flagship, the U.S.S. Olympia, in the ancient harbour of Santo Domingo, proclaimed the U.S. military occupation of the Dominican Republic » [155] — seule issue, pour les Etats-Unis, à l'impasse où les a acculés leur propre intransigence.[156] Pour la deuxième fois depuis 1844, la République Dominicaine perd son indépendance — mais, cette fois, elle sombre dans la dignité.

L'occupation militaire américaine durera huit ans, de 1916 à 1924. Aujourd'hui encore, il est difficile de dresser un bilan serein de cette période. Ce qu'écrivait Melvin Knight en 1928 vaut toujours: « tanta propaganda se ha hecho por escrito, y tan poco se ha escrito que no sea propaganda ... hasta las publicaciones oficiales dominicanas fueron usadas por los americanos para cantar sus propias glorias ».[157]

Sans doute, « improved sanitary conditions, desirable means of communication, and other public works, an increase in educational opportunities, are all results of the Occupation of the Dominican Republic ».[158] Mais la portée de ces « not insubstantial material achievements » [159] a été trop souvent exagérée. Trop souvent, d'autre part, on a voulu oublier que c'est avec l'argent dominicain qu'ils furent réalisés et que, là où cet argent ne suffisait pas, le gouvernement militaire venait à bout de ses difficultés à coup d'emprunts que, plus tard, « los dominicanos asumieron forzosamente por las clausulas del Plan de Desocupación ».[160]

« Esta ocupación militar », enfin, « ... perturbó toda la estructura económica del país » [161] — et c'est en faveur d'intérêts étrangers que cette « perturbación » se produisit. « En 1905 apenas se notaba el comienzo de la vasta red de negocios américanos que crecieron luego a la sombra de la recaudación de aduanas, con sus rejáustes de tarifas, especialmente bajo la protección del Gobierno Militar »;[162] en 1924, en revanche, la situation était tout autre.

La « Ley de registro de Propiedades », promulguée par le gouvernement militaire en juillet 1920, « era precisamente lo que habían deseado los azucareros durante muchos años ».[163] « Utilizada energicamente »,[164] elle allait permettre à certains d'entre eux d'« obtener títulos de propiedad sobre grandes extensiones de terrenos ».[165] « Utilizada energicamente » ... par des moyens, souvent, dont l'auteur, à l'époque où existait encore un gouvernement dominicain, avait été « perseguido y encarcelado ».[166] Est-il nécessaire d'ajouter, d'autre part, que les paysans chassés de leurs terres, que les « aldeas ... quemadas » [167] étaient Dominicains, alors que « los azucareros », eux, étaient étrangers, presque tous Américains.

Lorsqu'en 1924 les forces armées des Etats-Unis évacuèrent enfin le pays, une réalité nouvelle existait:

> « posiblemente, la sexta parte de los 12.000.000 de acres [168] de tierra de la República Dominicana, terrenos de costa y de valles, están habitados. Las empresas azucareras son propietarias de la cuarta parte, más o menos, de lo mejor de esas tierras ».[169]

Elles possèdent 438.132 acres, dont 9.568 sont aux mains de Dominicains. 355.854, en revanche, appartiennent à des compagnies américaines. Parmi celles-

ci, le Central Romana, filiale de la South Puerto-Rico Sugar Company, créée en 1912 à peine, mais maîtresse déjà de 144.418 acres.[170]

Le sucre, désormais, dominera l'économie dominicaine — comme il domine déjà celles de Cuba et de Porto Rico. En 1925 « las exportaciones en azúcar, caña y mieles de caña alcanzaron a $ 16.868.734, o sea el 63% del total de las exportaciones ».[171]

De tant de millions, cependant, seules des miettes restaient en République Dominicaine: le reste allait enrichir des comptes en banque à l'étranger, « por conceptos de intereses, dividendos, pagos sobre maquinarias, etc ».[172] Même les miettes, d'ailleurs, tombaient surtout en des mains étrangères: car étrangers étaient ces employés qui occupaient des postes élevés au sein des compagnies; étrangère — haïtienne en particulier — était la main-d'œuvre utilisée, les paysans dominicains s'obstinant à refuser les salaires misérables — et les conditions infrahumaines de travail — qui leur étaient offertes.

Les compagnies enfin se préoccupaient d'empêcher que l'argent qu'elles payaient aux travailleurs fût dépensé ailleurs que dans leurs propres *tiendas* — et détruisaient ainsi le petit commerce local. Réalités douloureuses, et pourtant si communes.

Même le système douanier dominicain — pourtant déjà « amélioré » en 1910 [173] — n'échappa pas aux attentions du gouvernement militaire. Bientôt, grâce à son labeur, « casi todos los 245 artículos libres de derechos, más 700 que pagaban derechos reducidos, favorecían los productos americanos ... A las industrias dominicanas del cuero, del tabaco, y del cacao se les otorgaba ... muy poca o ninguna protección. El único producto favorecido por el arancel de 1919 era el azúcar — una industria en manos de extranjeros ».[174]

Mais c'est au point de vue politique que le bilan de l'occupation devait apparaître franchement néfaste.

Le président Wilson avait prétendu apporter les « bienfaits de la démocratie » à la nation dominicaine. Singulière façon de le faire, que d'installer un gouvernement militaire, dans lequel un capitaine de marine — un Américain — faisait figure de président de la République, tandis que d'autres officiers — Américains eux aussi — jouaient aux ministres. Le Congrès suspendu, les élections renvoyées *sine die*, les administrations locales étroitement contrôlées: « la continuación o no del actual personal de los Ayuntamientos queda a voluntad del Gobierno Militar. El personal continuará en su puesto hasta tanto se impartan nuevas ordenes ».[175] Cependant, promesse de dignité, « "Gobierno" y "Constitución" se escribían con letra minuscula cuando eran modificados por "Dominicano" o "Dominicana"; pero se escribían con mayuscula cuando se trataba de americano y militar ».[176]

Singulière façon, enfin, d'habituer les Dominicains aux « bienfaits de la démocratie » que d'étouffer par une censure « not only humiliating and arrogant, but also ridiculous and childish » [177] une presse qui pourtant avait connu la liberté. « La supresión de periódicos ocurrió un sin número de veces desde el año 1916 al 1922 ».[178] Pendant ce temps, « périodistas, oradores, y conocidos escritores » [179] avaient le loisir, au fond des cachots, de méditer sur les avantages de la démocratie « made in USA » — après avoir été condamnés par des tribu-

naux d'où les juges dominicains étaient exclus, et où ne siégeaient que des officiers qui ignoraient non seulement le droit, mais aussi l'espagnol: « el oficial que establece la ley marcial, es a la vez legislador, juez y ejecutor supremos ».[180]

Douloureuse mais inévitable conséquence d'une occupation étrangère: « un "patriota dominicano", como lo describían los que tenían entonces el poder, era un hombre que acudía presuroso a ayudar al Gobierno Militar a triunfar »;[181] ceux qui protestaient, en revanche, n'étaient que des provocateurs — et ils devaient être punis comme tels. Bandits, enfin, ceux qui osaient résister par les armes: bandit Gregorio Gilbert, condamné à mort pour avoir « shot down an American officer when he stepped ashore on our soil ».[182] Bandit Cayo Báez, « in whose breast American bayonets, heated until they were red hot, left their cruel marks ».[183] Bandits les *gavilleros* des provinces orientales que les *marines* « hunted ... down mercilessly ».[184] Répression atroce: « it is true that more than once in the course of their political upheavals the Dominican people have witnessed unjust persecutions, trampling of individual rights, summary executions, etc, but never did they hear of the water torture, the cremation of women and children, the torture of the noose, of the hunting of men on the plains as if they were wild animals, nor of tying an old man in his seventies to the tail of an horse in full daylight in the plaza of Hato Mayor ».[185] Pour les troupes des Etats-Unis, « toda resistencia era "bandidaje" ... aún cuando fueran organizadas, con banderas y uniformes ».[186]

Certes, sous le ciel dominicain, une véritable démocratie politique n'avait jamais pu s'épanouir. Mais ce n'était pas « a foreign military government conducted largely by officers who cannot speak the language of the people and who have no idea of their history or national psychology »,[187] qui pouvait accomplir le miracle — même si ces officiers étaient Américains ... du pays, donc, « blessed by God ». La paix, la stabilité, qu'assurait l'occupation, étaient celles, étouffantes, de toute dictature. Elles ne pouvaient que rendre encore plus irréelle toute espérance de démocratie en terre dominicaine.

Les *marines* enfin partis (septembre 1924),[188] le pays récouvrait, avec son indépendance, l'héritage douloureux d'un passé que les événements récents n'avaient fait qu'aggraver.

Mais l'occupation avait imposé une réalité nouvelle, qui sera lourde de conséquences: la population avait été désarmée, dissoutes les bandes des *caudillos*. A leur place, une force militaire unifiée, cette fameuse *Constabulary*, équipée et encadrée par des officiers américains, si chère à Wilson. D'où l'alternative suivante: où la *constabulary* se désagrégeant en factions ennemies, serait la pépinière des futures guerres civiles; ou alors, son unité préservée, elle mènerait à la dictature le chef qui aurait su l'asservir. Une troisième possibilité était, d'emblée, exclue, parce qu'incompatible avec la réalité dominicaine: à savoir que, se plaçant résolument au service de la constitution, la nouvelle force assure, dans l'ordre, le respect de la démocratie.

Un homme saura faire de la *constabulary* son instrument personnel: le général Rafael L. Trujillo, qui en avait reçu, en juin 1925, le commandement.[189] Ce sera donc la dictature.

L'ambition de politiciens irresponsables hâtera le dénouement. Une révolte éclate, en février 1930, contre le président de la République, Horacio Vásquez, *caudillo* vieillissant qui essaye, à force d'« équilibrismes » constitutionnels quelque peu douteux, de postuler un deuxième mandat.

Entre Rafael Estrella Ureña, leader des rebelles, et Trujillo, général « loyaliste », il y a complicité soutenue par une ambition commune, mais viciée par une mauvaise foi réciproque.

C'est Trujillo qui gagne. Contre Vásquez, d'abord, que la trahison contraint à démissionner. Contre Estrella Ureña, ensuite, obligé à étouffer son ambition pour n'être bientôt que le co-lister oublié du général Trujillo, candidat à la présidence de la République. Et finalement, le 16 mai 1930, le jeune général triomphe à la faveur d'élections auxquelles, par l'énergie de sa « persuasion », il a fini par être le seul candidat.

La « Era de Trujillo » commençait. Ce ne sera au début qu'une quelconque dictature, dans un pays qui en avait connu tant d'autres, dans un hémisphère où elles étaient communes, à un moment historique — la crise de 1929 — qui en générait partout. Jusqu'ici, donc, rien d'étonnant — il eût été surprenant, au contraire, qu'une démocratie politique pût survivre dans un cadre si hostile.

On s'étonnera, en revanche de la durée de la dictature de Trujillo, qui pulvérisera, sous cet angle, tous les records nationaux et même bien de records internationaux.[190] On s'étonnera surtout de l'extraordinaire degré de contrôle que le nouveau maître réussira à imposer sur la société dominicaine.

De ce contrôle, l'armée sera « the first and most important instrument ».[191] Avant 1930 déjà, Trujillo, « through adroit manoeuvering and handling of promotions and appointments »,[192] « había seleccionado cuidadosamente un grupo de soldados y oficiales que acabaron acatando sus órdenes sin un titubeo, y con ellos organizó una máquina de terror ».[193] Cet instrument, il le perfectionnera au cours des années: « Pour s'assurer de sa loyauté Trujillo a prodigué ses faveurs à tous ses membres en général, sans cesser pour autant d'exercer une surveillance très stricte sur ses officiers qu'il ne laisse jamais longtemps dans le même commandement.[194]...

« La tactique de Trujillo vis-à-vis de l'armée a été semblable à celle employée avec l'administration civile de l'Etat. Il ne tolère pas qu'un général, même de sa confiance, conserve longtemps le même commandement, ce qui lui permettrait de prendre une autorité excessive sur ses subordonnés et risquerait de lui donner des envies de rébellion. Aucun chef, aucun officier ne reste longtemps à la tête d'un régiment, d'un bataillon, ou d'un service spécial, à plus forte raison d'un commandement de garnison ou de base. L'armée dans son ensemble est l'institution sur laquelle repose le régime, mais il n'est pas un seul chef à qui l'espoir soit laissé de commander l'armée selon ses vues ».[195]

Sans doute, les mutations continues et brutales dans le corps des officiers, le népotisme effronté, le mépris du « professionnalisme » au profit d'une soumission aveugle au régime, ne pouvaient que réduire l'efficacité de forces armées qui, en revanche, par leurs effectifs et leur matériel, étaient devenues « one of the largest and strongest forces in the Central American and Carribbean area ».[196] Faiblesse, cependant, tout à fait négligeable: l'armée dominicaine n'existait pas

pour combattre des guerres — « es un Ejército de ocupación interna, es un simple aparato de dominación política »;[197] « su labor normal es policíaca ».[198]

Mais le contrôle de Trujillo ne se borna pas aux seules forces armées. Là où il y avait « un grupo social organizado, allí llegó el poder avasallador de Trujillo, y dominó ».[199] Les partis, certes, et la presse, la radio aussi, mais plus encore: « atacó todo tipo de organización susceptible de tener acción pública: sindicatos — entonces elementales, llamados gremios — logias masonicas, clubs de "primera", cámaras de comercio, colegios profesionales ».[200]

Y eut-il opposition? Déjà au cours de sa campagne électorale, Trujillo avait su se débarrasser de bon nombre de ces leaders qui osaient lui résister: les uns « acribillados a balazos »,[201] d'autres, plus heureux, trouvèrent le salut dans l'exil. De ces derniers, « los que volvieron después, volvieron en un féretro ».[202]

L'occupation américaine, le désarmement de la population, la création d'une force armée unifiée: autant de facteurs qui avaient miné gravement les bases du pouvoir des *caudillos* — les seuls qui, dans le contexte historique dominicain, auraient pu opposer une résistance sérieuse aux ambitions du nouveau dictateur. Le « général » Bencosme essaya, cependant, pour trouver la mort, « a mediados de noviembre [1930] luchando en los campos de Puerto Plata contra el Ejército ».[203] Le général Arias aussi essaya — il mourra combattant en juin 1931. Avec sa mort se terminera à jamais l'ère des *pronunciamientos*: les généraux auront compris la leçon.

Heureaux lui-même avait vu son pouvoir limité par les *latifundistas* qui tout en l'appuyant gardaient toujours la possibilité de lancer la *peonada* sur la voie de la révolte. Cette possibilité, désormais, n'existait plus en République Dominicaine; qui pouvait alors espérer de contenir la toute-puissance d'un chef capable de maintenir à son profit l'unité des forces armées? Peut-être les Etats-Unis, le « grand-frère »? Mais pourquoi aurait-on, sur les rives du Potomac, œuvré contre un dictateur aux multiples vertus?

Trujillo, allié fidèle: premier anti-fasciste d'Amérique latine dès que les Etats-Unis se trouvèrent en guerre contre l'Axe;[204] premier anti-communiste de l'hémisphère dès que la guerre froide creusa l'abîme entre la Maison Blanche et le Kremlin. « La máxima directriz de la política internacional de la República Dominicana es respaldar las orientaciones que proceden de Washington, a veces con más entusiasmo y extremismo que sus propios progenitores ».[205]

Trujillo, homme d'honneur aussi: grâce à lui la République Dominicaine donnait « an example worthy of emulation »:[206] c'est, d'abord, « the maintenance of interest payments [de la dette étrangère] during the difficult depression years »;[207] ce sera, ensuite, le 21 juillet 1947, « the payment in full of the balance of the foreign debt ... thus anticipating the final maturity date of the various bond issues by more than twenty years. The praises of Cordell Hull were in the forefront of the congratulations which followed from all quarters ».[208]

Trujillo, homme d'ordre, enfin: finies les guerres civiles, les coups d'Etat. L'anarchie de jadis est désormais remplacée, en terre dominicaine, par cette « pro-american stability » tant appréciée à Washington, aussi bien par les politiciens que par les hommes d'affaires.[209]

Tant de vertus — et tant d'habileté à les mettre en valeur. Par de petites

choses déjà, mais très significatives: ainsi, à Ciudad Trujillo,[210] « the boulevard by the sea was named for George Washington. There was a street named Marine Corps Boulevard. There was plainly visible a replica of the Washington Monument ».[211]

A coups de gestes spectaculaires aussi, destinés à frapper l'imagination: telle l'offre grandiose, faite à Winterthur dès le 12 août 1938, d'accueillir « immédiatement »[212] en République Dominicaine, « on terms almost bountiful »,[213] de cinquante à cent mille réfugiés européens.[214]

Cependant sénateurs et députés américains — et bien d'autres personnalités encore — sont invités à vérifier sur place l'éclat du « miracle » trujilliste. Leurs familles aussi sont invitées. Le faste, la « générosité » de l'accueil paralysent, avec une déconcertante régularité, la faculté de juger de tant d'illustres étrangers.

Des « páginas de anuncios en la prensa newyorkina »,[215] enfin, ne permettent pas au lecteur américain d'oublier que l'allié le plus fidèle, dans la lutte contre le communisme, s'appelle Rafael Leonidas Trujillo.

Tant d'efforts et tant de dévouement recevront, pendant plus d'un quart de siècle, leur juste récompense: « until 1956, voices questioning U.S. support of Trujillo were few and had no effect on Washington's policy ».[216] Occasional congressional resolutions condemning U.S. policy, for example, typically were defeated by 401-3 margins ».[217]

Reste l'Eglise catholique dominicaine. Economiquement faible, pauvre en hommes préparés,[218] elle conserve, cependant, une emprise certaine sur de larges secteurs de la population, dans les campagnes notamment. Elle garde également d'importantes attaches internationales: avec Rome, évidemment, mais aussi — directement — avec l'influente communauté catholique des Etats-Unis. Une force, donc, qui n'est pas négligeable, une force qui pourrait être utilisée pour contraindre la dictature à tempérer sa violence, à respecter certaines limites. Mais ce rôle, l'Eglise le refuse. A la protection des miséreux elle préfère, comme si souvent au cours de son histoire tourmentée, la communion avec le puissant. Elle prostitue son autorité morale au service de la dictature:

> « during almost the entire Trujillo era, Church and State were mutually beneficial and mutually supporting institutions ».[219]

L'Eglise, il est vrai, sera « the only organisation in the country over which Trujillo did not have complete control, since an attempt to establish such control would likely have involved the regime in a struggle which it realized could not be won ».[220] Cependant,

> « there was little reason for Trujillo to hold absolute authority over the Church as he did over groups and institutions. Trujillo and the Church assisted each other in fostering the distinct interests of each, and both benefited from their close association ».[221]

Les *caudillos* écrasés, les partis abolis,[222] l'armée loyale, l'Eglise complice, les Etats-Unis bienveillants: personne alors n'a envie de jouer aux martyrs en République Dominicaine.

En 1931, à la nouvelle de la mort du général, et sénateur, Arias, « el Senado osó declarar tres días de duelo ».[223] Ce sera son dernier geste d'indépendance. Bientôt le Sénat, comme la Chambre, comme le judiciaire, ne seront plus qu'une tragique parodie de l'institution qu'ils auraient dû être, cirque où des marionnettes alternent à une vitesse vertigineuse: le « Jefe » n'aime pas que ses clowns restent trop longtemps en place: ils pourraient être tentés d'oublier que cette place n'est qu'octroyée par le maître tout puissant.[224]

La dignité devient une vertu très chère — et très rare — en République Dominicaine: « indifference toward the regime was considered opposition; no one was allowed to remain neutral ».[225] Aux tortures, à la ruine économique, à un exil difficile, l'écrasante majorité des leaders du pays préfère la soumission. « Dificilmente se dará en cualquier otro país una abyección tan absoluta de las fuerzas intelectuales ».[226]

« No aceptaré que nadie, absolutamente nadie, trate de variar la línea de conducta que me he trazado »,[227] s'écriait, le 28 janvier 1932, Rafael Bonnelly, député de Santiago, et il annonçait sa démission. Dix ans plus tard ce même Bonnelly sera Secrétaire du Sénat; douze ans plus tard, il sera Ministre de l'intérieur — lancé désormais dans une brillante carrière de trujilliste inconditionnel.[228]

« El Jefe es justo hasta cuando castiga ».[229] Et « el Jefe » sévit, pour que personne n'oublie, en République Dominicaine, qu'il n'y a qu'un maître et des esclaves — favoris de cour, certes, mais esclaves.

« Il y a pire que les arrestations et les assassinats, c'est la destruction totale de l'esprit d'un peuple. Le phénomène est visible dans tous les milieux sociaux ... Cette soumission parfaite Trujillo l'a obtenue au début au moyen d'une terreur systématique qui brisait toute résistance. Il l'a obtenue par la suite en endoctrinant la jeunesse: l'étudiant dominicain ignore ce qui se passe dans le monde. Il a également utilisé une presse à ses ordres, une surveillance policière continuelle, et la frayeur qu'inspirait son armée. Mais son chef-d'œuvre a été l'humiliation constante des personnes les plus en vue, au point qu'il existe bien peu de gens n'ayant pas collaboré avec le régime ».[230]

Pouvoir politique, pouvoir militaire: c'est beaucoup — mais pour Trujillo ce ne sera pas assez.

Sans doute est-il « normal » qu'un dictateur utilise son pouvoir pour s'enrichir: « en una tiranía tipica de la América Latina, el tirano hace negocios al margen de las actividades del Estado »[231] et amasse « unos cuantos millones de dolares cobrando comisiones o haciendose donar fincas nacionales ».[232] Il n'arrive pas, cependant, « a dominar en forma absoluta la vida económica de la nación. El manejo de la economía por sectores independientes permite cierto grado de libertad de movimientos y acción, que el pueblo aprovecha para luchar contra el tirano ».[233]

Mais Trujillo dépassera les bornes. Il ne lui suffira pas de s'enrichir, de devenir « el más rico de los dominicanos ».[234] Il établira, au cours de 30 ans de patient labeur, « a near-monopoly ... over the national economy and over all socio-economic groups ».[235] Il soumettra « la mayoría de los intereses económicos al servicio de la familia gubernante ».[236]

Et voilà les Trujillo devenus grands propriétaires terriens, maîtres de « las

mejores tierras de pasto y de cultivo ... Disponían de un 10% de la tierra productiva del país y se estima que estaba en sus manos ese mismo porcentaje de la industria ganadera ».[237]

Grands industriels. Des principales industries du pays, ils possèdent:

Industrie du sucre	63,00%
Ciment	66,67%
Papier	73,19%
Peinture	86,84%
Cigarettes	71,93%
Lait	85,00%
Farine de blé	68,39% [238]

Mais des industriels, les Trujillo ignorent les soucis: leurs entreprises « opéraient sans aucun risque, grâce à l'importante protection qu'elles recevaient de l'Etat ».[239] « Ce qui plus est, du fait de l'absence de toute concurrence (elles représentaient, sans exception, des monopoles) l'efficacité y était inconnue et on ne se préoccupa jamais d'accroître la productivité. En fait ces entreprises manquaient de problèmes: leur marché était assuré et les salaires étaient virtuellement bloqués. Pour la majorité de leurs produits la demande était relativement inélastique, ce qui leur permettait de réaliser de grands bénéfices ».[240]

Et la liste pourrait s'allonger, jusqu'à devenir monotone: 22% des dépôts bancaires, « la única empresa de transportes aereos, los principales diarios dominicanos y las tres más importantes empresas de radio y televisión ».[241] Jusqu'au budget même de l'Etat: « Une partie importante de ces fonds passait des caisses de l'Etat à celles des Trujillo, en vertu de plusieurs dispositions: premièrement, les contrôles sur les produits d'exportation; deuxièmement, l'achat d'équipements destinés aux divers départements de l'Administration publique; et, troisièmement, les commissions perçues pour des contrats conclus par l'Etat et les institutions autonomes dans des conditions particulièrement onéreuses ».[242]

Ainsi, d'un pays qu'il a « militarmente ocupado y políticamente sometido »,[243] Trujillo fait une vaste entreprise, au service de laquelle il place l'Etat: « the Dominican armed forces guarded his vast agricultural, industrial, and commercial holdings; the national territory was his field of operations; the government was his legal servant, the populace his labour force, producer and consumer ».[244] « Si la República Dominicana cambiara su nombre por el de Empresas Trujillo, C. por A., estaría mejor definida ».[245]

Au milieu des années 50, « el Jefe » paraît au sommet de son pouvoir; et la *Feria Internacional de la Paz*, organisée pour célébrer les 25 ans de la « Era », semble devoir consacrer la stabilité du régime.

Au milieu des années 50, cependant, « forces began to work that would eventually culminate in his overthrow »:[246] « a wave of sentiment for democratic government swept Latin America ».[247] Ce n'est pourtant, au début, qu'un lointain écho. Peron est renversé, qui est un ami personnel du dictateur dominicain (19 septembre 1955). Lozano Diaz en Honduras (21 octobre 1956), Rojas Pinilla en Colombie (10 mai 1957), subissent le même sort, tandis qu'à Cuba Fulgencio Batista se montre impuissant à réduire la guérilla castriste. D'autre part les

Etats-Unis, sous la pression de leur opinion publique, se résignent à relâcher des relations qui n'en restent pas moins correctes.

Ainsi apparaissent les premiers symptômes du mal qui finira par emporter le régime; mais le malade, s'il paraît accuser quelques malaises, se porte encore, néanmoins, remarquablement bien.

1958: les symptômes s'aggravent. Un gouvernement provisoire, décidé à organiser des élections libres, remplace au Venezuela Pérez Jiménez, membre éminent du syndicat des dictateurs (23 janvier). Le flanc sud du régime est donc menacé, tandis qu'à l'est s'accroissent les difficultés de Batista, un « parvenu » que Trujillo n'aime pas, mais qui, au moins, est un dictateur. Pendant ce temps les Etats-Unis, s'éveillant lentement aux exigences des temps nouveaux — exprimées dramatiquement par « the stoning of Vice-President Richard Nixon in several Latin-American capitals »[249] — assument une attitude de plus en plus correcte ... et distante: c'est le refus d'accorder à la République Dominicaine « new licences for arms and munitions »,[250] c'est, toujours en 1958, le rappel de la mission aérienne qu'ils entretiennent dans le pays.

Mais c'est en 1959 que le mal explose dans toute sa violence. Batista abandonne — Castro le remplace. « The flight of the Batista entourage to the Dominican Republic in the first hours of 1959, their arrival just as dawn was breaking — all these events marked the turning of an era, not only in the Carribbean but in the entire hemisphere ».[251]

Quelques semaines encore et Rómulo Betancourt, vainqueur aux élections du 20 décembre 1958, devient président du Venezuela. « Trujillo's sentiments concerning Betancourt were expressed in the unsuccessful attempt in 1951, in Havana, to assassinate Betancourt by a sudden injection of poison in his arm while he walked on a crowded street ».[252]

Un ennemi personnel au pouvoir à Caracas, un autre à Cuba, une « wave of democratic sentiment » prenant des proportions dramatiques en Amérique latine, la froideur croissante des Etats-Unis:[253] c'est le moment que Trujillo aurait dû choisir pour se « faire petit », pour se faire remarquer aussi peu que possible, en attendant que l'orage passe, comme il avait déjà passé en 1947. C'est le moment, en revanche, où « el Jefe » accumule les erreurs, et forge lui-même les instruments qui le mèneront à sa perte.

« To the surprise of everyone »[254] Betancourt manifestait, au début de sa présidence, le désir de maintenir des relations correctes avec la République Dominicaine. Chance inespérée pour Trujillo, déjà en butte à l'hostilité intransigeante de Fidel Castro; chance que le dictateur se refusa à saisir. Dans la grave situation internationale qui était la sienne, il lui aurait fallu faire preuve de toute son habileté de diplomate, de toute sa souplesse d'homme immoral et sans scrupules. Mais à ce moment décisif le masque de l'homme du monde, du chef d'Etat, tomba en morceaux, pour révéler, dans toute sa cruauté, l'image sanglante du chef de bande assassin:

> « instinct and emotion had come to rule Trujillo even more than in the earlier times, and among his emotions none was stronger than the blind dislike he felt for Romulo Betancourt ... The press and La Voz Domini-

cana were mobilized, and the air became heavy with verbal assault beamed to Venezuela ».[255]

Combat inégal, pathétique même, si l'agresseur n'inspirait pas le dégoût. La petite, pauvre République Dominicaine contre le Venezuela, le pays des pétroles, le géant des Caraïbes; Trujillo, sa réputation souillée, de plus en plus une tache dans l'image que l'Amérique latine voulait avoir d'elle-même, contre Betancourt, le « héros de la liberté », l'enfant prodige de cette « gauche démocratique » dont l'influence ne cessait de s'accroître, à Washington même. Cependant, à l'est, Fidel Castro se préparait à frapper.

La chute des dictateurs — de Pérez Jiménez et de Batista surtout — démoralise les fidèles de Trujillo; elle encourage, en revanche, ses adversaires. Par deux vagues successives, le 14 et le 19 juin 1959 — avec l'aide cubaine et l'appui, au moins moral, de Betancourt — les exilés lancent une invasion contre le territoire dominicain.

Invasion qui échoue tragiquement; ses conséquences n'en seront pas moins d'une gravité extrême. Le martyre des « héros de juin » bouleverse de larges secteurs d'une jeunesse dorée que l'écho de la révolution cubaine a déjà secoué de sa torpeur. Un vaste mouvement clandestin s'organise. Sans doute la police, alertée par un délateur, parvient aisément à l'anéantir (janvier 1960).[256] Mais ce n'est, pour le régime, qu'une victoire éphémère. Pour la deuxième fois dans le bref arc de sept mois est profanée la paix des cimetières qui règne, depuis tant d'années, en République Dominicaine. Pour se défendre le régime s'est vu contraint à déclencher une vague de répression qui, par le nombre et la qualité de ses victimes, ne pourra pas passer inaperçue; cela au moment même où il devrait, au contraire, s'efforcer d'apparaître aussi « démocratique » que possible.

Et alors, l'Eglise catholique dominicaine elle-même, complice fidèle du régime depuis 30 ans, brise pour la première fois son coupable silence. Par leur Lettre Pastorale du 25 janvier 1960, les évêques expriment leur « paternal simpatía, ... profundo pesar y ... común sentimiento de dolor »[257] « ante la honda pena que aflige a buen número de hogares dominicanos ».[258] S'adressant « a la más alta Autoridad del país »,[259] ils lui demandent que « en un plan de recíproca comprensión, se eviten excesos, que, en définitiva, solo harían daño a quien los comete, y sean cuanto antes enjugadas tantas lágrimas, curadas tantas llagas y devuelta la paz a tantos hogares ».[260]

Défi encore timide. Il ne met pas en cause le régime en tant que tel — ni même le principe général de violence sur lequel il repose — mais seulement un épisode déterminé, et d'autant plus difficile à ignorer qu'il frappe des « hogares » particulièrement « méritoires »: ceux des « gens de bien » — et non pas la racaille, « los infelices ».

Défi, cependant, qui apparaît comme une trahison à un homme qui voit l'Eglise protester pour quelques centaines d'arrestations, alors qu'en 1937 elle n'a rien trouvé à dire devant le massacre de plus de 15.000 Haïtiens.[261] A la mise en garde de l'alliée infidèle, Trujillo répond par un débordement de violence contre l'Eglise elle-même, violence qui bientôt n'épargnera même plus

les évêques, même pas cet évêque qui est Américain.[262] Sous les regards attentifs de l'hémisphère, le régime paraît offrir le spectacle de l'agonie.

Les ennemis de Trujillo saisissent l'occasion. « It was hardly to be expected that Venezuela would remain indifferent to the political opportunity presented by the January 1960 repressions within the Dominican Republic and the outbreak of the quarrel with the Church. As soon as the significance of the Pastoral Letter had been realized in Caracas, the Foreign Minister asked for an immediate meeting of the OAS Council to consider Dominican developments.[263]

7 juin 1960: l'*Inter-American Peace Committee*, auquel le Conseil a confié la responsabilité d'enquêter, présente son rapport. « Its findings ... were summarized in the phrase "flagrant and widespread violations of human rights" to characterize the policy of the Dominican Republic ».[264] C'est la première condamnation officielle du régime par la « famille américaine »; mais Trujillo, bientôt, prêtera le flanc pour une deuxième, qui, elle, se révèlera fatale: c'est la décision de faire assassiner Rómulo Betancourt.

« The solution ... was instinctual, not rational. It was, indeed, quite irrational, for the act, whether successful or unsuccessful, would bring down upon his head every retaliation that an indignant community of Carribbean nations could contrive ... But none of this ... mattered. Trujillo's instincts told him to kill ».[265]

24 juin 1960: la tentative d'assassinat du président Betancourt a lieu. Elle échoue. Mais, cette fois, la mesure est pleine. Trujillo lui-même s'est placé hors la loi internationale. Réunie à San José de Costa Rica (16-21 août 1960), la VIe Réunion Consultative des Ministres des Affaires étrangères de l'OEA rend sa sentence. Pour la première fois au cours de son histoire, l'OEA décrète des sanctions contre un Etat membre:

a) Rupture des relations diplomatiques de tous les Etats membres avec la République Dominicaine;

b) Interruption partielle des relations économiques de tous les Etats membres avec la République Dominicaine, en commençant par l'arrêt immédiat du commerce d'armes et de matériel de guerre de tout genre. Le Conseil de l'Organisation des Etats Américains étudiera — selon les circonstances et en tenant compte des limitations constitutionnelles et légales de tous et de chacun des Etats membres — *la possibilité et la convenance d'étendre à d'autres articles l'interruption du commerce avec la République Dominicaine* ».[266-267]

En vain, Trujillo recourt à sa vieille ruse: la « démocratisation ». En vain, le 2 août, son frère Héctor, président fantoche de la République, démissionne en faveur d'un deuxième fantoche, Joaquín Balaguer, habile serviteur de la famille régnante. Des élections « libres » sont promises, les partis d'opposition invités à s'organiser. L'aggravation des sanctions, votée par le Conseil de l'OEA le 4 janvier 1961,[268] confirme que, cette fois, la comédie n'a pas réussi. Non pas, certes, qu'elle ait été jouée moins bien qu'en d'autres occasions, mais parce que, désormais, le public est plus exigeant.

La volonté de l'administration Eisenhower, enfin, « to cut back drastically its purchases of Dominican sugar »,[269] démontre que, pour Washington, le régime de Trujillo a vécu.[270] Les sanctions décidées par l'OEA, et surtout celles prises par le gouvernement des Etats-Unis, frappent une économie qui est déjà gravement en crise:

> « Es notable constatar en este periodo [1959-1961], como la crisis de un régimen de gobierno llevó a la crisis económica del país, a pesar de un comercio exterior favorable. Es pues una crisis política la que genera una depresión de la actividad económica a causa de la misma concentración del poder económico en ese pequeño grupo ».[271]
>
> « Les invasions de l'été 1959, le changement d'orientation de la politique internationale des Etats-Unis vers les régimes de force et vers la République Dominicaine en particulier, les problèmes avec le Venezuela et enfin les sanctions ... contribuèrent à créer dans le pays un climat d'incertitude qui affecta le secteur privé et contribua à l'augmentation des dépenses du gouvernement, en particulier pour l'achat d'équipement militaire et le paiement de salaires à des forces armées de plus en plus nombreuses. Le gouvernement s'efforça néanmoins de maintenir un budget équilibré, et réduisit l'investissement public en conséquence ».[272]
>
> « C'est surtout la fuite de capitaux à l'étranger qui caractérise cette période de crise du régime. Jamais auparavant le gouvernement n'avait autorisé l'investissement de capitaux à l'étranger. Les Trujillo réinvestissaient dans le pays le produit de leur puissance économique croissante. En revanche, à partir de 1959, la fuite de capitaux est le fait d'une politique délibérée. Entre 1959 et 1961 des millions de dollars quittèrent le pays vers des banques étrangères, européennes surtout. Pour financer une saignée de dollars d'une pareille importance, le régime employa presque toutes ses reserves internationales, établit un contrôle sévère des importations et paralysa les investissements dans ses entreprises, de façon à libérer des reserves monétaires et les convertir en dollars.
>
> ... Le régime entraîna dans sa crise les entreprises privées, qu'il protégeait. La diminution en chiffre absolus des importations — conséquence du contrôle sévère qui avait été imposé — le mit en conflit avec les importateurs, qui voyaient leurs revenus diminuer. La réduction des investissements publics provoqua une baisse impressionnante dans l'industrie du bâtiment — source de bénéfices importants pour le secteur privé ».[273]

Désormais, pour bien des trujillistes, le régime n'offre plus que des dangers. Pendant des années ils ont accepté d'incroyables humiliations, ils ont renoncé à tout ce qui peut se rapporter à la dignité d'un être humain, pour n'exalter que le « Jefe », pour l'exalter alors même qu'il les « punissait »: le régime paraissait tout puissant, il pouvait élever son homme et le détruire l'instant d'après.

Ce même régime, maintenant, agonise. Mis au ban de l'hémisphère, paria de la famille latino-américaine, en butte à l'hostilité croissante des Etats-Unis, il sévit à l'intérieur avec une violence de plus en plus aveugle, auto-destructrice.

La répression s'abat sur les « coupables » de janvier 1960, sur les familles des coupables, sur ceux qui pourraient être — ou devenir — coupables ... sur leurs familles aussi. Personne n'est plus en sécurité, personne, aussi loin qu'il accepte d'aller dans l'humiliation, dans le reniement de ses proches, ne sait plus ce que le lendemain lui apportera. En même temps l'aggravation de la situation économique menace des intérêts particulièrement sacrés.

Au bout du chemin, un deuxième danger: le risque d'un écroulement subit du régime. Les « envahisseurs » de juin 1959 sont morts — mais peut-être une nouvelle invasion saura triompher, bientôt, grâce à une aide accrue de ces Etats qui ont juré la perte du doyen des dictateurs. Quel serait, dans cette éventualité, le sort de ceux qui, à l'ombre de Trujillo, se sont enrichis, ont prospéré?

C'est alors qu'un groupe de « serviteurs » choisit le régicide. Le 30 mai 1961, sur une route solitaire, Rafael Leonidas Trujillo est abattu comme un chien.[274]

CHAPITRE I

1. BOSCH, Juan: *Trujillo: Causas de una tiranía sin ejemplo*, Caracas, 2e éd., 1961, p. 171. Ci-après: BOSCH, « Trujillo ».

2. D'après les estimations les plus sérieuses, environ 600.000 indigènes — Taïnos pour la plupart — habitaient l'île au moment de l'arrivée des Espagnols (MOYA PONS, Frank R.: *Trabajo y Sociedad en la Hispaniola*; en publication; p. 63 du manuscrit original). Ils n'étaient, en 1508, que 60.000 (*loc. cit.*). Six ans plus tard, en 1514, ils ne dépassaient pas les 26.000 (*ibid.*, p. 161) — pourtant de 1508 à 1513, « si hémos de creer a Pedro Mártir [P. Mártir de Anglería auteur de *Décadas del Nuevo Mundo,* Mexico, 1964], unos 40.000 indios », (*ibid.*, p. 72) furent « importés » à Hispaniola des îles voisines. A partir des années 30, enfin, on peut considérer la population indigène comme pratiquement éteinte. « Las muertes voluntarias y ... la negativa a parir por parte de las madres indias ... la incapacidad fisiológica de los varones para juntarse con sus mujeres después de un año de enormes hambres y trabajo forzado ... las muertes que el mismo agotamiento, el mal trato y los constantes homicidios voluntarios cometidos por los españoles producían entre las masas de trabajadores en las minas ... » (*ibid.*, p. 63): dans aucun autre pays d'Amérique latine « l'extermination de la population indigène ne fut si rapide, ni plus sordides les mobiles et actes des gens du gouvernement (PENA BATTLE: *La Rebelión del Bahoruco*, p. 12, cité par TOLENTINO DIPP, Hugo: *Origines historico-juridiques des Etats Haïtien et Dominicain*, thèse de Doctorat, Université de Paris, 1959, p. 122. Ci-après: TOLENTINO DIPP, « Origines ».

3. Le 4 août 1603 Philippe II, roi d'Espagne, décidé à mettre fin à la contrebande qui fleurissait à Hispaniola — mais refusant tout assouplissement de l'absurde monopole commercial imposé aux colons par la métropole — « ordenó las despoblaciones » (BOSCH, Juan: *Composición Social Dominicana. Historia e Interpretación;* Santo Domingo, Editora Arte y Cine, C por A, 1970, 2e éd, 1970, p. 55. Ci-après: BOSCH, « Composición Social Dominicana », 2e ed.), des régions « coupables ». « Esa medida significaba que los habitantes del Oeste y del Norte serían evacuados hacia el Este y las villas situadas en la costa del Oeste y del Norte serían destruídas. La evacuación sería total, con animales, esclavos y todo lo que pudiera trasladarse » (*loc. cit.*). Il y eut résistance, « pero el Gobernador Osorio tenía la mano dura; ahorcó a algunos, destruyó propiedades y al fin despobló las costas señaladas como nidos del contrabando y desmanteló y quemó las poblaciones » (*loc. cit.*). La Couronne mutilait ainsi la moitié de Hispaniola, et assénait un coup mortel à l'économie de l'île.

4. TOLENTINO DIPP: « Origines », p. 243.

5. Soulignons, pour éviter une trop facile confusion que, d'après la terminologie de l'époque, nous appelons *Saint-Domingue* la partie française de l'île (aujourd'hui république de Haïti) et *Santo Domingo* la partie espagnole (aujourd'hui République Dominicaine).

6. En 1789 Saint Domingue avait 520.000 habitants (MOREAU DE SAINT-MERY, Médéric L.E.: *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'île Saint-Domingue...*, Philadelphie, 1797, t. I, p. 5); à peu près à la même époque, Santo Domingo, deux fois plus vaste, en comptait à peine 103.000 (FRANCO PICHARDO, Franklin J.: *Los Negros, los Mulatos y la Nación Dominicana*; Santo Domingo, Editora Nacional, 1970, p. 72; le chiffre de la population est donné pour l'année 1794). Plus précisément: à Saint-Domingue 40.000 blancs (MOREAU, *op. cit.*, p. 5) - et 35.000 à Santo Domingo (FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, p. 72), 28.000 affranchis ou descendants d'affranchis dans la colonie française (MOREAU, *op. cit.*, p. 5) - et 38.000 dans l'espagnole (FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, p. 72); mais 452.000 esclaves à Saint-Domingue contre 30.000 seulement à Santo Domingo (la majorité des affranchis ou descendants d'affranchis des deux colonies était composée par des mulâtres; les esclaves, en revanche, étaient surtout des noirs).
Quant à la situation économique, Saint-Domingue était, au moment où commençait la révolution française, « la colonia más rica del mundo, casi la única ... que producía azúcar. café, añil y algodón en gran escala » (CORDERO MICHEL, Emilio: *La Revolución Haitiana y Santo Domingo*; Editora Nacional, 1968, p. 17). En 1789 « las exportaciones francesas totalizaron 17 millones de libras esterlinas » (*ibid.*, p. 22) — et de celles-ci « 11 millones estuvieron dedicadas al comercio colonial de Sant-Domingue » (*loc. cit.*). « Las exportaciones de la colonia daban vida económica a los puertos de Burdeos, Nantes, Marsella, Rúan, La Rochelle, Brest, etc. » (*ibid.*, p. 20). Face au géant haïtien, Santo Domingo faisait figure de « parent pauvre ». En dépit d'une timide renaissance de l'industrie sucrière — à peine une vingtaine de « ingenios y trapiches » (BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 126) contre 792 à Saint-Domingue (CORDERO MICHEL, *op. cit.*, p. 17) — « Santo Domingo se hallaba en una etapa de producción pastoril » (BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 118): la base de son économie, et « el fundamento de la organización social » (*ibid.*, p. 126), continuait à être, ansi que depuis deux siècles, le bétail.

7. CORDERO MICHEL, *op. cit.*, p. 36.

8. Par deux timides décrets du 8 et 20 mars 1790, l'Assemblée Nationale Française avait posé le problème de l'égalité des droits de tous les hommes libres de la colonie, sans toutefois avoir le courage de le trancher. Ce courage la France devait enfin le trouver quatorze mois plus tard. Sous le choc de la nouvelle du martyre d'Ogé et de Chavanne, à un moment où la révolution elle-même était engagée dans son inévitable processus de radicalisation, l'Assemblée Nationale Constituante française « estableció claramente » — pour la première fois — « la igualdad política de los mulatos y negros nacidos de padres libres (CORDERO MICHEL, *op. cit.*, p. 37).

9. *Ibid.*, pp. 40-41. On apprécie mieux l'importance de ces dévastations lorsqu'on souligne qu'il y avait à Haïti, à l'époque, 3117 plantations de café et 792 « ingenios azucareros » (*ibid.*, pp. 17-18).

10. *Ibid.*, p. 41.

11. En 1798 la souveraineté française à Haïti n'était plus que théorique. Deux hommes — deux races — allaient s'affronter pour le contrôle de l'ancienne colonie: au sud Rigaud, général mulâtre; au nord Toussaint l'Ouverture, chef de « las masas negras de antiguos esclavos » (*ibid.*, p. 46).
En 1800 la lutte se terminait. Ayant envahi le sud (1798), Toussaint venait à bout, après deux ans d'âpres combats, de la résistance de Rigaud.

12. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 143.

13. BOSCH: « Trujillo », p. 76.

14. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 137.

15. *Ibid.*, p. 159.

16. BOSCH: « Trujillo », p. 78. Cependant, soulignons-le encore, cette expansion économique n'était que relative, « siempre, desde luego, por debajo del nivel de otros territorios del Caribe » (BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 159): non seulement de Haïti, mais aussi d'autres colonies espagnoles — de Cuba, du Venezuela, par exemple.

17. BOSCH: « Trujillo », pp. 84-85.

18. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 136.

19. *Ibid.*, p. 137.

20. BOSCH: « Trujillo », p. 77.

21. Décret du 4 mai 1794 de l'Assemblée Nationale française. Il avait fallu attendre la chute de Brissot — et le triomphe de Robespierre — pour que la France révolutionnaire osât être fidèle à cette promesse d'égalité qu'elle avait prétendu faire sienne.

22. Formellement entreprise pour établir l'autorité de la France sur un territoire qui lui appartenait depuis six ans, l'invasion de Toussaint l'Ouverture avait en réalité un caractère anti-français: « evitar que, en la eventualidad de una expedición militar francesa,

la parte española se convirtiera en un punto de partida de un asalto contra Saint-Domingue » (CORDERO MICHEL, *op. cit.*, p. 56).

23. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 139.

24. NIEDERGANG, MARCEL: *Les 20 Amériques Latines*; [Paris], Plon, 1965; p. 563. Que l'on y ajoute encore les bombardements des escadres anglaises, et le tableau sera complet.

25. Les éphémères occupations haïtiennes (Toussaint en 1801, Dessalines en 1804-1805) signifiaient l'abolition de l'esclavage. Le retour de la civilisation européenne, en revanche — fût-elle française ou espagnole — le respect du droit de propriété: les esclaves étaient rendus à leurs maîtres. Remarquons en passant le rôle décisif joué par Napoleon Bonaparte pour le rétablissement de l'esclavage.

26. Mais y avait-il vraiment, à ce moment déjà, des Dominicains? Esclaves, *peones*, petit peuple des villes: masse misérable qui n'existait que pour servir ses maîtres. Quant à ces derniers — les *hateros*, quelques hauts fonctionnaires (tous des blancs, évidemment) — ils se considéraient Espagnols — dans la mesure, d'ailleurs, où ils étaient capables de penser à autre chose qu'à la défense de leurs intérêts économiques et de leurs privilèges sociaux.

27. BOSCH: « Trujillo », p. 84. Certains auteurs dominicains, ayant triomphé des mornes contraintes de l'histoire, expliqueront la réannexion par un seul — et si beau — sentiment: « el amor de los dominicanos [sic] por España no se había extinguido » (PICHARDO, Bernardo: *Resumen de Historia Patria*; Santo Domingo, Editora del Caribe, 1969; p. 71). Ils oublieront, en revanche, une raison tout aussi importante — mais pas aussi noble: l'Espagne de 1808 était une puissance solidement, stolidement conservatrice. Face à elle, la France de Napoléon était, décidément, trop révolutionnaire. Pour les *hateros* — les « patriotes » qui déclenchèrent la révolte contre les Français — seul le refus inébranlable de tout progrès pouvait représenter une garantie efficace pour l'avenir.

28. BOSCH: « Trujillo », p. 85.

29. *Loc. cit.*

30. *Ibid.*, p. 88.

31. PICHARDO, *op. cit.*, p. 78.

32. BOSCH: « Trujillo », p. 88.

33. *Ibid.*, p. 89.

34. PICHARDO, *op. cit.*, p. 78.

35. BOSCH, Juan: *De Cristobal Colón a Fidel Castro. El Caribe, frontera imperial*; Madrid, Ediciones Alfaguara, 1970; p. 539.

36. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 171.

37. *Loc. cit.*

38. *Loc. cit.*

39. *Ibid.*, p. 176.

40. « Manifiesto de la parte del Este de la Isla, antes española o de Santo Domingo, sobre las causas de su separación de la República haitiana », du 16 janvier 1844; cité dans BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 181.

41. WIARDA, Howard J.: *The Dominican Republic. Nation in Transition*; New York, Praeger, 1969; p. 27. Ci-après: WIARDA, « The Dominican Republic ».

42. WELLES, Sumner: *Naboth's Vineyard: the Dominican Republic, 1844-1924* [Washington, D.C.], Savile Books, 1966; vol. 2, pp. 900-901.

43. Les Haïtiens — des nègres — imposèrent leur domination à « l'élite » blanche qui régnait sur Santo Domingo, « africanisèrent » ce pays et « noticeably darkened » (RODMAN, Selden: *Haiti: the Black Republic*; New York, The Devin-Adair Co., 1961; p. 20) la population « dominicaine ». Summer Welles, homme de son époque et de son milieu, ne pourra pas leur pardonner des crimes aussi graves; d'où « a racial prejudice directed principally at Haitians » (RODMAN, Selden; *Quisqueya. A history of the Dominican Republic*, Seattle; Univ. of Washington Press, 1964; p. VI. Ci-après: RODMAN, « Quisqueya ») qui frappera même un auteur aussi peu perspicace que Selden Rodman.
Quant aux historiens dominicains qui étudièrent cette période, ils ont été incapables, « sometidos al clima de pasión que ha prevalecido en todo lo que se refiere a la ocupación haitiana » (BOSCH, Juan: *Composición Social Dominicana. Historia e Interpretación* »; Santo Domingo, Publicaciones Ahora, 1ère éd., 1970; p. 184. Ci-après: BOSCH, « Composición Social Dominicana », 1ère éd.), de présenter autre chose que des tableaux déformés, partiels, injustes. Ce n'est qu'au cours des dernières années qu'un courant nouveau est apparu dans l'historiographie dominicaine. Représenté notamment par les professeurs Tolentino Dipp, Juan Bosch, Moya Pons, Cordero Michel, Jimenes Grullón, Franco Pichardo, etc., il n'a pas encore débouché, cependant, dans la publication d'études spécifiquement consacrées à cette période.

44. Lorsqu'on lit les ouvrages que des étrangers ont consacré à l'histoire dominicaine,

on a le sentiment qu'à des rares exceptions près, c'est l'aversion pour les sources primaires qui a caractérisé l'effort de tant de « chercheurs ». Ce que l'un dit, on se borne trop souvent à le répéter, avec des mots peut-être différents — pas toujours — avec un style parfois brillant, mais, surtout, avec un refus inébranlable d'en vérifier l'authenticité. C'est ainsi que tant de mythes résistent, aujourd'hui encore, c'est ainsi que les deux tomes écrits par Sumner Welles continuent d'être exaltés comme « exhaustive and eloquent » (RODMAN: « Quisqueya », p. VI). Mais « exhaustive », ils ne le sont certes pas. Welles a été inférieur à la tâche qu'il avait voulu faire sienne. Négligeant trop largement les composantes économiques et sociales de l'histoire du pays, son oeuvre, qui prétendait offrir une réponse globale, se réduit presque exclusivement à un volumineux manuel d'histoire diplomatique, brillant, par moments, médiocre, souvent. Mais il a consacré plus que mille pages à une période de 80 ans à peine; il a, d'autre part, eu recours à une abondante documentation — bien que pour certains problèmes seulement. Exalter, au delà de toute proportion, la valeur de son oeuvre permet d'y puiser avec une conscience tranquille et de répéter, sans aucun effort critique, des conclusions souvent fausses et arbitraires.

45. WIARDA: « The Dominican Republic », p. 28.

46. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 184.

47. FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, p. 135.

48. « Llamado a los Fidelisimos Naturales y Habitantes de la Española », du 10 juin 1820, cité par FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, pp. 124-129.

49. FRANCO PICHARDO; *op. cit.*, p. 124.

50. *Loc. cit.*

51. Le 10 mars 1820, le roi d'Espagne Ferdinand VII s'était vu contraint d'accepter le rétablissement de la constitution « libérale » de 1812.

52. FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, p. 124.

53. *Loc. cit.*

54. *Loc. cit.*

55. Souligné par nous.

56. FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, p. 128.

57. « It is virtually impossible to determine how much the population was "blackened" during these twenty-one years » (LOGAN, Rayford W.: *Haiti and the Dominican Republic*, New-York, Oxford University Press, 1968; p. 13). « During the late 1840s the Dominican government appealed to the United States for recognition, largely on the ground that it was a "white" nation. But American special agents, even after counting "white Negroes" and "Negroes with a white heart" were unable to find enough white people to justify recognition » (*loc. cit.*); c'est pourquoi « the United States ... withheld it until after the end of the American Civil War » (*ibid.*, p. 35).

58. « El concepto de *gente de primera* se aplica a las personas reconocidas como pertenecientes a familias "honorables" desde el siglo pasado. Esto es, a gente de evidente ascendencia española o francesa, generalmente consideradas como blancas, y propietarias de bienes raíces. A partir de Lilís [Heureaux] esta gente se agrupó en clubes recreativos exclusivos » (interview de Juan Bosch. Cf. aussi: BOSCH, « Trujillo »; BOSCH: « Composición Social Dominicana », lère et 2e éd.; BOSCH: *El Próximo Paso: Dictadura con Respaldo Popular*, Santo Domingo, Impresora Arte y Cine, 1970. Ci-après: BOSCH, « El próximo paso »).

59. FRANCO PICHARDO, *op. cit.*, p. 135.

60. BOSCH: « Composición Social Dominicana », 2e éd., p. 183.

61. CAMPILLO PEREZ, Julio G.: « *El Grillo y El Ruiseñor. Elecciones presidenciales dominicanas. Contribución a su estudio* »; Santo Domingo, Editora del Caribe, 1966; p. 21.

62. « Como sucede en todos los casos similares, en esa ocasión hubo pequeños burgueses que se pusieron del lado de los hateros, y tal fue el caso de Bobadilla » (BOSCH, Juan: « Sicologia de las clases en la República Dominicana; Para la Ampliación y Aplicación de la Tesis: Dictadura con Respaldo Popular ». *Ahora,* no 310, 20 octobre 1969, p. 19). Ces « pequeños burgueses que se pusieron del lado de los hateros » appartenaient au petit groupe de bureaucrates qui avait déjà servi sous l'administration haïtienne: le même Bobadilla, Manuel María Gautier, Félix María del Monte, Manuel María Valencia, etc.

63. BOSCH: « Trujillo », p. 99.

64. BOSCH: « Composición Social Dominicana », lère éd., p. 198.

65. Se succèdent à la présidence, de 1844 à 1861:
— général *Santana*: 1844-1848
— général Jiménes: 1848-1849
— général *Báez*: 1849-1853
— général *Santana*: 1853-1856
— général Regla Mota: 1856

— général *Báez*: 1856-1858
— général Valverde: 1857-1858
— général *Santana*: 1859-1861

66. Bosch: « Composición Social Dominicana », lère éd., p. 200.

67. Tolentino Dipp, Hugo: *La Traición de Pedro Santana*; [Santo Domingo], Impresos Brenty, 1968; p. 29. Ci-après: Tolentino Dipp, « La Traición ».

68. Rodman: « Quisqueya », p. 64.

69. Tolentino Dipp: « La Traición », pp. 28-29.

70. *Ibid.*, p. 21.

71. Santana put croir avoir conclu une bonne affaire: il « fue nombrado Capitán General y Gobernador Civil y sus amigos de siempre, el General Abud Alfau, Tomás Bobadilla y Jacinto de Castro fueron designados Mariscal de Campo y jueces de la Real Audiencia respectivamente » (*ibid.*, p. 33).

72. Un précédent vient tout naturellement à l'esprit: la République Dominicaine elle-même: en fait, en 1808, les « Dominicains » chassèrent les Français pour se replacer sous la souveraineté espagnole (cf. *supra*, p. 5). Il y a cependant une différence importante: en 1808 les « Dominicains » sacrifièrent la possibilité de devenir indépendants, et non pas une indépendance déjà acquise, dont, contrairement à 1861, ils n'avaient encore jamais goûté.

73. 14 septembre 1863: constitution à Santiago d'un gouvernement provisoire présidé par le général *Salcedo*. 1864: *pronunciamiento* contre Salcedo, que remplace le général *Polanco*: contrairement aux garanties reçues, Salcedo est fusillé (5 novembre 1864). 28 janvier 1865: *pronunciamiento* contre le général Polanco - devient président don *Beniño Filomeno de Royas*. 27 février: « éclairée » par les « violentas influencias » (Pichardo, *op. cit.*, p. 184) du général *Pimentel*, une Convention Nationale élit ce dernier président de la République. Soulignons que nous n'avons énuméré que les *pronunciamientos* qui ont réussi, pour ne pas trop allonger la liste. Tout commentaire serait sans doute superflu.

74. *Ibid.*, pp. 191-192.

75. *Ibid.*, p. 196.

76. *Ibid.*, p. 188.

77. Bosch: « Trujillo », p. 104.

78. Lowenthal, Abraham F.: « The Dominican Republic: The Politics of Chaos », dans von Lazar, Arpad et Kaufman, Robert R. eds: *Reform and Revolution: Readings in Latin American Politics*; Boston, Allyn and Bacon Inc, 1969; p. 52. Ci-après: Lowenthal, « The Dominican Republic ».

79. Pichardo, *op. cit.*, p. 188.

80. *Loc. cit.*

81. Logan, *op. cit.*, p. 48.

82. *Loc. cit.*

83. Bosch: « Trujillo », p. 104.

84. *Loc. cit.*

85. *Loc. cit.*

86. *Ibid.*, pp. 104-105.

87. Jimenes Grullon, Juan I.: *La República Dominicana: Una Ficción. Analisis de la Evolución Historica y de la presencia actual del Coloniaje y el Colonialismo en Santo Domingo*; Merida (Venezuela), Talleres Gráficos Universitarios, 1965, p. 66.

88. Bosch: « Trujillo », p. 105.

89. Jimenes Grullon, *op. cit.*, p. 66.

90. Bosch: « Trujillo », p. 107.

91. C'est à partir de 1886 que le régime de Heureaux « comenzó a convertirse en una dictadura cada vez más cerrada » (Bosch: « Composición Social Dominicana », 1ère éd., p. 239).

92. Bosch: « Trujillo », p. 106.

93. *Ibid.*, p. 111.

94. *Ibid.*, p. 107.

95. Welles, *op. cit.*, vol. II, p. 681.

96. Pichardo, *op. cit.*, p. 191.

97. Welles, *op. cit.*, vol. I, p. 374. C'est le montant qui devait être payé « forthwith » (Tansill, Charles C.: *The United States and Santo Domingo, 1798 - 1873; A Chapter in Caribbean Diplomacy*; Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1938; p. 363). La somme totale que les Etats-Unis s'engageaient à verser au gouvernement dominicain — c'est à dire à Báez — était en revanche de $ 1.500.000 ... « in order to liquidate the Dominican public debt » (*loc. cit.*)!

98. Welles, *op. cit.*, vol. I, p. 385.

99. « the forced vote (16.000 to 11) fooled no one » (RODMAN: « Quisqueya » p. 86).
100. *Ibid.*, p. 116.
101. LOGAN, *op. cit.*, p. 45.
102. WELLES, *op. cit.*, vol. I, p. 359. « Hartmont and Co. ... was to receive a commission of £ 100.000. The Dominican Government received only £ 320.000, and bound itself to pay £ 58.900 annually for 24 years » (LOGAN, *op. cit.*, p. 45). Pour garantir l'emprunt, « the entire resources of the Republic, both real and hypothetical, were pledged » (WELLES, *op. cit.*, vol. I, p. 359).
103. LOGAN, *op. cit.*, p. 51.
104. « This transaction was the thin end of the wedge for United States financial interests which led to the establishment of the American customs receivership in 1905 » (*ibid.*, p. 51).
105. *Ibid.*, p. 52.
106. Souligné par nous.
107. MUNRO, Dana: *Intervention and Dollar Diplomacy in the Caribbean, 1900 - 1921*; Princeton, Princeton University Press, 1964; p. 81. Quant aux « gullible inverstors »: « it was later reported that a considerable number of French holders of Dominican bonds were Catholic peasants in France who were under the impression that they were buying securities of the Dominican religious order » (*loc. cit.*).
108. Arbitration of the Claim of the San Domingo Improvement Company against the Dominican Republic. 31 janvier 1903. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1904.* Washington, Government Printing Office, 1905; vol. 45, pp. 270-271.
109. KNIGHT, Melvin M.: *Los Americanos en Santo Domingo. Estudios acerca del imperialismo americano.* Ciudad Trujillo (= Santo Domingo), Imprenta Listin Diario, 1939, pp. 37-38. Le texte intégral du « Award of the Commission of Arbitration under the provisions of the protocol of January 31, 1903, between the United States of America and the Dominican Republic, for the settlement of the claims of the San Domingo Improvement Company of New York and its allied companies », se trouve dans *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1904,* pp. 274-279.
110. MUNRO, *op. cit.*, p. 96. Quant au choix, comme « financial adviser », d'un fonctionnaire de la Santo Domingo Improvement Co., « this perhaps seemed a logical arrangement to the State Department, but it had an unfortunate effect on the Dominicans, who still hated everything connected with the company » (*loc. cit.*).
111. *Loc. cit.*
112. *Loc. cit.*
113. WELLES, *op. cit.*, vol. II, p. 616.
114. MUNRO, *op. cit.*, p. 98.
115. KNIGHT, *op. cit.*, p. 38. « The Italian Embassy at Washington took the matter up ... with the Department of State on December 24 [1904]. It asserted that the Improvement Company award infringed upon the prior rights of Italian creditors and that the United States should either permit Italy to 'collect the quota due her directly from the customhouses of the Republic assigned for this purpose' or assume the obligation to pay the Italian claims if the United States had already occupied these customhouses » (MUNRO, *op. cit.*, p. 98).
116. Instruction no 804 du Secrétaire d'Etat Richard Olney à l'ambassadeur américain à Londres, Thomas F. Bayard, 20 juillet 1895. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1895.* Washington, Government Printing Office, 1896, vol. 35, p. 558.
117. Academy of Political Science, 1917 - 1918: « Proceedings », vol. 7, p. 383; cité dans NEARING, Scott et FREEMAN, Joseph: *Dollar Diplomacy. A study in American Imperialism.* New York, Modern Reader Paperbacks, 1969, p. 122.
118. Londres et Berlin décidèrent, le 2 décembre 1902, de procéder à une démonstration navale dans les eaux du Venezuela, pour forcer le dictateur de ce pays, le général Cipriano Castro, à donner enfin satisfaction aux réclamations des créanciers allemands et britanniques, jusqu'alors complètement ignorées.
Prévenu en avance, le Secrétaire d'Etat Hay déclarait à l'ambassadeur britannique que les Etats-Unis « viewed with regret any resort to force on the part of European powers against the Republics of Central and South Americas, but they could not object to any action taken by them with the view of obtaining redress for injuries inflicted on their subjects, provided such action did not contemplate any territorial acquisition » (Venezuelan Arbitration ... Appendix to Case of Great Britain, Senate Document 119, 58th Congress, 3rd Session, pp. 782 - 783. Cité dans MUNRO, *op. cit.*, p. 69). C'était d'ailleurs ce qu'avait affirmé le même Roosevelt dans son message au Congrès de décembre 1901 - et il « evidently had Venezuela in mind » (MUNRO, *op. cit.*, p. 67).
Mais Roosevelt, « as he later admitted to the German ambassador, had been mistaken in his

estimate of the reaction of American public opinion to a European attack on Venezuela ... The sinking of Venezuelan ships, and the bombardment of Puerto Cabello ... aroused all the traditional American sensitiveness to European aggression in the Western Hemisphere » (*ibid.*, p. 70). Sans doute, l'affaire vénézuélienne put être rapidement reglée et le blocus des côtes de ce pays, décrété le 20 décembre 1902 par Londres et Berlin, était déjà levé deux mois plus tard. « Nevertheless the reaction of the American public opinion and the realization that any European military action against an American State could cause embarassment to the United States led the President to feel that similar episodes should be prevented in the future » (*ibid.*, p. 75). « A second attempt by foreign powers to collect debts by force would simply not be tolerated » (Lettre du président Roosevelt à Theodore Roosevelt Jr, 10 février 1904. Cité dans MUNRO, *op. cit.*, p. 76.

119. WELLES, *op. cit.*, vol. II, p. 621.

120. « Message from the President of the United States, transmitting a protocol of an agreement between the United States and the Dominican Republic, providing for the collection and disbursement by the United States of the customs revenues of the Dominican Republic, signed of February 7, 1905 ». 15 février 1905. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1905*. Washington, Government Printing Office, 1906, vol. 46, pp. 334-335.

121. PICHARDO, *op. cit.*, p. 320.

122. Télégramme du Secrétaire d'Etat Hay à Thomas C. Dawson, ministre américain à Santo Domingo. 30 décembre 1904. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1905*, p. 298.

123. *Loc. cit.*

124. KNIGHT, *op. cit.*, p. 38.

125. *Ibid.*, p. 43.

126. *Ibid.*, p. 44. Le texte intégral du protocole se trouve dans *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1905*, pp. 342-343.

127. BOSCH: « Trujillo », p. 116.

128. KNIGHT, *op. cit.*, p. 44. Les deux négociateurs américains étaient le ministre Dawson et le *commander* Dillingham, de la marine de guerre des Etats-Unis, envoyé pour l'occasion à Santo Domingo « as a special commissioner to help the Minister » (MUNRO, *op. cit.*, p. 100).

129. Lettre du ministre Dawson au Département d'Etat. [Janvier 1905] *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1905*, p. 309.

130. De cette « compréhension » nous donnerons deux exemples. La *Tarifa Arancelaria Dominicana* de 1910, tout d'abord. Elle fut préparée par des experts américains. « Los que formularon la tarifa eran demasiado humanos para no regocijarse del impulso que se había dado a muchos artículos manufacturados de orígen americana » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 58); quant au « bienestar de la industria dominicana », il fut « la menor de las consideraciones tomadas en cuenta al hacer el arancel, y el consumidor [dominicano] recibió la peor parte » (*ibid.*, p. 59). « Todo el mecanismo tendía a 'entorpecer el comercio y a paralizar la industria' », et représentait « una de las causas del atraso en el desenvolvimiento económico del país » (rapport du professeur Fred R. Fairchild, de l'Université de Yale, présenté au Gouvernement Militaire américain à Santo Domingo en janvier 1918. Cité dans KNIGHT, *op. cit.*, p. 59.
Et également *La Ley de Franquicias Agricolas* de 1911. « Carta Magna de la industria azucarera extranjera » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 62), elle accordait aux concessionaires étrangers toute une série de privilèges et ... « en verdad esos privilegios eran cosa extraordinaria » (*loc. cit.*) (pour une liste de ces avantages, cf. toujours KNIGHT, *op. cit.*, pp. 61-62). Cependant, en avril 1906 déjà, le Congrès dominicain approuvait une loi exhonérant le sucre de tout impôt. Là aussi, l'influence américaine avait joué.

131. WELLES, *op. cit.*, vol. II, p. 692.

132. MUNRO, *op. cit.*, p. 259.

133. KNIGHT, *op. cit.*, p. 45.

134. MUNRO, *op. cit.*, p. 263.

135. *Ibid.*, p. 264.

136. Ainsi, dans le cas du président Victoria, le gouvernement américain décida que « the recommandations should be backed up by sending a warship with a landing force » (MUNRO, *op. cit.*, p. 262). Victoria ayant été « raisonnable », les *marines* n'eurent pas à débarquer, et purent regagner leurs bases après avoir passé « almost two months in extreme discomfort on board their transports » (*ibid.*, p. 264).
Eloquentes visites de navires de guerre — mais aussi, à l'occasion, la menace de ne pas verser au Trésor dominicain ce pourçentage des revenus douaniers du pays qui lui revenait

de droit d'après le protocole de 1905 — menace d'autant plus grave que ces revenus constituaient à peu près les seules ressources dont pouvait disposer un gouvernement dominicain.

137. MUNRO, *op. cit.*, p. 269.

138. Ainsi, en République Dominicaine, « la prensa ... se preguntó si el régimen de Wilson, en el cual la República había puesto todas sus esperanzas, sería mejor que el del 'irascible domador de caballos' [Roosevelt] o que el de su no menos indeseable sucesor Taft » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 65).

139. MUNRO, *op. cit.*, p. 273.

140. *Ibid.*, p. 274.

141. *Loc. cit.*

142. *Ibid.*, p. 273.

143. *Ibid.*, p. 274.

144. « Como promotor de peleas de boxeo » — une de ses premières activités — James Mark Sullivan « fue acusado de apropiarse el dinero de la taquilla por medio de una incautación fraudulenta. Con eso dinero pudo desarrollar sus habilidades en la Escuela de Leyes de Yale durante dos años; fue demandado por el sastre que le hizo su traje de graduación; ganó un valicso reloj como premio de oratoria, el cual perdió, según explicara, en 'una reyerta o pleito en Waterbury' » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 67). Comme avocat, enfin, son curriculum sera, « to say the least ... undistinguished » (MUNRO, *op. cit.*, p. 275). Mais son activité lors de la campagne électorale de 1912 fera de lui un « deserving Democrat » — éligible, donc, pour un « buen empleo » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 68). La diplomatie l'intéressait — « because the salary would enable him to pay his debts » (Santo Domingo Investigation. Copy of the Report, Findings and Opinion of James D. Phelan, Commissioner named by the Secretary of State, with the approval of the President, to investigate charges against the United States Minister to the Dominican Republic, p. 7; cité dans MUNRO, *op. cit.*, p. 275). La République Dominicaine, enfin, l'attirait tout particulièrement, à cause des relations qu'il avait nouées avec Samuel Jarvis, « who had recently founded the so-called Banco Nacional of Santo Domingo » (*loc. cit.*). Relations, d'ailleurs, qui resteront excellentes une fois Sullivan devenu, avec l'appui du même Jarvis, ministre américain à Santo Domingo: « Sullivan usaba el Banco como su oficina en la ciudad, y su personal le servía de interprete. Repetidas veces sobregiró su cuenta, y hubo de ser amonestado por el Departamento de Estado (KNIGHT, *op. cit.*, p. 78).

145. William W. Russel, ministre américain à Santo Domingo dès septembre 1915, avait dèjà occupé ce même poste sous Taft. Son opinion sur le pays était, depuis longtemps, sans nuances: « only complete control by our Government would permanently insure order and justice, but any degree of control would be beneficial » (lettre de William W. Russell du 19 septembre 1912. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1912.* Washington, Government Printing Office, 1919, p. 366.

146. KNIGHT, *op. cit.*, p. 71.

147. *Ibid.*, p. 72.

148. *Loc. cit.*

149. *Ibid.*, p. 82.

150. Nos italiques

151. Nos italiques.

152. Note présentée par William W. Russell, ministre des Etats-Unis à Santo Domingo, au Ministre des Affaires étrangères dominicain. 19 novembre 1915. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1915.* Washington, Government Printing Office, 1924, p. 336.
Cette note deviendra fameuse en Amérique latine comme la « no 14 de Russell ».

153. KNIGHT, *op. cit.*, p. 82.

154. Le même scénario que lors du « précédent haïtien » paraît se renouveler. Aux Haïtiens aussi, Wilson avait voulu « octroyer sa protection » — et les résultats avaient été les mêmes qu'en République Dominicaine. Mais finalement, en juillet 1915, les *marines* avaient débarqué à Port-au-Prince — alors qu'une guerre civile particulièrement sanglante déchirait le pays. Ils étaient restés — et les leaders haïtiens étaient devenus, soudain, très « raisonnables ». Un nouveau président avait été élu, qui s'était empressé de signer un traité (septembre 1915) accordant une pleine satisfaction aux exigences de Washington: le contrôle économique et militaire du pays — bref, les mêmes exigences que la « no 14 de Russel » allait présenter aux Dominicains.
Sans doute, à Santo Domingo, en avril 1916, l'élément « atrocités » — qui avait caractérisé, dix mois plus tôt, l'affaire haïtienne — fera nettement défaut; mais un autre élément subsiste qui n'est pas négligeable. Face à une révolte dont il portait une large part de responsabilité, le président Jiménes apparaissait au bord de la défaite. Mais un des leaders le plus puissants,

si non le plus puissant, de la coalition rebelle était le général Desiderio Arias, la bête noire du Département d'Etat depuis longtemps déjà, et d'autant plus abhorré, désormais, qu'on l'accusait d'être « pro-allemand ».

155. MARTIN, John B.: *Overtaken by events. The Dominican Crisis from the fall of Trujillo to the Civil War.* Garden City (New York); Doubleday & Company, Inc.; 1966; p. 28.

156. Quel fut le rôle des intérêts économiques américains au cours de cette période? Pour certains auteurs, aucun doute ne serait possible: « American financial and political interference in Santo Domingo finally led to armed intervention » (NEARING et FREEMAN, *op. cit.*, p. 128) — l'assertion leur paraissant si « self-evident » qu'aucune précision n'est fournie. Pour d'autres en revanche, et il s'agit de la majorité des auteurs, le problème ne saurait même pas être évoqué.
Quant à nous, il nous paraît tout à fait normal que des capitalistes américains, ayant investi ou se préparant à investir en République Dominicaine, aient désiré un accroissement de l'influence des Etats-Unis dans le pays. Mais il reste à prouver — et aucune preuve n'a jusqu'ici été fournie — que ces désirs aient joué un rôle tant soit peu important dans la formulation d'une politique qui, nous semble-t-il, n'avait pas besoin d'influences « extérieures » pour aboutir là où elle aboutira.

157. KNIGHT, *op. cit.*, pp. 107-108.

158. WELLES, *op. cit.*, vol. II, p. 928.

159. MUNRO, *op. cit.*, p. 319. Il est indéniable que dans le domaine de la santé publique « much was ... accomplished ... though not always in a tactful way » (*ibid.*, pp. 317-318). Quant aux « desirable means of communications » auxquels fait allusion Sumner Welles, s'il est certain que sous le gouvernement militaire « sólo una carretera principal había sido terminada » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 111), il est tout aussi vrai qu'en plus « se habían construido pequeños tramos de otras carreteras, algunos puentes; se habían effectuado mejoras en los caminos vecinales, mejoras de puertos y reparaciones de edificios públicos » (*ibid.*, p. 112). Un « comienzo prometedor » (*ibid.*, p. 116), bref, mais certainement pas un gigantesque essor — d'autant moins, d'ailleurs, que des $ 6.688.536 qui furent dépensés pour ces travaux, presque la moitié — $ 2.918.536 — fut empruntée, aggravant ainsi les charges auxquelles aurait à faire face un futur gouvernement dominicain. Le programme de réforme scolaire, enfin, était « excelente » (*loc. cit.*); mais les difficultés financières du gouvernement militaire « lo entorpecieron » (*loc. cit.*).

160. *Ibid.*, p. 115. Le gouvernement militaire avait bénéficié, au début, de circonstances exceptionnellement favorables. Il disposait d'une somme initiale de plus de $ 3.500.000 que le gouvernement dominicain avait été dans l'impossibilité d'utiliser (cf. KNIGHT, *op. cit.*, pp. 88 et 99-100).
D'autre part, en 1917, « el pago final sobre el emprestito del National City Bank ... libró las finanzas dominicanas de una pesada carga, dejando cerca de un tercio de millión de dollars anualmente disponible para otros usos. Esto hubiera ocurrido de todos modos, con intervención americana o sin ella » (*ibid.*, p. 108). Finalement — et ce fut le facteur le plus important — la guerre mondiale entrenait une hausse exceptionnelle du prix des exportations du pays, du sucre notamment. « Si alguna vez un gobierno estuvo en condiciones de mostrar excelentes resultados, éste fué el Gobierno Militar en Santo Domingo » (*ibid.*, p. 100). Pareille aubaine ne dura pas. La chute des prix causée par la fin de la guerre allait aggraver une situation financière que compromettaient déjà les erreurs des nouveaux maîtres. D'où les emprunts par lesquels ceux-ci essayèrent de faire face à une situation difficile: $ 1.538.200 en 1918, $ 6.698.455 en 1922.

161. *Ibid.*, p. 112.

162. *Ibid.*, p. 49.

163. *Ibid.*, p. 148.

164. *Ibid.*, p. 126.

165. *Loc. cit.*

166. *Loc. cit.* KNIGHT se réfère ici au cas de William Bass, un « azucarero » américain de San Pedro de Macorís.

167. *Loc. cit.*

168. Un *acre* = 0.4047 héctares (40.4687 ares).

169. KNIGHT, *op. cit.*, p. 148.

170. Ces chiffres, que nous donnons globalement, sont offerts en détail par KNIGHT, *op. cit.*, p. 147. C'est toujours KNIGHT qui nous donne la valeur des diverses « empresas azucareras » — tout en soulignant que « las valoraciones fueron calculadas para el impuesto de la propiedad y son por lo general algo bajas » (*ibid.*, p. 146). Aux mains de citoyens — ou compagnies — américains se trouvaient des propriétés pour une valeur totale de

$ 33.697.632; celles aux mains de Dominicains, en revanche, n'atteignaient que $ 1.344.541. Le reste, pour une valeur d'un peu plus de $ 5.000.000, appartenait à des Italiens (surtout), ou à des compagnies dominico-américaines ou italo-américaines.

171. *Ibid.*, p. 149.

172. *Ibid.*, p. 150.

173. Cf. *supra* note 130.

174. KNIGHT, *op. cit.*, p. 131.

175. *Ibid.*, p. 101.

176. *Ibid.*, p. 102.

177. Lettre du 20 décembre 1920 de Mgr Nouel, archevêque de Santo Domingo, au ministre américain Russell, dans RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio: *United States Military Intervention*; Ciudad Trujillo (= Santo Domingo), 1958; p. 12. Ci-après: RODRIGUEZ DEMORIZI, « United States ». « The newspapers were forbidden to comment on any act of the military government or to use such words as 'national', 'freedom of thought', 'freedom of speech' or 'General' as a title for Dominicans » (MUNRO, *op. cit.*, p. 321).

178. KNIGHT, *op. cit.*, p. 119.

179. *Loc. cit.*

180. *Ibid.*, p. 125. Ces « Cortes Prevostales ... integradas por uno o más oficiales americanos ... fueron originalmente instaladas para conocer de ofensas contra el Gobierno Militar; pero esta frase fué ampliada para que abarcara casi todas las ofensas » (*ibid.*, p. 117). C'était un crime, en particulier, « el hacer observaciones, verbales o escritas, consideradas como ofensivas para el Gobierno Militar, de modo que 'tendieran' a 'incitar descontento, desordenes o revueltas'. El elemento 'tendencia' le competía al tribunal militar apreciarlo » (*ibid.*, pp. 117 - 118). Quant à la réputation de ces tribunaux — d'être « unjust and cruel » (Judge Schoenrich's Memorandum of dec. 11, 1919; cité dans MUNRO, *op. cit.*, p. 321) — elle était largement méritée (pour quelques exemples, cf. notamment KNIGHT, *op. cit.*, pp. 119-125).

181. KNIGHT, *op. cit.*, p. 100.

182. RODRIGUEZ DEMORIZI: « United States », p. 8.

183. *Ibid.*, p. 11.

184. MARTIN, *op. cit.*, p. 29.

185. Lettre du 20 décembre 1920 de Mgr Nouel au ministre Russell, dans RODRIGUEZ DEMORIZI: « United States », pp. 12 - 13. « Un número de dominicanos ... fué muerto por los marinos [americanos] sin ser juzgado, y algunos fueron torturados sin haber sido interrogados ni una sola vez. Los asesinatos del Capitan Merkle fueron repudiados por sus superiores, y él se suicidó mientras esperaba ser juzgado. Mas, por desgracia, la repudiación no retorna los muertos a la vida, ni restaura la silueta de las villas quemadas bajo el cielo de la tarde. Varias de las atrocidades cometidas por Merkle fueron descritas por testigos oculares ante el Comité del Senado [americano] » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 118).

186. KNIGHT, *op. cit.*, p. 119. Sans doute y avait-il, parmi les *gavilleros*, des bandits. De là à en conclure que tous les *gavilleros* étaient des bandits, le pas était trop grand, trop opiniâtre la mauvaise foi. La même situation, d'ailleurs, se présentait à la même époque dans la voisine Haïti, elle aussi occupée par des troupes américaines. A Haïti aussi, tous les rebelles n'étaient que des « bandits » — et la répression était impitoyable.

187. INMAN, Samuel Guy: *Problems in Pan Americanism*. Londres; George Allen & Unwin, Ltd; 1926; p. 287.

188. Avec le consentement de l'occupant, un gouvernement provisoire fut installé en République Dominicaine en automne 1922. L'année suivante un Congrès fut élu, et finalement, au printemps 1924, un président de la République. En septembre de la même année les dernières troupes américaines quittèrent le pays. Mais auparavant le Congrès dominicain avait dû adopter une nouvelle Constitution « en armonía con los centenares de órdenes, reglamentos y contratos emanados del Gobierno Militar » (KNIGHT, *op. cit.*, p. 134) — condition indispensable pour que le pays recouvre sa souveraineté et qui fut imposée aux négociateurs dominicains par le « Memorandum del Convenio de Desocupación » signé à Washington le 30 juin 1922. Si les Etats-Unis gardaient toujours le contrôle de la *Receptoría de Aduanas* — jusqu'à l'extinction complète de la dette étrangère de la République — les Dominicains obtenaient en revanche le droit d'insérer dans leur nouvelle constitution un article qui établissait qu'aucun étranger ne pourrait être membre de la *Constabulary* — « esta prohibición descartó definitivamente una de las persistentes proposiciones americanas » (*loc. cit.*).

189. Rafael Leonidas Trujillo Molina « había nacido de segunda » (BOSCH: « Trujillo », p. 42): son père était un petit commerçant, sa famille était de couleur. Placé au dessus de la « plèbe » (*los infelices*), il était cependant exclu du cercle doré de la *gente de primera.*

Ce fut l'occupation américaine qui lui offrit la possibilité de gravir les échelons d'une société où, jusqu'alors, il n'avait occupé que des positions modestes: *telegraph operator*, garde champêtre dans un *ingenio azucarero*.
Le gouvernement militaire cherchait des officiers « indigènes » pour la *Constabulary* — mais les jeunes *de primera* se refusaient à servir l'occupant. En décembre 1918 Trujillo, alors agé de 27 ans, demanda à etre admis comme officier. La rapidité avec laquelle il fut accepté — en janvier 1919 déjà il prêtait serment comme sous-lieutenant — « provides confirmation of the necessitous state of the National Guard [la *Constabulary*] » (CRASSWELLER, Robert D.: *Trujillo. The Life and Times of a Caribbean Dictator*. New York; The Macmillan Company; 1966; p. 44). Officier, Trujillo devait être apprécié par ses supérieurs américains comme « one of the best in service », « calm, even tempered, forceful, active, bold, and painstaking » (rapport du major Thomas E. Watson du 30 septembre 1920, cité par CRASSWELLER, *op. cit.*, pp. 44 - 45). Son ascension fut rapide. En septembre 1924 — au moment donc où les derniers *marines* quittaient le pays — il était déjà major. Une année plus tard, agé à peine de 34 ans, il était colonel et commandait la *Policía Nacional* (l'ancienne *Constabulary*).
En 1927 « una Ley ... transformó el carácter de esa Policía aumentando sus efectivos y elevandola al rango de Ejército Nacional » (GALINDEZ, Jesús de: *La Era de Trujillo. Un estudio casuístico de dictadura hispanoamericana*. Buenos Aires; Editorial Americana; 1962; p. 11). Son brillant commandant, le colonel Trujillo, était à son tour promu général et placé à la tête de la nouvelle force.

190. Au moment de sa mort (30 mai 1961) Trujillo était le doyen des dictateurs, Salazar, qui le talonnait, n'ayant pris le pouvoir qu'en 1932.

191. WIARDA, Howard J.: *Dictatorship and Development. The Methods of Control in Trujillo's Dominican Republic*. Gainesville; University of Florida Press; 1968; p. 42. Ci-après: WIARDA, « Dictatorship ».

192. WIARDA, Howard J.: *The Aftermath of the Trujillo Dictatorship. The Emergence of a Pluralist Political System in the Dominican Republic*. University of Florida; unpublished Ph.D. Dissertation; 1965; p. 35. Ci-après: WIARDA, « The Aftermath ».

193. BOSCH: « Trujillo », p. 144.

194. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 162.

195. *Ibid.*, p. 166.

196. WIARDA: « Dictatorship », p. 43.

197. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 162.

198. *Ibid.*, p. 166.

199. BOSCH: « Trujillo », p. 145.

200. *Loc. cit.*

201. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 21.

202. *Loc. cit.*

203. *Ibid.*, p. 23.

204. Quelques détails qui, pour être amusants, n'en sont pas moins significatifs. La République Dominicaine a été le premier pays d'Amérique latine à déclarer la guerre aux puissances du Pacte Tripartite. N'ayant qu'un jour de retard sur les Etats-Unis dans le cas du Japon, elle réussissait encore à améliorer son record avec l'Italie et l'Allemagne: sa déclaration de guerre à ces deux pays datait du 11 décembre déjà — du jour même donc, où Rome et Berlin entraient en guerre avec Washington.
Mais pour Trujillo, ce n'était pas assez. Par un de ces gestes théâtraux qu'il affectionnait, il faisait déclarer par le Congrès dominicain que le 7 décembre de chaque année serait, jusqu'à la fin de la guerre, le « Día de Reafirmación de Solidaridad con los Estados Unidos de América » (RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio: *Cronología de Trujillo*. Ciudad Trujillo; Impresora Dominicana; 1955; t. I, p. 339. Ci-après: RODRIGUEZ DEMORIZI, « Cronología »).

205. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 208.

206. Lettre du *Acting Secretary of State* William Phillips à Roberto Despradel, ministre dominicain à Washington; *Washington Post*, 17 août 1934.

207. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 182. L'accord conclu à ce sujet entre le gouvernement dominicain et le *Council for the Protection of Foreign Bond Holders* était « not only 'fair to the republic' but also 'distinctly advantageous' to the bondholders » (*Washington Post*, 17 août 1934). « Full credit was accorded the youthful executive [Trujillo] for the settlement » (*loc. cit.*), le premier de ce genre à être conclu par le Conseil avec un pays débiteur.

208. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 206.

209. Déterminé à bâtir son propre empire économique, Trujillo obligera, il est vrai, certaines compagnies américaines à lui revendre leurs propriétés; ce sera notamment le cas pour la West Indies Sugar Company, « the largest geographically dispersed sugar complex on the island » (GOFF, Fred et LOCKER, Michael: « The Violence of Domination: U.S. Power

and the Dominican Republic », dans: *Latin American Radicalism. A Documentary Report on Left and Nationalist Movements,* edited by Horowitz, Irving Louis, DE CASTRO, Josue and GERASSI, John; New York, Vintage Books, 1969, p. 254). Mais il se préoccupera, dans chaque cas, de payer un prix plus que raisonnable; également évitera-t-il d'exercer des pressions indues sur ces compagnies qui jouissaient, à Washington, d'appuis suffisamment puissants. Il offrira, d'autre part, « lucrative investment opportunities » (*New York Times*, ler juin 1961, p. 34 - Editorial) à ces compagnies américaines dont les intérêts n'entraient pas en contradiction avec les siens. Et la République Dominicaine était suffisamment vaste pour satisfaire, en même temps, bien des appétits - ceux, par exemple, de la Aluminium Corporation of America (Alcoa) ou de la Granada Company, une subsidiaire de l'United Fruit. La « pax trujillista », enfin, assurera une main d'oeuvre docile et résignée: deux seules grèves au cours de 30 ans — et une d'elles, celle de 1942, sera d'ailleurs immédiatement écrasée.
Ainsi, aux yeux de trop d'Américans, Trujillo sera le « hombre que ha hecho posible la grande obra del progreso dominicano y a quien también se debe el auge del intercambio entre la República Dominicana y los demás pueblos del continente » (De Lesseps Morrison, maire de New Orleans et plus tard — de 1961 à 1963 — ambassadeur de Kennedy auprès de l'OEA, lors d'une de ses visites en République Dominicaine; Ciudad Trujillo, 2 juillet 1946. Cité dans RODRIGUEZ DEMORIZI: « Cronología », vol. X, p. 124).

210. Par une loi de janvier 1936 le Congrès dominicain avait changé le nom de la capitale de Santo Domingo de Guzmán en Ciudad Trujillo. Bientôt d'ailleurs, une avalanche de lois, qui ne s'arrêtera qu'à la mort du dictateur, devait donner à de nombreuses provinces, à des villes, des montagnes, des ponts, etc. les noms des membres de la famille régnante.

211. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 171.

212. Télégramme de Myron Taylor, représentant des Etats-Unis auprès du Comité d'Evian, au Secrétaire d'Etat Hull; cité dans BEN ELISSAR, Eliahu: *Le facteur juif dans la politique étrangère du IIIe Reich.* Paris; Editions Julliard; 1969; p. 435.

213. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 199.

214. On peut aisément s'imaginer l'effet favorable qu'une telle offre — pourtant irréalisable — produisit sur l'opinion publique internationale, et en particulier sur l'influente communauté juive des Etats-Unis, les juifs européens étant les premiers intéressés par cette proposition. C'était, naturellement, le but recherché par Trujillo.

215. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 211. Dans l'ensemble Trujillo « spent vast sums of money in the United States on public relations, on donations to the campaign chests of both parties, and perhaps even on outright bribery » (SLATER, Jerome: *Intervention and Negociation: the United States and the Dominican Revolution.* New York; Harper and Row; 1970; p. 5. Ci-après: SLATER, « Intervention »).

216. Il y eut cependant « one brief exception » (*ibid.*, p. 5) dans l'immédiat après-guerre. Pour cette période — « the Braden period » — cf. Annexe, p. 409, note 32.

217. SLATER: « Intervention », p. 5.

218. Riche et puissante dans la période initiale de grandeur de la colonie, l'Eglise Catholique en partagea ensuite la décadence, pour enfin, dans la deuxième moitié du 18e siècle, reprendre à « revive ... along with the rest of the country » (ROBERTS, T. D. et autres: *Area Handbook for the Dominican Republic.* Washington D. C.; American University; 1966; p. 146). Mais en 1795 le traité de Bâle cédait la colonie à la France. Survint alors l'exode d'un grand nombre de prêtres, les uns craignant la radicalisme de la Révolution française, d'autres obéissant aux ordres de leurs supérieurs.
Sept ans plus tard les Français arrivèrent — et confisquèrent les biens de l'Eglise. Et à peine commençait-elle à se ressaisir, sous le gouvernement de l'« España Boba » (1809-1821), que s'ouvrait la période la plus difficile de son histoire: c'était l'occupation haïtienne (1822-1844).
Intransigeance du clergé — ainsi l'archevêque Valera y Jiménes, « quien se negó a aceptar su sueldo del Tesoro de la República como ciudadano haitiano, y declaró categoricamente en una carta al Presidente Boyer que el era subdito de su Majestad el Rey de España » (PICHARDO, *op. cit.*, p. 82); violente réaction des nouveaux gouvernants — s'exprimant par une nouvelle confiscation des biens de l'église, par la déportation d'un nombre élevé de prêtres, etc: « by the time the Dominican Republic's independence was proclaimed in 1844, the Church was practically crushed » (LOWENTHAL: « The Dominican Republic », p. 52). Elle ne pourra plus jamais pleinement se rétablir. Les présidents dominicains se succédèrent — mais l'Eglise ne réussissait à récupérer qu'une petite partie des richesses qui lui avaient été enlevées. Contrairement à ce qui sera le cas en bien d'autres pays d'Amérique latine, sa position matérielle restera médiocre — et modeste le niveau d'un clergé peu nombreux et mal préparé.

219. WIARDA: « Dictatorship », p. 141.

220. *Ibid.*, pp. 141 - 142.

221. *Ibid.*, p. 142. Voici une brève énumération des bénéfices de l'association:
1) Gains de l'Eglise:
a) En 1929 la Cour Suprême « declared that the Church had no legal existence and submitted a measure to Congress for the liquidation of all Church property. Trujillo took office at this point and had the measure defeated. In 1931 a bill was passed which restored the juridical personality of the Church » (ROBERTS et autres, *op. cit.*, p. 147).
b) « In 1936 the Jesuit order was permitted to return to the country for the first time since 1767, when it had been expelled by Charles III » (*ibid.*, p. 148).
c) « The Government financed, and the official Dominican Party administered, the construction of many churches » (WIARDA, Howard J.: « The Changing Political Orientation of the Catholic Church in the Dominican Republic ». *A Journal of Church and State*, vol. VII, no 2, printemps 1965; p. 239. Ci-après: WIARDA, « The Changing Political Orientation »). Trujillo « brought to the country dozens of new priests from Spain and Canada, spent millions of dollars on new religious institutions ... and endowed the new clergy with cars and houses » (ROBERTS et autres, *op. cit*, p. 148).
d) Signé le 15 juin 1954, le Concordat accordait à l'Eglise des privilèges considérables, d'ordre moral aussi bien que matériel.
2) Gains de Trujillo:
Ils peuvent être résumés en une seule phrase: avec une constance digne d'une meilleure cause le clergé dominicain ne manqua pas une occasion de manifester un appui chaleureux, enthousiaste même, à un régime bâti sur la violence. Le ton était donné par l'archevêque de Santo Domingo, le Primat des Indes, Mgr Pittini, « of pliant heart and conscience » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 382), outspoken in his praise » (WIARDA: « The Changing Political Orientation », p. 239) du « Catholic-political genius of Generalissimo Dr. Rafael Leonidas Trujillo Molina » (d'un article de Mgr Pittini, publié dans *A Look at the Dominican Republic*, juillet 1956, cité dans WIARDA, p. 240). Mais la bienveillance de l'Eglise dépassait le cadre étroit de la République Dominicaine. A Rome deux Papes — Pie XI et Pie XII — manifestaient à plusieurs reprises leur faveur pour Trujillo: non seulement des décorations dont « el Jefe » était friand — ainsi que des « special blessings » — mais aussi, en 1954 — date du Concordat — la très peu catholique annullation du premier mariage du dictateur. A Boston, cependant, un puissant prince de l'Eglise, le cardinal Spellman, faisait l'éloge avec chaleur d'un homme dont il préférait ne voir que les « religious and anti-Communist policies » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 325).

222. A exception du parti officiel — le *Partido Dominicano* — fondé en août 1931.

223. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 25.

224. Sénat, période 1938 - 1942. Seize sénateurs. Au cours des quatre ans de la législature, « se produjeron 32 vacantes, de las cuales 2 fueron por muerte, 1 fue renuncia por enfermedad mortal, y 29 renuncias simples ... tan sólo tres senadores terminaron su periodo » (*Ibid.*, pp. 111-112). Chambre - même période. 50 députés. « En total se produjeron 85 vacantes, 83 por renuncia y 2 por muerte. La Presidencia cambió dos veces, la Vicepresidencia seis veces » (*ibid.*, p. 113). « Cinco diputaciones cambiaron 4 veces de titular y muchas tres veces. Al día siguiente de constituirse la Cámara ... renunciaron ya 7 diputados » (*ibid.*, p. 114). Et ainsi de suite. Une seule exception: le Sénat, lors de la première législature de la « Era » (1930-1934), « conservó su estabilidad tradicional » (*ibid.*, p. 111).

225. WIARDA: « The Dominican Republic », p. 38.

226. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 162.

227. Cité dans GALINDEZ, *op. cit.*, p. 26.

228. Pour une biographie de Rafael Bonnelly, cf. *infra*, ch. II, note 340.

229. « Me contaron el caso », rélate Galíndez (*op. cit.*, p. 195), « de un Secretario de Estado prominente que fue humillado en una reunión del Gabinete, y su reacción fue decir: 'El Jefe es justo hasta cuando castiga' ». Non pas un cas isolé, mais un exemple parmi mille.

230. *Ibid.*, pp. 142 - 143.

231. BOSCH: « Trujillo », p. 175.

232. *Ibid.*, p. 143.

233. *Ibid.*, p. 175.

234. *Ibid.*, p. 146.

235. WIARDA: « The Dominican Republic », p. 40.

236. SECRETARIA DE ESTADO DE FINANZAS (R. D.): *Informe de la República Dominicana ante la Reunión del Consejo Inter-americano Económico y Social al nivel de expertos, Mexico, Octubre 1962*. Santo Domingo, 1962, p. 1.

237. *Loc. cit.* Les pourcentages que nous venons de donner ne sont pas nécessairement exacts: il est possible, en effet, que le Trujillo aient possédé beaucoup *plus* du 10% « de las

tierras productivas del país », ainsi que « de la industria ganadera ». Aujourd'hui encore, aucune étude satisfaisante n'existe sur ce sujet — les estimations étant rendues d'autant plus difficiles que les Trujillo se servaient souvent de prête-noms.

238. SECRETARIA DE ESTADO DE FINANZAS, (R. D.), *op. cit.*, p. 2.

239. Cette « amplia protección estatal » était vraiment très généreuse: l'Etat rachetait à un prix très élevé ces entreprises dont les Trujillo voulaient se défaire — quitte à les revendre plus tard à ces mêmes Trujillo, mais à un prix bien inférieur, lorsqu'elles paraissaient en mesure de rapporter des bénéfices.

240. SECRETARIA DE ESTADO DE FINANZAS, (R. D.), *op. cit.*, p. 2.

241. *Loc. cit.*

242. BALAGUER, Joaquín: « La Paralisis del Progreso ». *Ahora,* no 48, pp. 11 - 12. Le Dr. Balaguer parle en connaissance de cause: il a été un des plus éminents serviteurs du régime. Il est actuellement président de la République.

243. BOSCH: « Trujillo », p. 175.

244. WIARDA: « The Dominican Republic », p. 40.

245. BOSCH: « Trujillo », p. 175.

246. WIARDA: « The Dominican Republic », p. 45.

247. KANTOR, Harry: *Patterns of Politics and Political Systems in Latin America.* Chicago; Rand McNally; 1969; p. 322.

248. Le 12 mars 1956 le Dr. Jesús de Galíndez — un refugié espagnol qui, ayant vécu quelques années en République Dominicaine, était devenu un critique résolu de Trujillo — « mysteriously disappeared after entering a subway station in downtown New York » (LOGAN, *op. cit.*, p. 74). La personnalité de la victime donna au cas une certaine notoriété, mais les « massive police searches ... reached a dead end » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 314). Ainsi, « by November 1956 the affair had lost its place in the news and was barely visible in the semioblivion that enfolds many other secrets of the Caribbean underworld » (*loc. cit.*).
« Early in December, however » (*loc. cit.*), la voiture de Gerald L. Murphy, ressortissant américain qui travaillait avec la *Compañia Dominicana de Aviación*, était trouvée abandonnée à Ciudad Trujillo: « Murphy had disappeared and was presumed dead » (*loc. cit.*).
« Within a short time disclosures began to accumulate from every direction. The Galindez case promptly entered the second and more sensational phase which was to give it permanent lodgment in the American imagination: it became apparent that the Galindez case and the Murphy case were one and the same » (*loc cit.*). Et tous les indices menaient au gouvernement dominicain.
Trujillo avait oublié une des plus importantes règles du jeu: tuer, si nécessaire, mais ne jamais toucher à la vie d'un citoyen des Etats-Unis. Derrière Murphy il y avait ce qui avait fait défaut à Galíndez: « American parents » — « tireless in their demands for justice » (*loc. cit.*); une « American fiancée » — qui « knew a great deal and was willing to talk » (*loc. cit.*); « American Congressmen »: le représentant Charles Porter et le sénateur Wayne Morse — les deux, par comble de malchance, n'ayant jamais éprouvé aucune sympathie pour la dictature trujilliste. Leur « active intervention » offrait maintenant « the necessary political impulse » (*ibid.* p. 315). De très larges secteurs de l'opinion publique américaine, cependant, manifestaient un intérêt de plus en plus teint d'indignation pour la brutale disparition d'un « American boy » dans une de ces petites république des Caraïbes.
Et alors, même le Département d'Etat se vit dans l'obligation de rompre son « strange silence » (*Washington Post,* 24 mars 1957) et devenu « energetic » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 315), il commença à faire pression sur le gouvernement dominicain, « demanding a truthful account of what had happened to Gerald L. Murphy » (*Washington Post,* 24 mars 1957); « it would have been better », cependant, « if the Department had also shown concern for Galindez » (*loc. cit.*). Soumis à une pression inattendue, le régime trujilliste cherchait en vain à convaincre de son innocence — allant même jusqu'à « suicider » un Dominicain dont il voulait faire le bouc émissaire. Il ne faisait, cependant, qu'aggraver les soupçons dont il était l'objet. Rien, certes, ne put être définitivement prouvé, mais « the outcry rose menacingly in the United States » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 321). La minorité libérale au Congrès ne réussit pas à obtenir une pleine réorientation de la politique américaine vis-à-vis de Trujillo; cependant, confronté à une opinion publique qui le trouvait « too mild » (*Washington Post,* 24 mars 1957) avec l'assassin de Murphy, le Département d'Etat fut contraint d'introduire une certaine froideur dans des relations jusqu'alors chaleureuses.

249. SLATER: « Intervention », p. 6. « The anti-Nixon riots symbolized the extent of anti-Americanism in Latin America, arising in good part because of U.S. support for Latin American dictatorships » (*loc. cit.*).

250. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 346.

251. *Ibid.*, p. 344.

252. *Ibid.*, p. 410. Leader du parti *Acción Democrática,* et président de la Junte qui, en octobre 1945, remplaça la dictature du général Medina Angarita, Rómulo Betancourt s'était revelé « a strong enemy, personal and ideological » (*ibid.*, p. 234) de Trujillo. « The conduct of this communist agent [Betancourt] was so scandalous ... that the Dominican Republic published a 'White Book' denouncing to the Governments and peoples of South America the misbehaviour and attacks of Rómulo Betancourt » (DOMINICAN REPUBLIC; MINISTRY FOR HOME AFFAIRS: *White Book of Communism in Dominican Republic.* Madrid; Gráficas Rey; 1958; p. 103).

253. « By 1959 ... the Department of State increasingly viewed the Dominican tyrant as an embarassment, an awkward inheritance from an earlier time, now lingering too long and imperilling the future and unwittingly preparing the way for Castroism » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 421).

254. *Ibid.*, p. 410.

255. *Loc. cit.*

256. Pour l'invasion de juin 1959 et l'histoire de mouvement clandestin antitrujilliste, cf. Annexe, pp. 413-418.

257. « Carta Pastoral Colectiva del Episcopado de la República Dominicana en Ocasión de la fiesta de Nuestra Señora de la Altagracia », du 25 janvier 1960; dans: *Documentos de la Conferencia del Episcopado de la República Dominicana, 1955-1969.* Imprenta Amigo del Hogar, 1969, p. 36.

258. *Loc. cit.*

259. *Ibid.*, p. 43.

260. *Loc. cit.*

261. On ignore encore les raisons précises qui poussèrent Trujillo à ordonner, en octobre 1937, un massacre qui se solda par la mort de quinze à vingt mille Haïtiens. Des diverses explications qui ont été offertes, celle qui nous fut proposée par un ancien fonctionnaire trujilliste nous paraît la plus satisfaisante. Eludant toute réponse directe, notre interlocuteur nous raconta un « petit incident » datant de la fin du siècle passé: l'histoire du gouverneur d'une des provinces occidentales de la République Dominicaine qui, pour débarrasser la région des trop nombreux immigrés haïtiens — et surtout pour en empêcher d'autres de venir — fit châtrer sur la place publique trois Haïtiens accusés de vol et ensuite, du sel ayant été versé sur leurs plaies, les fit expulser au delà de la frontière. L'affreuse blessure, l'atroce agonie, obtinrent le résultat escompté: la présence haïtienne dans la région diminua considérablement pendant plusieurs années.
Peut-être cette histoire n'est pas tout à fait véridique — elle est, en tout cas, significative. Trujillo était, dans les années 30, très préoccupé par la présence pacifique — mais pour lui intolérable — de dizaines et dizaines de milliers d'Haïtiens — peuple « inférieur » qui introduisait des coutumes « barbares » et « africanisait » une population dominicaine que l'on s'obstinait à prétendre « hispanisante ». Processus qui prenait des proportions particulièrement considérables dans les régions de frontière, qui devenaient « more Haitianized year by year » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 150). Trujillo essaya-t-il, en octobre 1937, d'accélérer par le massacre — et la terreur qui s'en suivrait — la « dominicanisation de la frontière »? Telle était en tout cas la conclusion à laquelle voulait nous amener notre interlocuteur, personne d'habitude bien informée et de confiance.

262. Mgr. Reilly, évêque de San Juan de la Maguana.

263. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 412.

264. *Ibid.*, p. 413.

265. *Loc cit.* Dès 1959 Trujillo avait organisé — ou soutenu — divers complots contre Betancourt. Tous, ils avaient échoué. C'est pourquoi il décida, « toward the end of the spring [of 1960] ... that stronger means were necessary ... if it was impossible to get rid of Betancourt by overthrowing him, the only alternative was to kill him » (*loc. cit.*).

266. Nos italiques.

267. CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUBCOMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES ... *Informe de la Subcomisión sometido a la Comisión Especial para dar cumplimiento al mandato recibido por el Consejo de acuerdo con la Resolución I de la Sexta Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores.* 1961, pp. 6-7.

268. Suspension des exportations à la République Dominicaine de « petróleo y productos derivados del petróleo, camiones y piezas de repuesto » (*ibid.*, p. 8).

269. SLATER: « Intervention », p. 8. Pour une brève analyse de la question sucrière, cf. *infra*, ch. II, note 23.

270. Pour un examen de la politique américaine au cours de cette période, cf. *infra*, ch. II, pp. 47-50.

271. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: *Bases para el Desarrollo Nacional. Análisis de los problemas y perspectivas de la economía dominicana.* Santo Domingo; 1965; p. 23. Ci-après: SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION, « Bases ».

272. CABRAL, Manuel José: *Trayectoria de la Economía Dominicana 1950-1966*. Santiago (R. D.), Universidad Católica Madre y Maestra; 1967; p. 10.

273. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA;OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: « Bases », pp. 22-23.

274. Parmi les quatorze principaux responsables de l'assassinat de Trujillo, il est indiscutable qu'un seul avait des mobiles désinteressés: le lieutenant Amado García Guerrero. On ne peut d'ailleurs pas l'accuser d'avoir jamais profité de la corruption trujilliste. Un deuxième conspirateur, Livio Cedeño Herrera, paraît aussi mériter una place à part.
Des douze qui restent, aucun ne saurait en revanche échapper à la qualification de « serviteur du régime ».

Chapitre II

« NICARAGUISATION » OU DEMOCRATISATION? DE LA MORT DE TRUJILLO (30 mai 1961) A L'INSTALLATION DU DEUXIEME CONSEJO DE ESTADO (18 janvier 1962).

César est mort. Les conjurés ont réussi dans la première partie de leur plan — l'élimination physique du dictateur — mais ils échouent dans la deuxième: la confiscation, à leur avantage, de l'appareil du pouvoir.[1]

Les hommes qui ont eu le courage d'abattre Rafael Trujillo apparaissent comme paralysés par leur propre audace. Ils ne voient de salut que dans la fuite; pourtant, le régicide une fois accompli, leur seul espoir de salut ne repose désormais que dans un effort désespéré pour s'emparer du pouvoir ... avant que la vengeance de ce même pouvoir ne les écrase.

Ils se cachent ... ils ne seront bientôt que des bêtes traquées. Des quatorze hommes qui formaient le « hard core » de la conspiration, douze mourront — après d'affreuses tortures, souvent. Deux survivront ... et le peuple dominicain aura bien des occasions de le regretter.[2]

Au désarroi des conjurés répond la rapide, violente réaction de l'appareil trujilliste.

Le « Jefe » est mort, mais la machine qu'il a bâti pendant 30 ans continue à tourner: « the entire apparatus remained intact ».[3] Par un réflexe d'auto-défense les généraux, créatures de Trujillo, identifient leur destin à celui de la famille régnante. Joaquín Balaguer, président fantoche, continue à jouer, avec son adresse habituelle, son rôle de serviteur du régime. « The press, radio and television printed or broadcast only the official propaganda ».[4]

Le vide du pouvoir ne durera que quelques heures à peine. « Llamado con toda urgencia por sus parientes »,[5] le fils aîné du dictateur, Ramfis, « heredero natural del poder y de la maquinaria trujillista »,[6] « chartered a plane and, with his brother Radhames, flew back from Paris on May 31 to take command of the Armed Forces ».[7] Et Balaguer se hâte de nommer le nouveau maître « Jefe de Estado Mayor Conjunto de las Fuerzas Armadas »,[8] position que le Congrès vient de créer à son intention.[9]

Sans doute Ramfis n'a de son père « ni l'envergure ... ni même un véritable appétit de commandement ».[10] Fils trop choyé d'un père trop puissant, tout lui a toujours été donné, il n'a jamais rien eu à conquérir. Colonel à quatre ans, général à six ans, meilleur étudiant d'une université où il n'a pratiquement jamais

mis les pieds, chef d'état-major, ambassadeur ... à 31 ans — tel est son âge en mai 1961 — Ramfis n'est qu'un play-boy corrompu par une adulation sans freins et par un argent dont il n'a jamais eu à gagner un centime — fût-ce par des procédés malhonnêtes!

Caricature de dictateur, sans doute ... mais même une caricature de dictateur peut suffire là où aucune opposition ne se manifeste. Car ce n'étaient pas des explosions de joie, ce n'étaient pas des menaces de révolte qui saluaient la mort de Trujillo — « the populace reacted ... with a stunned and fearful silence »:[11] la « always quiet capital appeared quieter than ever ».[12] Silence qui n'est brisé que par les rafales de mitrailleuse des agents de la police secrète, qui abattent, dans le centre même de la ville, les assassins du dictateur;[13] silence qui n'est brisé que par les « scenes of hysterical weeping »[14] qui accompagnent les funérailles de Trujillo: « both the National Palace and the church were surrounded by throngs of people, many of them weeping and clearly grief-stricken ».[15]

Au milieu de la stupeur, au milieu de l'hystérie, ceux qui, dans la mort du dictateur, pourraient trover motif de joie, se taisent. L'hydre blessée, de quelles atrocités ne va-t-elle pas être capable, dans les convulsions de l'agonie? « Nadie sabía que podía suceder y se temía que sucediera lo peor »;[16] « la muerte de Trujillo ... colmó el miedo de los antitrujillistas, que esperaban hora trás hora que se desatara una ola de venganzas que dejaría muy pequeños todos los crímenes del trujillato ».[17]

Il n'y a dans le pays qu'une force qui dispose encore d'une autorité suffisante pour faire entendre sa voix — c'est l'Eglise catholique. Une fois de plus, cependant, l'Eglise communie avec la dictature. Une fois de plus, elle ne limite pas sa trahison à un coupable silence: « the Church, for the most part, backed the regime ».[18] « The reversion of the Catholic Church to its adulation of Trujillo was shown by a circular letter written by Bishop Francisco Panal in which he proposed that requiem masses be held for the Generalissimo. The missive said that "the faithful, the clergy, and the bishops acknowledged their debt of charity to General Trujillo as a fellow Catholic" and added that "we have profited abundantly from the innumerable benefits which he has brought to the nation and to the Holy Church" ».[19]

« La Tiranía ... no perdurará un día más allá de aquel en que Rafael Leonidas Trujillo pierda el poder o dé la vida », avait écrit un éminent adversaire du régime[20] — pourtant, en ce début de juin 1961, les rapports de force en République Dominicaine paraissaient rendre une sentence sans appel. Devant l'absence de toute opposition ouverte, l'appareil trujilliste triomphait, en dépit de la brusque disparition de l'homme qui l'avait forgé.

Un processus de « nicaraguisation » paraissait s'amorcer. Au Nicaragua aussi, en 1956, le maître — « Tacho » Somoza — avait été assassiné après 20 ans de dictature. Mais son régime avait survécu: « with Somoza dead, his tame legislature elected his son Luis president of the republic, and his other son, Anastasio Jr, continued as commander of the armed forces ».[21] On parla de « démocratisation », mais l'assouplissement que le régime consentit « was so slight that for all practical purposes there might have been none ... the Somozas continued to dominate the country. They still owned all the property their father

had amassed, they still had the armed forces under their command, and they still had the constitution that made the president a legal dictator ».[22]

Nicaragua, septembre 1956 — République Dominicaine, juin 1961: l'évolution sera-t-elle la même?

Mais « Tacho » Somoza, dictateur impénitent, était, au moment de sa mort, un membre en « good standing » du « monde libre », un de ces défenseurs de l'Occident « chrétien et démocratique » dont les mérites étaient hautement appréciés à Washington. C'est avec bienveillance que les Etats-Unis avaient accepté la continuation de son régime.

Cinq ans ont passé. Des forces nouvelles, auxquelles Washington ne peut pas rester insensible, secouent l'Amérique latine. De Rafael Trujillo, le doyen des dictateurs, ces forces ont fait un symbole — le symbole hideux d'un passé qui doit être anéanti. Frappée par les sanctions, la République Dominicaine est devenue légalement — après l'avoir été moralement — le paria de l'hémisphère. Au moment de la mort de Trujillo quatre consulats — dont celui des Etats-Unis — et deux consulats généraux sont tout ce qui reste des liens de la République Dominicaine avec les « pays frères ».

Et si les sanctions économiques votées par le Conseil de l'OEA ne frappent pas durement le régime, en revanche les mesures prises par l'administration Eisenhower contre le sucre dominicain blessent sévèrement un pays qui en est encore à une « one crop economy » — et frappent encore plus directement une dynastie, celle des Trujillo, qui est propriétaire de plus de 60% du sucre dominicain.[23] L'absence de relations diplomatiques, en outre, fournit au président Kennedy le prétexte pour exclure la République Dominicaine des avantages de l'Alliance pour le Progrès.

Rafael Leonidas Trujillo pouvait oser défier l'hémisphère, et maintenir sa dictature en dépit des sanctions de l'OEA, en dépit de l'inimitié des Etats-Unis. La République Dominicaine était son fief, il en était le maître:

> « par son énergie il a avili et réduit le peuple en esclavage; par son sens de l'autorité et son aptitude au commandement, il a organisé un système de terreur; par ses qualités d'organisateur, il a créé un régime despotique; par son activité mentale et physique et sa puissance de travail, il a su établir un système d'exploitation économique et de soumission politique qui n'a que rarement vu son égal dans le monde ».[24]

Mais Ramfis, le playboy, le jeune et inexpérimenté héritier d'un empire qu'il n'avait pas aidé à bâtir, ne pouvait pas se permettre de défier l'hémisphère. Pour que sa victoire eût un lendemain, il ne suffisait pas qu'il pourchassât une opposition sans défense. Il lui fallait obtenir la réintégration de son pays dans la « famille » inter-américaine, il lui fallait échapper à cette condition de paria que seul un homme de la taille de son père avait pu supporter — et faire supporter. Bref, il fallait qu'il arrache la levée des sanctions — et pour cela, comme toujours, la clef se trouvait sur les rives du Potomac.

Depuis longtemps « one of the leading advocates » [25] au sein de l'OEA du principe de non-intervention, les Etats-Unis, en 1959 encore, en défendaient les vertus avec une inébranlable vigueur. C'est en vain que, lors de la 5e Réunion

Consultative des Ministres des Affaires étrangères de l'OEA (Santiago de Chili, 12-18 août 1959) Cuba et le Venezuela demandaient, au nom de la démocratie, un assouplissement du principe de non-intervention, pour qu'il ne serve plus de bouclier à des dictatures qui constituaient la plaie de l'Amérique latine. « Affaiblir le principe de non-intervention et de sécurité collective sous prétexte d'encourager la démocratie » — prêchait le Secrétaire d'Etat américain Herter — « équivaut en fait à une activité auto-destructrice ».[26]

A peine un an plus tard, cependant, par un brusque revirement de leur politique, les Etats-Unis « dropped its ardent support of the doctrine of non-intervention ».[27] « The shift in United States policy was foreshadowed in two reports of the United States chaired Inter-American Peace Committee, released in April and June of 1960 ».[28] Ces rapports établissaient, pour la première fois dans l'histoire du système inter-américain, l'existence d'un lien entre:

> « violations of human rights or the non-exercise of representative democracy, on the one hand, and the political tensions that affect the peace of the hemisphere, on the other ».[29]

Ainsi, et tout en respectant soigneusement le principe de non-intervention, un régime quelconque pouvait désormais, du simple fait de sa nature, être accusé de représenter une menace pour la paix de l'hémisphère — et donc, en toute légalité, être mis au banc des accusés et exposé au mécanisme des sanctions prévu par le système inter-américain.

> Et le rapport de juin 1960 de l'*Inter-American Peace Committee* précisait: « international tensions in the Caribbean region have been aggravated by flagrant and widespread violations of human rights which have been committed and continue to be committed in the Dominican Republic ».[30]

Cette nouvelle orientation de la politique des Etats-Unis devait se manifester avec plus de clarté encore quelques semaines plus tard, lors de la 6e Réunion Consultative des Ministres des Affaires étrangères de l'OEA (San José de Costa Rica, 16-21 août 1960). Au représentant du Venezuela qui demandait l'adoption de sanctions contre le gouvernement dominicain, coupable de complicité dans la tentative d'assassinat du président Betancourt, le Secrétaire d'Etat Herter répondait qu'il fallait s'attaquer aux racines mêmes du mal:

> « quoting approvingly the Peace Committee's conclusion that international tensions in the Caribbean were directly related to the "flagrant and widespread violations of human rights in the Dominican Republic", Herter argued that the Dominican Republic would be bound to continue its "aggressive and interventionist policy" as long as it was ruled by a dictatorship ».[31]

Il fallait donc, en brandissant la menace des sanctions, que l'OEA imposât une modification du régime même qui existait en République Dominicaine — bref, qu'elle intervînt directement dans les affaires internes d'un Etat souverain.

Si les moyens changeaient — et de façon spectaculaire — il ne s'agissait cependant, pour le gouvernement des Etats-Unis, que de poursuivre une même, traditionnelle politique; une politique qui, dans un passé encore récent, l'avait

conduit à accepter, parfois avec une bienveillance manifeste, tant de dictateurs; c'était la recherche d'une « anti-Communist stability ».[32]

Cuba était, pour deux raisons à la fois, la cause immédiate des nouvelles méthodes de la politique américaine.

1959-1960: les anciennes structures craquent, le castrisme a triomphé à Cuba. Rejetant les anciennes frontières, Fidel Castro — dans lequel Washington a fini par reconnaître un ennemi implacable — proclame sa volonté d'étendre son message à toutes les sociétés desheritées de l'hémisphère occidental. Confrontés à un tel défi, dont les meilleurs alliés sont l'injustice, la misère et un nationalisme exaspéré, les Etats-Unis en sont réduits à l'angoissante recherche d'une politique qui leur permette d'éviter une répétition du désastre cubain. Et alors, en dépit des résistances, en dépit des préjugés, une nouvelle vérité commence à s'imposer à Washington: ces dictatures qui sont si longtemps apparues comme les meilleures garantes d'une « anti-Communist stability » ne sont peut-être que des chevaux de Troie. Par leur refus aveugle d'accorder ces réformes politiques et sociales qui apparaissent désormais indispensables — et dont l'urgence se fait de plus en plus dramatique — elles minent la résistance d'organismes que menace le virus castriste.

Et dans le cas particulier de la République Dominicaine — où d'ailleurs, à partir de 1959, la résistance à la dictature commence à s'éveiller — la question ne peut plus être évitée: « Batista is to Castro, as Trujillo is to X ».[33] Mais cet X, sera t-il un Betancourt, sera t-il un deuxième Castro?

A cette optique préventive — empêcher la propagation du castrisme dans les autres pays d'Amérique latine — s'ajoute cependant une optique nettement répressive: pour frapper le régime castriste dans son propre bastion cubain, il faut violer le principe de non-intervention. C'est Castro et non Trujillo qui constitue la cible principale de Washington, c'est Castro et non Trujillo que les Etats-Unis visent en premier lieu lorsque, reniant leur « ardent support of the doctrine of non-intervention », ils proclament que la République Dominicaine « would be bound to continue its "aggressive policy" as long as it was ruled by a dictatorship ».

Mais le prestige de Castro est trop grand, trop fraîche est l'épopée de la Sierra Maestra, pour qu'un nombre suffisant de pays latino-américains accepte de se laisser entraîner par Washington sur la voie des sanctions contre le vainqueur de Batista; et c'est au nom du principe de non-intervention que ce refus, le plus souvent, s'exprime. D'où l'importance pour les Etats-Unis d'établir un précédent. Et c'est par le biais du régime le plus discrédité, le plus haï d'Amérique latine, que l'on ouvrira la première brèche — jusqu'à ce qu'elle soit devenue, enfin, suffisamment large pour qu'on puisse frapper le véritable ennemi, l'ennemi numéro un, Fidel Castro:

> « as for a hemisphere policy towards Castro, Betancourt argued that if the OAS first took action against Trujillo it would be easier to unite the American republics against Castro ».[34]

Cette politique de l'administration Eisenhower, le gouvernement Kennedy devait la continuer, et l'envelopper d'une nouvelle rhétorique.

Dans la période comprise entre l'installation du président Kennedy — le 20 janvier 1961 — et la mort de Trujillo — le 30 mai 1961 — deux faits fondamentaux devaient marquer la politique de la nouvelle administration vis à vis de l'Amérique latine: le lancement de l'Alliance pour le Progrès (13 mars) et la tentative d'invasion de Cuba connue sous le nom de Baie des Cochons (17 avril 1961). Ce n'était, en réalité, que les deux faces d'une même politique:

« the Alliance for Progress is the best way of attacking the long run sources of the Communist appeal — poverty, hunger and ignorance.

But the Alliance cannot by itself provide a means of warding off the short run Communist tactics of disruption and subversion ... Vitamin tablets will not save a man set upon by hoodlums in an alley ».[35]

Contre les « hoodlums » communistes, c'était le « gros bâton » du policier qui devait intervenir. Et les Etats-Unis étaient prêts à agir, en coopération avec les « pays frères », si possible, mais sans eux, si besoin était:

« let the record show that our restraint is not inexhaustible. Should it ever appear that the inter-American doctrine of non interference merely conceals or excuses a policy of non action — if the nations of this hemisphere should fail to meet their commitments against outside Communist penetration — then I want it clearly understood that this Government will not hesitate in meeting its primary obligations, which are to the security of our Nation ».[36]

Soudain, à un moment où l'éclat de la rhétorique de l'Alliance pour le Progrès était terni par l'agression contre Cuba, le gouvernement des Etats-Unis se voyait confronté, du fait de la mort de Trujillo, à une situation qui l'obligeait à des choix immédiats, et mettait à l'épreuve la sincérité de sa « nouvelle politique »:

> « The Kennedy Administration's avowed declaration of support for democrats and opposition to dictators throughout the hemisphere thus meets another test. Little has been done in Washington so far to develop techniques of such support and opposition, and they will now have to be improvised in the Dominican situation, under the stress of rapidly changing and potentially explosive events ».[37]

C'est en s'appuyant sur une interprétation très libre de la résolution par laquelle l'OEA avait, à San José, condamné la République Dominicaine, que les Etats-Unis allaient justifier celle qui devait être, à partir de la mort de Trujillo, leur intervention massive dans les affaires intérieures dominicaines.

La résolution, en effet, avait chargé le Conseil de l'OEA de voter la levée des sanctions

> « desde el momento en que el Gobierno de la República Dominicana haya dejado de constituir un peligro para la paz y seguridad del Continente ».[38]

Sans doute était-il difficile de croire qu'occupés à maintenir leur contrôle sur le pays, conscients de l'hostilité de l'hémisphère, les héritiers de Trujillo auraient les moyens, ou le désir, d'intervenir de façon quelconque dans les affaires internes des « pays frères » — et de répéter ainsi une expérience qui s'était conclue, pour le « Jefe », d'une façon aussi désastreuse. Les deux rapports de

l'*Inter-American Peace Committee* d'avril et de juin 1960, cependant, n'avaient-ils pas conclu à l'existence d'un lien entre « violations of human rights or the non-exercise of political democracy on the one hand, and the political tensions that affect the peace of the hemisphere, on the other »? Le rapport de juin, en particulier, n'était-il pas allé jusqu'à préciser que « international tensions in the Caribbean region have been aggravated by flagrant and widespread violations of human rights which have been committed and continue to be committed in the Dominican Republic »?

Il fallait donc que la nature même du régime change, avant que la République Dominicaine ne cesse d'être « un peligro para la paz y seguridad del Continente »; il fallait donc que le régime lui-même s'engage dans un véritable processus de démocratisation avant qu'il ne soit affranchi du joug des sanctions.

Raisonnement qui ne tient, sans doute, qu'à un fil, mais dont les Etats-Unis réussissent, avec l'appui résolu de quelques Etats latino-américains,[39] à imposer l'acceptation souvent réticente aux autres membres de l'OEA.

Ce sont les Etats-Unis qui proposent (2 juin) l'envoi en République Dominicaine d'une Commission de l'OEA,[40] « que observara, sobre el terreno, la situación existente en ese país, y en especial el carácter del Gobierno y de su política »[41] — une Commission, bref, qui aura à suivre, et à encourager, le processus interne de démocratisation du régime. Ce sont les Etats-Unis encore qui expriment leur déception devant la brièveté du séjour de la Commission dans le pays: « I personally believe » — dira le Secrétaire d'Etat Rusk — « the OAS committee left the Dominican Republic somewhat too soon ».[42] Et c'est finalement le point de vue des Etats-Unis qui triomphe dans le rapport que la Commission présente à son retour à Washington (12 juin): en dépit des promesses de démocratisation du président Balaguer, il est encore « prematuro determinar el grado de cambio que haya ocurrido en el carácter y en la política del Gobierno dominicano. Por lo tanto la Subcomisión considera necesario que se continúe observando el desenvolvimiento de los acontecimientos a este respecto ».[43] Et en attendant ... les sanctions seront maintenues, en dépit des protestations, en dépit des appels, des héritiers de Trujillo.

Il ne faut cependant pas en conclure que le gouvernement des Etats-Unis avait, face au problème dominicain, une politique à long terme clairement arrêtée. Pour Washington, la République Dominicaine était « a sick, destroyed nation, to be viewed as one ravaged by a thirty years war, even one to be occupied and reconstituted »:[44]

« not only did we have no democratic traditions or institutions to build on, worse, we confronted deep-rooted traditions of authoritarianism and anarchy ».[45] Etait-il possible, dans de telles conditions, qu'une démocratie politique réussisse à s'établir, à fonctionner, là où « potential political leadership had been suppressed, murdered or exiled for more than a generation »?[46] John F. Kennedy « examined the situation realistically.

"There are three possibilities", he said, "in descending order of preference: a decent democratic regime, a continuation of the Trujillo regime or a Castro regime. We ought to aim at the first, but we really can't renounce the second until we are sure that we can avoid the third" ».[47]

Désirant la démocratisation du régime — mais craignant qu'une solution démocratique ne soit pas viable, hostile aux Trujillo — mais redoutant que leur départ ne précipite le pays dans le chaos, « sensitive to the charge of supporting dictatorships » [48] — mais craignant que, des cendres de la dictature, n'émerge, triomphant, le castrisme, ... « the Kennedy administration ... appeared caught in the middle ».[49]

Prisonnière de ses propres contradictions, elle est condamnée à suivre une politique incertaine, hésitante, une politique qui souvent, semble-t-il, se fera au jour le jour. Cependant, à Washington même, une lutte serré se déroule au sein de l'administration.

D'un côté les Morales Carrión, les Moscoso, les Muñoz Marín — bref, les membres du « groupe de Porto Rico ».[50] Une communauté de langue, une proximité géographique, le souvenir d'une culture commune contribuent largement à expliquer leur sensibilité particulière vis-à-vis du drame dominicain. Tout en reconnaissant la nécessité de procéder avec une grande prudence, tout en reconnaissant la faiblesse, l'inexpérience de l'opposition démocratique dominicaine, ils croient cependant qu'entre Trujillo et Castro cette opposition a une chance de s'imposer — et cette chance, il ne faut pas la lui refuser à priori.[51]

A l'autre extrême, le groupe « conservateur » — les « old hands » du Département d'Etat, notamment. Ils ne croient pas qu'une démocratie forte soit viable en République Dominicaine, ils n'oublient pas que les Etats-Unis ont refusé à Batista l'appui dont il avait besoin pour défendre sa dictature ... et Castro a succédé à Batista. Le drame de trois millions de Dominicains ne les touche pas particulièrement, et pour la « democratic opposition » de ce pays ils n'éprouvent, souvent, qu'un « certain scorn ».[52]

Entre ces deux groupes, les « kennediens » de pure souche: le président luimême et « the Family — the first team »: [53] son frère Robert, notamment — toujours présent « if the matter was one in which the president took a deep interest » [54] — ses beaux-frères, Steve Smith et Sargent Shriver. Et aussi les « presidential aides » dont Kennedy s'est entouré: les Schlesinger, les Arthur Goodwin, les McGeorge Bundy. Ces hommes, qui se veulent des idéalistes capables de garder le sens des réalités, oscillent entre les thèses des « conservateurs » et les arguments des « ultra-libéraux » porto-ricains: la situation dominicaine est tellement fluide, et à Washington on la connaît si mal! [55] Sensibles parfois aux raisonnements des uns — attirés par moments par la « sober eloquence » [56] des autres, ils s'efforcent de gagner du temps, d'inventer une politique qui leur permette de maintenir ouverte une porte de sortie — bref, d'éviter que ne soit brusquement atteint, dans un sens ou dans l'autre, un point de « no-return ». Surtout, il faut que toute évolution soit « smooth, very smooth, step by step ».[57] « The United States Government appears to be split as to what policy should be followed toward the Dominican Republic. The result is a virtual absence of policy ».[58]

Ce n'est au début, à cause de l'absence de toute opposition ouverte en République Dominicaine, qu'un dialogue à deux, entre le tandem Ramfis-Balaguer, d'un côté, et l'administration Kennedy, de l'autre.

Et Ramfis essaye de jouer le jeu — selon les seules règles qu'il connaît,

naturellement. On lui demande d'être démocrate ... il le sera. Et l'on assiste, dès les premiers jours de juin, à toute une floraison de décrets, de déclarations, de promesses retentissantes, qui annoncent l'éclosion d'une ère nouvelle en République Dominicaine: l'ère de la « démocratie ».

Le ministre des Affaires étrangères est dépêché à Washington — pour y annoncer, à la surprise générale, que « su Gobierno recibiría con satisfacción la propuesta visita »[59] d'une Commission de l'OEA en République Dominicaine (5 juin). A San Isidro, principale base militaire dominicaine, Ramfis lui-même tient une conférence de presse, pour y déclarer, *urbi et orbi*, qu'il est un démocrate — et donc franchement pro-américain et farouchement anti-communiste. Quant aux élections qui doivent avoir lieu en mai 1962, elles seront « democratic in fact as well as in name ».[60]

Sans doute, les forces armées, la police, restent étroitement contrôlées par les héritiers de Trujillo, sans doute « the press, radio and television printed or broadcast only the official propaganda ».[61] Mais broutilles que cela. Le régime se régénère. Les Trujillo, il est vrai, restent en place — l'un est général, l'autre aussi, le troisième dispose de sa petite armée personnelle,[62] et ainsi de suite. Cependant, qui oserait prétendre que le régime ne procède pas à une vigoureuse épuration? Si les maîtres restent, certains serviteurs de la dictature qui, au cours de l'exercice de leurs fonctions, ont acquis une réputation particulièrement fâcheuse, prennent en revanche le chemin de l'exil. Part José Martí Otero, « who had been director of *El Caribe*, the newspaper which had followed an anti-American and pro-Communist line during the last year of the reign of Trujillo »;[63] dans une République Dominicaine redevenue « démocratique » et « anti-communiste » il n'y a plus de place pour de pareils personnages.

Part aussi Johnny Abbes, le redoutable chef du honni *Servicio de Inteligencia Militar* (SIM), « the man whose ferocious reputation gave credence to the reports of brutal repression »;[64] avant même de quitter le pays, il a été limogé des forces armées[65] — l'épuration bat son plein!

D'ailleurs, il n'y a même plus de SIM: désormais on l'appelle *Agencia Central de Información*[66] — où s'arrêtera la vague de démocratisation?

Ramfis est un démocrate. Balaguer aussi. Il souhaite que tous les Domicains puissent voter aux élections qui doivent se tenir en mai 1962; il invite donc les exilés à revenir, il leur promet une amnistie totale. Et il va encore plus loin: désirant « normalizar la vida civil de la nación dominicana »,[67] il invite, avec son habituelle éloquence, l'opposition « démocratique » à se manifester — il lui offre toute garantie.

Bref: « the successors to ... Trujillo ... have surprisingly been doing all the right things, and are not yet giving their many and powerful enemies any valid reasons for attacking them ».[68] « Their adept policy of reforming the worst features of Trujilloism and welcoming the OAS had gained them some favour with the United States and other American republics, which feared above all the rise of a Dominican Fidel Castro phoenix-like from the ashes of a country torn asunder in chaos. The Dominican Government's promise of amnesty for political exiles and its program of allowing them political freedom had also been praised ».[69] Et donc: « the world must wait. It would be ironical to complain

about the new Dominican regime because it has not lived up to expectations of brutality, strife and political extremism ».[70]

Mais bientôt cette belle harmonie est rompue. Timidement d'abord, avec de plus en plus d'arrogance par la suite, un troisième acteur entre en scène: l'opposition se réveille en République Dominicaine.

Sans doute, ce sont les concessions auxquelles le tandem Ramfis-Balaguer s'est vu obligé qui permettent à l'opposition de relever la tête. Sans doute, c'est là un succès de la politique des Etats-Unis: Washington exige la « démocratisation » — et, pour que celle-ci soit réelle, l'existence d'une opposition est indispensable.

Succès dangereux, cependant. Un troisième interlocuteur s'introduit désormais dans le dialogue Ramfis-Etats-Unis. Par sa présence, il élargit les données du problème — et les complique: en dépit de sa faiblesse, en dépit de la force du régime, l'opposition dominicaine refusera trop souvent d'être « raisonnable », de se laisser « guider », « conseiller » — bref, de permettre à Washington de décider à sa place. Par ses exigences « démesurées », elle déclenchera un processus d'accélération qui finira par bouleverser une évolution que les Etats-Unis voudraient « very, very smooth, step by step ».

5 juillet 1961: répondant aux appels du président Balaguer, trois exilés — Angel Miolán, Ramón Castillo, Nicolás Silfa — rentrent en République Dominicaine. Ces trois hommes sont les représentants, l'avant-garde, du « anti-communist » [71] *Partido Revolucionario Dominicano* (PRD),[72] « a moderate Leftist group, which claims a membership of 3.000 exiles and 3.000 persons in the Dominican underground ».[73]

Fondé en 1939 à La Havane par un groupe d'exilés,[74] le PRD dispose, au moment de la mort de Trujillo, de quelques sections, « una por cada lugar donde hubiera afiliados suficientes »: [75] à Caracas, Mexico City, Aruba, San Juan de Porto Rico, New York notamment. Mais le nombre de ses membres est bien inférieur à celui proclamé par certains de ses leaders: pour ce qui est de sa force numérique, le PRD ne se distingue pas des autres organisations de l'exil antitrujilliste. Il est, au même titre qu'elles, une « entelequia ».[76]

Il dispose cependant de deux atouts qui lui confèrent une place à peu près unique dans ce monde confus, et mouvant, de l'exil dominicain: Angel Miolán, secrétaire général du parti, et Juan Bosch, qui en est le président.

« Stocky, swarthy, Indian-featured »,[77] Angel Miolán a développé à la dure école de l'exil — qu'il fréquente depuis « más de un cuarto de siglo » [78] — ses remarquables dons d'organisateur. Cet homme, qui « talked little and gave an air of knowing exactly what he was about »,[79] est un professionnel de la politique — et tranche par là avec le dilettantisme, confus et rhétorique, de trop de leaders dominicains de l'opposition.

Président du PRD — dont il a été l'un des fondateurs — Juan Bosch est, au moment de la mort de Trujillo, beaucoup plus que le leader obscur d'un petit groupe de réfugiés.

Il a vécu, au cours de 24 années d'exil, dans l'intimité d'hommes que Washington a choisi de reconnaître en ce printemps 1961 comme l'espoir du continent, « a symbol of what we wish for our own country and for our sister

republics ».[80] L'amitié, l'estime dont l'entourent les Betancourt, les Muñoz Marín, les Figueres, accroissent son prestige. Son hostilité au castrisme renforce la confiance qu'il inspire — « Bosch was strongly in the progressive, democratic tradition ».[81] Ses talents littéraires [82] enfin — largement reconnus dans tout l'hémisphère — achèvent le portrait et contribuent à faire de cet ami de « varios líderes demócratas continentales »,[83] de cet anti-communiste décidé, « one of the great figures of the democratic-left movement in Latin America ».[84] Son nom déjà donne de l'éclat au parti qu'il dirige.

5 juillet: arrivée en République Dominicaine de représentants du PRD. 7 juillet: après une manifestation où s'entassent des milliers de personnes — il s'agit du premier meeting public perredeiste — une foule d'environ 8.000 manifestants, « carried away by the excitement ... proceeded through the streets with torches and burned down Radio Caribe » [85] — « it was the first such popular demonstration in the 31 years of the Trujillo dynasty ».[86]

17 juillet: une lettre ouverte annonce au président Balaguer, et au pays, qu'une force nouvelle, la *Unión Cívica Nacional* (UCN), vient de se constituer. Rejetant la qualification de parti politique — elle sera un mouvement « civico-patriotique » — l'UCN ne se reconnaît qu'une raison d'être: la lutte pour la démocratie ... c'est-à-dire la lutte contre les Trujillo.[87]

30 juillet: un nouveau parti est né, la *Agrupación Política 14 de Junio* (APIJ4). Ses conceptions sociales sont vagues, confuses; la violence de son anti-trujillisme, cependant, ne fait pas de doute. Son nom déjà est un défi. C'est le 14 juin (1959) qu'un groupe de héros avait rejoint, à Constanza, son rendez-vous avec la mort. *Movimiento Revolucionario 14 de Junio*, enfin, était le nom de l'organisation clandestine anti-trujilliste née à la suite de Constanza, et brutalement réprimée par les services trujillistes en janvier 1960. C'est de cette organisation que le nouveau parti se considère issu.[88]

Ainsi, dans l'espace de 26 jours, ceux qui seront les principaux partis politiques de la République Dominicaine viennent de faire acte de présence.

L'avenir se chargera — bientôt — de les séparer, de les opposer les uns aux autres dans une lutte irréductible. A l'origine un mouvement démocratique « de gauche », l'AP1J4 finira par se transformer en parti castriste de la République Dominicaine. Organisation civico-patriotique vouée à la lutte pour la démocratie, l'UCN deviendra, par son hostilité aux réformes sociales, par l'ambition démesurée de certains de ses leaders, une ennemie résolue de la démocratie politique. Le coup d'Etat du 25 septembre 1963 consacrera en même temps la faillite du régime démocratique en République Dominicaine et le succès des efforts de l'UCN. Enfin, le PRD — parti réformiste mais démocratique — bientôt géant, mais toujours aux pieds d'argile, s'efforcera péniblement d'adapter les illusions de son leader à la réalité dominicaine.

Mais pour l'heure, en cet été 1961, un but commun unit ces trois forces: « que se vajan los Trujillo ». Cependant les Trujillo sont là, qui continuent à garder en leurs mains l'essentiel du pouvoir politique, militaire, économique: les réformes du régime ne sont qu'apparentes. Qu'on lui laisse les mains libres et Ramfis pourrait vite rétablir l'« ordre », la « discipline »: ses chars contre

des foules désarmées, ses soldats contre des civils qui doutent encore de leur propre audace.

Mais Ramfis n'a pas les mains libres: il doit être « démocrate », il doit être tolérant ... lui qui n'a connu que l'adulation. En juillet encore, « miles de dominicanos ... seguían, a mes y medio de muerto Trujillo, haciendo reclamos de fidelidad a la familia del difunto ».[89] « Las páginas de los periódicos se llenaban de cientos y cientos de telegramas de condolencia a la viuda y a los hijos del desaparecido dictador ».[90]

Peu à peu, cependant, l'opposition devient plus décidée, plus sûre d'elle-même. Ses premiers journaux apparaissent; dans les villes de province naissent des comités de l'UCN, du PRD, de l'AP1J4 — ils apportent un message de liberté. Dans les campagnes, en revanche, règne toujours le morne silence de la « pax trujillista ».

Après avoir été, pendant 30 ans, « totalmente sometida a Trujillo »,[91] l'université devient — enfin! — un centre de « subversión ». Le 13 juillet la *Federación de Estudiantes Dominicanos* (FED) est créée. Elle se borne, au début, à des requêtes modestes, de caractère corporatif: « la concesión de la Autonomia Universitaria y del Fuero Universitario » [92] ... les étudiants seront bientôt le fer de lance du mouvement anti-trujilliste.

La violence monte. En vain le régime, dans sa hantise d'échapper aux sanctions, fait des concessions, douloureuses certes, mais somme toute secondaires. En vain, pour effrayer ceux qu'il ne peut plus satisfaire, il s'abandonne à des actes de répression. Sa violence, sanglante, sauvage, n'a plus cependant ce caractère systématique qui, seul, pourrait désormais soumettre un peuple qu'un rêve de liberté enivre.

Au milieu, entre Ramfis et l'opposition, les Etats-Unis. Washington est toujours à la recherche d'une politique. Sans doute les réformes du régime ne sont-elles pas très vigoureuses. Sant doute, n'est-il pas possible d'abandonner l'opposition « démocratique » à son sort.

Mais cette opposition est, pour les Etats-Unis, « divided, its leaders childlike and politically naïve, patriotic, but of doubtful ability to govern ».[93] Et le gouvernement américain trouve de plus en plus pénible de naviguer au milieu de la « grand tempestad » qui secoue la République Dominicaine.

A droite, Charybde: le danger — qu'agite sans cesse le tandem Ramfis-Balaguer — d'un coup d'Etat de la part de « powerful military groups »,[94] mécontents d'une démocratisation qui met en danger leurs intérêts et heurte leurs habitudes, tout en étant incapable d'obtenir, en contrepartie, la levée des sanctions. « The great danger in the next six months is a take-over by the army which could lead straight to Castro ».[95]

A gauche, Scylla: ainsi que le dit si bien Balaguer, « a potentially explosive situation among the masses and a lack of political leadership, as well as economic difficulties, were creating a serious danger of disintegration. This ... could be used by the Communists to their advantage ».[96]

Coup de droite, infiltration « castro-communiste », opposition faible et divisée, sanctions qui aggravent la situation économique du pays — et augmentent donc les risques d'un coup de la droite, et donc la menace communiste; sans

les sanctions, pourtant, ce serait la fin de toute « démocratisation »: « the main question was: Should we urge the OAS to lift its sanctions against the Dominican Republic? ».[97]

Cercle vicieux, impasse dont il faut sortir. Et finalement, « towards the end of August »,[98] le Département d'Etat, à la recherche d'une politique, croit avoir trouvé une solution: « that we try to induce the army, Balaguer, Ramfis Trujillo and the moderate opposition to stick together in order to lay the foundations for movement towards self-government ».[99] Et Kennedy approuve:

« Balaguer is our only tool. The anti-communist liberals aren't strong enough. We must use our influence to take Balaguer along the road to democracy »[100]

« To take Balaguer along the road to democracy » ... rêve irréalisable. Certes Balaguer parle bien. Cet homme qui a si brillamment exalté le message de Rafael Trujillo, « a quien debe el país la más grande era de progreso y las más nobles conquistas de su historia »,[101] cet homme qui, devant le cadavre de son « Querido Jefe » [102] a juré, « sobre estas reliquias amadas que defenderemos su memoria y que seremos fieles a sus consignas »,[103] exprime maintenant, avec une même véhémence, avec une même « sincérité », son zèle de démocrate, sa passion pour une démocratie qui renaît enfin, précise-t-il, « después de 31 años de oscurantismo político », [104] 31 ans où a sévi « una de las más ferreas dictaduras conocidas en la edad contemporánea ».[105]

Derrière Balaguer, Ramfis. Ramfis aussi, affirme le Département d'Etat, il faudrait le conduire « along the road to democracy ». Ramfis aussi parle très bien. Il est d'ailleurs déjà un démocrate ... de gauche, précise t-il: « si yo fuera un político, en mi país, fuera izquierdista ».[106]

Et les Etats-Unis s'engagent dans une politique de « souplesse ». Déjà ils font un pas, le premier, dans la voie des concessions, en élevant, le 5 septembre, leur consulat en République Dominicaine au rang de consulat général; ce qui, souligne le Département d'Etat, « reflects the continuing United States interest in the progress of President Balaguer's program to democratize his country ».[107] L'ambassadeur américain à l'OEA, Morrison, entrevoit déjà, très proche, le jour de la levée des sanctions.[108]

Mais l'opposition dominicaine s'obstine. Démontrant ainsi son puéril manque de « maturité », elle refuse « to stick together » avec le « démocrate » Balaguer, avec le « gauchiste » Ramfis. Le 12 septembre, à l'arrivée en République Dominicaine d'une sous-commission de l'OEA qui doit vérifier sur place les progrès de la « démocratisation », éclatent dans le pays des émeutes, « the worst since the assassination ... of ... Trujillo ».[109] « It was different from what I had expected » — écrira plus tard l'ambassadeur Morrison, membre de la sous-commission de l'OEA — « I had expected the Trujillos to be highly unpopular in many quarters, but I was unprepared for the almost universal wave of hatred ».[110]

Et donc:

« I had come hoping that we could lift sanctions, thus stabilizing the country so it would not fall to Castro, or be taken over in a rightist coup. I could not recommend this now. To lift sanctions while the Trujillos remained would

make it appear that the United States supported them and wanted a return to dictatorial rule ».[111]

Et alors, tandis que l'opposition, unanime, demande que les sanctions soient maintenues,[112] Washington doit faire marche arrière: « the United States is urgently reviewing its policies toward the Dominican Republic in the light of the violent developments of the last two days ».[113]

Par la vigueur désespérée de sa réaction, l'opposition anti-trujilliste a réussi à empêcher le gouvernement américain de s'engager sur la voie de la « souplesse ». Cependant — et tout en reconnaissant la nécessité de concessions supplémentaires de la part des héritiers de Trujillo avant qu'une levée, partielle ou totale, des sanctions ne soit possible, Washington n'en continue pas moins de juger qu'une seule solution sera en mesure de garantir l'indispensable « anti-Communist stability »: « to induce the army, Balaguer, Ramfis Trujillo and the moderate opposition to stick together ». C'est désormais par l'installation d'un gouvernement de coalition que ces retrouvailles devront avoir lieu; elles seront récompensées par la levée des sanctions. Ainsi, dans une situation plus détendue, la République Dominicaine s'acheminerait enfin, d'un pas trébuchant, vers les élections prévues pour mai 1962.

C'est le 21 septembre que le président Balaguer offre aux dirigeants du 1J4 [114] et du PRD [115] — le jour suivant à ceux de l'UCN [116] — d'entrer dans un gouvernement de coalition, à côté de représentants du parti officiel trujilliste (*Partido Dominicano*), chaque parti devant recevoir trois des douze sièges du Cabinet.[117]

Et pendant des semaines les négociations traînent, au milieu d'émeutes de plus en plus violentes; cependant, « savage attacks on members of the opposition continued unabated. One incident of violence after another was reported throughout the month as the toll of dead and wounded mounted. For the first time President Balaguer was forced to admit that atrocities were continuing under his regime ».[118]

Entre un acte de répression et l'autre, Balaguer s'efforce de poursuivre, tant bien que mal, le jeu de la « démocratisation ». Ainsi finit-il par déclarer (11 octobre) « que la cuestión de exilar a ... onze militares, entre ellos Héctor y Arismendi Trujillo — tíos de Ramfis — puede discutirse » [119] ... c'est là une des nombreuses conditions dont l'UCN — le plus important groupe d'opposition — fait dépendre son éventuelle participation à un gouvernement de coalition.[120] Le même Balaguer, cependant, se hâte d'enlever tout contenu réel à cette concession, en précisant que Ramfis Trujillo — le plus « indésirable » des chefs militaires aux jeux de l'opposition — « es indispensable come Jefe de las Fuerzas Armadas ».[121] Sans lui, « la anarquía se entronizaría en las Fuerzas Armadas, y el Gobierno es incapaz de funcionar sin el respaldo de los militares ».[122]

Et Ramfis lui-même, peut-être usé par la tension nerveuse de trop de semaines de « démocratie », trouve de plus en plus difficile d'observer les règles du jeu. Il offre lui-même, bien que sans doute elle fût superflue, une preuve supplémentaire de la vanité de la « démocratisation » trujilliste. Devant les déclarations de Balaguer, « el sucesor de la dinastía se incorpora » [123]: au cours d'une conférence de presse, il rappelle publiquement à ce même Joaquín Balaguer,

président mais fantoche, les limites du pouvoir que les Trujillo lui ont octroyé:

« El Jefe de Estado Mayor Conjunto de las Fuerzas Armadas, General Dr Rafael L. Trujillo hijo, declaró ayer que »,[124] « en relación a las supuestas declaraciones en torno al establecimiento de un Gobierno de Coalición, quedó definida ante el Presidente de la República la posición de los militares al respecto, o sea que todo lo relacionado con las Fuerzas Armadas quedaría excluido de dichas conversaciones ».[125]

Quant à la possibilité que « algunos oficiales en servicio activo fuesen al exilio »,[126] elle serait « contradictoria con la posición de las Fuerzas Armadas e inaceptable para las mismas ».[127]

Ainsi les Etats-Unis ne paraissent-ils pas avoir beaucoup de succès en « bringing the army, Ramfis, Balaguer and the moderate opposition together ». En revanche, ils réussissent mieux, du moins en apparence, sur un front où ils se battent avec une vigueur égale, ou même — on en a trop souvent l'impression — avec une vigueur accrue: le front anti-communiste.

Sans doute, en République Dominicaine, « there weren't many Communists ».[128] Qu'importe! Désormais — et surtout depuis le triomphe de Fidel Castro à Cuba — la psychose du communisme s'est emparée de Washington. D'un militant communiste on fait — consciemment, inconsciemment — un surhomme, un Achille qui peut mettre en déroute des centaines et des centaines de « démocrates » ... les démocrates d'Amérique latine sont si faibles, si puérils, si désorganisés! Après tout ajoute-t-on, Fidel Castro n'a-t-il pas commencé son épopée avec onze hommes seulement — pour se retrouver, 28 mois plus tard, maître de La Havane, maître de Cuba; la République Dominicaine, elle, est trois fois moins peuplée! [129]

Rien d'étonnant, donc, que le 28 août, lors d'une réunion à la Maison Blanche, « high on our memo ... was an all-important question, what to do about Communist activity in the country ».[130] Et toujours à cette même réunion, un représentant de la CIA, le général Bissel, « gave us a list of twelve Moscow-trained Communists whom the CIA felt strongly the Dominican Government should deport ».[131]

Et l'on assiste alors à un spectacle tragi-comique: Balaguer, le serviteur de la dictature qui, au nom de la « democratie », se refuse, pour bientôt céder, à déporter les communistes: « I allowed them to return as part of my pledge to permit complete political freedom ».[132] En face de lui, l'ambassadeur Morrison, le représentant des Etats-Unis, le représentant de la démocratie,[133] qui fait pression sur son interlocuteur avec une liste de communistes ... citoyens dominicains que le président Kennedy « would very much like to see him [Balaguer] expel at once ».[134] Et pour finir « Balaguer sighed and finally nodded. Yes, he would take action against them » [135] ... Balaguer « had no need to prove his anti-Communism ».[136]

Déporter des communistes, en empêcher d'autres de revenir dans leur pays: mesures qui, aux yeux de Washington du moins, constituent un pas décisif, et indispensable, pour un « sain » effort de démocratisation.[137] Mesures, cependant, qui ne sauraient suffire pour résoudre l'impasse dans laquelle se trouve le pays,

la « childlike » opposition refusant toujours d'accepter des conditions qui auraient représenté, pour elle, un « political suicide ».[138]

C'est pour trancher ce noeud gordien que les Etats-Unis forcent la note. Sans doute, il n'y a toujours pas de gouvernement de coalition et même, à en juger par l'état des négociations, il faudra attendre longtemps avant qu'il n'y en ait un.[139] Mais les Etats-Unis ne veulent plus attendre. Ils décident que les dernières concessions du tandem Ramfis-Balaguer, notamment le départ à l'étranger de Héctor et José Arismendi Trujillo — deux frères particulièrement haïs du feu dictateur — méritent une première récompense. Le 14 novembre 1961 Robert F. Woodward, *Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs*, déclare, lors d'une réunion de la Commission de l'OEA chargée de suivre le cas dominicain, que le gouvernement des Etats-Unis

> « respectfully submits its view to the Special Committee that the Committee should recommend that action be taken by the Council at this time which would give recognition to the constructive efforts of the Government of the Dominican Republic — sufficient recognition to encourage that Government to continue the further progress which is so deeply desired ... Fortunately there is a ready and convenient method of providing this encouragement. This would be the withdrawal by the Council of the OAS of the formal indication which it made to the member states in the resolution approved on January 4, 1961. This resolution stated that it was "feasible and desirable" to extend the suspension of trade with the Dominican Republic so that the suspension would apply to trade in petroleum and petroleum products and in trucks and spare parts for trucks ».[140]

Bref:

> « ... My Government proposes that the Special Committee recommend that the Council withdraw the action taken in the resolution of January 4, 1961, as a gesture of encouragement to further progress by the Government of the Dominican Republic ».[141]

Il ne s'agit donc que d'une levée partielle des sanctions. Elle se produirait, cependant, contre la volonté de l'opposition dominicaine qui exige, unanime, « el mantenimiento de las sanciones ».[142] La démocratisation à laquelle le tandem Ramfis-Balaguer a procédé n'est qu'apparente; « las violaciones de los derechos humanos »[143] perpétuées par le régime sont, elles, réelles; le sang versé lors du massacre de la rue Espaillat (20 octobre) n'a pas encore eu le temps de sécher; et la répression continue. Les Trujillo gardent toujours en leurs mains l'appareil du pouvoir; le départ de deux frères du feu dictateur et de quelques autres figures d'importance mineure ne peuvent rien changer à cette réalité.[144]

Dans un tel contexte, même ces « muy escasas y circunstanciales libertades que hoy exerce — aún cuando bajo continuas represalias »,[145] le peuple dominicain n'aurait pas pu les arracher, « a pesar de su espíritu de lucha »,[146] « si no hubiera contado con la presión favorable al disfrute de los derechos civiles de los países hermanos de América ».[147] C'est à travers les sanctions que cette pression s'est matérialisée. Lever les sanctions, ne fût-ce que partiellement, sous

prétexte de récompenser les « constructive efforts » vers la démocratie d'un régime qui ne cherche qu'à perpétuer son pouvoir, equivaut en réalité à encourager ce même régime sur la voie qu'il a choisie, en lui prouvant que sa politique est viable; équivaut donc à infliger « a terrific psychological blow »[148] à ceux qui s'efforcent de transformer des « muy escasas y circunstanciales libertades » en une réalité irréversible.

En République Dominicaine, les partisans du régime le comprennent bien. Ils exultent; ils saluent dans la levée, « aunque parcial »,[149] des sanctions, « un éxito halagador de los esfuerzos realizados por el Gobierno del Presidente Balaguer »,[150] un événement, « el ... más grato a la dominicanidad »,[151] « que positivamente constituye el principio del fin de una enojosa situación de discrimen ».[152] Ainsi, partisans et adversaires du régime se rejoignent dans leur analyse de la situation: « la posición oficial dominicana ha triunfado »,[153] se réjouissent les uns — « el pueblo dominicano no perdonará jamás los responsables de que se levanten las sanciones »,[154] s'écrient les autres. Et pourtant c'est justement à ce moment, au moment où la victoire se laisse enfin entrevoir, que les nerfs de Ramfis Trujillo cèdent.[155]

Pauvre Ramfis. Lui dont la jeunesse fut si choyée, il est soumis, depuis des semaines et des semaines, à une tension nerveuse extrême. Il n'est pas habitué à être insulté, attaqué,[156] il aime l'ordre ... l'ordre des Trujillo: « yo lo que quiero es que no hagan desordenes » — dit-il en se référant à l'opposition — « el desorden me perturba ... Y que no insulten a la memoria de mi padre ».[157] Mais l'opposition, encore respectueuse en juillet, a cessé désormais de l'être, et depuis longtemps. Le nom des Trujillo est insulté, les bustes du « Benefactor » brisés, les foules s'agitent, menaçantes, dans les rues. Et Ramfis doit se taire, supporter. Si la police, quelquefois, sévit encore comme au bon vieux temps, ce ne sont plus que de rares étincelles de bonheur ... il faut être « démocrate » ... et l'opposition s'enhardit, et les insultes augmentent ... et, au lieu de châtier, il faut même faire des concessions ... faibles, certes, mais ô combien douloureuses pour un amour propre blessé.

Ce n'est pourtant pas de l'opposition, ce n'est pas de ces Etats-Unis qu'il haït, que surgissent pour Ramfis les épreuves les plus dures. Sa famille elle-même ne sait pas le comprendre, n'apprécie pas sa sagesse, ses efforts courageux pour sauver le gâteau en cédant quelques miettes. Maman, Radhames, les oncles ... tous le considèrent comme un traître, un lâche: « ton père a toujours considéré que tu étais un poltron », lui écrit doña María de Paris; un « poltron » qui permet que le nom des Trujillo — celui qui est mort et ceux qui vivent — soit attaqué publiquement; un « poltron » qui se tait même lorsqu'un serviteur, Balaguer, attaque, aux Nations Unies, le maître mort ... « tu ne fais rien, tu déshonores ta famille ».[158]

Fin octobre, la goutte qui fait déborder le vase; le départ, l'expulsion, à laquelle il consent, des frères de son père, Héctor et José Arismendi Trujillo — les « Wicked Uncles ». « Tu es un poltron, tu es un traître, tu laisses chasser les frères de ton père » ... désormais à bout de nerfs, Ramfis a besoin d'une victoire rapide, immédiate, totale. Il en a besoin non pas pour maintenir son emprise sur des officiers qui ne pensent pas à se rebeller, mais pour démontrer,

à lui-même comme à sa famille, que sa « tolérance » n'a pas été le résultat de la faiblesse, mais le fruit d'un calcul politique supérieur ... que, loin d'avoir souillé le nom des Trujillo, il en a sauvé l'empire.

Mais à l'OEA les Etats-Unis ne demandent que la levée partielle des sanctions. C'est déjà beaucoup. Une brèche est désormais ouverte, et cette brèche, Balaguer saura l'élargir, avec patience, avec constance.

Il faut attendre — mais Ramfis a trop attendu. Il faut continuer la lutte, sourire lorsqu'on a envie de frapper — « but the sons of great men are seldom equal to the challenge ».[159] Ramfis, dont l'éducation n'a fait qu'un playboy incapable et corrompu, abandonne enfin un rôle qui n'est pas le sien et se refuse à poursuivre un jeu trop pénible, trop compliqué. D'autant plus, d'ailleurs, que la solution de rechange apparaît si douce, si séduisante: la paix, l'abandon de trop lourdes responsabilités — un exil doré avec les millions volés par son père ... ceux qui sont déjà déposés à l'étranger et ceux qu'il emportera avec lui.

Le 14 novembre 1961 Ramfis Trujillo « withdrew from the contest ... and headed for the bright lights of Paris on the family yacht, the "Angelita", reportedly with $ 90 million ».[160] Avant de partir, pourtant, — et « fue su último acto en la República Dominicana »[161] — il fait exécuter, assassine de sa propre main, « the six surviving imprisoned assassins »[162] de Rafael Trujillo; sacrifice macabre par lequel, peut-être, il prétendait montrer aux membres de sa famille qu'il n'était pas un « poltron », indigne de son père. A peine quelques semaines plus tôt, cependant, le *New York Times* avait écrit à son sujet: Ramfis « is not the awesome figure his father was. It is doubtful that he would personally countenance ruthless repression. He inclines toward a liberalization of the Government ».[163]

Ramfis abandonne, mais l'ère des Trujillo n'en est pas, pour autant, terminée. Ce même 14 novembre, avant de renoncer à ses hautes fonctions militaires, il téléphone à Héctor et José Arismendi Trujillo, qui attendent à la Jamaïque. La ligne « souple » qu'il s'est efforcé, plutôt mal que bien, de représenter, s'effondre. Il l'a imposée aux membres de sa famille — et ils l'en ont rendu responsable. Maintenant qu'il abandonne, c'est à eux de jouer, s'ils le veulent. « Vengan seguido »: tel est le message qu'il a à leur donner.[164]

Et Héctor et José Arismendi veulent bien. Ils quittent la Jamaïque, ils reviennent, dans la soirée du 15, en République Dominicaine; « prominentes viajeros regresan a esta capital », annonce brièvement, le jour suivant, l'officiel *El Caribe*.[165]

Leur retour surprend Balaguer — que Ramfis a tenu à l'écart de ses décisions. Il surprend le gouvernement des Etats-Unis[166]; il surprend, enfin, l'opposition dominicaine.[167]

Ils sont là, les « Wicked Uncles », et leur présence même, dans les circonstances du moment, représente un défi. Le temps des « finesses » est révolu, le minuet de la démocratisation — un pas en avant, un pas en arrière, deux pas de côté — est brusquement arrêté: la musique se tait et le silence soudain est lourd de menaces.

Mitrailleuse au poing, Héctor et José Arismendi reviennent revendiquer l'héritage du feu dictateur, cette succession que leur neveu n'a pas su défendre.

S'ils réussissent, c'est le retour au Trujillisme intégral, dans la forme comme dans la réalité; les « Wicked Uncles » n'ont pas le goût des nuances, et pour réussir ils comptent sur l'instrument grâce auquel, 31 ans auparavant, leur frère s'était emparé du pouvoir: les Forces armées dominicaines.

Mais cela, les Etats-Unis ne peuvent plus le permettre. Trop engagés, désormais, dans le processus de démocratisation — aussi illusoire, aussi fallacieux soit-il — ils ne peuvent pas en tolérer l'échec manifeste, un violent retour en arrière qui ternirait leur prestige et assénerait un coup brutal à la rhétorique chancelante de l'Alliance pour le Progrès. Echec d'ailleurs qui, en République Dominicaine elle-même, pourrait avoir des conséquences désastreuses — la brutalité aveugle, et sans doute stupide, d'une dictature de Héctor et José Arismendi Trujillo pouvant être l'étincelle qui ferait jaillir, dans un futur plus ou moins proche, la violence, également aveugle, d'une explosion populaire ... occasion exceptionnelle pour les tenants du « castro-communisme ». Echec enfin qui, sur le plan international, réduirait encore les chances de Washington d'entraîner un nombre suffisamment élevé de pays d'Amérique latine dans une action commune contre Fidel Castro ... comment s'opposer à une Cuba « fidéliste », alors que les Trujillo détestés triomphent à Santo-Domingo! [168]

L'épreuve de force est donc engagée. Les « Wicked Uncles » d'un côté, les Etats-Unis de l'autre. Quant à Balaguer il n'a pas le choix; non seulement le désir de se retrouver du côté du vainqueur, mais un simple réflexe d'auto-défense le rejettent du côté de Washington. Pour les tenants de la « ligne dure », pour les défenseurs du trujillisme intégral, il a, au cours de ces derniers mois, trop permis, trop cédé. Il a laissé insulter la mémoire de son maître, il l'a lui-même insultée — Balaguer devient anti-trujilliste; et ce rôle, au cours des quatre jours qui suivront, il saura le jouer avec dignité, avec courage ... s'il perd, c'est sa vie même qui est en danger ... mais s'il gagne, c'est la promesse du pouvoir, un pouvoir qu'il n'exercerait plus au service des Trujillo, mais pour lui-même.

Mais le rôle de Balaguer ne peut être que passif: se refuser à démissionner, à céder la place aux nouveaux prétendants. Ce sont les Etats-Unis, tout naturellement, qui mènent le jeu: convaincre, par la persuasion, par la menace, d'importants secteurs des forces armées dominicaines à s'opposer à l'aventure que leur proposent Héctor et José Arismendi Trujillo.

Telle sera la tâche des représentants américains dans le pays — du consul général Hill notamment, dont le rôle sera plus tard défini comme ayant été « extraordinarily skillful ».[169] Rôle d'autant plus difficile qu'à la ferme réaction initiale de Washington — arrêt de toute action visant à alléger le poids des sanctions [170] — succèdent deux jours d'un apparent silence.

C'est dans cet intervalle que les « Wicked Uncles » auraient eu leur seule chance d'agir. Il n'y parviennent pas. Retranchés dans la puissante base de San Isidro — où dominent leurs partisans — ils s'efforcent vainement d'obtenir la soumission de Balaguer et le ralliement des unités militaires stationnées dans l'intérieur du pays. Cependant, le temps joue contre eux.

18 novembre: les Etats-.Unis déclenchent enfin leur contre-offensive. Dans un « unusual statement » [171] fait dans la soirée du 18, le Secrétaire d'Etat Rusk annonce que « in view of the possibility of political disintegration and the dan-

gerous situation which could ensue, the Government of the United States is considering the further measures that unpredictable events might warrant ».[172]

« Further measures » ... par sa brièveté même, la déclaration de Rusk paraît renfermer une menace ... « Department officials would not exclude the possibility that troops might be sent if the Dominican Government [Balaguer, donc] requested them ».[173] Menace qui paraît se préciser: « on orders from Washington the cruiser Little Rock, flagship of Admiral John Mc N. Taylor, commander of the United States second fleet, and a screen of three destroyers, steamed during the night toward the Dominican coast ».[174] Suivaient bientôt « the 60.000-ton aircraft carrier Franklin D. Roosevelt and a group of other warships ».[175] Le 19, dans la matinée, « the ships halted off Ciudad Trujillo at the three-mile limit of territorial waters ».[176] A bord, une « 1.800-man Marine landing force » [177] attend; en même temps, « United States naval jet planes flew past the shore line twice ».[178]

Et alors, devant l'imposante manifestation de la volonté des Etats-Unis, les rapports de force en République Dominicaine changent. Venant de Santiago, où se trouve la deuxième base aérienne du pays, des avions laissent tomber sur la capitale des tracts, « signed by the commander of the Santiago air base, Gen. Pedro R. Rodríguez Echavarría, "and officers of the Dominican military aviation" »: [179] la force aérienne, « with the support of a large part of other branches of the armed forces announces to the Dominican people that, conscious of its patriotic responsibilities at the moment, backs the civil Government and will not tolerate any attempt to reinstitute in the country a regime of tyranny and reaction »;[180] elle exige que les « Wicked Uncles » quittent le pays « immédiatement ».[181]

Les jeux sont faits. En vain le commandant de la base aérienne de San Isidro — et chef d'etat-major de l'aviation — le major général Fernando Sánchez *hijo*, voudrait réagir, et même, paraît-il, envoyer des chars à Santiago réprimer la dissidence. Le coeur n'y est plus, c'est trop tard. A San Isidro même, le découragement s'empare des trujillistes: la flotte américaine est devant la côte, les *marines* sont à bord. Peut-être les Etats-Unis n'iraient pas jusqu'à donner l'ordre de débarquer ... peut-être — mais telle n'est pas l'impression que le consul Hill s'efforce de donner ... avec succès.[182]

Alors, les Trujillo cèdent. C'est l'exode. A 23 h 45 Héctor et José Arismendi quittent à nouveau la République Dominicaine. 27 « friends and relatives » [183] les accompagnent dans l'exil. Parmi eux le général José García Trujillo — chef d'état-major de l'armée — et le major général Sánchez *hijo* — chef d'état-major de la force aérienne. L'empire des Trujillo s'est écroulé.[184]

Ainsi se conclut la plus grave des crises qui ait secoué le pays depuis la mort de Trujillo, crise qui a obligé les Etats-Unis à abandonner les sinuosités de leur politique, et à assumer une position claire, nette: « que se vajan los Trujillo » ... Washington a fait sien — a dû faire sien — le cri de bataille de l'opposition dominicaine. Les Trujillo sont en fuite et jamais peut-être en République Dominicaine le prestige des Etats-Unis n'a été aussi fort — « the extraordinary sight of hundreds of Dominicans standing on their shore and cheering the American Navy may symbolize a new era in Latin American history ».[185]

Le gouvernement américain paraît avoir gagné sur tous les tableaux. Non seulement il a réussi à annihiler l'effort des « Wicked Uncles », mais, « aware of the possible negative impact in highly sensitive Latin America »,[186] il a su parvenir à ses fins sans jamais avoir à prononcer — ouvertement — le mot fatidique de « military intervention ». Ses navires n'ont pas violé les eaux territoriales dominicaines — il n'y a pas eu d'« intervention », la souveraineté dominicaine a été respectée. Et si des avions ont, eux, pénétré dans l'espace aérien de la petite République, qui voudra s'en souvenir dans l'euphorie causée par le départ des Trujillo? En tout cas pas Balaguer qui, s'il tient à souligner que « el Gobierno dominicano no solicitó la presencia de los barcos de los Estados Unidos »,[187] ne peut cependant qu'estimer « saludable »[188] une arrivée qui a sauvé son pouvoir et, peut-être, sa vie.

Mais comme toujours, ce n'est pas seulement l'aspect « local » de la crise qu'il faut considérer; comme toujours, c'est l'aspect « prophylactique » du précédent dominicain dans la lutte contre l'abcès cubain qui se détache à l'arrière-plan. A peine quelques jours plus tôt — le 9 novembre — le gouvernement colombien avait demandé au Conseil de l'OEA la convocation, pour le 2 janvier suivant, d'une Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'organisation, « to consider measures for the defense of the hemisphere from any threat posed by "the intervention of extra-continental powers" ».[189] Mais plusieurs pays latino-américains — et non des moindres: Brésil, Argentine, Chili, Mexique, Equateur, El Salvador — avaient manifesté leur peu d'enthousiasme face à une proposition qui, bien que conçue en termes généraux, n'en visait pas moins directement un pays membre, Cuba,[190] et paraissait ne représenter qu'un jalon de plus dans l'offensive qui visait à l'établissement de sanctions collectives contre ce pays — au mépris, donc, du principe de non-intervention. Réuni le 14 novembre, le Conseil de l'OEA avait préféré gagner du temps et renvoyait toute décision au 14 décembre suivant; ce renvoi, à Washington même, avait été ressenti par beaucoup comme une défaite — et une preuve évidente de la mauvaise volonté des « alliés » latino-américains.

Mais la crise des « Wicked Uncles » était survenue — les Etats-Unis avaient réagi avec fermeté. Et maintenant, après cette « first clear-cut and tough-minded United States diplomatic victory in this hemisphere in a very long time »,[191] le *columnist* William S. White exprimait, avec une brutale franchise, les sentiments de beaucoup de ses compatriotes lorsqu'il tirait de la récente crise une leçon qui dépassait le simple cadre dominicain:

> « Mexico, Brazil and Chile, among others, raise no moans to the heavens now about the American gunboats that prevented the Dominican Republic from falling into extremist chaos. But only a little while ago they were not willing even to go along with the United States to the point of calling a Pan American meeting even to discuss the menace which Castro poses to us all. The lesson for the United States is plain. In the Dominican Republic we rightly accepted the responsibility laid upon us as the greatest power in this hemisphere to end a danger to the common peace. The hour must soon come, however — unless, hopefully Castro himself brings Castro

down — when we accept the same responsibility as to Cuba, even if it means more than gunboats. Evil is evil. And danger to the common peace is danger to the common peace, whether from a Trujillo or a Castro. The United States Government cannot shirk its duty because other powers prefer not to see that threats from Castros are at least as real as threats from Trujillos ».[192]

Le 16 novembre 1961, après avoir approuvé la proposition de Woodward — de surseoir à toute décision sur les sanctions — le Conseil de l'OEA était « entré en vacances ». Ce n'était que trois jours plus tard, une fois la crise résolue, qu'il devait décider d'envoyer une Sous-Commission en République Dominicaine — « thus resuming the participation of the inter-American system in the developments ».[193] Au cours de la crise les Etats-Unis ont agi seuls: « there was no time for the United States to do anything more than hastily consult other members of the Organisation of American States, and then take the very grave risk of acting alone »,[194] expliquera t-on plus tard. Peut-être ... et enfin, c'est « afin de défendre la démocratie » que Washington agissait. Mais trois ans et cinq mois plus tard — en avril 1965 — une autre crise secouera la République Dominicaine; une fois de plus, on n'aura pas le « temps », une fois de plus les Etats-Unis agiront seuls — mais cette fois des milliers et des milliers de *marines* débarqueront dans le pays.

Evénements encore lointains. Le 19 novembre, au moment où la crise des « Wicked Uncles » se termine, les Etats-Unis croyaient être au bout de leurs peines en République Dominicaine. C'était le départ des Trujillo que l'opposition avait exigé comme condition *sine qua non* de sa collaboration avec le gouvernement. Les Trujillo étaient partis — et, avec eux, certains des chefs militaires les plus identifiés avec l'ancien régime. Rien donc ne devait plus s'opposer à un accord entre le président Balaguer et l'opposition « démocratique ».[195] « A coalition government under President Balaguer can at last be formed, and a transition to relative democracy is a hopeful possibility »[196] ... dans le calme, sans secousses, sans explosions populaires.

Et Balaguer, lui, est prêt, il est anxieux de jouer le jeu, de remplir ce vide politique qu'a laissé le départ des Trujillo. N'ayant été pendant deux ans président de la République que de nom, il veut désormais l'être de fait: « desde este mismo momento asumo, en mi condición de Presidente de la República ... la jefatura suprema de las Fuerzas Armadas. En esa calidad, ordeno a los jefes de Estado Mayor de la Aviación, del Ejército y de la Marina, así como al Jefe de la Policía Nacional, no acatar otras ordenes que no sean las que emanan directamente del Presidente de la República ».[197]

« La Era de Trujillo ha terminado »,[198] mais Joaquín Balaguer se refuse à être emporté par la marée, il s'accroche au pouvoir. Prétendant se dégager de la responsabilité d'un trop lourd passé — « es la primera vez que me dirijo al país en el pleno ejercicio de mis poderes constitucionales »[199] — il demande « un voto de confianza a mis conciudadanos »[200] ... ne s'est-il pas opposé, à partir du 15 novembre, au « bid for power » de Héctor et José Arismendi Trujillo,

n'a-t-il pas défendu, au cours de quatre jours interminables, les espoirs de la démocratie dominicaine ... contre les Trujillo?

Il en appelle « al patriotismo de todos los dominicanos, militares y civiles, ... sea cual sea el partido político en que militan »;[201] il les invite à l'union sacrée — « se halla en juego el ideal que me he impuesto la tarea de realizar ».[202] Mais cette union c'est autour de sa personne qu'il prétend la réaliser, puisque c'est lui qui représente « el poder legítimo de la nación » [203] — et dans sa hantise il oublie, ou feint-il d'oublier?, que son pouvoir n'a d'autre légitimité que le caprice d'un Trujillo, alors que « la Era de Trujillo ha terminado ».

Au moment où Balaguer lance ses appels à l'union sacrée, quatre mouvements luttent pour s'attirer les sympathies du peuple dominicain:[204]

1) Le *Partido Dominicano.*

Il a été le parti officiel de la « Era », il n'a eu, depuis son origine, d'autre raison d'être que de servir le maître tout-puissant.

La mort de Trujillo, les secousses qui en dérivent l'ébranlent. Très affaibli dans les villes, il reste encore fort, cependant, dans les campagnes, où l'opposition ne peut pas encore pénétrer.

La défaite des « Wicked Uncles » signifie la fin de la « Era ». Le parti, instrument des Trujillo, entre en agonie; il se refuse, pourtant, à disparaître, il s'offre à Balaguer, qui représente, désormais, son seul espoir de survie.[205]

2) L'*Unión Cívica Nacional* (UCN) [206]

Elle continue de refuser la dénomination de parti politique — « eso es lo que NO ES la UCN »,[207] elle continue de se qualifier d'association « apolítica y patriótica »,[208] « hogar de todos los dominicanos que ansian el auténtico advenimiento de la democracia ».[209]

Parti politique ou association « apolítica y patriótica », elle n'est en réalité que l'instrument de certains secteurs de la société dominicaine — « the UCN ... tended to be identified with conservative and bourgeois interests » [210] ... les intérêts des hommes qui l'ont créée, qui la dirigent et qui se préparent, à travers elle, à conquérir le pouvoir.

Aspect de classe, toutefois, qui, pour le moment, passe largement inaperçu aux jeux de trop de Dominicains. La consigne de l'heure est la lutte contre les Trujillo, tout doit être subordonné à un tel but. Et dans cette lutte l'UCN sait faire preuve d'une fermeté, d'une intransigeance, qui lui assurent le respect et l'admiration d'esprits peu habitués aux finesses de la politique, et qui sont aveuglés par la passion — les dirigeants du 1J4 en premier lieu. « Hogar de todos los dominicanos que ansian el auténtico advenimiento de la democracia », l'UCN le paraît d'autant plus, d'ailleurs, qu'elle a su habilement choisir son porte-drapeau: son président est « un hombre de prestigio que nunca se había inscrito en el partido de Trujillo, el doctor Viriato A. Fiallo » [211] ... et à l'ombre rassurante de cet étendard se cache le passé trujilliste de trop de ses dirigeants.

Au moment où l'Ere de Trujillo se termine, l'UCN représente sans doute la plus importante des forces de l'opposition dominicaine. « A movement that

is based on principles of non-violence and anti-communism »,[212] « with respectable middle-aged leaders »,[213] elle jouit par surcroît de la sympathie du gouvernement des Etats-Unis. Tout contribue donc à faire d'elle l'interlocuteur privilégié avec lequel Balaguer aura à traiter pour la constitution d'un gouvernement de coalition. Mais les *cívicos* refusent pareille solution. Le départ des Trujillo ne saurait, à leurs yeux, être qu'une première étape ... c'est Balaguer, maintenant, qui doit partir.

3) L'*Agrupación Política 14 de Junio* (AP1J4).[214]

Ses leaders savent très bien ce qu'ils ne veulent pas: pas de Trujillo, pas de Balaguer; ils ne savent pas très bien, en revanche, ce qu'ils veulent.

Justice sociale, dignité de la personne humaine, amour ombrageux pour une patrie trop humiliée, conscience de la nécessité d'importantes réformes sociales: sentiments encore confus qui s'agitent, tourbillonnent dans l'esprit d'hommes qui n'ont connu que l'Ere de Trujillo — et que séduit, encore nébuleuse, l'image de Fidel Castro.

La jeunesse dominicaine, « especially students »,[215] suit le 1J4 — le seul groupe qui puisse lui offrir, à défaut de programme, « a mystic, martyrs, and a heroic leader — assets no other Dominican political group had »;[216] mais le 1J4 se met dans le sillage de l'UCN — ne voyant en elle qu'une association « apolítica y patriótica » ... la jeunesse *catorcita* fournira aux *cívicos* les troupes de choc dont ils auront besoin pour les batailles de rues.

Quant à l'avenir ... les leaders du 1J4 cachent leur confusion sous des formules vagues ... et croient néanmoins à l'unité d'action avec l'UCN, « hogar de todos los dominicanos que ansian el auténtico advenimiento de la democracia ».

De Washington, néanmoins, l'on observe avec une méfiance croissante un parti dont les inquiétudes — confuses, mais sincères — dont la volonté de changement — imprécise, mais intransigeante — dont la jeunesse, enfin, le dynamisme, heurtent trop de préjugés, trop de croyances, trop d'habitudes solidement enracinées sur les rives du Potomac; un parti qui incline trop à une « certaine » rhétorique, et dont le nom même éveille d'amers souvenirs: « in a manner reminiscent of the Castro 26th of July movement, the group takes its name from an abortive 1959 invasion attempt to oust the dictator Trujillo »! [217] Un parti, enfin, que l'on juge « deeply split » [218] entre un groupe de « "moderates" ... and such extremists as Alfredo Manzano, some of them Communists trained in Havana or Moscow. I talked to Alfredo Manzano » — écrira plus tard un envoyé special du président Kennedy — « ... I left convinced I had finally met one of the new breed of Moscow-directed Dominicans ».[219]

Bref, le 1J4 est — aux mieux! — « unreliable » [220] ... et de là à une condamnation sans appel le pas sera vite franchi, étant donné les juges.

4) Le *Partido Revolucionario Dominicano* (PRD) [221]

« Parti des exilés » — il est le seul des trois « grands » de l'opposition dominicaine à avoir été fondé à l'étranger, et ses leaders eux-mêmes sont d'an-

ciens exilés — le PRD fait figure de « parent pauvre » face aux forces de l'intérieur: l'UCN et le 1J4.

Petit parti, certes, mais ses leaders savent ce qu'ils veulent et comment l'obtenir. Juan Bosch, président du PRD, a su déceler le trait fondamental de l'UCN — son caractère d'organisation de classe — et a réussi à percer, à travers des barrages de rhétorique, les véritables buts des dirigeants *cívicos*: « repartirse la herencia de Trujillo ».[222]

A la différence du 1J4, enfin, le PRD sait voir au delà de la tâche immédiate — la destruction de l'empire des Trujillo — et méprise, pour ce qui est de l'avenir, les formules vagues et dépourvues de contenu réel.

Les Trujillo enfin partis, l'analyse « boschiste » de la situation nationale et internationale peut être esquissée, dans ses grandes lignes, de la façon suivante:[223]

a) aucun gouvernant dominicain ne pourra désormais se dérober, l'intensité de la pression internationale aidant, à ce que des élections *libres* soient organisées dans le pays en 1962.

b) l'UCN, association qui n'est ni civique ni patriotique, veut le pouvoir. « Una vez liquidado el régimen de Trujillo ... yo sabía que ... de manera inevitable los cívicos pasarían a formar un partido, y ese partido, dada la posición social de sus lideres, pasaría a ser un partido de derechas, y no precisamente de derechas democráticas, sino de derechas dispuestas a alcanzar el poder por cualquier medio »,[224] « porque necesitaban el poder para darle a su casta lo que le faltaba, que era sustancia económica ».[225]

c) UCN: parti de la droite; PRD: parti de la gauche démocratique. L'un farouchement opposé aux réformes sociales, l'autre luttant pour elles. Entre les deux formations, aucune entente n'est possible.

d) « Libre ya de los Trujillo, Balaguer » — qui, par son origine sociale, était beaucoup plus proche du peuple que de la « gente de primera » — « podía tomar medidas que transformaran, aunque fuera timidamente, el estado de sumisión económica y social de las masas populares ».[226]

e) Quant au PRD, enfin, il était encore trop faible pour pouvoir aspirer, dans un futur proche, à la succession de Balaguer. Il n'avait pas non plus intérêt, d'autre part, à participer à un gouvernement de coalition. Allié aux *cívicos*, il eût été impuissant, du fait même de sa faiblesse, à les contraindre à ces réformes sociales qui formaient la base de son programme. Allié à Balaguer, il eût offert une cible de choix à la propagande « cívico-catorcita », qui, au nom de l'anti-trujillisme, aurait su déchaîner des prodiges de rhétorique pour « prouver » au peuple la « trahison » d'un parti qui acceptait de se lier à l'ancien serviteur de Trujillo. Bref, dans un cas comme dans l'autre, accepter de participer à un gouvernement de coalition eût été, pour le PRD, une lourde erreur; et d'une pareille « impatience ministérielle », il aurait eu à répondre, à brève échéance, devant un électorat impatient et déçu.

Telle est l'analyse: et les conclusions en découlent, logiques:

a) Balaguer ne représente aucun danger pour la démocratie dominicaine; son rôle peut même être, jusqu'à un certain point, positif.

b) le PRD n'a donc pas intérêt à « conspirar para derrocar a Balaguer »;[227] cela d'autant moins, d'ailleurs, qu'à la place du président déchu s'installerait un mouvement « que a la postre mostraría su aspecto derechista ».[228]

— « Nosotros creíamos en el pueblo y el pueblo no tenía vela en ese entierro ».[229]

c) « nuestros fines no podían ser la lucha por el poder, sino la movilización del pueblo, y sabíamos que eso no podíamos hacerlo ni en un mes ni en seis ».[230-231]

Ainsi, les Trujillo partis, le PRD estime disparu le but commun qui le liait aux autres forces de l'opposition. Sachant ce qu'il veut, convaincu de savoir comment y parvenir, il se prépare — sans pour autant basculer du côté de Balaguer — à suivre un « highly independent political course ».[232] Quant aux Etats-Unis, enfin, s'ils entretiennent des relations privilégiées avec l'UCN — puissante et « sûre » — ils n'en regardent pas moins avec sympathie un parti encore trop faible, certes, mais cependant « well organized and anti-Communist » et [233] dont les prises de positions, bien que fermes, n'en apparaissent pas moins « raisonnables ».[234]

« Puedo asegurar al país que en los próximos días, tal vez en las próximas horas, llegaremos al acuerdo que todos anhelan »,[235] avait affirmé Balaguer, le 23 novembre, en se référant aux négociations qu'il venait d'engager avec l'opposition. Quatre jours plus tard, c'était la rupture. Balaguer faisait de sa propre permanence au pouvoir la condition *sine qua non* de cette union sacrée à laquelle il prétendait aspirer. L'UCN et le 1J4, en revanche, refusaient toute solution n'entraînant pas la démission de Balaguer. Aucun accord n'était possible; le 27 les conversations étaient rompues. Et alors, à Santo Domingo, éclatait la grève générale. Déclenchée par des associations professionnelles,[236] recevant l'appui enthousiaste du 1J4 et de l'UCN,[237] elle s'étendait rapidement aux villes de l'intérieur; l'épreuve de force était engagée. L'UCN et le 1J4 avaient l'appui massif des populations urbaines,[238] mais Balaguer l'« apoyo y respaldo » [239] des Forces armées. De la crise des « Wicked Uncles » un nouvel « homme fort » avait surgi, le général Pedro Rafael Rodríguez Echavarría. Commandant la Base aérienne de Santiago il avait, le 19 novembre, pris la direction des forces qui s'étaient prononcées contre les Trujillo. Il était devenu un héros populaire — le symbole de ce « nouvel officier » dont on rêvait; il était, surtout, devenu ministre des Forces armées.[240] Son frère, le colonel Santiago Rodríguez Echavarría, officier qui jouissait d'un prestige certain auprès de ses camarades, était devenu général [241] et chef d'état-major de l'aviation [242] ... rapidement, trop rapidement, le pouvoir des Echavarría commençait à s'étendre sur les forces armées dominicaines — et donc sur le pays.

Et maintenant Pedro Rodríguez Echavarría épousait la cause de Balaguer,

et se déchaînait contre les « false prophets »[243] de l'opposition — « Rodriguez Echavarría seemed both to be backing Balaguer ... and at the same time to be reaching out for the reins of power himself ».[244] Le tandem Ramfis-Balaguer avait vécu, celui Echavarría-Balaguer paraissait sur le point de s'imposer.

Mais la grève continuait. Grève où se retrouvaient les différentes classes: la bourgeoisie la dirigeait, et les classes pauvres suivaient avec enthousiasme; cependant les étudiants, en grande majorité *catorcitas*, fournissaient les troupes de choc qui, dans les rues, se heurtaient aux forces de l'ordre. C'était « one of the most impressive popular demonstrations in recent Latin-American history ».[245]

En vain Balaguer, dans l'illusion de gagner l'appui des masses populaires et de les détacher ainsi de la grève, s'abandonnait-il à une démagogie effrénée, et promulguait jour après jour des dizaines de décrets et de lois — « there seemed to be an element of frantic haste »[246] — qui faisaient baisser le coût de la vie, concédaient d'importants avantages à des groupes de pression particulièrement bien organisés, et poursuivaient par la loi l'œuvre de « détrujillisation » que le peuple avait engagée par la force dès le 20 novembre:[247] « the trouble with all this was that the concessions were in large part badly timed, coming always a little late, and that much of what was being done was so obviously a mercenary and even reckless campaign to bribe public opinion. So far as the public was concerned, nothing that Balaguer and those behind him could do was honestly motivated and sufficient. Only the armed forces could keep him in office even for one day ».[248] La grève continuait.

En vain Echavarría, dans l'espoir de « break the middle-class support of the ... general strike »,[249] recourait à la violence: « policemen ... leading gangs of hoodlums in smashing open stores that had been closed by the strike »,[250] « armed, uniformed air force officers in sound trucks »[251] incitant la population « to mob action »,[252] et ordonnant aux « armed patrols on the streets to refrain from action against any crowds demanding that the stores be opened ».[253] Mais le peuple dominicain donne aux Forces armées une leçon de civisme: « the call to looting stirred some excitement but met with a basically hostile reaction from the crowds that heard the harangues »;[254] « crowds of up to 1.000 people stoned the store-smashers ... and pelted them with pieces of metal ».[255] Massive, compacte, la grève continue; elle a « brought nearly all economic activity to a standstill ».[256] De plus en plus violent résonne le cri: « Echavarría assassin ».[257]

A Washington l'on suit avec une inquiétude croissante l'aggravation d'une crise que l'on avait cru en voie de solution.

Le 24 déjà, Arturo Morales Carrión, *Deputy Assistant Secretary of State for Latin American Affairs*, avait rejoint à Santo Domingo John Calvin Hill, consul général des Etats-Unis en République Dominicaine. Ensemble, ils devaient s'efforcer de convaincre l'UCN d'être « raisonnable » et de participer, sous la présidence de Balaguer, à un gouvernement de transition qui conduirait le pays vers des élections libres;[258] ensemble, quelques jours plus tard, ils devaient essayer de persuader les *cívicos* de ne pas appuyer cette grève générale qui, soudain, s'annonçait.[259] Encore une fois, pourtant, le petit osait résister au géant ... comprenant très bien, sans doute, que celui-ci ne pourrait pas se permettre de l'aban-

donner: l'UCN refusait toute collaboration avec Balaguer, l'UCN appuyait la grève.

Et alors, le gouvernement des Etats-Unis « found itself caught in a power struggle ».[260] En vain il lance des appels à la modération.[261] En vain il exhorte les « responsible elements in the Dominican Republic, both within and outside the Government » [262] à « continue to strive ... to reach a prompt resolution of the present situation »: [263] la grève alourdit une atmosphère déjà chargée de passion et approfondit le fossé entre des hommes dont Washington voudrait faire des partenaires.

Cependant, en République Dominicaine elle-même, la position des Etats-Unis devient de plus en plus difficile. Le prestige qu'ils ont acquis au cours de la crise des « Wicked Uncles » commence à ternir. Leurs navires de guerre stationnent toujours devant les côtes dominicaines. Le 19 ils avaient été applaudis — désormais ils apparaissent comme des ennemis. Les Etats-Unis — dit-on — soutiennent Balaguer ... et leurs navires sont là, « visible offshore »,[264] comme pour témoigner de cet appui.[265] Sans doute, l'initiative de telles attaques revient le plus souvent à des éléments d'extrême gauche; elles trouvent, cependant, un terrain de plus en plus fertile auprès d'une population qui a subi pendant huit ans une occupation militaire américaine (1916-1924), qui a vu dans les Etats-Unis, pendant 30 ans, le pays ami de Trujillo, et qu'exaspère, maintenant, la répression de Balaguer. Elles trouvent écho, enfin, même auprès des leaders modérés de l'opposition « démocratique », même auprès d'un Fiallo.[266]

Mais ce n'est pas seulement le prestige de Washington qui est en jeu. De la violence de cet affrontement entre un Balaguer impuissant — « only the armed forces could keep him in office even for one day » — et une population désarmée, de cette « violence marked » [267] grève générale, surgit, de plus en plus réelle, la possibilité de « a variation of a military dictatorship led by General Rodríguez Echavarría, using President Balaguer as a helpless figurehead »;[268] et donc, à long terme, l'inévitable menace « castro-communiste »: « as the State Department said yesterday, the Opposition is responsible and moderate. However, if it is thwarted by military reaction, extremist elements could get the upper hand ».[269] Et alors, il ne suffit plus au gouvernement américain de lancer à tous les intéressés, dans toutes les directions, des appels à la « modération ». Avec une énergie nouvelle, avec la volonté d'en finir, les Etats-Unis reprennent leur intervention massive dans les affaires intérieures dominicaines. Au nom du principe de non-intervention, l'OEA regarde en silence.[270]

Ce sont le consul général Hill et Arturo Morales Carrión — l'envoyé de Washington — qui, sur place, mènent le jeu: tout d'abord convaincre les deux parties (gouvernement et UCN) à reprendre les conversations interrompues le 27 novembre, et ensuite diriger ces conversations dans le sens voulu. Et c'est du tandem Balaguer-Echavarría que l'on va désormais exiger, face à une UCN qui apparaît exaspérée et irréductible, les concessions les plus douloureuses ... « clearly there were [à Washington] second thoughts about the success of the United States power play that had committed Washington to Balaguer ».[271]

Les moyens de pression sont là: les sanctions, qui pèsent toujours sur le pays — et dont l'UCN et le 1J4 exigent le maintien; le souvenir, encore frais,

de la quasi intervention militaire du 19 novembre; la faiblesse même, enfin, de la position de Rodríguez Echavarría. Ce dernier est, certes, l'homme fort des Forces armées dominicaines, mais son pouvoir est trop récent pour avoir eu le temps de s'enraciner assez profondément; trop rapide son ascension pour ne pas avoir éveillé des jalousies;[272] trop brutale, enfin, l'attitude qu'il a adoptée pour que, chez certains de ses subordonnés, des résistances ne se fassent sentir — qu'elles soient inspirées par une conviction sincère ou par un banal opportunisme.

Trujillo mort, son fils, Ramfis, a été le maître des Forces armées dominicaines pendant plus de cinq mois. Continuellement on s'est attendu à ce que, parmi les trop nombreux généraux qui le servaient, certains contestent son héritage; Ramfis lui-même, par calcul politique, a encouragé de pareilles spéculations.[273]

Pendant plus de cinq mois — jusqu'au moment ou l'héritier lui-même décida de partir — les forces armées sont restées muettes, obéissantes. Le nom des Trujillo, la peur, l'intérêt commun, avaient suffi.

Echavarría, en revanche, n'est ministre des Forces armées que depuis quelques jours à peine. Déjà des officiers à plusieurs reprises contestent — ouvertement — la façon dont il exerce sa haute fonction.[274]

Le 2 décembre les négociations reprennent. Négociations à trois: le gouvernement dominicain d'un côté, l'UCN de l'autre [275] et, au milieu, les Etats-Unis: John C. Hill et Morales Carrión, toujours présents, intervenant « largamente » [276] dans les discussions, et penchant désormais, sans toutefois les épouser, vers les thèses des *cívicos*. Dans le pays, la grève générale continue.

Une semaine s'écoule. Et finalement, le 9 décembre, un « agreement was ... reached, about 2 : 30 a.m., after John Calvin Hill ... and Arturo Morales Carrión ... kept an all night vigil on the negotiations ».[277] C'est Balaguer qui a dû faire les plus grandes concessions: le Congrès sera dissous, les pouvoirs législatifs et exécutifs seront réunis dans les mains d'un gouvernement collégial de sept membres — le « Consejo de Estado »; Balaguer le présidera, mais jusqu'au 31 décembre seulement: à cette date, il devra démissionner.[278]

L'UCN se croit victorieuse. Elle n'a plus besoin de la grève générale — arme somme toute dangereuse pour un parti qui désire le *statu quo* social; elle exhorte donc la population à rependre le travail.[279] La bourgeoisie, « cívica » dans sa grande majorité, abandonne la grève. La population, lasse après tant d'épreuves, suit les nouvelles consigne. Le 1J4 crie vainement à la trahison.[280] Brusquement, aussi brusquement qu'elle avait éclaté, la grève générale s'éteint, le 9 décembre 1961. Elle aura duré onze jours.

Mais Balaguer n'est pas convaincu de sa défaite. Encouragé peut-être par la fin de la grève, sans doute vivement poussé par le général Echavarría — trop compromis lui-même pour être bon joueur — il revient sur sa parole. Se réfugiant derrière le fait que « the Armed Forces refused to consider his resignation as part of a political settlement »,[281] il déclare « that he would not resign before the end of his term, next August ».[282]

« We are on the verge of a disaster »,[283] s'écrie un des leaders de l'UCN, annonçant la rupture des négociations. Sans doute la grève générale ne reprend

pas, mais « violent demonstrations »[284] éclatent « daily »[285] dans la capitale. Jour après jour, la tension monte.

La « diplomatie » a échoué, la crise dominicaine paraît devoir s'acheminer enfin vers cette conclusion violente que l'on craint depuis la mort de Trujillo: un coup de force de la part de Balaguer — soutenu par Echavarría — ou une explosion populaire où l'UCN, trop « sage », perdrait le contrôle des rues au profit de la jeunesse *catorcita*.

Solution que les Etats-Unis se refusent à accepter ... il faut donc que la « diplomatie » réussisse. La pression américaine s'intensifie encore. Le général Echavarría, « openly critical of Mr Hill and Mr Morales Carrión »,[286] exprime en vain son indignation: « if you and your wife have a fight, I say that you should fix it up by yourselves[287] — les représentants américains « intervened and virtually took command of the negotiations ».[288] De Washington, ils reçoivent un appui précieux: l'exaspération des Etats-Unis s'exprime désormais en termes d'une fermeté inusitée et qui, dans une certaine mesure, rappellent même ceux qui avaient été employés, le 18 novembre, contre Héctor et José Arismendi Trujillo:

> « ... we are concerned by reports that certain elements of the Dominican military opposed final action on the decisions reached by President Balaguer and responsible civilian elements in his Government and in the moderate opposition ».[289]

Sans doute, Lincoln White, le porte-parole du Département d'Etat, « did not identify the military elements, but it was known that the Administration had in mind Maj. Gen. Pedro Rafael Rodríguez Echavarría ».[290]

Et Echavarría s'incline. Le 17 décembre, dans un message au pays, Balaguer abandonne son exigence de garder le pouvoir jusqu'à « the end of his term, next August ». Il reprend, presque mot à mot, les termes de l'accord qu'il a pourtant refusé une semaine auparavant. Avec une modification, cependant, dont seul l'avenir pourra déterminer la portée: sa démission ne se produira plus le 31 décembre, mais seulement une fois que la République aura été libérée du joug des sanctions: dès que « la obra de democratización ... quede completa con el retorno del país al seno de la familia hemisférica ... "daré por cumplida mi misión y abandonaré, por mi propia iniciativa, la Presidencia de la República" ».[291] Et il s'efforce d'apaiser les inquiétudes que ce nouveau délai ne manquera pas d'éveiller: il espère, précise-t-il, que sa démission sera possible « a más tardar el 27 de Febrero ».[292]

De guerre lasse, l'UCN accepte, deux jours plus tard, un plan auquel le général Echavarría, pour sa part, n'ose plus s'opposer.[293] Mais, tout en acceptant, elle tient à souligner « su seria preocupación por los días de permanencia que aún le quedan al Dr Joaquín Balaguer en la presidencia de la República, por el peligro que entraña para la seguridad y bienestar de la adolorida patria dominicana »[294]; et elle exprime également ses « temores bien fundados »[295] quant à l'attitude des Forces armées, du général Echavarría, tout particulièrement ... il est trop tôt pour se réjouir, l'heure est à la vigilance.

Ce n'est que de Washington que souffle l'enthousiasme. En termes particu-

lièrement chaleureux le président des Etats-Unis lui-même s'empresse d'exprimer sa satisfaction au sujet d'un accord qui, en République Dominicaine, ne satisfait personne; et d'une solution, plus ou moins boiteuse, dans laquelle il prétend voir « an impressive demonstration of statesmanship and responsibility by all concerned ».[296] Et aux louanges suivent les promesses de récompense:

« I understand that the Council of the OAS is now considering the lifting of the sanctions ... If the Council of the OAS takes such action — and our representatives are supporting that step — we will resume diplomatic relations with the Dominican Republic promptly. When this takes place, the Department of Agriculture will authorize purchases under the Dominican allocation of nonquota sugar for the first six months of 1962.

In addition I propose to send, upon the installation of the new Council of State, a United States economic assistance mission ... to visit the Dominican Republic ... I expect that this mission will arrive in the Dominican Republic late this month or very early in January.

I understand that Mr Felipe Herrera, President of the Inter-American Development Bank, will head a high-level mission to the Dominican Republic in the near future to begin discussions and inquire into economic and social development projects »[297]

Ainsi, en faisant alterner les louanges avec les menaces, les promesses avec les sanctions, les Etats-Unis peuvent espérer, une fois de plus, avoir enfin trouvé une solution à la crise dominicaine.

De cette solution un parti est exclu, le 1J4.

Les Trujillo partis, et croyant Balaguer à bout de forces, le 1J4 avait hautement refusé de participer « en ningun tipo de negociaciones que involucren a los remanentes del Trujillato ».[298] Il n'y avait, à ses jeux, qu'une seule solution qui pût convenir « a los sagrados intereses del pueblo dominicano »:[299] la « CAPITULACION TOTAL Y ABSOLUTA DEL GOBIERNO DELINCUENTE DEL PRESIDENTE BALAGUER Y FORMACION DE UN NUEVO GOBIERNO PROVISIONAL DE UNIDAD NACIONAL ».[300]

« Capitulación total y absoluta » ... qu'on n'obtiendrait pas — et il ne fallait pas l'obtenir — par des pourparlers, équivoques et humiliants, avec « los remanentes del Trujillato ». Son salut, le peuple devait le conquérir lui-même. Son arme: cette grève générale qui déjà s'étendait dans le pays ... et « el pueblo en la calle para defenderla y mantenerla ».[301]

Lutte populaire qui abattrait le « régime réactionnaire de Balaguer »[302] — et au sein de laquelle aurait grandi la « revolución democrática nacionalista del pueblo dominicano, historicamente inevitable ».[303]

Lutte populaire dans laquelle le 1J4 aurait pu compter sur l'appui sincère de son alliée, l'UCN, association « apolítica y patriótica » qui .« por su naturaleza, sus compromisos y ulteriores manifestaciones de sus dirigentes, no es ni será nunca un partido político ».[304]

Le 2 décembre l'UCN avait repris les négociations avec Balaguer et même

accepté l'« ingérence ... de hauts fonctionnaires étrangers »[305] qui allaient agir, désormais, « en qualité d'arbitres ».[306]

Retranché dans son intransigeance, le 1J4 n'avait pas participé aux conversations. Personne, d'ailleurs, n'avait regretté son absence. Pour Washington, il eût été un partenaire peu désirable: il était « unreliable ». Pour Balaguer, il n'eût été qu'un adversaire de plus — et, sans doute, le plus intransigeant. Pour l'UCN, enfin, il eût représenté un allié incommode — trop rigide, trop exigeant; et, les négociations conclues, un partenaire encombrant dans un pouvoir dont les *cívicos* revendiquaient le monopole.

La grève terminée, le 1J4 criait à la trahison.[307] Il épuisait ses forces dans la « lucha callejera » contre le gouvernement — cependant « quien se aprovechaba de nuestra lucha era la UCN »,[308] qui trouvait là un moyen de pression, excellent et gratuit, face à Balaguer, face aux Etats-Unis.

Une fois encore, l'UCN reprenait les négociations et arrivait enfin (17-19 décembre) à un accord, tant soit peu boîteux, avec Balaguer: ce Consejo de Estado de sept membres duquel le 1J4 était complètement exclu.[309]

Placé devant un fait accompli qu'il aurait dû prévoir depuis longtemps, le 1J4 « fija ... su posición frente a los acontecimientos ocurridos en el país, a partir de los días de la huelga general ».[310] Il rejette, « como un todo »,[311] « el Consejo de Estado neo-trujillista »,[312] « estructurado a espaldas del pueblo »[313] — sans avoir, pour autant, les moyens de soutenir sa querelle. Il s'obstine à proposer des solutions dont lui-même eût été incapable de déchiffrer le mécanisme[314] — et qui ne cachent, et encore bien médiocrement, qu'une trop grande confusion: « no sabíamos lo que queríamos ... luchabamos en la calle »,[315] mais « no nos planteabamos cosas factibles, posibles ».[316] Il rompt avec éclat avec l'UCN, que dominent « sectores reaccionarios, neotrujillistas y entreguistas »[317] ... mais désormais l'UCN n'a plus besoin — ou du moins le croit-elle — du 1J4; elle n'a plus besoin non plus de maintenir la fiction de l'association « apolítica y patriótica ». Le 6 janvier 1962 elle se transforme officiellement en parti politique ... une fois de plus le 1J4 crie à la trahison ... inutilement, comme toujours.

Si, au cours de la période convulsive qui a suivi le départ des « Wicked Uncles », le 1J4 s'est distingué par son « extrémisme », le PRD, en revanche, l'a fait par sa « modération ».[318] « El pueblo ... no tenía vela en [el] entierro »[319] de Balaguer: rompant ouvertement, et pour la première fois, le front uni de l'opposition, « el PRD dijo por radio que no apojaba la huelga ».[320] Il refuse également, toutefois, les avances de Balaguer et Echavarría;[321] son rôle sera celui de l'honnête courtier: il condamne la violence et invite les adversaires à renouer les négociations interrompues[322] — négociations auxquelles, de son côté, il refuse de participer.[323]

Plus tard, une fois décidée l'installation du Consejo de Estado, le PRD offre, à nouveau, une preuve de sa « modération ». Alors que le 1J4 décharge sa rage impuissante dans toutes les directions — contre « los remanentes del Trujillato », contre l'UCN, le PRD, les Etats-Unis[324] — alors que la même UCN tient à souligner sa méfiance à l'égard de Balaguer et d'Echavarría,[325] Juan Bosch, au contraire, se borne à déclarer que « el PRD no se opone al Con-

sejo »[326] — tout en refusant, d'autre part, les quelques sièges ministériels qu'on lui offre, « lo cual sin duda les causó cierto alivio [a los cívicos] ... porque eran menos cargos a repartir ».[327]

Modération pourtant qui n'a rien de commun avec la passivité: elle cache une politique à long terme et, dans l'immédiat, une activité fébrile: « mientras los cívicos se adueñaban del poder — sin nuestra oposición, debe decirse — los hombres y las mujeres que se habían formado ya como lideres del PRD en todo el país se dedicaban a fundar comités de campos y de barrios, de municipios y de provincias; trabajaban día y noche, con una pasión de cruzados; ganaban prosélitos, difundían papeles, acopiaban escritorios y maquinillas y asientos y todo lo necesario para montar las oficinas del Partido aquí y allá; hablaban por radio y organizaban mitines; buscaban medicinas y ropa y las repartían entre los pobres de los barrios; acudían a cualquier punto donde habia una necesidad colectiva y se aplicaban a aliviarla; resolvían conflictos entre obreros y patrones, entre autoridades y ciudadanos ».[328]

C'est le 1er janvier 1962 que le Consejo de Estado est inauguré. Face à Joaquín Balaguer, le dernier président des Trujillo, se dressent les six hommes que l'UCN et les représentants des Etats-Unis lui ont imposés comme « collègues »: tous, ils appartiennent à l'opposition « démocratique », tous, ils ont lutté pour la fin de l'empire des Trujillo.

L'UCN domine un gouvernement où siègent trois de ses membres: Rafael Bonnelly, Nicolás Pichardo et Eduardo Read Barreras[329] — *cívicos* éminents et représentants de la « gente de primera ».

Un quatrième « Consejero », Mgr Pérez Sánchez, « described as a critic of the Trujillo family and an open opponent of Dr. Balaguer's Government »,[330] apporte avec lui le prestige de l'Eglise et une orientation politique sûre: il « sigue la orientación de la UCN ».[331]

Antonio Imbert Barrera et Luis Amiama Tió, enfin, sont deux « indépendants ». Seuls survivants du groupe qui prépara l'assassinat de Trujillo,[332] ils ont été choisis, sur proposition américaine, en vertu de leur condition de « héros nationaux ».[333]

Et pourtant, il y a quelque chose de trouble dans ce Consejo anti-trujilliste ... c'est peut-être le passé trujilliste de tous ses membres.

Sans doute, Imbert Barrera et Amiama Tió sont les « tyrannicides »[334] ... mais ce tyran, ils l'ont servi avant de le tuer![335] Leur geste, fut-il le fruit d'un « esprit démocratique » soudain réveillé[336] — ou plutôt le calcul sordide de serviteurs qui, voyant le maître précipité vers sa perte, pensent à l'avenir, et trahissent? Judas ou héros nationaux? Judas, à en juger par leur passé, Judas, à en juger par leurs actes futurs.

Mgr Pérez Sánchez: « ... a critic of the Trujillo family ... an open opponent of Dr Balaguer's Government », certes — mais aussi un serviteur des Trujillo. Sénateur depuis 1956,[337] la mort du maître ne suffit pas à ébranler sa « fidélité » au régime. Il faudra que Ramfis abandonne le pouvoir, et qu'avec l'échec de l'aventure des « Wicked Uncles » s'écroule l'empire des Trujillo, pour que ce prêtre « courageux » juge l'heure venue de s'« opposer ».[338] Pichardo, Read Bar-

reras: anti-trujillistes eux aussi — mais seulement depuis la mort du maître qu'ils avaient servi.[339]

Mais l'homme qui symbolise toutes les vertus d'un opportunisme sans limites, l'homme qui est le porte-drapeau d'une minorité corrompue, vorace et sans scrupules — qui ne renoncera jamais à vivre de la misère de tout un peuple — cet homme est Rafael Bonnelly, membre éminent de l'UCN, premier vice-président du Consejo de Estado et successeur désigné de Balaguer.

Ministre, ambassadeur, avocat de l'Etat dans les procès contre les « criminels » anti-trujillistes — que n'a pas été Bonnelly au cours de la longue nuit du *Trujillato*? Si Balaguer mérite, à cause de son passé, de prendre le chemin de l'exil, c'est le nouveau vice-président du Consejo qui devrait être son inséparable compagnon de voyage. « Rafael F. Bonnelly era tan trujillista como Balaguer; de arriba abajo, de costado a costado, por fuera y por dentro, Bonnelly era tan trujillista como Balaguer, y más responsable que Balaguer de los peores aspectos del trujillismo ».[340]

En disgrâce depuis 1960, certes — mais de cette disgrâce son fils seul est responsable, qui adhéra au mouvement clandestin 1J4 et fut arrêté par le SIM.[341] C'est aux « erreurs » de son fils, et à elles seulement, que Rafael Bonnelly doit la chance de ne pas occuper, à la mort de son maître, une de ces hautes fonctions dont il était si avide. « Muchos de los padres de ... [los] jovenes [catorcitas] hallaron en la rebelión de sus hijos contra el trujillato — en las prisiones, torturas y exilios de sus hijos — la justificación necesaria para seguir usufructuando el poder a la caída del trujillismo. Un buen ejemplo para probar esa afirmación es el licenciado Rafael F. Bonnelly ».[342]

Tels étaient les hommes que l'UCN avait choisis pour guider le pays vers la « démocratie ». On peut certes s'étonner d'un tel choix, mais cet étonnement ne saurait être que le fait de l'ignorance. L'UCN n'était pas le parti des Viriato ou Antinoe Fiallo — hommes au passé sincèrement antitrujilliste. Elle était le parti d'un secteur de la société dominicaine — celui de la « gente de primera »; et ce secteur s'était plié à Trujillo, avait collaboré avec Trujillo, non par goût, certes, ou par conviction, mais par un opportunisme inné. De cette « caste » — et donc de l'UCN — les Bonnelly, les Pichardo étaient bien plus représentatifs qu'un Viriato Fiallo.[343] Rien de plus logique, donc, que Rafael Bonnelly s'installât à un pouvoir qu'il n'a jamais cessé, depuis lors, de convoiter.[344]

Mais la victoire de l'UCN n'était pas complète; elle ne pouvait l'être aussi longtemps que Balaguer, qu'Echavarría, restaient en place. « No cabe duda que los miembros [cívicos] del Consejo de Estado tendrán graves dificultades que vencer »,[345] prophétisait sombrement le journal du parti, avant même l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement.

Le 4 janvier 1962 l'OEA levait les sanctions. Décision qui récompensait la « solution » de la crise dominicaine, et ne faisait, cependant, que l'aggraver. Car Balaguer s'était engagé à démissionner une fois les sanctions levées ... désormais l'UCN exigeait, avec véhémence, le départ de Balaguer. Sans doute, celui-ci s'était laissé une marge de manœuvre — « a más tardar el 27 de febrero » — mais les *cívicos* ne voulaient pas attendre. Dans les rues les manifestations reprenaient; la crise économique contribuait à l'aggravation de la crise politique: « tenemos

hambre », criaient les foules massées autour du Palais National.[346] Et le 1J4, une fois de plus, se jetait dans la lutte: contre Balaguer et Echavarría, mais toujours sans objectifs clairement définis et donc, une fois encore, servant les desseins de cette UCN que, pourtant, il venait d'apprendre à mépriser.

Crise sans héros. Les Bonnelly, les Echavarría, Balaguer, l'UCN: éternels protagonistes d'un combat sans gloire. Lutte où ne méritent notre admiration — ou, du moins, une sympathie mélangée de compassion — que ceux qui, dans les rues, se battaient pour une cause qui n'était pas la leur: le peuple dominicain, qui crevait de faim, et la jeunesse du 1J4 — jeunes bourgeois qui s'efforçaient de racheter les crimes de leurs pères.

« Todos los días la situación empeora » [347] ... et finalement la poudrière explose.

Santo Domingo, *parque Independencia* — en plein centre de la ville — le 16 janvier 1962, 4 heures de l'après-midi: du local de l'UCN deux haut-parleurs exigent « la renuncia de Balaguer y la destitución inmediata de Echavarría ».[348] La foule, massée autour de l'édifice, acclame, approuve bruyamment. Soudain, six chars apparaissent, accompagnés par l'infanterie. La tension monte. Le colonel Cuervo, commandant du détachement, exige « el cese de la transmisión y la entrega del equipo radio ».[349] Les *cívicos* refusent; la foule est nerveuse, excitée, hostile aux militaires — la tension continue à s'accroître. Et « de pronto los soldados abrieron el fuego contra el pueblo desarmado ... hubo varios muertos y heridos ».[350]

Balaguer, Echavarría, n'ont pas donné l'ordre de tirer; le colonel Cuervo non plus, paraît-il; qu'importe? Le processus désormais est déclenché, qu'aucun « compromis » ne pourra arrêter; c'est, une fois de plus, l'épreuve de force. Et Echavarría frappe, le premier. Balaguer lui fraye le chemin. Il démissionne du Consejo; et ce geste, que les *cívicos* s'étaient si longtemps efforcés de lui imposer, rappelle désormais celui que Ramfis Trujillo avait accompli, deux mois plus tôt: car le successeur de Balaguer ne sera pas Bonnelly — Bonnelly est arrêté, et avec lui le sont Pichardo et Read Barreras, les membres *cívicos* du Consejo.[351]

C'est une junte « civico-militaire » qui est installée, « under the puppet Presidency of Huberto Bogaert »,[352] un ami personnel de Balaguer; « however, authority was invested exclusively in the Armed Forces Secretary ».[353] Quant à Balaguer, il « juramentó a los miembros de la junta ».[354]

Antonio Imbert Barrera et Luis Amiama Tió — les deux « héros nationaux », et membres du Consejo — ne partagent pas le sort des Bonnelly, Pichardo, Read Barreras. Ils siègent toujours au Palais National: ils sont, maintenant, membres de la Junte;[355] première preuve de cet idéal démocratique qui les aurait inspirés au moment de l'assassinat de Trujillo; premier pas vers la solution de l'enigme: judas ou patriotes? [356]

Mais la junte ne survivra que deux jours. La réaction populaire d'abord: la grève générale qui, dès le 17, paralyse à nouveau le pays; le courage des manifestants qui, dans la rue, affrontent les « forces de l'ordre » et défient le couvre-feu,[357] la renonciation massive des employés de l'administration publique ... l'appareil de l'Etat se désintègre.[358]

Et les Etats-Unis, ensuite: à Santo Domingo John C. Hill, devenu Chargé d'Affaires ad interim depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, refuse tout contact avec les membres d'un gouvernement qu'il ne reconnaît pas;[359] de Washington, parallèlement, le Département d'Etat met en garde:

> « the United States is obliged to restudy its policies towards the Dominican Republic, since those policies have been based on the assumption of continued constitutional rule and an uninterrupted transition to a fully democratic government ».[360]

C'est la menace, bien qu'en termes voilés, d'un retour au *statu quo* antérieur: l'absence de relations diplomatiques, la rupture brutale de cette indispensable aide économique qui, dès l'entrée en fonctions du Consejo, avait commencé à se manifester.

Le 17 déjà, les rats commencent à abandonner un bateau qui n'arrive pas à naviguer: les deux « héros nationaux », Imbert Barrera et Amiama Tió, cherchent refuge à l'ambassade des Etats-Unis.[361] Le 18, enfin, le dénouement: à la base de San Isidro des officiers arrêtent — sans qu'aucune opposition ne se manifeste — le général Echavarría, et les autres membres de la junte. Quant à Balaguer, il a déjà cherché refuge à la Nonciature.

La crise se termine. Elle n'a pas atteint la gravité de celle déclenchée, deux mois auparavant, par le retour de Héctor et José Arismendi Trujillo. L'opposition dominicaine, cette fois, était plus forte; plus faible, en revanche, la position du nouvel « apprenti-dictateur », ouvertement contesté, en dépit des quelques épurations auxquelles il avait procédé, au sein même des forces armées.[362] Trop répandue, enfin, était la conviction que l'entreprise était, dès le début, vouée à l'échec, qu'un parvenu, Echavarría — déjà vaincu, par surcroît, un mois plus tôt — ne réussirait pas là où les Trujillo avaient échoué: beaucoup d'opportunistes, cette fois, n'auront pas de difficultés à choisir ... d'où les démissions massives qui se produisent au sein même de l'Administration publique, d'où l'esprit « civique » de tant de hauts fonctionnaires.

Les Etats-Unis n'auront pas joué, cette fois, de rôle décisif. C'est le peuple dominicain lui-même qui a mis fin à l'aventure de Pedro R. Rodríguez Echavarría. Et maintenant le général est prisonnier, Balaguer réfugié à la Nonciature; [363] le « cívico » Bonnelly remplace à la tête du gouvernement le président déchu; Donald Reid Cabral, membre important de l'UCN et représentant illustre de le *cívico* Bonnelly remplace à la tête du gouvernement le président déchu; siéger, imperturbables, les « héros nationaux » Imbert Barrera et Amiama Tió. Une période de l'histoire dominicaine — « democratization or nicaraguisation » — paraît conclue. Le deuxième Consejo de Estado est né.

CHAPITRE II

1. Le plan de la conspiration n'est que très imparfaitement connu, notamment quant aux mesures qui auraient dû suivre l'assassinat de Trujillo. Il paraît certain, cependant, que les conjurés péchèrent par excès d'optimisme. D'une part, ils sous-estimèrent la capacité de

réaction de l'appareil trujilliste, croyant que la mort du « Jefe » le paralyserait. D'autre part, ils se fièrent trop à la capacité du Ministre des Forces armées, le général Juan René (*a*) Pupo Román Fernández. Celui-ci s'était engagé « en conducir al general Juan Tomás Díaz [un des leaders du complot] a San Isidro, constituirle en jefe de la base, eliminar rapidamente a los sospechosos de intentar defender a los Trujillo y promover una sublevación armada que no habría de encontrar oposición, ya que el propio 'Pupo' Román se encargaría de facilitar el acceso a Palacio » (SAN JOSE, *Miguel*: « Siguen sin esclarecer muchos detalles en relación con la muerte de Trujillo ». *Ahora,* no 60, 10 mai 1964, p. 14). Il n'agirait cependant qu'à une condition: qu'on lui donnât, d'abord, une preuve flagrante de la mort du dictateur: il « exigía ver el cadaver del satrapa » (*loc. cit.*).

Trujillo une fois abattu et le pouvoir conquis, comment les nouveaux maîtres pensaient-ils acheminer le pays vers la « démocratie »? Ici encore les versions abondent — et se contredisent, alors que les preuves, elles, font défaut. Nous sommes dans le domaine des conjectures — mais de celles-ci une nous paraît particulièrement solide: « ellos no tenían intención de proceder a elecciones » (interview de Marcelino B. Vélez Santana, un membre du « outer fringe » de la conspiration).

Quel fut, enfin, le rôle des Etats-Unis? Plusieurs observateurs, et non des moindres, soutiennent avec force la thèse que celui de Trujillo fut un assassinat « which U.S. diplomats helped to organize and for which the Central Intelligence Agency supplied arms » (GALL, Norman: « Ferment in the Caribbean », *The New Leader,* 10 juin 1963, p. 9). Quant à nous, il nous a été possible, à Santo Domingo, d'obtenir une photocopie inédite du « Proceso Instruido con motivo de la muerte del Generalisimo Trujillo » (Servicio Judicial, 8 août 1961, Ciudad Trujillo). Deux des conjurés font allusion, lors de leurs dépositions, au rôle des Etats-Unis. D'après l'un deux, Huascar A. Tejeda Pimentel, Antonio de la Maza — probablement, avec Juan Tomás Díaz, le leader du complot — lui aurait dit, deux ou trois mois avant le 30 mai, « que ellos contaban con el apoyo de la flota americana la cual llegaría al país a restablecer el orden una vez que se hubiera efectuado el golpe de estado » (Huascar A. Tejeda Pimentel, déposition du 2 juin 1961, devant le Dr. Teodoro Tejeda Díaz, « procurador fiscal del Distrito Nacional, en presencia de Enriquillo J. García, secretario » p. 1 du procès-verbal). « Además un apoyo » aurait été « pactado » avec le gouvernement américain « a través del Consul Americano en esta ciudad quien se había comunicado con el señor Wallage [Lorenzo] Berry (*a*) Wimpy quien era intimo amigo de Antonio de la Maza » (*ibid.,* pp. 1-2). « En relación a la adquisición de armas » — dira encore Tejeda Pimentel — « debo declarar que las mismas la suministraron Antonio de la Maza y el Consulado Americano en el país, de acuerdo al siguiente detalle: de la Maza escopetas y el Consulado Americano tres fusiles automaticos M-1, los cuales fueron suministrados por un señor con el pseudonimo de Plutarco Acevedo [Angelo Severo Cabral y Ortíz] quien servía de intermediario con el señor Wallace [Lorenzo] Berry (*a*) Wimpy y el Consulado Americano » (*ibid.,* p. 2) (ces déclarations furent répétées lors d'un nouvel interrogatoire, le 9 juin, devant le Dr. Wilfredo Mejía Alvarado, « juez de instrucción de la primera circunscripción del D.N., en presencia de Ricardo Fco Gaspar Thevenin, secretario »). Plus bref, Pedro L. Cedeño Herrera: « Antonio de la Maza me había dicho que los fusiles automaticos M-1 habían sido suministrados por Wimpy, a quien se los había dado el consul americano en nuestro país, pero yo no le dí mucho credito a esto y pensé que era un numero de De la Maza, porque el consul no iba a enviar unas carabinas tan sencillas como estas, sino, deduje yo, en caso de aquel estar metido enviaría cosas buenas, tales como ametralladoras o algo por el estilo » (Pedro L. Cedeño Herrera, déposition du 26 juin 1961, devant le « procurador fiscal » Dr. Teodoro Tejeda Díaz, en présence d'Enriquillo J. Garcia, secrétaire; p. 3 du procès-verbal. Ces déclarations furent répétées lors d'un nouvel interrogatoire, le 27 juin 1961, devant le Dr. Wilfredo Mejía Alvarado, « juez de instrucción de la primera Circunscripción del Distrito Nacional », en présence de Ricardo Fco Gaspar Thevenin, secrétaire).

Seuls à évoquer le rôle des Etats-Unis, Tejeda Pimentel et Cedeño Herrera ne sont donc que des témoins indirects. Ils répètent ce que leur a été dit par Antonio de la Maza — avec un scepticisme évident, dans le cas de Cedeño Herrera. Dans quelle mesure, en fait, de la Maza donnait-il libre cours à son imagination, pour encourager des hommes qu'il voulait entraîner dans la plus dangereuse des aventures? Il est mort, abattu alors qu'il essayait d'échapper à l'arrestation, le 4 juin 1961 (cf. *infra,* note 13). Quant à « Wimpy », citoyen américain, il put quitter — précipitamment — le pays après une brève arrestation. Il ne reviendra en République Dominicaine qu'après l'écroulement de l'« Era ». Résistant à l'attrait des « révélations », au charme des interviews, il reprendra sa vie de tous les jours, « as if Trujillo had never lived » (GALL, Norman: « How Trujillo died ». *The New Republic,* no 15, 13 avril 1963, p. 20). Les services trujillistes, enfin, ne réussirent pas à identifier le mystérieux Plutarco Acevedo — dont on n'entendra plus parler. Angelo Severo Cabral y Ortíz mourra plus de quatre ans plus tard, à la fin de 1965, lynché par une foule justement exaspérée.

Ainsi, incapables d'apporter une réponse définitive à un débat qui, faute d'une documentation suffisante, ne peut pas être tranché, nous nous bornerons ici à esquisser quelques brèves remarques.
Complice ou non, le gouvernement américain eut, dans les jours qui suivirent la mort de Trujillo, la réaction de celui qui se trouve soudain confronté à une situation à laquelle il n'était pas préparé. Et c'est bien cela, au fond, qui nous intéresse le plus dans le cadre des événements que nous allons étudier.
Quant aux causes d'une telle réaction, plusieurs explications contradictoires peuvent être avancées:
a) le gouvernement américain n'avait pas connaissance du complot;
b) c'est le « timing » qui le surprend;
c) après avoir, dans une phase initiale, appuyé et encouragé la conspiration, le gouvernement américain s'en était détaché et croyait désormais que les conjurés eux-mêmes renonceraient à agir;
d) ce ne sont ni l'assassinat de Trujillo, ni le « timing » qui surprennent, mais les événements qui immédiatement suivent (cf. *infra,* pp. 45-47).

2. Pour un portrait des deux survivants — Antonio Imbert Barrera et Luis Amiama Tió — cf. *infra,* p. 77, note 335 surtout.
Quants à leurs activités futures nous n'aurons que trop souvent l'occasion de les apprécier: déjà avant la conclusion de ce chapitre (cf *infra,* pp. 79 et 80), ainsi qu'au cours des chapitres qui suivront.

3. WIARDA: « The Aftermath », p. 63.

4. *Loc. cit.*

5. CARDENAS, Florangel: « La Universidad de Santo Domingo. Un trayecto difícil: de la tiranía a la libertad », (II) *Renovación,* no 141, 14-20 octobre 1969, p. 8. Ci-après: CARDENAS, « La Universidad ».

6. *Loc. cit.*

7. *Hispanic American Report,* août 1961, p. 503.

8. Décret 6729 du 2 juin 1961. *Gaceta Oficial* 8579 du 7 juin 1961, p. 7.

9. Loi 5545 du 2 juin 1961. *Gaceta Oficial* 8579 du 7 juin 1961, p. 5.

10. NIEDERGANG, Marcel: *La Révolution de Saint-Domingue.* [Paris], Plon, 1966, p. 132. Ci-après: NIEDERGANG, « La Révolution ».

11. *Hispanic American Report,* juillet 1961, p. 412.

12. *New York Times,* 2 juin 1961, p. 8.

13. « on the evening of June 4, General Juan Tomás Díaz ... and Antonio de la Maza Vásquez were machine-gunned to death in the Plaza Independencia, ... in the heart of Ciudad Trujillo » (*Hispanic American Report,* août 1961, p. 503). A peine deux jours plus tôt, cependant, « secret police machine-gunned one of the suspected killers [le lieutenant Amado García Guerrero] at a private home in downtown Ciudad Trujillo » (*loc. cit.*).

14. *Hispanic American Report,* août 1961, p. 503.

15. *Loc. cit.*

16. BOSCH, Juan: *Crisis de la Democracia de América en la República Dominicana.* Mexico (D.F.), Centro de Estudios y Documentación Sociales, 3e éd., 1965, p. 20. Ci-après: BOSCH, « Crisis ».

17. *Loc. cit.*

18. WIARDA: « The Aftermath », p. 63.

19. *Hispanic American Report,* août 1961, p. 503.

20. BOSCH: « Trujillo », p. 178.

21. KANTOR, *op. cit.,* p. 168.

22. *Ibid.,* pp. 168-169.

23. « Prior to 1934, sugar producers in the United States had been protected by a series of tariffs, which reached a peak of 2.5 cents per pound of raw sugar under the Hawley-Smoot Tariff Act of 1930 ... On may 9, 1934, the President approved the Jones-Costigan Act, establishing the quota system governing the production of sugar in the United States and its market. Since the passage of the Jones-Costigan Act of 1934, the U.S. sugar market has been governed by a system of quotas, established by Congress, which limits the supply of sugar reaching the market. The Jones-Costigan Act, and subsequent legislation, has required the Secretary of Agriculture to determine each year the amount of sugar necessary to maintain a 'fair' price to domestic producers and 'adequate' supplies to consumers at 'reasonable' prices. The Secretary was made responsible for determining this price and mantaining it by varying the supply of sugar. The difference between this price and the so-called 'world price' was the 'premium' and accounted for the relative attractivness of the U.S. market.

In May, 1956, the Sugar Act of 1948, as amended. was again amended and extended to December 31, 1960. ... For 1956, a consumption requirement in excess of 8.350.000 tons was to be shared 55 % by domestic areas and 45 % by foreign countries. The 45 % allotment was assigned on the basis of 43,2 % to Cuba and 1,8 % to full duty countries for 1956 only. For 1957, and subsequent years, the amendment stipulated the ratio to be 29,59 % for Cuba and 15,41 % for full duty countries. Thus, the residual market was shared on 65,65 % basis for Cuba and 34,35 % for full duty countries.
Prior to 1960, the sugar program had operated on the assumption that Cuba was a reliable and ever-available residual supplier to sugar to the United States. However, the political developments of 1960 eliminated the validity of that assumption ... .
The principal amendment of 1960 provided for a Presidential determination requiring the replacement of Cuban quota sugar from other producing areas ... The Dominican Republic ... benefited significantly from this action ... The Dominican Republic, however, due to the political considerations stemming from the Trujillo dictatorship, was authorized an allocation subject to a fee of 2 cents per pound, this was later increased to 2½ cents per pound ... This fee » — maintenue par l'administration Kennedy — « absorbed approximately the difference, existing at that time, between the U.S. price and the world price, or the so-called 'premium' » (BURKE, Thomas E.: *Sugar. Its economic significance to the Dominican Republic and Peru; and a method of measuring their respective production responses to changes in the U.S. sugar quota.* Madison, Wisconsin; Land Tenure Center, University of Wisconsin; 1964; non paginé). Elle devait représenter, pour la République Dominicaine, un manque à gagner de plus de $ 22.000.000.

24. BOSCH: « Trujillo », p. 148.

25. SLATER, Jerome: *The OAS and United States foreign policy.* The Ohio State University Press, 1967, p. 184. Ci-après: SLATER, « The OAS ».

26. Cité par DUPUIS, René-Jean: « La Crise de l'Organisation des Etats Américains ». *Annuaire Français de Droit International,* 1960, p. 203.

27. SLATER: « The OAS », p. 185.

28. *Ibid.,* p. 186.

29. *Loc. cit.*

30. *Ibid.,* p. 189.

31. *Ibid.,* p. 190.

32. *Ibid.,* p. 183.

33. *Ibid.,* p. 191.

34. SCHLESINGER, Arthur M. Jr: *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House.* London, Mayflower-Dell Paperback, 1967, p. 161.

35. RUSK, Dean: déclaration du 25 janvier 1962 à la 8e Réunion Consultative des Ministres des Affaires étrangères de l'OEA (Punta del Este, 22-31 janvier 1962). *Department of State Bulletin,* vol. XLVI (janvier-juin 1962), p. 275.

36. KENNEDY, John F.: « The Lesson of Cuba ». Address made before the American Society of Newspaper Editors (Washington, D.C.; 20 avril 1961); White House Press Release. *Department of State Bulletin,* vol. XLIV (janvier-juin 1961), p. 659.

37. *New York Times,* 4 juin 1961, IV, p. 4.

38. « Resolución I de la Sexta Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores », dans: CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUBCOMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES, *op. cit.,* Annexe III, p. 46.

39. Particulièrement ferme sera la position du Venezuela: « Venezuela's Foreign Minister Marcos Falcón Briceño threatened that his country might withdraw from the OAS if the economic sanctions imposed on the Dominican Republic were lifted. He said that Venezuela would continue to oppose the lifting of sanctions until free and supervised elections were held and the family and associates of the former dictator ousted from power » (*Hispanic American Report,* août 1961, p. 565). L'intransigeance de Caracas finira par contraster, au cours des mois suivants, avec la politique beaucoup plus souple des Etats-Unis, et réduira même, par moments, la liberté de manoeuvre de Washington.

40. Plus exactement, il s'agit d'une « Subcomisión de la Comisión Especial » créée « para dar cumplimiento al mandato recibido por el Consejo de acuerdo con la Resolución I de la Sexta Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores » (cf. CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUBCOMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE

CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES, *op. cit.*, pp. 1-2).

41. CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUB-COMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES, *op. cit.*, p. 1.

42. RUSK: Conférence de Presse du 22 juin 1961. *Department of State Bulletin*, vol. XLV (juillet-décembre 1961), p. 56.

43. CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUB-COMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES ESTERIORES, *op. cit.*, p. 29.

44. MARTIN, *op. cit.*, p. 81.

45. *Ibid.*, p. 31.

46. SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 598.

47. *Loc. cit.*

48. *Hispanic American Report*, octobre 1961, p. 698. Particulièrement importante était l'attitude intransigeante du Venezuela (cf. *supra*, note 39), dont le gouvernement, « vigorously opposed » (*Hispanic American Report*, octobre 1961, p. 698) à tout compromis avec les Trujillo, jouissait d'un prestige certain tant auprès de la nouvelle administration américaine qu'auprès de nombreux gouvernements d'Amérique latine.

49. *Loc. cit.*

50. Teodoro Moscoso était à l'époque le « U.S. Co-ordinator, Alliance for Progress Dept. of State, Agency for Int. Development » — après avoir été l'administrateur de l'« Economic Development Administration » de Porto Rico (1950-1960) et ensuite, pour quelques mois, l'ambassadeur des Etats-Unis à Caracas.
Arturo Morales Carrión, déjà « undersecretary, Dept. of State, Commonwealth of Puerto Rico » (1953-1961), devenait, en 1961, « deputy asst. secretary, Inter-American Affairs, U.S. Dept. of State ».
Luis Muñoz Marín, enfin, était, à lui seul, une institution. Fondateur et président du *Popular Democratic Party* de Porto Rico, il était, depuis 1948, le gouverneur de l'île — après en avoir présidé le Sénat pendant sept ans (1941-1948).

51. Interview d'Arturo Morales Carrión.

52. SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 598.

53. MORRISON, de Lesseps S.: *Latin American Mission. An adventure in Hemisphere Diplomacy*, edited and with an introduction by Gerold FRANK. New York, Simon and Schuster, 1965, p. 114.

54. *Loc. cit.*

55. L'absence de relations diplomatiques, le contrôle étouffant que la dictature avait exercé sur la société dominicaine, font qu'à Washington on est particulièrement mal renseigné sur la situation réelle du pays. Et c'est justement dans l'espoir d'acquérir un supplément d'information, que John Kennedy envoya, en septembre, John B. Martin — « one of the best American reporters » (SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 598) - en République Dominicaine. Pour cette « presidential fact finding mission » (MARTIN, *op. cit.*, p. 65), qui durera « a little less than a month » (*loc. cit.*), cf. MARTIN, *op. cit.*, pp. 64-82.

56. SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 598, à propos de Morales Carrión.

57. Interview de John C. Hill, consul des Etats-Unis à Ciudad Trujillo.

58. *New York Times*, 7 août 1961, p. 3.

59. CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUB-COMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES, *op. cit.*, p. 1.

60. RAMFIS TRUJILLO: Conférence de presse. *Hispanic American Report*, août 1961, p. 504.

61. WIARDA: « The Aftermath », p. 63.

62. Il s'agit de José Arismendi (« Petan ») Trujillo, frère du feu dictateur, et qui dispose, dans son fief de Bonao, d'une force para-militaire — « los Cocuyos de la Cordillera » — d'un millier d'hommes environ.

63. *Hispanic American Report*, août 1961, p. 505. Cette « pro-Communist line » d'*El Caribe* faisait partie d'une « tactic of intimidation » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 425) que Trujillo essaya dès janvier 1960 — mais sans beaucoup de conviction — « as a cynical

leverage against the United States » (*loc. cit*). Son échec fut total.

64. *New York Times*, 8 juin 1961, p. 34 (Editorial).

65. Décret 6737 du 6 juin 1961. *Gaceta Oficial* 8579 du 7 juin 1961, p. 14. Avant d'être limogé, Johnny Abbes était lieutenant-colonel.

66. Décret 6828 du 26 juin 1961. *Gaceta Oficial* 8584 du 30 juin 1961, pp. 17-18.

67. Câblogramme de l'ambassadeur Augusto Arango, président de la Sous-commission envoyée en République Dominicaine par l'OEA, à Juan Bosch, président du *Partido Revolucionario Dominicano*. Ciudad Trujillo, 13 juin 1961; dans: CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUBCOMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES, *op. cit.*, annexe IV, p. 47.

68. *New York Times*, 8 juin 1961, p. 34 (Editorial).

69. *Hispanic American Report*, août 1961, p. 506.

70. *New York Times*, 8 juin 1961, p. 34 (Editorial).

71. *Hispanic American Report*, Septembre 1961, p. 607.

72. Ramón Castillo et Nicolás Silfa sont respectivement secrétaires des sections de Porto Rico et de New York. Quant à Angel Miolán, il est le secrétaire général du parti et « aunque los delegados del PRD [en Rép. Dom.] eran tres, la responsabilidad política de sus actos descansaba sobre todo en Angel Miolán » (BOSCH: « Crisis », p. 21).

73. *New York Times*, 17 juin 1961, p. 2.

74. Notamment Juan Bosch, Angel Miolán, Enrique Cotubanama Henriquez, et les frères Virgilio et Rafael Mainardi-Reyna.

75. BOSCH: « Crisis », p. 11.

76. Interview de Juan Isidro Jimenes Grullón. En particulier le PRD, non seulement ne dispose-t-il pas de « 3000 » — ou trois — membres dans un « Dominican Underground » d'ailleurs pratiquement anéanti dès janvier 1960, mais il n'a même pas eu, à la différence du MLD, des contacts avec le MR14J.

77. MARTIN, *op. cit.*, p. 179.

78. BOSCH: « Crisis », p. 18. C'est en 1934 que Miolán « cruzó la frontera de Haiti hacia un exilio que duraría 27 años » (FRIAS, Roberto: *Origen de las Diferencias entre Juan Bosch y Angel Miolán*. Santo Domingo, 1966, p. 9).

79. MARTIN, *op. cit.*, p. 71.

80. Kennedy, John F., cité dans SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 597.

81. SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 600.

82. Au moment de la mort de Trujillo, Juan Bosch s'était taillé une solide réputation comme « cuentista, novelista, ensayista ». Parmi ses oeuvres principales il faut citer: les contes *Camino Real* et *Muchacha de la Guaira*, le roman *la Mañosa*, et un essai sur la vie et l'oeuvre de Hostos (*Hostos el sembrador*).

83. FRIAS, *op. cit.*, p. 12.

84. MORRISON, *op. cit.*, p. 126.

85. *Hispanic American Report*, septembre 1961, p. 608.

86. *Loc. cit.*

87. Datée du 11 juillet, la lettre parût dans *El Caribe* du 17 (pp. 8-9). Le *Comité Ejecutivo Provisional* de la nouvelle organisation était composé par: Dr Viriato Fiallo, président; Dr José Fernández Caminero, vice-président; Dr Luis M. Baquero, secrétaire général; membres: *lic.* Antinoe Fiallo (frère de Viriato), *Dra* Asela Morel, *profesora* Minetta Roques, etc.

88. «Superada esa etapa, la de la clandestinidad, por el hecho del 30 de Mayo [l'assassinat de Trujillo], el pasado Movimiento 14 de Junio, fiel a su caracter de entidad política ... surge publicamente a la vida política dominicana como la AGRUPACION POLITICA 14 LE JUNIO, en la Asamblea General de delegados celebrada el 30 de julio pasado en esta capital, para iniciar la lucha pública, acogiendose a las garantías ofrecidas por el gobierno » (TAVAREZ, Manolo: discours du 16 septembre 1961, Ciudad Trujillo, Parque Colón. *El* 1J4, no 5, 17 septembre 1961, p. 7).
Pour l'histoire du 1J4, tant dans son étape de mouvement clandestin, que dans ses premiers mois de parti politique, cf. Annexe, pp. 431-418 et 420-425.

89. CARDENAS: « La Universidad » (II), *Renovación*, no 141, 14-20 octobre 1969, p. 8.

90. *Loc. cit.* Un examen de la presse dominicaine de la période démontre largement l'exactitude de cette affirmation.

91. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 175. Il y eut, certes, deux brèves exceptions, mais elles ne touchèrent, la première surtout, qu'une très petite minorité d'étudiants: la période de 1945-46 et celle de 1959 (cf. aussi Annexe, p. 409).

92. D'un discours d'Armando A. Hoepelman, étudiant de la faculté de Lettres et Philosophie, Ciudad Trujillo, 13 juillet 1961, *Edificio 'Doctor Defilló'* de la Ciudad Universitaria; dans CARDENAS: « La Universidad », II, *Renovación, no* 141, 14-20 octobre 1969, p. 9.
93. MARTIN, *op. cit.*, p. 81.
94. *New York Times*, 13 septembre 1961, p. 29. « United States officials believe that the regime of President Joaquín Balaguer is facing an increasing danger from powerful military groups that oppose his policy of restoring political freedoms and preparing for general elections next May » (*loc. cit.*).
95. John Kennedy, lors d'un « top meeting » le 28 août 1961, cité dans SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 599.
96. Balaguer, cité par le *New York Times* du 3 octobre 1961.
97. MARTIN, *op. cit.*, p. 64.
98. SCHLESINGER, *op. cit.*, p. 598.
99. *Loc. cit.* SCHLESINGER se réfère ici à la réunion du 28 août.
100. John Kennedy cité dans SCHLESINGER, *loc. cit.* Il s'agit toujours de la réunion du 28 août.
101. BALAGUER: « *PROCLAMA* », du 31 mai 1961. *Gaceta Oficial* 8577 du 2 juin 1961 (*Edición Extraordinaria*), p. 7.
102. BALAGUER: « ORACION FUNEBRE Pronunciada por el Dr. Joaquín Balaguer, Presidente de la República Dominicana, en el acto de inhumación del cadaver del Generalisimo Dr. Rafael L. Trujillo Molina, Benefactor de la Patria y Padre de la Patria Nueva, en la iglesia parroquial de la Benemerita Ciudad de San Cristobal, el día 2 de junio del año 1961 ». *Gaceta Oficial* 8577 du 2 juin 1961 (*Edición Extraordinaria*), p. 11.
103. *Loc. cit.*
104. BALAGUER: discours du 2 octobre 1961 à l'Assemblée Générale des Nations Unies. *El Caribe*, 3 octobre 1961, p. 9.
105. *Loc. cit.* Dans ce même discours, et toujours en se référant à la « Era de Trujillo », Balaguer parlera d'une « barrera de hierro que circuía la isla, y al través de la cual podía apenas filtrarse la opinión internacional » (*loc. cit.*).
106. RAMFIS TRUJILLO: conférence de presse du 26 octobre 1961. *El Caribe*, 27 octobre 1961, p. 13.
107. *Press Release* 605, du 5 septembre 1961. *Department of State Bulletin*, vol. XLV, p. 523.
108. Cf. MORRISON, *op. cit.*, pp. 137-142.
109. *New York Times*, 14 septembre 1961, p. 10.
110. MORRISON, *op. cit.*, p. 137.
111. *Ibid.*, p. 140. John B. Martin, envoyé par Kennedy en une « presidential fact-finding mission » en République Dominicaine, arrivera à une même conclusion (cf. *supra*, note 55). Les conclusions de Martin se trouvent résumées à la p. 81 de son ouvrage (*op. cit.*).
112. « Wherever it [the OAS mission] stopped, it found the opposition wanted the sanctions maintained » (*New York Times*, 17 septembre 1961, p. 37).
113. *New York Times*, 14 septembre 1961, p. 10.
114. Ainsi qu'on le fait communément en République Dominicaine, nous écrirons 1J4 et non pas AP1J4, ce qui serait plus exact.
115. *El Caribe*, 22 septembre 1961, p. 1.
116. *El Caribe*, 23 septembre 1961, p. 1.
117. Sans doute est-il utile de souligner que, la République Dominicaine ayant un régime présidentiel, une majorité au Cabinet n'aurait su qu'être « minoritaire » vis à vis du président de la République.
118. *Hispanic American Report*, novembre 1961, p. 795. « Answering a plea by five of the country's Roman Catholic prelates for an end of the repression, Balaguer commented: 'the chiefs of police have received instructions to avoid any unlawful act, [but] it cannot be denied that on several occasions during the process of democratization savage acts have occurred » (*loc. cit.*).
119. BALAGUER: conférence de presse du 11 octobre 1961. *El Caribe*, 12 octobre 1961, pag. 1.
120. Cf. la lettre ouverte du *Comité Ejecutivo* de l'UCN au président Balaguer du 30 septembre 1961, dont des extraits furent publiés dans *El Caribe* du ler octobre 1961. Le texte intégral de la lettre, publié sous forme de tract, se trouve dans la bibliothèque (*Sala de Periodicos) de la Universidad Autónoma de Santo Domingo.*
L'exigence du départ de ces onze hauts militaires est la 6e des onze conditions préalables contenues dans la lettre ouverte de l'UCN.

Quant à la position du PRD et du 1J4, cf. *infra*, note 139.

121. BALAGUER: conférence de presse du 11 octobre 1961. *El Caribe*, 12 octobre 1961, p. 1. *L'UCN*, en revanche, avait demandé au gouvernement, dans sa lettre ouverte du 30 septembre, de « suprimir el cargo de Jefe de Estado Mayor General Conjunto de las Fuerzas Armadas, cuyo actual titular [Ramfis Trujillo] se ausentará del territorio nacional durante el periodo de transición, esto es, antes de la instalación del Gobierno Provisional y hasta el establecimiento del Gobierno Constitucional ».

122. BALAGUER: conférence de presse du 11 octobre 1961. *El Caribe*, 12 octobre 1961, p. 1.

123. *El 1J4*, no 10, 21 octobre 1961, p. 2 (Editorial).

124. *El Caribe*, 13 octobre 1961, p. 1.

125. *Loc. cit.*

126. *Loc. cit.*

127. *Loc. cit.*

128. MARTIN, *op. cit.*, p. 80. Pour une analyse de l'extrême gauche dominicaine à l'époque, cf. Annexe, pp. 420-427.

129. Interview de Thomas Mann. Sans doute, les rescapés du Granma qui réussirent à rejoindre la Sierra Maestra étaient plus de douze — mais ce n'est là qu'un détail. Ce qui importe, en revanche, est l'expression d'une certaine mentalité. Mann en est un exemple — mais non le seul.

130. MORRISON, *op. cit.*, p. 116.

131. *Loc. cit.*

132. *Ibid.*, p. 124.

133. En tant qu'apôtre de la démocratie, Morrison n'était pas, peut-être, un très bon choix — du moins aux yeux des Dominicains. Maire de New-Orleans, il y avait reçu les Trujillo avec des « profound courtesies » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 275) dont la presse dominicaine avait encore magnifié l'écho. En République Dominicaine elle-même, où il s'était rendu plus d'une fois, il avait tenu à souligner le génie de Trujillo (pour un exemple, cf. *supra*, ch. I, note 209. En avril 1956, enfin, les Dominicains avaient appris qu'un « parque y una avenida » à New Orleans, porteraient désormais le nom du dictateur. En même temps, un frère de celui-ci, Héctor, était fait « ciudadano onorario » de la même ville (LOVATON PITTALUGA, Máximo: « Efemerides — 1956 », Archives de l'auteur).

134. MORRISON, *op. cit.*, p. 117.

135. *Ibid.*, p. 125.

136. *Loc. cit.*

137. Emilio Rodríguez Demorizi, dont le rôle, au cours de cette période, dépassa largement ses fonctions de Ministre de l'Education et Beaux-Arts, et qui avait avec Ramfis des relations que le temps et les circonstances avaient rendues étroites, nous a souligné, plus d'une fois, ce constant souci de Washington. « C'est à propos de l'extrême gauche que les Etats-Unis exercèrent les pressions les plus fortes, allant jusqu'à nous fournir, avec insistance, des listes de 'communistes' qu'il fallait déporter » (interview de E. Rodríguez Demorizi).
Quant au gouvernement dominicain, il profita largement d'une telle aubaine. Déportations et refus d'entrée au pays frappaient sans distinction « communistes » et « gauchistes » — le « gauchisme » commençant, souvent, à la droite du centre. Toutefois, pendant une courte période, Ramfis ne voulut pas déporter *certains* communistes — ce refus s'expliquant par sa décision de jouer la carte du « danger communiste », auquel devait être opposé un gouvernement fort — celui des Trujillo (cf. Annexe, pp. 426-427).

138. MARTIN, *op. cit.*, p. 80.

139. Le 9 octobre le 1J4 rompait les conversations: « en las presentes circunstancias históricas por las que atraviesa nuestro país, es de todo punto imposible la estructuración de un Gobierno de Coalición » (1J4: Lettre ouverte au Président Balaguer — « 14 JUNIO NO VA A COALICION » — *El 1J4*, no 9, 14 octobre 1961, p. 3).
Quant à l'UCN, elle maintenait toujours les onze conditions formulées dans sa lettre du 30 septembre (déjà mentionnée *supra*, note 120). C'est seulement une fois celles-ci satisfaites — ce qui, déjà, eût été une capitulation du régime — que les négociations sur le fond pourraient s'engager.
Elles porteraient, cependant, non pas sur la formule de gouvernement de coalition proposée par Balaguer, mais sur l'établissement d'un gouvernement collégial. Balaguer pourrait le présider, mais il devrait partager le pouvoir avec six autres membres, qu'il choisirait de commun accord(!) avec l'opposition (l'ensemble de ces propositions est exposé dans la lettre ouverte du 30 septembre).
Et même le PRD, le moins intransigeant des groupes de l'opposition, finissait par déclarer,

à travers son secrétaire général Angel Miolán, qu'il « no participaría unilateralmente en ninguna proposición hecha por el Gobierno, porque eso significaría desbaratar la unidad de la Oposición y defraudaría al pueblo dominicano » (PRD: déclaration à la presse signée par Angel Miolán. *El Caribe,* 11 octobre 1961, p. 1).
« La sorpresiva decisión del Partido Revolucionario Dominicano — cuya actitud moderada hacia el regimen lo hizo sospechoso entre los otros oposicionistas — tuvo el efecto de echar por tierra el mayor esfuerzo que hasta ahora ha hecho el Gobierno ... por hallar un camino para solucionar la crisis nacional » (*loc. cit.*). « Pese a que el Partido Revolucionario es considerado el grupo de oposición numericamente más pequeño, su posición respecto a la proposición de formar un Gobierno de Coalición estaba siendo observada detenidamente por los otros grupos oposicionistas en vista de la influencia y estatura política de su dirigente, Juan Bosch, que vive en el exilio » (*loc. cit.*).

140. WOODWARD, Robert F.: déclaration du 14 novembre 1961 devant le « Special Committee of the Council of the OAS Considering the Situation in the Dominican Republic ». *Department of State Bulletin,* vol. XLV, p. 931.

141. *Loc. cit.*

142. Communiqué commun du 27 octobre 1961, signé par la UCN, le 1J4 et le PRD, et dont des extraits furent publiés dans *El Caribe* du 27 octobre 1961, p. 1. Le texte intégral, publié sous forme de tract, se trouve dans la bibliothèque (*Sala de Periódicos*) de l'*Universidad Autónoma de Santo Domingo.*

143. *Loc. cit.*

144. Au début de novembre un Trujillo — Ramfis — est chef d'état-major conjoint des Forces armées. Un autre Trujillo, le major-général Virgilio Garcia T., est chef d'état-major de l'armée de terre; un trujilliste de choc, le major-général Fernando A. Sánchez *hijo,* est chef d'état-major de la force aérienne; le beau-frère de Ramfis, le colonel Luis J. Leon Estevez, est le directeur du puissant *Centro de Entrenamiento de las Fuerzas Armadas.* D'autres Trujillo encore ornent les forces armées: les généraux de brigade Augustin R. Pluyer Trujillo et José García Trujillo, le major-général Pedro Vetilio Trujillo Molina. Et finalement, en dehors de celles des trujillistes, aucune autre voix ne se lève au sein des forces armées dominicaines; personne, sauf peut-être en son for intérieur, n'y manifeste de velleité de révolte — aussi timide puisse-t-elle être.

145. Communiqué commun du 27 octobre 1961, signé par l'UCN, le 1J4 et le PRD (cf. *supra,* note 142).

146. *Loc. cit.*

147. *Loc. cit.*

148. Déclaration de Luis M. Baquero, secrétaire général de l'UCN, du 9 novembre 1961. *The Evening Star,* 10 novembre 1961, p. A-10.
C'est dans l'intention d'empêcher toute levée, même partielle, des sanctions, que Viriato Fiallo et Manolo Tavárez, respectivement présidents de l'UCN et du 1J4, s'étaient rendus, le 7 novembre, à Washington. Les accompagnaient Luis M. Baquero, et J.R. Leandro Guzmán, secrétaire général du 1J4.

149. *El Caribe,* 15 novembre 1961, p. 5 (Editorial). Ce journal exprime à 100 % la ligne du gouvernement.

150. *Loc. cit.*

151. Déclaration du *Partido Dominicano* - le parti officiel de l'Ere — faite à la radio et reproduite dans *El Caribe* du 15 novembre 1961, p. 4.

152. *El Caribe,* 15 novembre 1961, p. 5 (Editorial).

153. *Loc. cit.*

154. Communiqué commun du 27 octobre 1961, signé par l'UCN, le 1J4 et le PRD (cf. *supra,* note 142).

155. Pour cette page, et celle qui suit, nos sources sont tout particulièrement une longue interview de John C. Hill (consul général des Etats-Unis à Ciudad Trujillo) ainsi qu'une série d'entretiens avec Emilio Rodríguez Demorizi.

156. Interview de E. Rodríguez Demorizi.

157. Ramfis à Rodríguez Demorizi, en juillet 1961, lorsque ce dernier lui transmit une demande de Miolán (le secrétaire général du PRD), qui désirait organiser une réunion publique perredeiste (interview de Rodríguez Demorizi).

158. Nous n'avons pu lire aucune des lettres écrites au cours de cette période par doña María Martínez de Trujillo à son fils Ramfis. Mais des extraits nous en ont été cités par deux hommes qui en avaient eu connaissance: Emilio Rodríguez Demorizi et John Calvin Hill. Leurs versions se récoupaient parfaitement.
Toujours d'après Rodríguez Demorizi et Hill, Ramfis recevait des reproches d'une égale violence par l'écrasante majorité des membres de sa famille.

159. *Hispanic American Report*, décembre 1961, p. 859.
160. *Hispanic American Report*, janvier 1962, p. 992. Le 14 novembre, par une lettre qui ne sera rendue publique que le 18, Ramfis annonçait à l'abasourdi Balaguer qu'il renonçait à ses fonctions de « Jefe de Estado Mayor Conjunto de las Fuerzas Armadas ». Il se retirait dans sa villa de Boca Chica, au bord de la mer. Il devait y passer trois jours, « bebiendo y gozando » (interview d'un ancien haut fonctionnaire trujilliste), enfin libre du « fardeau de l'Etat ». Ensuite, le 17, à midi, il quittait le pays, à bord de l'Angelita, « taking with him his father's body » (MARTIN, *op. cit.*, p. 83) — et une fortune en dollars, aussi.
161. *El Caribe*, 19 novembre 1962, p. 7.
162. MARTIN, *op. cit.*, p. 83. Les victimes sont:
— Luis Manuel Cáceres Michel
— Pedro Livio Cedeño Herrera
— Modesto Eugenio Díaz Quezada
— Luis Salvador Estrella Sadhala
— Roberto Rafael Pastoriza Neret
— Huascar Antonio Tejeda Pimentel
163. *New York Times*, 20 août 1961, p. 29. En 1959 déjà, lors de l'« invasion de juin », « it was Ramfis, together with Trujillo and Johnny Abbes, who made the decision (contrary to Trujillo's practice in comparable situations) to execute systematically every prisoner who was taken alive » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 365). « They were massacred ... Ramfis in person lent his hand to these savage executions » (*ibid.*, p. 366).
164. Trujillo Molina, José Arismendi: interview accordée à *Ahora. Ahora*, no 96, 20 février 1965. Rodríguez Demorizi, à son tour, confirme: « Ramfis los llamó. Había decidido de irse y quiso darle un bofetón a los yankis » (interview de Rodríguez Demorizi).
165. *El Caribe*, 16 novembre 1961, p. 1.
166. Interview de John C. Hill. « Once again, the highest American authorities were caught unawares » (*New York Times*, 21 novembre 1961, p. 38 (Editorial).
167. A ce moment, d'ailleurs, les présidents et secrétaires généraux de l'UCN et du 1J4, les deux principales forces de l'opposition, ne se trouvent même pas dans le pays (cf. *supra*, note 148). Ils ne pourront rentrer en République Dominicaine qu'après la fin de la crise.
168. Au moment même où s'ouvre la crise des « Wicked Uncles », une offensive anticastriste est en train de se développer au Conseil de l'OEA (cf. *infra*, pp. 65-66).
169. *New York Times*, 20 novembre 1961, p. 3. « Digale à Hill que le debemos que el golpe haya fracasado », dira à l'auteur Emilio Rodríguez Demorizi (interview de E. Rodríguez Demorizi).
170. « On the recommendation of the United States, the Special Committee of the Organization of American States has already postponed further consideration of a proposal [celle des Etats-Unis eux-mêmes, cf. *supra*, p. 60] on withdrawing the suspension of trade with the Dominican Republic in certain products » (RUSK: « United States Considers Measures on Dominican Republic ». Press Release 799 dated November 18, *Department of State Bulletin*, vol. XLV, p. 931).
171. *The Washington Star*, 19 novembre 1961, p. A-1.
172. RUSK: United States Considers Measures on Dominican Republic », Press release 799 dated November 18 [1961]. *Department of State Bulletin*, vol. XLV, p. 931.
173. *The Washington Star*, 19 novembre 1961, p. A-1.
174. *New York Times*, 20 novembre 1961, p. 1.
175. *Loc. cit.*
176. *Loc. cit.*
177. *Loc. cit.*
178. *Loc. cit.*
179. *Ibid.*, p. 4.
180. Extrait d'un tract, reproduit dans le *New York Times* du 20 novembre 1961, p. 4.
181. Déclaration de la Base aérienne de Santiago, de l'après-midi du 19. *New York Times*, 20 novembre 1961, p. 1.
182. Interviews de John C. Hill et E. Rodríguez Demorizi.
183. *New York Times*, 21 novembre 1961, p. 21.
184. Et le peuple fêtera sa victoire. Quatre jours plus tard, une personnalité dominicaine écrira: « desde esta fecha han desaparecido de la capital y de casi totas partes las estatuas, bustos, tarjas y otros simbolos representativos y laudatorios del ex-dictador Trujillo y familiares. Turbas pasean por las calles grandes retratos del antes endiosado autócrata con escritos de Chapita, Ladrón, Asesino » (LOVATON PITTALUGA, Máximo: « *Efemerides - 1961* ». Archives de l'auteur).

185. *New York Times*, 20 novembre 1961, p. 30 (Editorial).
186. *Ibid.*, p. 3.
187. BALAGUER: discours du 23 novembre 1961. *El Caribe*, 24 novembre 1961, p. 2.
188. *Loc. cit.*
189. *International Organization*, vol. XVI, 1962, p. 256.
190. « Although neither the Soviet Union nor Cuba are mentioned in Colombia's resolution, everyone in the OAS knew its purpose was to bring Cuba's role out into the open and then decide what to do about it » (MORRISON, *op. cit.*, p. 149).
191. WHITE, William S.: « Diplomatic Victory for U.S.. End of the Trujillo Regime Is Termed Lesson for US in Dealing with Evil ». *The Evening Star*, 22 novembre 1961, p. A-11.
192. *Ibid.*, p. A-11.
193. *New York Times*, 21 novembre 1961, p. 20.
194. *Ibid.*, p. 38 (Editorial).
195. C'est notamment l'UCN qui devait être, pour les Etats-Unis, l'interlocuteur privilégié du gouvernement dominicain.
196. *New York Times*, 20 novembre 1961, p. 30. (Editorial).
197. BALAGUER: discours du 19 novembre 1961. *El Caribe*, 20 novembre 1961, p. 1.
198. BALAGUER: discours du 23 novembre 1961. *El Caribe*, 24 novembre 1961, p. 1.
199. *Loc. cit.*
200. *Loc. cit.*
201. BALAGUER: discours du 19 novembre 1961. *El Caribe*, 20 novembre 1961, p. 1.
202. *Loc. cit.*
203. *Loc. cit.*
204. Nous ne considérons ici que les principales forces politiques existantes à ce moment. Seront donc exclus de notre analyse les deux partis communistes dominicains. L'un, le PSP, n'a presque pas encore réussi, en novembre 1961, à remettre pied en République Dominicaine. L'autre, le MPD, déjà présent dans le pays au moment de la mort de Trujillo, a été pratiquement mis hors de combat par la violence de la répression qui s'est abattue sur lui dès la deuxième moitié d'octobre.
Cependant, du fait de l'intérêt soulevé par la « question communiste », nous traiterons à part ces deux partis, et en retracerons l'histoire dès les origines jusqu'à janvier 1962 (cf. Annexe, pp. 407-439).
Quant au *Partido Nacionalista Revolucionario* (PNR) — cercle restreint d'intellectuels d'extrême gauche — le terme de parti ne doit pas induire en erreur: tout au long de son histoire, sa « militancia » sera constituée par deux hommes: Corpito Pérez Cabral (le président) et Dato Pagán Perdomo (le secrétaire général) — et, peut-être, quelques membres de leurs familles aussi. Une analyse du PNR se réduirait donc à une biographie de ces deux messieurs. Etant donné le rôle — nul — que leur « parti » jouera dans la vie politique dominicaine, il s'agirait là d'un exercice peut-être passionnant, mais sans doute inutile.
205. Mais pour Balaguer ce parti moribond représentait une charge, beaucoup plus qu'un appui. L'heure était à l'anti-trujillisme. Le *Partido Dominicano* se sabordait, au debut de décembre, et ses biens revenaient à l'Etat.
206. Pour la naissance de l'UCN, cf, *supra*, p. 55.
207. *Unión Cívica*, no 4, 26 août 1961, p. 1.
208. *Loc. cit.*
209. *Loc. cit.*
210. *Hispanic American Report*, janvier 1962, p. 993.
211. BOSCH: « Crisis », p. 34.
212. *New York Times*, 15 décembre 1961, p. 19
213. MARTIN, *op. cit.*, p. 71.
214. Nous ne donnons ici qu'une très brève esquisse. Pour une analyse plus détaillée, cf. Annexe, pp. 413-418 (pour le *Movimiento Revolucionario* 1J4) et pp. 420-425 (pour l'*Agrupación Política* 1J4).
215. MARTIN, *op. cit.*, p. 71.
216. *Ibid.*, p. 72.
217. BERRELLEZ, Robert: « Dominicans appear headed to Dictatorship » (Interpretative Report). *The Washington Star*, 13 décembre 1961, p. A-5.
218. MARTIN, *op. cit.*, p. 72.
219. *Loc. cit.*
220. *Ibid.*, p. 81.
221. Pour les origines du PRD, cf. *supra*, pp. 54-55.
222. BOSCH: « Crisis », p. 25.

223. Nos sources sont: BOSCH: « Crisis », ch. II à V surtout; interview de Bosch. Les nombreuses conversations que nous avons eues sur ce même sujet, avec un grand nombre de personnalités dominicaines, nous confirment dans l'opinion que ce que Bosch exprime dans son livre — et développa ensuite avec nous — n'est pas le résultat d'une reconstruction à posteriori, liée aux nécessités politiques du moment, mais correspond très largement à sa pensée en 1961.

224. BOSCH: « Crisis », p. 24.

225. *Loc. cit.*

226. *Ibid.*, p. 44.

227. *Ibid.*, p. 47.

228. *Ibid.*, p. 25.

229. *Ibid.*, p. 47.

230. *Ibid.*, p. 17.

231. L'analyse du professeur Bosch, du fait de la faiblesse du PRD, ne pouvait à ce moment avoir qu'une influence très réduite sur le déroulement des événements. C'est pourquoi, au lieu de procéder à un examen détaillé de son bien-fondé, nous nous limiterons ici à quelques brèves remarques.
a) Nous sommes d'accord avec le professeur Bosch sur la nature et les buts de l'UCN. Egalement nous pensons avec lui que, pour des raisons déjà évoquées, le PRD ne pouvait pas, dans l'immédiat, songer au pouvoir, mais devait se consacrer à un travail de préparation auprès des masses populaires dominicaines.
b) En revanche, sur les points suivants, nous ne partageons pas l'avis du professeur Bosch:
b1) Joaquín Balaguer n'a jamais montré, au cours de sa longue carrière, une sensibilité quelconque pour les problèmes sociaux. Penser que pareille sensibilité pût exister en novembre 1961 nous paraît n'être qu'un « wishful thought ».
b2) Les Trujillo partis, le danger d'une dictature continuait d'exister en République Dominicaine. Il était représenté par J. Balaguer et son nouveau Ministre des Forces armées, le général Pedro R. Rodríguez Echavarría. Si cette menace n'arriva pas à se réaliser, ce fut grâce à l'attitude de l'UCN et du 1J4 qui — quels que furent leurs mobiles respectifs — se lancèrent dans la lutte contre Balaguer et obligèrent ainsi les Etats-Unis à reconnaître que le dossier n'était pas fermé, contrairement à ce qu'ils avaient voulu croire trop hâtivement. Les événemens des semaines immédiatement consécutives à la crise des « Wicked Uncles » (cf. *infra,* pp. 66-74 surtout) confirment, nous semble-t-il, le bien-fondé de notre critique. Quant à Bosch il devra, pour soutenir son analyse, dresser du général Echavarría un portrait qui nous paraît idéalisé — et donc irréel (cf. BOSCH: « Crisis », pp. 40-59, et toujours BOSCH: « El Próximo Paso », pp. 84 et suivantes).

232. WHITNEY, Thomas P.: « In the Wake of Trujillo ». *The New Republic,* no 24, 11 décembre 1961, p. 8.

233. *Loc. cit.*

234. Cf. *infra,* note 323.

235. BALAGUER: discours du 23 novembre 1961. *El Caribe,* 24 novembre 1961, p. 2.

236. « La Asociación de Abogados Dominicanos encabezaba un llamado a la huelga general contra el gobierno » (*El 1J4,* no 16, 29 novembre 1961, p. 3).

237. Pour l'attitude du PRD, cf. *infra,* pp. 76-77.

238. La population des campagnes continuait à ne jouer aucun rôle dans la vie politique du pays.

239. « Comunicado de los Jefes de Estado Mayor de las Fuerzas Armadas de Aire, Mar y Tierra ». [22 novembre 1961]. *El Caribe,* 23 novembre 1961, p. 1.

240. Décret 7305 du 22 novembre 1961; *Gaceta Oficial* 8621 du 23 novembre 1961, p. 26. Il faut aussi souligner qu'en République Dominicaine, la Vice-présidence ayant été abolie, c'était le Ministre des Forces armées qui, « en caso de falta definitiva del Presidente de la República ... ocupará la Presidencia de la República por el tiempo que faltara para la terminación del periodo » (art. 58 de la Constitution du 2 décembre 1960).

241. Décret 7321 du 24 novembre 1961; *Gaceta Oficial* 8629 du 22 décembre 1961, pp. 11-12.

242. Décret 7309 du 22 novembre 1961; *Gaceta Oficial* 8621 du 23 novembre 1961, pp. 28-29.

243. *New York Times,* 29 novembre 1961, p. 1.

244. WHITNEY, *op. cit.,* p. 8.

245. *New York Times,* 12 décembre 1961, p. 42 (Editorial). Les « bourgeois » ne se bornèrent pas à fermer leurs rares usines et leurs nombreux magasins: « orders went out to the movement's [UCN] headquarters and members throughout the country to help provide meals for poor people who might go back to work for lack of food or money »

(*New York Times*, 29 novembre 1961, p. 26). « Many companies paid their employees two weeks' wages before the strike to ensure its success, while others provided food money to the strike committee of the UCN » (*Hispanic American Report*, février 1962, p. 1096).

246. WHITNEY, *op. cit.*, p. 8.

247. Cf., en particulier, les *Gacetas Oficiales* no 8621 (du 23 novembre 1961), no 8622 (du 30 novembre 1961), no 8624 (du ler décembre 1961), no 8627 (du 16 décembre 1961), no 8629 (du 22 décembre 1961), no 8632-bis (du 4 janvier 1962), no 8633 (du 5 janvier 1962), no 8633-bis (du 7 janvier 1962), no 8634 (du 8 janvier 1962), no 8637-bis (du 12 janvier 1962). Parmi les nombreux décrets et lois de cette période, nous en citerons deux particulièrement importants:

a) *Ley* 5674 du 23 novembre 1961, « que denomina la Ciudad Capital de la República Dominicana, Santo Domingo » (*Gaceta Oficial* no 8621 du 23 novembre 1961, pp. 5-6).

b) *Ley* 5785 du 4 janvier 1962 « que confisca y declara bienes nacionales todos los bienes, cuentas, acciones y obligaciones que pertenecían a Rafael L. Trujillo Molina, a sus hijos, esposa, madre y otros familiares » (*Gaceta Oficial* no 8632-bis du 4 janvier 1962, pp. 14-16).

248. WHITNEY, *op. cit.*, p. 8.

249. *New York Times*, 5 décembre 1961, p. 1.

250. *Loc. cit.*

251. *Ibid.*, p. 10.

252. *Loc. cit.*

253. *Loc. cit.*

254. *Loc. cit.*

255. *Ibid.*, p. 1.

256. *Ibid.*, p. 10. Et non seulement dans la capitale, d'ailleurs: « travelers returning from Santiago and the Cibao Valley in the north central area said the strike ... was even more effective there than it had been in the capital » (*The Evening Star*, 5 décembre 1961, p. A-1).

257. *New York Times*, 5 décembre 1961, p. 10. Pour ce qui est de Balaguer, à la haine populaire s'ajoute le mépris. L'homme - lui-même se hâte de le reconnaître - n'a jamais été autre chose qu'un fantoche de Trujillo. Il semble à présent voué au même sort avec Echavarría ... « Balaguer, Balaguer, muñequito de papel ».

258. Interview de John C. Hill.

259. Interview d'Arturo Morales Carrión.

260. « Dominican Republic: Revolution Aborted ». *Time Magazine*, 8 décembre 1961, p. 36.

261. « U.S. Expresses Concern Over Events in Dominican Republic ». Déclarations du Département d'Etat du 30 novembre et du ler décembre 1961. *Department of State Bulletin*, vol. XLV, p. 1003.

262. « U.S. Expresses Concern Over Events in Dominican Republic ». Déclaration du Département d'Etat du ler décembre 1961. *Department of State Bulletin*, vol. XLV, p. 1003.

263. *Loc. cit.*

264. *The Evening Star*, ler décembre 1961, p. A-1.

265. Les journalistes américains relateront des épisodes de ce genre: « one man shouted to United States correspondents: 'why did you bring those boats? To defend assassins? Yankees go home!' Some echoed this and shouted, 'Get the Yankees' ». (*The Evening Star*, ler décembre 1961, p. A-1).

266. « The opposition leaders ... blamed the United States, which has deployed a naval task group off the Dominican coast, for supporting President Balaguer and the military against a solution 'supported by the majority of the Dominican people'. 'This is a historic error that will affect not only the future of this country, but all America. The people are being pushed toward extremist solutions', said Dr Fiallo, the 66-year-old physician who is president of the National Civic Union » (*New York Times*, ler décembre 1961, p. 16). Finalement, « on December 15 the State Department announced for the first time the withdrawl of the Second Fleet 'some ten days' previously » (*Hispanic American Report*, février 1962, p. 1097).

267. *The Evening Star*, 2 décembre 1961, p. A-1.

268. *New York Times*, 12 décembre 1961, p. 42 (Editorial).

269. *Loc cit.*

270. Le 21 novembre « the sanctions subcommittee [of the OAS] had returned to the Dominican Republic for its third and last investigating mission » (SLATER: « The OAS », p. 200). Il ne resta dans le pays que cinq jours - « and therefore played no part in the December negociations » (*loc. cit.*). Il devait d'ailleurs faire preuve d'une « admirable » discrétion: s'étant rendu en République Dominicaine « to investigate whether Pre-

sident Balaguer's government remains a threat to the peace and security of the hemisphere » (*The Evening Star*, 20 novembre 1961, p. A-6), il avait, par la suite, « delayed publishing » (SLATER: « The OAS », p. 201) son rapport jusqu'au moment où la crise parût résolue et le président Kennedy se fût prononcé « supporting the lifting of sanctions » (*loc. cit*).
D'autre part, au début de décembre, « when the resistence of the armed forces was at its peak, Dr Fiallo sent a telegram to the Sanctions Committee requesting 'its urgent presence' » (*ibid.*, p. 200). Il se heurta à une fin de non-recevoir: « the Latin American States were not prepared to go quite that far in stretching the non-intervention doctrine, and the United States feared that the presence of the OAS would limit its freedom of maneuver in the delicate negociations » (*ibid.*, p. 201).
« One has the right to ask: What has happened to the Organisation of the American States? » (*New York Times*, 12 décembre 1961, p. 42 - Editorial). Elle a fermé les yeux au nom du principe de non-intervention; cependant les Etats-Unis, membres de l'organisation, agissent avec un bel entrain. Le but atteint, l'OEA rouvrira les yeux - et entérinera le résultat. Ce n'est pas la première fois que la comédie se joue, ce ne sera pas la dernière.

271. « Dominican Republic: Riots and Reactions ». *Newsweek*, 11 décembre 1961, p. 51.

272. A peine quelques mois plus tôt, Pedro R. Rodríguez Echavarría n'était qu'un simple colonel; il est général depuis le 18 juin 1961 seulement (décret 6794, *Gaceta Oficial* 8582 du 24 juin 1961, p. 18).

273. Cf. *supra*, p. 56.

274. « General Andrés Rodríguez Mendez, Subsecretary of the Armed Forces, who was held to be sympathetic to the National Civic Union's proposals, was named today [28 novembre] as Dominican delegate to the Inter-American Defense Board in Washington » (*New York Times*, 29 novembre 1961, p. 26; cf. également décret 7348 du 28 novembre 1961, *Gaceta Oficial* 8625-bis, du 13 décembre 1961, p. 75). Une semaine plus tard, sa chute était complète: le même jour il était limogé non seulement de son poste au *Inter-American Defense Board* (décret 7369 du 4 décembre 1961, *Gaceta Oficial* 8630 du 29 décembre 1961, pp. 12-13), mais aussi des forces armées dominicaines (décret 7367 du 4 décembre 1961, *Gaceta Oficial* 8627 du 16 décembre 1961, p. 12).
Cependant, « five officiers resigned and accused Major (sic) General Pedro Rafael Rodríguez Echavarría ... of attempts to lead the country to a 'military dictatorship' » (*New York Times*, 4 décembre 1961, p. 1). Parmi eux, le lieutenant-colonel José N. González Pomares, sous-chef d'état-major de la force aérienne. Pomares « headed a list of thirteen signatories to a letter issued last night that said that General Rodríguez Echavarría had 'betrayed the patriotic ideals and thirst for liberty of our people joined together as we are in the sole inspiration of the 19th of November' » (*ibid.*, p. 16).

275. Sur la non-participation du PRD et du 1J4, cf. *infra*, pp. 75-77.

276. Interview de E. Rodríguez Demorizi, Ministre de l'Education et « Dr Balaguer's personal representative in the talks » (*New York Times*, 8 décembre 1961, p. 24). Rodríguez Demorizi soulignera tout particulièrement l'importance du rôle de Hill.

277. *The Washington Star*, 9 décembre 1961, p. A-3.

278. Cf. *New York Times* du 10 décembre 1961, p. 1; cf. aussi *The Washington Star* du 9 décembre 1961, p. A-3.

279. « It called off the eleven-day-old general strike » (*Hispanic American Report*, février 1962, p. 1095).

280. Cf. *infra*, pp. 75-76.

281. BALAGUER: Conférence de presse du 10 décembre 1961; *New York Times*, 11 décembre 1961, p. 2.

282. *New York Times*, 11 décembre 1961, p. 1.

283. *Loc. cit.*

284. *New York Times*, 15 décembre 1961, p. 18.

285. *Loc. cit.*

286. *New York Times*, 11 décembre 1961, p. 2.

287. *Loc. cit.*

288. *Hispanic American Report*, février 1962, p. 1095.

289. Déclaration du Département d'Etat. *New York Times*, 12 décembre 1961, p. 24.

290. *New York Times*, 12 décembre 1961, p. 24.

291. BALAGUER: discours du 17 décembre 1961. *El Caribe*, 18 décembre 1961, p. 1.

292. *Loc. cit.*

293. Le 17, peu après le discours de Balaguer, Echavarría annonçait son « full support of Dr Balaguer's plan » (*New York Times*, 18 décembre 1961, p. 1).

294. UCN: Communiqué du 19 décembre 1961. *Unión Cívica,* 23 décembre 1961, p. 7.

295. *Unión Cívica,* 23 décembre 1961, p. 7 (Editorial).

296. KENNEDY: « U.S. Welcomes Dominican Solution of Political Difficulties ». White House press release (Palm Beach, Fla), du 20 décembre 1961. *Department of State Bulletin,* vol. XLVI, p. 128.

297. *Loc. cit.*

298. 1J4: « EL 1J4 SIEMPRE AL LADO DEL PUEBLO. COMUNICADO AL PUEBLO DOMINICANO », 6 décembre 1961. *El 1J4,* no 18, 7 décembre 1961, p. 1.

299. 1J4: « Comunicado » [28 ou 29 novembre 1961]. *El 1J4,* no 16, 29 novembre 1961, p. 1.

300. *Loc. cit.* (en majuscules dans le texte).

301. 1J4: « EL 1J4 SIEMPRE AL LADO DEL PUEBLO. COMUNICADO AL PUEBLO DOMINICANO », 6 décembre 1961. *El 1J4,* no 18, 7 décembre 1961, p. 1.

302. *Loc. cit.*

303. 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* no 26, 3 janvier 1962, p. 13.

304. 1J4: Lettre au Président Balaguer (« 14 JUNIO NO VA A COALICION ») du 9 octobre 1961.

305. 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* no 26, 3 janvier 1962, p. 13.

306. *Ibid.,* p. 2.

307. Cf. notamment: 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* no 26, 3 janvier 1962, p. 2 et suiv.

308. Interview de Jimmy Durán Hernando, à l'époque « cuadro medio » du 1J4.

309. Un des rares points — le seul, peut-être — sur lesquels se réalisa un accord sincère, au cours des négociations, entre Balaguer, l'UCN et les « médiateurs » américains, fut la décision d'exclure le 1J4 du Consejo de Estado, ce parti étant « pro-castriste » (interview d'E. Rodríguez Demorizi). Il semble cependant qu'on fit le geste d'offrir à Manolo Tavárez, le président du 1J4, une place au Cabinet. Manolo, il va de soi, refusa (interview de J. Durán Hernando).

310. 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* no 26, 3 janvier 1962, p. 2.

311. *Ibid.,* p. 14.

312. *El 1J4,* no 28, 10 janvier 1962, p. 1. Malheureusement, le passé des membres du Consejo est tel (cf. *infra,* pp. 77-78) que pareille accusation, loin d'être démagogique, est le reflet fidèle de la réalité.

313. 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* no 26, 3 janvier 1962, p. 14.

314. Cf. Annexe, p. 424.

315. Interview de J. Durán Hernando.

316. Interview de J. Durán Hernando.

317. 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* no 26, 3 janvier 1962, p. 13.

318. Pour le raisons de cette « modération », cf. *supra,* pp. 68-70.

319. BOSCH, « Crisis », p. 47.

320. *Loc. cit.* Le communiqué par lequel le PRD annonce sa position sur la grève est publié dans *El Caribe* du 2 décembre 1961, p. 1.

321. « Le dije [a Echavarría] que ni a él ni a mí ni al Dr Balaguer nos convenía que siguiéramos hablando sobre el tema » (BOSCH, « Crisis », p. 53).

322. Il invite en particulier la haute hiérarchie de l'Eglise à offrir sa médiation (PRD: « Comunicado », s.d., *El Caribe,* 2 décembre 1961, p. 1).

323. En dépit de ce refus, MM. Hill et Morales Carrión jugeront « constructive » (le mot est de Hill) l'attitude du PRD, seule force de l'opposition à ne pas exiger la démission de Balaguer, seule force, bref, à prêcher l'apaisement là où Washington ne désirait que le calme (interviews de John C. Hill et A. Morales Carrión).
Quant à l'UCN et surtout au 1J4 (pour ce dernier, cf. Annexe, p. 424), ils attaqueront avec violence la « trahison » du PRD. C'est à partir de ce moment que fleurira la légende du « trujillisme » du PRD — le parti pourtant des exilés anti-trujillistes; légende que l'UCN s'efforcera d'exploiter, mais sans succès, presque une année plus tard, lors des élections (cf. *infra,* ch. III, p. 120).

324. Cf. notamment 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional.

Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4*, no 26, 3 janvier 1962, p. 2 et suiv.

325. Cf. *supra*, p. 75; cf. *infra*, p. 78.

326. *El Caribe*, 25 décembre 1961, p. 1.

327. BOSCH: « Crisis », p. 77. Un dirigeant du PRD, Nicolás Silfa, sera même expulsé du parti en janvier 1962 pour avoir accepté le portefeuille ministériel que Balaguer lui avait offert.

328. BOSCH, « Crisis », pp. 77-78.

329. Le ler mars 1962 Read Barreras démissionnera. Il sera remplacé par le ministre de *Salud y Previsión Social*, José A. Fernández Caminero, lui aussi dirigeant de l'UCN.

330. *New York Times*, 18 décembre 1961, p. 13.

331. *El Caribe*, 25 décembre 1961, p. 1. Pour avoir une idée plus précise de la prépondérance de l'UCN au sein du nouveau gouvernement, il faut souligner les éléments suivants: a) non seulement elle dispose déjà de quatre voix sûres sur les sept du Consejo, mais tout laisse prévoir que, Balaguer enfin parti, c'est un *cívico* qui sera coopté comme septième membre du Consejo; b) le *cívico* Bonnelly a déjà été désigné pour remplacer Balaguer à la présidence du Consejo; c) le Cabinet, enfin, est presque entièrement composé de représentants de l'UCN.

332. Cf. *supra*, p. 45. Amiama Tió et Imbert Barrera « saldrán de su escondite » presque immédiatement après la promulgation de la « amnistía total en favor de todas las personas que participaron en el atentado ocurrido la noche del 30 de mayo [contre Trujillo] ... y en la trama que culminó con el mismo » (Loi 5683/3 du 28 novembre 1961, *Gaceta Oficial* 8622 du 30 novembre 1961, p. 23).

333. Interview d'A. Morales Carrión.

334. Au sens strict du terme, Imbert Barrera est le seul tyrannicide qui ait survécu. Amiama Tió, en effet, n'était pas présent sur la scène de l'attentat, ainsi que six autres membres du « hard core » de la conspiration.

335. Sans pour autant jamais parvenir dans les plus hautes sphères du régime, Antonio Imbert Barrera occupa une série de postes d'une certaine importance — et, surtout, assez lucratifs: « Inspector General of Railways, ... Supervisor General of the National Lottery, and Assistant Administrator of the department in charge of personal documents » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 436).
En 1949, lors de l'« invasion » anti-trujilliste de Luperón, il était Gouverneur Civil de la province de Puerto Plata. Luperón étant dans sa jurisdiction, il se distingua, au cours de l'inévitable répression qui suivit, par sa « sévérité »; en collaboration étroite, d'ailleurs, avec son propre frère, le major Segundo M. Imbert Barrera, commandant militaire de la même province — « una verdadera fiera » (interview d'un ancien haut fonctionnaire trujilliste). Ce dernier sera plus tard, le 23 mars 1956, condamné à 30 ans de travaux forcés — ce fut là un des rares actes de justice du régime. Ami intime de José Arismendi Trujillo, Antonio Imbert Barrera était, en mai 1961, l'administrateur de *Mezcla Lista, C. por A.*, société dont le principal actionnaire, le beau frère même du dictateur, était Francisco A. Martínez Alba.
Quant à Luis Amiama Tió, qui occupa, au début des années 50, l'important poste de Président du Conseil administratif de Santo Domingo (Ciudad Trujillo), c'est surtout aux affaires qu'il se consacra. Il y réussit brillamment, grâce notamment à son amitié avec Danilo Trujillo — auquel il doit peut-être aussi la « condecoración de Estero Hondo », qu'il reçut le 26 novembre 1960 (Estero Hondo était un des endroits où s'étaient fait massacrer, quelques mois plut tôt, les « envahisseurs » de juin).
Mais c'est justement dans les dernières années du régime que commença, pour Amiama Tió, une période de graves difficultés économiques. Sauvé une fois déjà de la banqueroute par son cher ami Danilo Trujillo, il était, au printemps 1961, dans une situation dramatique, ayant été incapable de rembourser à la date prévue (le 30 avril 1961) le même Danilo. Tous ses biens furent alors hypothéqués. Il était au bord de la ruine. Mais la mort du « Jefe » arriva à point pour le sauver du désastre. Par une de ses dernières décisions, le Consejo de Estado annullera plus tard une dette qui était pourtant flagrante, et lui versera même une indemnité (*Resolución* 6194 du 19 février 1963. *Gaceta Oficial* 8743 bis du 8 mars 1963, pp. 11-18) — un « héros national » ne pouvant être le débiteur d'un Trujillo.

336. « Su participación en los hechos del 30 de mayo [l'assassinat de Trujillo] había sido en interés de la redención definitiva de las masas populares de la nación », déclarait pompeusement, à peine sorti de la clandestinité, le « héros » A. Imbert Barrera (« Larga Odisea de Imbert y Amiama Tió », *El 1J4*, no 18, 7 décembre 1961, p. 12).

337. Le 25 juillet 1956 il était nommé sénateur pour la province de Sánchez Ramirez.

Son prédécesseur, qui venait de mourir, était aussi un prêtre, Mgr Felipe Sanabia (cf. *El Caribe*, 7 décembre 1961, p. 9); dignes représentants, l'un et l'autre, d'une Eglise trop « souple ».

338. Se refusant, soudain, à servir dans un Congrès trujilliste, Mgr Pérez Sánchez donnait sa démission le 6 décembre 1961 (*El Caribe*, 7 décembre 1961, p. 9).

339. Nicolás Pichardo « tuvo la suerte de no estar arriba cuando mataron a Trujillo » (interview de Máximo Lovatón Pittaluga). Protégé et ami intime d'Anselmo Paulino — un « sinister man » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 227) qui fut pendant quelques années le numéro deux du régime, il s'était engagé dans une brillante carrière de trujilliste, occupant notamment les postes de ministre de « Interior y Policía » et de ministre de « Salud Pública ».
Mais la disgrâce de son protecteur (août 1954) entraîna la sienne. Il dut renoncer à ses ambitions politiques, et se contenter de sa profession de médecin. Trop prudent, cependant, pour ceder à l'amertume, il se garda bien, aussi longtemps que vécut le *Jefe*, de s'engager dans aucun mouvement anti-trujilliste.
Quant à l'avocat Eduardo Read Barreras, plusieurs fois ambassadeur sous Trujillo, il était, lui, « arriba », lorsque le maître mourut: il servait comme président de la Cour Suprême.

340. BOSCH: « Crisis », p. 71. Voici rapidement résumée la carrière de Rafael Francisco Bonnelly Fondeur:
— 1942: il est élu sénateur pour la province de Santiago et secrétaire du Sénat (GALINDEZ, *op. cit.*, p. 57).
— 10 juillet 1944: ministre de « Interior y Policía » (RODRIGUEZ DEMORIZI, « Cronología », vol. X, p. 37).
— 22 janvier 1946: ministre de « Trabajo y Economía » (*ibid.*, p. 70).
— 27 avril 1948: « Procurador General de la República » (*ibid.*, p. 121).
— 4 août 1948: « Secretario de Estado sin Cartera » (*ibid.*, p. 125).
— 26 mars 1949: Recteur de l'Université de Ciudad Trujillo (la seule du pays) (*ibid.*, pp. 138-139).
— 28 février 1953: ministre « de la Presidencia » (*ibid.*, p. 235).
— 31 mars 1954: ministre de « Educación y Bellas Artes » (*ibid.*, p. 264).
— 4 août 1954: ambassadeur en Espagne (*ibid.*, p. 284).
— 30 juin 1956: ministre de l'Intérieur (LOVATON PITTALUGA: « Efemerides - 1956 », p. 15).
— 27 septembre 1956: ministre de « Justicia y Trabajo » (*ibid.*, p. 21).
— 11 septembre 1957: ambassadeur à Caracas, auprès du dictateur Pérez Jimenes (LOVATON PITTALUGA: « Efemerides - 1957 », p. 18).
Homme d'Etat - mais aussi brillant avocat: c'est Bonnelly qui, en 1948, représente l'Etat dans le grand procès contre les « criminels » anti-trujillistes (affaire de Cayo Confites) et obtient (le 23 septembre) leur condamnation à 30 ans de travaux forcés ainsi qu'au paiement d'une somme de $ 13.256.000 (RODRIGUEZ DEMORIZI: « Cronología », vol. X, p. 129).
Et Trujillo ne restera pas insensible aux mérites d'un si fidèle serviteur. Plus d'une fois, il daignera lui accorder des marques de sympathie; dans des occasions douloureuses: « Trujillo ... attended the burial of Bonnelly's mother in Santiago » (MARTIN, *op. cit.*, p. 89), et également dans des moments de bonheur: c'est « el Jefe » en personne, avec sa femme, qui « apadrina », toujours à Santiago, les noces de Luis Amalia Bonnelly Battle, la fille de Rafael Francisco (RODRIGUEZ DEMORIZI: « Cronologia », vol. X, p. 267).
John B. Martin, le peu perspicace — et si confus — ambassadeur des Etats-Unis en République Dominicaine (1962-1963) essayera plus tard, dans ses mémoires, une défense de son ami Bonnelly, « a decent, sensible, patriotic, upright, intelligent man » (MARTIN, *op. cit.*, p. 89) qu'il « liked from the outset » (*loc. cit.*), et qui « certainly ... was not so tainted by Trujillismo that he was unacceptable as the President of the Consejo » (*loc. cit.*).
La justification de cette défense: « Bonnelly was not in principle a Trujillista. He had the contempt for Trujillo's blunders, crudities, and cruelties that so many Santiago oligarchs feel » (*loc. cit.*). Singulière explication, qui ridiculise son auteur. Le passé de Bonnelly est là, personne ne pourra le changer — et ce « contempt » qui paraît si important à Martin ne fait que rendre plus odieuse l'image de son ami: parce qu'il nous donne la mesure de l'opportunisme d'un homme qui sert pendant plus que quinze ans — et à quels postes! — un maître qu'il « méprise ».

341. Cf. HENRIQUEZ CASTILLO *op. cit.*, pp. 233-237.

342. BOSCH: « Crisis », p. 19.

343. Quant à ce dernier, utilisé, du fait de son passé antitrujilliste, comme le porte-drapeau du parti, il était gardé en réserve pour les élections présidentielles.

344. Tombeur de présidents (Bosch, septembre 1963), Rafael Bonnelly sera par la suite un éternel candidat à la présidence de la République. Pris de vitesse par les événements au printemps 1965, il sera prêt à se « sacrifier » aux élections de 1966 — où il conquerra la dernière place. Indomptable, il essayera à nouveau en 1970 — mais n'arrivera même pas a déposer sa candidature. Il lui fallait un parti, le PRD rejeta ses avances, les autres avaient déjà un candidat. Rafael Bonnelly dut rester chez lui, toujours prêt, sans doute, à quelque nouveau « sacrifice »: « le *licenciado* Rafael Bonnelly est un homme qui aura encore un rôle important à jouer dans la vie politique dominicaine » (Donald Reid Cabral, lors d'une interview avec l'auteur).

345. *Unión Cívica*, 28 décembre 1961, p. 10 (éditorial).

346. RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio: « Journal ». Archives de l'auteur.

347. *Ibid.*

348. *Ibid.* Le bref récit qui suit — à propos des événements du *parque* Independencia — s'appuie en particulier sur le Journal de Rodríguez Demorizi, ainsi que sur *Ahora*, no 2, 31 janvier 1962, pp. 54-55. Cf. aussi, pour une version certes partisane, RODRIGUEZ ECHAVARRIA, Pedro R.: « Hice salir a los Trujillo », dans *Ahora*, no 45, 2e quinzaine de novembre 1963, pp. 11-12.

349. RODRIGUEZ DEMORIZI: « Journal ».

350. *Ibid.* Le nombre des morts fut plus tard fixé à quatre.

351. Quant à Mgr Pérez Sánchez, Echavarría préféra ne pas l'arrêter, « out of respect to the Church » (MARTIN, *op. cit.*, p. 154). Décision d'autant plus facile, d'ailleurs, que — libre ou prisonnier — le Monseigneur n'était pas homme à représenter un quelconque danger.

352. *Hispanic American Report*, mars 1962, p. 37.

353. *Loc. cit.*

354. RODRIGUEZ ECHAVARRIA, Pedro R.: interview accordée à *Ahora*. *Ahora* no 242, 1er juillet 1968, p. 8.

Sans doute, le rôle exact joué par Balaguer au cours de ces heures dramatiques n'a jamais pu être défini avec précision. Mais quelques indices existent, qui témoignent de sa complicité avec Echavarría. C'est Balaguer qui prit sur lui de trouver un président à la junte civico-militaire qui devait remplacer le Consejo. Tirant parti de sa vieille amitié avec le *lic.* Huberto Bogaert, à ce moment « malade et mal renseigné sur les événements » (interview d'E. Rodríguez Demorizi), il le fit venir au Palais National; et ce ne sera que « accediendo a incitación del Dr Balaguer » (RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio: « *Sintesis Cronologica, 1916-1966* », dans PICHARDO, *op. cit.*, p. 431) que Bogaert se résignera à accepter la présidence de la junte.

Cependant le même Balaguer essayait également — mais en vain — de convaincre un éminent leader *cívico*, le Dr Donald Reid Cabral, de participer lui aussi à la junte (« Balaguer le dijo que había que sacrificarse ». RODRIGUEZ DEMORIZI: « Journal »).

355. La composition de la junte est la suivante:

— Bogaert, Huberto (président)
— Imbert Barrera, Antonio
— Amiama Tió, Luis
— Pacheco, Oscar Armando
— Valdez Vidaurre, Enrique R. (il est capitaine de vaisseau et chef d'état-major de la Marine de Guerre).
— Nivar Seijas, Neit R. (lieutenant-colonel - armée de terre).
— Medina Natalio, Wilfredo (major - force aérienne).

356. Imbert Barrera et Amiama Tió prétendront plus tard n'avoir accepté de participer à la junte que sous la menace d'être livrés, en cas de refus, à la vengeance des trujillistes (déclarations publiées dans *Ahora* no 2, 31 janvier 1962, pp. 54-55). Singulière justification de la part d'hommes qui revendiquent le titre de « héros nationaux » et affirment avoir fait don au pays de leur propre vie.

357. Dix morts au moins iront rejoindre ceux qui furent tués, dans l'après-midi du 16, au *parque* Independencia (cf. *Ahora* no 2, 31 janvier 1962, p. 55).

358. On trouve une excellente description des événements de ces trois jours (16-18 janvier) dans le Journal de Rodríguez Demorizi.

359. Interview de Hill.

360. *New York Times*, 18 janvier 1962, p. 1.

361. « As a general rule » (MARTIN, *op. cit.*, p. 541) le gouvernement américain « does not officially offer the right of asylum » (*loc. cit.*) dans ses ambassades. C'est donc en qualité d'hôtes qu'Imbert Barrera et Amiama Tió furent accueillis (« los hospedaron ». RODRIGUEZ DEMORIZI: « Journal »).

D'après une deuxième version, qui nous paraît cependant moins sûre, c'est à l'ambassade brésilienne que les deux « héros » cherchèrent refuge — et non le 17, mais le jour suivant, après l'arrestation du général Echavarría (cf. *Hispanic American Report*, mars 1962, p. 37).

362. Echavarría avait continué à limoger des officiers qui lui étaient hostiles même après l'installation du Consejo. Faisant preuve d'impartialité il recourait tantôt au prétexte du « complot communiste » (le 8 janvier), tantôt à celui du « complot trujilliste » (le 13 janvier). Cependant, les forces anti-balaguéristes devenaient « increasingly irritated by Rodríguez Echavarría's discovery of plots invisible to any other eye » (*Hispanic American Report*, mars 1962, p. 36).

363. Le 7 mars tant Echavarría que Balaguer quitteront le pays: l'un déporté, l'autre de sa propre volonté et avec un sauf-conduit du gouvernement. Une fois la nouvelle connue, le 1J4 déclenchera une série de violentes manifestations contre le Consejo, coupable d'avoir laissé partir deux hommes qu'aux yeux des *catorcitas* il aurait fallu traduire en justice.
Les manifestants s'en prendront aussi à l'ambassade des Etats-Unis, celle-ci ayant accordé des visas aux deux leaders déchus (Echavarría et Balaguer séjourneront d'abord à San Juan de Porto Rico. Quelques semaines plus tard, ils partiront pour New York).

Chapitre III

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CONSEJO DE ESTADO

(18 janvier 1962 - 27 février 1963)

LE GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL DU PROFESSEUR BOSCH

(27 février 1963 - 25 septembre 1963)

Au moment où le deuxième Consejo de Estado entre en fonctions, la République Dominicaine se débat dans des conditions extrêmement graves, tant au point de vue économique que social.

Le pays est agricole. En août 1960, 69,7% de sa population est rurale: 2.124.980 habitants sur un total de 3.047.070.[1] Le phénomène qui, depuis toujours, domine l'agriculture dominicaine est « la desigual distribución de la tierra »;[2] le phénomène qui caractérise les dernières années de la *Era de Trujillo* est « el agravamiento de la desigualdad en la distribución de la tierra ».[3] En dix ans, de 1950 à 1960, « la superficie total en explotación aumentó ... en 13% »[4] — mais le nombre des *fincas* s'est accru de 62%, passant de 276.848 à 450.335. C'est « a expensas de un fraccionamiento de las medianas propiedades e incluso del mismo minifundio »[5] que se réalisa « la expansión en el número de unidades ».[6]

République Dominicaine: Nombre et étendue des exploitations agricoles[7]

	1950		1960	
Superficie en hectares	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 1	92.854	33,5	225.817	50,1
1 à 5	116.553	42,1	162.766	36,1
6 à 10	32.864	11,9	34.071	7,6
11 à 20	17.289	6,2	15.548	3,5
21 à 50	9.778	3,5	7.872	1,7
51 à 100	3.249	1,2	2.630	0,6
101 à 200	1.213	0,4	954	0,2
201 et plus	920	0,3	677	0,2
Non declarées	2.128	0,8	—	—
Total	276.848	99,9	450.335	100,0

Ainsi, « el programa de reforma agraria tan sonado por el régimen ... [de

Trujillo] no hizo más que aumentar el minifundio »:[8] « alrededor de dos millones de personas viviendo ... en condiciones infrahumanas ».[9]

La propriété de la terre, cependant, reste concentrée en quelques mains:

	number of farms % of total	occupied area	% of total[10] area
Farms of 80 tareas[11] or less	86,2	8.484.700 t.	19
Farms between 80 and 800 tareas	12,8	11.989.000 t.	27
Farms over 800 tareas	1,0	23.701.200 t.	54

Trop souvent, d'ailleurs, les paysans ne sont même pas maîtres des lambeaux de terre qu'ils cultivent: « el 43,7% de las fincas investigadas son trabajadas a través de contratos de arriendo, colonato, etc. Las rentas pagadas en estos casos son superiores al 50% de la cosecha ».[12]

« La inexistencia de procedimientos y técnicas agricolas modernas »,[13] la « unhealthy division between large farms and exceedingly small holdings or minifundia »,[14] font qu'en dépit de « las condiciones de clima y suelo existentes en el país »,[15] le rendement de l'agriculture dominicaine soit « notoriously low ».[16]

Plus bas encore est le niveau de vie des habitants des campagnes. « Many ... live little or no better than the next-door Haitians, who are proverbially cited as the poorest of the hemisphere. Those dependent on subsistence farming are the worst off, but even the rural employed work for a pittance. In the area around Cotui cane-cutters were earning 55 cents per ton in 1962 with an entire family, including the women, able to cut around two tons per day. These wages occur in a country where prices, including those for such basics as rice and beans, were higher by far than in the U.S. ».[17]

Dans quelques régions du pays, au Cibao notamment, l'extrême fertilité du sol adoucit quelque peu la misère: « most of the campesinos in these areas wear Western clothes (however raggy) and shoes (however full of holes). Their houses are made out of wood, and may even have a floor. They may own a chicken or two and have a small plot of land on which they can grow a few beans and some yucca for home consumption ».[18] Mais, surtout, ils peuvent manger même deux fois par jour!

Pareils « luxes », cependant, sont inconnus dans le reste du pays: « most [peasants] have inadequate clothes, food or housing, no readily available water[19] and no electricity. Their shanties are patched together with leaves and mud and their clothes with hardly more substantial materials. Little mal-formed children run naked wallowing in the same grime and filth as the pigs until they are eleven or twelve when they start producing more children of their own. Many have bloated bellies due to malnutrition, while scars and marks frequently cover their bodies as a result of the bites and deseases which they accumulate ».[20]

A côté des « images », quelques statistiques: en 1968 encore, « el ingreso diario promedio de la familia campesina es de RD$ 1.21 y el ingreso por persona es de RD$ 0.22. La parte del ingreso destinada a la alimentación es de RD$ 0.18, lo que constituye el 80% del ingreso per capita ».[21] « De la vivienda

rural ... tan sólo el 0,5% es de materiales permanentes. Estando constituida la familia rural por un promedio de 6 personas, lo que exigiría vivienda con un minimo de 3 piezas, tan sólo el 5% de las 407.000 viviendas rurales tiene 3 o más piezas, elevandose al 75% el porcentaje de aquellas que solamente poseen una pieza ».[22] L'analphabétisme, enfin, « may run as high as 80-90 per cent ».[23]

Les paysans cherchent fortune dans les villes. Le régime de Trujillo a essayé, par des mesures autoritaires, d'empêcher ce processus de migration interne. Il n'a réussi qu'à le ralentir: de 1950 à 1960 la population urbaine s'est accrue de 81,3% — passant de 508.408 à 922.090.[24] Celle de la capitale, en particulier, a plus que doublé: 181.553 habitants en 1950 — mais 369.980 dix ans plus tard.[25] Les *barrios altos* — succession immonde de taudis qui entourent au nord et au nord-ouest la « vieja ciudad de los Colón » — témoignent que les paysans n'ont fait qu'échanger la misère des campagnes pour celle, plus sordide encore, des villes. Ainsi naît cette « fameuse » population marginale qui pourrit dans les centres urbains d'Amérique latine.

Ainsi à Santo-Domingo, ainsi dans les autres villes du pays: « we walked into the slums of Moca » — écrira l'ex-ambassadeur Martin — « fetid, hot, squalid, hideous — pigs, children, and nursing mothers penned up in six-by-six dirt-floored huts jammed almost wall to wall, only narrow urine-muddied dirt pathways between them ».[26]

Qu'importe que sous Trujillo le PNB ait augmenté, de 1950 à 1958, à une cadence de 7% par an? Et qu'au cours de la même période le pays ait commencé son « industrialisation »?

« Ce processus d'industrialisation commence dans des conditions de grande inefficacité ... Dans la période de 1950 à 1958, les caractéristiques principales de l'industrie nationale sont: le manque d'intégration, l'inefficacité technologique et d'organisation, la dépendance de matières premières importées et d'engrais locaux très coûteux, ainsi qu'une concentration extrême de la propriété industrielle. Tout cela fait que la croissance industrielle se répercute faiblement sur l'économie nationale et ne contribue que très modestement au développement du marché national ».[27]

Parallèlement « une autre caractéristique bien connue a été la politique délibérée de maintenir la population dans l'ignorance et d'éloigner la jeunesse des centres d'enseignement supérieur et tecnique. L'analphabetisme et la dispersion de la grande majorité de la population dans les zones rurales évitaient [au régime] le danger des pressions sociales qu'enfantent une misère extrême, une prise de conscience politique et des contacts entre hommes aux revenus différents. La grande majorité de notre population urbaine n'avait jamais possédé, ni même vu, un passeport ».[28]

« La littérature laissée à la disposition de la jeunesse, technique aussi bien qu'humaniste, était très restreinte, et sévèrement sélectionnée en fonction des normes de sécurité du régime. Bref, l'isolement était presque total. Le manque de cadres et d'une main d'œuvre qualifiée dont souffre aujourd'hui notre pays — qui rendent difficiles les possibilités d'un progrès technologique rapide dans l'agriculture, l'industrie et les services publics — sont le résultat de cet isolement et d'une politique délibérée de sous-éducation ».[29] Cette politique était pour-

tant, d'une part « la única forma de haber mantenido apaciguada a la juventud y contabilizado forzadamente la miseria del pueblo con la tranquilidad social ».[30] D'autre part, elle rendait possible « un bajo nivel de prestación de servicios sociales, en especial los sanitarios, de vivienda y urbanización, provisión de agua potable, etc. lo cual era compatible con la pobreza generalizada existente, los bajos salarios de subsistencia, el alto grado de desempleo y la incapacidad del pueblo como para darse cuenta y presionar por cambio alguno ».[31] Bref,

« si se have abstracción del juicio crítico que podían merecer los objectivos perseguidos por el Gobierno, la política económica que aplicó fue coherente y compatible para buscar un crecimiento rápido del producto nacional que sirviera al majoramiento del ingreso de una pequeña minoría ».[32]

Mais,

« si se hace abstracción del juicio crítico que podían merecer los objectivos económico y social, es difícil encontrar en el continente un modelo más defectuoso de crecimiento ».[33]

Et pourtant, les années cinquante représentent l'« âge d'or » de l'économie dominicaine sous le régime de Trujillo. A partir de 1959, en revanche, c'est la crise économique qui sévit.[34] Elle appauvrit un pays déjà pauvre, aggrave les souffrances d'une population déjà misérable.

Tasas de crecimiento de las principales variables económicas (a precios constantes de 1962):[35]

VARIABLES ECONOMICAS	PERIODOS 1950/58	1958/61
Producto Bruto Nacional	7,0	— 0,3
Producto Bruto Interno	6,5	0,3
Inversión Bruta	12,5	—26,0
Inversión Pública	10,7	—18,4
Inversión Privada	14,0	—32,0
Exportaciones	5,4	3,8
Importaciones	9,8	—15,5
Consumo	6,4	— 0,1
Consumo Privado	5,9	0,2

Trujillo mort, 30 semaines de chaos suivent. Ramfis et Balaguer d'abord, Balaguer et Echavarría ensuite, essayent de s'accrocher au pouvoir. Chaos politique qui ne fait qu'exacerber la crise économique. En 1961 « el PNB total disminuyó en un 8% con respecto al año anterior »,[36] les exportations baissent, toujours par rapport à 1960, de 19%.[37] Le chômage, enfin, « was estimated at between 33% and 56% ... of the total labor force ».[38]

Telle est la réalité dominicaine. Elle exigerait des mesures dramatiques — des mesures qu'un « do-nothing Consejo »[39] ne pourra ni ne voudra prendre.

Par sa nature même parce qu'intérimaire et « because it owed its very existence to American intervention, and because its stated purpose was to phase itself out of being, the council lacked genuine sources of authority ».[40]

Faute d'hommes qualifiés, ensuite. C'est là, sans doute, un fléau commun à tout pays sous-développé — c'est, d'ailleurs, une des caractéristiques mêmes

du sous-développement. Mais ce fléau prend, en République Dominicaine, une forme particulièrement aiguë — un héritage de plus de l'Ere! « There were only three Dominicans with bachelor degrees in business administration. There were no economists and no planners to direct the change toward ... all the sorely needed economic and social reforms which the country urgently required ».[41] L'incompétence, le laisser-aller sévissaient à tous les niveaux: « such was the lack of administrative experience in the Dominican government that the Council of State members were forced to spend precious hours on simple matters like the authorization of licences for carrying weapons or the addition of a few employees to the Santo Domingo Sanitation Department — all matters that should have been handled at a much lower level ».[42]

Avec la fin de l'Ere, les propriétés des Trujillo sont passées aux mains de l'Etat.[43] Mais les hommes qui les ont dirigées ne sont plus là: « under Trujillo most of the managers and key technicians in his various enterprises were foreigners. Most of them naturally left Santo Domingo after the collapse of Trujillo's regime, and the authorities were unable to find qualified Dominicans to fill the gap ».[44] Désormais, sous le Consejo, « the majority of these industries were being operated by men totally inexperienced and incapable of successfully conducting business ».[45]

Mais si les circonstances atténuantes abondent, une réalité demeure, qui ne saurait être oubliée: les *cívicos* ne s'étaient pas emparés du gouvernement pour réaliser une « révolution sociale » — avec ou sans démocratie. Le Consejo était l'instrument de ces secteurs qui avaient traditionnellement dominé la société dominicaine — jusqu'au moment où Trujillo était apparu et les avait asservis. Le dictateur mort, l'Ere enfin terminée, « they did hope for a new government in which their privileges and prerogatives would not be usurped ».[46] Certains, peut-être, savaient reconnaître l'amère nécessité d'octroyer quelques timides réformes, mais leur vision n'en restait pas moins celle d'un monde « in which their lofty position would be maintained ».[47]

La corruption sévissait. Traditionnellement, en République Dominicaine, le pouvoir a représenté « a means of gaining personal advantage, usually economic, for oneself. If a member of the government failed to enrich himself through peculation, he was considered either stupid or a fool ».[48] Et maintenant, sous le règne des *cívicos* — et bien qu'inférieur au « wholesale plundering of the previous thirty-two years » [49] — « this style of peculation was particularly pronounced ... awarding government contracts to friends and relatives ... receiving favors and goods in return for some service ... self aggrandizement by virtue of one's inside knowledge of a pending government program ».[50]

Parfois, d'ailleurs — ou, peut-être, souvent? — c'était ouvertement le vol. « I was told by staff members », écrira l'ambassadeur Martin, « that some four million dollars disappeared from Haina during 1962 and 1.5 million dollars from the Foreign Office petty cash fund ».[51]

Comme toujours, les preuves manquent pour « pincer » les coupables. Comme toujours, les indices abondent. Antonio Imbert Barrera, le « héros national », « was deeply involved in Haina ».[52] Ce même Imbert Barrera — qui « treated the poor as a feudal lord might have » [53] — « traveling the country ... carried

large rolls of ten dollar bills and distributed them to the crowds »[54] ... richesse soudaine aux origines obscures!

C'est l'aide économique des Etats-Unis qui permettra au Consejo de survivre.[55] C'est la pression américaine surtout qui contraindra le Consejo à amorcer quelques réformes — et en particulier, le 14 juin 1962, la loi de la réforme agraire.

Mais pour que cette « generally speaking not very well drafted law »[56] fût approuvée, l'ambassade américaine dut d'abord venir à bout de l'apathie, de la mauvaise volonté des membres du Consejo. Elle dut, en particulier, vaincre la farouche opposition d'un des *Consejeros* les plus influents: Donald Reid Cabral, « adamant against agrarian reform ... I will fight it in the Consejo and if it passes anyway, I will fight it outside ».[57]

Si timide lorsqu'il était question de réformes sociales, le Consejo faisait preuve d'un tout autre enthousiasme dès qu'il s'agissait de faire face à la « menace rouge ». Son combat, il le menait non seulement sur le « front interne » — contre les « communistes » dominicains — mais aussi sur le front international: contre Cuba castriste, « base avancée de l'impérialisme soviétique dans l'hémisphère occidental ».

A peine réintégré dans la famille inter-américaine, il montrait un vigoureux esprit combatif. A la Conférence de Punta del Este (22-31 janvier 1962) José A. Bonilla Atiles, ministre des Affaires étrangères du Consejo, votait « correctement » sur toute la ligne: il ajoutait sa voix à celles qui réclamaient des mesures « dures » contre Cuba castriste. Développant « the parallels between the Trujillo tyranny and the regime of Premier Fidel Castro »,[58] il exhortait la conférence « to apply against Cuba the kind of sanctions that helped destroy the Trujillo's dictatorship ».[59] « Just as the OAS had helped the cause of Dominican liberation », soulignait deux mois plus tard le même Bonilla Atiles, « so it should now assist the Cuban people to achieve their liberty ».[60] C'était, d'un bout à l'autre, la thèse du « précédent », si chère au gouvernement des Etats-Unis.[61]

La République Dominicaine, annonçait encore Bonilla Atiles en septembre à Caracas, « favoured the recognition of the Cuban government-in-exile and the invocation of the Rio de Janeiro Treaty of 1947 in a effort to solve the Cuban question ».[62]

En octobre enfin, lors de la crise des missiles, « no government in Latin America cooperated more whole-heartedly ».[63] Le Consejo ne se borna pas à de simples déclarations d'« inconditional support for the U.S. naval blockade of Cuba »:[64] « two Dominican ships became the first to join the U.S. on the quarantine line ».[65] Sans doute, « they soon developed trouble and limped into Puerto Rico, where we [les Etats-Unis] spent about a hundred thousand dollars repairing them and paying the crews — Dominican officers had pocketed the subsistence money sent by the Dominican government. We installed some three hundred light bulbs in the ships; the crew promptly stole them. And, returning to Santo Domingo, the quarantiners smuggled in eighty-two refrigerators duty-free. Despite all this » — concluera philosophiquement l'ambassadeur américain

à Santo Domingo — « I thought a show of Hemispheric solidarity worth the price ».[66]

Inlassable défenseur de la « démocratie » sur le front international, le Consejo saura remplir son devoir sur le front interne aussi.

Il y eut certes, au début, un fâcheux flottement. Pour marquer sa différence avec le « trujillisme » de Balaguer, dans le chaos, aussi, de ces premiers jours, le Consejo permit — ou ne put pas empêcher — le retour d'un certain nombre d'exilés plus ou moins « rouges » auxquels il était jusqu'alors interdit de rentrer au pays. C'est ainsi que l'on vit revenir, le 21 janvier 1962, Hugo Tolentino Dipp, le plus brillant, sans doute, des historiens dominicains. Et, avec lui, Rafael Calventi Gaviño, Chito Henríquez Vásquez, Diego Bordas. Les suivaient Máximo López Molina — le leader du MPD — ainsi que les premiers membres du PSP: Tulio H. Arvelo Delgado, Juan Ducoudray, quelques autres encore.[67]

Mais, très vite, le Consejo « se ressaisit ». Sans doute, le MPD et le PSP restaient interdits;[68] pourtant, aux yeux des nouveaux gouvernants, ce n'était pas encore suffisant.

« Deportations were essential — public trials created martyrs ».[69] C'est, le 20 février 1962, la loi no. 5819, « que declara la existencia de un estado de emergencia nacional »:[70] « cualquier persona o grupo de personas cuya conducta o actividades sean consideradas peligrosas para la tranquilidad nacional por razón de actividades subversivas o de agitación que entorpezcan el proceso electoral, podrá ser deportada por el Consejo de Estado del territorio nacional hasta tanto cese el estado de emergencia ».[71] Quelques jours plus tard, Tolentino Dipp, Calventi Gaviño, Henríquez Vásquez, Diego Bordas, reprennent le chemin de l'exil. D'autres suivront, très vite. C'est le Consejo, et lui seul, qui a le droit de décider qui sera déporté. Il fera preuve, dans le choix de ses victimes, d'un esprit très « large »: rien qu'aux Etats-Unis, « by the end of the year, we had some 125 deportees ».[72]

Mais, contre un « do-nothing » Consejo, de violentes manifestations, qui tournent parfois à l'émeute, se succèdent dans les principales villes du pays. « Deportations were no real solution to the riots » — écrira l'ambassadeur Martin — « the Consejo, fearing the parties' wrath, did not deport many ».[73] Et alors — et c'est toujours Martin qui parle — « I found myself urging other measures — methods once used by the police in Chicago. There, if a policeman saw an ex-convict or a known hoodlum on the street, he picked him up "on suspicion", took him to the station, held him the legal limit, then released him — only to raid his flat that night, rout him out of bed, and start all over; time after time harassing him, hoping finally to drive him out of town. It was illegal detention, and often worse — prisoners were sometimes beaten. It is one of the gravest abuses of a citizen's constitutional rights. Frequently as a writer I had inveighed against it, and my wife had been a member of the Illinois board of the American Civil Liberties Union.

Now, trying to support a faltering Caribbean government that the Castro/Communists sought to overthrow, I favoured such methods. The alternatives simply seemed unacceptable — a leftist takeover, a military takeover in reaction, or slaughter in the streets. Just the same, I knew that bad means tend to corrupt

good ends. And I remembered Adlai Stevenson's denouncing Senator McCarthy's methods of attacking communism "We begin to resemble the thing we hate" ».[74]

Elle était pourtant bien faible, cette extrême gauche dominicaine! [75]

Le PSP, tout d'abord, qui retourne au pays après un exil de douze ans.[76]

Ils reviennent pleins d'espoir, ces émigrés qui se sont couverts de gloire dans les années 40 et qui, depuis, dans l'exil, n'ont jamais cessé de lutter.[77]

Les dirigeants *catorcitas* les accueillent avec respect, parfois même avec admiration: ils sont les « alt-Kommunisten », les « sabios » — ils sont ceux qui connaissent le marxisme.

Et pourquoi ceux-ci ne rêveraient-ils pas, alors, d'amener au communisme cette jeunesse ardente — « pesepeiser » le IJ4, bâtir enfin un parti de masse?

Déjà à l'Université quelques dirigeants estudiantins de grande valeur — Asdrúbal Domínguez notamment — se tournent vers le PSP.

De même le retour au pays de Quirico Valdez et Justino José del Orbe — deux anciens et prestigieux dirigeants ouvriers membres du CC du parti; la « conquête », aussi, de Mario Sánchez Cordoba, secrétaire de *Asuntos Legales* du *Frente Obrero Unido Pro-Sindicatos Autónomos* (FOUPSA),[78] paraissent justifier bien des illusions.

De tant d'espoirs, il restera peu de chose.

En février déjà, la cellule pesepeiste du IJ4 est détruite.[79] Très vite, chez les *catorcitas*, le respect fait place à la réserve et, bientôt, à la méfiance — qui se muera plus tard en hostilité.[80] A l'Université, le grand prestige personnel d'un Asdrúbal Domínguez ne suffit pas à effacer l'amère réalité: le 1J4 « arrastra a la juventud » [81] et le PSP restera minoritaire.

Au sein même du mouvement ouvrier se succèdent les déceptions. En mai 1962 déjà, Mario Sánchez Cordoba doit démissionner de FOUPSA.[82] Et si, au cours de l'année, le PSP pourra, ici et là, marquer quelques points, son influence n'en restera pas moins limitée à quelques syndicats d'importance secondaire — et là aussi, elle sera largement minoritaire.[83]

En février 1963, au moment où prend fin le gouvernement du Consejo de Estado, le PSP ne représente qu'un groupuscule qui ne dépasse pas les 200 membres.[84] Certes, même un tel chiffre peut paraître impressionnant à ceux qui, dans le cadre de l'Amérique latine, voient en tout communiste un Achille. Or, il n'y avait pas d'Achille au sein du PSP: seulement des jeunes, pleins de bonne volonté, courageux, capables, mais sans expérience. Ils étaient menés par un petit noyau d'anciens dirigeants — les « viejos » du PSP — qui paraissaient mal s'adapter aux réalités dominicaines.

D'autre part, la répression déclenchée par le Consejo de Estado rendait pénible tout effort d'organisation et de propagande. Certes, « si los cuadros del partido hubiesen sido más fogueados en la lucha clandestina » [85] ... hélas, ils ne l'étaient pas.

On trouve également le MPD, dont nous avons déjà vu la débandade sans gloire d'octobre 1961.[86] De ses échecs, il n'a rien appris: sous le Consejo de Estado aussi, « nuestros métodos de lucha y nuestro estilo de trabajo no fueron definidos y claros, sino al contrario, oscuros y zigzagueantes ».[87] Il n'est plus ques-

tion, cependant, d'opportunisme de droite: « nuestro Partido con sólo una incipiente organización celular, y sin una firme formación ideológica y clasista, cayó en manifestaciones de ultraizquierdismo, al crear al Movimiento Revolucionario 20 de Octubre (M.R. 20-10) ».[88]

« Basta de politiquear, vamos a la acción »:[89] le M.R. 20-10 naît du « gran desprecio para la política »[90] d'Andrés Ramos Peguero qui est, avec López Molina, le leader suprême du MPD.[91] C'est dès février 1962 que Ramos Peguero « comienza a aglutinar grupos de cuadros en diferentes barrios de la capital, individuos que generalmente tenían un bajo nivel político, pero un buen entrenamiento militar ».[92]

Avec eux, il forme le M.R. 20-10, « bras armé du parti »,[93] qui devra déclencher « la lucha REVOLUCIONARIA, sin cuartel, utilizando todos los recursos para derrotar a los asesinos y esbirros trujillistas al servicio del Consejo de Estado ».[94] Ce ne sera, en fait, qu'« un intento de hacer la revolución matando la policía uno a uno ».[95]

Entreprise absurde, à laquelle participent quelques dizaines d'hommes pauvrement armés, « bajo la concepción oportunista y aventurera de acciones armadas en las ciudades sin participación de las masas urbanas y campesinas ».[96]

D'emblée, elle est vouée au désastre. En fait, l'« épopée » du M.R. 20-10 se réduira à l'assassinat d'un policier, le 31 mars 1962, très vite suivi par l'arrestation de Ramos Peguero et de plusieurs de ses partisans.[97] Privé de son chef, ne disposant que d'une organisation extrêmement rudimentaire, incapable de survivre dans la clandestinité, le M.R. 20-10 s'effondre lamentablement.

C'est, pour le MPD, une nouvelle défaite. Il y perd son « bras armé ». Trois ans devront passer — jusqu'à la guerre civile de 1965 — pour que le parti « vuelva a reconstituir su aparato militar ».[98]

Très affaibli par la répression, désormais sans leaders,[99] le MPD se retrouve, au début de 1963, avec à peu près aussi peu de membres que le PSP. Encore plus faible que ce dernier à l'Université et au sein du mouvement ouvrier, il puise sa force, en revanche, dans « son » secteur traditionnel — et d'où le PSP sera toujours exclu: les « chiriperos », les chômeurs.

Reste le 1J4. Il a perdu, de décembre 1961 à janvier 1962, une large part de son influence.[100] Il la retrouve — en partie du moins — dans les mois qui suivent. Déçues d'un Consejo de Estado « white, oligarchical and remote »,[101] de larges couches de la population se tournent vers les deux grands partis de l'opposition: le PRD, sans doute, mais aussi le 1J4.[102]

Cependant, alors même qu'il « se mueve ... en forma ascendente »,[103] le 1J4 s'engage dans un processus qui finira, une fois de plus, par « aislarlo de la masa »: c'est, dès mars-avril 1962, « la marcha ascendente hacia la guerrilla ».[104]

Un petit groupe d'anciens membres du MR1J4 — parmi lesquels se détache, par sa personnalité, Polo Rodríguez Sánchez — retourne en République Dominicaine, en mars 1962. Ils viennent de Cuba, où ils ont séjourné plusieurs mois. Complètement identifiés au *Movimiento Revolucionario 26 de Julio*, ils parlent avec l'autorité de ceux qui ont vécu dans la « terre promise ». Pour eux, aucune hésitation n'est possible: le 1J4 ne peut pas devenir un parti « electorero », il doit s'emparer du pouvoir par les armes ... à la « cubaine ».

Dans le CEC du 1J4 un « grupo duro » se constitue, particulièrement sensible à l'influence « ultra-castriste » de Polo Rodríguez et de ses amis. Son noyau est formé de Manolo Tavárez et des quatre hommes qui seront plus tard décrits péjorativement comme les « supersabios » du parti: Fidelio Despradel Roque, Roberto Duvergé Mejía, Luis Genao Espaillat et Juan Miguel Román.

A eux, s'opposent les « flojos »: ceux-là qui, tout en se déclarant « castristes », et bien qu'acceptant le principe de la guérilla, n'en considèrent pas moins toute solution de force impossible.[105]

Un troisième groupe, enfin, largement minoritaire, a pour leaders Félix M. Germán, membre du CEC, et Carlos A. Grisanty. Leur opposition est absolue: non seulement au principe même de la guérilla, mais encore à toute influence marxiste.

Déchiré par ces divisions, le CEC du parti n'est plus qu'une fiction. C'est « al margen del Comité Central » [106] que les « durs », forts du prestige de Manolo, développent leur action — une action qui « convirtió al Partido en un grupo de conspiradores ».[107]

Alors même que dans le pays s'accentue la lutte électorale, le groupe « duro » du 1J4 entame sa « labor de capacitación »: [108] sélectionner dans chaque ville les *catorcitas* qui montrent le plus d'inclination pour la lutte armée; éloigner du parti, en revanche — ou, du moins, de certains des postes directeurs — les « electoreros », les « flojos ».[109]

Ainsi naît dès juin 1962 la *Infra-estructura*. Bras armé du 1J4, elle devra déclencher l'insurrection avant même le 20 décembre — c'est la date prévue pour les élections. La « farsa electoral » n'aura pas lieu, le 1J4 prendra le pouvoir par les armes.[110]

L'été passe . Bientôt c'est l'automne, décembre approche — et le jour des élections aussi. C'est le moment où le 1J4 devrait se lancer dans la lutte armée, c'est le moment d'établir un bilan.

Et les « duros » eux-mêmes doivent alors reconnaître leur impuissance. La *Infra-estructura* existe, certes, mais elle n'est qu'un fragile squelette. Les armes font cruellement défaut, et l'appui populaire aussi. Très affaibli dans les villes, le 1J4 est pratiquement inexistant dans les campagnes, où la population lui est même, souvent, franchement hostile ... « si nos hubieramos lanzado a la guerrilla, son los campesinos mismos que nos hubieran hecho bajar a palos ».[111]

Les « duros » hésitent — que faire? Le groupe « flojo » « les hace el favor de convencerlos ... se recojen los fusilitos y ... hasta mañana ».[112]

Les élections auront donc lieu. Mais le 1J4 a suivi, dès juin surtout, une « linea aventurera » qui le « desligó totalmente ... de las masas ».[113] Participer aux élections pour n'y recueillir que quelques milliers de voix — ce serait là l'aveu éclatant — et public — de la faiblesse du parti.

« Duros » et « flojos » se rejoignent dans cette analyse — pour s'opposer aussitôt sur la stratégie de rechange à adopter. Pour les « flojos », le parti doit s'incliner devant la réalité: le peuple dominicain veut les élections — les premières élections libres depuis 1924! — et il ira voter, à moins d'en être empêché par la force — une force que le parti est bien loin de posséder. Acculé à l'absten-

tion, le 1J4 doit nuancer son refus, pour ne pas s'opposer trop brutalement à « la masa ». Il invitera donc ses partisans à voter pour Bosch — « le moins réactionnaire » des candidats; d'ailleurs, ils le feraient en tout cas.

Mais, pour les « duros », il ne saurait y avoir de différence entre un Juan Bosch et ses adversaires: ils sont tous des « fichas » de l'impérialisme américain, ils sont tous également méprisables.[114]

Manolo et les « supersabios » imposent leur volonté: le peuple sera appelé à boycotter les élections — telle sera la consigne du 1J4.[115]

Une fois de plus « el 1J4 patea las masas y les impone cosas que las masas no pueden aceptar ».[116] Par sa participation massive aux élections, le 20 décembre 1962, le peuple dominicain inflige un nouveau et cruel démenti aux « jovenes revolucionarios de la clase media ». « Todos votaron, hasta militantes del 1J4, hasta cuadros del partido, hasta miembros del Comité Central ».[117]

Si faiblement menacé par l'Extrême Gauche, le Consejo le serait en revanche bien davantage par les Forces armées ... s'il osait s'engager dans ce qui serait « quite probably the most dangerous thing the Consejo could do — provoke the military ».[118]

Trujillo est mort, l'empire s'est écroulé. Avec Ramfis, avec les « Wicked Uncles », quelques officiers supérieurs, particulièrement identifiés avec la dynastie, ont choisi l'exil. D'autres, les boucs émissaires, ont déjà été limogés au cours des semaines précédentes, sacrifiés sur l'autel de la « démocratisation ». Mais broutilles que tout cela. Si la République Dominicaine apparaît comme « a sick, destroyed nation to be viewed as one ravaged by a thirty-years war, even one to be occupied and reconstituted »,[119] que dire de ses forces armées? Instruments aveugles de la dictature, les militaires dominicains n'ont existé, pendant 30 ans, que pour servir le maître — sicaires en uniforme, les mains souillées par d'innombrables crimes. Ecole de corruption, force d'occupation dans leur propre pays, parasite avide dévorant jusqu'à un tiers du budget national:[120] telles sont les forces armées de Trujillo.

Que vaut, dans ces conditions, le départ de quelques officiers? Pour qu'une démocratie politique — et, peut-être, un peu de bien-être — soient possibles en République Dominicaine, les écuries d'Augias doivent être nettoyées: cela exige une réduction draconienne du budget des forces armées, et de leurs effectifs;[121] le limogeage, aussi, de ces centaines d'officiers — parmi eux presque tous les officiers supérieurs — corrompus désormais au delà de toute espérance — bref, « provoke the military ».

Immense entreprise aux dangers multiples. La menace d'un coup d'Etat militaire hante les esprits. Mais le Consejo, que domine l'UCN, montre par moments des velléités d'agir.[122] Et l'action n'est pas impossible, si les Etats-Unis le veulent: « we [les Américains] had several advantages. Fresh in their memory [des militaires dominicains] was the appearance of the U.S. fleet on the horizon in November 1961. Fresh, too, was General Rodríguez Echavarría's unsuccessful two-day coup in January 1962 ».[123]

Mais Washington prêche la « modération ». « We decided » — écrira l'ambassadeur Martin — « I should tell president Bonnelly that, while we were in

complete sympathy with his desire to purge the Armed Forces of Trujillistas, he could not count on United States help at this time in this matter ».[124]

Quelle est la raison de la prudence de Washington? Sans doute, la crainte qu'une action intempestive ne pousse les militaires à la révolte. Mais aussi le sentiment qu'il est non seulement possible, mais nécessaire même, d'arriver à un « working arrangement » avec les forces armées dominicaines.

Car « the military did not want to govern ».[125] Ils ne voulaient au fond que deux choses: être « protected ... from the people's vengeance »,[126] et continuer à s'enrichir: « some [sic!] hoped to become rich and were becoming so as they rotated the lucrative graft posts ».[127] Bref, ils étaient prêts à accepter le Consejo, aussi longtemps que celui-ci n'interviendrait pas « in military affairs »! [128] Mais surtout, ils avaient une « redeeming quality »: « they hated and feared the Communists. Batista and his officers, fleeing Castro, had told the Dominican Officers how Castro had shot their confreres at the wall; they never forgot ».[129]

A Washington, le spectre d'un nouveau Cuba hante les esprits. Sans doute, à long terme, les prodiges de l'Alliance pour le Progrès permettront d'éliminer les « alliés naturels » du communisme: la misère, l'ignorance. A long terme ... mais « vitamin's tablets will not save a man set upon by hoodlums in an alley ». Comment garantir alors, dans l'immédiat, l'indispensable « anti-communist stability » en République Dominicaine? Ramfis et Balaguer ne sont plus là. A leur place, le Consejo — « a tottering, unpopular, do-nothing government »,[130] faible et méprisé.

Un seul rempart, contre la menace castro-communiste: les Forces armées, prêtes à intervenir pour défendre « Dios, Patria, Libertad ... Their God, their country and their kind of liberty »,[131] certes — mais, du moins, violemment anti-communistes.

En République Dominicaine, comme presque partout dans l'hémisphère, les Etats-Unis se voient confrontés à un même problème:

> « In signing the Act of Bogota in 1960 and the Charter of the Alliance for Progress in 1961, the United States explicity pledged its economic policies to the principles of social reform in Latin America. But the very condition that prompted the signing of these documents — the threat of social revolution — also counseled the immediate strengthening of security forces within the Latin American countries. Here was a built-in dilemma. Strengthening the security forces ... meant a strengthening of the armed forces — the very institutions that had often been associated with reaction and dictatorship ».[132]

Ce dilemme, Washington s'efforce de le résoudre. Les officiers dominicains seront « régénérés », « démocratisés ». Ce sera la tâche des attachés militaires américains: « my attachés ... saw them daily. They made friends among them. Assiduously they worked at convincing them that democracy was here, and in a democracy the military is subordinate to the civilian power ».[133] Ce sera aussi la tâche de la « fourty-four-man military mission under the command of Lt. Col. David C. Wolfe of the U.S. Marine Corps »,[134] qui « aimed at facilitating the adjustment of the Dominican military in the transition from dictatorship to democracy ».[135] Et bientôt, l'inévitable résultat: « the indoctrination of the armed

forces, under the direction of Colonel Elias Wessin y Wessin,[136] was concentrated primarily on simple anti-communism to the exclusion of almost all else. The materials used for this instruction were comparable to the Birchite literature employed by General Edwin Walker ».[137] Egalement un échec, « notwithstanding the publicity to the contrary »,[138] sera le « civic action program » par lequel les Forces armées auraient dû améliorer leur « public image ».[139]

Mais il n'y a pas que la «démocratisation». «The death of Trujillo occurred... at a time when a new United States President was redirecting the major thrust of the military assistance program in Latin America ... from Hemispheric defense to internal security ».[140]

« I reminded them gently » — écrira l'ambassadeur Martin en évoquant une conversation avec des militaires dominicains « that the [Dominican] Armed Forces' purpose was not to fight [Cuban] MIG's — we would do that if necessary — but to maintain internal security against guerrilla action » [141] « In the [Dominican] Republic we wanted Dominican troops trained in counter-insurgency in case Castro/Communist guerrilla activity began ».[142] Et le *Military Assistance and Advisory Group* (MAAG) se mettait au travail: « by the end of the year, despite Castro/Communist outcry, we had trained three companies of counter-insurgency troops, one at Costanza, the others at the 27th of February Army camp in the capital ».[143] « We wanted them carefully selected — they would become the crack troops of the Republic, and we didn't want them shooting the wrong direction ».[144] Et le succès sera certain: « the few guerrillas who took the hills after Bosch was overthrown were needlessly massacred after they had surrendered ».[145]

Cependant — et toujours dans le but d'accroître la « capacité de défense » de la « démocratie » dominicaine — « under the urging of the U.S. military mission, the National Police force was increased from 3.000 to 10.000 members ».[146] « It was hoped that the Police could be kept under civilian control and remain a-political ... but the hope ... was naïve ».[147] Sous son nouveau chef, le général Belisario Peguero Guerrero, la police devenait « the most oppressive, most corrupt, and most Trujillista of all the armed forces ».[148] Elle se révélait efficace, cependant, pour maintenir l'« ordre » contre des foules désarmées ... jusqu'au jour de la vérité, le 25 avril 1965.[149]

Ainsi, en « rééduquant » les forces armées dominicaines et en leur répétant, d'une part, que «» Bonnelly was the President and Commander in Chief, and ... we supported him »,[150] en répétant à ce même Bonnelly, d'autre part, qu'il ne devait à aucun prix « provoke the military », les Etats-Unis assuraient, tout au long de 1962, la « paix » et l'« harmonie ». Le Consejo faisait preuve de la sagesse requise — les militaires restaient « démocratiques ».

Ce ne sont donc pas les Forces armées — et ce n'est certes pas l'Extrême Gauche — qui représentent une menace réelle pour le Consejo de Estado. Le véritable danger, du moins à en croire l'ambassadeur Martin, provient des « Consejeros » eux-mêmes — ou, plutôt, de certains parmi eux: du fait de leur ambition, de leur désir de se perpétuer au pouvoir, de leurs rivalités, aussi. Ce danger provient surtout d'Antonio Imbert Barrera et de Luis Amiama Tió: les deux « héros

nationaux », les deux survivants de l'assassinat de Trujillo. « I probably spent more time in 1962 on them and their plots than on any other single problem »,[151] écrira toujours Martin.

Imbert, convaincu que « democracy would never work »[152] et que « anyone could be bought »,[153] renfermé dans son bureau « shuffling stacks of telegrams and stacks of money, handing out jobs, ordering people arrested, firing policemen, hiring others »[154] — bref, « usurping the Presidency ».[155] Imbert et Amiama, inséparable duo, « running the country »,[156] « quietly collecting power ... pushing their relatives and friends deeper and deeper into the Government's power centers »,[157] « trying to put together a third-party coalition of their own, hoping, no doubt, to use gangs of thugs, leftists, and police to win or steal the election ».[158] Déjà en contrôle de la « machinery of criminal justice — police, secret police, immigration and Attorney General »,[159] mais s'efforçant aussi, sans cesse, « to get hold of the Army »:[160] « they never stopped trying to get their own man in as Army Commander »,[161] « they tried to put a relative of Amiama in Command of the Navy ».[162]

« It is history that when men assassinate a dictator and survive, they tend to become dictators themselves, sometimes almost against their wills ».[163] Imbert et Amiama essayèrent, en 1962. Ils échouèrent. Mais une nouvelle chance sera offerte à Antonio Imbert Barrera — « Tony » pour John Martin, et« our Number One problem »[164] pour l'ambassadeur américain — trois ans plus tard, en mai 1965. Martin, le « liberal », le « démocrate », choisira son ami Tony — aspirant dictateur, mais désormais « a necessary bulwark against anarchy »[165] — pour diriger une troisième force inexistante qui ne sera en réalité que l'expression des secteurs les plus pourris de la société dominicaine.[166] Dernier cadeau empoisonné que l'ambassadeur de Kennedy offrira à un peuple dont il prétend avoir été l'ami.

Ainsi, en 1962, entre deux complots, entre deux crises, avance le Consejo, trébuchant, soutenu, réprimandé, guidé par l'ambassade des Etats-Unis. Péniblement, lentement, le jour fatidique des élections approche.

Elections! De véritables élections pour la première fois depuis 38 ans — quelle chance inespérée, quel jeu fascinant. Combien de « personnalités » pensent que leur heure est venue, qu'elles ont un message à offrir au peuple dominicain — et, surtout, la possibilité de se mettre en évidence et d'arracher des avantages.

Pour combien de « personnalités », enfin, un rôle de « second » au sein d'un parti déjà pourvu de leader ne serait qu'une insulte, une humiliation, à leur passé ... ou à leur nom, ou, surtout, à leurs ambitions.

Président d'un parti, candidat à la présidence de la République: voilà qui est bien plus attrayant, exaltant même — et les partis politiques poussent comme des champignons: « at one time at the height of the election struggle some twenty-nine parties could be counted ».[167]

Comment s'y retrouver? Il y a les partis de masse: UCN et PRD. Il y a le 1J4 — qui constitue un cas à part. Il y a les petits partis, il y a les mini-partis, et il y a, enfin, les « one-man operations, existing one day and merging, dividing or disappearing the next. They were based largely on family ties; in one of them the father was president of the party, his wife secretary general, and his two daughters typists. Usually some friends or relatives would consent to have their

names included in the party's membership's rolls, but few others ».[168] Si l'on exclut ces entreprises familiales, l'horizon s'éclaircit. Certes, les mini-partis restent nombreux et fastidieux. Leur programme est inconnu, submergé par des flots de rhétorique. Leurs leaders comptent sur leur propre « arraigo », sur des appuis puissants, parfois, pour gagner aux élections ces quelques milliers de votes qui leur permettront d'obtenir un ou deux députés — peut-être un sénateur — et de poursuivre ainsi un jeu délicieux et profitable: vendre leurs voix, marchander leur appui, se retrouver dans les journaux, parler à la radio, être important, sollicité ... être quelqu'un!

« Général » Vilomar: il a été, dans les années 20, « una de las más vigorosas columnas del extinto Partito Nacional »[169] d'Horacio Vásquez. Son vieux parti, il prétend le faire renaître, en décembre 1961. Ce sera son « colosse ».[170] Un *caudillo* à la recherche du passé.

Vanguardia Revolucionaria Dominicana (VRD). Horacio Ornes Coiscou en est le propriétaire. Il a un bel « historial de lucha ». Il a été, en 1949, un des leaders de l'expédition anti-trujilliste de Luperón. Plus tard, toujours en exil, il a créé la VRD. Maintenant que Trujillo est mort, maintenant que chacun a son propre parti, pourquoi devrait-il, lui, renoncer au sien? Oui, pourquoi y renoncerait-il, alors que son frère l'aime bien — et que ce frère, Germán, est le propriétaire-éditeur du journal le plus vendu dans le pays, *El Caribe*.

Général Miguel Angel Ramírez Alcantara — présent! Non seulement il a un honorable passé anti-trujilliste, mais à San Juan de la Maguana, « sa » ville, il est le « boss », le *caudillo*. Il se considère « as the patron of San Juan »[171] et les habitants de la ville, et même de toute la province, inclinent fortement à lui donner raison. Ce sera donc le *Partido Nacionalista Revolucionario Democrático* (PNRD).

Il y a enfin le groupe des anciens lieutenants: ayant quitté, pour une raison ou une autre, le parti où ils militaient, mais incapables de résister à l'attrait de la grande aventure, ils ont mis sur pied leur propre parti de poche.

Deux transfuges du PRD tout d'abord: Nicolás Silfa et Ramón Castillo.[172] Le premier, expulsé pour avoir violé la discipline du parti.[173] Le second, démissionnaire à cause de la ligne trop « gauchiste » (!) du PRD. Fondateur et président, Silfa, du *Partido Revolucionario Dominicano Auténtico* (PRDA). Fondateur et président, Castillo, du *Partido Progresista Demócrata Cristiano* (PPDC). Les deux, voués à l'échec.

De l'UCN, qu'il juge trop à droite, Juan Isidro Jimenes Grullón se sépare avec éclat, le 2 avril 1962. Issu d'une famille illustre, annobli par plus de 20 ans d'exil, homme d'une culture peu commune, honnête même, il représenterait — s'il en acceptait la discipline — une recrue de choix pour n'importe quel parti. Trop orgueilleux pour consentir à ne pas être le premier, trop sûr de son étoile aussi, il préfère fonder, avec ses quelques partisans, l'*Alianza Social Demócrata* (ASD) — qui sera, assure-t-il, le parti de la « gauche démocratique ». Mais Juan Isidro oublie que de la politique il ne connaît que la théorie, et qu'il ne suffit pas d'être savant pour être bon politicien.

Il y a enfin Mario Read Vittini. Vice-président du *Partido Revolucionario Social Cristiano* (PRSC), il a voulu en être le leader suprême. L'échec de sa ten-

tative s'est soldé par son expulsion (octobre 1962). Immédiatement, un nouveau parti est né, le *Partido Demócrata Cristiano* (PDC). Read Vittini en est, naturellement, le président.

Une place à part revient au *Partido Revolucionario Social Cristiano* (PRSC). Il semble être, en République Dominicaine, un parti de type nouveau, moderne.

C'est en 1960 que de jeunes exilés — les Mario Read Vittini, Guido d'Alessandro Tavárez, Alfonso Moreno Martínez — sont entrés en contact avec des partis démocrates-chrétiens d'Europe Occidentale et d'Amérique latine. Et ils ont créé le DAFID (*Grupo de Ayuda al Frente Interno Dominicano*). Trujillo mort, ces mêmes hommes se sont retrouvés au Venezuela, où ils ont suivi, pendant trois mois, un cours d'organisation politique institué par COPEI. C'est à Caracas qu'est né le « Comité Gestor » du PRSC, c'est de Caracas que les nouveaux dirigeants se sont rendus en République Dominicaine, dans la deuxième moitié de novembre 1961.[174]

Le 2 décembre, enfin, un communiqué est apparu dans *El Caribe*.[175] Il annonçait à la population dominicaine la création et la déclaration de principes du nouveau parti.

Le PRSC prétend rejeter le *caudillisme*, et se rattacher non pas à un homme — aussi charismatique soit-il — mais à un programme. Il revendique son appartenance à cette famille démocrate-chrétienne — déjà prépondérante dans certains pays d'Europe Occidentale — qui pénètre désormais en Amérique latine, au Chili et au Venezuela notamment. Il se veut « révolutionnaire », mais « démocratique ». Son anti-castrisme est virulent, son attachement à la démocratie politique paraît sincère.

Ce n'est pourtant, à l'époque, qu'un noyau de « young, dedicated anti-Communist activists ».[176] A aucun moment les sociaux-chrétiens n'apparaissent, au long de 1962, en mesure d'emporter les élections. Mais ce que le présent refuse, l'avenir pourra, peut-être, l'accorder. Car les raisons d'espérance ne manquent pas au nouveau parti. « L'idéologie social-chrétienne, encore peu connue, attire des ouvriers aussi bien que des étudiants ».[177] La puissante *Confederación Autónoma de Sindicatos Cristianos* (CASC) noue avec le PRSC des relations assez étroites. Cependant, à l'Université, les étudiants sociaux-chrétiens, regroupés dans le BRUC,[178] sont les seuls à pouvoir s'opposer à la marée « extrémiste » des *Fragueros*.[179]

Des sacerdotes, enfin, apportent leur appui au nouveau parti. Mais nous sommes encore en 1962. « El Concilio Vaticano Segundo, era apenas una esperanza en la mente de algunos sacerdotes vanguardistas y faltaban tres largos años para que sus acuerdos fueran adaptados por la Iglesia. Medellin era el nombre de una ciudad de América Latina, pero nada significaba todavía para la avanzada cristiana de las areas subdesarrolladas. Y el padre Camilo Torres era apenas una voz que gritaba en el desierto ».[180] Des prêtres « militants » — des jésuites, surtout — soutenaient le PRSC. L'idée de certaines réformes sociales n'était pas pour les effrayer. Mais pour eux tout but, toute réforme, devait être subordonné à une tâche suprême: la lutte contre le communisme *sous toutes ses formes*: non pas une croisade, mais une obsession, qui les conduira à détecter le « virus rouge » chez des anti-communistes sincères, qui les condamnera, bientôt, à une

triste alliance avec ceux qui s'opposent à toute réforme.[184]

Au moment où Balaguer cherchait refuge dans la Nonciature, en janvier 1962, l'UCN représentait la force dominante du pays. Les mois suivants verront son déclin. Le Consejo était « a tottering, unpopular government »,[182] l'UCN en était « the chief base of support ».[183] « To ask the parties not to attack the do-nothing Consejo was to ask them to commit suicide »[184] — l'UCN, aux yeux du peuple, *était* le Consejo.

En vain Fiallo s'évertuait à dire que « only three of the seven members of the Council could claim affiliation with the UCN »;[185] en vain celle-ci, pour échapper au discrédit, « decided in its party assembly of April 16 that all its members who held political posts in the current government should resign from these posts within ten days ».[186] Tous les *Consejeros* restaient à leur place, et sur quatorze ministres — presque tous *cívicos* — deux seulement donnaient leur démission:[187] « the danger from the UCN pullout had passed ».[188] En réalité, il n'avait jamais existé.

L'UCN se sentait assurée de la victoire. Son candidat à la présidence de la République, Viriato Fiallo, était un héros de l'anti-trujillisme; les *cívicos* « emphasized Fiallo's nobility ».[189]

Parti de « nobles », il faut le reconnaître. Fiallo tout d'abord, « el más honesto, el más responsable, él que más amó y ama al noble y sufrido pueblo dominicano ».[190] Et ceux qui l'entouraient aussi. Auguste assemblée de noms illustres, point de rencontre de la fleur de la société dominicaine, l'UCN « enjoyed the backing of the richer and more aristocratic elements and its leadership continued to be drawn exclusively from these ranks »:[191] des hommes que le Seigneur a bénis dès la naissance et dont les ancêtres avaient une place dans l'histoire— si malheureuse — du pays; des êtres supérieurs avec de l'argent, de l'instruction, une couleur blanche: c'était la « gente de primera », née pour gouverner.

Après 30 ans d'éclipse, 30 ans d'une — relative — abstention, l'heure était enfin venue. Les Bermudez, les León, les Cabral, les Vicini montaient à l'assaut.

Leaders dynamiques, les chefs de l'UCN ne craignaient pas la fatigue d'une campagne électorale: ils allaient « in cavalcades of big cars, wearing business suits ».[192] Ils étaient blancs, mais ils chérissaient les noirs: « Fiallo went into a barrio and referred to "my little Negritos", a patronizing phrase that could scarcely have been calculated to cost him their votes ».[193]

Ils aimaient leur peuple, et cet amour ils le démontraient en se refusant à attiser la haine de classe, à exciter l'inférieur contre son supérieur. Ils refusaient d'exacerber les souffrances d'une population misérable en lui rappelant que d'autres possédaient en trop large mesure ces richesses qu'elle n'avait pas — et que, s'ils gagnaient, elle n'aurait jamais. Ils lui parlaient, en revanche, de valeurs combien plus nobles: « Fiallo's nobility, the people's nobility, freedom's nobility ».[194]

Oui, ce peuple ils savaient le comprendre; ils savaient que son ambition majeure n'était pas de manger deux fois par jour ou d'avoir des souliers, ou d'envoyer ses fils à l'école — pourquoi des paysans auraient-ils besoin de lire? Ils savaient que l'ambition suprême de la plèbe dominicaine était la lutte contre le communisme et la lutte contre les Trujillistes.

Trujillo était mort, sa famille savourait à l'étranger les richesses volées,

mais dans le pays les trujillistes pullulaient, il fallait sévir. Avec justice, pourtant, et sans aveuglement. Rafael Bonnelly lui-même, en effet, « had served Trujillo in various important Cabinet posts » [195] — mais Bonnelly n'était pas « trujillista », il était le président du Consejo de Estado anti-trujilliste. N'avait-il pas été, pourtant, complice des crimes de l'Ere, lui qui avait même occupé « the powerful and feared position of Secretary of State of Interior and Police »? [196] Question oiseuse et hors de propos: pour ces crimes — dont il était complice — Bonnelly « had the contempt ... that so many Santiago oligarchs feel »: [197] « he was connected, by marriage and friendship, with the Santiago oligarchy »! [198]

Non, d'autres étaient coupables, ceux qui, grâce à l'appui du tyran, s'étaient hissés à des positions — dans le gouvernement, dans l'armée, dans les affaires — d'où leur origine obscure aurait dû les exclure à jamais... comme au fond Joaquín Balaguer, qui dans sa jeunesse, à Santiago même, « vendía centavos de jabón a los pobres de su barrio ».[199]

C'étaient eux les coupables, ceux qui avaient volé des richesses que d'autres avaient le droit de voler, ceux qui, profitant honteusement des faveurs du tyran, avaient, combien de fois au cours de 30 ans sans fin, humilié leur sang bleu, la « gente de primera ». Sur eux se déchaînait la juste colère des *cívicos*, et il fallait épurer sans pitié l'administration, les forces armées, il fallait frapper, sévir. Telle était la sainte croisade à laquelle le « noble, sufrido pueblo dominicano » [200] était si généreusement convié à participer.

Ainsi, sur ses deux chevaux de bataille — anti-communisme, anti-trujillisme — l'UCN galoppait vers la victoire, enivrée par un triomphe dont déjà elle savourait le goût, tendue vers cette démocratie « pure et dure » qui saurait refuser les compromis bâtards, les réformes matérialistes, démagogiques, mais qui serait chrétienne, exalterait les valeurs de l'esprit, et s'exprimerait au sommet par un athénée ou siégeraient des noms illustres, des hommes cultivés, raffinés — un parlement, bref, qui fût à l'image de l'UCN elle-même.

Parfois, pourtant, des doutes tenaillaient les croisés. Le peuple serait-il sensible aux démagogues qui tramaient dans l'ombre? La matière triompherait-elle de l'esprit? Et alors le parti de la réaction se réveillait d'un soubresaut, promettait la lune, essayait de « outpromise » [201] les « démagogues », s'abaissait à des « revolutionary pronouncements ».[202]

Mais le cœur n'y était pas. En dépit de ses efforts, « the UCN could never shake its label as "the Party of the Rich" ».[203] « It was an upper class party »,[204] « lacking in real understanding of the people's needs ».[205] « It was difficult for a laboring man to see how he could benefit from a party led by the same elements who had traditionally kept him subjugated. It was likewise difficult for a campesino to comprehend how he would gain from an agrarian reform when some UCN leaders urged that the government-owned lands earmarked for the agrarian reform be returned to private ownership ».[206]

Mais broutilles que tout cela. Avec ou sans enthousiasme, « the campesinos would vote the way Don Juan, or Don Eduardo, told them to » [207] — et donc UCN. Il y avait aussi l'« héroïsme » de Fiallo, et l'appui de très larges secteurs du clergé et de la classe moyenne — la victoire, bref, ne faisait pas de doute. « To hear Fiallo, the elections were a rather tiresome formality to be completed

before his inauguration ».[208] C'est peut-être pourquoi « the party was late to begin its campaign outside the capital city ».[209]

Face à l'UCN, pour lui disputer le pouvoir, il n'y a que le vide.

Sans doute le PRD ne ménage pas ses efforts. Mais il a peu d'argent, ses moyens sont limités, il est le parti des « médiocres »: aucun nom illustre, aucun Espaillat, aucun Cabral.[210] A ces tares, il prétend remédier par le génie organisateur de Miolán,[211] par le dévouement de ses militants, par la clarté de son message et, surtout, par le charisme de Bosch — président du parti et bientôt candidat à la présidence de la République.

« First to realize the importance of the peasant vote »,[212] le PRD se lance dans la conquête des campagnes, à un moment où les autres partis s'épuisent « in verbal squirmishes among themselves ».[213] Bien que dépourvus de « big cars » et de « business suits », « PRD lieutenants fanned out into all areas of the country gathering information on the local needs of each community ».[214]

Et bientôt on organise la FENHERCA, « the peasant arm of the PRD ».[215] Bientôt le parti « had representatives and a functioning office at almost every widening of the road where half a dozen shacks were gathered together ».[216] Trop sûre d'elle-même, en revanche, la riche, la puissante UCN n'aura de bureaux que dans les quinze principales villes du pays.

Cependant, « in a Jeep »,[217] Juan Bosch, le leader suprême du PRD, sillonne la République, « quietly, his activities unreported in the press ».[218] Dans un pays aussi pauvre en bonnes routes qu'en hôtels confortables, il mène une « highly unorthodox electoral campaign of unannounced visits to virtually every slatternly settlement in the Dominican countryside ».[219] Il parle aux *campesinos* « with simple, powerful eloquence ».[220] Et lorsqu'il repart, ce n'est qu'un au revoir, jamais un adieu: « his radio broadcasts »,[221] « aimed especially at rural communities »,[222] « were heard twice a day in the countryside on cheap Japanese transistor radios ».[223]

Mais qui est Juan Bosch, cet inconnu qui, à la tête de sa bande d'exilés,[224] ose remettre en question le droit des « honorables » — les *cívicos* — de reprendre en leurs mains les leviers du pouvoir?

Juan Bosch, le parvenu. Jamais un Bosch n'a figuré dans l'histoire dominicaine — ou dans celle d'aucun autre pays. Jamais un Bosch n'a côtoyé la « gente de primera », fréquenté leurs clubs, partagé leur vie, leurs ambitions, leurs intérêts. Fils d'émigrants: sa mère, Angela Gaviño, est Portoricaine; son père, José (« don Pepe »), est Espagnol. L'Espagne, terre de nobles, a donné au monde des noms illustres — mais José Bosch n'était qu'un artisan, que l'illusion d'un avenir meilleur a poussé à émigrer et qui, en République Dominicaine, n'a pu devenir qu'un petit commerçant.

Juan Bosch, l'autodidacte. Aucun titre universitaire n'atténue la médiocrité de son origine.[225] On prétend qu'il est un grand écrivain. Ses livres, on ne les a pas lus;[226] il n'est pourtant pas nécessaire de les lire pour condamner l'insuffisance de sa culture: il suffit d'écouter les discours qu'il prononce au cours de sa campagne électorale, discours où il s'exprime dans un langage ordinaire que l'on n'entendrait jamais dans une bouche « de primera »; un langage d'une telle vulgarité que même un paysan peut le comprendre. Ainsi, lorsqu'il dit:

« generalmente el agricultor ni tiene la manera de guardar, por ejemplo, la habichuela, ni tiene dinero para esperar mejor precio aunque la guardara fumigada. Pero si el gobierno le comprara el producto al agricultor, y lo fumigara el gobierno y lo almacenara o guardara, el comercio tendría que comprarle al gobierno y tendría que comprarle siempre al precio que fijara el gobierno; o le compraría al agricultor directamente, pero al precio fijado por el gobierno ... [Grâce] aux progrès de la science, nous pouvons conserver pendant plusieurs mois non seulement les haricots et le riz, mais aussi les platanes, les tomates, les avocats, les mangues, les oranges, les papayes. Supposons que l'on vende chaque avocat à un centime: lorsque pourrissent 1.000 avocats, l'on perd dix dollars — et lorsque l'on perd dix dollars, ce sont les repas d'au moins cinq Dominicains que l'on perd ... et ne parlons pas des oeufs pourris, des ananas pourris, des tomates avariées. Dans le pays nous perdons chaque année des millions de dollars en produits pourris — et cela signifie, pour la majorité des Dominicains, les repas de plusieurs jours. Produire, conserver et obtenir des prix avantageux pour les producteurs: voila un des besoins les plus importants du pays ».[227] Et c'est à cela que, « dentro de nuestras posibilidades »,[228] s'engage le PRD.

Quel pauvre style, quels mots ordinaires! « Habichuelas », « lechozas », alors qu'un Fiallo s'émeut sur son « noble y sufrido pueblo dominicano », alors qu'un Juan Isidro Jimenes Grullón s'écrie: « eso entraña una traición a la etica revolucionaria ».[229]

Juan Bosch, le démagogue. Il sème la discorde, la division; son message est de haine. Au cri de « borrón y cuenta nueva », il se refuse à reconnaître que la ligne de division, en République Dominicaine, est celle qui sépare les « antitrujillistes » des « trujillistes », il s'oppose à ce que, par le biais d'une sainte chasse aux sorcières, s'affirme l'unité interclasse du peuple dominicain, la chrétienne harmonie entre riches et pauvres, l'inébranlable communauté d'intérêts entre « gente de primera » et masses misérables. Il met l'accent, en revanche, sur ce qui divise, sur le fait qu'indépendemment d'un Trujillo, « el pueblo estaba y había estado siempre sometido a una minoría » [230] — et par celle-ci, avec ou sans Trujillo, cruellement exploité.

C'est contre cette minorité qu'il se déchaîne. Et pour mieux la fustiger, pour mieux imprimer dans le peuple l'image de « sus explotadores habituales »,[231] il jette dans l'arène un vieux mot, qui était tombé en désuétude: le « tutumpote », c'est à dire le « señor todopoderoso, con mucho poder, con dinero abundante » [232] — et ce mot, « marvelously effective with the poor »,[233] « swept the country and passed into the language »,[234] pour devenir une marque d'infamie.

Et Bosch, veut que le peuple apprenne à distinguer « entre un miserable calié [235] y un gran señor que sacaba enormes fortunas del régimen sostenido por los caliés »,[236] et qu'il comprenne « que entre el calié y el tutumpote, su verdadero enemigo era el tutumpote ».[237]

Il prétendra pourtant, l'hypocrite, ne pas avoir introduit dans le pays la lutte de classe: « los tutumpotes dominicanos, y algunos líderes que no son tutumpotes, me acusan de haber llevado al país la lucha de clases. La lucha de clases,

y el odio de clases,existió siempre en Santo Domingo, sólo que una y otro eran ejercidos nada más por la gente de "primera" y el pueblo, ques los padecía, no los tomaba en cuenta o consideraba que debía resignarse a sufrir la injusticia ».[238]

Vaine défense, qui ne fait que renforcer l'accusation. Sans doute, l'exploitation et l'injustice ont toujours existé à Santo Domingo. Mais le crime de Bosch est justement d'avoir voulu démontrer aux masses misérables que « la división social ... era injusta y fuente de injusticias »,[239] de s'être efforcé de « convencerlas de que ellas tenían derecho a que se les diera la oportunidad de obtener lo que les hacía falta ».[240] C'était la première fois que « el "hijo de Machepa"[241] encontraba a alguien que le daba categoría de persona importante, y ese alguien era el PRD; como era lógico, el "hijo de Machepa" se hizo perredeista ».[242]

C'est quelques semaines avant les élections que l'UCN réalisa enfin que les « démagogues » du PRD avaient des chances sérieuses de lui voler cette victoire qui lui appartenait. Sa juste colère fut alors terrible.

« We are going to use some psychological tricks », expliquait le secrétaire général de l'UCN, Baquero, à l'ambassadeur Martin;[243] et il précisait: « the Church priests are saying quietly, Bosch is bad ».[244] « Bad » ... c'est à dire « communist » — « the communist issue raised by the Church in the last flagging days of the campaign ».[245] « Quietly » ... mais ce sera bientôt à tambours battants que certains éléments du clergé déchaîneront l'offensive: le temps presse, pour frapper on ne peut plus se permettre le gant de velours, les subtiles finesses. Et ce sera l'accusation irresponsable du jésuite espagnol Lautico García dans son article « Juan Bosch, marxista-leninista? »,[246] un article qui était « more ... a statement than a question ».[247] Ce seront également les « threats of excommunication for PRD supporters, launched from pulpits ... and in the Catholic newspaper El Amigo del Hogar ».[248] Ce seront aussi deux radios catholiques — Radio Santa María del Santo Cerro (de la Vega) et Radio Sol (d'Higuey) — d'où des membres du clergé exhorteront à ne pas voter pour le « marxista-leninista » Juan Bosch, qu'ils comparent « con los grandes dictadores conocidos, entre ellos Hitler, Mussolini, Himmler (sic) y Castro ».[249] Ce sera, enfin, l'attitude cynique de l'épiscopat dominicain, qui refusera de désavouer les auteurs de ces attaques: c'est à Bosch de prouver son innocence, et cela à cinq jours des élections, et cela avec un électorat qui ignore que « sólo los Obispos están autorizados a emitir oficialmente el pensamiento de la Iglesia »,[250] éclaircissement que les accusateurs de Bosch ont — hélas! — oublié d'insérer à la fin de leurs diatribes. « La alta jerarquía de la Iglesia dominicana se lavaba las manos como Poncio Pilatos mientras un grupo de fariseos gritaba: "Suelta a Barrabás, queremos a Barrabás" ».[251]

L'UCN, il va de soi, reprenait et développait les accusations de marxiste-léniniste que les éléments les plus déchaînés du clergé lançaient contre Juan Bosch et le parti dont il était le leader. Aucun doute n'était plus possible, l'évidence s'imposait enfin dans toute sa clarté:

« La Estafa se Consuma ...

Fallados todos los intentos para apoderarse del poder por medio de la violencia, los comunistas han echado a jugar su última carta, la carta que tenían reservada para la baza final.

Juan Bosch era el instrumento del comunismo internacional, el hombre que la Suprema Dirigencia del Soviet tenía reservado para utilizar en el caso del fracaso de la subversión organizada.
Juan Bosch venía escondiendo su comunismo de años bajo disfraz de la democracia. A ultima hora, a trece días de las elecciones, Juan Bosch se ha quitado la careta, presentándose como lo que siempre ha sido: un comunista de la mejor ley ».[252]

Et encore:

« Ségun informes absolutamente verídicos, en días pasados el comando supremo del comunismo criollo tuvo una reunión con el lider perredeista para tratar de "repartirse" el botín de la Administración Pública y, según se ha podido averiguar, los dirigentes del PRD accedieron a dar tres secretarías de Estado a otros tantos destacados jefes rojos, para desde ellas propiciar una bien planificada invasión comunista en el Gobierno ».[253]

Il ne suffit pas, cependant, que Juan Bosch soit marxiste-léniniste, que son parti représente « el último recurso de los comunistas para apoderarse del país »[254]: « también los trujillistas se encuentran dando todo su respaldo económico y humano a los candidatos del PRD y ... se disponen a apoyar al PRD en un desesperado e inutil empeño para apoderarse de nuevo del país, en franco contubernio con los comunistas »[255]: « COMUNISTAS y TRUJILLISTAS se UNEN al PARTIDO de la DEMAGOGIA ».[256]

Mais c'est encore peu. Aveuglée par sa hantise de « démasquer » Bosch, surestimant complètement le degré d'abrutissement de la population dominicaine, l'UCN repousse les limites de la calomnie. Il faut compléter le tableau. « Trujilliste-marxiste-léniniste », Juan Bosch sera aussi un « hacendado y millonario » — bref, un *tutumpote* — « owning five hundred thousand acres in Costa-Rica and having two million dollars in Venezuelan banks ».[257] Le PRD est le parti des communistes, le PRD est le parti des trujillistes, le PRD est le parti des riches!

Pauvre UCN, quels « dreadful mistakes ».[258] « Trujilliste » ... Bosch n'a qu'à montrer un exil de 25 ans, les torrents de haine que le feu dictateur déversait sur lui.

« Tutumpote » ... lui qui a souvent vécu dans un dénuement que l'« héroïque » Fiallo n'a jamais connu — « Bosch scornfully offered to sell his land for twelve cents an acre and his money for a nickel on the dollar ».[259]

« Communiste », enfin ... c'est le père Lautico García qui a asséné, par son article, le coup le plus dur. Et Bosch répond en défiant son accusateur par un débat public. La nuit du 17 décembre, « la República entera estuvo pendiente del debate mantenido ante las camaras de televisión por el lider del Partido Revolucionario [Dominicano] ... y el jesuita español ».[260] Lautico García « retracted little »,[261] mais « no pudo probar sus alegatos ».[262] Aux jeux de centaines de milliers de Dominicains, Juan Bosch sortait vainqueur d'une épreuve « en que a la Iglesia ningún provecho le advino, y sí mucho descrédito ».[263]

Et finalement, le 20 décembre 1962, le crime était accompli: « la clase

humilde e ignorante »[264] votait en masse pour Juan Bosch, le démagogue. Le triomphe perredeiste était complet:

RESULTATS DES ELECTIONS DU 20 DECEMBRE 1962[265]

	CANDIDATURES[266] Nationales		Autres		Sénat.	Déput.	Conseill. municip.	Maires
PRD	619.491	58,7%	592.088	56,5%	22	49	265	62
UCN	317.327	30,1%	315.371	30,1%	4	20	120	11
PRSC	54.638	5,2%	56.794	5,4%	—	1	11	—
PNRD	35.764	3,4%	36.972	3,5%	1	4	19	4
ASD	17.898	1,7%	18.726	1,8%	—	—	3	—
VRD	6.886	0,7%	18.586	1,8%	—	—	—	—
PN	1.667	0,2%	4.161	0,4%	—	—	—	—
PRDA	1.273	0,1%	5.306	0,5%	—	—	—	—

Deux mois plus tard, le 27 février 1963, Juan Bosch Gaviño assumait les fonctions de président de la République Dominicaine. Au berceau de la démocratie naissante, les fées se pressaient: Rómulo Betancourt, président du Venezuela; Francisco Orlich, président de Costa Rica; Ramón Villeda Morales, président du Honduras; Luis Muñoz Marín, gouverneur de Porto Rico: elle était là, cette « gauche démocratique » d'Amérique latine, qui venait apporter ses vœux à un de ses membres. Cependant, du haut de son trône, la plus belle des fées souriait: le vice-président Johnson apportait au nouveau président le témoignage de l'appui des Etats-Unis.

Sept mois plus tard, les fées étaient absentes, et Juan Bosch prisonnier au Palais National. Un communiqué des Forces armées et de la Police annonçait au peuple dominicain que le gouvernement qu'il s'était librement choisi, le 20 décembre 1962, n'était plus. La parenthèse démocratique était fermée et, dans les rues désertes de la capitale, les leaders de six partis « démocratiques » se ruaient vers le Palais National, tels des chacals, se partager les dépouilles d'un gouvernement qu'ils avaient si vaillamment contribué à assassiner. C'était le 25 septembre 1963.

Bientôt, sur le papier, les écrivains s'affairent. Il s'agit d'expliquer au monde la chute de Bosch. Pour certains c'est facile: il était soit communiste, soit « soft on communism »; sa disgrâce représente, pour eux, le salut de la démocratie dominicaine.

Plus dure est la tâche des « libéraux ». Trop sophistiqués pour réciter le refrain « communiste », trop civilisés pour ne pas condamner le coup d'Etat, ils veulent cependant être nuancés — et par là même se rassurer: oui, le coup d'Etat représente un pas en arrière, mais une démocratie politique n'est cependant pas impossible en République Dominicaine. Car pour eux Juan Bosch a commis trop d'erreurs, il a lui-même prêté main à ses fossoyeurs, il a contribué à sa propre défaite. Trop conservateur — les « libéraux » aiment se sentir progressistes — il n'a pas réalisé les « sweeping social reforms » qu'il avait promis. Administrateur inepte, il a été incapable de diriger l'appareil de l'Etat. Trop intransigeant en-

fin — « the poet, writer and intellectual who had no experience in the give-and-take that is politics »[267] — il a repoussé les compromis indispensables pour satisfaire ses adversaires. Il a refusé, notamment, de sévir contre l'extrême gauche: « this failure was among the principal reasons for his overthrow ».[268]

Sept mois d'agonie. « El gobierno de Bosch no fue un éxito técnico. No podía serlo ».[269] « Desde el día mismo en que tomó posesión de la Presidencia, Bosch fue objeto de un ataque constante »[270] — « the venom against Bosch was real ».[271]

Sa victoire avait été celle d'une couche de la population qui jamais, jusqu'alors, n'avait eu de rôle à jouer dans la vie politique du pays: les masses paysannes, les chômeurs des villes, les travailleurs pauvres. La « pequeña clase media » en large part, la « media clase media » dans son immense majorité, lui étaient hostiles — et leurs jeunes représentants aussi: à l'université les perredeistes du FURR étaient écrasés sous les masses antagonistes des *Fragueros* et des *Burristas*.[272]

Pour être fidèle à son programme, Bosch aurait dû réaliser de véritables réformes sociales. Certes, il était prêt à reconnaître le rôle de la propriété privée,[273] le rôle, aussi, de la libre entreprise.[274] Mais une réforme n'est pas « révolutionnaire » en elle-même, elle ne l'est que par rapport à la société où elle s'applique. Aux yeux des secteurs « traditionnels » de la société dominicaine, toute véritable réforme eût été révolutionnaire. Qu'importe que le nouveau président prétendît les réaliser dans le respect de la liberté? « Interests are interests, and they are powerful ».[275]

« Charta Magna » du régime, la constitution « boschiste » du 29 avril 1963 incarnait ce dont le nouveau président rêvait pour son pays. Moderne, démocratique, elle présentait de nombreuses ressemblances avec les constitutions des pays d'Europe occidentale. Elle était donc, en République Dominicaine, « révolutionnaire »: elle portait atteinte à trop de privilèges ... « interests are interests, and they are powerful ».

Reconnaissant la nécessité de procéder à une réforme agraire, elle condamnait les deux maux jumeaux d'Amérique latine: le *minifundio* — « antieconómico y antisocial »[276] — et le *latifundio* — « la propiedad o posesión de tierras en cantidad excesiva por parte de personas o entidades privadas ».[277]

Considérant que le droit de propriété, que « el Estado reconoce y garantiza »,[278] doit cependant être soumis « al progreso y bienestar del conglomerado »,[279] elle consacrait le principe de l'expropriation.[280] Elle établissait même un principe particulièrement choquant dans un pays habitué à l'injustice — mais qui était seul à permettre à un Etat pauvre de procéder à des expropriations:

> « para fijar la indemnización que corresponda se tomarán en cuenta, de una parte y de manera principal, el interés del conglomerado y, de la otra, él de los propietarios afectados ».[281]

Les classes possédantes voyaient ainsi leurs craintes se confirmer. D'autant plus, explique l'ambassadeur Martin — un « liberal » très souvent compréhensif pour les thèses de la droite — que la constitution était trop vague: ainsi elle condamnait le *latifundio*, mais laissait à des lois futures la tâche de le définir —

ce qui est bien le cas pour toute constitution ... mais la constitution « boschiste » n'avait pas le droit d'être « normale ».[282]

Reconnaissant l'importance de la démocratie politique, la Constitution affirmait que « ningún dominicano podrá ser expulsado del país ».[283] Elle violait par là les « traditions » nationales et confirmait dans leurs pires soupçons ces « démocrates » qui, sous le Consejo encore, s'étaient si largement adonnés à la pratique des déportations.[284]

Reconnaissant enfin un aspect peut-être douloureux, mais certain, de la réalité dominicaine — dans les classes pauvres prédominent les unions de fait — la constitution établissait:

« la ley determinará en cuales situaciones las uniones de hecho entre personas con capacidad para contraer matrimonio podrán, por razones de equidad y de interés social, surtir efectos *puramente* [285] económicos similares a los del matrimonio ».[286]

Toujours dans le même esprit, elle défendait:

« aux ... fonctionnaires publics d'établir des certificats d'état civil précisant si la naissance de l'enfant est légitime ou illégitime, et, de quelque manière que ce soit, la nature et le caractère de la filiation, sauf pour les exceptions prévues par la loi ».[287]

« Les enfants, sans distinction, jouiront des mêmes possibilités de développement social, spirituel et physique ».[288]

Certes, elle reconnaissait « el matrimonio como fundamento legal de la familia »,[289] et même, elle soulignait: « el Estado ofrecerá especial protección al matrimonio y a la familia ».[290] « Subtilités » inutiles, aux yeux du clergé dominicain, qui refusait toute nuance: la constitution « atenta contra la estabilidad de la familia ».[291] Ce n'est d'ailleurs pas son seul crime: car elle ne mentionne pas le Concordat conclu par Trujillo en 1954,[292] et n'accorde aucun privilège à l'enseignement religieux. Bref, « la Nueva Constitución carece de la universalidad necesaria para ser justa ... carece de todo sentido espiritualista ... retrocede a épocas en que la influencia demagógica pasó sobre las situaciones históricas concretas, o las ahogó con principios llenos de errores y pasiones ».[293]

La Constitution du 29 avril était l'héritage que Juan Bosch allait laisser à ses compatriotes. Et, avec elle, deux autres legs: la lutte contre la corruption et la défense des libertés publiques.

« A means of gaining personal advantage, usually economic, for oneself »: [294] voilà ce qu'a toujours représenté, en République Dominicaine, l'exercice du pouvoir; voilà ce qu'il représentait, hier encore, sous le Consejo.

Ce triste héritage du passé, cette amère réalité du présent, Juan Bosch prétendit les briser. Et s'il ne put y arriver pleinement — comment défaire en sept mois ce que des siècles ont forgé? — ce ne sera pas par le relâchement d'un effort continu, dramatique, presque auto-destructeur, qui le portera à envahir le « domaine réservé » des forces armées, et à en menacer les chefs dans ce qu'ils ont de plus cher: cette base économique qu'ils alimentent par le vol, la concussion, pas ce système désormais « institutionalized », où « the intendants were regularly

rotated, to make sure that everyone had a chance at the graft and that no one was dissatisfied ».[295]

Dans les Forces armées, dans l'administration civile, au sein de son propre parti: partout Bosch mènera son combat, partout il s'efforcera de créer cet esprit civique, cette élémentaire honnêteté, qui seuls pourraient permettre un renouveau véritable de la société dominicaine.

Dans sa hantise de moraliser la vie publique, il prendra des mesures dont la signification dépasse la simple portée économique: « a country our size, confronting immense problems, has no right to indulge in the luxurious salaries I found in the public payroll ».[296] Et le traitement mensuel de chaque ministre sera réduit de 2.000 à 1.000 dollars — et ceux du Président de la Cour Suprême et du Procureur général de la République également.[297] Mais, pour une fois, l'exemple viendra d'en haut. Après avoir réduit son propre traitement de 2.400 à 1.500 dollars par mois,[298] Juan Bosch « took the step, unprecedented in Dominican history, of declaring that he and his family would live on his salary without perquisites ».[299] Contraint, sept moins plus tard, de quitter le pays, Juan Bosch reprendra le chemin de l'exil tel qu'il était venu: « pennyless, reportedly leaving $ 101,04 in a bank to pay his creditors »,[300] mais laissant au peuple dominicain un souvenir à chérir: « the indisputable fact that his brief Administration may well have been the most honest in Dominican history, if not in Latin America ».[301]

Mais Juan Bosch, ce « poet, writer and intellectual who had no experience in the give-and-take that is politics », offrira une preuve plus flagrante encore de son « immaturité politique »: ce sera son refus — son irritant, exaspérant refus — de violer la constitution et de faire de la démocratie politique une triste parodie.

Sous le prétexte, sans doute fallacieux, que:

> « a democratic government cannot be democratic for some and dictatorial for others, just as a dictatorship cannot be tyrannical for some and democratic for others »,[302]

il se refusera à considérer les « castro-communistes » comme coupables à priori, du simple fait de leurs convictions politiques. Il se refusera à les déporter, il se refusera même à employer contre eux ces méthodes déjà si chères à la police de Chicago, et dont l'ambassadeur Martin s'était fait l'apôtre en terre dominicaine — lui qui les avait si âprement combattues aux Etats-Unis.[303]

Au nom de la « libertad de tránsito » — « todo habitante de la República tiene derecho a salir del territorio y a entrar en el mismo » [304] — Juan Bosch permettra à ceux que le Consejo de Estado a déportés de rentrer au pays. Il permettra même — de la liberté faisant licence! — que des Dominicains se rendent à Cuba. Les partis de l'extrême gauche — non seulement le 1J4, mais même le PSP et le MPD! — pourront jouir des mêmes droits que les partis « démocratiques ».

Comprenant bien mieux que l'ambassadeur Martin que par certains procédés « we begin to resemble the thing we hate », l'homme qui avait connu un exil de 25 ans du fait de son opposition à une dictature, se refusera « a encabezar una dictadura, total o parcial, en la República Dominicana »: [305] « Nosotros no

hemos vuelto al país a perseguir. Nosotros somos afirmativos, no negativos ».[306]

Chez Bosch enfin, calcul politique et philosophie morale coïncident. Réprimer les « communistes » — à un moment, surtout, où la menace réelle à la liberté provient de l'opposition « démocratique » — signifierait en faire des martyrs. Pour ôter un prétexte aux forces de droite — et s'accrocher ainsi un peu plus longtemps à un pouvoir bientôt dépourvu de signification — Bosch acculerait à la lutte non seulement les « communistes », mais aussi toute une partie de la jeunesse dominicaine, qui se refuserait à bâtir un semblant de démocratie sur la persécution d'une minorité. Ce serait d'abord la jeunesse *catorcita* — mais elle ne serait pas la seule.[307] Et l'homme qui était venu au pouvoir pour établir une démocratie qui fût réelle — non seulement politique, mais sociale — finirait par se retrouver prisonnier de forces qui ne toléraient la démocratie politique — et encore, version « Amérique latine » — qu'à la condition qu'elle exclût toute démocratie sociale.

Ce même Bosch, cependant, sut réagir avec décision lorsque l'extrême gauche viola la loi. Et même Martin devra reconnaître: « Bosch, unlike the Consejo the previous year, had broken the leftist-led strikes »:[308] ceux, notamment, du *Sindicato de la Corporación Dominicana de Electricidad* et du *Sindicato de la Compañía de Teléfonos* — les deux fortement infiltrés par le 1J4.[309] Quant à la trop belligérante FENEPIA (*Federación Nacional de Empleados Públicos e Instituciones Autónomas*), elle aussi sensible à l'influence *catorcita*, « esta poderosa organización ... cayó abatida sorpresivamente » :[310] « Bosch ... had destroyed FENEPIA ».[311]

Sans doute, au cours de sa brève présidence, Juan Bosch n'aura pas réalisé ces « sweeping social reforms » que le peuple dominicain attendait de lui. Au moment de sa chute, la réforme agraire ne sera qu'à ses débuts, le chômage continuera à sévir,[312] l'administration publique sera désorganisée et incompétente.

Un président qui ne disposa du pouvoir que durant sept mois; un président sur lequel pesa d'emblée la menace constante du coup d'Etat; un président, enfin, auquel l'aide économique des Etats-Unis fut rigoureusement mesurée:[313] autant d'éléments dont se refusent à tenir compte des critiques irresponsables.

Une administration désorganisée et incompétente, certes. Bosch lui-même n'était pas un brillant administrateur. En outre tout un groupe de dirigeants de son parti — réuni autor d'Angel Miolán et de Thelma Frias de González — se consacrait à des pratiques qui n'étaient que trop « traditionnelles »: « bien pronto se iniciaron los despedidos en el tren administrativo. Los vacantes — que iban desde los llamados cargos políticos hasta insignificantes empleítos en pueblecitos del interior — eran llenados con recomendados del PRD »[314] — un PRD, hélas, qui lui non plus, n'avait pas beaucoup d'hommes qualifiés à offrir.

Mais on ne peut oublier, pour autant, ce qu'était l'administration publique sous le Consejo: l'héritage écrasant que celui-ci venait de léguer au nouveau gouvernement — après l'avoir lui-même reçu de l'Ere. Pourquoi s'attendre à ce qu'une telle situation changeât, du jour au lendemain, sous Bosch? Pourquoi s'y attendre alors que la lutte même du nouveau président contre la corruption, son programme d'austérité, sa volonté de réformes, lui attiraient la résistance passive, toujours — ouverte, parfois, d'une très large part de la bureaucratie dominicaine.[315]

Sans doute, dans le domaine crucial de la réforme agraire aussi, le gouvernement commit des erreurs: ce « web of overlapping and conflicting authorities »[316] qui, en augmentant la confusion, ralentissaient toute possibilité d'action.[317]

Mais ce ne sera là qu'une des causes de l'échec: « the plan [le programme de réforme agraire de Bosch] stalled when landowners, who had been dispossessed by Trujillo, flocked to the courts seeking title to their former land ».[318] « The Dominican judicial process is notoriously slow and much time was lost in the complicated litigations ».[319]

Néanmoins, en septembre 1963, le gouvernement Bosch paraissait avoir enfin trouvé sa voie, en dépit de ses erreurs, en dépit de ses faiblesses. Non seulement l'administration publique montrait des signes d'amélioration, mais « during the months of August and September, only a short time before Bosch's overthrow, a concerted agrarian reform program finally got under way. In these two months 1.400 families were given the right to settle on state-owned lands ».[320]

D'autres projets encore étaient en voie de réalisation: « la training school » établie par le CIDES « to instruct youthful peasant leaders in the techniques of running cooperatives »;[321] « the attempt to educate the rural masses in the ways of organizing a cooperative through the public school system »;[322] « the use of foreign technicians to train Dominican leaders in the administration of cooperatives and also to offer an orientation to the campesinos who would form the organisation ».[323]

La loi des « Precios topes para el azúcar », d'autre part, apportait au sous-prolétariat des « ingenios azucareros » une bonne raison d'espérer.[324]

C'est sur une note d'optimisme enfin que le *Listin Diario* — un journal que l'on ne saurait certes pas qualifier de « boschiste » — concluait son éditorial, le 25 septembre 1963: « la situación monetaria del país aún no puede calificarse de óptima, ni por lo menos de normal, pero es evidente sin embargo que el árduo proceso de recuperación se está llevando a efecto exitosamente ».[325] C'était le 25 septembre, c'était le jour même du coup d'Etat.

Cependant — et quel que puisse être notre bilan de la politique économique et sociale du gouvernement Bosch — une vérité demeure indéniable: la popularité du président était en train de décliner, les masses étaient déçues. Elles s'étaient attendues à un changement dramatique, et immédiat, de leur condition ... or ce changement tardait à venir. Et les adversaires du président attisaient démagogiquement cette déception. Mais à cela s'ajoute une deuxième vérité, tout aussi indiscutable: ce ne sont pas les masses qui ont renversé Juan Bosch, ce ne sont pas elles qui, le crime accompli, ont applaudi le *golpe*.

Car Bosch n'est pas tombé parce que ses réformes apparaissaient trop lentes ou trop timides. Il a été renversé parce qu'il avait fait, ou amorcé, quelques réformes. Il a été renversé parce que certains craignaient qu'il puisse être fidèle à ses promesses: « interests are interests, and they are powerful » ... n'est-ce pas vrai, Monsieur Bonnelly?

« What the Republic will need ... will be not a good winner, but several good losers », s'exclamait, dès avant les élections, l'ambassadeur Martin.[326] Il n'y eut pas de « good losers » en République Dominicaine.

Bosch, le « divider », le « splitter »,[327] « invited ... five ... opposition parties

to cooperate with his government in a national unity front. Cabinet posts and other important government positions were offered as inducement ».[328]

En vain. Les partis vaincus refusèrent d'entrer au gouvernement.[328] C'était bien leur droit. Mais ils transformèrent une opposition qu'ils avaient promise « loyal and constructive » en une poursuite implacable d'une meute de loups affamés. Les *cívicos* en tête avec leur drapeau décoloré — le « bon », l'« héroïque » Fiallo. Et derrière eux les autres partis, à l'exception du PRSC et du « colosse » microscopique de Vilomar, « todos ellos decididos a derribar el gobierno, demasiado impacientes para hacer una oposición legal, convencer a los electores y esperar a ganar las siguientes elecciones ».[330]

C'était d'ailleurs inévitable: « interests are interests, and they are powerful ». Des facteurs économiques d'abord: la crainte des réformes de Bosch d'une part; le manque à gagner, d'autre part, du fait de la perte du pouvoir — et des magnifiques possibilités qu'il offrait à des hommes corrompus. Des raisons « morales » aussi. La « gente de primera » ne pouvait pas pardonner aux hommes « de segunda » de lui avoir ravi un pouvoir qu'elle croyait lui revenir de droit. Bosch avait triomphé, mais sa victoire, obtenue grâce aux voix de la « clase humilde e ignorante », ne serait jamais acceptée par ceux qui ne voyaient dans cette masse qu'un facteur négligeable: les « infelices », nés pour obéir. Contre l'homme, enfin, la haine était réelle: elle avait pris racine au cours d'une compagne électorale d'une violence extrême.[331]

La consigne était claire: le gouvernement de Juan Bosch devait être renversé. Et les partis « démocratiques » reprirent un cri de bataille que l'UCN déjà avait fait sien lors des élections: « los ataques constantes, sucios, la acusación de que Bosch hacía el juego a los comunistas o era comunista ».[332]

Mais ces partis, déjà en décomposition,[333] étaient impuissants à eux seuls à abattre le nouveau gouvernement. Tout aussi impuissantes, d'ailleurs, étaient les nombreuses « associations professionnelles » qui se joignaient à la croisade.[334] Seules les forces armées pouvaient fournir le poignard à l'assassin. Et ce sera, dès le début, la triste procession de leaders politiques qui hantent les casernes.

Les chefs militaires sont inquiets eux aussi. En vertu de sa lutte contre la corruption, le nouveau président prétend les condamner à ne vivre que de leur traitement.[335] C'est là une première et mortelle menace. D'autres se profilent encore. Sans doute, pour l'instant, Bosch n'a pas osé réduire les effectifs ou le budget des forces armées dominicaines — mais ses « ambitious reform, development and welfare programs were bound to cut into the lion's share traditionally reserved to the armed forces »;[336] c'est là une condition indispensable à ces réformes sociales auxquelles il aspire. Il donne enfin la prééminence au pouvoir civil auquel les forces armées devront désormais être soumises.

Toujours plus nombreux, avec une attention croissante, des officiers supérieurs prêtent l'oreille aux appels que leur adressent les partis « démocratiques ». Il s'agit de sauver le pays — le sauver, naturellement, de la « menace communiste ».

L'Eglise elle-même ajoute sa voix au choeur des pharisiens. Jamais, certes, l'Episcopat n'accusa ouvertement Bosch d'être communiste. Ce fut là le rôle d'un « large number of priests, acting as individuals »,[337] « especially a group of

militantly anti-communist Spanish Jesuits ... These clergymen continued to press the communist issue and pictured Bosch as the agent of communist penetration. These charges were not confined to the pulpits of the churches, but were also preached in the parochial schools and by the chaplains within the armed forces ».[338] Il fallait « persuade the military to intervene ».[339] Cependant, comme déjà en décembre 1962, « la alta jerarquía de la Iglesia dominicana se lavaba las manos como Poncio Pilatos ». Car les évêques n'eurent pas un mot de réprobation pour ces « latter-day Torquemada ».[340] Leurs reproches étaient réservés à ceux qui « veulent tromper en disant que notre problème n'est pas celui du christianisme contre le communisme, mais la lutte entre pauvres et riches ».[341] « Las fuerzas del mal se van multiplicando vestidas con pieles de ovejas, mas por dentro son lobos » [342] et, « devant l'amère réalité du moment que traverse la société dominicaine »,[343] « nos forces armées ne doivent pas s'endormir ou se laisser tromper par des chants de syrènes; elles doivent rester sur le qui-vive pour la défense de la République » [344] ... « Libère Barrabas, nous voulons Barrabas ».[345]

Face à la marée montante qui s'apprête à abattre le gouvernement, les forces « constitutionnalistes » ne peuvent opposer qu'un bien pauvre barrage. Elles sont faibles, hésitantes ou même de mauvaise foi.

1) Les partis « constitutionnalistes »

a) Le *Partido Revolucionario Dominicano* (PRD).

Groupuscule d'exilés en mai 1961, le PRD devenait, au bout de quelques mois, un parti de masse. Il triomphait aux élections en décembre 1962. C'est le charisme de Bosch qui expliquait largement ce miracle. Il était donc inévitable que le parti souffrît, en 1963, de la perte de popularité de son leader.

Cependant — brutale, « éléphantesque » — la croissance même du PRD avait entraîné un lourd déséquilibre: le parti manquait de cadres, tel un corps immense doté d'un cerveau à peine ébauché. 1963 aurait dû être l'année de l'organisation — mais ce fut l'année de la débâcle.

Bosch, le chef pourvu de charisme; Miolán, le génie de l'organisation: c'est le tandem qui, sous le Consejo, avait mené le parti à la victoire. Ce tandem, en 1963, cessait d'exister. « Diferencias serias » [346] opposaient entre eux le leader suprême et son principal lieutenant. « Diferencias » aux origines obscures mais aux conséquences funestes: car Miolán, s'il ne jouissait auprès de la population que d'un prestige médiocre, était soutenu, en revanche, par l'appareil du parti, par tout un groupe de « notables » avides de prébendes, en révolte contre le « puritanisme » de Bosch [347] — et contre son personnalisme aussi.[348]

Cependant quelques jeunes perredeistes s'efforçaient, au milieu du marasme, de s'organiser, d'insuffler un peu de vie à un parti incapable de faire face à ses responsabilités. Très vite, ils étaient dénoncés comme « fractionnalistes » — comme « communisants », même: trop de « notables », jaloux de leurs propres prérogatives, de leur propre influence, se sentaient menacés par un enthousiasme trop pur, trop « révolutionnaire ». Et Bosch, un Bosch singulièrement passif, n'intervenait pas pour soutenir ceux-là mêmes qui étaient ses plus sincères partisans.

Masse amorphe, en perte de vitesse, travaillée par les luttes intestines, le PRD n'était, en septembre 1963, qu'un pâle reflet de ce mouvement sommairement organisé, mais enthousiaste, qui avait su triompher quelques mois plus tôt. Il apparaissait « como desbordado » [349] et constituait un obstacle risible pour ceux qui, puissants, se préparaient à frapper.

b) Le *Partido Revolucionario Social Cristiano* (PRSC).

Le PRSC lui aussi traversait une crise.

« Démocrates » mais conservateurs, les dirigeants sociaux-chrétiens étaient prisonniers de leurs contradictions. Ils se montraient hostiles à tout coup d'Etat, mais ne l'étaient pas moins à l'égard d'un gouvernement dont ils condamnaient les mesures « démagogiques », la « tolérance » à l'égard des communistes, le « mépris » des « droits » de l'Eglise.

Ils se cantonnaient dans une opposition légale, mais virulente. Cette politique apparaissait stérile — « sumida en una pasividad grave que amenaza con la suprevivencia del partido » [350] — à une minorité « révolutionnaire » qui, elle, exigeait un « respaldo completo » [351] au gouvernement; car la menace qui pesait sur la démocratie dominicaine était trop grave.

La lutte entre « flojos » et « duros » s'engageait. Elle durera trois ans, elle dominera la vie du parti.

Le 1er septembre 1963 la 3e Convention Nationale du PRSC concluait ses travaux. Les « flojos » triomphaient, mais le prix de leur victoire était douloureux. Entre les deux groupes, toute discussion s'était révélée impossible.[352]

Mesures disciplinaires, sanctions frappaient les « rebelles »,[353] mais ceux-ci puisaient leur force dans ces mêmes secteurs qui, en 1962, avaient représenté l'espoir du parti: le BRUC, la *Juventud Revolucionaria Social Cristiana* (JRSC). La puissante *Confederación Autónoma de Sindicatos Cristianos* (CASC), d'autre part, prenait ses distances à l'égard d'un parti qui l'avait séduite par sa phraséologie mais dont les prises de position — si peu « révolutionnaires », si timidement réformistes! — trahissaient désormais une toute autre volonté. Un processus s'amorçait: rupture au sein du PRSC, relâchement de ses liens avec la CASC, qui ne fera que s'accentuer au cours des mois.[354]

2) Le Gouvernement des Etats-Unis.

La 20 décembre 1962 le peuple dominicain votait en masse, en dépit des consignes de l'extrême gauche. Les élections se déroulaient sans violence. Le vainqueur, Juan Bosch, apparaissait « fully dedicated to the Alianza [para el progreso] concept of democratically oriented development ».[355] « After thirty years, the Dominican Republic had returned to the democratic fold, and now it was to be a showcase for the newly launched Alliance for Progress ».[356] « Here is the chance to demonstrate freedom's alternative to the police state reforms in Cuba » — écrivait le *Washington Post* — « ... but if the Alliance fails in this critical country, it is hard to see how it could succeed anywhere else ».[357]

Cette chance, le gouvernement des Etats-Unis paraissait déterminé à la saisir. « Beginning even before Bosch's accession, when the newly-elected Domi-

nican President was cordially received at the White House, the Kennedy administration repeatedly made clear its support for Bosch ».[358]

Pourtant, « the glow was to fade quickly » [359] — car l'homme était impossible ... « inquiétant » aussi.

Son nationalisme « exaspérant », tout d'abord. Un souvenir hantait Juan Bosch: « en mi infancia había visto bajar de los edificios públicos la bandera dominicana, para izar en su lugar la de América del Norte y nadie podrá nunca imaginarse lo que eso significó para mi almita de siete años. Seguramente me sería difícil decir por que vía llegaban a La Vega — el pequeño pueblo donde había nacido y donde crecí — los corridos mexicanos que contaban como Pancho Villa se había enfrentado a los soldados norteamericanos que entraron en México, pero puedo decir sin temor a ser mentiroso que Pancho Villa se convirtió en mi ídolo ... En las noches rezaba para que apareciera un Pancho Villa dominicano, alguien que hiciera lo que él hacía en México y lo que Martí, Gomez y Maceo habían hecho en Cuba.

El hombre de hoy viene prefigurado en el niño de ayer. Quizá yo quiera tan apasionadamente a mi pequeña patria antillana porque cuando tuve consciencia de ella fue a causa de que ya no era una patria sino un dominio, y eso me produjo un dolor vivo, casi indescriptible, que muchas veces me mantuvo despierto largo rato cuando me mandaban dormir, y velar es difícil para un niño.

... Al andar de los años aquel dolor y aquella verguenza se convirtieron en pasión dominicana; ... y cuando me tocó ser el lider de un partido político y el Presidente de mi país, tuve buen cuidado de conducirme siempre como un dominicano que tenía el orgullo de su nacionalidad ».[360]

Les temps étaient révolus d'un Bonnelly qui « saw the Consejo's only salvation in close identification with the United States ».[361] Le temps n'était plus où l'ambassadeur Martin pouvait se considérer comme un membre du gouvernement dominicain — Bonnelly « and the other Consejeros seemed to feel that I was one of them »: [362] le plus sage, sans doute, le frère ainé ... sentiment exaltant et nécessaire, pour un homme comme Martin ».[363]

Bosch « began to reassert the nation's sovereignty ».[364] Martin, surtout; Morales Carrión, Moscoso, Muñoz Marín aussi — et d'autres encore: combien d'étrangers étaient prêts à guider les pas du nouveau président. Mais Bosch sera un « ingrat », un « obstiné ». Il ne se laissera pas guider, il refusera la « cogestion ». « He indicated that he hoped to have cordial relations with the U.S., but that he intended to remain independent ».[365]

A l'occasion de son accession a la présidence, il prétendit inviter Juan José Arevalo, « the anti-American former President of Guatemala » [366] — ce fut là une de ces « aberrations » qui « baffled people in Washington ».[367] « In his inaugural address », d'autre part, « he angered U.S. officials by failing to mention the Alliance » [368] — il ne saura jamais, tout au long de sa présidence, en louer les bienfaits avec une fréquence et une chaleur satisfaisantes.[369] Lors d'un voyage en Europe, enfin, « aimed at securing aid other than that of the U.S. »,[370] il négocia une « $ 150 million line of credit with a Zurich-based consortium to finance his larger development projects, a departure from the usual U.S. sources ».[371]

Il dénonçait en revanche le contrat conclu par le gouvernement Balaguer, en septembre 1961, avec la société américaine Thomas A. Pappas and Associates: les intérêts dominicains lui paraissaient y avoir été trop largement bafoués.[372] Toujours pour la même raison, il s'efforçait d'obtenir l'annulation d'accords passés entre le Consejo de Estado et des marchands de sucre américains — mais il devait s'incliner devant l'intransigeance du Département d'Etat, qui alla jusqu'à menacer l'application du « Hickenlooper amendment ».[373]

Par ses visées sociales, enfin, Juan Bosch s'attirait l'inimitié des milieux d'affaires américains de Santo Domingo.[374] La loi des « Precios topes para el azúcar »,[375] en particulier, représentait une menace précise — et un défi — aux intérêts de la South Puerto Rico Sugar Company, maîtresse à elle seule de 30% de la production sucrière dominicaine.

Désormais, à l'OEA, le vote dominicain n'était plus automatiquement acquis aux Etats-Unis. La République Dominicaine cessait d'être le petit chien, caché derrière la botte du maître tout puissant, qui exigeait des mesures draconiennes contre Cuba castriste.[376] Elle se rapprochait en revanche de ce groupe de nations « de mauvaise volonté » qui, au nom du principe de non-intervention, s'opposait à la sainte croisade contre Fidel Castro. Ces nations représentaient, à elles seules, plus de la moitié de la population d'Amérique latine — mais l'ambassadeur Martin ne voyait qu'une chose: « Bosch ... had tended to isolate himself in the Hemisphere from the United States, the OAS and the Alianza ».[377]

« We did not think Bosch was a Communist. We did not think he was the Communists' creature » — même Martin le reconnaît.[378] Comment expliquer, cependant, sa « surprenante » attitude vis-à-vis des communistes dominicains, sa tolérance, l'incroyable « passivité » dont il fit preuve à leur égard? Car ce fut là le péché capital qui, plus que tout autre, aliéna au nouveau président les sympathies américaines, et éveilla les inquiétudes et la méfiance de ceux-là mêmes qui auraient voulu être ses protecteurs.

« I believe ... that during the campaign, before he was sure of victory, Bosch had reached an understanding with certain Communists ...; that, as President, he overestimated their strenght and so feared them unreasonably; and that, possibly, he lived quite literally in terror that one or another of the Castro/Communists would kill him if he doublecrossed them ».[379] Ce même Bosch, d'autre part, « was a reckless political plunger, willing to risk everything, including the democratic system itself, to gain a personal political objective ».[380] Telles étaient les conclusions de John B. Martin, l'ambassadeur des Etats-Unis en République Dominicaine.

Conclusions qui était largement répandues au sein de la mission américaine à Santo Domingo. « ... People in AID and MAAG were talking at cocktail parties about the danger of communism in the Republic. This was most serious ».[381] Le colonel Wolfe, chef du MAAG en République Dominicaine, « had reservations about Bosch ».[382] Le lieutenant-colonel Cass, « probably our most influential attaché »,[383] « he himself had misgivings about Bosch's attitude toward the Castro/Communists »[384] et « was not altogether sure Bosch's critics were wrong ».[385]

Un vent froid se levait sur les rives du Potomac. Le « groupe de Porto

Rico » abandonnait à son sort l'homme qui avait trahi sa confiance.[386] Kennedy lui-même était « extremely disappointed ».[387] Le Département d'Etat, enfin — depuis toujours le moins contaminé par les « lubies » des libéraux — « quickly soured on the first democratically elected Dominican President in over thirty years ».[388]

« We feel a stiffening toward the Dominican Republic in Washington » — remarquait Newell Williams, le chef de l'AID à Santo Domingo et un des rares membres de la mission américaine à être favorable au nouveau président — « ... Ever since Bosch has been in, we've been turned down. The fact is, we're no longer the fair-haired boys up there ».[389]

Et Martin s'éveillait à une réalité dont il était largement responsable: « upon reflection [sic], I realized that I too had thought [sic] I detected a certain reserve, or skepticism, in Washington about Bosch. It was not surprising. I myself, by my detailed reporting, had probably disabused Washington of any notion that Bosch was an ideal President. And the CIA's reporting on the Castro/Communists had hurt him ... Several times recently I had noticed routine CIA reports on the Castro/Communists that gave rumors a credibility far higher than I would have ... In reporting a Castro/Communist plot, however wildly implausible, it is obviously safer to evaluate it as "could be true" than as nonsense. Moreover, such Dominicans as last year's Foreign Minister Bonilla Atiles ... preferred not to stay here and help but to poison Washington against Bosch. It showed up in little things — the casual way the Department informed me that Juan Isidro Jimenes Grullón had made a trip to Washington to propose a coup against Bosch ... It showed up in big things — we had committed something over fifty million dollars to last year's Consejo but not a cent to Bosch ».[390]

Faut-il conclure, pour autant, que le gouvernement des Etats-Unis porte une part de responsabilité dans la chute de Juan Bosch? De quel type de responsabilité s'agirait-il, d'ailleurs? Responsabilité par commission? Ou par omission? Comment expliquer, d'autre part, que de février à septembre 1963, « the official U.S. position continued to be the wholehearted support of Bosch »? [391] Comment expliquer, enfin, la réaction même des Etats-Unis une fois le coup d'Etat intervenu: suspension des relations diplomatiques, interruption de l'aide économique?

Le tableau apparaît confus. Faute d'une documentation suffisante, certes; faute aussi d'une politique cohérente de la part de Washington.

Sans doute il eût été difficile pour l'administration Kennedy — si elle voulait sauvegarder quoi que ce soit de la rhétorique de son Alliance pour le Progrès — d'adopter dans ses déclarations publiques toute position autre que celle d'un plein soutien au gouvernement Bosch.

Il lui aurait été tout aussi difficile, et toujours pour la même raison, de réagir au *golpe* autrement qu'elle ne le fit: par la suspension des relations diplomatiques, par l'interruption de l'aide économique.

Mais c'est Martin lui-même qui verse au dossier un témoignage qui n'est que trop significatif. Il écrit: « [le 24 septembre 1963] I ... sent a top-priority cable. Now, after dozens of false alarms stretching over a year and a half, now, this time, the golpe was for real. I relayed Bosch's request for a carrier,[392] recommended that a carrier at least be alerted, inquired how far away one was,

and outlined the course of legislative action I had proposed and he had rejected ».[393]

« And then the cable we had been waiting for came in. It said that the Department could do little more to save Bosch in view of his past performance despite all my efforts to persuade him to govern effectively. The forces arrayed against him were largely of his own creation. Now he must save himself. The Department did not oppose the moves I had already recommended to him but warned me not to tie such moves to any commitment by the United States. It suggested that perhaps he also should take some "positive" steps. (I wondered how). As for the aircraft-carrier, the Department refused to intervene militarily unless a Communist takeover were threatened. A show of force that we were not prepared to back up would only be a meaningless gesture, ineffective in a situation which had gone so far ».[394]

Par ailleurs, l'ambassadeur Martin ne ment pas forcément lorsqu'il affirme s'être toujours opposé au coup d'Etat. Mais on est en droit de se demander avec quelle energie, avec quelle conviction, il put se battre pour la défense de la constitutionnalité dominicaine. Sa détermination était inébranlable, nous dit-il. Comment y croire, alors que Bosch était pour lui un homme que d'obscurs accords — et la peur pour sa personne — liaient à des éléments de l'extrême gauche dominicaine — jusqu'à en faire presque un prisonnier. Comment y croire, alors que Bosch n'était pour lui qu'un « divider, a splitter, a schemer, a destroyer » [395] ... « like Lenin, always to split, never to unite ».[396] Comment y croire, enfin, alors qu'avant même l'entrée en fonctions de Bosch, Martin écrivait dans son journal: « I am frankly heartsick. That after thirty-one years the people got stuck with him. I said last summer, Bosch won't do. He won't, either ».[397]

De même, nous nous garderons d'affirmer que les membres du MAAG ou les attachés militaires aient incité les officiers dominicains à renverser Juan Bosch — que ce fût là de leur propre initiative ou sur ordre du Pentagone. Les preuves manquent, pour étayer une thèse qui n'est pourtant pas impossible. Mais les militaires américains n'étaient pas des diplomates. Pouvaient-ils défendre avec la conviction nécessaire un gouvernement pour lequel ils n'éprouvaient aucune confiance? Bev Cass, en particulier, qui « was having problems of conscience about Bosch ... and didn't know "how much longer I can go on supporting him like this" »? [398] « I wondered », avoue Martin, « if he could keep a straight face while doing it. Cass was, in a sense, too honest ».[399] Et pourtant « any slightest sign of hesitancy on his part could bring Bosch down ».[400] Car les militaires dominicains n'avaient pas besoin d'être encouragés pour perpétuer le *golpe*. Ils avaient besoin, en revanche, d'une pression extrême pour renoncer à frapper — une pression qui, sans doute, leur fit défaut.

Un homme, enfin, œuvrera ouvertement pour la chute de Bosch: Fred Somerford, attaché du travail de l'ambassade américaine à Santo Domingo et patron de la puissante CONATRAL, « created, supported and financed by the U.S. ».[401]

Pour Somerford, le président dominicain était « a thief and a hoodlum »,[402] et la « labor federation of his creation » [403] sera l'instrument qu'il emploiera dans sa bataille. Alors que dans le pays les « golpistas » s'organisent, CONATRAL refusera de rejoindre le front constitutionnaliste. C'est sur Bosch, en revanche,

qu'elle concentrera ses « bitter diatribes »:[404] « it critiziced the President openly for not suppressing the communists and at one time placed an advertisement in the newspapers urging the people to put their faith in the armed forces to defend the country against what it thought was a growing communist menace. Robinson Ruiz López, former secretary general of CONATRAL, came right out and publicly asked the military to oust the President ».[405]

Le 25 septembre, deux des trois grandes centrales syndicales du pays — FOUPSA-CESITRADO et la CASC — « condemned the coup as the work of a small minority and a disgrace to the nation ».[406] Mais « CONATRAL, on the other hand, praised the "patriotic gesture" of the Armed Forces, warmly hailed the new civilian junta, and applauded the "exemplary conduct" of the workers in not more strongly raising up to defend the PRD government ».[407] Somerford triomphait — et la question surgit: comment se fait-il qu'un membre important de l'ambassade américaine ait pu, au cours de sept longs mois, mener une politique qui contredisait ouvertement celle de son ambassadeur? Complicité de Martin? Ou plutôt, carence totale d'un homme parfaitement incapable de diriger une ambassade?

Que chacun donne à toutes nos considérations le poids qu'il désire. Il est encore trop tôt pour risquer un jugement définitif. Mais il est difficile d'échapper à une première, double, conclusion: responsabilité par omission, dans le cas des hautes sphères de l'administration Kennedy. Responsabilité par commission, dans le cas de quelques membres de l'ambassade américaine à Santo Domingo: Somerford sans doute — pour les autres, il n'y a pas de preuves.

Bosch tombait, et sa chute assénait un coup de plus à la rhétorique de l'Alliance pour le Progrès. Mais cette rhétorique elle-même était, depuis longtemps, moribonde. Les espoirs que John F. Kennedy avait soulevé chez beaucoup, lorsqu'il cria: « ¡Una Alianza para el Progreso! », les espoirs que la première réunion de Punta del Este avait paru confirmer, s'étaient révélés sans rapport avec la réalité. La montagne avait-elle accouché d'une souris? Ou plutôt, il n'y avait jamais eu de montagne, mais seulement un mirage ... et ce mirage même s'évanouissait devant l'épreuve du temps.

3) L'Extrême Gauche dominicaine.

« Buenos días, Señor Presidente »[408]: l'extrême gauche dominicaine devient constitutionnaliste. Entre « los oligarcas de la UCN » et « los demagogos del PRD »,[409] elle découvre, soudain, une différence. La leçon du 20 décembre a porté: une opposition systhématique est pour le moment impossible, car le peuple ne saurait pas la comprendre. Emepedeistes, *catorcitas,* pesepeistes, les voilà tous qui prônent une opposition « constructive »: soutien aux mesures « démocratiques » du régime, dénonciation de ses « faiblesses ». Le vote du 20 décembre — cette « farsa antidemocrática »[410] jadis si décriée — devient « el resultado de los desesperados deseos populares de arrancar de manos de unos pocos el control sobre nuestros medios de producción y de acabar una vez por todas con la deshonestidad administrativa y el crimen ».[411] Et l'extrême gauche s'érige en gardienne de cette volonté — sans se priver, pour autant, de

souligner les limites qu'impose la réalité: « todo el mundo sabe en nuestro país cual es la naturaleza del actual gobierno. Todos conocemos sus vacilaciones y la integración conservadora de su gabinete. No es un gobierno revolucionario. No es un gobierno antiimperialista ».[412]

Plus royaliste que le roi, enfin, l'extrême gauche reproche à Bosch sa passivité face aux menées golpistes de la droite, elle l'exhorte à sévir, elle lui promet son plein appui.

Telle est la façade. Tout autre est la réalité.

Sans doute, conscient de sa faiblesse — et de celle des autres partis de l'extrême gauche aussi — le PSP « no se planteaba el derrocamiento de Bosch ».[413] Il n'en éprouvait pas moins une méfiance extrême à l'égard du nouveau président. L'impérialisme américain « quiere imponerle al gobierno dominicano la plena betancourización, o sea la violencia reaccionaria y el servilismo lacayuno en sus máximas expresiones », mettait en garde *El Popular*.[414] Mais il n'ajoutait pas qu'aux yeux des dirigeants pesepeistes la partie était déjà jouée: opportuniste sans scrupules, Juan Bosch finirait par se plier aux exigences de Washington. Et c'est cette conviction qui explique l'extrême timidité dont le parti fera preuve de février à septembre 1963. Il sortira de la clandestinité, et presque à contre-cœur, en juin seulement.[415] Il n'aura ni local, ni programme de radio. S'attendant à tout moment à voir Juan Bosch jeter son masque — et la police se lancer contre l'extrême gauche — le parti choisira la prudence — prudence qui se confondra avec la passivité. « El gobierno de Bosch duró 7 meses, y el PSP no aprovechó ese tiempo. Fueron 7 meses de vacaciones de revolucionarios ».[416] Et à la fin de ces « vacaciones », le 25 septembre 1963, le PSP se retrouvera pratiquement aussi faible qu'il l'avait été à ses débuts.[417]

Les dirigeants emepedeistes, en revanche, se préparent à la guérilla ... dans la rue El Conde, autour d'une tasse de café. Car le parti n'a aucune force militaire. C'est là une réalité qui n'arrêterait pas un Andrés Ramos Peguero — mais Andrecito est déjà en prison ... pour trop avoir méprisé la réalité, justement.[418]

Le MPD jouit du climat de liberté assuré par Bosch: « con el ascenso al poder político de la burguesía liberal se permetió el regreso de nuestros dirigentes deportados ».[419] Retourne ainsi López Molina, désormais seul leader du parti.

Comme le PSP avec *El Popular*, le MPD aussi pourra publier sans entraves son journal — *Libertad*. Contrairement au PSP, cependant, il ouvrira aussi un local (dans la rue Caracas), il aura même un programme de radio.

Un effort de réorganisation est entrepris. Les buts du parti sont ambitieux: créer une « firme organización celular »,[420] renforcer son audience « dentro de la clase obrera »,[421] « estructurar el Frente Unido de Liberación Nacional (FULN) »[402] qu'emepedeistes et *catorcitas* domineraient ensemble: c'est là l'éternelle revendication du minuscule MPD — se faire accepter en partenaire égal par le 1J4, le « seigneur » de la gauche dominicaine.[423]

Les résultats seront modestes. Pas de FULN, pas d'« égalité de droits » avec le 1J4, aucun progrès sensible au sein des syndicats, une organisation cellulaire assez faible.[424] C'est à la lutte contre le « révisionisme » du PSP que le parti, qui vient de « découvrir » Mao Tsé-toung, paraît consacrer le mieux de ses forces.[425] Cependant le départ pour Cuba, le 20 juillet, d'un groupe de dirigeants

— parmi eux Cayetano Rodríguez — prive le MPD de ses meilleurs éléments au moment même où s'aggrave la menace *golpiste*. Et c'est à Cuba, le 25 septembre 1963, que les surprendra le coup d'Etat.

« Partido de masa » dans les mois qui ont suivi la mort de Trujillo, le 1J4 a connu sa première grave crise entre décembre 1961 et janvier 1962. Mais il s'est ressaisi, au cours du printemps suivant, pour ensuite, « hasta diciembre ... volver a aislarse de las masas ».[426]

Les *catorcitas* retrouvent leurs partisans. Le parti « en orden creciente mueve ... en forma ascendente ».[427] Car le nouveau gouvernement déçoit: sa politique sociale paraît trop timide. Aux « faiblesses » de Bosch, le 1J4 oppose ses critiques, fermes mais « constructives », dépourvues de cette violence, de ce sectarisme qui ont marqué son action au cours des mois précédents et qui ont fait peur.

Les *catorcitas* retrouvent leurs partisans. Le parti « en orden creciente se liga de nuevo a las masas ».[428]

Mais un « complejo de grandiosidad »[429] s'empare, une fois de plus, de certains dirigeants du 1J4 — des leaders « duros », en particulier.

Pour eux, c'est « toute la foule des mécontents qui va vers le parti »[430] — et cette « foule », ils la voient immense.

Surviennent enfin, le 14 juin, les manifestations que le parti organise en l'honneur des martyrs de Constanza, Maimón, Estero Hondo. La population y participe, compacte. C'est là une preuve de plus de la puissance du 1J4, c'est le tournant. Le groupe « duro » relève la tête. Brutalement il repose, au sein du CEC, le problème de la lutte armée. Le 1J4 a retrouvé sa force. Que la droite frappe, si elle l'ose, qu'elle renverse le gouvernement de Bosch: le parti ne s'y opposera pas, car un « golpe reaccionario profundizaría las contradicciones »[431] — et créerait ainsi des conditions particulièrement propices à la lutte armée.

Mais si la droite hésite, c'est le 1J4 lui-même qui devra passer à l'action: le parti, en fait, ne peut pas « aguantar cuatro años de gobierno de Bosch ».[432]

Groupe « flojo » — groupe « duro »: c'est le choc entre ceux qui ne croient pas possible le recours à la violence « en todos tiempos y en todos momentos »[433] d'une part, et ceux, d'autre part, qui « se dejan guíar únicamente por la revolución cubana y por las experiencias guerrilleras de Fidel, sin tomar en cuenta que la lucha del pueblo cubano no fue producto de improvisación ».[434]

En vain les « flojos » — les « pacifistas » — répètent leurs arguments: le parti s'est renforcé, mais il est encore trop faible. En outre, le climat de liberté assuré par Bosch lui permet de développer sa propagande, alors même que l'insuffisance des réformes assure à cette propagande un terrain fertile. Un « golpe reaccionario », en revanche, obligerait le parti à se réfugier dans la clandestinité — une clandestinité à laquelle il n'est pas préparé. Il ne créerait pas, pour autant, des conditions favorables à la lutte armée, car les rapports de force sont, en République Dominicaine, trop défavorables. Le 1J4 doit donc s'opposer à tout « golpe reaccionario ». A plus forte raison il doit, si besoin est, se résigner à « aguantar cuatro años de gobierno de Bosch ». En se lançant dans la guérilla, les *catorcitas* feraient contre eux l'union sacrée de la bourgeoisie — celle de Bosch et celle des *cívicos* — et le parti serait écrasé.

Mais les « flojos » n'en excluent pas, pour autant, toute possibilité de lutte armée. En cas de « golpe reaccionario » et unis aux « boschistes » — tout d'abord. Et même contre Bosch, si des circonstances particulièrement favorables devaient se présenter. Mais ce n'est là, pour eux, qu'une possibilité lointaine, théorique, une clause de style à laquelle ils ont recours pour se défendre de l'accusation d'être « anti-guerrilleros », pour se soustraire à la marque infamante d'« electoreros ».[435]

A la logique des « flojos » s'oppose la passion des « duros » — les « belicistas ». Une passion d'autant plus violente qu'elle a été réprimée, qu'elle se nourrit chez ceux-là même qui, après en avoir appelé à la lutte armée, ont dû, en novembre 1962, faire marche arrière, céder aux contraintes de la raison, se désavouer.

Pour eux, la guérilla est nécessaire, car Bosch n'est qu'un « Betancourt disfrazado ». Il a octroyé une parenthèse de liberté, celle-ci va bientôt se fermer. Juan Bosch, « ficha del imperialismo yankee », jetera son masque. Le 1J4 sera sa première victime. Le parti doit frapper, sans attendre.

Pour eux, la guérilla est nécessaire, car Bosch est un « liberal » — et un gouvernement « liberal » « peut endormir les masses »[436] grâce à ces quelques réformes auxquelles il saurait se résigner. Le parti doit frapper, sans attendre.

Tels sont les arguments. Mais la passion qui les inspire est comme une drogue. Elle s'appelle « frenesía de la loma »: « una toma del poder a través de las guerrillas bajadas de las montañas ».[437] C'est ce que Fidel a fait. Fidel, toujours Fidel, nom magique à l'attrait irrésistible. Cuba, c'est la Mecque. Mais elle est aussi une forteresse assiégée que menace l'impérialisme américain. Pour beaucoup de « duros », sous le Consejo comme sous Bosch, « una de las razones de alzarse era aliviar la presión contra Cuba ».[438]

Parallèlement les Cubains eux-mêmes poussent les *catorcitas* sur la voie de la guérilla.[439] L'âme du groupe « duro » est « absolutamente »[440] Polo Rodríguez. Les quatre « supersabios » le soutiennent.[441] Manolo Tavárez, le président du parti, succombe lui-même à la « frenesía de la loma », alors que Leandro Guzmán, le secrétaire général du 1J4, est incapable de résister à l'ascendant de Manolo. En tout, au sein du CEC, sept voix sûres sur quatorze.

Le groupe « flojo » en a cinq: celles de Jimmy Durán, Fafa Taveras, Norge Botello, Hugo Toyos, Daniel Ozuna. Emilio Cordero et Juan B. Mejía les appuient, à l'occasion — mais dans l'ensemble leur position sera jugée « vacilante ».

Manolo, qui est le « leader suprême » du parti; Polo Rodríguez, Fidelio Despradel et Juan Miguel Román, qui en sont, après Manolo, les dirigeants les plus prestigieux: tous sont des « duros ». Entre « duros » et « flojos », la disproportion est beaucoup plus grande que ne le laisserait croire le simple partage des voix au sein du CEC.

Elle l'est d'autant plus que les « duros », sans parler ouvertement de guérilla, n'en ont pas moins poursuivi, au printemps 1963, le travail de sape entrepris dès l'été précédent, et un moment interrompu, après novembre 1962, par la déconfiture d'une révolte manquée.

« Destruyendo y restructurando »[442] des Comités Provinciaux, ils ont, jour après jour, « fortalecido su posición »[443] au sein du parti. Sans cesse, ils se sont

préparés pour le moment où ils feraient à nouveau surgir le problème de la lutte armée.

Et ils le posent en juin. Au sein du CEC, les deux groupes s'affrontent. L'un et l'autre reconnaissent la nécessité d'une organisation militaire — cette fameuse *Infra-estructura* qui, déjà, aurait dû venir à bout du Consejo. Mais les « flojos » exigent que sa direction soit « colegiada », placée sous le contrôle du Comité Central. C'est là leur seul espoir de maintenir un droit de regard sur le « bras armé » du parti, leur seul espoir de ne pas être réduits au rang de comparses.

« Hubo empate »[444] — au cours de débats d'une violence croissante. Ensuite, par sept voix contre six, la ligne « dure » triomphe. L'*Infra-estructura* aura donc une direction « unipersonal », confiée à Manolo. C'est Manolo, et non le CEC, qui choisira les membres d'une *Comisión Política* « encargada de trazar la táctica y la estrategia a seguir para contrarrestar un golpe de la derecha ».[445] C'est toujours Manolo qui choisira les membres d'un *Comité Militar* qui veillera à la croissance de l'*Infra-estructura.*

CEC, *Comisión Política, Comité Militar*: c'est ce dernier qui concentre entre ses mains les pouvoirs réels, avec le consentement de Manolo. Son rôle sera non seulement militaire, mais aussi politique. Il constituera, en fait, le véritable Comité Central du 1J4. Ne réunissant que des « duros », il se préparera à la lutte armée non pas pour défendre, mais pour abattre, le gouvernement de Juan Bosch.

Parallèlement, au sein même du CEC, les « flojos » essuient une nouvelle défaite. Marco Rodríguez est coopté par sept voix contre six. Désormais les « flojos » ne pourront compter, au mieux, que sur sept voix contre huit. Le CEC ne sera plus qu'une chambre d'enregistrement.

Le 13 septembre, quatre hommes partent pour Cuba. Jimmy Durán, Fafa Taveras, Hugo Toyos, Norge Botello, tous leaders du groupe « flojo », ont choisi — ou, plutôt, accepté — de « desligarse temporalmente de la dirección del partido ».[446] Leur départ est un aveu d'impuissance, une preuve de la défaite. Incapables de s'opposer, au sein du CEC, à la « frenesía de la loma », confrontés à une situation où toute décision importante est désormais prise en dehors d'eux, ils se refusent, cependant, à porter le débat « à la base ». Le faire serait porter à la connaissance du public que le 1J4 se prépare à la guérilla, donc dénoncer le parti aux yeux de la réaction — bref, trahir.

A Cuba, en revanche, ils pourront « capacitarse »: suivre des cours de guérilla, avoir des contacts avec des dirigeants cubains. De retour à Santo Domingo, ils pourront parler avec plus d'autorité; ils seront entourés du respect dont jouit automatiquement tout croyant qui revient de la Mecque. Les leaders « duros » les voient partir avec plaisir. Ce départ, ce sont eux qui l'ont « conseillé », toute coexistence au sein du parti étant désormais impossible. A l'expulsion, à une démonstration publique de division, ils ont préféré ce qui sera, à leur yeux, un exil doré.[447]

Un exil qui durera plusieurs mois. Durán et ses amis ne reviendront pas à temps. Car le 1J4 se prépare à la guérilla. L'*Infra-estructura* progresse à pas de géant — c'est, du moins, ce que l'on veut croire. Des contacts sont établis avec

des militaires « révolutionnaires », des armes sont obtenues même de l'armurerie officielle de San Cristobal.[448]

Sans doute, aucune date n'a encore été fixée pour le jour J. Mais certains pensent déjà à janvier 1964. Mais on rêve beaucoup, entre leaders « duros » — et la date du soulèvement et la force même de l'*Infra-estructura* varient non seulement d'après les diverses personnes mais aussi, chez la même personne, selon l'humeur du moment. Cependant la droite s'agite, la menace d'un « golpe reaccionario » se précise. Elle ne suffit pas à secouer les leaders « duros » de leurs rêveries. Pour eux, le 1J4 n'a rien à craindre. Un coup d'Etat « profundizaría las contradicciones » — et serait donc le bienvenu. D'ailleurs ils ne paraissent même pas croire à son imminence.[449] Avec une belle assurance, le 1J4 marche vers l'abîme.

4) Les militaires constitutionnalistes.[450]

Il existe un groupe d'officiers qui ne sont ni « neutres », ni passifs, mais franchement opposés à tout *golpe.* Ce sont les officiers « constitutionnalistes ». Ils feront beaucoup parler d'eux — dans deux ans. Ils ne sont, pour le moment, qu'un petit nombre, et leur importance réelle reste fort réduite.

On les appelle les « académicos ». Leur chef de file est le lieutenant-colonel Rafael Fernández Domínguez, directeur de l'Académie militaire de San Isidro. Presque tous, ils sont d'anciens camarades de promotion, presque tous, ils prêtent service à l'Académie. Des lieutenants, surtout; quelques capitaines également.

C'est à partir de juillet, devant l'aggravation constante de la situation politique nationale, que le groupe s'organise: « hasta entonces nos conocíamos, sabíamos que estabamos contra un golpe, pero nunca habíamos tenido reuniones formales ».[451]

Des contacts sont établis avec des officiers d'autres unités, des promesses sont échangées. Fernández Domínguez sait qu'il peut compter sur ses « académicos » et sur la centaine de cadets placés sous leurs ordres. Il croit également pouvoir compter sur le lieutenant-colonel Vinicio Fernández Pérez, commandant du bataillon d'élite Duarte, ainsi que sur une quinzaine d'officiers du bataillon Sánchez et du CEFA. Le lieutenant Piantini Colón, enfin, commandant du peloton de chars détachés au Palais National, est un constitutionnaliste convaincu.[452]

Au mieux, une poignée d'hommes, perdus dans la masse amorphe de ceux qui ne veulent pas « se mouiller », de ceux qui « s'en foutent »: la constitution est un morceau de papier, Juan Bosch un « emmerdeur ». Face à eux, la cohorte croissante des officiers qui se préparent à « dar el golpe » — et, parmi ces derniers, la grande majorité des officiers supérieurs ... ceux qui occupent les postes clef au sein des forces armées, ceux auxquels on doit obéissance.

Le 25 septembre, à l'heure de la vérité, Fernández Domínguez et ses « académicos » se retrouveront seuls. Le lieutenant-colonel Vinicio Fernández Pérez — qui pourtant avait promis! — se refusera à lancer le bataillon Duarte sur la capitale, comme le lui demandait Fernández Domínguez. Egalement, il refusera de céder à ce même Fernández Domínguez le commandement du bataillon Les officiers constitutionnalistes du CEFA et du bataillon Sánchez, d'autre part, ne bougeront pas — et qu'auraient-ils pu faire, d'ailleurs, même s'ils l'avaient

voulu? En outre, le major Granpolver Medina Mercedes — un homme de Wessin — avait déjà remplacé Piantini Colón à la tête du peloton de chars du Palais National.

Mais Fernández Domínguez répugne à abandonner. Il réunit ses « académicos ». Son plan: se lancer sur le Palais National, arrêter les « golpistas » qui s'y trouvent, libérer Bosch; s'emparer de la Radio Santo Domingo Tv, en appeler au pays, isoler les factieux, faire basculer du côté de la légalité les secteurs « opportunistes » des Forces armées.[453]

Coup de pocker. Il n'y a, pour le réaliser, qu'un lieutenant-colonel, 20 à 30 officiers subalternes et une centaine de cadets. Mais Bosch, auquel Fernández Domínguez a réussi à faire parvenir un message, s'oppose à un plan qu'il juge trop risqué: le déséquilibre des forces est tel qu'une lutte intempestive n'aurait d'autre issue que le désastre. Et rien ne sera fait, les golpistes paraissent triompher. Mais, pour Bosch aussi bien que pour les officiers constitutionnalistes, la partie n'est pas terminée; déjà, ils pensent à la prochaine manche.

17 juillet 1963: le général Viñas, ministre des Forces armées, annonce le limogeage d'un chapelain militaire — le jésuite Marcial Silva — et du major Haché, de la force aérienne. La nuit précédente — au cours d'un « vibrante discurso » [454] que la radio et la télévision ont retransmis — Juan Bosch a dénoncé ces deux hommes comme conspirateurs, il a exigé leur séparation des forces armées. Le président dominicain vient donc de remporter une victoire que les circonstances ont rendu dramatique, mais qui n'est qu'apparente. Marcial Silva et Haché ne sont que deux figures relativement mineures de la conspiration militaire qui s'organise. Le choix de ces boucs émissaires, qui épargne les véritables leaders — les Luna, les Belisario Peguero, les Wessin [455] — constitue un aveu de faiblesse beaucoup plus qu'une démonstration de force. Dans le pays, la tension monte.

4 août: l'assaut général est déclenché, qui doit emporter la citadelle constitutionnaliste, déjà éprouvée par les attaques constantes dont elle est l'objet depuis des mois. « La voz grabada del padre Marcial Silva » — contraint au lit par un accident de voiture — « tomó el juramento de la bandera »:[456] c'est l'aberrante série des *Manifestaciones de Reafirmación Cristiana* qui commence. Neuf se succèderont, du 4 août au 15 septembre. Au nom de « Cristo Rey », et devant des foules d'une importance diverse, des flots d'injures seront déversés contre le « marxiste-léniniste » Juan Bosch. « Una catástrofe de sangre se acerca », prophétisent des orateurs irresponsables — « las garras del comunismo » menacent le pays! Une fois de plus, le nom du Christ est jeté dans la boue, la religion prostituée au service d'intérêts sordides qui n'osent pas révéler leur nom. Et les évêques se taisent — alors même que des prêtres « militants » ne craignent pas de parler en leur nom: l'église, annonce au cours de la messe le révérend Tomás Abreu, chancelier de l'évêché de la Vega, « ve con buenos ojos que los católicos expresen públicamente su fé y combatan el comunismo ateo y anti-cristiano ».[457]

Les jours passent. Les *Manifestaciones de Reafirmación Cristiana* connaissent un certain succès, mais il devient évident qu'elles ne suffiront pas à créer dans le pays se climat de chaos, cette exhaltation « mystique », qui offriraient

aux forces armées un prétexte de choix pour intervenir et ainsi rétablir l'ordre et la sécurité ... en renversant Juan Bosch. Les jours passent ... et les « aspirants golpistas » deviennent de plus en plus impatients:

« El presidente de la républica, profesor Bosch ... el corrumpido político ... el desleal político sin Dios y sin patria ... El Ovejo en su maligna táctica de gobernar, está llevando nuestro pueblo al abismo, lo está llevando al paredón del hambre, al paredón de la miseria.
No nos explicamos como es que nuestro pueblo todavía no se ha lanzado a las calles clamando por las tres calientes que prometió el hombre de la cabeza blanca, que muchos les llaman El Ovejito.
Que sucede a las Fuerzas Armadas que están para defender a la Constitución, y como es bien sabido la Constitución ha sido violada millares de veces por el desgobierno que por desgracia nos gobierna?
Las Fuerzas Armadas tienen un deber con la patria, tienen un deber que cumplir con el pueblo; las Fuerzas Armadas de nuestro país en el ayer no tuvieron el apoyo del pueblo, pero hoy lo tienen ... El pueblo cree en ellas, y el pueblo dice: ¿Qué pasa a las Fuerzas Armadas que permiten que en nuestro país se viole la Constitución? ».[458]

Les « forces saines » du pays avaient « failed to overthrow ... [Bosch] by first attacking him under the banners of discredited political parties, by second mounting a campaign in the U.S. and Dominican press against him,[459] and by third launching the Christian Manifestations ».[460] « But they had two weapons left — a general strike led by businessmen ... and a military golpe ».[461] C'est, le 20 septembre, le « "Christian" strike against "international communism" » [462] qui commence. « It was arranged by businessmen ... All that summer, as the cívicos' opposition to Bosch continued, and as the Christian Manifestations had run their course, we had known that a general strike might be the cívicos' ultimate weapon. They would try to shut down both Santo Domingo and Santiago. Labor unions might join. If they could keep the cities shut down for two or three days, tension would get screwed tight, and rioting might start. Troops must quell riots » [463] — et, en même temps, elles pourraient débarrasser le Palais National d'un président incapable et ouvertement renié par la masse de ses concitoyens. Ce ne serait pas un coup d'Etat, mais une indispensable intervention chirurgicale, exigée par une population exaspérée. C'était là le même but recherché par les *Manifestaciones de Reafirmación Cristiana*; ce sera, une fois de plus, un échec.

Le 21 déjà, « el paro comercial decaía totalmente en provincia ».[464] Il se maintenait à Santo Domingo — mais, là aussi, presque uniquement dans la rue El Conde et, dans une moindre mesure, dans l'*avenida* Mella — où se trouvent les magasins de la bourgeoisie.[465] Dans les quartiers populaires, en revanche, « la huelga perdió fuerza al abrir un gran número de establecimientos ».[466]

Le 23, enfin, l'échec était total. Et pourtant les moyens mis en œuvre avaient été importants: « we heard the cívicos were paying small shopkeepers a hundred dollars each to stay closed »;[467] « the police favoured the strike »;[468] « shops [were] forced ... to remain closed or else face damage from hired

thugs ».[469] Mais la « grève des patrons » s'était heurtée à la « mauvaise volonté » « de la grandes masas populares »,[470] à la réprobation unanime des syndicats — à l'exception, il va de soi, de CONATRAL.[471]

Ainsi le temps des « finesses » était révolu. Une seule arme restait aux factieux, l'arme de toujours: le coup d'Etat militaire. Les masses se refusaient à bouger — ce seraient les chars qui bougeraient à leur place. Viñas, le Ministre des Forces armées; Hungría Morell, le chef d'état-major de l'armée de terre: c'étaient les deux généraux qui, depuis février, avaient le plus hésité à enfreindre la légalité. Maintenant, ils suivaient le courant. La signature de Victor Viñas Román était la première des 25 qui furent apposées au « Manifiesto Dirigido al Pueblo Dominicano por los Comandos de las Fuerzas Armadas y la Policía Nacional que depusieron al ex-presidente de la República profesor Juan Bosch ».[472] En deuxième position venait celle d'Hungría Morell.

Les Forces armées et la Police Nationale donnaient une manifestation impressionante d'unité — au détriment du peuple dominicain.

Juan Bosch Gaviño avait osé un pari. Il avait voulu croire qu'il était possible, en République Dominicaine, de réaliser de véritables réformes sociales dans le respect de la démocratie politique. Il ne fut pas un mauvais président, un administrateur inepte, un politicien stupide. Mais son échec était inévitable, parce que ses illusions faisaient violence à la réalité de son pays.

Le beau rêve s'écroulait et deux antagonistes — dont la puissance était trop inégale — restaient face à face. D'un côté ceux qui venaient de « dar el golpe », de l'autre ceux qui ne rêvaient que de guérilla. Ni les uns ni les autres ne croyaient aux vertus de la démocratie politique: elle menaçait trop d'intérêts pour les premiers; elle en ménageait trop pour les seconds.

Entre ces deux forces, Juan Bosch avait voulu être un écran. Cet écran, si faible — mais obstiné — avait cessé d'exister. La violence retrouvait ses droits en République Dominicaine ... et les *catorcitas* s'apprêtaient au martyre.

Une période de violence, de répression, d'injustice s'ouvrait à nouveau. Cette période continue, aujourd'hui encore.

CHAPITRE III

1. Secretariado Tecnico de la Presidencia; Oficina Nacional de Estadistica: *República Dominicana en Cifras.* Santo Domingo, 1968; p. 4, tableau n° 5. Les pourcentages sont calculés au 7 août 1960.

2. Secretariado Tecnico de la Presidencia; Oficina Nacional de Planificacion: « Bases », p. 10.

3. *Loc. cit.*

4. Banco Interamericano de Desarrollo: Fondo Fiduciario de Progreso Social: *Quinto Informe Anual - 1965.* Washington, D.C., 1966; p. 597. En 1960 environ 26.386 km² (2.638.600 héctares) étaient « dedicados a la producción agricola y ganadera » (Banco Interamericano de Desarrollo; Fondo Fiduciario de Progreso Social: *Cuarto Informe Anual - 1964.* Washington, D.C., 1965; p. 513). Il s'agissait, par rapport à 1950, d'un accroissement d'un peu plus de 3.500 km² (*loc. cit*).

5. Secretariado Tecnico de la Presidencia; Oficina Nacional de Planificacion: *Plataforma para el Desarrollo Económico y Social de la República Dominicana.* Santo Do-

mingo, Novembre 1967; vol. I, p. 10. Ci-après: SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION, « Plataforma ».

6. *Loc. cit.*

7. BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO; FONDO FIDUCIARIO DE PROGRESO SOCIAL: *Cuarto Informe Anual - 1964,* p. 513. Il faut souligner l'insuffisance des statistiques qui concernent la République Dominicaine. Il faut donc considérer la plupart des chiffres avec une certaine réserve, et ne leur accorder qu'une valeur indicative.

8. ROGERS Gifford E.: *Régimen de la Tenencia de la Tierra en la República Dominicana.* Santo Domingo; (International Development Services Inc. - unpublished paper); décembre 1962, p. 6.

9. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: « Plataforma ». « Trujillo had forced many of the campesino squatters off the good lands and taken them over for himself ... As a sop to the dispossessed peasants, he instituted a much-publicized agrarian reform program which meant that they were resettled in the less fertile hillsides. Deforestation and the subsequent erosion made these lands almost worthless with the result that the subsistence existence of the campesinos declined still further throughout the 1950's » (WIARDA: « The Aftermath », p. 309).

10. Pour construire ce tableau nous nous sommes servis surtout de ROGERS, Gifford E.: *Agrarian Reform Defined and Analyzed with special emphasis on the Dominican Republic.* Santo Domingo; (International Development Services Inc. - unpublished paper) mars 1964; p. 103. Ci-après: ROGERS, « Agrarian Reform ».

11. Un héctare = 15,901 *tareas.*

12. INSTITUTO DE DESARROLLO ECONOMICO Y SOCIAL; UNIVERSIDAD NACIONAL PEDRO HENRIQUEZ URENA: *Promoción Popular Dominicana.* Santo Domingo, 1968, p. 22. L'étude porte sur la période 1966-67. Mais la « souplesse » de la réforme agraire intervenue après la mort de Trujillo est telle que les changements par rapport à 1960 ne doivent être qu'infimes. D'ailleurs Rogers situe, pour 1960, à 44 % le pourcentage des fermes « operated by others than the owners » (ROGERS: « Agrarian Reform », p. 103).

13. INSTITUTO DE DESARROLLO ECONOMICO Y SOCIAL; UNIVERSIDAD NACIONAL PEDRO HENRIQUEZ URENA, *op. cit.,* p. 22.

14. DORNER Peter, LOOMER C. W., PENN Raymond et THOME Joseph: *Agrarian Reform in the Dominican Republic: the views of four consultants.* Madison, Wisc.; Univ. of Wisconsin, Land Tenure Center; 1967; p. 42.

15. INSTITUTO DE DESARROLLO ECONOMICO Y SOCIAL; UNIVERSIDAD NACIONAL PEDRO HENRIQUEZ URENA, *op. cit.,* p. 22. « The country has much good land ... good seasonal water supplies, a favorable climate ... (MADDOX, Cyrus W.: *Some factors involved in meeting the agricultural requirements of the Dominican people.* Santo Domingo; International Development Services Inc.; mars 1964; unp. paper; p. 1).

16. DORNER, LOOMER, PENN et THOME, *op. cit.,* p. 42.

17. WIARDA: « The Aftermath », pp. 306-307.

18. *Ibid.,* p. 307.

19. « La población servida con agua potable en el área urbano no llega a un 40 % y solo un 5 % se puede considerar de primera categoría. En el área rural ... 99,5 % no dispone de dicho servicio » (SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: *Perspectivas de la Economía Dominicana para el período 1967-1968.* Santo Domingo, 1967, vol. II, p. 78.

20. WIARDA: « The Aftermath », pp. 307-308. Le professeur Wiarda se réfère, ici, au « vast Southwest » (*ibid.,* p. 307). Mais des conditions assez semblables prévalent, cependant, dans d'autres régions du pays.

21. INSTITUTO DE DESARROLLO ECONOMICO Y SOCIAL; UNIVERSIDAD NACIONAL PEDRO HENRIQUEZ URENA, *op. cit.,* p. 21. « The average Dominican is underfed » (MADDOX, *op. cit.,* p. 76). « The daily intake of between 2.500 and 3.000 calories represents an adequate Dominican allowance » (*ibid.,* p. 11). Les résultats d'une étude du gouvernement dominicain, cependant, « show an estimated caloric intake per capita of 2.113,52 for the year of 1959. In comparison, the Foreign Agricultural Service of the United States Department of Agriculture estimates the Dominican caloric intake to be 1950 per capita for the year 1958 » (*ibid.,* p. 9).

22. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: « Plataforma », p. 141.

23. WIARDA: « The Aftermath », p. 304.

24. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE ESTADISTICA: *República Dominicana en cifras,* p. 4, tableau n° 5. De 1950 à 1960 la population rurale baisse de 76,2 % à 69,7 % de la population totale du pays. Cependant, à la faveur de la poussée démographique (un taux d'accroissement d'environ 3,6 % par an), elle augmente, en

chiffres absolus, de presque 500.000 unités, passant de 1.627.464 à 2.124.980.

25. OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION, MISION TRIPARTITA Y MISION DEL INSTITUTO LATINOAMERICANO DE PLANIFICACION ECONOMICA Y SOCIAL DE LAS NACIONES UNIDAS: *Informe Interno sobre la Estrategia de Desarrollo y el Plan Bienal 67-68*. Santo Domingo, 1966; non paginé. En 1960, après la capitale, les cinq villes les plus peuplées du pays sont: Santiago - 85.640 hab. (1950: 56.558); San Francisco de Macorís - 27.050 (1950: 16.083); La Romana: 22.310 hab. (1950: 14.074); San Pedro de Macorís: 21.820 (1950: 19.875); San Juan de la Maguana: 21.630 hab. (1950: 9.920).

26. MARTIN, *op. cit.*, p. 139.

27. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: « Plataforma », p. 14.

28. Il faut aussi rappeler « la imposibilidad de displazarse libremente por el interior del país y en especial hacia la capital » (OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION, MISION TRIPARTITA Y MISION DEL INSTITUTO LATINOAMERICANO DE PLANIFICACION ECONOMICA Y SOCIAL DE LAS NACIONES UNIDAS, *op. cit.*).

29. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACIÓN: « Bases », pp. 7-8.

30. OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION, MISION TRIPARTITA Y MISION DEL INSTITUTO LATINOAMERICANO DE PLANIFICACION ECONOMICA Y SOCIAL DE LAS NACIONES UNIDAS, *op. cit.*

31. *Ibid.*

32. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: « Plataforma », p. 16.

33. *Ibid.*, p. 17.

34. Cf. *supra*, ch. 1. p. 28.

35. SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: « Plataforma », p. 8, tableau n° 1.

36. BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO; FONDO FIDUCIARIO DE PROGRESO SOCIAL: *Cuarto Informe Anual - 1964*, p. 509. Ici le PNB est calculé à prix courants.

37. *Ibid.*, p. 511. En 1960 les exportations dominicaines avaient atteint une valeur de $ 174.428.655. Elles tombèrent, en 1961, à $ 143.147.623. Mais en même temps, grâce aussi à une brusque réduction de la consommation intérieure (cf. aussi *supra*, ch. 1, p. 28), les importations passèrent de $ 87.022.913 à $ 69.489.393. Il était ainsi possible de maintenir, dans une large proportion, le solde positif de la balance commerciale. Il était de $ 87.405.742 en 1960; il ne se réduisait, en 1961, que de $ 13.747.512 (SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE ESTADISTICA: *Comercio Exterior de la República Dominicana - 1965*. Santo Domingo, 1967; p. 1).

38. *Hispanic American Report*, avril 1962, p. 135.

39. MARTIN, *op. cit.*, p. 88.

40. LOWENTHAL, Abraham F.: « Foreign Aid as a Political Instrument: the case of the Dominican Republic ». *Public Policy*, vol. XIV, p. 149. Ci-après: LOWENTHAL, « Foreign Aid ».

41. WIARDA: « The Aftermath », p. 200.

42. *Loc. cit.*

43. Cf. *supra*, ch. II, note 247.

44. VAN AUKEN Ruth, *Deputy Executive Director* du *Business Council for International Understanding*: Lettre au Dr Larman C. Wilson, ler juin 1965. Archives de l'auteur.

45. WALKER, George: *Report on activities of BCIU in the Dominican Republic - 1962*. Archives de l'auteur.

46. WIARDA: « The Aftermath », p. 151.

47. *Ibid.*, p. 152.

48. *Ibid.*, p. 191.

49. *Ibid.*, p. 192.

50. *Ibid.*, pp. 191-192.

51. MARTIN, *op. cit.*, p. 204.

52. *Loc. cit.*

53. *Ibid.*, p. 203.

54. *Loc. cit.*

55. Environ 50 millions de dollars (cf. MARTIN, *op. cit.*, pp. 451 et 470).

56. DORNER, LOOMER, PENN et THOME, *op. cit.*, p. 41. Pour le texte de la loi (*Ley* 5879) cf. *Gaceta Oficial* n° 8671 du 14 juin 1962, pp. 3-23.

57. MARTIN, *op. cit.*, p. 114. « Though the Council's plans had called for the resettlement of no less than 2.500 campesino families on new lands before its mandate expired, the government came nowhere near this goal. By the end of its term [février 1963] ... a

total of only 822 new landowners had been settled » (WIARDA: « The Aftermath », p. 333).

58. *New York Times*, 27 janvier 1962, p. 2.

59. *Ibid.*, p. 1.

60. *Hispanic American Report*, mai 1962, p. 230.

61. Cf. *supra*, ch. II, pp. 47 et suiv.

62. *Hispanic American Report*, novembre 1962, p. 810.

63. MARTIN, *op. cit.*, p. 242.

64. *Hispanic American Report*, décembre 1962, p. 918.

65. MARTIN, *op. cit.*, p. 242.

66. *Loc. cit.*

67. Pour le retour des pesépeistes, cf. *infra*, p. 106.

68. La dernière en date des lois interdisant toute activité communiste était celle promulguée par Balaguer le 14 juillet 1961 (Loi 5576, *Gaceta Oficial* 8587 du 20 juillet 1961, pp. 26-29). Elle restera en vigueur sous le Consejo.

69. José Antonio Bonilla Atiles, ministre des Affaires étrangères du Consejo, à John B. Martin, ambassadeur des Etats-Unis en République Dominicaine. Cité dans MARTIN, *op. cit.*, p. 8.

70. Loi 5819 du 20 février 1962; *Gaceta Oficial* no 8640 du 26 février 1962, pp. 9-11.

71. *Ibid.*, p. 11.

72. MARTIN, *op. cit.*, p. 100. Au total, plusieurs centaines de personnes furent déportées. Parmi elles, quelques dizaines de trujillistes. Les autres étaient accusées de « castro-communisme » ou, en tout cas, de « gauchisme ». A ceux qui furent déportés, il faut encore ajouter ces exilés auxquels était toujours refusé le retour au pays.

73. *Loc. cit.* Il est vrai que les partis politiques protestèrent contre les déportations. Même l'UCN protesta: tout en étant le parti gouvernemental, elle ne pouvait pas oublier que dans quelques mois auraient lieu des élections générales - elle devait donc soigner sa « public image » ... ce sont là les méfaits de la démocratie!
Cela dit, il faut souligner que la notion de « many » ne saurait être que relative, selon l'optique de chacun. Et le Consejo, somme toute, fit du « bon travail ». Le même Martin le reconnaît implicitement (il n'en est pas à une contradiction près) lorsque, commentant l'attitude des partis, il l'explique par le fait qu'ils recherchaient « the votes of the deportees' relatives » (*ibid.*, p. 99) - ce qui serait absurde s'il ne s'était agi que de quelques dizaines de cas.
Toujours Martin, enfin, finira par admettre l'énergie du Consejo — et des *Consejeros* Imbert Barrera et Amiama Tió en particulier. Il écrira, en se référant à la période qui suivit la « crise des missiles »: « they [Imbert et Amiama] were busy... deporting Castro/Communists. The deportations took an uglier turn — not only Castro/Communists themselves [sic] but also their lawyers. Then Spaniards. Then others » (*ibid.*, p. 247).

74. MARTIN, *op. cit.*, p. 100.

75. Nous n'en donnerons dans cette section que quelques grandes traits, quitte à revenir sur certains des problèmes évoqués ici plus loin, et notamment au chapitre IV, pp. 188-200.

76. Pour l'arrivée de l'« avant-garde » du parti, et son activité au cours des derniers mois de 1961, cf. Annexe, pp. 421-422 et 425. Ce n'est que le 26 janvier 1962 que le premier membre « actif » de la « vieille garde » du PSP, Tulio H. Arvelo Delgado, réussira enfin à entrer au pays. Il avait déjà essayé deux fois — le 24 décembre 1961 et le 8 janvier 1962; les deux fois, il avait été déporté (interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado). Peu à peu, sous le Consejo, les membres du CC du parti reviendront à Santo Domingo, la plupart clandestinement. Mais pour deux membres du CC — Pedro Mir et Félix Servio Ducoudray Mansfield — tout retour sera impossible en 1962. Ils devront attendre l'accession à la présidence de Juan Bosch (27 février — 25 septembre 1963) pour pouvoir enfin revenir au pays — cette fois, légalement.

77. Cf. Annexe, pp. 412-413.

78. FOUPSA (bientôt FOUPSA-CESITRADO) est la première des centrales syndicales à être créée après la mort de Trujillo (le 17 septembre 1961). Elle sera, tout au long de la période 1962-1965, une des trois « grandes » du mouvement ouvrier dominicain, avec la CONATRAL (*Confederación Nacional de Trabajadores Libres*) et avec la CASC (*Confederación Autónoma de Sindicatos Cristianos*).
Pour une histoire relativement détaillée du syndicalisme dominicain au cours de ces années, cf. notamment WIARDA, Howard J.: « The Development of the Labor Movement in the Dominican Republic »; *Inter-American Economic Affairs*, été 1966, vol. 20, n° 1, pp. 41-63, Ci-après: WIARDA, « The Development ».

79. Cf. Annexe, p. 425.
80. Pour une explication de cette évolution, cf. *infra,* ch. IV, pp. 197-200.
81. Interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgrado.
82. *El Popular* verra dans sa « renuncia forzada » une « capitulación de los dirigentes de FOUPSA » devant « los subsidios oficiales y la promesa de dólares imperialistas » (*El Popular,* nº 6, 18 mai 1962, p. 7).
83. Pour ce qui est du mouvement syndical, 1962 sera une mauvaise année pour l'ensemble de l'extrême gauche dominicaine. FOUPSA, la plus « gauchiste » des grandes centrales ouvrières, perdra beaucoup de son importance au cours de l'année, au profit tant de la CONATRAL — « created, supported, and financed by the U.S. » (WIARDA: « The Development », p. 57) — que de la CASC — très proche, celle-ci, du *Partido Revolucionario Social Cristiano.*
Très vite, d'ailleurs, l'extrême gauche perdra même le contrôle de ce qui restait de FOUPSA. Celle-ci fusionnera en septembre 1962 avec une autre centrale ouvrière, la CESITRADO (*Central Sindical de Trabajadores Dominicanos*). La nouvelle organisation — la FOUPSA-CESITRADO — sera le « bras ouvrier » du PRD.
Le 1J4 gardera, certes, une assez forte influence dans certains syndicats — mais ceux-ci seront, somme toute, d'importance mineure. L'extrême gauche aura perdu, en 1962, la bataille pour le contrôle du mouvement ouvrier.
84. Interviews de José Israel Cuello Hernandez, Asdrúbal Domínguez Guerra et de Félix Servio Ducoudray Mansfield. La force du PSP était concentrée dans la capitale. Quelques cellules existaient dans certaines villes de l'intérieur. Le parti était, en revanche, inexistant dans les campagnes.
85. Interview d'Asdrúbal Domínguez Guerra.
86. Cf. Annexe, pp. 426-427.
87. MPD: « Documentos », p. 23.
88. *Loc. cit.*
89. Andrés Ramos Peguero, cité par Cayetano Rodríguez del Prado (interview de Cayetano Rodríguez del Prado).
90. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.
91. Au cours de cette période, López Molina et Ramos Peguero sont « las veritables cabezas del partido. Los otros miembros del Comité Central no son más que un Comité Consultativo » (interview de Cayetano Rodríguez del Prado).
92. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.
93. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.
94. MOVIMIENTO REVOLUCIONARIO 20-10: « Que Nuestra Sangre Caiga Sobre El Consejo de Estado ». Tract; [début mai 1962]. Archives de l'auteur.
95. *El Popular,* nº 88, 21 juin 1966, p. 18.
96. MPD: « Documentos », p. 23.
97. Andrés Ramos Peguero sera par la suite condamné à 20 ans de travaux forcés. Il sera libéré en 1965, au cours de la guerre civile.
98. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado. Pour la *très relative* force militaire que le MPD réussira à mettre sur pied au cours de la guerre civile, cf. *infra,* ch. X. Pour la force militaire que le MPD *n'aura pas* au moment où commença la révolte militaire constitutionnaliste (le 24 avril 1965), cf. *infra,* ch. IV, pp. 191-192.
99. Resté seul à la tête du parti — et recherché par la police — López Molina était arrêté, le 14 novembre 1962. Quelques jours plus tard, il était déporté.
100. Cf. Annexe, pp. 423-425.
101. MARTIN, *op. cit.,* p. 308.
102. Il est naturellement impossible d'établir dans quelle proportion ces deux partis bénéficièrent, respectivement, de ce transfert des allégeances.
Un fait est cependant indiscutable. Alors que le PRD pénétrait en force dans les campagnes, le 1J4 ne progressait que dans les villes. Cela s'explique par plusieurs facteurs: a) l'influence, auprès des populations rurales, d'un clergé farouchement hostile au « castro-communisme » des *catorcitas;* b) le rôle de la police, qui rendait presque impossible, aux activistes du 1J4, toute propagande dans les campagnes; c) le message même des *catorcitas* était, à ce moment, trop extrémiste pour une paysannerie qui sortait à peine de la longue nuit du trujillisme; d) leur langage aussi — le langage de jeunes bourgeois des villes — contribuait enfin à rendre encore plus difficile toute communication.
103. 1J4 (GRUPO ANTI-TRANSFORMISTA), *op. cit.,* p. 13.
104. Interview de Jimmy Durán Hernando, membre du CEC.
105. Pour une discussion plus détaillée de ces deux groupes, cf. *infra,* pp. 136-139.
106. Interview de Norge W. Botello Fernández, membre du CEC.

107. 1J4 (Grupo Anti-Transformista), *op. cit.*, p. 14.

108. Interview d'Emma Tavárez Justo et de Marco Rodríguez Sánchez, les deux partisans, à l'époque, du groupe « duro ».

109. En particulier, Félix María Germán et ses amis seront, très vite, virtuellement exclus du parti. Leur démission, en novembre 1962, ne fera que consacrer un état de fait. Quant aux « flojos », ceux qui étaient membres du CEC garderont leur place; nombre de leurs partisans, en revanche, seront exclus de la direction de plusieurs comités provinciaux. Mais ils regagneront une certaine influence après l'échec des « duros » de novembre-décembre 1962 (cf. *infra*, pp. 108-109) pour la reperdre ensuite, au cours de l'année suivante (cf. *infra*, pp. 136-139).

110. Persuadés de la facilité de l'entreprise, les « duros » n'envisagent pas la collaboration des autres partis de l'extrême gauche.

111. Interview de Rafael (*a*) Baby Mejía Lluberes, président de la jeunesse du 1J4 et membre de l'*Infra-estructura.*

112. Interview de Jimmy Durán Hernando.

113. 1J4 (Grupo Anti-Transformista), *op. cit.*, p. 14.

114. Toujours très vif demeure aussi le souvenir de la « trahison boschiste » de novembre 1961 — janvier 1962 (cf. Annexe, p. 424). Et ce même souvenir pèsera lourdement dans l'attitude de certains leaders *catorcitas* — les « duros », en particulier — jusqu'aux premiers jours du « contre-coup » constitutionnaliste d'avril 1965.

115. Cf. le Communiqué du 1J4 du 16 décembre 1962 (*El Caribe*, 18 décembre 1962, p. 23).
La même position sera adoptée, d'autre part, par le PSP et le MPD. Mais pour ces deux partis, tous deux illégaux, toute participation aux élections était, d'emblée, exclue. Seule leur restait la possibilité d'inviter leurs partenaires à voter pour Juan Bosch. Ils la rejetèrent.

116. Interview de Jimmy Durán Hernando.

117. Interview de Jimmy Durán Hernando. Il était, rappelons-le, membre du CEC.

118. Martin, *op. cit.*, 114.

119. *Ibid.*, p. 81.

120. Dans le budget pour 1962 (*Ley* 5734 du 30 décembre 1961, *Gaceta Oficial* n° 8632 du 31 décembre 1961, pp. 3-56) sur un total de $ 125.990.087,86 plus d'un quart — $ 33.414.580,60 — était attribué à la *Secretaría de Estado de las Fuerzas Armadas.* D'autre part, $ 11.923.064 allaient à la *Secretaría de Estado de Interior y Cultos* — c'est-à-dire, presque toute la somme, à la Police Nationale.
Dans le budget pour 1963 (*Ley* 6149 du 31 décembre 1962, *Gaceta Oficial* n° 8725 du 31 décembre 1962, pp. 3-70), sur une dépense totale de $ 167.287.868,06 « seulement » $ 32.849.869,55 iront à la *Secretaría de Estado de las Fuerzas Armadas* — mais le montant attribué à la *Secretaría de Estado de Interior y Cultos* passera à $ 29.280.101,60 — une augmentation, donc, de presque 200 %. Pour les raisons de cette brusque augmentation en faveur de la police, cf. *infra*, p. 111.

121. Les Forces armées dominicaines disposent de 3.500 hommes pour la Marine de Guerre, de 3.300 à 3.500 pour la Force aérienne, de 12.000 pour l'Armée de terre. Il faut encore ajouter les 2.000 soldats du CEFA et environ 10.000 policiers. Pour plus de details cf. *infra*, ch. IV, pp. 178-183.

122. Les chefs militaires n'appartenaient pas à la « gente de primera », mais à cette classe de nouveaux riches qui s'était formée sous le *Trujillato,* au détriment des vieilles familles. Mais l'attitude du Consejo ne s'explique pas seulement par l'esprit de revanche. Les chefs militaires représentent une menace à ce monopole du pouvoir et des richesses nationales, auquel aspiraient les *cívicos.* Le temps viendra où la nécessité se manifestera d'une alliance entre ces deux clans de voraces. Mais pour le moment les *cívicos* ne voyaient surgir aucun danger pour leurs ambitions de la part de la « populace ». Il eût donc été souhaitable de soumettre les militaires trujillistes au pouvoir civil — puisque ce pouvoir était dans les mains de la « gente de primera ».

123. Martin, *op. cit.*, p. 118.

124. *Ibid.*, p. 115.

125. *Ibid.*, p. 117.

126. *Ibid.*, p. 118.

127. *Loc. cit.*

128. Wiarda: « The Aftermath », p. 103.

129. Martin, *op. cit.*, p. 117.

130. *Ibid.*, p. 94.

131. *Ibid.*, p. 118.

132. Barber, Willard F. et Ronning, Neale C., *International Security and Military*

Power, Counterinsurgency and Civic Action in Latin America. Columbus; Ohio State University Press; 1966; p. 3.

133. MARTIN, *op. cit.*, p. 117.

134. WIARDA: « The Aftermath », p. 99.

135. *Loc. cit.*

136. Le colonel E. Wessin y Wessin était le commandant de la plus puissante base militaire du pays, le *Centro de Enseñanza de las Fuerzas Armadas* (CEFA). Il jouera, de 1963 à 1965, un rôle décisif dans la vie politique de la République; nous aurons donc l'occasion de le retrouver souvent au cours des prochains chapitres. Quant au CEFA lui-même, cf. notamment *infra*, ch. IV, pp. 182-183.

137. WIARDA: « The Aftermath », p. 100.

138. *Ibid.*, p. 102.

139. Pour quelques détails, cf. WIARDA: « The Aftermath », pp. 101-102.

140. WILSON, Larman C.: *United States Military Assistance to the Dominican Republic, 1916-1967.* Paper prepared for delivery before the Seminar on the Dominican Republic, Center for International Affairs, Harvard University, April 20, 1967; p. 65.

141. MARTIN, *op. cit.*, p. 117.

142. *Ibid.*, p. 141.

143. *Ibid.*, p. 145.

144. *Ibid.*, p. 142.

145. WIARDA: « The Aftermath », p. 101. Pour la guérilla de novembre-décembre 1963, cf. *infra*, ch. IV, pp. 160-167.

146. *Ibid.*, p. 98.

147. *Ibid.*, p. 99.

148. *Loc. cit.*

149. Il faut toutefois souligner que pendant sept mois, de février à septembre 1963, la police dominicaine ne fera pas preuve, face à la population civile, de cette brutalité qui paraît lui être propre. Ce sera la période du gouvernement Bosch.

150. MARTIN, *op. cit.*, p. 194.

151. *Ibid.*, p. 205.

152. *Ibid.*, p. 230.

153. *Ibid.*, p. 204.

154. *Ibid.*, p. 223.

155. *Ibid.*, p. 217.

156. *Loc. cit.*

157. *Ibid.*, pp. 204-205.

158. *Ibid.*, p. 213.

159. *Ibid.*, p. 217.

160. *Loc. cit.*

161. *Ibid.*, p. 205.

162. *Loc. cit.* Bien que n'appartenant pas aux Forces Armées, les deux « héros nationaux » réussirent néanmoins à se faire nommer généraux: « the Council, on November 1, appointed them generals, effective February 27, 1963, when their positions as members of the Council would terminate » (WIARDA: « The Aftermath », p. 104). Pour l'épisode, cf. MARTIN, *op. cit.*, notamment pp. 252-256.

163. MARTIN, *op. cit.*, p. 256.

164. *Ibid.*, p. 203.

165. *Ibid.*, p. 681.

166. Cf. *infra*, ch. X, p. 379.

167. WIARDA: « The Aftermath », p. 243.

168. *Ibid.*, p. 244.

169. *El Caribe*, 23 décembre 1961, p. 13.

170. Cf. MARTIN, *op. cit.*, p. 248.

171. WIARDA: « The Aftermath », p. 241.

172. Pour leur passé perredeiste, cf. *supra*, ch. II, note 72.

173. Cf. *supra*, ch. II, note 327.

174. Interviews de la *Dra* Josefina Padilla *vda* Sánchez, ancienne dirigeante du PRSC et d'Alberto Guzmán Rodríguez, ancien « cuadro alto » du même parti.

175. Cf. *El Caribe* du 2 décembre 1961, p. 12. Le communiqué porte la date du 29 novembre.

176. *Dominican Republic. Election Factbook, June 1, 1966,* éd. par Howard J. Wiarda, Washington, D.C., Institute for the Comparative Study of Political Systems, 1966; p. 25. Ci-après: « Election Factbook », éd. par Wiarda.

177. Interview de la *Dra* Josefina Padilla *vda* Sánchez.

178. *Bloque Revolucionario Universitario Cristiano.* Il s'était appelé, à ses débuts, *Bloque Democrático Revolucionario Universitario* (BDRU).

179. FRAGUA regroupait les « marxistes » du PSP et du MPD et, surtout, les « castristes » du 1J4. Elle obtenait, aux élections universitaires du 25 mai 1962, 14 des 27 sièges du *Comité Ejecutivo* de la FED (*Federación de Estudiantes Dominicanos*). Mais le BDRU le suivait de près, avec 12 sièges. Quant au troisième groupe qui participa aux élections, le *Frente Universitario Radical Revolucionario* (FURR - perredeiste), il devait se contenter d'un siège.

180. CARDENAS; « La Universidad » (V). *Renovación*, nº 144, 11-17 novembre 1969, p. 11.

181. Le cas le plus connu est celui du jésuite Marcial Silva. Chapelain militaire à la base aérienne de San Isidro, il joua un rôle important, en 1962, dans les débuts du social-christianisme dominicain. Il se distingua, une année plus tard, par l'acharnement avec lequel il conspira contre le gouvernement constitutionnel de Juan Bosch.

182. MARTIN, *op. cit.*, p. 94.

183. *Ibid.*, p. 87.

184. *Ibid.*, p. 88.

185. *Hispanic American Report*, juillet 1962, p. 417. En réalité les membres *cívicos* du Consejo étaient quatre: Rafael Bonnelly, Nicolás Pichardo, José Fernández Caminero, Donald Reid Cabral.

186. *Hispanic American Report*, juin 1962, p. 321.

187. Severo Cabral y Ortíz, ministre de l'Agriculture, et Federico Alvárez, ministre de la Présidence.

188. MARTIN, *op. cit.*, p. 119.

189. *Ibid.*, p. 267.

190. *Unión Cívica*, 11 décembre 1962, p. 6 (Editorial).

191. WIARDA: « The Aftermath », p. 252.

192. MARTIN, *op. cit.*, p. 268.

193. *Loc. cit.*

194. *Ibid.*, p. 267.

195. *Ibid.*, p. 89.

196. *Loc. cit.*

197. *Loc. cit.*

198. *Loc. cit.*

199. BOSCH: « Crisis », p. 72. Pour la « gente de primera », Balaguer n'était, au mieux, qu'un « parvenu »: il était « de origen humilde, hijo de un inmigrante puertorriquenõ, y había trabajado en su juventud en una pulpería » (*loc. cit.*).

200. « A favorite Fiallo phrase from the summer of 1961 » (MARTIN, *op. cit.*, p. 267).

201. *Ibid.*, p. 269.

202. WIARDA: « The Aftermath », p. 251.

203. *Ibid.*, p. 252.

204. *Loc. cit.*

205. MARTIN, *op. cit.*, p. 206.

206. WIARDA: « The Aftermath », pp. 252-253.

207. MARTIN, *op. cit.*, p. 135.

208. *Hispanic American Report*, janvier 1963, p. 1012.

209. WIARDA: « The Aftermath », p. 252.

210. Alors que le leadership de l'UCN était formé par la « gente de primera », celui du PRD, en revanche, l'était par la « gente de segunda » — par des hommes appartenant, surtout, à la « capa media » de la petite bourgeoisie. Un Máximo Lovatón Pittaluga, issu d'une famille de « primera », représentait, parmi les dirigeants perrédeistes, une exception, « muy excepción » (interview d'Ivelisse Prats-Ramírez de Pérez).

211. Pour un bref portrait de Miolán, cf. *supra*, ch. II, p. 54.

212. WIARDA: « The Aftermath », p. 314.

213. *Loc. cit.*

214. *Ibid.*, p. 255.

215. *Ibid.*, p. 316. Pour quelques détails sur la FENHERCA (*Federación Nacional de Hermandades Campesinas*) cf. WIARDA: « The Aftermath », pp. 316-319.

216. *Ibid.*, p. 315.

217. MARTIN, *op. cit.*, p. 268.

218. *Ibid.*, p. 179.

219. GALL, Norman: « Ferment in the Caribbean », *The New Leader*, 10 juin 1963,

p. 8. « Orthodoxe », en République Dominicaine, se disait d'une campagne électorale au cours de laquelle le candidat ne quittait — et encore rarement — la capitale que pour se rendre en grande pompe (« cavalcades of big cars ») dans les principales villes du pays. Les notables locaux lui offraient une brillante réception, il recevait ses admirateurs dans le meilleur hôtel de la ville, prononçait un discours « historique » dans la place principale, et — après une fête dans le club et une bonne nuit de sommeil — il repartait comme il était venu.

220. MARTIN, *op. cit.*, p. 267.

221. GALL: « Ferment in the Caribbean », *The New Leader,* 10 juin 1963, p. 8.

222. WIARDA: « The Aftermath », p. 316.

223. GALL: « Ferment in the Caribbean », *The New Leader,* 10 juin 1963, p. 8.

224. Pour le caractère d'« organisation d'exilés » du PRD — c'est là une différence par rapport à l'UCN et au 1J4 — cf. *supra,* ch. II, pp. 54-55.

225. Juan Bosch, qui ne fut jamais un étudiant trés brillant, interrompit ses études en « tercero año de bachillerato ». Il n'est donc même pas bachelier.

226. Interdites par Trujillo, ses oeuvres n'étaient encore que très peu connues dans le pays en 1962.

227. Discours de Bosch cité dans *El Caribe* du 14 novembre 1962, p. 11.

228. *Loc. cit.*

229. Cité dans BOSCH: « Crisis », p. 86. Et Bosch raconte: « para explicarles a los jovenes del Partido como debían expresarse ante la masa, les ponía el ejemplo de un señor de alta clase media — y de "primera" — cargado de títulos que en sus peroraciones por radio usaba a menudo la expresión 'eso entraña una traición a la ética revolucionaria'. Les hacía fijarse en que la palabra 'entraña' significaba para el pueblo intestinos de animales, lo cual en su lengua se decía 'mondongo'; que la palabra 'ética' no quería decir nada para la masa popular, y que si alguna persona de ese sector social la tomaba en cuenta, era por el significado de 'tísica' que se le daba en ciertas zonas; de manera que la frase 'eso entraña una traición a la ética revolucionaria' quería decir para la gente del pueblo este disparate: 'Eso mondongo una traición a la tísica revolucionaria'. Desde luego, para el pueblo era lengua árabe » (*loc. cit.*).

230. *Ibid.*, p. 87.

231. *Ibid.*, p. 88.

232. *Ibid.*, p. 87.

233. MARTIN, *op. cit.*, p. 267.

234. *Loc. cit.*

235. Indicateur de la police.

236. BOSCH: « Crisis », p. 89.

237. *Loc. cit.* « Yo no prediqué nunca concordia para los tutumpotes; lo que prediqué fue que nos olvidaramos de los pobres caliés y nos dedicaramos a resolver los problemas del pueblo, pero siempre señalé al pueblo quienes eran sus verdaderos enemigos, que no eran Petán y Ramfis — ya fuera del país — sino ese pequeño grupo que lo explotó siempre bajo Santana, Heureaux y Trujillo » (« Declaraciones exclusivas de Juan Bosch sobre los problemas nacionales ». Interview de Bosch réalisée par Eduardo SANCHEZ CABRAL. *Ahora,* nº 91, 16 janvier 1965, p. 16).

238. BOSCH: « Crisis », p. 88.

239. *Ibid.*, p. 89.

240. *Ibid.*, p. 81.

241. « La expresión 'hijo de machepa' es relativamente antigua en Santo Domingo. Se remonta por lo menos a tiempos de la dominación haitiana. Parece que se utilizó para señalar a los hijos de una mujer muy pobre de Santo Domingo llamada Josefa Pérez, alias Machepa, y por extensión parece que siguió llamándose a los hijos de gente pobre y a la gente pobre hijos de machepa » (MOYA PONS, Frank R.: Lettre à l'auteur. Santo Domingo, 11 mai 1972).

242. BOSCH: « Crisis », p. 81.

243. MARTIN, *op. cit.*, p. 284.

244. *Loc. cit.*

245. WIARDA: « The Aftermath », p. 254.

246. Article publié dans *La Nación* du 12 décembre 1962, p. 5.

247. *Hispanic American Report*, février 1963, p. 1112.

248. *Loc. cit.*

249. *El Caribe,* 14 décembre 1962, p. 1. « Si Bosch sube al Gobierno, podrá pisotear a cualquier ciudadano, a cualquier campesino, a cualquier obrero, a cualquier mujer, a cualquier ninõ, como Fidel Castro que ha fusilado hasta a los niños », expliquait encore, à la

radio Santa Maria del Santo Cerro, le père Faustino García (*loc. cit.*).

250. « Declaración del Episcopado Dominicano » du 15 décembre 1962. Le texte se trouve dans *El Caribe* du 16 décembre 1962, p. 1.

251. BOSCH: « Crisis », p. 117.

252. *Unión Cívica*, 11 décembre 1962, p. 7.

253. *Unión Cívica*, 13 décembre 1962, p. 1.

254. *Loc. cit.*

255. *Loc. cit.*

256. *Loc. cit.*

257. MARTIN, *op. cit.*, p. 268.

258. *Loc. cit.*

259. *Loc. cit.*

260. « Juan versus Láutico. El Debate del Año ». *Ahora*, nº 24, première quinzaine de janvier 1963, p. 13.

261. *Hispanic American Report*, février 1963, p. 1112.

262. *El Caribe*, 27 février 1963, p. 12.

263. « Juan versus Láutico. El Debate del Año », p. 16. *Ahora*, nº 24, première quinzaine de janvier 1963, p. 13.

264. D'un article de Bill FRITTS dans le *Sarasota Herald Tribune* (« Juan Bosch y sus amigos »), reproduit intégralement dans *Ahora*, nº 45, 2ème quinzaine de novembre 1963, p. 18-C.

265. Cf. *Gaceta Oficial* nº 8749 du 31 mars 1963, pp. 3-116. Les élections se déroulèrent sans incidents: « observers reported that the electorate showed an almost Scandinavian phlegm » (*Hispanic American Report*, février 1963, p. 1112), « the police ... kept respectful distance from the urns » (*loc. cit.*). Aux Etats-Unis les « libéraux » exultaient: les élections « were widely hailed as a victory for democracy » (*ibid.*, p. 1111); « They were the first free and honest elections in the experience of the majority of the electorate » (« Election Factbook » éd. par Wiarda, p. 40).

266.Des huit mini-partis que nous avons présentés plus haut (cf. *supra*, pp. 112-114), deux n'apparaissent pas dans notre tableau: le PPDC de Ramón Castillo et le PDC de Read Vittini. Le PPDC ne présenta pas de candidats aux élections. Read Vittini, pour sa part, « led the PDC into a coalition with the PNRD and became the vice-presidential nominee on the PNRD ticket » (« Election Factbook », éd. par Wiarda, p. 25).
Deux autres « mini-partis », le PN et la VRD, présentèrent leurs propres candidats pour les élections parlementaires et municipales, mais appuyèrent, pour les élections présidentielles, les candidatures du PRD. Quant au PRDA, il avait postulé pour la présidence de la République le Dr Joaquín Balaguer, en exil à New York. Mais cette candidature n'ayant pas été acceptée, le parti ne présenta pas de candidats aux élections présidentielles.

267. WIARDA: « The Aftermath », p. 112.

268. *Loc. cit.*

269. ALBA, Victor: « Historia de una iniquidad. Los generales y los personajillos contra el pueblo dominicano ». México. Suplemento al n° 6 de *Panoramas;* novembre-décembre 1963; p. 7.

270. *Ibid.*, p. 6.

271. MARTIN, *op. cit.*, p. 317.

272. Cf. *supra*, note 182. Voir, pour une bonne analyse des mouvements estudiantins de l'*Universidad Autónoma de Santo Domingo*, CARDENAS, Florangel: « La Universidad de Santo Domingo. Un Trayecto Difícil: de la Tiranía a la Libertad ». *Renovación*, nº 140 (7-13 octobre 1969) à 151 (3-9 février 1970).

273. Cf. l'article 22 de la Constitution « boschiste » du 29 avril 1963.

274. Cf. l'article 3 de la Constitution du 29 avril 1963.

275. Rafael Bonnelly, ancien président du Consejo de Estado, à John B. Martin, ambassadeur des Etats-Unis. Cité dans MARTIN, *op. cit.*, p. 327.

276. Art. 24 de la Constitution du 29 avril 1963.

277. Art. 23 de la Constitution du 29 avril 1963.

278. Art. 22/1 de la Constitution du 29 avril 1963.

279. *Loc. cit.* Cf. aussi l'art. 4 de la même constitution.

280. « ... la expropiación podrá tener lugar por causa de interés social mediante el procedimiento que será organizado por la ley » (art. 22/1 de la Constitution du 29 avril 1963).

281. Art. 22/2 de la Constitution du 29 avril 1963.

282. Pour une vision d'ensemble du contenu économique de la Constitution d'avril 1963, cf. aussi les art. 13 à 34.

283. Art. 66/1. Et même les étrangers bénéficiaient de l'esprit de la nouvelle constitution: « la deportación o expulsión de cualquier extranjero del territorio dominicano, solo tendrá lugar en virtud de sentencia dictada por tribunal competente, previo el cumplimiento de las formalidades y trámites legales » (art. 66/2).

284. Pire encore, la constitution allait jusqu'à affirmer: « se declara legítima la resistencia encaminada a la protección de los derechos humanos consagrados más arriba [articles 55-80], los cuales no excluyen los demás que esta Constitución establece, ni otros de igual naturaleza o que sean una resultante de la soberanía del pueblo y del régimen democrático » (art. 81).

285. Souligné par nous.

286. Art. 48/2.

287. Art. 49.

288. Art. 43.

289. Art. 46.

290. Art. 42.

291. « Declaración del Episcopado Dominicano Sobre la Constitución de la República », du 25 avril 1963; dans: « Documentos de la Conferencia del Episcopado », p. 94. La nouvelle constitution « atenta » d'autant plus contre l'« estabilidad de la familia », qu'elle sanctionne l'« absoluta igualdad de derechos para los cónyuges, inclusive respecto del régimen económico » (art. 46). C'est là, sans doute, un principe « dangereux »:

292. « The Concordat is a bilateral treaty and there was never any mention of disregarding it » (Bosch, Juan: « Why I was overthrown ». *The New Leader,* 14 octobre 1963, p. 4).
Pour le Concordat de 1954, cf. *supra,* ch. I, note 221d.

293. Declaración del Episcopado Dominicano Sobre la Constitución de la República », du 25 avril 1963; dans « Documentos de la Conferencia del Episcopado », p. 94. Toujours d'après les évêques, la constitution ignorait « la situación histórica, concreta, católica, del pueblo dominicano » (*loc. cit.*). Mais un des aspects principaux de cette « situación » était justement le nombre très élevé des unions libres.

294. Wiarda: « The Aftermath », p. 191.

295. *Ibid.,* p. 108.

296. Bosch, cité par Wiarda: « The Aftermath », p. 226.

297. Cf. le décret 9/2 du 4 mars 1963, *Gaceta Oficial* nº 8743 du 7 mars 1963, pp. 18-33. En vertu de ce même article étaient réduits les traitements de plus de 300 hauts fonctionnaires de l'administration publique et du corps diplomatique. Les économies ainsi réalisées s'élevaient à $ 107.185 par mois (dont $ 6.250 pour la seule ambassade dominicaine à Washington). Par ailleurs, l'article 1 du même décret supprimait 150 « soft jobs » (toujours dans l'administration publique et dans le corps diplomatique), permettant ains au Trésor dominicain d'épargner $ 75.740 par mois (*Gaceta Oficial* nº 8743, pp. 10-18). D'autres emplois étaient supprimés, et d'autres traitements réduits, par les art. 1 et 2 du décret 102 du 3 avril 1963 (*Gaceta Oficial* nº 8750 du 3 avril 1963, pp. 11-31). En tout — en vertu des décrets 9/1,2 et 102/1,2 — était réalisée une économie globale de $ 2.658.600 par an — somme non négligeable pour la République Dominicaine.

298. Décret 9/2, *Gaceta Oficial* nº 8743, 7 mars 1963, p. 18.

299. *Hispanic American Report,* mai 1963, p. 258. Le 26 février — un jour avant d'accéder à la présidence de la République — Juan Bosch signait un document notarial où il déclarait que, pendant son mandat, « vivirían él y su familia exclusivamente a espensas del sueldo que devengue come funcionario público » (*El Caribe,* 27 février 1963, p. 1).

300. Wiarda: « The Aftermath », p. 192.

301. Martin, *op. cit.,* p. 716.

302. Juan Bosch, cité par Draper, Theodore: « Bosch and Communism ». *The New Leader,* 14 octobre 1963, p. 10.

303. Cf. *supra,* pp. 105-106. Et, pour une fois, la police dominicaine agira avec mesure.

304. Art. 73 de la Constitution du 29 avril 1963.

305. Bosch, Juan: Discours du 16 juillet 1963. *El Caribe,* 17 juillet 1963, p. 1.

306. *Loc. cit.*

307. Nous pensons ici, surtout, à la jeunesse du PRD — et aussi à cette masse d'adolescents encore à la recherche d'une « vérité » à laquelle ils puissent croire.

308. Martin, *op. cit.,* p. 531.

309. L'art. 20 de la Constitution du 29 avril 1963 refusait le droit de grève aux fonctionnaires publics.

310. « Resucitará Fenepia? ». *Ahora,* nº 69, 10 août 1964, p. 47.

311. MARTIN, *op. cit.*, p. 457. Sans entrer ici dans les détails, bornons nous à signaler que ce n'est pas au moyen des bâtons de la police — méthode si chère au gouvernement qui le précéda, et à ceux qui lui succedèrent — que Bosch « destroyed FENEPIA ». Cf., pour une brève analyse de sa lutte contre FENEPIA, « Resucitará FENEPIA? », *Ahora*, nº 69, 10 août 1964, pp. 47-48 et SAN JOSE, Miguel: « Cuando Bosch le cantó el Requiem a la Huelga la sabía fracasada de antemano », *Ahora*, n° 33, 2ème quinzaine de mai 1963, pp. 21-22. Cf. aussi WIARDA: « The Aftermath », pp. 212-213.

312. Le même Bosch le reconnaît: « we had not as yet been able to launch any significant program that would give work to the unemployed » (BOSCH, Juan: « Why I was overthrown ». *The New Leader*, 14 octobre 1963, p. 3).

313. Cf. *infra*, note 391.

314. MONTALVO, Alvaro: « Cual sería el resultado de una ruptura entre Bosch y el PRD? ». *Ahora*, nº 41, 2ème quinzaine de septembre 1963, p. 4. Avec un succès croissant, Bosch s'efforcera de combattre cette pratique. Ce fut là, d'ailleurs, une des causes de son affrontement avec le clan Miolán (cf. aussi *infra*. p. 128).

315. « One reason why Bosch became unpopular with the government employees is that now they had to get their little rake-off or work their shady deals not in the open, as was the accustomed norm, but when the President wasn't looking. Discovery meant dismissal, a new and short-lived method in the Dominican bureaucracy » (WIARDA: « The Aftermath », p. 192).
« At the Housing Bank the traditional five-hour work day was replaced by the U.S.-model eight-hour-day with only a short lunch break instead of the accustomed two hour *siestas* that usually stretched into three by the time the work began again » (*ibid.*, pp. 226-227).
Et la liste des exemples pourrait continuer, jusqu'à la monotonie.

316. WIARDA: « The Aftermath », p. 335.

317. Pour une analyse critique des erreurs du gouvernement Bosch dans le domaine de la réforme agraire, cf. ROGERS: « Agrarian Reform », pp. 140-144.

318. *Hispanic American Report*, septembre 1963, p. 682.

319. WIARDA: « The Aftermath », p. 338.

320. *Ibid.*, p. 339. Jusqu'à août, en revanche, « only ... forty families ... had been settled » (*ibid.*, pp. 337-338). Toujours au cours de cette période, cependant, « a great deal of effort was spent in collecting social and economic data from applicant families » (ROGERS: « Agrarian Reform », p. 151). Des 1.400 familles qui reçurent des titres de propriété entre août et septembre, enfin, « eight hundred ... had squatted on former Trujillo land in the Nagua area soon after the dictatorship was overthrown and placed it under cultivation. Since the land was already producing crops and since the units were approximately the size used by the Agrarian Institute in its settlement projects, the government decided to allow these peasants to stay where they had squatted. Other benefits of the government's program were given to them and they were included within the overall agrarian reform structure » (WIARDA: « The Aftermath », p. 339).

321. *Ibid.*, p. 320. Dirigé par Sacha Volman, « Bosch's closest personal adviser and confident » (*ibid.*, p. 224), le CIDES (*Centro Interamericano de Desarrollo Económico y Social*) fut « one of the most fascinating semi-autonomous agencies set up during the period » (*ibid.*, p. 223). Ses buts étaient multiples. Nous n'en évoquerons que deux: « the organization was aimed at intensive mass education of key sectors of the Dominican population — notably labor and peasants — in the ways of democratic government » (*ibid.*, p. 224) d'une part; « it aimed », d'autre part, « at bringing to the Dominican Republic many technicians and advisors to assist the Bosch government in its programs » (*loc. cit.*). Car Bosch était le premier à reconnaître « the great need of his country for assistance in the administrative and management field » (*ibid.*, p. 203).
« CIDES and its operations ended with the overthrow of Bosch ... The value of its contributions was soon recognized. Nothing comparable to this brain trust, kitchen cabinet, educational center, administrative clearing house, planning board, and bill-drafting center was organized to replace it » (*ibid.*, p. 225).
Pour plus de détails sur le CIDES, cf. toujours WIARDA: « The Aftermath », pp. 223-225 et pp. 319-321. Cf. aussi BOSCH: « Crisis », pp.

322. WIARDA: « The Aftermath », p. 322. « The Ministry of Education was told to see that such instruction was given in the rural schools. The hope was that these youths would carry the methods back to their home communities and that more cooperatives would thus be begun. But like many of the government's projects to organize the campesinos, this one was only beginning when the Bosch administration was ousted » (*loc. cit.*).

323. *Loc. cit.*

324. Cette loi des « precios topes para el azúcar y mieles vendidos al extranjero », stipulait:
art. 1) El Ministerio de Industria y Comercio, a través de la Comisión de Defensa del Azúcar y Fomento de la Caña, deberá establecer el precio promedio f.o.b. en puertos dominicanos, de todo el azúcar y de todas las mieles de producción nacional, que sean vendidas al extranjero, durante el presente año.
art. 2) Se fijan como precios topes, libres de impuestos, para el azúcar RD$ 5.82,5 las 100 libras, y para las mieles RD$ 0.12,85 el galón.
art. 3) Se crea un impuesto en favor del Estado, consistente en una suma igual a la diferencia entre los precios topes fijados en el articulo anterior para el azúcar y las mieles y el precio promedio anual de los mismos productos vendidos al extranjero...
art. 4) Los valores recaudados por concepto del impuesto creado por la presente ley serán distribuidos de la siguiente manera:
— 75 % ... para obras sociales, de acuerdo con el siguiente orden de prelación: construcción de comunidades en las zonas cañeras (bateyes), construcción de acueductos y hospitales rurales en esas y otras zonas;
— 15 % ... para la construcción de caminos vecinales en todo el país y
— 10 % ... a disposición del Poder Ejecutivo para difusión de cultura popular.
(Loi 23 du 7 mai 1963. *Gaceta Oficial* nº 8761 du 15 mai 1963, pp. 10-12).

325. *Listin Diario*, 25 septembre 1963, p. 6 (Editorial).

326. Martin, *op. cit.*, p. 227.

327. *Ibid.*, p. 329.

328. Wiarda: « The Aftermath », p. 259. Les partis sollicités étaient l'UCN, l'ASD, la VRD, le PNRD et le PN.

329. Avec la seule exception du *Partido Nacional* (PN), qui recevait le portefeuille du Travail, confié à Silvestre Alba de Moya. C'était là un traitement certes généreux, s'agissant d'un parti qui n'avait même pas reçu 1 % des voix aux élections.

330. Alba, *op. cit.*, p. 7. Pour le cas du PRSC, cf. *infra*, p. 129.

331. Il y eut, certes — à Santiago surtout — des personnes « de primera » qui refusèrent de se joindre à la croisade. Mais leur nombre était réduit. Elles préféreront, d'autre part — dans leur écrasante majorité — une attitude de « neutralité » à un role actif pour la défense de la constitutionnalité.

332. Alba, *op. cit.*, p. 7. Paradoxalement, l'UCN essaya, tout au début de la présidence de Bosch, de lancer une autre accusation encore: « that his government was being run by the U.S. 'imperialists' » (Wiarda: « The Aftermath », p. 162). « The target ... was the intensely nationalistic Dominican people » (*loc. cit.*), mais « the ... charge ... provided the UCN with little advantage ... The President himself was an intense nationalist and often made it abundantly clear that he brooked no interference from the outside » (*loc. cit.*).

333. « El nudo que unía la Unión (la cívica) se desunió y sus integrantes quedaron todos desunidos » (« Es cosa tan seria ... que se llama Política ». *Ahora,* nº 38, 1ère quinzaine d'août 1963): seule des partis « démocratiques » à avoir obtenu des résultats appréciables aux élections, l'UCN traversait une très grave crise interne. Déjà sept de ses vingt députés s'étaient déclarés indépendants: Arevalo Cedeño Valdez — La Altagracia; Miguel A. Brito Mata — Santiago; Gilberto Martínez M. — Duarte; Rodolfo R. Pichardo P. — Montecristi; Juan S. Santoni Vivoni — La Romana; Carlos R. Guzmán Comprés — Espaillat; Arturo G. Muñiz Marte — Puerto Plata. Et la lutte entre factions déchirait ce qui restait du parti. Seule la volonté de renverser Juan Bosch, et d'effacer à jamais les conséquences du 20 décembre 1962, permettait aux *cívicos* de maintenir encore un dernier semblant d'unité.

334. Pour le rôle de ces associations, cf. Wiarda: « The Aftermath », pp. 164-175.

335. Un exemple parmi d'autres: Bosch s'opposait à la décision du général Atila Luna Pérez, chef d'état-major de la force aérienne, d'acheter « twelve Hawker Hunter Mark VI jet fighters and other equipment from the British at a cost of about five million dollars » (Martin, *op. cit.*, p. 352). « Sólo a un incosciente se le podía ocurrir que un país en quiebra, con el pueblo muriendose de hambre, estaba en condiciones de gastar ... millones de dolares en aviones de guerra » (Bosch: « Crisis », p. 190). Mais c'était là, pour le général Luna Pérez, une perte de plusieurs centaines de milliers de dollars de commission — et donc une raison plus que suffisante pour déclencher un coup d'Etat (pour l'épisode, cf. notamment Martin, *op. cit.*, pp. 532-533 et Bosch: « Crisis », p. 190).

336. Lieuwen, Edwin: *Generals versus Presidents: Neomilitarism in Latin America.* New York; Praeger; 1964; p. 60.

337. Wiarda: « The Changing Political Orientation », p. 253.

338. *Ibid.*, p. 252.

339. *Ibid.*, p. 253.

340. Nous empruntons l'expression à NEHEMKIS, Peter: *Latin America: Myth and Reality*. New York; Mentor Book; 1966; p. 118.

341. Mgr Hugo E. POLANCO BRITO, évêque de Santiago: discours prononcé à Santiago, le 11 août 1963. *Listin Diario*, 14 août 1963, p. 7.

342. Mgr Hugo E. POLANCO BRITO: discours prononcé à Santiago, le 21 juillet 1963. *El Caribe*, 25 juillet 1963, p. 1.
« This was an obvious reference to Bosch who, with his white hair, was often referred to as 'the lamb' » (WIARDA: « The Changing Political Orientation », p. 251).

343. « Declaración del Episcopado Dominicano dirigida a la autoridad pública, dirigentes políticos, laborales y patronales con reflexiones sobre la situación socio-política del país » du 31 juillet 1963; dans « Documentos de la Conferencia del Episcopado Dominicano », p. 97.

344. Mgr Hugo E. POLANCO BRITO: discours prononcé à Santiago, le 11 août 1963. *Listin Diario*, 14 août 1963, p. 7.

345. Moins irresponsable fut l'attitude du Nonce Apostolique, Mgr Emanuele Clarizio. Tout en étant critique à l'égard du gouvernement Bosch, il paraissait s'opposer aux menées *golpistes* des évêques. Pas assez fermement, cependant, ou en tout cas sans succès.

346. Interview de la *Dra* Ivelisse Prats-Ramírez de Pérez, dirigeante du PRD et doyenne de la *Facultad de Humanidades* de l'*Universitad Autónoma de Santo Domingo.*

347. Il est instructif de réfléchir sur une des accusations les plus amères lancées contre Bosch par un partisan acharné de Miolán: « Los activistas del Partido y perredeístas en general no deben olvidar come les fueron cerradas las puertas del Palacio [Nacional], las puertas de la mayoría de los Ministerios, y las puertas de la mayoría de las Empresas del Estado. El Partido había pedido a los Comités de todo el país que enviaran listas de los activistas y compañeros más necesitados de empleo. Esas listas eran enviadas por el Partido a la Presidencia donde eran engavetadas » (FRIAS, *op. cit.*, p. 16). C'étaient deux conceptions qui s'opposaient: celle pour qui l'Etat devait être au service du parti vainqueur, d'une part; et celle, d'autre part, pour qui l'Etat devait être au service des citoyens. D'où la conclusion de certains: « Bosch le dió la espalda al Partido » (*loc. cit.*).

348. On pourra trouver beaucoup de circonstances atténuantes au caudillisme de Bosch; mais on ne pourra pas en nier l'existence.

349. ALBA, *op. cit.*, p. 9.

350. Déclaration des organismes provinciaux du PRSC, lors de la réunion du *Directorio Nacional* du parti, le 4 août 1963. *Listin Diario*, 5 août 1963, p. 12.

351. Interview d'Alberto Guzmán Rodríguez.

352. Le groupe « duro » (à l'époque appelé « revolucionario ») « se abstuvo de participar en todas las elecciones y retiró sus candidaturas » (*Listin Diario*, 2 septembre 1963, p. 1). Le *Comité Ejecutivo Nacional* du parti ne sera intégré que par des partisans de la « linea floja »: Dr Carlino González Batista, président du PRSC; Alfonso Moreno Martínez, ler vice-président; Guido d'Alessandro Tavárez, 2ème vice-président: Leonel Rodríguez Rib, secrétaire général; et cinq membres, parmi lesquels Josefina Padilla *vda* Sánchez, candidate social-chrétienne, en 1962, à la présidence de la République.

353. Ainsi, des deux principaux leaders du « grupo duro », l'un, Caonabo Javier Castillo, était expulsé du *Directorio Nacional* du PRSC. L'autre, Antonio Rosario, était sommé de paraître devant le tribunal disciplinaire du parti, dominé par les « flojos » — mais le coup d'Etat survenait, et la lutte entre les deux factions connaissait de nouveaux rebondissements.

354. Cf. *infra*, ch. IV, pp. 174-175.

355. LOWENTHAL: « Foreign Aid », p. 150.

356. SLATER: « Intervention », p. 11.

357. *Washington Post*, 10 janvier 1963.

358. LOWENTHAL: « Foreign Aid », p. 151.

359. SLATER: « Intervention », p. 11.

360. BOSCH: « Crisis », pp. 156-157. Et Bosch reconnaît: « tratar conmigo no era fácil — soy consciente de ello —, porque yo tenía una sensibilidad muy viva para todo lo que pudiera afectar la soberanía dominicana » (*ibid.*, p. 155).

361. MARTIN, *op. cit.*, p. 93.

362. *Ibid.*, p. 280.

363. Pour une excellente analyse de la personnalité de Martin cf. SLATER: « Intervention », pp. 59-63.

364. WIARDA: « The Aftermath », p. 403.

365. *Ibid.*, p. 404.

366. MARTIN, *op. cit.*, p. 309.

367. *Ibid.*, p. 308.

368. WIARDA: « The Aftermath », p. 403.

369. « Bosch seldom spoke in favor of the Alianza as such, perhaps because of his concern for sovereignty, but he eloquently supported the same goals » (LOWENTHAL: « Foreign Aid », p. 150, note 10). Mais, surtout, Bosch avait une opinion assez nuancée, si non quant aux buts, du moins quant au mécanisme de l'Alliance pour le Progrès (cf. notamment BOSCH: « Crisis », pp. 140-159).
370. WIARDA: « The Aftermath », p. 403.
371. GOFF et LOCKER, *op. cit.*, p. 264. « The official United States position was that we welcomed European aid in Latin America ... But at the same time the Overseas deal meant that the generators and everything else needed for the dams would be bought in Europe — sales which should have been ours » (MARTIN, *op. cit.*, p. 370).
Pour le texte du contrat, cf. la « Resolución nº 2, del Congreso Nacional, que aprueba el contrato suscrito entre el Gobierno Dominicano y la Overseas Industrial Construction Ltd para la construcción de diversas obras », du 15 mars 1963. *Gaceta Oficial* nº 8744 du 17 mars 1963, pp. 5-18.
372. Sur cette affaire, cf. notamment la « Resolución nº 5 del Congreso Nacional, que revoca la aprobación dada al contrato celebrado entre el Estado Dominicano y Thomas A. Pappas and Association, para la construcción y operación de una rafineria petrolera », du 28 mars 1963. *Gaceta Oficial* nº 8750 du 3 avril 1963, pp. 3-6.
373. Cf. MARTIN, *op. cit.*, pp. 353 et 355.
374. D'autant plus « provoqués » que la constitution osait décréter « que solamente las personas físicas dominicanas tienen derecho a adquirir la propiedad de la tierra » (art. 25 de la Constitution du 29 avril 1963). La possibilité d'exceptions était prévue — « mediante ley » et « cuando así convenga al interés nacional » — mais seulement pour l'achat de terrains « en las zonas urbanas » (*loc. cit.*).
375. Cf. *supra*, note 324.
376. Pour le Consejo, cf. *supra*, pp. 104-105.
377. MARTIN, *op. cit.*, p. 415. Quant à Bosch, il disait de l'OEA: « en el momento actual, la OEA no responde a las necesidades del hemisferio. Tuvo algunos aciertos en el pasado pero ahora no es un instrumento idoneo para resolver los conflictos continentales. La OEA no tiene respaldo popular en la América Latina, y sin respaldo popular carece del vigor político que necesita un organismo de su tipo » (« La OEA no tiene respaldo popular — afirma Bosch ». Interview accordée par Juan Bosch à Santiago Estrella Veloz. *Ahora*, nº 36, 1ère quinzaine de juillet 1963, p. 14).
378. MARTIN, *op. cit.*, pp. 357-358.
379. *Ibid.*, p. 465.
380. *Ibid.*, p. 201.
381. *Ibid.*, p. 389.
382. *Ibid.*, p. 481.
383. *Ibid.*, p. 505.
384. *Ibid.*, p. 504.
385. *Loc. cit.*
386. Interview d'Arturo Morales Carrión.
387. Interview d'un haut fonctionnaire du Département d'Etat.
388. SLATER: « Intervention », p. 13.
389. Williams à Martin. Cité dans MARTIN, *op. cit.*, p. 389.
390. MARTIN, *op. cit.*, p. 451. En fait, avant sa chute, le gouvernement Bosch reçut des Etats-Unis $ 4.041.188 (PL-480) et $ 2.100.000 (AID).
391. WIARDA: « The Aftermath », p. 406.
392. Dans ses mémoires, Martin relate un entretien qu'il eut, dans l'après-midi du 24 septembre, avec Juan Bosch: « I said, 'We have talked several times about bringing a carrier in and taking you aboard for lunch, Mr. President' [c'était là un procédé très employé, en 1962, pour souligner l'appui américain au Consejo].
Bosch said, 'Could we do that now?'
'We might, though I don't know how much time we have — it's late.'
Bosch thought a minute. Then he said, 'Could you get them, please?'
I said, 'If you want a carrier, I'll ask for an alert on it'.
'Yes, I would be very grateful.'
'But I'll have to ask you this now — do you want Marines to land?'
He said, 'No' ». (MARTIN, *op. cit.*, p. 565).
Pour sa part, Juan Bosch affirme avoir refusé l'offre de Martin (interview de Bosch). Mais, que ce fût là avec ou sans l'approbation du président dominicain, il ne fait pas de doute que Martin demanda au Département d'Etat l'envoi d'un porte-avions.
393. MARTIN, *op. cit.*, p. 565. L'ambassadeur américain avait proposé à Bosch: « Call a special session of Congress. Tell them, first, to enact something like our Smith Act.

Second, tell Congress to stop travel to Cuba ... Third, tell them to enact a law permitting deportations» (*ibid.*, p. 562).

394. *Ibid.*, p. 570.

395. *Ibid.*, p. 329.

396. *Ibid.*, p. 344.

397. *Ibid.*, p. 330. Il est vrai que Martin ajoutait: «and the alternatives were probably as bad or worse» (*loc. cit.*). Mais jamais, tout au long de son livre, l'ambassadeur américain ne se déchaîne contre un Bonnelly, ou contre un Fiallo, ou même contre un Imbert Barrera, avec la violence qu'il réserve à Juan Bosch.

398. Lieutenant-colonel Bevan Cass, cité dans MARTIN, *op. cit.*, p. 504.

399. MARTIN, *op. cit.*, p. 505.

400. *Loc. cit.*

401. WIARDA: «The Development», p. 57.

402. WIARDA: «The Aftermath», p. 408.

403. *Loc. cit.*

404. *Ibid.*, p. 296.

405. *Ibid.*, p. 298.

406. WIARDA: «The Development», p. 59.

407. WIARDA: «The Aftermath», p. 298.

408. «Buenos Días, señor Presidente!»; *El 1J4*, nº 85, 1er mars 1963, p. 2 (Editorial).

409. *El Popular*, nº 20, 10 décembre 1962, p. 2 (Editorial).

410. PSP (CC): «No Votar!», 8 décembre 1962. *El Popular*, nº 20, 10 décembre 1962, p. 6.

411. «Buenos Días, señor Presidente!»; *El 1J4*, nº 85, 1er mars 1963, p. 2 (Editorial).

412. *El Popular*, nº 25, 30 mars 1963, p. 2 (Editorial).

413. Interview d'Asdrúbal Domínguez Guerra.

414. *El Popular*, nº 25, 30 mars 1963, p. 11.

415. «Muchos simpatizantes del Partido Socialista Popular están contentísimos con el abandono de esa entitad política de la clandestinidad, pero ... no ocultan su temor ante el posible gancho que podría resultar ... cuando se envíe la lista con los nombres de sus afiliados al Tribunal Electoral al solicitar el ingreso del PSP» (FERNANDEZ-PEIX: «Se Comenta». *Ahora*, nº 35, 2ème quinzaine de juin 1963, p. 30).

416. Interview de José Israel Cuello Hernández.

417. Il dépassait à peine les 200 membres (interviews de José I. Cuello Hernández et d'Asdrúbal Domínguez Guerra).

418. Cf. *supra*, p. 107.

419. MPD: «Documentos», pp. 25-26.

420. *Ibid.*, p. 26.

421. *Ibid.*, p. 27.

422. *Ibid.*, p. 26.

423. Pour les relations entre MPD et 1J4 au cours de la période 1962-1965 - ainsi que pour l'ensemble des relations entre les trois partis de l'extrême gauche dominicaine au cours de cette même période — cf. *infra*, ch. IV, pp. 196-200.

424. Les emepedeistes affirmeront, d'autre part: «nuestras tareas organizativas en el campo se vieron obstaculizadas por la represión militar mantenida por la reacción durante el gobierno de Bosch» (MPD: «Documentos», p. 26). Mais en réalité — tout comme ses «frères» de l'extrême gauche — le MPD négligea complètement les campagnes pour concentrer son action sur les villes, la capitale surtout.

425. Pour l'évolution idéologique du MPD, cf. *infra*, ch. IV, pp. 196-197.

426. 1J4 (GRUPO ANTI-TRANSFORMISTA), *op. cit.*, p. 13.

427. *Loc. cit.*

428. *Ibid.*, p. 14.

429. Interviews d'Emma Tavárez Justo et Marco Rodríguez Sánchez.

430. Interview d'Emilio Cordero Michel, membre du CEC.

431. Interview de Norge Botello Fernández, membre du CEC.

432. Interview de Jimmy Durán Hernando, membre du CEC.

433. Lettre d'Emilio CORDERO MICHEL. Archives de l'auteur.

434. *Ibid.*

435. En fait les «flojos» ne possédaient pas de stratégie à long terme. Ils considéraient la lutte armée impossible — mais ils refusaient aussi l'idée des élections. C'était là un cercle vicieux auquel ils n'avaient pas encore trouvé d'issue, et qui ne pouvait qu'affaiblir leur position face aux «duros».

436. Interview de Fafa Taveras Rosario, membre du CEC.

437. Lettre d'Emilio CORDERO MICHEL. Archives de l'auteur.

438. Interviews d'Emma Tavárez Justo et de Marco Rodríguez Sánchez.

439. L'attitude cubaine répond, certes, à celle qui était, à l'époque, la stratégie fidéliste pour l'Amérique latine. Mais elle s'explique aussi par le comportement des leaders « duros » du 1J4. Ces derniers, désireux d'accroître leur audience auprès des Cubains — et de mettre en pièces la « concurrence » du MPD (cf. *infra,* ch. IV, pp. 199-200), alimentèrent la Havane en renseignements sur la force du parti qui défiaient toute réalité. C'est là le même procédé dont certains dirigeants du PSP se servirent auprès des Soviétiques (interview de José I. Cuello Hernández). C'est enfin un procédé dont l'efficacité dépend surtout du désir qu'ont les « victimes » de se laisser berner.

440. Interview de José Israel Cuello Hernandez.

441. Rappelons que sont ainsi désignés par leurs adversaires Fidelio Despradel Roque, Juan Miguel Román, Roberto Duvergé et Luis Genao Espaillat.

442. Interviews d'Emma Tavárez Justo et de Marco Rodríguez Sánchez.

443. Interview de Fidelio Despradel Roque, membre du CEC.

444. Interview de Jimmy Durán Hernando.

445. Interview d'Emilio Cordero Michel.

446. Interview de Norge Botello Fernández.

447. Interview d'Emma Tavárez Justo et de Marco Rodríguez Sánchez.

448. Cf. *infra,* ch. IV, pp. 163 et 165.

449. Manolo Tavárez Justo, leader suprême du parti, se préparait à partir pour un voyage en Algérie (interview d'Emma Tavárez Justo).

450. Pour cette section, nous nous sommes appuyés surtout sur des interviews des lieutenants Lorenzo Sención Silverio et Ernesto González y González, du lieutenant en retraite Manuel Ramón García Germán, du major Manuel A. Núñez Nogueras.

451. Interview du lieutenant L. Sención Silverio.

452. A cette liste, il faudrait encore ajouter une poignée d'officiers de la Base aérienne de San Isidro, ainsi que quelques autres dispersés dans diverses garnisons de l'intérieur.

453. Interview du lieutenant en retraite Manuel Ramón García Germán. Cf. aussi *Ahora,* nº 133, 23 mai 1966, p. 14.

454. HERNANDEZ, Miguel A.: « Cumplirá Bosch? Meditaciones con motivo de la trama golpista ». *Ahora,* nº 38, lère quinzaine d'août 1963, p. 15.

455. Général Atila Luna Pérez, chef d'état-major de la force aérienne; général Belisario Peguero Guerrero, chef de la Police; colonel Elias Wessin y Wessin, directeur du CEFA.

456. *Listin Diario,* 5 août 1963, p. 1.

457. *Listin Diario,* 11 août 1963, p. 1.

458. Editorial de l'*Emisora Radio Antillana* de Santo Domingo, 12 août 1963. *Listin Diario,* 15 août 1963, p. 4.

459. « The stories were printed first in the United States, then reprinted in the Dominican Republic, where Bosch's enemies — who had inspired them in the first place — displayed them to the military as proof that 'even the impartial United States press' considered Bosch dangerously 'soft on Communism' » (MARTIN, *op. cit.,* p. 455). Pour une critique amère d'un certain « journalisme » américain, cf. BOSCH: « Crisis », pp. 150-153.

460. MARTIN, *op. cit.,* p. 537.

461. *Ibid.,* p. 546.

462. *Ibid.,* p. 547.

463. *Loc. cit.*

464. *Listin Diario,* 22 septembre 1963, p. 1.

465. « Varios empleados de tiendas de las calles El Conde y Av. Mella dijeron que no apoyaban el paro, pero que sus patrones habían cerrado los comercios sin avisarles, por lo que tenían que retirarse a sus hogares » (*Listin Diario,* 21 septembre 1963, p. 4).

466. *Listin Diario,* 22 septembre 1963, p. 1.

467. MARTIN, *op. cit.,* p. 553.

468. *Ibid.,* p. 548.

469. *Hispanic American Report,* novembre 1963, p. 871.

470. *Listin Diario,* 23 septembre 1963, p. 1.

471. L'« intransigeance » des dirigeants de CONATRAL reflétait la volonté de Somerford, plutôt que celle des membres de l'organisation: « a majority of CONATRAL supporters were ... sympathetic to ... [the Bosch] government » (WIARDA: « The Aftermath », p. 296).

472. Cf. la *Gaceta Oficial* nº 8791 du 30 septembre 1963, pp. 5-12. Le *Manifiesto* était signé par le Ministre des Forces armées, les trois chefs d'état-major, le chef de la Police et vingt autres généraux et colonels — parmi lesquels les deux « héros nationaux », les généraux Imbert Barrera et Amiama Tió.

Chapitre IV

LE TRIUMVIRAT

En République Dominicaine, c'était le « retour à la normale ». Une *Junta Militar de las Fuerzas Armadas de la Nación* remplaçait le gouvernement constitutionnel de Juan Bosch.[1] Elle proclamait l'état de siège « y como consecuencia el toque de queda »[2] sur tout le territoire de la République. Le Congrès était dissous, la constitution annulée. Dans le pays, la répression commençait.

Mais les juntes militaires avaient mauvaise presse dans l'hémisphère, mieux valait être « démocratique ». « Lo más adecuado era buscar a algunos "honorables" »[3] — des civils. Avec eux on formerait un gouvernement provisoire, le Triumvirat, « désigné par les partis politiques démocratiques [sic] ... avec l'acceptation des Forces Armées et de la Police Nationale ».

Et on trouva les « honorables »: Emilio de los Santos, Manuel Enrique Tavares Espaillat, Ramón Tapia Espinal.[5]

De los Santos, « por ser el más viejo y el más "honorable" fue nombrado [le 26 septembre] presidente del Triunvirato que a partir de ese momento, y por espacio de "dos años", según se planeó, gobernaría a la República Dominicana ».[6]

Vaincus aux élections, les partis « démocratiques » triomphaient avec le *golpe*. Ils se repartissaient l'administration publique: quatre portefeuilles ministeriels à l'UCN, trois à la VRD, deux à l'ASD et au PNRD, un au PDC et au PPDC.[7] L'ancien *Consejero* Donald Reid Cabral, un *cívico* devenu « indépendant », recevait le ministère des Affaires étrangères. Le général Viñas, déjà ministre des Forces Armées sous Bosch, restait à son poste.

Leur travail accompli, les militaires « rentraient dans leurs casernes ». Quelques décrets récompensaient des officiers qui s'étaient particulièrement distingués dans la conspiration. Pour Atila Luna Pérez, jusqu'alors général à titre provisoire seulement, une place de général était expressément créée dans la force aérienne.[8] Par le même procédé Rib Santamaria, chef d'état-major de la marine, devenait amiral à titre permanent.[9] Quant au colonel Wessin, le puissant directeur du CEFA, il était promu général.[10]

D'autres, et plus importantes récompenses, attendaient les militares *golpistes*. Pour abattre le gouvernement constitutionnel, les *cívicos* avaient dû recourir aux Forces armées. Avec Bosch, c'était le principe de la primauté du pouvoir civil qui tombait. Faible, sans appui populaire, le Triumvirat ne serait pas en mesure d'intervenir « dans les affaires militaires ». Les casernes pouvaient

redevenir des centres de corruption — jusqu'à un degré, même, qui se révélerait intolérable pour beaucoup de *cívicos.*[11]

L'état d'extrême désorganisation du PRD, la perte de popularité du gouvernement Bosch, le sentiment d'impuissance devant l'action des Forces Armées; le nombre élevé des arrestations,[12] la brutalité de la police — et donc la peur: autant de facteurs qui expliquent la relative passivité de la population face au *golpe.*

Il y eut certes, dans la capitale en particulier, des « desordenes callejeros ». Ils étaient le fait d'étudiants surtout. Parmi eux, prédominaient les sympathisants des partis d'extrême gauche.[13] Ils défiaient « grandes contingentes policiales de los denominados "cascos blancos" ».[14] Des centaines de spectateurs leur donnaient un appui verbal — pour ensuite se disperser dès que la police entrait en action.

Les manifestants avaient des pierres, les « forces de l'ordre » des bâtons, des fusils, du gaz lacrimogène. Les manifestants arrêtés étaient frappés, à coups de crosse souvent, dans la rue même.[15] La partie était trop inégale. A aucun moment, dans ces premiers jours, le pouvoir des nouveaux maîtres ne fut sérieusement menacé par l'agitation qui régnait dans plusieurs villes du pays.

Un autre problème existait, pour le régime: « our recognition — it needed us for prestige and money ».[16] Mais les raisons d'optimisme ne manquaient pas. Quatre coups d'Etat avaient eu lieu en Amérique latine depuis le lancement de l'Alliance pour le Progrès. A chaque fois les Etats-Unis avaient réagi comme ils le faisaient maintenant avec la République Dominicaine; à chaque fois les *golpistes* avaient répondu par la même tactique: des promesses d'élections, un cri de guerre au communisme. Au bout de quelque temps, les relations diplomatiques étaient réactivées, l'aide économique reprise.

Cette même tactique les nouveaux gouvernants l'adoptaient, en République Dominicaine. Le 26 novembre 1963 une loi du Triumvirat établissait « an extremely complex sequence of five elections »,[17] qui aurait dû permettre, au bout de deux ans, le rétablissement de la légalité.[18] Mesure douteuse, certes, si douteuse même qu'elle causait des « misgivings »[19] à Washington. Mais le Triumvirat avait d'autres armes en réserve.

Comme le Consejo déjà, il soulignait sa volonté de faire face à la « menace rouge ». Les partis communistes furent interdits, toute une série de mesures adoptées pour mieux combattre ces ennemis de la liberté.[20]

Mais l'arme la plus efficace — une longue expérience en témoignait — était bien celle de la politique du pire: crier au loup ... « Save us or we'll go Communist »:[21] « if the United States refused assistance, the regime would go it alone. If this meant terror and civil war and Castro/Communist guerrilla warfare, the regime would do its best. With the United States' help, it might win; without it, it might lose ».[22]

Et le 1J4 fit, sans le vouloir, le jeu du Triumvirat: le 28 novembre 1963 six « focos guerrilleros » s'ouvraient dans le pays ».[23]

« Oiganlo, señores de la reacción »[24] ... ils avaient trop parlé, les leaders « duros » du 1J4. Trop parlé, et avec un langage qu'ils n'avaient pas les moyens de soutenir. A Santo Domingo l'*Infra-estructura* existait, certes; contrairement à

1962, elle avait même des ramifications dans d'autres villes du pays. Mais elle n'était qu'un squelette.

Le « golpe reaccionario » s'était produit — et la prophétie des « flojos » se révélait vraie: les *golpistes* obligeaient le parti à la clandestinité. A cette clandestinité les *catorcitas* n'étaient pas prêts. Pourchassés par la police, n'ayant pas de caches sûres — bref, n'ayant rien préparé — les dirigeants du IJ4 ne savaient pas « où et quand se réunir ».[25]

Dans les dernières semaines du gouvernement Bosch, c'est le Comité militaire qui avait été le véritable Comité Central du IJ4. Il avait prétendu préparer le parti à la guérilla — mais rien n'était prêt.

Et Manolo comprit. Il comprit que le IJ4 n'était pas en mesure de se lancer à la lutte armée, que ce serait là vouer au désastre non seulement des hommes, mais tout un parti. Et Manolo hésita.

C'est alors qu'une lutte s'engagea. La lutte pour s'« approprier » de Manolo Tavárez, leader suprême du IJ4.

D'une part les « modérés »: Emilio Cordero Michel, Juan B. Mejía, Daniel Ozuna. Ils pressaient le président du parti de ne pas céder à la « frenesia de la loma ».

De l'autre les « ultra-duros »: les « supersabios », Polo Rodríguez, bien d'autres encore.

Mais c'était une lutte dont l'issue était décidée à l'avance: trop d'éléments pesaient en faveur du suicide.

Déjà le 29 septembre, lors de la première réunion du *Comité Militar* à la suite du coup d'Etat, « los compañeros Fidelio [Despradel], Genao [Espaillat], Juan Miguel [Román], Cruz Peralta y Polo [Rodríguez], encargados de zona, indicaron que todo estaría listo en pocos días ... y que había que decretarse la insurrección a corto plazo ».[26] Ils affirmeront, bientôt, que la phase de préparation est terminée. Les bases paysannes, le ravitaillement, auraient été assurés. Même une station de radio serait prête, à la disposition des insurgés; d'importants secteurs militaires auraient d'autre part promis leur appui. Et ils exigeront le déclenchement immédiat de la guérilla.

Mais Manolo savait. Dirigeant suprême de l'*Infra-estructura*, il ne pouvait qu'être conscient des exagérations — et des mensonges — des « ultra-duros ». Il se refusait à donner l'ordre de l'insurrection; et alors d'autres arguments furent employés, dont le poids était lourd:

— « que dirían los cubanos? »: « no podemos no ir a la guerrilla. Tenemos compromisos con los cubanos. Siempre les hemos dicho que estabamos listos. No podemos retirarnos ahora. Que dirían? Haríamos figura de pendejos ».[27]

— « que dirían los dominicanos? ». « Oiganlo, señores de la reacción, imposibilitan la lucha pacifica del pueblo. El IJ4 sabe muy bien donde están las escarpadas montañas de Quisqueya, y a ellas, y a ellas iremos ».[28] Le IJ4 avait trop promis — aux Cubains, certes, mais aux Dominicains aussi. Et maintenant, maintenant que le moment de la vérité était venu, les *catorcitas* seraient-ils incapables de retrouver le chemin des « escarpadas montañas » — eux qui rêvaient de « lomas » depuis 1958? Quelles possibilités, d'ailleurs, restaient au parti? Attendre? Attendre quoi? Les *golpistes* avaient déclenché la répression. Celle-ci

finirait par s'atténuer, pour le PRD et les sociaux-chrétiens. Partis « raisonnables », prêts à tout compromis, ils jouissaient en outre de la protection des secteurs « libéraux » des Etats-Unis. C'était dans le IJ4 que les impérialistes de tout bord — les « libéraux », les « conservateurs » — reconnaissaient leur véritable ennemi. Aucune pression internationale ne se manifesterait en faveur des *catorcitas* — et contre eux la répression ne ferait que s'intensifier. Attendre ... ce serait se faire prendre comme des rats, l'un après l'autre.

Une atmosphère existait, qui intoxiquait. Depuis cinq ans que l'on rêvait de guérillas — tant de promesses, tant d'engagements. Se désavouer? Ou plutôt croire à ce que l'on savait ne pas être vrai, suivre les rêves, une illusion que l'on payerait cher?

Manolo hésitait. Il était si difficile de dire non. Le 6 novembre une grève générale, organisée par le IJ4, commença dans le District National.[29] Elle aurait dû être la phase préliminaire de l'insurrection. La grève fut un échec.

Et alors, les « ultra-duros » employèrent leur dernière arme: le chantage. Fidelio Despradel apporta à Manolo Tavárez l'ultimatum que lui adressaient ses anciens amis: qu'il prenne la tête de l'insurrection, à la date qu'établirait le Comité Militaire. Ils iraient seuls, autrement, et le dénonceraient au peuple comme « traidor » et « cobarde ».[30]

Le 26 novembre 1963, six « focos guerrilleros » s'ouvraient en République Dominicaine. Manolo Tavárez était le chef du *Comando Supremo Revolucionario*. Manolo avait cédé. Craignant le déshonneur, il alla à la guérilla « convencido de que se iba a morir ».[31]

Les « ultra-duros » avaient gagné. Croyaient-ils vraiment aux chances de succès, eux qui mentaient sur l'importance des préparatifs?

Polo oui. Polo Rodríguez a été sincère dans ses illusions. Il l'a été au point qu'il refusa toute réelle collaboration avec les autres forces de l'extrême gauche. C'était là la vieille idée des « duros » du IJ4: réserver au parti le monopole de la victoire.[32]

Le PSP, certes, s'était, dès le début, montré hostile à une lutte armée. Sous le Consejo déjà — hier encore sous Bosch — il s'était opposé à la « guerra de guerrillas ». Il maintenait son opposition sous le Triumvirat. Car « le choix de la méthode de lutte, des voies de développement du mouvement révolutionnaire, est déterminé par le rapport des forces de classe, par la situation concrète du mouvement révolutionnaire en chaque pays. Il ne suffit pas de l'existence d'un régime despotique [et le Triumvirat l'était, sans doute] pour que l'insurrection armée devienne "la seule voie" ».[33] « Nous considérons en outre qu'en ce moment le lancement prématuré de l'insurrection armée peut se transformer en obstacle à la lutte contre le *golpe*, puisqu'il désarticule et divise le front des forces opposées à la dictature ».[34] « Une situation révolutionnaire ne peut être créée artificiellement. Sans elle, ni un ni dix foyers insurrectionnels peuvent éperonner, stimuler des révolutions ».[35] « Seuls de petits groupes d'ouvriers et d'étudiants (l'avant-garde) sont actuellement en faveur de la révolution ... Mais l'avant-garde ne peut pas attribuer ses sentiments, ses désirs, aux masses populaires. Si l'avant-garde va seule au combat, il ne peut y avoir d'autre résultat que la défaite ».[36]

Entre « ultra-duros » du IJ4 et pesepeistes, toute discussion ne pouvait, d'emblée, qu'être stérile — même chargée d'une émotion qui la rendait dramatique.[37] Il en allait autrement du MPD. Parti « guerrillero », qui disputait au IJ4 la Faveur des Cubains, il se voulait prêt à apporter aux *catorcitas* l'appui de ses maigres forces.[38] Il exigeait, cependant, qu'une participation, même secondaire, lui fût accordée dans la direction de la guérilla. Polo refusa. Et alors, « anticipando a los catorcitas », le MPD « se alzó »: trois membres de son Comité Central — dont López Molina — quatre militants et un âne ouvraient, près de Cevicos, le « foco guerrillero » du parti. Un « foco » très éphémère, certes: car le jour même, un 24 octobre, la police arrêtait les « aspirants guérilleros », sans rencontrer de résistance. La « guérilla » du MPD s'effondrait dans le ridicule, et López Molina confirmait, aux yeux de beaucoup de Dominicains, son image de bouffon et de traître.[39]

Les *catorcitas* iront donc seuls au combat. Ils croyaient cependant pouvoir compter sur l'appui de quelques secteurs des forces armées. Depuis 1962, le IJ4 entretenait des relations avec des militaires « progressistes »: des sous-officiers, surtout, mais aussi quelques officiers jeunes, de bas rang: ceux qui étaient les moins contaminés par le trujillisme, qui paraissaient les plus sensibles aux mots d'ordre du parti.

Ces militaires étaient peu nombreux. Ils le seront d'autant moins que Polo, le *golpe* survenu, négligera d'entrer en contact avec des officiers sincèrement constitutionnalistes, dont certains étaient prêts à se battre, mais qui, politiquement, ne lui paraissaient pas assez « sûrs ». Polo était trop convaincu du succès de la guérilla pour accepter, de bon gré, la participation d'« étrangers ».[40]

En tout et pour tout un seul officier — le capitaine « Gregorio » — s'était engagé, en novembre 1963, à passer, armes et bagages, du côté des insurgés. « Gregorio » commandait la compagnie Luperón du bataillon d'élite Mella — beaucoup d'« ultra-duros » voulaient croire qu'il parviendrait à entraîner avec lui tout le bataillon.

Par ailleurs, simultanément aux foyers dans les montagnes, un « front urbain » devait s'ouvrir. Par une série d'actions terroristes — attaques à la bombe contre des postes de police, actes de sabotage, élimination physique de « conotados criminales » — les guérilleros du IJ4 créeraient dans les principales villes du pays, et à Santo Domingo avant tout, une situation de chaos, de terreur. Deux membres du CEC — Roberto Duvergé Mejía et Juan B. Mejía — se voyaient confier la direction des opérations.

Et Polo rêvait. Le triomphe de la guérilla était certain. Seul restait à se demander dans quel délai il se produirait. Après une lutte longue — comme Fidel dans la Sierra Maestra? C'était là, sans doute, l'opinion de plusieurs des « ultras-duros » — les plus sobres des guérilleros. Mais c'était aussi une vision « pessimiste », « négative ». Car Polo Rodríguez et certains de ses amis « partirent pour cette guérilla comme on part en promenade: monter à la montagne et en descendre quelques jours plus tard, en triomphateurs ».[41] Aveugles à la réalité de leur pays, ils avaient mal assimilé les leçons de cette révolution cubaine que pourtant ils idolâtraient. Pour eux la République Dominicaine était comme un vieux bois, aussi pourri que sec. Il suffirait de quelques étincelles — les « focos

guerrilleros » du IJ4 — pour que l'incendie se répande et les flammes de la liberté embrasent tout le pays.

Dans chaque ville le peuple s'élancerait dans la rue — ce serait l'émeute. Lâches et corrompus, les militaires n'oseraient pas résister. Ils se découvriraient « constitutionnalistes », ils mendieraient le pardon des *catorcitas* — comme à Cuba, dans les derniers jours de Batista. Et alors, le Triumvirat s'écroulerait dans la poussière. Il serait alors trop tard pour les Bosch, pour la bourgeoisie libérale, pour les serviteurs de l'impérialisme — comme à Cuba. Le vide du pouvoir, seules les « guerrillas bajadas de las montañas » pourraient le combler. Il n'y aurait plus qu'à bâtir la « société nouvelle » — le fusil dans une main, dans l'autre l'outil.

L'aventure du IJ4, le Triumvirat aurait pu l'étouffer dans l'œuf.

Arrêtés le 6 novembre 1963, deux membres du CEC — Leandro Guzmán Rodríguez et Daniel Ozuna Hernandez — avaient trop parlé.[42] Par eux, le Triumvirat savait fort bien, désormais, que le IJ4 se préparait à l'insurrection; il savait aussi où devaient s'ouvrir la plupart des « fronts ». Mais déjà les aveux de Guzmán et d'Ozuna n'étaient plus nécessaires: car les *catorcitas* alliaient à l'insuffisance de leurs préparatifs une imprudence frisant l'inconscience.

« Todo el mundo sabía a Santo Domingo que el IJ4 se preparaba a alzarse ».[43] De porte en porte, dans les quartiers « sûrs », les *catorcitas* faisaient des collectes « para comprarle botas a "fulanito" que tiene que irse a la montaña y no tiene botas ».[44] Et lorsque, à partir du 22 novembre, les guérilleros quittèrent leurs maisons pour aller rejoindre leurs camarades aux points de réunion, « tout le monde se pressait dans la rue pour regarder le "muchacho" qui partait se battre pour son pays ».[45]

Où était donc la police? Pourquoi n'intervenait-elle pas, alors que c'était si facile? Mais le IJ4 offrait au Triumvirat ce dont il avait besoin: quelques étincelles, beaucoup de fumée. De quoi regrouper la droite dominicaine — civile et militaire — qui s'affrontait déjà autour des dépouilles du butin; de quoi effrayer, surtout, les « liberals » aux Etats-Unis — et donc accélerer l'inévitable enchaînement: réactivation des relations diplomatiques, reprise de l'aide économique.

Ainsi, les *catorcitas* retrouvèrent les « escarpadas montañas de Quisqueya », certains avec des valises pleines de livres, mais négligeant la nourriture. En tout six « frentes guerrilleros », coiffés par un *Comando Supremo Revolucionario*, réunissant 317 hommes — d'après *El IJ4*.[46] En réalité le nombre des guérilleros se situait entre 80 et 100.

Ils avaient voulu croire « que la victoria es fácil, que está al doblar de la esquina ».[47] Ils allaient connaître, bientôt, le prix de l'aventure.

— Les bases paysannes? « Hubo falta de creación de base social en las zonas guerrilleras, es decir, contar con un campesinado, con pobladores rurales, que sirvieran de enlaces, buzones correos, de informadores etc. Esto es indispensable para poder desarrolar con probabilidad de éxito una actividad guerrillera ».[48]

— L'entraînement militaire, une bonne condition physique? « Primó mucho

el sentimiento de compañerismo para enrolar a los integrantes del frente guerrillero: compañeros perseguidos en la ciudad, compañeros enfermos y físicamente débiles ».[49] Très rares étaient, d'autre part, les guérilleros qui avaient des connaissances militaires.

— Le front urbain? « No hicieron nada ».[50] « Hubo falta de organización »,[51] rien n'était prêt, et l'« avant-garde » elle-même se révéla timide. Ils auraient dû paralyser les villes, créer une situation de chaos ... en fait l'activité des hommes de Roberto Duvergé et de Juan B. Mejía se réduira à imprimer quelques communiqués annonçant les succès imaginaires des six fronts guérilleros ouverts par le IJ4 — fronts dont la situation se détériorait à une vitesse impressionnante.[52]

— L'état de l'armement? Le IJ4 avait cru trouver dans l'allemand Camilo Todemann un allié fidèle. Employé à l'armurerie gouvernementale de San Cristobal, Todemann avait fourni aux *catorcitas* une large part des armes nécessaires pour la guérilla. Beaucoup d'entre elles se révéleront, à l'emploi, inutilisables.[53]

— Les militaires, enfin. Des lâches, peut-être — mais pourquoi s'effrayer de la guérilla du IJ4? Cependant le capitaine « Gregorio » — qui pourtant avait promis — participait, à la tête de sa compagnie, à l'écrasement du front guérillero *Capitán Juan de Dios Ventura Simó.* De ce front Polo Rodríguez était le commandant — et Polo mourait, le 10 décembre 1963, succombant aux balles des soldats de « Gregorio » ... et sous les yeux de sa fiancée, la jeune, l'ardente Josefina Iglesias, seule femme à participer à la lutte armée du IJ4.

Six fronts guérilleros. Et, parmi eux, un qui revêtait une importance particulière: le front *Comandante Enrique Jiménez Moya,* où se trouvait le leader suprême du IJ4.

Des 25 ou 26 hommes qui accompagnaient Manolo, « sólo una persona conocía el terreno: [Domingo Sánchez Bisonó] El Güajiro, y eso fue determinante en la fase final de la desintegración de la guerrilla ».[54]

Au « manque d'entraînement physique » [55] s'ajoute encore, chez les membres du front, « la escasez de abastecimientos alimenticios; los alimentos que llevabamos apenas daban para tres días. Claro es que se hicieron ciertos enterramientos, y se crearon bodegas con dinero del partido; hasta une recua de mulos se compró. Pero las bodegas se pusieron a nombre de los catorcitas más conocidos de la zona y por ello mismo, cuando el ejército ubicó el foco guerrillero, pudo desvincular el grupo de los almacenes de abastecimientos con sólo apresar a esos catorcitas con sus familias ».[56]

« Ce manque de nourriture fut très important dans le rapide épuisement physique et dans la faiblesse des guérilleros. En fait notre seule alimentation consistait en *guayabas* et bigarades qu'il nous arrivait, parfois, de trouver ».[57]

Manolo et ses hommes sont isolés. Ils n'ont pas de contacts avec le « front urbain », pas de contacts avec les autres « focos », ni même avec les *campesinos* de la région. La police et l'armée les pourchassent, l'aviation les mitraille.[58] Ils

ne reçoivent des nouvelles du monde extérieur qu'à travers la radio. Des membres du front, un seul a été tué, mais plusieurs sont malades ou trop affaiblis. Il ne reste en tout qu'une douzaine d'hommes valides. Cependant « la noticia del fracaso de los demás frentes, la cual recibimos casi de un solo golpe, después del 15 de Diciembre, trae la desmoralización ».[59] Dans des circonstances encore mal définies, Fidelio Despradel « arrache à la guérilla le seul homme qui connaissait la région — El Güajiro — et deux des rares combattants qui avaient une préparation militaire ».[60]

Et la guérilla « se retrouve aveugle au milieu des montagnes »,[61] « o sea sin guía, pues lo que podíamos leer los mapas y orientarnos con la brújula eramos tres, pero los mapas eran muy defectuosos: donde había una montaña, no aparecía la montaña; donde había un río, no aparecía el río, etc. ».[62] En fait, le front *Jiménez Moya* a cessé d'exister.

Certains désormais désirent se rendre, « aceptando una promesa radial que había hecho el triunvirato ».[63] D'autres, en revanche, veulent « infiltrarse a la ciudad para continuar la lucha de la forma que se considerara más correcta, al aceptar que esa fase guerrillera había fracasado ».[64] Le 21 décembre, « se aprobó la rendición del grupo por mayoría de votos ».[65]

« Se escogieron los hombres fisicamente en mejores condiciones para que fueramos delante a tratar de la rendición ».[66] Ils étaient quatre. Quelques heures plus tard, vers 5 heures du soir, un sera blessé, et les trois autres assassinés, par une patrouille mixte de l'armée et du CEFA.[67]

Toujours le 21, dans la soirée, « le groupe de Manolo, qui était resté en arrière, fut fait prisonnier »,[68] près d'un petit village, Alto de la Diferencia, dans la région de Manaclas.

Mais Manolo avait été condamné à mort. Au cours d'une réunion qui s'était tenue au Palais National, il avait été décidé que le leader suprême du IJ4 devait mourir.[69] Et cette décision était maintenue, en dépit de l'opposition d'Emilio de los Santos, le président du Triumvirat. La volonté des puissants s'accomplit donc, près d'Alto de la Diferencia. Mouraient avec Manolo les *catorcitas* qui avaient le malheur de se trouver avec lui. Ils étaient 17. Qu'importe — cela faisait 17 communistes de moins!

C'était le 21 décembre 1963.

« Avec la débâcle militaire se conclut un chapitre de l'histoire du IJ4 ».[70] Dans la guérilla une trentaine de *catorcitas* avaient perdu la vie. Les autres s'étaient rendus, pour rejoindre en prison ceux qui avaient été arrêtés immédiatement après le *golpe* ou dans les semaines qui suivirent.

Le parti était illégal. Son CEC avait cessé d'exister. Deux de ses quinze membres avaient été tués,[71] cinq étaient à Cuba,[72] six en prison.[73] Deux seulement — Juan B. Mejía et Roberto Duvergé — se trouvaient encore dans le pays et en liberté. A eux avait été confiée la direction du Front Urbain. Ils n'avaient rien pu — ou su — faire. Leur prestige était gravement atteint.

Il n'y avait plus d'*Infra-estructura*, les comités provinciaux étaient désorganisés, le parti n'avait plus de tête. Car Manolo, en dépit de son identification au groupe « duro », avait toujours été reconnu, par les « flojos » aussi, comme « le seul dirigeant sérieux, honnête, qui agglutinait les masses ».[74] Sa personnalité,

son idéalisme, étaient respectés par tous, même si ses méthodes et ses choix étaient, par certains, âprement combattus. Manolo mort, c'était la lutte pour la succession qui allait s'ouvrir dans un parti où le désastre de la guérilla envenimait les inimitiés, les transformait en haine.

Le IJ4 ne cessait pas d'exister. Son prestige grandissait même auprès de ceux qui s'opposaient au Triumvirat. Mais un effort énorme d'organisation était nécessaire pour que le parti retrouve sa force. Et pour cela deux qualités étaient indispensables, qui avaient jusqu'alors le plus manqué aux *catorcitas*: la cohésion, la patience. L'échec de la guérilla, d'autre part, allait avoir des conséquences néfastes dans les relations entre le IJ4 et le PSP: car la légende naîtra, pour trop de *catorcitas*, que le PSP avait trahi. Un nouvel élément de division, un prétexte de plus pour haïr.[75]

« Of a sudden, we recognized »:[76] le 14 décembre 1963 — sept jours avant la mort de Manolo Tavárez — Washington rétablissait les relations diplomatiques avec la République Dominicaine.

John F. Kennedy avait été assassiné (le 22 novembre 1963), Lyndon B. Johnson était le nouveau président des Etats-Unis. Et pour certains, en reconnaissant le Triumvirat, Johnson rompra brutalement avec la politique de son prédécesseur, pour s'engager dans « his own Dominican policy ».[77]

La réalité est tout autre. « Recognition was delayed a little by President Kennedy's death ».[78] « The Dominican regime had only to sit tight, maintain control, and wait. We on the other hand were being pushed hard to settle. Many things pushed us. We feared a collapse of the Triumvirate might bring a reversion to a military dictatorship. We feared a leftist Castro/Communist guerrilla rising. We feared that our firm stand might encourage non-Communist young people to rise and fight and die, only to have us recognize later anyway. We feared that if we continued to hold firm, then were forced to capitulate, we would have suffered a major diplomatic defeat. Moreover, other nations were pressing us — they wanted to recognize. We held them as long as we could, but Great Britain recognized after about a month, an extraordinarily long period for her ... France, West Germany and Italy quickly recognized ».[79]

« Little by little we retreated. Little by little we fell back from position to position. One by one we gave up our objectives, until we were left with almost nothing ».[80] Le 21 novembre, le gouvernement américain en était, face aux *golpistes,* à sa « Fifth Position. It almost amounted to a rout ».[81] Le jour suivant, à Dallas, J.F. Kennedy était assassiné.

« Two weeks ensued, a sad December ».[82] « I thought we must recognize » — c'est Martin qui parle — « but could get no one to move. The entire Dominican predicament had been overtaken by events. So were we all ».[83]

« We had accomplished all we could by withholding recognition. If civil authority weakened, we would be blamed. Nobody would benefit, except the military, and later, the Castro/Communists. We should recognize before the guerrillas gained ».[84] « The Dominican press kept saying the guerrillas had "opened a fourth front", or a "fifth front", or "a sixth front". But it sounded ominous in cables and public communiqués. *Who could be sure it wasn't —*

Castro had started, some say, with eleven men to take Cuba ».[85-86]

Reconnaissance par les Etats-Unis (14 décembre); assassinat de Manolo Tavárez (21 décembre): pour le Triumvirat, c'est le triomphe. Mais ce triomphe est, pour un des Triumvirs, trop lourd. Car Emilio de los Santos s'était, dès le début, opposé au meurtre du leader *catorcita*. Trop naïvement, il avait voulu croire que sa menace de démissionner suffirait à retenir les criminels.[87] Il avait oublié qu'il n'était lui-même qu'un pantin dont l'utilité s'épuiserait, lorsque les relations diplomatiques avec les Etats-Unis seraient rétablies.

Et maintenant, le 21 décembre, vers 11 heures du soir, le téléphone sonnait, chez de los Santos. C'était la voix bien connue d'un « chef militaire »:[88]

« queremos que Usted esté enterado de lo que ha sucedido »,[89]

et on lui annonce que « los muchachos han sido muertos en un encuentro con las Fuerzas Armadas ».

— de los Santos: « Manolo est mort? »
« lui aussi ».

— de los Santos: « combien de pertes du côté de l'armée? »
« aucune ».

— de los Santos: « C'est un assassinat. Je ne remets plus les pieds au Palais [National] ».[90]

Le Triumvir Emilio de los Santos démissionnait, le 22 décembre 1963.[91] Ce geste l'honore. Mais l'homme n'a pas poussé son intégrité jusqu'à expliquer publiquement les causes réelles de sa démission. Il a préféré le compromis, là où aucun compromis n'était possible. Et son nom, jadis digne de respect, restera souillé à jamais.

C'est l'heure de Donald Reid Cabral. Ce *cívico* illustre, déjà membre du Consejo de Estado [92] et, après le *golpe*, Ministre des Affaires étrangères du Triumvirat, est coopté par Ramón Tapia et Manuel Tavares à la place que de los Santos a abandonnée.[93]

Sa désignation entraîne une crise au sein de la coalition gouvernementale. Quatre mini-partis — l'ASD, le PNRD, le PPDC et le PDC — protestent avec indignation. Personne ne les a consultés, oubli d'autant plus dangereux que le nouveau président du Triumvirat n'est pas — comme de los Santos — un simple « honorable », destiné à remplir une mission bien définie et limitée dans le temps. Donald Reid est un personnage puissant en République Dominicaine: il appartient au « Cabral-Vicini-Bermudez-Tavares family complex, one of the largest, richest and most powerful of all ».[94] Les hommes qui ont imposé sa candidature appartiennent à l'UCN — ou, plus exactement, à un des clan les plus importants de ce parti: le clan de Rafael Bonnelly.[95] C'est, entre *golpistes*, la lutte pour le butin qui s'engage ouvertement.

En vain les chefs des partis contestataires — les Jimenes Grullón, Ramírez Alcantara, Ramón Castillo et Read Vittini — exigent, au nom de la démocratie (!!!), le retrait de Donald Reid Cabral. N'arrivant pas à obtenir le soutien des Forces Armées, ils doivent abandonner avec éclat un gouvernement où leur

présence n'est plus désirée.[96] C'est, pour eux, le début d'une période d'abstinence. Elle durera beaucoup plus qu'ils ne peuvent le prévoir.[97]

Commence ainsi le deuxième Triumvirat. Les *catorcitas* ont été massacrés, l'« honorable » de los Santos a démissionné, mais, chez beaucoup de « modérés »,[98] l'optimisme règne. Reid Cabral jouit aux Etats-Unis de l'amitié — et de l'estime — d'hommes influents. C'est là une qualité particulièrement souhaitable au moment où doivent s'engager avec Washington les négociations pour la reprise de l'aide économique.

Avides d'illusions, les « modérés » découvrent chez le nouveau président des qualités qui nous étonnent. « Hay que reconocer que la selección del Triunviro dr Donald Reid Cabral ... es acertada ».[99] Il est « considéré intelligent, compréhensif, souple et libéral ».[100] « Financièrement il n'a pas besoin de cette position ... il faut donc croire à son désir de servir ».[101] « Il n'a pas été un *golpiste*. S'il s'était trouvé dans le pays, la tragédie de Manaclas n'aurait pas eu lieu, ou tout au moins, on aurait fait un sérieux effort pour l'éviter ».[102] Et même le prestige d'un frère mort — un frère considéré, à tort, comme un martyr de l'anti-trujillisme [103] — vient recouvrir le nouveau président. Il devient, à son tour, un héros de la « résistance ». Tant de louanges exigent une contrepartie. Les « modérés » attendent beaucoup de Donald Reid Cabral, ce Dominicain « de primera » imposé à la République par la puissance de sa famille et par les intérêts du clan Bonnelly. Il devra mener le pays à des élections libres. Il résistera à l'arrogance des militaires. Il empêchera que la corruption s'installe à nouveau en République Dominicaine.

Ces espoirs sont, tous, absurdes.

La situation économique, d'abord, et donc la corruption qui, une fois de plus, domine la vie du pays. « The overthrow of Bosch brought the traditional and family-style peculation back with a vengeance. As if trying to make up for the seven months lost during his administration, government servants engaged in a rash of corrupt practices that had not been employed since the Trujillo regime. Bribes to administration officials, for example, occurred on a scale almost matching that of the former era. Government offices became so overstaffed that many were receiving salaries without rendering any services. More importantly, the spirit of fraud which characterized every aspect of government under the slain Generalissimo again was rampant in the public service — the enrichment of favoured individuals through the expenditure of funds for public projects, self-aggrandizement through one's knowledge of pending government programs, the receipt of goods, favours or money through the performance of an official duty ».[104] C'était le « Return of the Syndicate ».[105]

Plus flagrante encore était la corruption des militaires. Ils avaient « bien mérité de la patrie », le 25 septembre 1963, en renversant Juan Bosch. Ils avaient prouvé leur désintéressement le jour suivant, laissant le gouvernement à des civils. Tant de noblesse ne pouvait pas rester sans récompense: le pillage de l'économie nationale au profit de ces nouveaux Cincinnatus.

« Negocio legitimado por un gobierno civil bamboleante »,[106] les Cantines Militaires avaient eu leur raison d'être dans « la contemplación desmedida del

Consejo de Estado hacia los cuerpos castrenses ».[107] Dès le début, elles avaient représenté, pour des officiers malhonnêtes, une magnifique source d'enrichissement. Mais un « gêneur » — Juan Bosch — était survenu, et les affaires avaient souffert. Bosch enfin renversé, les officiers supérieurs avaient pu revenir à leur véritable vocation: celle de voleurs. « Through their mushrooming canteens the military imported food, liquor and all kinds of household goods duty-free and went into the wholesale business. U.S. cigarettes, for example, which sell 80 cents for a pack in the cities' stores were purchased by the Armed Forces at prices as low as 20 cents and resold to retailers at enormous profits ».[108] « La situación se agravó cuando las cantinas ... aumentaron sus renglones de importación y pusieron en ellos hasta articulos de lujo ... A partir de entonces las ventas del comercio de todo el país disminuyeron alarmantemente, y los contrabandos se proliferaron ».[109]

« Más lo que le puso la tapa al pomo fué la constitución [le 26-6-1964] de la Compañía "Cantina Policía Nacional, C. por A.", con un capital autorizado de medio millón de pesos y pagado de RD$ 50.000. Sus socios principales que al integrar una compañía por acciones pasaban a ser, según el Codigo de Comercio, hombres de negocios, o sea "negociantes", eran los señores Belisario Peguero Guerrero, presidente; Apolinar Alfredo Montás Guerrero, vice-presidente-secretario; Gaspar Salvador Morató Pimentel, tesorero-administrador; Ruben Darío Gonzáles Núñez, Hernán Despradel Brache y José de Jesús Morillo Lopez, vocales; y doctor Antonio de los Santos Almarante, comisario. Para quienes no estén familiarizados con estos nombres, hay que señalar que todos ellos revisten uniformes de la Policía Nacional, con elevados rangos ».[110]

Créée « para traficar en todas clase de mercancia, desde la fulgurante joya hasta el exquisito vino extranjero, libres de impuestos naturalmente »,[111] la nouvelle compagnie produisait « stupeur et indignation ... dans tous les milieux sociaux, politiques et économiques ».[112] Pour les *cívicos* c'en était trop. Dans leurs mains se trouvait le commerce du pays, mais leur chiffre d'affaires se réduisait comme une peau de chagrin sous l'assaut des commerçants en uniforme.

« "Business is business" ... y regidos por ese lema, sin querer darle ningún matíz político a la cuestión, los hombres de negocios y de empresa de todo el país se reunieron para demandar al Gobierno que hiciera algo a fin de evitar males peores en el futuro inmediato ».[113] « Après de nombreuses et longues réunions qui eurent lieu dans les salons de la Chambre de Commerce de Santo Domingo »,[114] « les neuf associations les plus puissantes de *hombres de empresa* »[115] exigèrent du Triumvirat « la inmediata supresión de la Cantinas militares y de la Policía Nacional, así como de las organizaciones comerciales que las alientan y abastecen ».[116]

Leur demande fut satisfaite, le 4 juillet, mais leur victoire ne devait se révéler qu'apparente. Trop forte était la vocation « commerciale » des officiers supérieurs dominicains, trop tenace leur volonté de gain, trop « compréhensif », enfin, était Donald Reid Cabral, l'homme fort dont les ambitions n'avaient d'autre soutien que le pouvoir des baïonnettes.[117]

Les forces armées de la nation n'avaient plus leurs « inépuisables cantines militaires »,[118] mais il leur restait assez d'avions, assez de navires. Un vieux mal,

celui de la contrebande, prenait, à partir de juillet, un « auge ... sencillamente alarmante » [119] — sans pour autant que le Triumvirat se préoccupât d'intervenir. « Cuando aparece en la prensa algún contrabandista capturado, siempre es de menor categoria ».[120] Pour les « gros », en revanche, « une surprenante immunité ».[121] Et pourtant, « le Gouvernement n'a pas à chercher bien loin pour trouver les sources de la contrebande »: [122] « les principales et les plus pernicieuses voies d'accès illégal des marchandises étrangères importées sont les bases militaires — aériennes et navales — les plus importantes ».[123]

Comment s'étonner, dans de telles conditions, de la grave déterioration économique du pays? [124] Comment ne pas sourire devant ceux qui écrivent, avec la solemnité de l'ignorant: « Reid closed the military stores »,[125] Reid « launched an economic policy of austerity ».[126] Austérité pour qui? Pour les « thousands of sugar workers » [127] que le Triumvir jeta à la rue? Pour les ouvriers, pour les paysans, pour les chauffeurs de taxi? Pour les soldats, peut-être, pour les policiers — des privilégiés comparés à la masse misérable de leurs concitoyens, mais eux-mêmes des malheureux, des mercenaires à 60 dollars par mois, mal nourris et mal logés.[128]

« Si los golpistas hubieran proporcionado trabajo y bienestar económico, estarían apoyados por la totalidad del país, aunque se mantuvieran deportando y encarcelando ».[129] Mais pour le peuple, il n'y a eu que misère. Les *campesinos* gardent leur silence — ils sont les bêtes de somme. Mais dans les villes, plus politisées, la population rélève la tête. Elle a été bercée de trop d'illusions, depuis le long sommeil de l'Ere — la déception est trop amère, trop cruelle la mauvaise volonté du gouvernement.

C'est, à partir de mars 1964 surtout, une longue série de grèves, de manifestations, dans les centres urbains du pays. Toutes sont déclarées illégales. La police réagit avec brutalité. « Sangre, dolor, lagrimas, luto » [130] sont les compagnons de beaucoup de Dominicains.

Mais la dictature n'est pas totale. Il n'est pas facile de revenir au *Trujillato*, il faut beaucoup de force pour étouffer. Par leurs divisions, par leurs rivalités, les *golpistes* éparpillent leurs forces.

Certaines libertés sont laissées, bien qu'amoindries. Les partis « communistes » sont interdits, mais le PRD, les sociaux-chrétiens, restent légaux — et tout aussi légal sera un nouvel arrivé destiné à grandir: le Parti Réformiste du Dr Joaquín Balaguer. Minuscules, mais bruyants, les partis des *golpistes* « anti-Reid » apportent un élément de confusion.

Sans doute, le gouvernement veille à ce qu'il n'y ait pas d'« abus de liberté » — c'est le cas surtout de partis aussi irresponsables que le PRD et le Parti Réformiste.

« Se Comenta ... que la cosa se está poniendo dura », observe un « modéré », Fernandez-Peix. « Casi nadie ha logrado en Dominicana realizar un desfile ... un mítin ... una concentración ... siempre hay algo que lo impide ... cuando no es el general Peguero [131] ... es el Secretario de lo Interior ... y que cuando al fin se logra (todo puede suceder) "le asignan" ese Sahara que ha venido a constituir el aeropuerto antiguo ... Por Díos ».[132]

Au nom de la « concorde », enfin, le Triumvirat s'efforce « de imponer une tregua injustificada que obligue a los partidos a mantenerse en una inercia

casi total, mientras el gobierno con todos los resortes del poder realiza propaganda política con fines obviamente continuistas ».[133]

Le PRD retrouve néanmoins sa force auprès de cette large masse urbaine que Bosch avait déçue et qui, le 25 septembre 1963, « se dejó arrebatar su régimen de derecho sin lucha ».[134] L'ancien président est toujours en exil, mais son nom redevient un symbole en République Dominicaine. Donald Reid Cabral et les forces qui le soutiennent rendent à Juan Bosch la popularité qu'il avait perdue. A la réalité brutale et corrompue du Triumvirat, l'homme de la rue oppose le souvenir d'une parenthèse de liberté. Le temps a effacé les déceptions — seul reste le rêve.

José Francisco Peña Gómez, Rafael Molina Ureña; Antonio Martínez Francisco, José Brea Peña; Pablo Rafael Casimiro Castro, Virgilio Mainardi Reyna: ces hommes ont des buts qui divergent, mais ils poursuivent, dans l'immédiat, un même combat: réorganiser le PRD. Ils sillonnent le pays, ils restructurent les comités, ils apportent partout le message du parti. Des « cuadros » les entourent, qui ne craignent pas les harcelements de la police, particulièrement violents à mesure que l'on s'éloigne de la capitale. A la morne passivité de 1963 succède un enthousiasme qui rappelle 1962.

Ouverte à la fin de 1964, la campagne d'inscriptions au PRD connaît un « succès éclatant ».[135] Et le parti progresse même dans des secteurs qui, en 1962-63, lui étaient indifférents ou hostiles: la petite et la moyenne bourgeoisie, dégoûtées par l'excès de corruption et l'incapacité du Triumvirat. Dans les premiers jours de février 1965 un Comité est créé afin de recueillir des signatures pour un Manifeste de « Profesionales e Intelectuales Dominicanos ». Le 27 février le Manifeste apparaît, dans *El Caribe*, avec plus 2.000 signatures. Il s'ouvre par une condamnation sans équivoque du *golpe* qui renversa Juan Bosch, il débouche sur une condamnation sans appel du Triumvirat.[136] « That so many should have been willing to lend their names to such a public declaration was virtually unheard of in a country where one does not identify oneself with a deposed political exile lightly. For days, even more outspoken demands for Bosch's return to power with literally thousands of names attached to them were published, many of them with contributions by signatories of five or ten centavos ».[137]

Sans doute, dans le parti les luttes internes ne sont pas éteintes; mais elles ne paralysent plus le PRD.

Une fois de plus, les *golpistes* ont « aidé »: parmi les perredeistes qui furent déportés en septembre et octobre 1963 se trouvent Miolán et les principaux membres de son clan. Dans l'exil, ils continuent leur lutte contre Bosch. Ils créent l'OSPE,[138] qu'ils dominent. Mais le combat est trop inégal. Pour les masses dominicaines leur nom signifie peu, et la distance les empêche de se livrer efficacement à des combines de couloir. Le 25 octobre 1964 la IVe Convention Nationale du PRD sanctionne leur défaite. Passant outre à l'opposition acharnée de l'OSPE, les 207 délégués présents élisent « por aclamación unanime », Juan Bosch président du parti.[139]

Le PRD exige, dans ses déclarations publiques, le « retour à la constitutionnalité sans élections », c'est à dire la réinstallation de Bosch à la présidence de la République et le rétablissement de la constitution du 29 avril 1963. Toute

autre solution ne serait que le refus de reconnaître la volonté populaire — exprimée le 20 décembre 1962; elle equivaudrait à accepter le *golpe* du 25 septembre 1963.

Cette ligne dure, « juan-boschiste », apparaît aux observateurs comme un simple slogan — un cri de ralliement destiné à galvaniser les masses, qui fera place, le moment venu, à des attitudes plus réalistes. Car le PRD, chacun le sait, n'a pas de partisans parmi les chefs militaires — sans ces derniers, rien n'est possible en République Dominicaine.

Mais dans le silence, dans les coulisses, les dirigeants perredeistes s'épient. Casimiro Castro, Mainardi Reyna et leurs amis savent que, fidèles aux consignes de Juan Bosch, les Peña Gómez et Molina Ureña — et même les Martínez Francisco et Brea Peña, conspirent. Ils n'ont, sur leurs agissements, que des informations vagues, imprécises — ils ne savent pratiquement rien.[140] Mais ils sont opposés à toute conspiration. En fait, en dépit du vote unanime de la convention, et de la défaite des « miolanistes », l'emprise de Bosch sur l'appareil du parti n'est que relative.

Casimiro Castro, Mainardi Reyna et leurs partisans sont des « electoreros » — par conviction ou plus encore par intérêt. Pour eux, le PRD doit se plier à la réalité. Donald Reid Cabral ne pourra pas être renversé par la force. Les Américains le soutiennent, et les militaires aussi. Le parti doit donc essayer, par des moyens pacifiques, d'arracher le maximum, c'est à dire des élections relativement honnêtes. Et si cela signifie qu'il ne sera pas permis à Juan Bosch de participer aux élections [141] — et bien, il faut accepter le sacrifice, sacrifice qui, par ailleurs, est bien doux pour certains. Mais on obtiendra au moins un certain nombre de places au Congrès ... la plupart des « electoreros » sont d'anciens congressistes (1963) ... ils ont la nostalgie.

Mais les masses perredeistes — et même les organismes municipaux et provinciaux — sont « ajenas » [142] à la lutte silencieuse que se livrent « electoreros » et « anti-electoreros ». Elles sont « juan-boschistes » ... c'est tout.

Le PRD est le parti le plus puissant du pays. Mais un autre parti existe, qui mérite aussi d'être considéré « de masse »: le Parti Réformiste du Dr Joaquín Balaguer.

Etrange destin que celui de cet homme. Dernier président fantoche de l'Ere, il eut un instant, en novembre 1961, l'illusion du pouvoir — pour être peu après obligé de chercher refuge à la Nonciature. Depuis des semaines, les masses accompagnaient son nom d'expressions de haine ou, plus souvent encore, de mépris.[143] Balaguer est en exil, à New York, depuis mars 1962. Mais en République Dominicaine des mouvements se sont constitués, qui l'ont choisi pour leader. Ce n'était encore, en novembre 1962, que le minuscule PRDA. D'autres groupuscules ont suivi, ensuite, et finalement, le 21 juillet 1963, le Parti Réformiste est né.[144]

Des « sectores poderosos » soutiennent Balaguer, et donnent de l'argent à son parti. D'anciens trujillistes, surtout, mûs par l'opportunisme ou même, parfois, par une vieille amitié. Sous le régne des *cívicos* les « nouveaux riches » du *Trujillato* ne se sentent plus à l'aise.

Le « muñequito de papel », le « petit Docteur » au visage triste, cet intel-

lectuel auquel on attribue une réputation d'honnêteté, parait être populaire même auprès de nombre de « hijos de Machepa ». Est-ce le souvenir des mesures démagogiques qu'il prit après la mort du maître? Est-ce, dans l'intérieur du pays, le respect qui entoure encore l'image de Trujillo — et qui va maintenant à son ancien serviteur? Est-ce enfin un certain magnétisme, difficile à saisir, émanant d'un homme qui paraît dépourvu de charisme? Quelle que soit la réponse, en ce printemps 1965 la force du Parti Réformiste est une réalité. Elle se fait sentir dans l'intérieur du pays — encore plus que dans la capitale (celle-ci est un fief « juan-boschiste »); auprès de la petite bourgeoisie, encore plus que chez les « hijos de Machepa ».

Surtout, les réformistes comptent des partisans auprès des Forces Armées. Et ils conspirent.[145] Toute autre attitude serait d'ailleurs absurde: Reid Cabral refuse le retour au pays du Dr Joaquín Balaguer et fait preuve d'une ferme volonté de se perpétuer au pouvoir.

Sous le Triumvirat, l'opposition entre « duros » et « flojos » du PRSC s'aggrave. C'est aux premiers que la IVe Convention Nationale a donné le contrôle du parti, le 21 février 1964. Antonio Rosario et Caonabo Javier Castillo deviennent, respectivement, président et secrétaire général du PRSC. Seuls leurs partisans sont représentés au *Comité Ejecutivo Nacional* (CEN).

Quelques mois plus tard, lors de sa Ve Convention (31 octobre 1964), le parti se montre « plus uni que jamais ».[146] Les « duros », toujours majoritaires, consentent à l'élargissement du CEN, pour y faire place à trois représentants « flojos »: Guido d'Alessandro Tavárez, Leonel Rodriguez Rib et Joséfina Padilla *vda* Sánchez.[147] Unité de façade. L'opposition entre les deux lignes est complète. Elle porte sur la nature et l'ampleur des réformes sociales que le parti devra exiger — c'est là un problème qui était déjà présent en 1963.[148] Mais elle porte surtout sur l'attitude que les sociaux-chrétiens devront observer face au Triumvirat. Les « duros » inclinent pour le « retour à la constitutionnalité sans élections » — ne croyant pas à la possibilité d'élections libres sous Reid Cabral — et regardent du côté du PRD. Leurs adversaires, en revanche, se méfient de Juan Bosch, exaltent les vertus de la prudence, et prêchent une « opposition limitée ».

Forts de leur majorité au CEN, les « duros » se préparent à pêcher: ils veulent signer un pacte d'action avec le PRD. Mais les « flojos » font preuve d'initiative. Minoritaires, ils ont de bons muscles: c'est, la nuit du 16 janvier 1965, l'opération « Pata de cabra » qui s'engage. Ayant forcé la porte, un groupe de dirigeants « flojos », guidés par Guido d'Alessandro et Jesús Caminero Morcelo, s'empare du siège du parti. Ne gaspillant pas leur temps, ils tiennent sur-le-champ une « convención con legitimos delegados ».[149] Ils sont « en famille », ils s'élisent entre eux. Guido d'Alessandro devient président, Caminero Morcelo secrétaire général du PRSC. Immédiatement, ils déclarent que « dans les circonstances présentes, il n'est pas désirable, ni pour le pays ni pour le parti, de conclure avec d'autres forces politiques des pactes qui compromettraient la liberté d'action de l'organisation ».[150] C'est, exprimé poliment, le refus d'une alliance avec le PRD.

Sur ces mots, les nouveaux « leaders » barrent la porte du local avec « una reja de hierro, ... gruesas cadenas y un candado ».[151]

La situation tourne au ridicule. Dans la nuit du 20 au 21 février — toujours de nuit! — les « duros » s'élancent à la reconquête du siège du parti. Une bataille s'ensuit, dans le meilleur esprit chrétien, avec « bâtons, pierres et barres de fer ».[152] La porte est forcée, les « flojos » contrattaquent, les défenseurs « se desalojan entre ellos ».[153] Arrive enfin la police « que los desaloja todos ».[154]

Même s'il leur arrive de se bagarrer, les « flojos » sont, somme toute, des enfants sages — ils ne créent pas beaucoup de problèmes à Reid Cabral. C'est donc à eux que la police rend le local, le 22 février.

Voilà le PRSC coupé en deux. Il a deux présidents — d'Alessandro et Rosario; deux secrétaires généraux — Caminero Morcelo et Caonabo Javier — et ainsi de suite.

Chaque faction publie dans la presse les résolutions des comités qui la soutiennent, et excommunie ses adversaires.

Impossible de s'y retrouver, de déterminer, au milieu de cette avalanche de communiqués, qui est majoritaire.

Les « flojos » sont peut-être plus forts à l'intérieur du pays, mais les « duros » contrôlent le District National et le BRUC. Ils ont d'autre part l'appui de la CASC, mais celle-ci ne garde que des liens très lâches avec un parti qui, même uni, serait très faible. Elle mène un jeu indépendant, elle s'oppose farouchement au Triumvirat et regarde du côté de Juan Bosch.

Majoritaires ou minoritaires, le « duros » réalisent leur projet. Le 30 janvier 1965, à San Juan de Porto Rico, le pacte de Rio Piedras est signé par Antonio Rosario — pour le PRSC — et Juan Bosch — pour le PRD. Les deux partis s'engagent à « agir unis, dans un front commun, pour obtenir le rétablissement de l'ordre constitutionnel en République Dominicaine ».[155]

Un nain s'est allié à un géant.[156] Mais l'accord est vague, il est conçu en des termes très généraux. La presse dominicaine s'interroge sur sa portée. Il ne s'agit, en réalité, que d'un peu de poussière que Bosch jette en pâture au public, au moment même où, dans les coulisses, il se préoccupe d'affaires plus sérieuses.

Ils étaient six partis *golpistes* à se partager le gouvernement, en septembre 1963; ils n'étaient plus que deux à la fin de décembre, et il n'en restait aucun en avril 1964: l'UCN et la VRD renonçaient à leurs portefeuilles ministériels.

Lutte de clans, lutte d'intérêts. Le butin ne suffisait pas pour tous — d'autant plus qu'une part trop large était réservée pour satisfaire les appetits des militaires. Leur contrebande paralysait le commerce, menaçait l'industrie. Nombre de *cívicos* découvraient, soudain, que la corruption est un vice. Pour beaucoup de ses anciens amis, « Donny » Cabral n'était plus qu'un traître. D'autres en revanche étaient particulièrement gâtés: tel Héctor Inchaustegui Cabral, poéte et écrivain médiocre, que le Triumvirat nommait, le 4 mai 1964, président de la *Corporación de Fomento Industrial de la República Dominicana.*[157] Pour ce poste, particulièrement convoité, Inchaustegui Cabral ne possédait d'autres qualifications que ses liens de parenté avec le Triumvir.

Ils devenaient presque invisibles, les mini-partis. Personne n'aurait su dire

si l'ASD existait encore. Juan Isidro Jimenes Grullón était parti pour un très long voyage en Europe. Mais Read Vittini (PDC), Horacio Ornes (VRD), Ramírez Alcantara (PNRD) infestent toujours le pays.[158] Et ils font beaucoup de bruit, ils ont constamment à la bouche le mot « démocratie ». On croirait presque, à les entendre, qu'ils sont les victimes — et non les auteurs — du *golpe* du 25 septembre 1963. Leur rhétorique ... leur personnalité ... la popularité de leurs partis: une image peu à peu se dessine — un corps rachitique, une voix stridente, des dents aiguës.

A son tour, le *Partido Liberal Evolucionista* (PLE) entre dans l'arène. Luis Amiama Tió l'a fondé, le 21 novembre 1963, avec la bénédiction d'Imbert Barrera et avec l'appui de membres dissidents de l'UCN. L'âge moyen du parti — prétendent les mauvaises langues — et de 60 ans.[159] Peut-être elles exagèrent; peut-être aussi elles confondent entre le nombre des adhérents et leur âge.

L'UCN « ni es Unión, ni es Cívica, ni mucho menos Nacional ».[160] Son « démantèlement ... est une réalité dont personne ne doute ici ».[161] Faute de militants de base, dans le parti, les notables pullulent. C'est une orgie de cannibales, occupés à se dévorer.

Ses multiples clans se regroupent en deux factions principales: l'une, qui a à sa tête Severo Cabral y Ortíz; l'autre, que dirige Tomás Alcibiades Espinosa Acosta.[162] Prudent et habile, un « père de la patrie » — Rafael Bonnelly — observe en silence et compte ses partisans.

Très vite, Severo Cabral est devenu un ennemi acharné de « Donny » Reid. Mais ce dernier jouit toujours du soutien discret d'Alcibiades Espinosa.

Le 10 février 1965, la foudre tombe. L'UCN faction Espinosa découvre soudain que « nous sommes au début d'une nouvelle dictature ».[163] La voilà qui se déchaîne, à son tour, contre « les actes arbitraires, les violences ... du Triumvirat ».[164]

Un événement ajoute encore à la confusion: Rafael Bonnelly fait acte de présence. Après avoir rompu ouvertement avec son ancien ami et protégé,[165] il se montre prêt à répondre favorablement « al documento que firmaron más de 3.000 representatívos de la region cibaeña, solicitandole que 'en vista de la actual situación política por que atraviesa el país, encabece un movimiento de carácter nacional independiente, que como una fuerza moral y política recoja bajo sus banderas a cuantos deseen el bien patrio' ».[166] Les partisans du vieux renard ont bien travaillé. Un nouveau parti va-t-il donc naître?

Honni par les masses populaires, durement attaqué par la classe moyenne, renié par ses pairs, Donald Reid Cabral n'est pourtant pas seul. Deux anges gardiens l'entourent: l'ambassade des Etats-Unis et le général Elias Wessin y Wessin.

I Les Etats-Unis

La République Dominicaine n'est plus, pour Washington, un « showcase of democracy »; il n'est plus question de prouver, par elle, « freedom's alternative to the police state reforms in Cuba ». Pour les « kennediens », Juan Bosch aurait dû devenir le Betancourt dominicain. Il n'a été, à leurs yeux, qu'un dangereux démagogue. Leur sympathie s'est transformée en méfiance.[167]

Un nouveau président s'installe à la Maison Blanche. Les « hard-liners » remplacent les « libéraux ». Le 14 décembre 1963, Lyndon B. Johnson confie à Thomas Mann la direction de la politique américaine vers l'Amérique latine.[168] Pour Mann, un Castro n'est pas le produit des Batista, mais la conséquence des erreurs des Etats-Unis. Ceux-ci, aveuglés par des considérations morales, arrêtèrent leur aide à Batista — et causèrent sa perte: une bévue qui ne devra pas être répétée. Les « Latinos », d'autre part, ne sont pas mûrs pour la démocratie. La subversion communiste les guette, les dictateurs à la Trujillo ont vécu. Dans les années à venir la meilleure garantie pour la sécurité américaine sera représentée par les « non-totalitarian dictators ».[169] Les forces armées, enfin, auront un rôle décisif à jouer, comme gardiennes de l'« anti-communist stability ». Bien qu'affligées de graves tares — la corruption qui y règne, l'ambition politique de certains officiers — elles restent indispensables, même telles qu'elles sont. On peut espérer, certes, qu'un esprit civique se développe parmi les militaires. Mais il ne faut à aucun prix, pour accélérer ce processus, mettre en danger la stabilité des forces armées d'Amérique latine.[170]

Conceptions qui peuvent paraître brutales. Mais il est difficile de voir en elles une rupture avec la politique kennedienne — car ce passé fut beaucoup moins « libéral » que ses protagonistes ne l'ont prétendu, et que certains n'ont voulu le croire.

Des différences existent, certes. Quelques accents sont placés sur des syllabes différentes, mais l'orthographe reste la même.

Thomas Mann partage largement l'opinion que l'ambassadeur Martin avait de Bosch. Celui-ci « would make an alliance with devil himself, if he thought it would get him into office ».[171] Par surcroît, « Bosch's failure to provide anything approaching adequate leadership when he was president, his actions during his Presidency facilitating the return of hard-core communists to the Dominican Republic ... furnished no basis for concluding that he understood the nature of the communist design; that he would be disposed to control the communists had he understood; or that he would have been able to control them had he so desired ».[172]

Bref — au mieux Bosch « belongs to a classroom ».[173] Mais il n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis que cet homme dangereux participe à nouveau à la vie politique dominicaine — « the only U.S. official personnel who talked to Juan Bosch were F.B.I. agents who wanted him to inform them about Communists in the Dominican Republic. Otherwise the Mann-Johnson policy refused to recognize his existence ».[174]

C'est Donald Reid Cabral — cet « aggressive young businessman » [175] — qui représente, pour Washington, le type parfait du « non-totalitarian dictator ». A lui vont les sympathies du gouvernement américain, « even though it knew from its own public-opinion polls that the junta had no popular support ».[176] Au cours de 16 mois — de janvier 1964 à avril 1965 — le Triumvirat recevra de Washington une aide économique massive, « more money — about $ 100.000.000 in direct and guaranteed loans — than had ever been made available to any Dominican regime before ».[177]

A Santo Domingo une « extremely one-sided Embassy » [178] applique avec « gusto », mais aveuglement, les consignes de Washington.

Le nouvel ambassadeur, William Tapley Bennett, est « a courtly southern gentleman, a career foreign service officer of the old school »[179] qui, en République Dominicaine, « semble ne connaître personne parmi tous ceux qui se trouvent à la gauche du Rotary Club ».[180] Il ne cache pas ses sympathies: dès son arrivée à Santo Domingo, le 22 mars 1964, il a noué des relations « extrêmement cordiales »[181] avec Reid Cabral — ce « Donny » si « civilisé », si « réaliste », si pro-américain.

Ces sentiments paraissent largement partagés par les hommes qui l'entourent. Egalement partagés sont les sentiments qu'il éprouve à l'égard du PRD: un mélange de mépris et d'antipathie — et pour Bosch, qu'il n'a jamais connu, une violente hostilité.[182]

Bennett n'aura avec les « Juan-boschistes » que des contacts extrêmement espacés et froids.[183] Et il se limitera, dans le choix de ses interlocuteurs, aux membres les plus « respectables » de ce parti: jamais un Peña Gómez, noir et « descamisado », ne sera reçu par l'ambassadeur — ou par son adjoint, William Connett, lui aussi « mal à l'aise avec les gens qui ne sont pas correctement habillés ».[184]

On conspire beaucoup, à Santo Domingo, mais l'ambassadeur des Etats-Unis a du mal à prendre au sérieux le PRD. Ce n'est pas avec des listes de signatures, ce n'est pas avec de beaux discours, que l'on pourra renverser le Triumvirat. Les quelques diplomates des Etats-Unis qui ont pour tâche de garder des contacts avec les leaders perredeistes ont tous à la bouche le même refrain: « vous n'avez pas la force de faire une révolution ». Le PRD est un parti de lâches: ses membres ont assisté sans broncher, le 25 septembre 1963, à la chute de « leur » gouvernement; deux mois plus tard, lors de la guérilla du IJ4, il n'y avait pas de perredeistes dans les montagnes.

A leurs interlocuteurs, les diplomates américains n'ont qu'un conseil à donner: « soyez réalistes ». Donald Reid Cabral siège au Palais National, Juan Bosch est en exil à Porto Rico. « Donny », on ne le répétera jamais assez, jouit du soutien des Etats-Unis. Il est le seul à pouvoir assurer au pays une période de stabilité. « Pliez-vous donc à l'inévitable. Appuyez la future candidature de Reid Cabral à la présidence de la République. Le parti recevra, en échange, une aide économique ». Devenu raisonnable, il sera prospère — et ses leaders aussi.

Mais il n'y a pas que le PRD. Toutes les forces politiques dominicaines sont hostiles à Reid Cabral. Inlassable dans ses efforts, l'ambassade « helped him guard against his enemies ».[185] De plus en plus, aux yeux des Dominicains, les représentants des Etats-Unis s'identifient avec les ambitions d'un homme: le Triumvir Donald Reid Cabral. Désormais même des partis ouvertement pro-américains — le Réformiste, le PLE, la VRD — « openly questioned Bennett's partisan activity to keep Reid in power ».[186]

II L'Epée derrière le trone: Elias Wessin y Wessin, général du CEFA

Un temps d'arrêt est nécessaire. Les Forces Armées dominicaines ne sont pas homogènes. Pour comprendre l'importance de leurs differentes factions, il

est nécessaire, tout d'abord, de connaître de plus près l'organisation des corps armés du pays, et le poids des divers éléments qui les composent.[187]

La République possède une Police Nationale, une Marine de Guerre, une Armée de terre, une Force aérienne ... et le CEFA. La caractéristique commune des officiers dominicains est, à quelques exceptions près, l'incapacité professionnelle. La caractéristique commune de la troupe est l'absence d'entraînement. On ne sert pas pour satisfaire une vocation, mais pour s'enrichir ou, plus modestement, pour troquer une misère atroce contre la relative sécurité d'une solde de 60 dollars par mois.

La *Policía Nacional*

En 1962, « under the urging of the U.S. military mission, the National Police ... was increased from 3.000 to 10.000 members ».[188] Une force considérable — sur le papier. « Der Schein trügt », les événements le prouveront.

En fait, seuls les 300 ou 400 *cascos blancos* — formation de choc chargée de réprimer les manifestations illégales — possèdent un minimum d'entraînement militaire.

C'est dans la capitale que se trouve la plus importante concentration des forces de police: environ 3.000 hommes, dont presque la moitié est concentrée dans deux bases principales: au nord, le Palais de la Police Nationale, quartier-général de l'arme; au sud-est, dans le quartier de Ciudad Nueva, la Fortaleza Ozama, sur la rivière du même nom. Quartier-général des *cascos blancos*, la Fortaleza contient un important dépôt d'armes (4.000 peut-être). Parmi celles-ci, des mitrailleuses 50 et des mitrailleuses 30 (lourdes aussi bien que legères).

La *Marina de Guerra*

Pour beaucoup de Dominicains la Marine est l'« arma limpia », celle qui « n'a jamais servi contre le peuple ». Elle n'est pas souillée par les massacres de juin 1959 ou par ceux de décembre 1963. Jamais on n'a vu les marins dans la rue « golpear a la gente ».[189] Lors de la chute de Bosch, le rôle de la marine paraît n'avoir été que passif — sa responsabilité est donc mineure. On se rappelle, en revanche, son attitude lors du *golpe* d'Echavarría: le 18 janvier 1962 les unités de la flotte prirent position face à San Isidro, le long de la côte, entre Santo Domingo et Punta Caucedo. Elles menacèrent d'ouvrir le feu si le Consejo de Estado n'était pas rétabli dans ses fonctions.

La marine est la branche la plus faible des forces armées dominicaines. Elle devrait aider à la répression de la contrebande — mais ses navires servent de moyens de transport aux contrebandiers. Quant au reste ... « training of all naval units ... is generally considered to be grossly inadequate ».[190]

A) Nombre et type des unités [191]

— 2 *frigates*
— 1 *Presidential yacht*
— 5 *corvettes*
— 5 *patrol vessels*

— 3 *landing crafts*
— 4 *Coast Guard vessels*
— 3 *motor launches*
— 2 *oilers*
— 3 *auxiliaries*
— 5 *tugs*

B) Autres données

Effectifs: 3.500 hommes. Une seule unité de valeur: les hommes-grenouilles (160 ou 200, au total).

Bases principales: Las Calderas (près de Baní, en province de Peravia).
Haina (province de San Cristobal) à 21 kilomètres de la capitale.
San Souci (sur la rivière Ozama, face à la capitale). S'y trouvent le quartier-général des hommes-grenouilles et l'école navale des cadets.

De petits détachements sont en outre stationnés dans les divers ports du pays. *Jefatura de Estado Mayor*: elle est située à La Feria, quartier administratif à l'extrémité occidentale de la capitale. Elle ne comprend que du personnel administratif, « más burocratas que militares ».

L'Ejército Nacional (EN)

12.000 hommes environ: l'armée de terre est, numériquement, le plus fort des corps armés de la nation. Mais elle présente, du point de vue de la qualité de ses officiers, et de l'entraînement de la troupe, le même spectacle de désolation que les autres branches des forces armées dominicaines.

Trois bataillons d'élite existent, néanmoins.[192] Sur eux les membres du MAAG ont concentré leurs efforts; ils ont voulu en faire des unités modèle, des « crack troops ». Il s'agit des bataillons:
— Juan Pablo Duarte
— Francisco del Rosario Sánchez
— Ramón Mella

Aucun de ces trois bataillons n'est distant de plus de 30 kilomètres de la capitale.

a) Le bataillon Francisco del Rosario Sánchez

Il est stationné dans le camp « 27 de Febrero », sur l'autoroute Duarte (qui relie la capitale à Santiago), à sept kilomètres de Santo Domingo.

b) Le bataillon Juan Pablo Duarte

Il est stationné dans le camp « 16 de Agosto », toujours sur l'autoroute Duarte, à 28 kilomètres de la capitale.

Ce camp dispose d'une force totale de 1.200 hommes, contre 800 pour le « 27 de Febrero ».

c) Le bataillon Ramón Mella

Il est en garnison dans la ville de San Cristobal, à 30 kilomètres à l'ouest de Santo Domingo.

Ces trois bataillons disposent de mitrailleuses 30 (lourdes et legères), de mitrailleuses 50 et de bazookas. Mais ils ne possèdent pas de canons, de chars ou de mortiers 120.

Il faut signaler également le « 6½ de Artilleria ». Stationné près de l'autoroute Duarte, il n'est distant du camp « 27 de Febrero » que d'une centaine de mètres. Fort d'environ 250 hommes, il est la seule unité de l'armée de terre à avoir des mortiers 120 et des canons.[193]

Dans la capitale elle-même se trouvent quatre unités de l'EN. Il ne s'agit pas de formations d'élite — à aucun point de vue. Si nous leur consacrons quelques lignes, c'est uniquement du fait de l'importance de leur situation géographique.

a) Bataillon de « Artillería y Transportación »

On le connaît sous le nom de « batallón de Transportación », d'après la caserne où il est logé. Il ne s'agit, en réalité, que de deux compagnies: des mécaniciens, surtout, des chauffeurs.

b) « Compañía de Intendencia »

175 ou 200 hommes, employés à des tâches administratives. Au mieux, de mauvais bureaucrates. Leur caserne n'est distante de *Transportación* que de 200 mètres.

c) « Compañía Intendencia del Material Bélico »

175 hommes qui surveillent un dépôt de matériel de guerre (le « Polvorin »)[194] où se trouvent des explosifs, des grenades, des bazookas.

d) Garde présidentielle

De 450 à 500 hommes. En partie logés derrière le Palais National (*35ta Compañía de la Guardia Presidencial*), les autres dans une caserne distante de 300 ou 400 mètres.

Ce qui reste de l'EN — 8.000 hommes environ — est dispersé sur tout le territoire de la République. Chaque ville a sa *Fortaleza* — jamais plus de 200 à 300 soldats, « ill-trained, ill-equipped, idle ».[195]

La *Fuerza Aérea Dominicana*

Créée en 1948, la Force aérienne dispose de trois bases, d'inégale importance, et d'un camp de tir dans l'île Catalina. De 3.300 à 3.500 hommes servent dans ses rangs. « Unit training is virtually nonexistent ».[196]

La base aérienne « 19 de Noviembre ».[197]

Siège de la *Jefatura de Estado Mayor* de l'arme et située à San Isidro — à 15 kilomètres de la capitale — elle est, de loin, la plus puissante base aérienne du pays. Elle est aussi, par la corruption qui y règne, un « playboy's paradise ».[198]

A) Nombre et type de ses avions:

— 30 P 51
— 12 *Vampirs*
— 25 AT 6
— 2 bombardiers legers B 26
— quelques C 46 (avions de transport)
— 2 T 33

B) Effectifs

2.000 hommes. Une seule unité de valeur: les *Fuerzas Especiales*, nées de la fusion du corps anti-guérilla et des parachutistes, et fortes de 300 à 400 hommes. Leur commandant est l'un des très rares officiers de valeur de la base, le major Salvador — « Chinino » — Lluberes Montás.

La base aérienne « Coronel Piloto Juan Antonio Minaya Fernández »[199]

Situation géographique:	à Santiago
Avions:	4 P 51
Effectifs:	1 bataillon, auquel s'ajoute un peloton de blindés du CEFA: 4 tanks, 2 chars d'assaut, 1 half truck.[200]

La base aérienne « Capitán Piloto Rafael A. Davila Quezada ».[201]

Situation géographique:	à Barahona
Avions:	2, ou plus probablement 4, P 51
Effectifs:	2 compagnies et quelques chars d'assaut détachés du CEFA

Le *Centro de Entrenamiento de las Fuerzas Armadas* (CEFA)

Le CEFA a été inauguré le 5 juin 1959, jour anniversaire de Ramfis Trujillo. Situé à San Isidro — à 15 kilomètres de la capitale — il n'a qu'une raison d'être: servir de garde prétorienne à la famille régnante. C'est pourquoi il n'a été rattaché à aucune branche des Forces armées. C'est pourquoi il bénéficie, dès le début, d'un traitement d'exception, tant pour le matériel que pour le nombre d'hommes qui lui sont attribués.

Trujillo mort, Balaguer parti, le Consejo de Estado a permis au CEFA de conserver son autonomie et ses privilèges. Bosch, à son tour, n'a pas osé y porter atteinte. Donald Reid Cabral, enfin, aura même intérêt à accroître sa puissance.[202]

Le CEFA dispose d'environ 2.000 hommes, répartis dans le groupe d'artillerie « General Gregorio Luperón », dans le bataillon blindé « 27 de Febrero » et dans le bataillon d'infanterie « Enriquillo ». Il est donc, avec la base aérienne voisine « 19 de Noviembre », le camp où se trouve la plus importante concentration armée du pays. C'est là un premier élément de puissance. Un autre s'ajoute, sa position géographique: le CEFA est situé « in a striking distance » de la capitale. Mais la véritable force de la base réside dans la qualité de son armement lourd:

A) Les blindés

Le CEFA en a le monopole. Son bataillon blindé « 27 de Febrero » dispose d'environ:

— 30 à 35 tanks
— 8 à 12 chars d'assaut
— 8 à 12 half trucks

A ces blindés il faut encore ajouter ceux des bases aériennes de Santiago et de Barahona, et les deux ou trois chars d'assaut stationnés à la Fortaleza de Dajabon (EN). Car ils ne sont que « prêtés »: c'est du CEFA que viennent les équipages, c'est du CEFA qu'ils reçoivent leurs ordres.

B) Armement lourd autre que les blindés

b_1: le groupe d'artillerie « General Gregorio Luperón » est la seule unité des forces armées dominicaines à posséder des canons sans recul (les Bofors, suédois).

b_2: même sans compter les canons sans recul, le « General Gregorio Luperón » dispose d'un matériel supérieur à celui dont sont dotées les unités de l'armée de terre. Il reçoit toujours, en fait, le matériel le plus neuf.

Il n'y a aucune différence, en revanche, pour ce qui est des armes legères. Mais le CEFA a son talon d'Achille: le manque d'officiers qualifiés. C'est une faiblesse surprenante, à première vue, dans une unité qui se voudrait d'élite. Elle s'explique, en revanche, si l'on comprend que la condition nécessaire — et suffisante — pour appartenir au CEFA était la soumission inconditionnelle à un *caudillo*: le général Wessin, maître capricieux et officier médiocre.

Base aérienne « 19 de Noviembre » et CEFA: les deux situés à San Isidro, séparés de 100 mètres à peine. 100 mètres qui n'existent pas, dans l'imagination populaire — ainsi que chez beaucoup de personnes qui devraient être mieux renseignées.

Deux bases, un seul nom: San Isidro, le « conjunto » tout-puissant.[203] 4.000 hommes en armes à 15 kilomètres de la capitale — trois fois et demi plus d'hommes que n'en rassemble aucun autre camp. Le monopole des chars, presque toute l'aviation de guerre dominicaine. L'homme qui dominera San Isidro dominera le pays — personne n'en doute, en République Dominicaine. Depuis la fin de 1961, Elias Wessin y Wessin dirige le CEFA. Ses soldats sont mieux nourris, et surtout mieux logés, que leurs camarades ailleurs. Le général soigne sa popularité. Il lui arrive souvent de donner à un soldat 20, 50 ou même 100 dollars.[204] Enfin, chez beaucoup, il y a aussi la fierté d'appartenir à l'unité la plus puissante du pays — « cives romanus sum ». Bref, les soldats du CEFA paraissent dévoués à leur général. Quant aux officiers, ils ont appris à se plier — par nécessité ou intérêt, parfois même par conviction. Au milieu de ses chars, Elias Wessin paraît dominer la base. Mais pour lui ce n'est pas assez. Ses ambitions se dirigent vers la voisine base aérienne.

Chef d'état-major de l'aviation — et donc commandant de la « 19 de Noviem-

bre »[205] — Atila Luna Pérez est remplacé par le colonel Ismael Emilio Román Carbuccia, le 24 janvier 1964.[206] Tout aussi corrompu que son prédécesseur, Román Carbuccia est cependant beaucoup plus « souple ». En cet homme, qui n'a ni personnalité ni partisans, Wessin trouve non pas un allié, mais un serviteur.[207] Le CEFA et la base aérienne apparaissent de plus en plus unis. C'est le « conjunto »!

Mais sous Román Carbuccia la corruption atteint des sommets jusqu'alors inconnus. Elle finit par provoquer une réaction négative chez nombre de jeunes officiers de la base. Opposition à des excès qui font de l'arme aérienne la branche la plus discreditée des Forces Armées; problèmes relatifs au partage du butin; mépris pour un chef incapable: il est difficile de mesurer le poids de chacun de ces éléments — il est certain, cependant, qu'un courant anti-Román Carbuccia se développe.

Situation qui n'échappe pas aux membres de la mission militaire américaine. Celle-ci ne peut que désirer, d'autre part, une diminution de la corruption au sein des forces armées dominicaines — pourvu que cela ne porte pas atteinte à leur cohésion, ou à leur « moral ». La décision est prise. Román Carbuccia sera remplacé.

Wessin a son candidat: le colonel Alfredo Segundo Imbert McGregor. Il le recommande à Reid Cabral, qui consent. Mais les membres du MAAG ont discrètement sondé les jeunes officiers de la base aérienne. L'homme sur lequel ils ont porté leur choix est le colonel Juan de los Santos Cespedes — tout aussi pro-américain que McGregor, mais beaucoup plus respecté par les hommes qu'il aura à commander.

De los Santos devient donc chef d'état-major de la force aérienne, le 18 janvier 1965.[208] Sans être « anti-Wessin », il a cependant sa personnalité propre; il pourrait être un allié, non pas un serviteur. Wessin n'en garde pas moins une forte influence à la « 19 de Noviembre ». Un groupe d'officiers y existe pour lesquels il est le patron. Parmi eux, Chinino Lluberes, commandant des *Fuerzas Especiales*. Pour de los Santos, le directeur du CEFA sera un voisin peu commode, et dangereux. Entre les deux hommes, les relations ne peuvent pas être faciles.

L'influence de Wessin s'étend même au delà du « conjunto ». Les blindés détachés aux bases aériennes de Santiago et de Barahona y assurent sa présence. Pour certains déjà, Barahona est « wessiniste ».

Le « Grupo de San Cristobal »

Avec le nom de la ville natale de Trujillo, on identifie, sous le Triumvirat, un clan d'officiers supérieurs — tous de l'EN — qui considèrent que leurs intérêts seraient le mieux servis par le retour au pouvoir du Dr Balaguer. Pour atteindre ce but, ils conspirent.[209]

Les principaux membres du Groupe de San Cristobal sont les généraux Salvador Montás Guerrero et Félix Hermida *hijo*; les colonels Neit Nivar Sejias, Rafael Nivar Ledesma, Braulio Alvarez Sánchez, Pérez Aponte et Leger Baez. Montás Guerrero et Alvarez Sánchez sont respectivement chef et sous-chef

d'état-major de l'armée de terre, Pérez Aponte est le commandant du bataillon d'élite Mella, Hermida est sous-secrétaire d'Etat EN.

Il y a d'autres officiers encore, que l'on sait « balagueristes ». Certains d'entre eux occupent des positions importantes: ainsi le lieutenant-colonel Giovanni Manuel Gutierrez Ramírez, commandant du camp « 16 de Agosto » et le major Pedro Augusto Alvarez Holguín, commandant du bataillon Juan Pablo Duarte.[210]

D'âpres inimitiés séparent ces officiers de ceux du Groupe de San Cristobal. C'est là le malheur du Dr Balaguer: son influence auprès de ses partisans n'est pas assez grande pour leur imposer l'unité.

Ne regroupant qu'un noyau « dur » de balagueristes, le Groupe de San Cristobal est relativement faible. Il se targue de dominer l'armée de terre. Pourtant, en dehors du bataillon Mella, les autres unités d'élite de l'EN échappent à son contrôle.[211] Quant aux nombreuses *Fortalezas* disseminées dans le pays, leur poids est négligeable.

Belisario Peguero Guerrero: un homme, une faction.

Le général Belisario Peguero dirige la police depuis le 8 mars 1962.[212] Il était, au moment de sa nomination, l'homme d'Imbert Barrera. Il a grandi, depuis. Tout en gardant des relations cordiales avec son ancien patron, il s'est rendu « indépendant ». L'entreprise prospère. Belisario Peguero est devenu un « homme fort ». Severo Cabral y Ortíz en a fait l'expérience, en décembre 1963. Ministre d'« Interior y Policía », il s'est opposé à Belisario, dont la corruption lui paraissait excessive. Il a dû démissionner, quelques jours plus tard.[213]

Belisario s'enrichit, mais son ambition le perdra. Son contrôle sur ses subordonnés paraît absolu. Aux yeux de beaucoup, la police est déjà « extravagantemente numerosa »,[214] mais Belisario demande que ses effectifs soient augmentés de 3.000 hommes encore. Il demande même des chars, jusqu'alors monopole du CEFA. C'est pour Wessin un défi, et une menace.

Telles sont les principales factions des forces armées dominicaines. Dans le pays, leur existence est connue. La presse en parle, parfois à mots couverts — ouvertement dans d'autres occasions.[215] De tous, Wessin est le plus fort. Unis, ses ennemis pourraient l'abattre, si les « neutres » les soutenaient.[216] Mais ils sont incapables de s'unir. Donald Reid Cabral s'appuie sur Wessin. Leurs intérêts coïncident. Ensemble, ils se préparent à frapper.

Le 2 octobre 1964 le colonel Braulio Alvarez Sánchez, du Groupe de San Cristobal, est remplacé comme sous-chef d'état-major EN [217] et expédié à Washington.[218] Ce n'est qu'un début. En janvier 1965 la crise militaire, attendue depuis longtemps, explose. Le 13 janvier, la police perd l'autonomie dont elle jouissait depuis 1962 et se voit rattachée au ministère des Forces Armées.[219] Cinq jours plus tard, le colonel Hernán Despradel Brache remplace Belisario Peguero à la tête de l'institution.[220] Belisario se voit promu aux fonctions honorifiques — mais dépourvues d'importance réelle — de Sous-Secrétaire d'Etat et Superviseur Général de la Police.[221] Encore quelques semaines et sa déchéance sera complète: le 17

février il est mis à la retraite.[222] Il lui resteront les richesses volées et quelques honneurs: le droit de porter l'uniforme et d'avoir une garde personnelle de quatre policiers.[223]

En même temps, de durs coups sont assénés au Groupe de San Cristobal. Le 27 janvier le colonel Neit Nivar Sejias, cerveau du groupe, est placé à la retraite « inmediatamente ».[224] Toujours le 27 janvier, le poste de sous-secrétaire d'Etat pour l'armée de terre est aboli, et Félix Hermida *hijo* commence à attendre une nouvelle affectation — qui, sans doute, ne viendra pas.[225]

Quatre semaines encore et c'est le tour de Montás Guerrero, déjà critiqué âprement par ses amis pour ne pas avoir su, ou osé, intervenir en faveur de Nivar Sejias. Le général devient ministre de l'Intérieur [226] — piètre promotion, la police étant désormais rattachée au Ministère des Forces Armées.

Le nouveau chef d'état-major de l'armée est le colonel Marcos Aníbal Rivera Cuesta [227] — dont on dit qu'il était balaguériste, mais qui préfère abandonner le bateau qui sombre.

Et même Viñas tombe, Viñas qui était « el mejor equilibrista » des Forces Armées. Il s'est opposé à Wessin, l'imbécile, il a osé remplacer trois officiers du CEFA, hommes de confiance du général, par trois colonels de ses amis. Mais Wessin a refusé d'obéir, il a même refusé de recevoir les intrus: « un oficial subalterno les dijo que no insistieran y se retiraran. Y enfáticamente les dijo que si querían una explicación la obtuvieran del triunviro presidente Reid Cabral ».[228]

Et l'explication intervient, foudroyante. Elby Victor Viñas Román a oublié la loi des rapports de force, il a cru qu'un ministre des forces armées avait des ordres à donner au maître du CEFA. Sa faute est grave, il n'est plus digne de rester au poste qu'il occupe depuis le 19 janvier 1962.

Ainsi, le 27 janvier 1965, Donald Reid Cabral « asume temporalmente la Secretaría de las Fuerzas Armadas y de la Policía Nacional ».[229] Viñas se prépare à partir pour Washington, où il représentera la République Dominicaine auprès la Junte Interaméricaine de Défense.[230]

Toute illusion de « Balance of Power » au sein des forces armées dominicaines paraît désormais impossible. Peu importe que de los Santos ait remplacé Román Carbuccia, Wessin reste l'homme fort du Triumvirat, et son pouvoir s'est même accru. Personne ne semble en mesure de faire échec à sa puissance. Belisario Peguero est à la retraite. Le Groupe de San Cristobal a essuyé de durs coups — et ses déboires continuent. Le 12 avril Nivar Sejias est obligé de quitter « de son propre gré » le pays, pour un séjour d'« études » aux Etats-Unis; aucune date n'est prévue pour son retour. Montás Guerrero est ministre de l'Intérieur, mais « se predice » [231] qu'il serait, bientôt, mis à la retraite.

« El asunto más espinoso — y quizás de alta potencialidad explosiva — lo es la designación a brieve tiempo de un secretario de las Fuerzas Armadas ».[232] Mais déjà pour beaucoup, tant civils que militaires, aucun doute n'est possible: Donald Reid Cabral, qui occupe ce poste par interim, prépare le terrain pour son protecteur, Elias Wessin y Wessin, général du CEFA.

C'est dans ce contexte qu'on parle d'élections en République Dominicaine.

On en parle même depuis longtemps. Pour les « modérés » la raison d'être du Triumvirat était d'ailleurs « afincada en el ofrecimiento de nuevas elecciones ».[233] Ils avaient dû reconnaître, très vite, qu'« el gobierno se mueve muy lentamente en lo que a preparativos de elecciones se refiere ».[234] Mais finalement, le 7 septembre 1964, après des mois « de actitudes desconcertantes respecto a la impostergable vuelta a un órden constitucional »,[235] Reid Cabral fixait au 1er septembre 1965 la date d'élections « municipales, congresionales y presidenciales ».[236] La campagne électorale ne pourrait s'ouvrir que le 1er juin.[237]

« There was a growing suspicion, though unsubstantiated, that Reid had no intention of allowing the Dominican people to go to the polls in September 1965 to elect a constitutional president » [238] — il fallait être aveugle pour croire que des élections libres auraient lieu en République Dominicaine.

Aveugle, ou de mauvaise foi. Le général Wessin avait été, en septembre 1963, un des leaders du *golpe*. Depuis lors, il avait, sans fléchir, maintenu sa position: le président déchu était un communiste, telle était la cause de sa disgrâce.

Wessin était l'homme fort du Triumvirat. Comment ce défenseur implacable de la « démocratie » aurait-il pu permettre que le communiste Juan Bosch participe à des élections et ait la possibilité de tromper une fois de plus l'honnête — mais naïf — peuple dominicain?

Et même si le général avait consenti — croyant que ses compatriotes démasqueraient l'imposteur — comment pourrait-il ne pas réagir, si Bosch triomphait? ... « para qué va a votar el pueblo, para que le suceda lo mismo que el 25 de septiembre ... [1963] ? »! [239]

Donald Reid, certes, est plus nuancé. Il s'occupe, lui, des relations publiques. Les élections auront lieu, elles seront libres. Mais liberté n'est pas licence. Ainsi, il est concevable qu'il n'y ait pas d'élections — par la faute de l'opposition naturellement: le Triumvir « condicionó ... ese evento a la situación de órden reinante para esa ocasión ».[240]

Ou encore, les élections pourraient avoir lieu, mais à l'exclusion de deux candidats particulièrement nuisibles à la tranquillité de la « famille dominicaine ». Bosch et Balaguer: ces exilés sont les leaders des deux seuls partis de masse du pays. « Donny » est franc: « la participación de los ex-presidentes Balaguer y Bosch en las próximas elecciones dependerá de la situación de órden público en el país ... de continuar la actual campaña de agitación política será imposible que se permita la entrada de los mencionados líderes políticos ».[241] Mais pour Donald sont « "subversivos" todos los pacificos y legales movimientos de opinión pública favorables al sostenimiento de las candidaturas de los Sres Balaguer y Bosch ».[242]

Un homme existe, cependant, qui ne veut que le bien de la famille dominicaine. Il serait donc un candidat idéal. Son nom: Donald Reid Cabral. Le Triumvir ne peut encore rien promettre, hélas, il ne fera connaître sa décision que le 1er juin. Mais déjà, il donne une raison d'espérer: au cas où il se présenterait, « no cree necesario que tenga que renunciar a su posición en el gobierno, ya que no existe ninguna ley que prohibe la postulación de un gobernante activo ».[243] Voilà une garantie de plus pour un climat « libre et démocratique ».

Personne n'est dupe, en République Dominicaine. Les élections — si élec-

tions y aura — ne serviront qu'à légaliser quatre nouvelles années de « Donaldisme ». Les chars de Wessin seront les meilleurs agents électoraux de l'heureux candidat. Quant aux Etats-Unis — leur choix est déjà fait.

Mais des forces existent, dont l'action se déroule derrière la façade. L'Extrême Gauche tout d'abord. Qu'elle soit forte ou faible, elle est dangereuse par définition, prête à frapper, bien organisée et puissante. Par sa seule présence, elle offre des arguments de choix, même s'ils sont un peu usés, à la propagande du Triumvirat.[244] Elle inquiète le gouvernement des Etats-Unis et influence largement sa politique dominicaine. Déjà pour cette raison, elle mérite qu'on en parle.

Il y a aussi le mouvement *Enriquillo*. Il se prépare à abattre le Triumvirat. La presse ignore son existence. Même Donald, même les services américains, ne commenceront à avoir quelques vagues soupçons qu'en avril 1965. Ce sera alors trop tard.

1) L'Extrême Gauche dominicaine. Le IJ4

Les murs des prisons n'empêchaient pas les dirigeants *catorcitas* de poursuivre leurs querelles. Emprisonné à La Victoria, Fidelio Despradel aspirait à la succession de Manolo Tavárez. Il était, expliquaient ses partisans, « identificado totalmente con el líder caído ».[245] Pour soutenir la légende, on alla jusqu'à parler d'un testament où Manolo aurait désigné Despradel pour lui succéder. Ce testament n'a jamais existé.[246]

La manœuvre échoua, car l'opposition était trop violente. Lorsque, le 8 et le 9 mai 1964, le Triumvirat déporta une vingtaine de dirigeants *catorcitas* — parmi eux Despradel et les autres membres emprisonnés du CEC — le IJ4 n'avait toujours pas de leader suprême, mais seulement des « frères ennemis ». C'est en Europe que les dirigeants déportés devaient continuer leurs querelles, en attendant une occasion propice pour rentrer clandestinement en République Dominicaine.

A Cuba quatre membres du CEC — les « exilés » de septembre 1963 — continuent de s'entraîner. Un entraînement qui sera particulièrement long. Car les Cubains n'ont aucun désir de voir partir ces hommes qui parviendront, peut-être, à rentrer en République Dominicaine: ces dirigeants sont des « flojos » — et les Cubains soutiennent les « duros ». Lui-même un « duro », le délegué du IJ4 à La Havane opposera aux démarches des quatre membres du CEC une mauvaise volonté qui pesera sur l'attitude des Cubains.[247]

Seuls deux membres du CEC étaient restés en République Dominicaine: Roberto Duvergé et Juan B. Mejía. « Duro » le premier, « vacilante » le second, ils avaient cependant une chose en commun: un prestige terni par la passivité montrée par le front urbain en novembre-décembre 1963.[248]

C'est autour d'eux, mais grâce surtout à Benjamin Ramos,[249] que naît le CECP, dès janvier-février 1964. Son nom même indique la nature de cet organisme: un « Comité Ejecutivo Central *Provisional* ». Il est, pour le moment, « integrado por dirigentes medios ».[250] Les anciens membres du CEC les remplaceront, dès que les circonstances le permettront.

Dès le début, le CECP adopte une ligne dure: le IJ4 doit se préparer pour l'insurrection. Le désastre de la guérilla n'a pas éteint la « frenesia de la loma », bien au contraire: il faut « venger les morts ».[251]

Ce n'est qu'une pétition de principe, sans aucun lien avec la réalité. Jamais le IJ4 n'a été si faible. « Il y avait dans le parti un grand découragement »,[252] « un terrible manque de moral ».[253] C'était une période d'« atomización ».[254] Les Comités Provinciaux « no existen de hecho, sino como individuos aislados que quedan todavía ».[255] « Organicamente », le IJ4 « se reduce al Distrito [Nacional] ».[256]

Retournent enfin les anciens membres du CEC. Norge Botello est le premier, en septembre 1964.[257] Fidelio Despradel et Jimmy Durán le suivent (23 et 25 octobre). Ensuite Juan Miguel Román, Genao Espaillat et Fafa Taveras. Le 7 janvier 1965, Daniel Ozuna clôt la série.[258]

Ils entrent tous, automatiquement, au CECP.[259] Ils apportent avec eux « sus viejas posiciones y sus rencores personales ».[260] « En el partido se agudizan las contradicciones ».[261]

Le Triumvirat, certes, doit être renversé. Mais Donald Reid devra attendre. Les dirigeants *catorcitas* ont d'autres tâches, beaucoup plus urgentes. Entre « frères ennemis », la lutte est sans pitié.

Fidelio Despradel, flanqué de Juan Miguel Román et Genao Espaillat, a retrouvé Roberto Duvergé. Les quatre « supersabios » sont à nouveau réunis. Ils peuvent ensemble purifier le parti, le libérer de son aspect « petit-bourgeois ». Car les « supersabios » detiennent la vérité. Et ils ont découvert le mal: « en el CECP están perfectamente caracterizadas dos corrientes políticas antagonicas »:[262] la première, qui soutient le marxisme-léninisme; l'autre, qui a pour drapeau « l'opportunisme de droite ».[263] Les marxistes-léninistes, « claro está »,[264] sont Despradel, Duvergé, Juan Miguel Román, Genao Espaillat.

Les leaders « flojos » en revanche: Jimmy Durán, Norge Botello, Fafa Taveras et Daniel Ozuna,[265] sont « pseudo-revolucionarios, oportunistas disfrazados de revolucionarios, etc ».[266] Avec eux s'introduisent au sein du CECP « la CLAUDICACION REAL y lucha aparente contra el imperialismo y la reacción. L'ABANDONO REAL y apoyo aparente del método de lucha ».[267] Leur programme est « LIQUIDACIONISTA ».[268]

Les « supersabios » exigent que le IJ4 se transforme, « a corto plazo »,[269] en parti du prolétariat, en parti marxiste-léniniste. Sa tâche est de faire la « révolution socialiste ».[270] Pour Jimmy Durán et ses amis, en revanche, il n'est pas possible de « quemar etapas ».[271] Quelle que soit la position idéologique de ses dirigeants, le IJ4 est ancré dans la réalité de son pays. Il est, par sa composition sociale, par son histoire, un parti « petit-bourgeois, anti-impérialiste et anti-féodal ».[272] Ses dirigeants ne peuvent pas « plantear objectivos que las masas no comprenden ni están preparadas para alcanzar por su falta de politización y carencia de consciencia de clase ».[273] La tâche du IJ4 « no es de hacer la revolución socialista con que muchos sueñan ... sino de plasmar la revolución de liberación nacional ».[274]

On peut, en simplifiant, dégager deux groupes principaux au sein du IJ4: les « duros », partisans de Fidelio Despradel, les « flojos » réunis autour de Jimmy

Durán. Les principaux éléments de division, c'est ce qu'on aimerait pouvoir dire, sont le problème idéologique et celui de la lutte armée, les « duros » montrant plus d'inclination pour cette méthode que leurs adversaires.

La réalité est beaucoup plus complexe — et un peu sordide aussi. Le problème des divisions internes du IJ4 au cours de cette période est « un verdadero sancocho ».[275] Maintes petites factions, beaucoup plus que « dos corrientes políticas antagonicas ». Et surtout, infiniment plus que des raisons politiques, des considérations personnelles dominent. Les frères ennemis du IJ4 ne sont plus des adversaires politiques — ils se haïssent, ils se méprisent. « Fulano es un ladro », « Mengano es un cobarde », « Fulanito trahicionó en la guerrilla », « por qué Menganito no murió en Manaclas? »: tels sont les arguments qu'échangent entre eux les dirigeants du IJ4.[276]

Les « flojos » seront plus tard accusés d'être rentrés au pays avec un « esprit de vengeance »,[277] d'avoir voulu « profiter de la défaite de la guérilla pour renforcer leurs positions ».[278]

Mais les « duros », seuls responsables de la débâcle du parti, répondaient à leurs critiques « en exaltant la mystique de la guérilla ».[279] Par un barrage de rhétorique, ils réussirent à empêcher qu'une analyse sérieuse fût consacrée aux événements de novembre-décembre 1963 — et donc à leurs causes. Une telle analyse n'aurait pu que montrer leur écrasante responsabilité, leur incapacité à diriger le IJ4.

Aux erreurs, au refus de les reconnaître, s'ajoute encore l'ambition criminelle de quelques hommes, de Fidelio Despradel, Roberto Duvergé, Genao Espaillat, en particulier.[280] Fidelio surtout. Aucun autre leader du parti, en quatre ans d'histoire, n'aura fait preuve de l'ambition, du cynisme, de la mauvaise foi, de cet homme qui voulut à tout prix être le successeur de Manolo, mais qui du leader mort n'avait ni l'intégrité, ni le courage physique, ni surtout le dévouement à un idéal.

« En el partido se han agudizado los problemas ».[281] « El fantasma de la división ... se ha convertido en realidad, y hoy amenaza la existencia misma de la Agrupación ».[282] « La situación en el CECP es cada día peor »:[283] telle est la réalité, en ce printemps 1965. Et le 25 mars, lors de son discours fleuve, Fidelio Despradel conclut: « hay pruebas evidentes para expulsar a Fafa [Taveras] y Leandro [Guzmán] del partido y separar a Jaime Durán y Ozuna de la dirección ».[284]

Trop absorbés par leurs querelles, les dirigeants *catorcitas* — ceux du CECP et ceux des organismes provinciaux — oublient le parti. Ils produisent sans cesse « paquetes de documentos »,[285] où ils s'accablent les uns les autres, où ils s'abandonnent — les « duros » surtout — à des élucubrations « idéologiques ». Mais ils se révèlent incapables de « brindar a las masas una solución realizable a la crisis económico-política del país: se repite una y mil veces la consigna del "retorno a a la Constitucionalidad", sin que se adopten pasos concretos para lograrla, mientras las masas se sienten frustradas y abandonadas ... Nosotros lamentablemente al margen de la situación, nada de proyectos, nada de táctica ».[286]

Le IJ4 va à la dérive. « La incidencia del Partido en los problemas nacionales y su organización (la del Partido) no es buena y además los problemas internos impiden el trabajo de organización y que este resulte eficiente ».[287] Le IJ4 est

« disgregado en el interior »,[288] faible dans la capitale. « La militancia, desorientada y confundida, tiende en forma alarmante a pasarse a otros partidos ».[289]

Et pourtant le IJ4 a à nouveau un « bras armé ». Un bras, il faut le reconnaître, qui est très faiblement rattaché à son corps: le Bureau militaire du IJ4.

Baby Mejía Lluberes était rentré clandestinement de Cuba le 12 décembre 1963. Membre du groupe « duro », partisan convaincu de la lutte armée, il voulait « integrarse a la guerrilla ».[290]

Mais le désastre, déjà, ne faisait plus de doute. Deux seulement des six fronts guérilleros tenaient encore; et leur anéantissement était, aux yeux de tous, inévitable. Les dirigeants *catorcitas* qui se trouvaient à Santo Domingo expliquèrent à Baby que la décision avait été prise de ne pas ouvrir de nouveaux fronts. Ils lui demandèrent de rester dans la ville et de se charger de la reconstruction de l'appareil militaire du parti: car l'*Infra-estructura*, qui avait engendré la guérilla, périssait avec elle.

Il fallut tout recommencer, partir du néant. Les meilleurs étaient morts, ou en prison. Beaucoup avaient peur. Le plan prévoyait deux étapes. Créer d'abord une organisation militaire à Santo Domingo, où le IJ4 était moins faible. Ensuite, dès qu'elle y serait solidement implantée, l'étendre au reste du pays.[291]

En avril 1965, au moment où une révolte militaire se produisit contre Donald Reid Cabral, seule la première étape était en voie de réalisation. Le Bureau militaire du IJ4 n'existait que dans la capitale. Celle-ci avait été divisée en zones. Dans chacune, trois ou quatre commandos. Chaque commando réunissait trois ou quatre hommes. En tout, le Bureau militaire regroupait une cinquantaine de membres. Mais les armes « no alcanzaban para todos »:[292] soixante grenades, deux mitrailleuses Thompson, quelques fusils, des revolvers.[293]

Ils étaient faibles, mais ils voulaient agir. Ils n'avaient pas de temps pour les querelles du CECP, ils se moquaient de la « nature » du parti. Ils méprisaient Jimmy Durán et ses amis: ils voyaient en eux des ennemis de la lutte armée. Mais même les « duros » de Despradel étaient un peu « mous », à leurs yeux. Fidelio certes, l'opportuniste Fidelio, se gardait bien de critiquer ouvertement leurs conceptions. Mais il soutenait qu'avant de passer à la lutte armée, il fallait « refaire le parti ».[294] Le Bureau militaire ne voulait pas attendre. A une lutte armée de grande envergure — mais repoussée à un futur brumeux — il préférait l'action immédiate, même modeste.

Le Bureau militaire prenait ses distances. Tout en gardant des relations assez cordiales avec les « supersabios », tout en respectant, théoriquement, l'unité du parti, il devenait en fait indépendant. Et il déclencha « sa » lutte armée: quelques patrouilles isolées furent attaquées, des grenades endommagèrent des postes de police ou les magasins de « commerçants réactionnaires ». Prisonnier de sa faiblesse, le Bureau faisait du terrorisme le centre de son action. Baby Mejía reconnaît, aujourd'hui, la valeur douteuse de cette méthode.[295]

Le MPD

Une barque à moteur ramenait en République Dominicaine, le 5 décembre 1963, Cayetano Rodríguez et trois autres emepedeistes — dont deux appartenaient, comme Cayetano, au CC du parti. Surpris à Cuba par le *golpe* contre Bosch, ils

revenaient pour rejoindre les maquis du IJ4.[296] Mais la police les arrêta immédiatement, près de Montecristi. Ils rejoignirent en prison López Molina et ses camarades.[297] En République Dominicaine seuls trois membres du CC du parti étaient encore libres en janvier 1964.[298]

Le MPD est « desbandado »,[299] affaibli par la répression, mais plus « dur » que jamais. Faute d'être réalistes, ses positions sont claires. Le parti exige le retour à la « constitutionnalité sans élections », tout en donnant à cette constitutionnalité une interprétation singulière. Il s'agit, explique *Libertad*, d'« establecer la DICTADURA DEMOCRATICO REVOLUCIONARIA DE LOS OBREROS, CAMPESINOS Y PUEBLO TRABAJADOR. ESE ES EL UNICO SENTIDO QUE PUEDE TENER LA CONSIGNA DEL RETORNO A LA CONSTITUCIONALIDAD SIN ELECCIONES ».[300] Quant à Juan Bosch, le président constitutionnel renversé, il « no fue capaz de hacer lo que demandaba la Constitución de 1963 ».[301] Ses liens avec l'impérialisme yankee sont connus, et ses sentiments réactionnaires aussi. Bref, à la poubelle.

La constitution de 1963 ne peut être rétablie que « POR LAS ARMAS, POR LA INSURRECCION ».[302] Et le MPD se montre beaucoup plus « dur » que les *catorcitas*; plus exactement, sa position coïncide avec celle du Bureau militaire du IJ4: non pas attendre un lointain jour J, mais déclencher immédiatement des actions terroristes. Peu importe que le parti n'ait aucune force militaire: on s'attribuera le mérite des quelques actions réalisées par le Bureau militaire du IJ4. Cela crée du mauvais sang — mais aucun sacrifice n'est trop lourd pour la cause de la révolution!

Ainsi le MPD vivote tout au long de 1964, et dans les premiers mois de 1965. Ses principaux dirigeants sont toujours en exil.[303] Cayetano Rodríguez essaie de rentrer clandestinement le 7 mars 1965, avec un groupe de six *catorcitas*. Reconnu à l'aéroport de Punta Caucedo (Santo Domingo), il est arrêté sur-le-champ, avec trois des *catorcitas*.

López Molina évite les dangers inutiles, et reste à Paris, à l'hôtel Danube. Dans le pays, les vides du CC ont été comblés « mediante la elevación de cierto numero de cuadros medios ».[304] La moyenne d'âge est très basse.

En avril 1965, le MPD présente le tableau suivant:

— un parti uni: Mao Tsé-toung est Allah, et Máximo López Molina son prophète;
— un parti faible: moins de 300 membres, presque tous concentrés dans la capitale;[305]
— une force militaire « reducidisima, casi insignificante »:[306] trois ou quatre fusils, quelques revolvers, deux ou trois grenades.

Le PSP

Le PSP connaît sous le Triumvirat une période de luttes intestines. Elles n'ont pas la violence de celles qui déchirent le IJ4. Les éléments d'ordre personnel sont absents, ou presque. Les contradictions sont politiques, les adversaires se respectent.

Les « viejos » — les anciens fondateurs, les combattants de l'« Era » — ont

continué à diriger le PSP, depuis leur retour en République Dominicaine. Ils sont seuls à siéger dans les organes suprêmes du parti: le Secrétariat National et le Comité Central. Parmi eux, les plus influents sont Juan Ducoudray Mansfield — « el secretario de organización ... que hacía a la vez de secretario general » [307] — et son frère Félix Servio, qui dirige *El Popular*. Les entourent Pedro Mir, Nino Ramírez, Tulio Arvelo Delgado, José Espaillat Rodríguez, Lisandro Maccarulla.

Des « muchachos jovenes », pour la plupart anciens *catorcitas*, ont été dès le début leurs plus fidèles lieutenants: Asdrúbal Domínguez, José Israel Cuello, Alfredo Conde, Luis Gómez, les frères Tony et Narciso Isa Conde.[308] Ce sont, en majorité, des étudiants universitaires. C'est surtout grâce à eux que le parti a pu gagner ses quelques adhérents, c'est grâce à eux que les contacts sont maintenus avec la base. Ils sont tous, désormais, des « dirigentes medios ».

En 1962, en 1963 encore, les « jovenes » ont accepté facilement le *liderazgo* d'hommes auxquels ils reconnaissaient une expérience, et des connaissances théoriques, dont ils se savaient dépourvus. Ils admiraient, d'autre part, leur « historial de lucha », ils partageaient leurs idées, leurs conceptions.

Quelques frictions, certes, se sont déjà produites, mais jamais elles n'ont été graves. Elles ont porté sur deux problèmes:

a) les élections de décembre 1962;

pour les « jovenes » aussi, s'opposer par la force aux élections eût été une « folie ».[309] Mais ils n'étaient pas convaincus par l'équation « Bosch = Fiallo »,[310] ils auraient préféré que le parti, plutôt que l'abstention, recommandât à ses partisans de voter pour le moins mauvais des candidats, Juan Bosch en l'occurrence.

b) les relations avec Cuba;

comme les « viejos », les « jovenes » sont fermement pro-soviétiques. Leur sympathie pour Fidel Castro n'a rien de l'admiration inconditionnelle des *catorcitas*. Ils aimeraient cependant que le PSP ait des relations moins distantes avec les dirigeants castristes.[311]

Lorsqu'en novembre 1963 le IJ4 a choisi la lutte armée, les « jovenes » partagent, une fois encore, l'analyse du CC. Mais ils s'opposent, très vite, aux termes dans lesquels cette analyse devait s'exprimer. Les communiqués du parti étaient, à leurs yeux, « trop froids ».[312] Ils soulignaient trop âprement les erreurs du IJ4 — mais ils ne saluaient qu'en passant le martyre des guérilleros. Pour la première fois, les « jovenes » résistent à leurs mentors. Résistance d'autant plus passionnée que le souvenir douloureux d'une vieille et chère amitié liait les Asdrúbal Domínguez, les frères Isa Conde, les Cuello, à plusieurs des garçons qui reposaient dans les montagnes.

La rédaction finale de la « Declaración del Comité Central » du 30 janvier 1964 est le résultat d'un combat acharné, qui voit les « jovenes » aller jusqu'au chantage: la menace de ne pas distribuer le document. Ils obtiennent quelques succès: l'élimination de certaines phrases, la modification de quelques autres. Mais même dans sa rédaction finale, le document est pour eux « insatisfactorio ».[313] Pour la première fois, au sein du parti, l'opposition entre les deux groupes a été violente. Le charme est rompu, il ne sera plus rétabli.

Le PSP n'a aucune force militaire. Il a peu de membres, ses relations avec

les deux autres partis de l'extrême gauche sont fort mauvaises.[314] Les « viejos » considèrent Bosch comme un pion de l'impérialisme, et ne conçoivent aucune possibilité d'action commune avec le PRD. Quant aux Forces armées, tous les militaires sont pour eux des trujillistes. Les divisions qui y existent ne sont dues qu'à des raisons d'intérêt. Les diverses factions sont les unes aussi corrompues que les autres. Les masses, enfin, ne sont pas assez politisées.

Il est difficile, dans de pareilles conditions, de concevoir une stratégie à opposer au Triumvirat. Il est facile, en revanche, de passer d'une « analyse correcte des rapports des forces » à une attitude de passivité — surtout dans le cas d'un parti qui est réduit à la clandestinité. Le PSP exige, dans ses déclarations publiques, le « retour à la constitutionnalité » — mais il admet que ce retour s'accomplisse au moyen d'élections « imparciales y serias ».[315] Il ne s'agit, en réalité, que de mots. Faible, isolé, le PSP n'a pas de ligne directrice. Il ne conspire même pas, il se borne à survivre.

Mais un vent de fronde se lève dans le parti. Son intensité s'accroît au cours de l'année. Les « muchachos » ont grandi. Ils continuent d'admirer le passé de leurs chefs, d'en respecter l'intégrité. Mais le slogan « electorero » rebute beaucoup de « jovenes ».[316] A la « concepción oportunista de derecha »,[317] ils opposent la ligne dure: retour à la constitutionnalité sans élections. Et leurs mentors leur apparaissent désormais fatigués, prisonniers du passé, incapables de s'adapter aux conditions du moment et d'insuffler au parti cette énergie, cette combativité qui lui font cruellement défaut.

Les « lieutenants » n'ont plus qu'une confiance mitigée dans leurs chefs. Le problème de la direction du parti se pose. Elle a été jusqu'alors le monopole des « viejos ». Ce monopole est contesté.

Au printemps 1964, et plus encore dans les mois qui suivent, toute une série de documents est élaborée par les Comités de base du District National et par la jeunesse universitaire du PSP. Ces documents critiquent âprement la ligne du parti, ils exigent un réexamen de sa politique, de ses méthodes. Soulignant la « necesidad de hacer más colectivo y agil el trabajo de dirección »,[318] ils demandent que soient pleinement respectées « las normas del centralismo democrático ».[319] En même temps, au sein du CC, certains membres s'éloignent du « groupe Ducoudray », sans pour autant épouser les thèses des « jovenes ». C'est en particulier le cas de Pedro Mir, poète de talent et gloire littéraire du parti. Et finalement, sous la pression de la base, un *Pleno Ampliado* du PSP est convoqué, en octobre 1964, « para discutir las causas del retraso en el crecimiento del partido, en especial en el seno de la clase obrera ».[320] Sont invités à participer, à côté des membres du CC, « los más representativos miembros de base e intermedios del Partido ».[321]

Rien n'est résolu, au *Pleno Ampliado*. Si les « viejos » gardent la majorité, de nouveaux membres sont admis au CC. Ils sont, pour la plupart, des « neutres » — mais parmi eux se trouvent aussi deux leaders contestataires: Narciso Isa Conde et José Israel Cuello. Les « jovenes » sont enfin représentés au CC. Ils le seront même dans l'organe suprême du parti, le Secrétariat: Pedro Mir, qui en est membre, devient leur porte-parole.

Le *Pleno Ampliado* a ouvert une première brèche. Les mois qui suivent voient une aggravation de la lutte au sein du parti, et un changement de la majo-

rité au CC. L'un après l'autre, les « neutres » se rangent du côté des « forces montantes ». La majorité relative dont les « viejos » disposaient encore depuis octobre 1964 se transforme en minorité. Et finalement, en février 1965, Narciso Isa Conde est élu au Secrétariat. Il y aura désormais, dans l'organe suprême, « empate »: d'un côté les frères Ducoudray, de l'autre Isa Conde et Pedro Mir. L'autorité du Comité Central s'accroît donc — la majorité y est « joven ».

Toujours en février, *El Popular* change de directeur: Narciso Isa Conde remplace Félix Servio Ducoudray.

Le *Pleno Ampliado* n'avait pu trouver aucune solution à certains des problèmes qui divisaient le parti — à celui, en particulier, du retour à la constitutionnalité. Incapables de faire mieux, les délégués s'étaient bornés à renvoyer toute décision.

Le moment est venu, en février. Forts de leur majorité, les « jovenes » sont en mesure d'imposer leurs conceptions. Par le « Manifiesto » du 16 mars 1965, s'exprime la nouvelle ligne du parti.[322]

Rejetant son « anterior planteamiento »[323] — « un Gobierno imparcial y serio que presidiera un proceso electoral » —[324] le PSP exige le retour à la constitutionnalité « sans élections ». Il rejoint ainsi, avec beaucoup de retard, la position que le MPD et le IJ4 avaient adoptée d'emblée. Mais il va beaucoup plus loin. Par son « Manifiesto » du 16 mars, le PSP démontre une fois de plus qu'il est le seul parti de l'extrême gauche dominicaine à saisir les limites que la réalité impose à l'action. Il a le courage de reconnaître que pour mobiliser les masses urbaines il faut leur offrir un symbole dans lequel elles puissent se retrouver, et non des slogans souvent imprégnés d'un marxisme-léninisme qui leur est étranger. Dans un pays où l'image du *caudillo* domine, ce symbole ne peut pas être représenté par une liste de principes, par une constitution que très peu ont lue. Ce symbole est représenté par un homme, le professeur Juan Bosch:

> « un creciente clamor popular se levanta en todo el país en favor del retorno del Profesor Juan Bosch al ejercicio legítimo del Gobierno ».[325]

Ce n'est pas là une constatation difficile à faire. Mais le mérite du PSP sera d'avoir eu la lucidité de tirer de cette réalité les conséquences nécessaires:

> « ... se hace necesaria una consigna clara ... que sirva de vehiculo de orientación de todo el pueblo. No basta con una consigna de carácter general y vacilante come la del retorno a la Constitución de 1963 ... Solo queda abierta una vía democrática: el restablecimiento de la voluntad popular ... Para lograr ese objectivo es necesario enarbolar la consigna des RETORNO DEL PRESIDENTE JUAN BOSCH AL FRENTE DEL GOBIERNO CONSTITUCIONAL DE LA REPUBLICA, SURGIDO DE LAS URNAS EL 20 DE DICIEMBRE DE 1962 ».[326]

Le PSP reconnaît ainsi ce que refusent de comprendre le MPD et le IJ4: la seule alternative au Triumvirat qui soit en même temps possible et acceptable est le retour de Bosch au pouvoir, la faiblesse de l'extrême gauche rendant impossible toute solution plus « démocratique ».

Car pour les « jovenes » du PSP l'ex-président est un leader bourgeois, mais non une « ficha » des Etats-Unis; le PRD est une organisation bourgeoise — mais non un instrument de l'« impérialisme yankee ». Certes, le danger existe que Bosch devienne le Betancourt dominicain: ce serait l'aboutissement d'un processus de dégradation dû à une présidence octroyée par les forces réactionnaires et non pas arrachée par le peuple. « El Gobierno de Bosch puede ser restablecido en dos formas: por la lucha y movilización popular o por el imperialismo norteamericano ».[327] La crainte de voir le peuple dominicain se rendre maître de son avenir

> « peut pousser l'impérialisme américain à favoriser le retour de Bosch au pouvoir, dans le but d'empêcher que ce retour soit le résultat de l'action directe des masses — ce qui imposerait inéluctablement dans le pays une véritable démocratie et créerait des conditions meilleures pour pousser la lutte vers des objectifs supérieurs. En revanche le retour de Bosch sous les auspices de l'impérialisme américain impliquerait un compromis non pas avec le peuple dominicain, mais avec son ennemi principal ».[328]

Il est donc nécessaire que la réinstallation de Bosch à la présidence soit le résultat

> « d'actions massives dirigées par la classe ouvrière. L'élan d'une action unitaire des grandes masses populaires qui soit capable d'imposer le rétablissement du gouvernement renversé par les golpistes, représente en lui-même une garantie démocratique pour le pays et un indispensable pas en avant vers l'accomplissement des objectifs historiques du peuple dominicain ».[329]

Par le « Manifiesto » du 16 mars, les « jovenes » ont posé un jalon, précisé une direction — mais même chez eux les étapes futures restent dans la brume.

Le PSP est trop faible. Ses contacts avec le PRD sont inexistants, sa force militaire est nulle,[330] ses membres ne dépassent pas les 200.

Les « jovenes » partagent l'opinion que les « viejos » ont des militaires dominicains ... « el Partido ... no supo apreciar los cambios que se gestaban ... dentro de las Fuerzas Armadas ».[331] Ils ont entendu dire que le PRD conspirait avec des officiers — c'est la voie qu'ils abhorrent.[332] Mais les masses populaires suivent les consignes de Juan Bosch et ignorent le PSP — la tâche d'« éducateurs » sera longue et pénible pour les activistes du parti.

Les pesepeistes croient avoir du temps: « no fuimos capaces de apreciar la inminencia de la insurrección armada que como producto de la situación nacional se estaba gestando ».[333]

Même unis, les partis de l'extrême gauche seraient faibles. Or, ils sont divisés.

Si les relations entre le IJ4 et le MPD ne sont pas mauvaises, le PSP est le paria de la petite famille.

C'est en 1962 que le MPD a trouvé une base idéologique sur laquelle appuyer son hostilité « ancestrale » pour le PSP.[334]

Avec d'autres délégués de la *Federación de Estudiantes Dominicanos*, Caye-

tano Rodríguez del Prado s'était rendu à Leningrad, en juillet, pour participer à un congrès international de la jeunesse. Aux séances du congrès, plus encore dans les couloirs, Cayetano assista, pour la première fois, « a l'enfrentamiento entre las posiciones chinas y soviéticas ».[335] A son retour à Santo Domingo, il présenta un « rapport détaillé »[336] aux dirigeants de son parti. Il y concluait que « la posición china era la más correcta y había que respaldarla ».[337] Ses thèses rencontrèrent un terrain fertile. Le CC approuva le rapport à l'unanimité, et le MPD se mit à l'heure chinoise, tout en gardant des relations étroites avec les Cubains.[338]

Le séjour en Chine de Cayetano Rodríguez et d'autres emepedeistes en 1964,[339] le voyage à Pékin de José Ramírez au printemps 1965, devaient par la suite donner un peu plus de consistance à un choix idéologique qui reposait sur des bases extrêmement fragiles.

Aux « chinoiseries » du MPD répondait, avec la même intransigeance, « el seguidismo al PCUS »[340] du PSP.

A leur retour en République Dominicaine, au début de 1962, les « viejos » du PSP avaient joui de la sympathie du IJ4.[341] La lune de miel n'avait même pas eu le temps d'être consommée. Polo Rodríguez, Pipe Faxas et d'autres anciens membres du MRIJ4 étaient rentrés de Cuba en mars. Partisans enthousiastes du *Movimiento 26 de Julio*, ils éprouvaient une vive antipathie pour le PSP cubain. D'instinct, ils avaient ressenti la même antipathie pour les pesepeistes dominicains. A leurs yeux, les dirigeants de ce parti n'étaient pas des « sabios », de vieux anti-trujillistes « portadores del marxismo ». Ils étaient un sous-produit des communistes cubains. Ces derniers étaient des lâches, des opportunistes qui, après avoir soutenu Batista, avaient réjoint Fidel à la dernière minute, pour lui voler les fruits de la victoire.

Pour beaucoup de *catorcitas*, l'attitude de Juan Ducoudray et de ses amis devait très vite justifier les diatribes de Polo. Car les « viejos » du PSP étaient « muy parcos »[342] dans leurs louanges de Fidel Castro; ils se disaient solidaires de la révolution cubaine, mais cette solidarité paraissait, même à certains de leurs partisans, « muy limitada ».[343]

La crise des missiles envenima les différences. Pour le PSP « en la crisis del Caribe ... la Union Soviética ha actuado de conformidad con los intereses de los pueblos en todo el mundo ... y sin disminuir en un milimetro su solidaridad y su ayuda fraterna a la Revolución Cubana ».[344] Le monde avait assisté à « un triunfo de la firme política de paz »[345] de l'URSS.

Mais les *catorcitas* criaient à la trahison. Moscou avait cédé lâchement et abandonné Fidel. Les Russes étaient des « sinverguenzas », et les pesepeistes leurs laquais.

Depuis quelques mois, le PSP était l'objet d'autres accusations encore:

a) La politique de « robo de cuadros »[346]

Dès le début, le PSP s'efforçait de créer des cellules pesepeistes au sein des autres formations politiques, particulièrement au niveau des « dirigentes medios » et des cadres.

C'était là une pratique que les *catorcitas* auraient pu tolérer si seuls les

partis bourgeois avaient été visés. Mais ce n'était pas le cas: le IJ4 était une des cibles favorites du PSP. Les résultats étaient très maigres, mais la colère des *catorcitas* n'en était pas moins vive.

b) Le problème de la lutte armée.

Sous le Consejo d'abord, sous Bosch ensuite, les deux partis adoptaient à ce sujet des positions opposées. Déjà intransigeants avec leurs propres « flojos », les « duros » du IJ4 concluaient très vite que la prudence du PSP n'était autre chose que l'hostilité systématique de « pacifistas » à la lutte armée. Pareille conclusion, il va de soi, ne faisait que renforcer l'identification, à leurs yeux, du PSP dominicain avec le PSP cubain.

La guérilla *catorcita* de novembre-décembre 1963 marque une nouvelle aggravation dans les relations entre les deux partis.

Les pesepeistes ont refusé de participer à l'aventure. Déjà ce refus les condamne. Puis survient, au moment où les *catorcitas* pleurent leurs morts et la débâcle de leur parti, la « Déclaración del Comité Central del PSP » du 30 janvier 1964. Le ton professoral du document exaspère les vaincus.

Les anciens guérilleros surtout, et les « duros » en général, feront du PSP la cible de leur amertume. Sans faire de distinctions entre les « jovenes » et les « viejos » de ce parti, « ellos se quedaron con un odio violento para todo lo que era PSP ».[347]

Aux rancunes d'un passé trop récent s'ajoutent très vite d'autres divergences:

a) le problème du retour à la constitutionnalité.

Entre les deux partis, l'opposition sera constante:

— tout d'abord, par leur consigne mal inspirée de « elecciones imparciales y serias », les « viejos » attirent contre le PSP l'opposition catégorique des *catorcitas*, « duros » et « flojos ».

— Ensuite, par le « Manifiesto » du 16 mars 1965, les « jovenes » excitent à leur tour la colère du IJ4. Hostiles à toute solution « boschiste », les *catorcitas* accusent le PSP de « transladar toda la lucha a la figura de un hombre [Bosch] y postergar la Constitución de 1963 ».[348]

b) Les relations avec Cuba.

Déjà distantes, et envenimées encore par la crise des missiles, les relations entre le PSP et Cuba ont pratiquement cessé dès la deuxième moitié de 1963:

« Como consecuencia del seguidismo tras la política del Partido Comunista de la Union Soviética (PCUS) nuestro Partido consideró, en los hechos, que debía limitar sus relaciones internacionales al citado Partido y al pueblo soviético.

Pendant plus de deux ans [à partir de la 2e moitié de 1963] ... aucun membre de notre parti n'a visité officiellement et en mission de parti la République socialiste de Cuba, et notre journal, sectairement, n'a pas suffisamment diffusé les succès dans l'édification du socialisme réalisés dans ce

pays. Cette conception sectaire était la conséquence de divergences qui existaient entre la direction de notre Parti et les dirigeants de la révolution cubaine, divergences qui portaient sur la politique internationale, sur les voies d'édification du socialisme, sur le développement de la révolution latino-américaine et sur l'emploi des méthodes de lutte. On ne sut pas comprendre que le renforcement des relations pouvait contribuer de façon décisive à la correction de ces prétendues erreurs, et on ne pensa pas qu'il était possible que ce fût nous qui nous étions trompés dans l'évaluation du processus révolutionnaire cubain et mondial. On s'enfonça dans ce sectarisme jusqu'au point de refuser de prêter l'attention nécessaire aux invitations répétées faites à nos dirigeants de visiter la République Socialiste de Cuba. On refusa également l'invitation qui nous avait été faite, l'hiver passé, de participer à une conférence de tous les partis communistes d'Amérique latine, convoquée sur initiative du Parti Uni de la Révolution Socialiste de Cuba. Notre parti fut le seul de tout le continent à ne pas participer à cette conférence ».[349] Au sectarisme anti-cubain du PSP s'oppose l'ultracastrisme violent du IJ4.

« La llamada "pugna ideologica chino-soviética" ... no es más que la lucha entre el marxismo-leninismo y el revisionismo moderno ».[350] S'étant proclamé le champion du marxisme-léninisme, le MPD combat sans pitié les « revisionistas modernos dominicanos » [351] qui « se encuentran atrincherados en el Partido Socialista Popular ... y desde ahí lanzan al pueblo ... su linea de traición y capitulación ».[352] Le PSP « es el instrumento más dañino con que cuenta el imperialismo y la oligarquia, infiltrado en el seno del movimiento revolucionario dominicano ».[353]

Le MPD réprend avec zèle toutes les accusations que les *catorcitas* lancent contre le PSP. « Robo de cuadros », opportunisme, « pacifisme », « donaldisme », « boschisme »: rien n'est de trop s'il s'agit du PSP, et *Libertad*, l'organe du parti, consacre toujours une large place à des diatribes contre les « revisionistas criollos ». Le PSP est le vilain de l'histoire — on croirait presque que ce sont Juan et Félix Servio Ducoudray qui siègent au Palais National, et les frères Isa Conde qui commandent les troupes de choc de la police. « Son innumerables las huelgas obreras traicionadas, las movilizaciones de masas paralizadas, las acciones armadas combatidas, los planes del imperialismo y de la burguesía apoyados por los revisionistas del Partido Socialista Popular ».[354]

Violemment opposés à toute action commune — et même à une trêve — avec le PSP, les leaders emepedeistes se tournent en revanche vers le IJ4. Entre ces deux partis, les points de convergence sont nombreaux: [355]

1) Tout en adoptant le jargon chinois, les emepedeistes gardent d'étroites relations avec Cuba. Quant aux *catorcitas*, ultra-castristes depuis toujours, ils éprouvent pour la Chine une indifférence bienveillante, et certains même une vive sympathie.[356] Enfin, sans aller jusqu'aux excès du MPD, les dirigeants du IJ4 ont pour l'URSS une antipathie qui est parfois violente, et dont les origines remontent à la crise des missiles.

2) Tout comme les *catorcitas*, les emepedeistes se veulent d'ardents partisans de la lutte armée. Et ils observent une attitude très compréhensive devant le

désastre guérillero de novembre-décembre 1963: « al fracasar esta insurrección ... nuestra posición fue la de defensa absoluta del método empleado por los compañeros del 14 de Junio y aunque comprendimos que se habían producido errores en la aplicación del método, no permitimos que dichos errores ... fueran empleados para desviar a las masas de su trayectoria revolucionaria ».[357]

3) Face au Triumvirat, le IJ4 et le MPD coïncident non seulement par leur refus de toute solution « electorera », mais aussi — et surtout — par leur hostilité à une solution « boschiste ».

Mais de profondes divergences existent entre les deux partis. Elles sont, parfois, la conséquence de ce qui les unit.

1) *Catorcitas* et emepedeistes se discréditent réciproquement auprès des Cubains: chacun veut être le « benjamino »[358] de Fidel. Cette hantise de plaire — de plaire plus que l'autre! — sera une des causes du « vanguardismo en la insurrección » et donc de la « frenesía de la loma ».

2) Chaque parti éprouve, à l'égard de son rival, un complexe de supériorité. Le IJ4 parce qu'il est un géant, face au minuscule MPD. Le MPD parce qu'il oppose, à la « confusion petite-bourgeoise » des *catorcitas*, la sagesse de son « marxisme-léninisme ».

3) L'« historial de lucha » du MPD, et tout particulièrement le passé de López Molina, suscitent la méfiance de beaucoup de *catorcitas*: à l'arrivée des dirigeants emepedeistes en 1960 — les membres du MRIJ4 connaissaient à l'époque les prisons du régime — au « coqueteo » avec Ramfis, en 1961, est venue s'ajouter l'« épopée » de Cevicos, d'octobre 1963.[359]

Au printemps 1965, les relations entre les divers partis — et factions — de l'extrême gauche présentent le tableau suivant:

1) Rupture complète entre le PSP et le MPD.

2) Rupture complète entre le PSP et les « duros » du IJ4.

3) Rupture complète entre les « viejos » du PSP et les « flojos » du IJ4.

4) Relations relativement cordiales au niveau personnel — mais marquées par d'importants différends politiques — entre « jovenes » du PSP et « flojos » du IJ4.

5) Relations plutôt mauvaises entre le MPD et les « flojos » du IJ4.

6) Relations « agitées » entre le MPD et les « duros » du IJ4. Ces relations sont bonnes ou mauvaises au gré des moments et des personnes, mais elles ne seront jamais suffisamment étroites pour que les « duros » du IJ4 voient d'un œil favorable la création d'un « front uni » tel que le proposaient les emepedeistes. A leurs yeux, en fait, toute alliance n'eût été possible qu'après l'acceptation par le MPD du rôle dirigeant du IJ4. Le MPD, pour sa part, prêchait l'égalité des droits.

II Le Mouvement *Enriquillo*.[360]

Un mouvement où se côtoient, sans se mélanger, civils et militaires. Les civils appartiennent au PRD — mais, des dirigeants de ce parti, beaucoup sont opposés à toute conspiration. Les militaires sont des officiers, ainsi que quelques sous-officiers. Leurs mobiles sont variables. Certains ont parcouru un long chemin avant de devenir « constitutionnalistes ». D'autres ne le sont qu'en paroles, et cachent leur jeu.

Un homme connaît tous les secrets de la conspiration: Juan Bosch, l'exilé de Porto Rico. Dès le début, il a compris que seule la force pourrait défaire ce que la violence avait accompli. Cette force seuls les militaires pourraient la fournir:

> « el único poder real en Santo Domingo es el militar, y si en las filas castrenses no se rompe el équilibrio, tendremos dictadura por mucho tiempo ... Entre la palabra de un líder — o su orden — y un tiro de mauser, el último tiene mucho más poder. Et les soldats et les policiers dominicains tuent, le peuple le sait par expérience ... Le leader de ce moment national ne peut pas être le dirigeant politique, mais le colonel qui peut lancer les soldats dans la lutte. C'est pourquoi, dès le premier jour de mon exil, j'ai expliqué aux camarades que le seul moyen de rétablir la constitutionnalité passerait obligatoirement par les soldats — les rares soldats capables de lutter pour un régime de droit ».[361]

Quand la conspiration a-t-elle commencé? Il est impossible de le dire. Fernández Domínguez « conspirait » déjà le 25 septembre, quelques minutes après le *golpe*.[362] Quant à Bosch, il affirmera par la suite que la conspiration avait commencé immédiatement après son arrivée à Porto Rico.[363]

Mais il ne s'agissait au début que de vagues projets, de déclarations d'intention. Les moyens pour les exécuter faisaient totalement défaut. Le « bras civil » — le PRD — en débandade déjà avant le *golpe*, pliait sous la répression. Quant au « bras militaire », il se réduisait pour le moment à Fernández Domínguez et à sa vingtaine d'« académicos ».

Trés vite, d'ailleurs, le « bras militaire » paraissait broyé. Le Triumvirat sévissait contre cette bande de factieux dont les sentiments constitutionnalistes n'étaient que trop connus, et qui, depuis le 25 septembre, n'avaient fait que conspirer.[364] Le 14 et le 15 octobre 1963, 18 « académicos » étaient limogés des Forces Armées.[365] Quelques jours plus tard, Fernández Domínguez était nommé attaché militaire en Espagne[366] — une façon élegante et, croyait-on, efficace, de se débarrasser d'un personnage gênant.

Mais même de l'exil, Fernández Domínguez continuera à conspirer. Il maintiendra, par tous les moyens possibles, les contacts avec ses hommes, il les poussera à l'action. La distance l'empêchera de diriger le mouvement — mais non pas d'en être l'inspirateur.

En République Dominicaine, ce fut la naissance du « Grupo de la Bomba ». Il était composé par ces « académicos » que le Triumvirat venait de « réduire à l'état de civils ». Il sera le creuset de la conspiration militaire constitution-

naliste, il en représentera, en tout moment, l'élément le plus pur, le plus décidé.[367]

Un autre groupe constitutionnaliste se forme, le 22 mars 1964, lors d'une réunion de sept sous-officiers de l'armée de terre.[368] Ils s'adressent au capitaine Peña Taveras, chef des services administratifs de la *Jefatura de Estado Mayor EN*, pour qu'il prenne la tête de leur mouvement. Peña Taveras accepte. Naît ainsi un groupe qui sera particulièrement actif, et qui est dans une excellente situation stratégique: la *Jefatura* — à laquelle appartiennent tous les conjurés — se trouve sur l'autoroute Duarte, à moins d'un kilomètre des camps « 27 de Febrero » et « 6½ de Artillería », et à quelques kilomètres du camp « 16 de Agosto ».

Un chef surgit, qui unifiera les groupuscules constitutionnalistes en voie de formation dès le printemps 1964. Il s'agit du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, G-3 (« oficial de planes y entrenamiento ») de l'état-major de l'armée de terre et officier respecté. C'est le « Grupo de la Bomba » qui l'a conquis à la thèse du « retour à la constitutionnalité sans élections ». Il en sera, par la suite, un défenseur inébranlable.

En mai 1964 une « vinculación directa »[369] est établie entre Hernando Ramírez et le dirigeant perredeiste José Rafael Molina Ureña, ancien vice-président de la Chambre des Deputés et à présent, avec José Francisco Peña Gómez, principal représentant du professeur Bosch en République Dominicaine. Mais ce n'est encore qu'un début. Jamais d'ailleurs la soudure entre les deux bras du mouvement ne sera parfaite.

Les mois passent, Hernando Ramírez et ses amis s'efforcent d'élargir leur audience au sein des forces armées. Ils font quelques « conquêtes » précieuses — tel le major Núñez Nogueras, vice-directeur de l'Académie militaire *Batalla de las Carreras* (San Isidro). Nogueras n'est pas un « boschiste ». Il n'était même pas, en 1963, un véritable constitutionnaliste. Mais il est un officier « professionnel », un des rares à avoir choisi le métier des armes par vocation. Très vite, la corruption qui paralyse les forces armées depuis la chute de Bosch éveille en lui en sentiment de dégoût et de honte. La honte qu'il ressent en se promenant en ville, en uniforme, lorsqu'il se rend compte des regards de mépris et de haine d'une population pour qui tout militaire est un voleur. Le dégoût d'un homme intègre qui se voit condamné à vivre dans cette école de corruption qu'est redevenu le « conjunto » de San Isidro. Le mépris, enfin, d'un officier compétent face à des chefs incapables.

Et alors, le chemin est tracé. Par ses excès, le Triumvirat accélère l'éducation politique d'un Nogueras. Il devient constitutionnaliste et entre « de lleno »,[370] au cours de l'été, dans la conspiration.

Son cas n'est pas unique, mais il n'est pas très commun non plus. Au cours de l'été, dans l'automne et dans l'hiver 1964, le mouvement constitutionnaliste progresse péniblement.

Les conjurés ont adopté — eux aussi![371] — le modèle de la *Trinitaria*. Ils se donnent une organisation cellulaire. Chaque membre devra gagner au mouvement trois nouveaux adhérents. Le procédé est presque toujours le même. Le conjuré X s'adresse à des officiers, ou à des sous-officiers, auxquels l'unissent des liens d'amitié. Ce sont d'abord des conversations à caractère général au cours desquelles on parle, comme par hasard, de la situation politique du pays. Ensuite,

si son interlocuteur lui paraît assez mûr, X passe au stade des ouvertures — «pues... yo y un grupo de amigos ... ». Mais il ne livrera pas les noms des autres membres de la conspiration, de façon à ne pas mettre en danger l'ensemble, en cas de dénonciation.

Le système se révélera efficace. Très rares seront les dénonciations — on est entre amis. Jamais d'autre part les quelques dénonciateurs ne pourront donner au gouvernement plus que les noms de deux ou trois conspirateurs.

Relativement nombreux sont les officiers qui accueillent favorablement les avances des conjurés. L'impopularité du Triumvirat ne fait que s'accroître, la crise économique s'aggrave. Un « oui » ne coûte pas cher; il pourra même, à l'occasion, s'avérer utile.

Mais c'est le dégré d'engagement qui laisse à désirer. Le mouvement compte des dizaines de membres passifs prêts à tout, sauf à l'action.[372] Les membres « actifs », en revanche, voient leur nombre s'accroître avec une lenteur qui exaspère. Trop rares, enfin, sont, parmi les conjurés, les officiers supérieurs.

Pour sa part, le PRD rédouble d'efforts. De Porto Rico, Juan Bosch impose un peu d'harmonie à un orchestre cacophonique.

Il a conclu une trêve de fait avec les « electoreros ». Elle est axée sur la promesse que le parti ne conspirera pas — ce qui priverait de tout sens la consigne du « retour à la constitutionnalité sans élections ». Mais peu importe. Bosch se refuse à envenimer des querelles qui, si elles éclataient au grand jour, affaibliraient le parti. Se consacrant à la réorganisation du PRD, les « electoreros » accomplissent un travail utile. Sans doute espèrent-ils, la plupart au moins, se tailler des fiefs personnels, qui les rendraient « indépendants ». Peu importe. Le moment venu, on les confrontera au fait accompli.

Quelques dirigeants — les « anti-electoreros » — participent à la conspiration. Chacun d'eux ne connaît qu'une partie de l'ensemble — tous à des degrés différents, aucun n'a une vision globale.

Ils peuvent être séparés en deux groupes: les « modérés » ou « bien-pensants » d'un part, les « révolutionnaires » ou « têtes chaudes » de l'autre.

Les « modérés » sont les derniers venus, la plupart d'anciens « electoreros », que l'intransigeance de Reid Cabral a poussé à conspirer. Parmi eux Antonio Martínez Francisco, secrétaire général du PRD depuis octobre 1964 et qui, en juillet encore, exigeait des mesures disciplinaires contre ceux des dirigeants qui conspiraient.[373]

Ils ont fini par reconnaître la nécessité d'un recours à la force, mais leur position reste équivoque. Qui remplacera le Triumvirat? Ils hésitent entre la formule « dure » — retour de Bosch à la présidence jusqu'à la conclusion de son mandat (février 1967) — et une formule beaucoup plus souple: l'installation d'une junte militaire qui procéderait à de nouvelles élections.

Pour les « révolutionnaires », en revanche, une seule solution est possible: réinstallation de Bosch à la présidence sans élections.

C'est là une première ligne de division. Une deuxième s'ajoute: les « modérés » — les Martínez Francisco, les Lovatón Pittaluga, les Brea Peña — représentent, au point de vue social, l'aile droite des « anti-electoreros ».

Devenus des conspirateurs, ils restent ce qu'ils étaient: des « notables »

prêts à certaines réformes, à condition qu'elles soient accomplies sans précipitation, avec prudence. En 1963 Bosch a été, somme toute, trop « radical ». S'il revient au pouvoir, il devra ralentir le pas, et non l'accélérer.

Mais c'est bien une accélération qu'exigent les « révolutionnaires ». Minoritaires au sein de l'appareil, ils puisent leur force parmi les « cuadros jovenes » du parti. Ils veulent que le PRD devienne le véhicule d'un changement réel des structures dominicaines. Le retour de Bosch à la présidence, le retour à la démocratie politique, sont pour eux le début, non l'aboutissement, d'un processus qui doit être rapide.

Pour les « modérés » il n'y a que des ennemis à gauche du PRD. Mais les « révolutionnaires », tout en condamnant le sectarisme des dirigeants *catorcitas,* voient dans le IJ4 une force « anti-impérialiste, anti-féodale et petite-bourgeoise ».[374] Le fossé qui les sépare des *catorcitas* n'est pas assez profond pour étouffer le désir d'une entente dans la lutte commune pour une société plus juste.

Aux yeux des « révolutionnaires », Bosch est l'homme qui saura, et voudra, réaliser leurs aspirations. Sans réserves, ils reconnaissent en lui le leader suprême. En attendant son retour, ils ont pour chef de file, bien plus que José Rafael Molina Ureña, le jeune José Francisco Peña Gómez, secrétaire de « Prensa y Propaganda » du Comité exécutif du PRD.[375]

Pour Bosch, les « modérés » représentent un allié peu sûr, mais nécessaire. Déjà leur existence affaiblit les « electoreros », elle les prive du contrôle de l'appareil du parti. Ils sont un écran, aussi. En soutenant la candidature de Martínez Francisco au poste de secrétaire général du parti, à la 4e Convention Nationale du PRD, Bosch offre aux « electoreros » un gage propre à les tromper. Car les Casimiro Castro, les Mainardi Reyna, ont confiance dans les Martínez Francisco, dans les Lovatón Pittaluga: ils appartiennent les uns et les autres à une même famille, celle des « notables ».

Les « electoreros » savent que le nouveau secrétaire général a des contacts avec *certains* militaires,[376] mais peuvent bien difficilement l'imaginer engagé dans une véritable conspiration. Et Martínez Francisco, pour sa part, les réassure quant aux activités des Peña Gómez, des Molina Ureña: des « têtes chaudes » qui apparaissent bien moins dangereuses depuis que le nouveau secrétaire général est là pour les contrôler de près. Quant à Bosch, enfin, s'il a soutenu la candidature de Martínez Francisco, c'est sans doute parce qu'il est devenu, lui-même, plus raisonnable.[377]

En fait, les « modérés » n'ont qu'une connaissance très imprécise des activités des « révolutionnaires ». Car ceux-ci — et le même Bosch — on préféré maintenir à l'écart des conversations engagées avec le groupe « duro » d'Hernando Ramírez des hommes dont ils se méfient. Les contacts des « modérés » avec les militaires se réduisent au Groupe de San Cristobal et à d'autres officiers balaguéristes. Mais les « révolutionnaires » — Peña Gómez surtout — mènent parallèlement les mêmes conversations.[378]

Les contacts avec le Groupe de San Cristobal

Les officiers de ce groupe veulent renverser le Triumvirat — mais pour

le remplacer par une junte militaire. Celle-ci, promettent-ils, organisera des élections « libres et honnêtes » — il est permis d'en douter, lorsqu'on connaît les Montás Guerrero, les Nivar Sejias, et les autres membres du clan.

Les conversations entre Peña Gómez et le colonel Neit Nivar Sejias — ce dernier est considéré comme le cerveau du Groupe de San Cristobal — s'engagent dès l'été 1964. Un accord est facilement réalisé sur la partie négative du programme — le renversement de Donald Reid Cabral; aucun accord n'est possible en revanche sur la partie constructive: qui remplacera le Triumvirat.

Dès l'automne 1964 d'autres acteurs entrent en jeu: les « modérés » — Martínez Francisco en particulier.

Nous croyons que Martínez Francisco ment lorsqu'il affirme avoir proposé au Groupe de San Cristobal une action commune qui aurait été basée sur la formule « junte militaire suivie d'élections ». Nous croyons que son attitude a été plutôt: « agissons ensemble, nous verrons après ».[379]

Quoi qu'il en soit, les conversations traînent. Deux fois vers la fin de 1964, une fois encore en janvier 1965, le Groupe de San Cristobal se considère prêt à « dar el golpe ». Il en informe ses interlocuteurs perredeistes — croyant que le PRD, devant le fait accompli, ne pourra que suivre. Mais José Francisco Peña Gómez, le leader des « révolutionnaires », nourrit l'espoir inverse: que le Groupe de San Cristobal renverse le Triumvirat, s'il en a la force. Le mécanisme une fois déclenché le PRD — fort de l'appui des masses urbaines et des militaires constitutionnalistes — essayera de confisquer la révolte balagueriste.

Le Groupe de San Cristobal ne transforma jamais ses intentions en réalité. Faute de moyens suffisants; faute, aussi, d'esprit d'initiative. Survenait ensuite la crise militaire de janvier-février 1965. Les mesures adoptées par Reid Cabral affaiblissaient le clan — alors même que se renforçait, au sein des forces armées, le groupe constitutionnaliste. Et finalement, au début d'avril, le départ forcé de Neit Nivar Sejias marquait l'arrêt des contacts entre le PRD et un interlocuteur devenu impuissant.

Mais c'est vers les constitutionnalistes d'Hernando Ramírez qu'étaient allés, dès le début, les espoirs des « révolutionnaires ». Noués en mai, les contacts avec Hernando Ramírez devenaient toujours plus étroits, et une unification formelle avait lieu en novembre. C'est à cette date qu'on peut situer la naissance du Mouvement « Enriquillo ».

Les progrès trop lents de la conspiration exaspéraient l'impatience de certains leaders, sans pour autant diminuer leur ardeur. C'est surtout à Fernández Domínguez que nous pensons. De l'étranger, il poussait ses amis à agir. Transféré comme attaché militaire à Santiago,[380] il arracha au général Viñas le permis de rentrer en République Dominicaine avant de rejoindre sa nouvelle affectation.[381] Après une courte escale à Porto Rico — pour rencontrer Bosch — il arriva à Santo Domingo à la fin de décembre 1964. Immédiatement, il fixa au 9 janvier la date du « contre-coup ».[382]

Hâtivement préparé, le plan de la révolte aurait peut-être été remanié avant son exécution. Mais déjà dans ses grandes lignes, il montre la faiblesse des moyens dont disposaient les constitutionnalistes.

Des forces d'élite de l'armée de terre, ils ne pouvaient compter que sur le

bataillon Juan Pablo Duarte. Et même ici, leur contrôle n'était pas absolu. Depuis longtemps contacté par les conjurés, le major Alvarez Holguín, commandant du bataillon, gardait une attitude de réserve. Cette réserve était partagée par son supérieur immédiat, le lieutenant-colonel Giovanni Gutierrez Ramírez, commandant du camp « 16 de Agosto », le camp où était stationné le Juan Pablo Duarte.

A la « 19 de Noviembre » de San Isidro, les conjurés jouissaient du soutien d'un petit groupe d'officiers.

Le fer de lance du mouvement aurait dû être le « bataillon » en garnison à Neiba, dans le sud-ouest du pays.[383] 300 hommes au maximum, mal entraînés et médiocrement armés. Les commandait le colonel Caonabo Fernández, un constitutionnaliste dont l'ardeur laissait à désirer.

De Neiba le « bataillon » aurait dû avancer sur Barahona — la principale ville du sud dominicain — et s'emparer de la base aérienne « Capitán Piloto Rafael A. Davila Quezada », où les conjurés croyaient avoir quelques partisans. En même temps, les troupes du « 16 de Agosto » auraient fait mouvement vers la capitale, où elles auraient pu compter sur l'enthousiasme populaire et sur le soutien du « Grupo de la Bomba ». On espérait que le Groupe de San Cristobal, confronté au fait accompli, appuyerait la révolte.

Le plan ne fut jamais exécuté, ce qui est heureux, car ses chances étaient minimes. Dénoncé par un colonel qu'il avait voulu gagner au mouvement, Fernández Domínguez se vit intimer l'ordre par le général Viñas de quitter le pays immédiatement. Il partit, pour Santiago. Mais son bref séjour avait eu un résultat qui se révélera heureux: au cours d'un entretien, Fernández Domínguez avait gagné à la conspiration le colonel Caamaño Deñó, de la police. Par la suite Caamaño s'éloignera du mouvement, sans toutefois le dénoncer. Cependant une première sémence avait été jetée chez un officier destiné à jouer un role décisif, auquel rien ne semblait l'avoir préparé.

Mais à la fin de janvier commence en République Dominicaine la crise militaire.[384] Paradoxalement, tout en renforçant la puissance du général Wessin, elle apporte de nouvelles recrues au mouvement constitutionnaliste.

Il apparaît désormais à beaucoup que seul un coup de force pourra freiner les ambitions du général, soutenu par sa garde prétorienne du CEFA. De nombreux officiers, jusqu'alors réticents, acceptent les avances des constitutionnalistes. Parmi eux des officiers qui étaient liés au Groupe de San Cristobal — dont la force est maintenant brisée — et d'autres sympathisants du Dr Balaguer. En particulier, vers la fin de mars, les conjurés obtiennent l'adhésion du lieutenant-colonel Giovanni Gutierrez R. et du major Alvarez Holguín. Ils étaient forts parmi les officiers et les sous-officiers du « 16 de Agosto ». Leur contrôle sur ce camp devient absolu.

D'autres facteurs contribuent à la croissance du mouvement. Certains étaient déjà présents dans la période antérieure, mais leur importance s'est accrue avec le temps.

Personne, en fait, ne peut plus douter des ambitions de Donald Reid Cabral. Si le Triumvir avait manifesté une ferme volonté de permettre des élections libres, le mouvement aurait pratiquement cessé d'exister. Mais même s'il n'avait accordé qu'une liberté « conditionnelle » — et permis à Balaguer, mais non à

Bosch, de participer à des élections qui ne soient pas arrangées d'avance — plusieurs auraient abandonné, ou n'auraient pas rejoint la conspiration.

Et jouent un rôle également une crise économique qui paraît sans issue, l'exaspération des populations urbaines, l'isolement d'un gouvernement que même la droite a renié et les manifestations croissantes de la force du PRD. Ces dernières font de Bosch beaucoup plus qu'un simple président en exil.

La corruption, enfin. Par ses excès, elle irrite certains officiers. Elle a contribué à la naissance d'un mouvement anti-Román Carbuccia à la « 19 de Noviembre ». Là non plus, le choix de los Santos n'a rien changé.

Même la chance vient en aide aux conjurés. « Conquis » une première fois par Fernández Domínguez, le colonel Caamaño a sitôt après abandonné la conspiration. Mais il entre en conflit avec son supérieur, le général Belisario Peguero Guerrero. Celui-ci, dont la disgrâce est imminente, ne peut pas sévir contre un subordonné que Wessin se hâte de protéger. Caamaño trouve refuge au CEFA. Très vite, ses relations avec Wessin se détériorent. Il se tourne alors vers les conjurés et entraîne dans son sillage son grand ami, le capitaine de frégate Manuel Ramón Montes Arache.

Montes Arache n'a aucun intérêt pour le mot bizarre de « constitutionnalité ». Mais, d'une part, il éprouve une vive antipathie pour Donald Reid Cabral et, surtout, pour Wessin. Il est, d'autre part, un « bagarreur » né. Montes Arache rallie le mouvement avec la ferveur qu'il exhibirait pour une partie de chasse. Sans Caamaño il ne serait pas là. Son ralliement n'en est pas moins important, car il est le « patron » du corps d'élite des hommes-grenouilles. Son prestige auprès de ses hommes est immense, ils le suivront où il voudra.

Gonflé par les adhésions qui se succèdent depuis février, le mouvement paie le prix de sa croissance par une diminution de son homogénéité.

Beaucoup des derniers venus éprouvent une sympathie mitigée, ou même de l'indifférence, pour le « retour à la constitutionnalité sans élections ». D'autres encore sont partisans d'une junte militaire. Parmi eux les officiers balagueristes [385] et de nombreux officiers qui pensent qu'une junte militaire serait acceptée plus facilement par l'ensemble des forces armées dominicaines. Certains, enfin, se méfient d'un Bosch trop « dogmatique », trop « intransigeant ».

Les « constitutionnalistes de viejo cuño » qui entourent Hernando Ramírez deviennent minoritaires au sein du mouvement qu'ils ont créé — mais ils en gardent le contrôle. Leur prestige est grand. Ils forment, d'autre part, le noyau central de la conspiration — sans eux il n'y aurait que des groupuscules isolés. Ce sont eux qui poussent à l'action — sans eux, il n'y aurait qu'une troupe sans chefs.

Et alors les nouvelles recrues — qui veulent abattre le Triumvirat, mais qui seules seraient impuissantes à agir — se plient aux conditions qui leur sont imposées. Elle déclarent accepter les buts du mouvement — et gardent, parfois, l'espoir de renier leurs engagements, une fois le Triumvirat renversé.

C'est vers la fin de mars que les conjurés se sentent suffisamment puissants pour se préparer à l'action. Le plan « Enriquillo » — le plan du « contre-coup » — est élaboré.[386]

La force principale des conjurés réside dans l'armée de terre. Ils contrôlent

le « 16 de Agosto » et le « 6½ de Artillería ». Ils pensaient être assez influents au « 27 de Febrero » pour croire que, le moment venu, ce camp se rallierait immédiatement à la révolte. Ils disposeraient ainsi, à l'heure X, de deux des trois bataillons d'élite de l'armée de terre et de l'armement lourd du « 6½ de Artillería ». 1850 hommes en tout, auxquels viendraient s'ajouter les autres 400 du « 16 de Agosto » et la centaine de soldats stationnés près de la *Jefatura de Estado Mayor EN*. Une masse de choc de 2350 hommes, à quelques kilomètres de la capitale.

La conspiration s'étend désormais à tout le pays. A Neiba, le « bataillon » de Caonabo Fernández paraît sûr. A Santo Domingo la Garde présidentielle est noyautée, tandis que le commandant du *Polvorín*, le lieutenant Faña, est « un inconditionnel »[387] de Peña Taveras. Des contacts sont établis également avec des officiers des *Fortalezas* de Barahona et de La Vega. Surtout, l'influence des conjurés paraît importante à la Fortaleza San Luis de Santiago.[388]

Discrètement sondé par les conjurés, l'amiral Rivera Caminero, chef d'état-major de la marine, a montré nettement qu'il préférait rester du côté des « forces de l'ordre ». Certains de ses subordonnés, par contre, ont répondu favorablement aux avances qui leur étaient faites. Parmi eux, des officiers supérieurs.[389]

Dans la police, ancien fief de Belisario Peguero, les conjurés n'ont aucune influence. Il en va autrement pour la force aérienne. S'ils sont absents à la base « Capitán Piloto Rafael A. Davila Quezada » de Barahona, ils disposent en revanche de partisans à la « Coronel Piloto Juan Antonio Minaya Fernández » de Santiago et, surtout, à la puissante « 19 de Noviembre » de San Isidro.

Même au CEFA — chasse gardée de Wessin — des officiers sont entrés dans la conspiration. Mais ils ne sont pas nombreux: deux ou trois officiers supérieurs, quelques officiers subalternes.

L'Académie militaire « Batalla de la Carreras » a été, en 1963, le berceau du mouvement constitutionnaliste. Cependant, après le départ de Fernández Domínguez et le limogeage de ses « académicos », Wessin a imposé comme directeur un de ses fidèles, le colonel Pedro Medrano Ubiera, « oficial muy capacitado pero corrupto y ambicioso (le llaman Fouché) ».[390] Une période de stase commence alors. Elle se terminera quelques mois plus tard, grâce au major Núñez Nogueras, sous-directeur de l'Académie, qui devient un des leaders de la conspiration.

Mais Nogueras est dénoncé. Avec lui sont limogés, le 14 septembre 1964, deux de ses officiers — des constitutionnalistes: le capitaine Guerra Ubrí, « profesor de tactica », et le lieutenant Piantini Colón, « oficial de relaciones públicas de la Academia ».

Commence, à nouveau, un temps d'arrêt. « Asustados por lo que sucedió a Nogueras »,[391] les officiers de l'Académie relâchent les contacts avec les conjurés. Hernando Ramírez, pour sa part, concentre ses efforts sur la « 19 de Noviembre » et néglige la « Batalla de las Carreras ». En avril 1965, les constitutionnalistes ne disposeront pratiquement d'aucun contact dans une Académie où le souvenir des Fernández Domínguez et des Nogueras restait vif parmi les cadets. Hernando Ramírez avait commis une erreur.

Forment le « centre » les unités des camps « 16 de Agosto », « 27 de Febrero » et « 6½ de Artillería ».[392] La « péripherie » est composée par les conjurés des autres bases du pays.[393]

A l'heure X (5 heures du matin ou 5h30 - 6 heures du soir) [394] une partie des unités du « centre » fera mouvement vers la capitale. Au même moment, les conjurés de la « péripherie » entreront en action. Parmi eux, le lieutenant Núñez Vargas, de la Garde présidentielle, qui essayera de s'emparer du Palais National. C'est à Santo Domingo, San Isidro et Santiago que la partie sera jouée. Sur le papier, tout paraît facile. Quinze ou vingt minutes après l'heure X, les premières unités constitutionnalistes pénétreront dans la capitale et en occuperont les points stratégiques. Aucune résistance n'est prévue. La police est jugée faible militairement et peu désireuse de se battre. *Transportación* et *Intendencia* sont, sur le plan militaire, des nullités. *Polvorín* est constitutionnaliste. Le seul obstacle pourrait être non pas la Garde présidentielle, mais un détachement de blindés du CEFA —en général une dizaine de tanks et de chars d'assaut — qui est toujours stationné au Palais National. Mais Núñez Vargas possède une certaine autonomie de décision. S'il devait juger ses chances trop réduites, il pourra attendre l'arrive des unités du « centre ». Devant elles, le détachement du CEFA se rendra sans combattre. La libération de la capitale sera un jeu.

A San Isidro les conjurés du CEFA se sont déclarés prêts à arrêter Wessin. S'ils réussissent, la révolte aura triomphé en quelques minutes.

Ils échoueront, peut-être. Mais l'état-major de la conspiration regarde avec confiance vers les nombreux conjurés de la voisine « 19 de Noviembre ». Le plan *Enriquillo* ne retient que deux possibilités:

a) les officiers constitutionnalistes de la base obligent de los Santos à rallier la révolte. Les avions se préparent à décoller: si Hernando Ramírez l'ordonne, ils attaqueront le CEFA.

b) La « 19 de Noviembre » se déclare neutre. Les constitutionnalistes n'auront pas l'appui de ses avions — mais Wessin non plus.

Reste Santiago, capitale du Cibao, où se trouve la deuxième base aérienne du pays. La Fortaleza San Luis (EN) ralliera immédiatement la révolte. A la « Coronel Piloto Juan Antonio Minaya Fernández » la présence des blindés du CEFA compliquera à peine la tâche des conjurés. Le commandant de la base, le colonel Aristides Ramírez Gómez, a déjà fait savoir qu'il voyait le mouvement « avec sympathie ».[395] De nombreux officiers subalternes ont promis leur appui. Encouragés par les bonnes nouvelles qui parviendront de la capitale — et appuyés, si nécessaire, par les troupes de la Fortaleza San Luis — ils neutraliseront les hommes de Wessin. Les pilotes de la base seront prêts à bombarder le CEFA. Ils l'ont promis.

Le plan *Enriquillo* reposait sur un certain nombre d'hypothèses, sans lesquelles il serait incompréhensible.

1) Le facteur surprise.

2) La simultanéité de l'action des unités du « centre » et des conjurés de la « péripherie ».

3) L'attitude de la population.
Son rôle est à la fois limité et décisif. A aucun moment les leaders de la conspiration n'ont envisagé la possibilité d'armer le peuple.[396] Ce sont les militaires qui réaliseront le « contre-coup ». Il n'y aura pas de révoltes populaires, d'anarchie, de sang inutilement versé. L'action se fera dans l'ordre, dans la discipline.
Mais le rôle de la population n'en est pas moins important. Et c'est ici que le PRD doit entrer en action. Il exhortera les masses, dans la capitale comme dans les autres villes du pays, à se lancer dans la rue, pour manifester — verbalement — leur soutien au mouvement. Et ce soutien, qu'appuient les fusils et les mitrailleuses des rebelles, sera un argument de choix pour pousser beaucoup d'officiers supérieurs à rallier la révolte.

4) L'attitude des Etats-Unis.
Juan Bosch a parlé, et les militaires lui font d'autant plus confiance que ses conclusions rejoignent les leurs: les Etats-Unis verront le « contre-coup » avec hostilité, mais ils n'agiront pas. En Amérique latine, l'ère des interventions armées est révolue.
Les Américains essayeront-ils au moins de pousser des officiers dominicains à résister à la révolte? Aucun des leaders de la conspiration ne paraît s'être attardé sur cette question. La victoire sera si rapide. Washington sera confronté au fait accompli avant même d'avoir eu le temps d'amorcer une réaction.

5) L'attitude de très larges secteurs des Forces Armées dominicaines.
   a) Le Groupe de San Cristobal.
   Désormais trop affaibli pour poursuivre ses ambitions, le Groupe de San Cristobal ralliera très vite la révolte. Entre Bosch et Reid Cabral, comment pourrait-il hésiter? Et le bataillon Mella — le troisième et dernier des bataillons d'élite de l'armée de terre — viendra grossir les rangs des forces constitutionnalistes.
   b) La Marine
   D'emblée, San Souci sera constitutionnaliste, grâce aux hommes-grénouilles de Montes Arache. Haina suivra, bientôt,[397] et Las Calderas aussi.[398] Surpris par une révolte qui contrôle rapidement les principales villes du pays, Rivera Caminero choisira la neutralité — pour se ranger sitôt après du côté du plus fort, c'est-à-dire des constitutionnalistes. Beaucoup de ses officiers, même parmi ceux qui ne sont pas dans la conspiration, exigeront son ralliement: la Marine est l'« arma limpia », elle ne s'opposera pas au retour à la constitutionnalité.
   c) La Police.
   A Santo Domingo elle sera neutre.[399] Ailleurs aussi, et pour les mêmes raisons.
   d) Les *Fortalezas* de l'intérieur et la base aérienne de Barahona.

Dans quelques cas le ralliement sera immédiat. A Neiba sans doute, peut-être à La Vega.[400] Ailleurs, les commandants hésiteront, pour ensuite se rallier — par opportunisme, comme toujours.
Seule la « Capitán Piloto Rafael A. Davila Quezada » de Barahona pourrait jouer un certain rôle, grâce aux quelques avions dont elle dispose. Les constitutionnalistes n'ont pas de contacts dans cette base, mais ils se sentent assurés de sa neutralité: l'opportunisme de ses officiers, et la pression populaire, en sont les meilleurs garants.

Reste le CEFA.

Elias Wessin, homme fort d'un gouvernement qui aura cessé d'exister, se résignera à l'inévitable. Abandonné par la « 19 de Noviembre », abandonné par tous, il cédera face à une révolte dont la force grandit d'heure en heure et qui jouit du soutien d'une population enthousiaste. Déjà, il aura perdu une dizaine de ses blindés — ceux détachés au Palais National; des centaines de ses soldats seront peut-être dans la capitale, coupés du CEFA.[401] Beaucoup de ses officiers l'abandonneront: pourquoi s'exposer à la mitraille des avions de Santiago — auxquels pourraient s'ajouter ceux, plus nombreux, de la « 19 de Noviembre »? Une offensive contre la capitale n'aurait aucune chance de succès et même une attaque contre la « 19 de Noviembre » serait trop dangereuse.[402]

Confrontés à un adversaire qu'ils méprisent, Hernando Ramírez et ceux qui l'entourent croient à une victoire rapide. Il n'y aura pas de guerre civile, quelques rafales suffiront. La démonstration de force d'hommes capables et résolus anéantira la volonté de résistance de ceux qui sont des lâches, des incapables. Au bout de quelques heures un avion quittera la République Dominicaine, un autre arrivera à Punta Caucedo.[403] Dans le premier, Wessin — dans l'autre, Juan Bosch. La Constitution sera rétablie, et Bosch reprendra la place qui est la sienne jusqu'au 27 février 1967. Vainqueurs, les militaires constitutionnalistes rentreront dans leurs casernes, entourés du respect d'une population en liesse.

Bosch, les Molina Ureña, les Peña Gómez connaissent et approuvent le plan *Enriquillo*. Pour leur part, ils ont bien travaillé. Le Pacte de Rio Piedras, le manifeste des « Profesionales e Intelectuales Dominicanos », ces listes avec des milliers de signatures qui exigent le « retour à la constitutionnalité sans élections », ont fourni ample matière à réflection à ces officiers qui hésitaient. En même temps, dans les coulisses, des conversations ont été engagées avec les « duros » du PRSC et avec les dirigeants de la CASC. Les uns et les autres ont donné leur adhésion à un mouvement dont ils ne connaissent que les grandes lignes.

Mais les « révolutionnaires » du PRD sont allés encore plus loin: ils ont fait des ouvertures au IJ4.[404]

Hernando Ramírez et l'énorme majorité de ses officiers ignorent tout de ces contacts. Ils sont très hostiles au IJ4, ils le jugent « castro-communiste ». Beaucoup d'entre eux abandonneraient un mouvement souillé par la présence *catorcita.*

Les « modérés » également sont tenus dans l'ignorance, pour les mêmes raisons.

Pourtant les ouvertures faites aux *catorcitas* avaient un caractère bien limité. Peña Gómez et ses amis ne voulaient pas faire du IJ4 le partenaire du PRD, lui révéler les secrets du Mouvement *Enriquillo*, lui offrir une place dans la conspiration. Ils voulaient tout simplement informer un parti pour lequel ils éprouvaient une certaine sympathie des intentions du PRD: un coup militaire allait avoir lieu. Il serait très différent de tous ceux qui avaient lieu, chaque année, en Amérique latine. A l'heure X le IJ4 serait alerté. Ses partisans pourraient se lancer dans la rue, côte à côte avec les « juan-boschistes », crier leur soutien à la révolte militaire. Le gouvernement constitutionnaliste recommencerait dans une atmosphère de confiance entre perredeistes et *catorcitas*.

Par d'autres sources aussi, les dirigeants du IJ4 recevaient quelques renseignements sur la conspiration. Oscar Santana, membre du Bureau militaire et fils d'un dirigeant perredeiste « révolutionnaire », était informé par son père des buts du mouvement. Egalement quatre officiers du « Grupo de la Bomba » — parmi eux Jesús de la Rosa, García Germán et « El Gato » — se mettaient en contact avec les *catorcitas*. Ces officiers, qui appartenaient à la minorité « radicale » du mouvement constitutionnaliste, étaient plus proches du IJ4 que du PRD. Ils auraient voulu que les *catorcitas* aient une part dans la révolte, même extrêmement modeste, de façon à en accentuer le contenu social.

Le IJ4 refusa les avances des uns et des autres. Aucun accord n'était possible avec le PRD. Il y avait peut-être dans le PRD quelques dirigeants honnêtes — Peña Gómez, par exemple — mais ils n'étaient eux-mêmes qu'un jouet dans les mains des véritables maîtres: « El PRD actualmente, tiene una dirigencia que permite decir sin mucho margen para la equivocación que está abiertamente en manos del imperialismo y la oligarquia. Nos referimos en particular a sus organismos dirigentes principales en donde predomina la alta clase media unida a representantes de la burguesía importadora (Martínez Francisco ... Mainardi Reyna, etc.) ».[405]

Quant à Bosch, l'exilé de Porto Rico (Etats-Unis!), il était, depuis toujours, le Betancourt dominicain.[406]

Et voilà Peña Gómez qui venait et racontait que le PRD conspirait avec des militaires. Les *catorcitas* avaient appris la leçon douloureuse de novembre-décembre 1963. Ils savaient à présent qu'il n'y avait pas de secteurs honnêtes au sein des forces armées dominicaines. Il y avait seulement des assassins, les assassins de Manolo.

Le PRD conspirait? Il ne pouvait le faire qu'avec l'approbation de ses maîtres américains. « Los yanquis han visto el auge de la lucha popular y quieren desviarla »:[407] la « ficha » Reid Cabral, complètement usée, serait remplacée par la « ficha » Juan Bosch. Le PRD et ses satellites — les « social-pistolas » d'Antonio Rosario et Caonabo Javier[408] — « se preparan a convertirse en la carta final de los gringos ».[409] Le rôle du peuple, dans cette triste histoire, serait de servir de « turba » — des moutons dociles que l'on ramènerait plus tard, à coups de crosse, dans leurs taudis. Quant à l'extrême gauche — et au IJ4 en particulier: « La CIA ... la CIA si sabe; Quiere repetir lo de Iraq ».[410]

Face aux plans ténébreux de l'impérialisme on s'imaginerait les leaders du IJ4 à l'affût, anxieux d'arracher aux Peña Gómez, aux Jesús de la Rosa, autant

de renseignements que possible. Il n'en fut rien. Les dirigeants *catorcitas* n'arrivaient pas à prendre au sérieux les « juan-boschistes ». Le PRD conspirait, sans doute, il palabrait avec quelques chefs militaires, et se réjouissait des vagues encouragements de quelques agents « gringos »: les Etats-Unis, on le savait bien, étaient comme une pieuvre aux cent bras — chaque bras ignorait ce que faisait l'autre. Mais Donald Reid restait le favori de Washington.

Trop absorbés par leurs luttes intestines, les dirigeants du IJ4 n'avaient pas de temps pour les intrigues des perredeistes — « a Donald Reid lo han tumbado 60 veces con la boca ».[411]

Pourtant il y eut une exception dans la vague de folie qui secouait le IJ4: le Bureau militaire.

Le paradoxe est évident: les dirigeants du Bureau militaire étaient les « ultras », les « têtes chaudes » du parti. Ils furent, dans cette occasion, les seuls à faire preuve de sens politique.

Peut-être cela s'explique, du moins en partie, par le rôle d'Oscar Santana. Grâce à son père, il était convaincu que la conspiration était réelle et qu'elle n'était pas une menée réactionnaire. Et Oscar était un membre important du Bureau militaire.

Aussi, il faut faire part à l'amitié qui unissait certains dirigeants du Bureau militaire à deux officiers « radicaux » du « Grupo de la Bomba » et à un capitaine en service actif, « constitutionnaliste de viejo cuño ».

Bref, le Bureau militaire « entra » dans la conspiration — pour se heurter, du même coup, aux réserves de ceux-là mêmes qui s'étaient approchés de lui. Il offrait de coopérer avec les conjurés à la préparation de la révolte — cette offre fut refusée. Il demanda de recevoir des armes — cette demande aussi fut rejetée. Comme déjà pour le CECP du parti, les conjurés — civils et militaires — n'offraient au Bureau militaire qu'une participation secondaire: ils l'informèrent des buts de la conspiration, il lui demandèrent d'appuyer le « contre-coup », dès qu'il aurait lieu. Mais cet appui devrait se manifester pacifiquement — par la mobilisation des sympathisants *catorcitas* — en aucune façon par des actions militaires.

Le Bureau militaire se plia aux conditions qui lui étaient faites. Il se savait trop faible pour pouvoir marchander, et convaincu d'ailleurs que la conspiration n'était pas une menée de l'impérialisme. Elle était un mouvement « democrático-burgués »[412] qui représenterait un pas en avant, dans le processus historique dominicain, par rapport à la dictature de Reid Cabral. Il gardait cependant l'espoir, une fois la révolte déclenchée, de donner aux mobilisations de masse un caractère plus avancé.

En même temps, le Bureau militaire essaya de faire revenir le CECP sur son refus méprisant. Non seulement il n'eut aucun succès, mais le CECP infligea à Oscar Santana « una dura critica y amenaza de sanciones "por dejarse arrastrar en un plan golpista de clara factura imperialista" ».[413]

Cette différence d'optique contribuait à aggraver les relations entre le CECP et le Bureau militaire. Mais ce dernier poursuivit ses contacts avec les conjurés — ce qui témoigne de la faiblesse de ses liens avec le Comité Central de son parti.

Une dernière fois, le 19 avril, « ante el inminente desenlace de la situación

política, Oscar tocó a las puertas de la dirección del 14 de Junio. Iba despeinado y nervioso, tragandose las palabras:

— "je vous demande d'aller, aujourd'hui même, à une réunion avec des dirigeants du PRD".

— "qu'est-ce qu'il y a, Oscar"?

— "que, que ... ce qu'il y a? Il y a que Donald Reid Cabral est sur le point de tomber".

— "Ah! Toujours toi avec tes illusions".

— "Non. Non. Non. Non. Vous devez aller parler avec eux. C'est très serieux. J'ai déjà trouvé une maison pour la réunion et je leur ai dit de vous attendre pour 4 heures. Il n'y a plus qu'une démi-heure".

— "Bon ... Dans quel merdier tu peux mettre les gens! En avant, marche!" ».

El miércoles 21 en la noche, el Comité Central conoció como información los datos aportados por el PRD sin darle mucha importancia. Alguien murmuró, asintiendo todos:
"El que le hace caso a los rumores de golpe de estado no trabaja ..."
[Le CECP était] absorbido por la lucha interna e ideologica ... la situación política nacional no fué inscrita en la agenda ».[414]

Avril 1965. En République Dominicaine la situation est chaotique — mais elle l'est depuis si longtemps déjà.

Chaque jour dans les cafés de la rue El Conde, chez des amis le soir, au cours des cocktails officiels aussi, les « milieux bien-informés » discutent des derniers complots contre le gouvernement — ils en discutent depuis si longtemps ... « el golpe es el pan nuestro de cada día ».[415]

On parle également de Bosch, de son « endemic plotting ».[416] Certains vont jusqu'à « découvrir » une conspiration pour assassiner Reid Cabral où se retrouveraient, tous ensemble, « Juan Bosch con Severo Cabral, ... Joaquín Balaguer con Luis Amiama Tió, ... Mario Read Vittini con todos los demás ».[417] Et on discute aussi des contacts du PRD avec le Groupe de San Cristobal — mais le sujet est trop vieux, et Montás Guerrero et les autres officiers du clan ne représentent plus une force réelle.

En matière de conspirations, Reid Cabral et l'ambassade américaine en savent, jusqu'au début d'avril, aussi peu que les « bien-informés » — jusqu'au jour où un lieutenant de la Garde présidentielle se présente chez le Triumvir et lui révèle que le lieutenant-colonel Hernando Ramírez a essayé de l'embaucher dans un mouvement contre le gouvernement.

Et la routine commence. Reid Cabral convoque Hernando Ramírez. Celui-ci nie les accusations et demande, en vain, d'être confronté à son accusateur.

« El golpe es el pan nuestro de cada día » ... s'il fallait limoger tous les officiers dont on dit qu'ils complotent, le Triumvir se retrouverait seul avec Wessin et son CEFA. Fidèle aux consignes de prudence qu'il a lui-même données,

Hernando Ramírez a révélé très peu à son dénonciateur. Reid Cabral ignore qu'il a devant lui le chef militaire d'une vaste conspiration, l'organisateur de ce mouvement dont Fernández Domínguez a été l'inspirateur. Hernando Ramírez quitte le Palais National sans qu'aucune mesure ne soit prise à son encontre.

Mais avec insistance, bien qu'imprécises, d'autres informations arrivent, relatives aux activités séditieuses d'officiers des camps « 16 de Agosto » et « 27 de Febrero ». Il est clair, désormais, qu'une conspiration s'organise; cependant elle paraît se réduire aux velleités d'un groupuscule d'officiers — des bavards qui n'oseront jamais défier le CEFA.

Sans hâte, sans crainte, Reid Cabral prend les premières mesures. A partir de la deuxième moitié d'avril, une dizaine d'officiers subalternes du « 16 de Agosto » et du « 27 de Febrero » sont transférés dans des *Fortalezas* de l'intérieur, ou limogés des Forces armées.

Pour les conjurés, l'avertissement est de poids. Le 21 avril a lieu à Nigua la dernière réunion de l'état-major du mouvement *Enriquillo*. Deux décisions sont prises. Le jour J est fixé au lundi 26 avril. Mais si le Triumvirat arrêtait ou limogeait d'autres officiers constitutionnalistes, le « contre-coup » serait déclenché « en seguida ».[418]

Chapitre IV

1. Bosch était déporté, le 28 septembre. Il s'établissait dans la voisine San Juan de Porto Rico, d'où il lui serait relativement facile de maintenir les contacts avec ses partisans en République Dominicaine.
D'autres leaders perredeistes étaient déportés. Parmi eux le président du parti, Angel Miolán; le vice-président de la République, Segundo Armando González Tamayo; le président du sénat, Juan Casasnovas Garrido.
Seulement en quatre jours, du 25 au 28 septembre, une trentaine de personnalités — presque toutes du PRD — furent déportées (*New York Times*, 29 septembre 1963, p. 38).

2. Décret I du 25 septembre 1963; *Gaceta Oficial* n° 8791 du 30 septembre 1963, p. 15.

3. Cardenas: « La Universidad » (IX). *Renovación*, n° 148, 23-29 décembre 1969, p. 13.

4. « Acta de Juramentación del Triunvirato », du 26 septembre 1963. *Gaceta Oficial* n° 8791 du 30 septembre 1963, p. 13.

5. Emilio de los Santos était considéré un « buen viejo » (interview d'Ivelisse Prats-Ramírez de Pérez). Issu d'une famille aisée, mais non riche, de l'« alta clase media », il n'appartenait pas, à proprement parler, à la « gente de primera » — mais celle-ci l'avait facilement adopté, car il était utile.
Il était un des très rares Dominicains qui, sous l'« Era », avaient refusé de se joindre au choeur des sicophants. En dépit des pressions, jamais il ne s'était inscrit au parti officiel. Plus tard, en 1962, il avait été nommé président de la *Junta Central Electoral*. Une fois de plus, son comportement avait été jugé digne de respect. Et si le pays avait pu connaître ses premières élections libres depuis 1924, une partie de mérite était attribuée à « don Emilio ».
Autre était le cas de Manuel Enrique Taváres Espaillat. Il n'était ni « bueno » ni « viejo ». Jeune, riche, ambitieux, il appartenait à une des plus puissantes familles « de primera ». Membre de l'UCN, il avait été successivement, sous le Consejo, ministre des Finances et président de la *Corporación de Fomento Industrial de la República Dominicana*. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, la victoire de Bosch avait signifié l'abstinence. Avec ses frères *cívicos*, il avait combattu le « démagogue ». Il revenait, maintenant, occuper « sa » place.

Issu d'une famille relativement modeste, Ramón Tapia Espinal avait grandi sous la protection de Rafael Bonnelly, son professeur, sous l'« Era », à l'université de Santo Domingo. Ses études de droit terminées, le jeune Tapia avait commencé à travailler dans le bureau d'avocat de son protecteur. Plus tard, dans la « belle époque » du Consejo, celui-ci l'avait fait nommer Ministre (d'abord d'Industrie et Commerce, ensuite de la Présidence). Et maintenant, en septembre 1963, Tapia devenait Triumvir: c'était Bonnelly, par personne interposée, qui s'installait au gouvernement.

6. CARDENAS: « La Universidad » (IX). *Renovación*, nº 148, 23-29 décembre 1969, p. 13.

7. Pour la composition du Cabinet, cf. décret 2 du 27 septembre 1963; *Gaceta Oficial* nº 8791 du 30 septembre 1963, pp. 17-19.

8. Décret 22/1,2 du 4 octobre 1963; *Gaceta Oficial* nº 8792 du 5 octobre 1963, p. 20. Mais Luna ne pourra pas obtenir ses Hawker Hunter (cf. *supra*, ch. III, note 335): « Great Britain ... did stop the sale » (MARTIN, *op. cit.*, p. 613).

9. Décret 22/1,3 du 4 octobre 1963; *Gaceta Oficial* nº 8792 du 5 octobre 1963, p. 20.

10. Décret 22/1,4 du 4 octobre 1963; *Gaceta Oficial* nº 8792 du 5 octobre 1963, p. 20.

11. Cf. *infra*, pp. 169-171.

12. « General Belisario Peguero Guerrero, chief of the National Police and a strong opponent of Communism and Castroism, said in an interview that 700 persons had been arrested since Wednesday [25 septembre] morning in Santo Domingo alone. Other estimates place the number of arrests well in excess of 1.000 » (*New York Times*, 27 septembre 1963, p. 1).

13. Pour l'attitude des partis de l'extrême gauche — et en particulier du 1J4 — cf. *infra*, pp. 160-167.

14. « Recuento de los más importantes Sucesos Nacionales del 1963 ». *Ahora*, nº 51, 10 février 1964, p. 38.

15. Pour cette description nous nous appuyons surtout sur le *Listin Diario* du 26, 27 et 28 septembre 1963.

16. MARTIN, *op. cit.*, p. 600.

17. *Washington Post*, 15 décembre 1963.

18. Cf. *Ley* 68; *Gaceta Oficial* nº 8812 du 30 novembre 1963, pp. 4-5.

19. *Washington Post*, 15 décembre 1963.

20. Cf. *Ley* 6 du 8 octobre 1963 « que prohibe la organización, existencia y actividades de los partidos comunistas y dicta otras disposiciones » (*Gaceta Oficial* nº 8793 du 9 octobre 1963, pp. 17-19). Cf. *Ley* 62 du 23 novembre 1963, *Gaceta Oficial* nº 8811 du 27 novembre 1963, pp. 3-4 (« aplicación de penas a las violaciones de las disposiciones que prohiben la entrada al país de personas que figuran en listas notificadas a empresas de transportes »). Cf. *Ley* 144 du 19 février 1964, *Gaceta Oficial* nº 8834 du 20 février 1964, p. 7 (art. I: « toda persona que viaje a un país situado tras de la 'cortina de hierro', a China Comunista o a Cuba, sin la autorización del Poder Ejecutivo, no podrá reintegrarse al país durante un término de dos años, a partir de su salida del último de esos países visitados »).
Contrairement au PSP et au MPD, la *Ley* 6 ne visait pas le 1J4. Le parti ne sera déclaré illégal que le 2 décembre (*Ley* 77, *Gaceta Oficial* nº 8813 du 5 décembre 1963, pp. 20-21). Mais en fait la persécution des *catorcitas* était commencée le jour même du coup d'Etat, et leur siège avait été saccagé et fermé.

21. MARTIN, *op. cit.*, p. 596.

22. Général Viñas ministre des Forces armées du Triumvirat, à Spencer King, conseiller de l'ambassade américaine à Santo Domingo. Cité dans MARTIN, *op. cit.*, p. 606.

23. Pour cette section, qui traite d'une des périodes les plus douloureuses de l'histoire du 1J4 (cf. *infra*. pp. 160-167), nous avons eu recours — en plus d'une abondante documentation écrite — à toute une série d'interviews. La liste qui suit comprend les noms des principaux acteurs interviewés:
— Fidelio Despradel Roque: membre du CEC du 1J4 qui participa à la guérilla *catorcita* de novembre-décembre 1963.
— Emilio Cordero Michel: membre du CEC du 1J4 qui participa à la guérilla *catorcita*.
— Marco Rodríguez Sánchez: membre du 1J4.
— Jimmy Durán Hernando: membre du CEC du 1J4 (à l'époque à Cuba).
— Norge W. Botello Fernández: membre du CEC du 1J4 (à l'époque à Cuba).
— Rafael F. Fafa Taveras Rosario: membre du CEC du 1J4 (à l'époque à Cuba).
— Baby Mejía Lluberes: « cuadro medio » du 1J4.
— María Elena Muñoz Marte: « cuadro medio » du 1J4.
— Carmen Josefina Lora Iglesias: membre de la guérilla du 1J4.
— « Marcelo »: membre de la guérilla du 1J4.
— Emma Tavárez Justo: « cuadro medio » du 1J4; soeur de Manolo Tavárez Justo.

— Evelio Hernandez Brito: « cuadro medio » du 1J4; dirigeant ouvrier à l'armurerie gouvernementale de San Cristobal.
— Felix S. Ducoudray Mansfield: membre du Secrétariat National et du CC du PSP.
— Narciso Isa Conde: « dirigente medio » du PSP.
— Asdrúbal Domínguez Guerra: « dirigente medio » du PSP.
— José Israel Cuello Hernandez: « dirigente medio » du PSP.
— Luis R. Sánchez Cordova: membre du CC du MPD.
— Monchín Pinedo Mejía: membre du CC du MPD.
— Tonito Abreu Flores: « cuadro medio » du PRD.
— Ivelisse Prats-Ramírez de Pérez: « cuadro medio » du PRD.
— Juan Isidro Jimenes Grullón: president de l'ASD.
— Pedro M. Casals Victoria: dirigeant de l'ASD et ministre des Finances du Triumvirat.
— Emilio de los Santos: président du Triumvirat.

24. TAVAREZ JUSTO, Manolo: Discours du 14 juin 1962. *El Caribe,* 16 juin 1962, p. 5.

25. Interview d'Emilio Cordero Michel.

26. Lettre de Leandro Guzmán Rodríguez, à l'époque secrétaire général du 1J4 (Mexico, D.F., 12 avril 1965). Archives de l'auteur.

27. Ces propos auraient été tenus par Fidelio Despradel à José Israel Cuello (interview de José Israel Cuello). Que cette phrase ait effectivement été rapportée, à huit ans de distance, avec une précision absolue, peu importe. Ce qui est certain c'est que la crainte de la réaction des Cubains fut l'un des facteur principaux qui poussèrent les « ultra-duros » — et Fidelio parmi eux — à la guérilla.

28. TAVAREZ JUSTO, Manolo: Discours du 14 juin 1962. *El Caribe,* 16 juin 1962, p. 5.

29. La République Dominicaine est divisé en 26 provinces et un District National qui comprend la capitale et le territoire avoisinant.

30. Interview d'Emma Tavárez Justo et de Marco Rodríguez Sánchez.

31. Interview d'Emma Tavárez Justo.

32. Dans les pages qui suivent, nous mettrons souvent l'accent sur Polo Rodríguez. Car c'est Polo qui, au cours de cette période, sera le plus actif des dirigeants du 1J4. C'est lui notamment qui exercera de fait un véritable contrôle sur le Comité Militaire et sur l'*Infra-estructura,* c'est en lui que les « ultra-duros » reconnaîtront leur leader. Toujours Polo, enfin, mènera les entretiens avec les alliés potentiels du 1J4.

33. PSP (CC): « La Lucha del Pueblo puede derrotar la Dictadura! », 23 novembre 1963, p. 9. Archives de l'auteur.

34. *Loc. cit.*

35. PSP (CC): « Declaración del Comité Central del PSP »; 30 janvier 1964, p. 4. Archives de l'auteur.

36. *Ibid.,* p. 3.

37. Nous pensons en particulier aux dernières conversations qui eurent lieu à l'Université de Santo Domingo entre des dirigeants universitaires du PSP et certains des dirigeants universitaires du 1J4 qui se préparaient à partir pour la guérilla. De vieilles et solides amitiés les unissaient. Les pesepeistes étaient convaincus que la défaite — et probablement la mort — attendaient leurs amis. Certains des *catorcitas* le savaient aussi. Ils partaient quand même, comme Manolo, « craignant le déshonneur » (interviews de José Israel Cuello et d'Asdrúbal Domínguez Guerra).

38. Sans doute le MPD n'avait pratiquement plus de « bras armé » (cf. *supra,* ch. III, pp. 106-107). Mais tout est relatif. Telle était la faiblesse militaire du 1J4, que même l'apport d'un MPD aurait pu ne pas être négligeable.

39. Certains iront jusqu'à dire que López Molina n'alla à Cevicos qu'après en avoir informé le général Belisario Peguero, chef de la police, et avoir fixé avec lui les modalités de son arrestation. Il ne ce serait agi, bref, que d'une comédie honteuse destinée à tromper le public.

Mais beaucoup plus sérieuse nous paraît la thèse de ceux qui voient dans l'« épopée » de Cevicos non pas un acte de trahison, mais une manifestation de plus de l'infantilisme ultra-gauchiste du parti, et de son « vanguardismo en la insurrección ». D'après cette dernière version López Molina, devant l'impossibilité d'arriver à un accord avec le 1J4, aurait voulu prendre de vitesse les *catorcitas* et conquérir pour le MPD le « mérite historique » d'avoir commencé la guérilla en République Dominicaine — ce qui, espérait-il, ne manquerait pas d'impressionner très favorablement les Cubains.

Très sobrement, enfin, l'histoire officielle du parti expliquera: « en octubre de 1963 nuestra organización se vió forzada, debido a las condiciones represivas en la ciudad, a trasladar hombres y armas a la zona montañosa de Cevicos sin tener todas las condiciones necesarias para dar tal paso. Este intento insurreccional obtuvo un completo fracaso

que fué utilizado por los revisionistas para desacreditar el método de la lucha armada» (MPD: « Documentos », pp. 28-29).

40. Toujours pour cette raison Polo préféra ne pas aider certains « cuadros jovenes» du PRD — tel Rafael Gamundi Cordero — qui s'efforçaient d'organiser une colonne perredeiste qui participerait à la guérilla du lJ4.

41. CORDERO MICHEL, Emilio: « Ningún Movimiento Armado aislado de las masas puede triunfar » — interview accordée à Bolivar A. Reynoso. *Que?*, no 6, p. 14. Ci-après: CORDERO MICHEL: « Ningún ».

42. Pour le cas d'Ozuna nous ne disposons que des témoignages oraux d'Emma Tavárez Justo et Marco Rodríguez Sánchez, qui affirment avoir lu le procès-verbal de son interrogatoire. Pour ce qui est de Leandro Guzmán, en revanche, nous disposons de deux documents: a) « Interrogatorio Practicado Al Nombrado José Ramón Leandro Guzmán Rodríguez En Relación A Asuntos Que Le Interesan A La Policía Nacional »; Santo Domingo, D.N., 8 novembre 1963 (Archives de l'auteur) et b) « Interrogatorio Adicional al Ingeniero Leandro Guzmán Rodríguez En Relación A Asuntos Que Le Interesan A La Policía Nacional »; Santo Domingo, D.N., 11 novembre 1963 (Archives de l'auteur).

43. Interview d'Ivelisse Prats-Ramírez de Pérez.

44. Interview d'Emma Tavárez Justo.

45. Interview de C. Josefina Lora Iglesias.

46. *El lJ4,* 5 décembre 1963, p. 1. Dans chaque front, à côté du commandant, il y avait un « asesor político ».

47. CORDERO MICHEL: « Ningún », p. 14.

48. *Loc. cit.*

49. *Loc. cit.*

50. Interview de María Elena Muñoz Marte.

51. Interview de Marco Rodríguez Sánchez.

52. Vers le 15 décembre, cinq des six fronts avaient cessé d'exister. Pour le sixième et dernier front, cf. *infra,* pp. 165-166.

53. Todemann, « a sabiendas de que les vendía [a los catorcitas] armas inservibles, los incitó a que fueran a la loma » (Déclaration de Juan José Matos Rivera, dirigeant *catorcita* qui participa à la guérilla. *El Caribe,* 26 janvier 1965, p. 10). Personne ne doute plus, en République Dominicaine, que Todemann trahissait le lJ4. Etait-il un agent de la CIA? Nombreux sont ceux qui l'affirment, mais nous ne disposons d'aucune preuve formelle.

Les autres contacts dont le lJ4 disposait à l'armurerie de San Cristobal étaient beaucoup moins importants. Leur tâche était surtout de procurer au parti des munitions. Ils furent presque tous arrêtés après le *golpe* (interview d'Evelio Hernandez Brito).

54. CORDERO MICHEL: « Ningún », p. 14. Cordero Michel était l'« Asesor Político » du front.

55. *Loc. cit.*

56. *Loc. cit.*

57. *Loc. cit.*

58. Le lieutenant Hugo Victor Manuel Román préférera s'échapper avec son avion à Porto Rico, plutôt que de participer aux opérations aériennes contre les guérilleros.

59. DESPRADEL ROQUE, Fidelio: interview accordé à *Que?,* no 4, p. 15. Despradel était le commandant du front. Cependant la présence de Manolo Tavárez, « Comandante Supremo » de la guérilla, le réduisait automatiquement au rang de commandant en second.

60. Interview d'Emma Tavárez Justo. Fidelio Despradel expliquera par la suite qu'il était parti pour établir une liaison avec des *catorcitas* de la voisine ville de San José de las Matas. Mais une autre version, vers laquelle — pour maintes raisons — nous penchons, soutiendra que Fidelio, craignant pour sa vie, abandonna la guérilla. Quelle que soit la vérité, Fidelio Despradel fut fait prisonnier, et sauva sa vie.

61. Interview d'Emma Tavárez Justo.

62. CORDERO MICHEL: « Ningún », p. 15.

63. *Loc. cit.*

64. *Loc. cit.*

65. *Loc. cit.*

66. *Loc. cit.* Parmi eux, Cordero Michel.

67. L'épisode est décrit par Cordero Michel - le seul survivant - dans son interview à *Que?* (CORDERO MICHEL: « Ningún », p. 15). Plus riche en détails est la lettre qu'il fera parvenir, quelques semaines après son arrestation, au Directeur du *Listin Diario,* mais que celui-ci choisira de ne pas publier (Archives de l'auteur).

68. CORDERO MICHEL: « Ningún », p. 15.

69. Interviews d'Emilio de los Santos, Juan Isidro Jimenes Grullón, Pedro Manuel Casals Victoria. Emilio de los Santos participa à la réunion.

70. Interview de Marco Rodríguez Sánchez.
71. Manuel Aurelio (*a*) Manolo Tavárez Justo et Hipolito (*a*) Polo Rodríguez Sánchez.
72. Aux quatre « exilés » du 13 septembre 1963 s'ajoutait Marco Rodríguez Sánchez. Ce dernier avait été envoyé à Cuba, quelques jours avant l'insurrection, pour informer les Cubains des intentions des *catorcitas.*
73. Leandro Guzmán R. et Daniel Ozuna H., arrêtés le 6 novembre. Emilio Cordero Michel, Fidelio Despradel Roque, Luis Genao Espaillat et Juan Miguel Román, capturés lors de la guérilla.
74. CORDERO MICHEL: « Ningún », p. 15.
75. Cf. *infra,* p. 198.
76. MARTIN, *op. cit.,* p. 631.
77. DRAPER, Theodore: *The Dominican Revolt. A Case Study in American Policy.* New York, Commentary, 1968, p. 8. Ci-après DRAPER. « The Dominican Revolt) ».
78. MARTIN, *op. cit.,* p. 722.
79. *Ibid.,* p. 613. Des divers éléments offerts par Martin, ce sont les deux premiers qui nous paraissent, de loin, les plus importants.
80. *Ibid.,* p. 611. « At first, the mild U.S. pressures focused on ways to return to constitutional rule, although not, let it be noted, to Bosch » (SLATER: « Intervention », p. 16). « I take it we don't want Bosch back », aurait dit J. F. Kennedy à Martin, le 3 octobre 1963 (MARTIN, *op. cit.,* p. 601). « No, Mr President ». « Why not? » « Because he isn't a President » (*loc. cit.*). En fait, la « First Position » du gouvernement américain demandait, « in exchange for recognition » (*ibid.,* p. 600): « Free political activity for non-Communist parties; restoration of some semblance of constitutionality by the appointment of Casasnovas [Casasnovas Garrido, le président du Sénat] to head the Triumvirate; reconstitution of the Cabinet to include PRDistas; removal of Wessin and Luna; honesty and efficiency in running the former Trujillo properties; social and economic reforms in accordance with the Alianza. We hoped for a presidential election in one year and on a new Constitution later » (*loc. cit.*).

« On October 24, a month after the golpe, we cabled the Second Position to the Embassy for action. This scenario abandoned entirely the idea of constitutionality and nearly abandoned the idea of getting rid of the military golpistas » (*ibid.,* p. 611). « And so on — we kept falling back to a Third Position, then a revised Third Position, then a Fourth Position, then a revised Fourth Position — it was all so complex we had to keep a flow sheet » (*ibid.,* p. 612).
81. *Ibid.,* p. 620.
82. *Ibid.,* p. 629.
83. *Loc. cit.*
84. *Ibid.,* p. 630. « I called Dungan and told him we must delay recognition no longer. Dungan agreed and said he would call George Ball. Early next morning — it was December 10, a Tuesday — Ed Martin [Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs] called a meeting. He said that at George Ball's request he had drafted a paper recommending recognition of both Honduras [un *golpe* venait d'y avoir lieu, le 3 octobre] and the Dominican Republic by next Monday at the latest » (*loc. cit.*).
85. Nos italiques.
86. MARTIN, *op. cit.,* p. 631. C'était bien un sentiment d'inquiétude que les *golpistes* voulaient inspirer aux « libéraux » américains (cf. aussi *supra,* 160). Ainsi, par exemple, « the Nuncio saw Bonnelly privately and sent word strongly recommending we recognize now. Bonnelly was frightened. He said the military seemed unable to cope with the guerrillas. An Air Force pilot had defected. The Triumvirate was fast losing power and talking, as usual, of quitting. U.S. recognition was essential, he said » (MARTIN, *op. cit.,* p. 631).
87. Interview d'Emilio de los Santos. Cf. également interviews de Juan Isidro Jimenes Grullón et de Pedro Manuel Casals Victoria.
88. Emilio de los Santos a préféré ne pas nous révéler le nom de son interlocuteur.
89. Le dialogue qui suit est tiré de notre interview d'Emilio de los Santos.
90. Pour de los Santos la tragédie était d'autant plus douloureuse que parmi les *catorcitas* assassinés à Las Manaclas se trouvait l'étudiant d'ingénierie Jesús Antonio (*a*) Tony Barreiro Rio. « Tony Barreiro ... estaba unido a él por los lazos sacramentales del bautismo católico. Y a Tony Barreiro le habían asesinado siendo de los Santos 'Presidente' del Triunvirato » (CARDENAS: « La Universidad », X; *Renovación,* no 149, 1-7 janvier 1970, p. 5).
91. *Resolución* 59/1; *Gaceta Oficial* no 8820 du 25 décembre 1963, pp. 3-4.
92. Cf. *supra,* ch II, p. 80 et surtout ch. III, p. 104.

93. *Resolución* 59/2 du 22 décembre 1963; *Gaceta Oficial* no 8820 du 25 décembre 1963, pp. 3-4.

94. MARTIN, *op. cit.*, p. 11.

95. Bonnelly « gathered around him men whom he regarded as his sons. Donny was one. Ramón Tapia, a volatile young lawyer ... was another » (*ibid.*, p. 90).

96. Cf. le décret 363 du 26 décembre 1963; *Gaceta Oficial* no 8822 du 31 décembre 1963, pp. 19-20.

97. Un dernier mot sur Juan Isidro Jimenes Grullón. Son cas est à part. Ce sont la haine contre Bosch, et l'ambition politique, qui le poussèrent à conspirer avec les pires éléments de la société dominicaine. Parmi ses amis du parti, beaucoup étaient malhonnêtes. Il est juste, dans leur cas, d'ironiser en parlant d'« abstinence ». Mais Juan Isidro ne fut pas voleur.

98. Nous appelons « modérés » ceux qui, ayant condamné le *golpe*, considèrent cependant qu'il faut accepter le fait accompli — toute autre voie étant trop coûteuse. Il ne leur reste donc qu'à espérer que le gouvernement fasse preuve de « bonne volonté ». C'est le parti de l'« opposition constructive ». Il est représenté, en ce moment, par toute une série d'associations professionnelles « de segunda » et, dans la presse, par le *Listin Diario* et, surtout, par *Ahora.*

99. FERNANDEZ-PEIX: « Se Comenta ». *Ahora*, no 49, 20 janvier 1964, p. 13.

100. LANDOLFI, Ciriaco: « Soluciones a la Crisis Nacional; la Formula de Santiago ». *Ahora*, no 60, 10 mai 1964, p. 18.

101. FERNANDEZ-PEIX: « Se Comenta ». *Ahora*, no 49, 20 janvier 1964, p. 13.

102. SANCHEZ CABRAL, Eduardo: « Donald Reid Cabral ». *Ahora*, no 75, 26 septembre 1964, p. 8. A l'époque du massacre des *catorcitas* Reid Cabral était en voyage officiel en Israel.

103. Personne ne saurait nier que trois des « hard-core members » de la conspiration contre Trujillo — Luis S. Estrella S., Juan T. Díaz Q. et Antonio de la Maza V. — avaient trouvé refuge chez le dr Robert Reid Cabral quelques heures après l'assassinat du dictateur. Mais la réalité s'oppose à la légende pour ce qui est du comportement du dr Reid Cabral. Celui-ci, « tan pronto se enteró de la muerte del Generalisimo, exigió que nos retiraramos » (Déposition du dr Marcelino B. Velez Santana du 6 juin 1961, en présence du dr Teodoro Tejeda Díaz - *procurador fiscal* du District National — et d'Enriquillo J. García — secrétaire. *Proceso Instruido con motivo de la muerte del Generalisimo Trujillo.* Servicio Judicial, Ciudad Trujillo, 8 août 1961, p. 2. Le Dr Velez Santana avait été forcé d'accompagner les trois conjurés chez Reid Cabral). C'est alors qu'Antonio de la Maza « haló la pistola y lo amenazó » (Déposition de Luis Salvador Estrella Sadhala du 5 juin 1961, faite en présence du Dr T. Tejeda Díaz et d'Enriquillo J. García. *Proceso Instruido con motivo de la muerte del Generalisimo Trujillo.* Servicio Judicial, Ciudad Trujillo, 8 août 1961, p. 3). Par surcroît, « Juan Tomas Díaz y Antonio de la Maza retenían al niño [un des fils de R. Reid Cabral] como rehén y lo amenazaban con esto » (*loc. cit.*).
Le refuge fut ensuite découvert par le SIM et Robert Reid Cabral arrêté, interrogé, mais relâché — ce qui était bien rare dans ces jours là. Il se suicida, peu après. Mais sa tragédie, aussi douloureuse soit-elle, n'en fait pas pour autant un héros de l'anti-trujillisme.

104. WIARDA: « The Aftermath », pp. 193-194.

105. Nous empruntons cette expression à ROCHE, John P.: « Return of the Syndicate ». *The New Leader*, 14 octobre 1963, pp. 5-8.

106. MONTALVO, Alvaro: « Las Cantinas Militares: Siguen siendo el principio del fin »? *Ahora*, no 60, 10 mai 1964, p. 7.

107. *Loc. cit.* Les Cantines Militaires avaient été introduites en République Dominicaine pendant l'occupation américaine (1916-1924). Elles furent ensuite abolies par Trujillo et rétablies par le Consejo de Estado.

108. WIARDA: « The Aftermath », p. 177.

109. « Quien ganó con el Cierre de las Cantinas? ». *Ahora*, no 66, 10 juillet 1964, p. 12.

110. *Loc. cit.* Le général Belisario Peguero Guerrero était le chef de la police; le colonel Hernán Despradel Brache est l'officier que Donald Reid Cabral choisira quelques mois plus tard pour remplacer Belisario Peguero (cf. *infra*, p. 185).

111. *Ibid.*, p. 11.

112. *Loc. cit.*

113. *Ibid.*, p. 13.

114. *Loc. cit.*

115. *Ibid.*, p. 11.

116. *Ibid.*, p. 12.

117. A partir de ce moment nous nous servons comme de synonymes du nom « Donald

Reid Cabral » et du terme « Triumvirat ». De plus en plus, en effet, le Triumvirat s'identifie à son président.
Tapia Espinal, le premier, abandonne. Il est contraint à démissionner, le 8 avril 1964, à cause d'un « rozamiento con un sector de las Fuerzas Armadas » (« Que hubo del 'Tercer Triunviro'? ». *Ahora,* no 71, 29 août 1964). Tavares Espaillat renonce à son tour, le 27 juin, « alegando que 'es bien sabido ... que yo no me siento llamado al afanoso quehacer político' » (*loc. cit.*). Ici encore, la cause véritable de la démission paraît être un « rozamiento » — mais, dans ce cas, avec Donald Reid Cabral.
La vacance laissée par le départ de Tapia Espinal est immédiatement remplie par le Dr Ramón Cáceres Troncoso. Dominicain « de primera », ancien membre de l'UCN, il fut successivement, sous le Consejo, ambassadeur et ministre des Finances. Contraint à l'abstinence par la victoire de Bosch, il redevient ambassadeur sous le Triumvirat, d'abord auprès de l'OEA, et ensuite à Rome.
Mais aucun successeur n'est choisi pour Tavares Espaillat. Tout en conservant son nom, le Triumvirat se transforme donc, dès juillet 1964, en un Duumvirat de fait. Un Duumvirat bien singulier, il faut le reconnaître. Seul Donald Reid Cabral, « el Triunviro no 1 » (FERNANDEZ-PEIX: « Se Comenta ». *Ahora,* no 72, 5 septembre 1964, p. 21), y jouit de la « libertad de expresión » (*loc. cit.*).
Quant à Cáceres Troncoso, il est l'associé silencieux, celui qui consent toujours. Il n'a de « rozamientos » avec personne — on a même du mal à s'apercevoir de sa présence.

118. « El Apocalipse Económico. La Verdad Desnuda Sobre los Contrabandos. Son Invulnerables los Contrabandistas Dominicanos? ». *Ahora,* no 90, 9 janvier 1965, p. 5. Ci-après: « La Verdad ».

119. *Listin Diario,* 22 décembre 1964, p. 6 (Editorial).

120. « La Verdad », *Ahora,* no 90, 9 janvier 1965, p. 6.

121. *Loc. cit.*

122. *Listin Diario,* 28 décembre 1964, p. 1.

123. « La Verdad ». *Ahora,* no 90, 9 janvier 1965, p. 5.

124. Certains ont voulu expliquer la débâcle économique du Triumvirat par la baisse des prix du sucre sur le marché mondial. Mais ils oublient qu'en 1964 la valeur totale des exportations dominicaines de sucre ne se réduisit que de $ 2,6 millions par rapport à l'année précédente: $ 88,7 millions en 1963 contre $ 86,1 millions en 1964 (SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION: *Comercio Exterior de la República Dominicana: 1964,* vol. XII. Santo Domingo, 1966, p. 2). Des esprits généreux, d'autre part, ont voulu voir, vers la fin du Triumvirat, une situation « of moderate upswing and of slow, gradual improvement » (WIARDA: « The Dominican Republic », p. 62). Mais tel n'est pas l'avis d'experts dominicains: « La lectura del último balance del Banco Central, al 31 de Marzo próximo pasado, nos ha causado una impresión deprimente y pesimista, ya que revela ... un peligroso deterioro de nuestra situación monetaria. La reserva bruta solo alcanzó en la referida fecha un monto total de $ 33.674.082,66 o sea la más baja del presente año. Dicha reserva que a fines del mes de Enero ascendía a $ 43.001.566,10 ha sufrido en consecuencia », en un lapso de 60 días, una disminución de casi 10 millones » (« La Situación Monetaria ». *Listin Diario,* 11 avril 1965, p. 6. Editorial). Cependant la dette publique de la République connaissait un « abultamiento espantoso » (« Profesionales e Intelectuales Dominicanos », 27 février 1965. *El Caribe,* 27 février 1965, p. 1). En 1964 la République Dominicaine contractait à l'étranger des dettes pour $ 131.931.223,28 contre un montant de $ 15.951.040,33 en 1963 (BANCO CENTRAL DE LA REPUBLICA DOMINICANA: *Deuda Externa de la República Dominicana.* Santo Domingo, novembre 1966, tableau no 5). Et ce processus continuait, en 1965. Par l'« Acuerdo de Prestamo » no 517-K-66 du 9 février, le gouvernement des Etats-Unis s'engageait à prêter au gouvernement dominicain, à travers l'AID, jusqu'à $ 10.000.000 (cf. *Ley* 610 du 11 février 1965; *Gaceta Oficial* no 8926 du 20 février 1965, pp. 7-23). Une semaine plus tard, un nouvel accord était conclu, qui portait sur un crédit d'un million de dollars (cf. *Ley* 625 du 20 février 1965; *Gaceta Oficial* no 8929 du 28 février 1965, pp. 26-45). D'autre part, le 22 février et le 26 mars, le Triumvirat ratifiait les emprunts no 517-L-004 et 517-K-003 conclus avec Washington respectivement le 30 novembre et le 18 août 1964, et qui portaient au total sur $ 5.500.000 (cf. *Resolución* 626 du 22 février 1965; *Gaceta Oficial* no 8930 du 6 mars 1965, pp. 3-22. Cf. *Resolución* 678 du 26 mars 1965; *Gaceta Oficial* no 8939 du 8 avril 1965, pp. 8-21).
« A slow, gradual improvement »? Le 25 septembre 1963 — le jour de la chute de Juan Bosch — le *Listin Diario* avait écrit: « la situación monetaria del país aun no puede calificarse de óptima, ni por lo menos de normal, pero es evidente sin embargo que el arduo proceso de recuperación se está llevando a efecto exitosamente » (*Listin Diario,* 25 septembre 1963, p. 6 - Editorial). Ce même journal écrivait, le 11 avril 1965 — quatorze jours avant la

chute de Reid Cabral: « Mientras el Gobierno no se decida a establecer un plan general de política económica ... es casi imposible que pueda vislumbrarse un futuro mejor para nuestro infortunado país » (« La Situación Monetaria ». *Listin Diario*, 11 avril 1965, p. 6. Editorial).

125. Martin, *op. cit.*, p. 638.

126. *Loc. cit.*

127. *Loc. cit.*

128. « ... A pesar de las asignaciones presupuestales a las fuerzas armadas, así como de las partidas correspondientes a la alimentación de sus miembros, los guardias comen mal. Quienes tienen la culpa de esto? Los sucesivos oficiales de Mesa, cuya designación es rotativa y que en su mayoría asumen ese cargo con el criterio de que es una 'jicotea' para obtener beneficios por comisiones de compra ... Hay que oir a las clases y alistados criticando los 'chaos' mal cocidos y a veces antihigiénicos, para asombrarse.
Asimismo, otra displicencia comparable en muchos cuarteles es el estado de deterioro de las edificaciones, especialmente en el aspecto sanitario. Instalaciones descompuestas y filtraciones por doquier. Pero ... nunca aparecen fondos para reacondicionar esos locales o nadie se preocupa de ello ...
Las fuerzas armadas tienen un abultado presupuesto anual y no se conciben estas anomalías sino por negligencia de los encargados de aspectos tan importantes en la vida militar como la buena alimentación de sus integrantes y el buen estado de los recintos » (« La Semana Dominicana ». *Ahora*, no 99, 13 mars 1965, p. 20).

129. Bosch, Juan: Lettre au Dr Ramón Pina Acevedo y Martínez. San Juan de Porto Rico, 27 mai 1964. Archives de l'auteur.

130. « Otra Huelga de Choferes ». *Ahora*, no 61, 20 mai 1964, p. 7.

131. Général Belisario Peguero Guerrero, chef de la police.

132. Fernandez-Peix: « Se Comenta ». *Ahora*, no 67, 20 juillet 1964, p. 17.

133. « Profesionales e Intelectuales Dominicanos », 27 février 1965. *El Caribe*, 27 février 1965, p. 1.

134. Bosch, Juan: lettre au Dr Ramón Pina Acevedo y Martínez. San Juan de Porto Rico, 27 mai 1964. Archives de l'auteur.

135. « La Semana Dominicana ». *Ahora*, no 93, 30 janvier 1965, p. 10.

136. « A consecuencia de los funestos acontecimientos políticos de septiembre de 1963, el país sufrió la perdida de sus instituciones democráticas, y, tras el atropello a todos los derechos humanos, la corrupción y el caos administrativo, advino de inmediato la crisis económica » (« Profesionales e Intelectuales Dominicanos » 27 février 1965. *El Caribe*, 27 février 1965, p. 1). Le Manifeste condamne entre autres: « una política económica mal concebida y agravada por la irresponsabilidad y corrupción gubernamentales », qui « ha mantenido en zozobra a los sectores más dinámicos e importantes de la economía nacional » (*loc. cit.*).
... « el abultamiento espantoso que en menos de doce meses ha experimentado la deuda pública ... La alarmante administración del Presupuesto Nacional ... La llamada Reforma Agraria » qui « no ha sido más que un instrumento de demagogia política ... La destrucción de la industria azucarera ... propiciada por razones políticas, mala administración y ausencia de planificación de volumen de producción, costos y comercialización de sus productos ... La pasividad gubernamental que de hecho existe ante la competencia desleal establecida por el contrabando » (*loc. cit.*).

137. Draper: « The Dominican Revolt », pp. 25-26.

138. *Organización de Seccionales Perredeistas en el Exilio.*

139. *Listin Diario*, 26 octobre 1964, p. 1. L'OSPE se refusera à admettre la légalité de cette convention. Elle continuera à publier des communiqués où elle attaquera la ligne « juan-boschiste » du parti. Mais son influence sera pratiquement nulle. L'aventure se conclura, le 28 novembre 1965, avec l'expulsion d'Angel Miolán du PRD.

140. Cf. aussi *infra*, pp. 203-204.

141. Pour la position du Triumvirat sur le problème des élections, cf. *infra*, pp. 186-188.

142. Interview de Máximo Lovatón Pittaluga, à l'époque président du Comité du District National du PRD.

143. Cf. *supra*, ch. II, note 257.

144. Le parti naît de la fusion du PRDA avec les partis *Acción Social* et *Agrario Obrero* (Parti Réformiste: « Comunicado ». *El Caribe*, 23 juillet 1963, p. 9). Balaguer est élu président du *Directorio Nacional Provisional*. Ensuite, le 21 octobre 1963, lors de la première Assemblée Nationale du Parti Réformiste, il est élu président du parti.

145. Cf. *infra*, pp. 204-205.

146. Déclaration d'Antonio Rosario. *Listin Diario*, 1er novembre 1964, p. 1.

147. Le CEN sera donc composé de six « duros » et de trois « flojos ». Antonio Rosario et Caonabo Javier gardent leurs postes de président et secrétaire général du parti.

148. Cf. *supra,* ch. III, p. 129.

149. Déclarations de dirigeants « flojos » à *El Caribe. El Caribe,* 18 janvier 1965, p. 16.

150. *Loc. cit.*

151. *Listin Diario,* 21 février 1965, p. 4.

152. *Ibid.,* p. 1.

153. *Loc. cit.*

154. *Loc. cit.*

155. Art. I du Pacte de Rio Piedras. Le texte intégral est publié dans le *Listin Diario* du 1er février 1965, p. 4.

156. Il ne s'agit en réalité que de la moitié d'un nain. Les dirigeants « flojos » du PRSC déclarent en fait que le Pacte de Rio Piedras est nul, car Antonio Rosario et Caonabo Javier — qui l'accompagnait — « carecen de calidad para representar y mucho menos comprometer » le parti (*El Caribe,* 2 février 1965, p. 1).

157. Décret 879: *Gaceta Oficial* no 8858 du 9 mai 1964, pp. 24-25.

158. Quant à Ramón Castillo, il avait, au début de 1964, incorporé son PPDC au Parti Réformiste. Son choix se révèlera judicieux. Le 30 mai 1966 Balaguer sera élu président de la République Dominicaine et Castillo recevra le portefeuille d'« Interior y Policía » (décret I du 1er juillet 1966; *Gaceta Oficial* no 8995 du 6 juillet 1966, p. 3).

159. FERNANDEZ-PEIX: « Se Comenta ». *Ahora,* no 83, 21 novembre 1964, p. 19.

160. FERNANDEZ-PEIX: « Se Comenta ». *Ahora,* no 90, 9 janvier 1965, p. 8.

161. FERNANDEZ-PEIX: « Se Comenta ». *Ahora,* no. 86, 12 décembre 1964, p. 8.

162. Le 26 décembre 1964 Severo Cabral sera expulsé de l'UCN, après s'en être fait nommer président par ses partisans (le 29 novembre). Il fondera, le 11 avril 1965, une nouvelle formation politique, le *Partido de Acción Revolucionaria.*

163. UCN (*Comité Central Ejecutivo*): « Declaración de Bonao ». *El Caribe,* 13 février 1965, p. 1. Beaucoup plus que « la culminación de un largo proceso » (UCN: Déclaration du *Directorio. Listin Diario,* 15 février 1965, p. 1) la rupture est le résultat d'« un disgusto del dr Alcibiades Espinosa ... con el Triunviro Reid Cabral » (« La Semana Dominicana ». *Ahora,* no 96, 20 février 1965, p. 10).

164. UCN (*Comité Central Ejecutivo*): Déclaration du 26 mars 1965. *Listin Diario,* 7 avril 1965, p. 1.

165. Le 17 janvier Bonnelly s'était opposé à une éventuelle candidature de Donald Reid Cabral à la présidence de la République: « las elecciones en las cuales participe cualquiera de los actuales mandatarios no satisfarán la opinión pública » (*El Caribe,* 18 janvier 1965, p. 1). Il renchérissait la dose, quelques semaines plus tard: « el actual estado Dominicano camina a pasos forzados hacia su desintegración y se muestra radicalmente incapacidado para el pleno ejercicio de sus fundamentales cometidos » (*Listin Diario,* 11 avril 1965, p. 4).

166. « La Semana Dominicana ». *Ahora,* no 104, 17 avril 1965, p. 39.

167. Cf. *supra,* ch. III, pp. 129-134.

168. Mann appelle « totalitarian dictators » ces dictateurs qui ont un pouvoir absolu et arbitraire sur la vie de leur peuple et qui traitent le patrimoine national comme leur propriété personnelle. Les « non-totalitarian dictators », en revanche, sont plus « responsive » à l'opinion publique et aux besoins et désirs de leur peuple. Ils n'essaient pas de gouverner seulement par la force et la terreur, mais reconnaissent que leur régime ne pourra se maintenir, à long terme, que grâce à l'appui d'un secteur important de la population (interview de Thomas Mann).

169. Après avoir été *dep. asst. sec. of state for Inter-Am. Affairs* (1950-51), Thomas Mann avait servi comme *dep. chief U.S. Mission* à l'ambassade américaine d'Athènes et *counselor of embassy* à Ciudad Guatemala. En 1955 il avait été nommé ambassadeur à El Salvador, poste qu'il avait quitté, en 1957, pour devenir *asst. sec. of state for Economic Affairs* (1957-60), et ensuite (1960-61) *asst. sec. of state for Inter-Am. Affairs.* En 1961 J.F. Kennedy l'avait nommé ambassadeur au Mexique. Le 14 décembre 1963 le président Johnson faisait de lui *l'asst. sec. of state for Inter-Am. Affairs.*

170. Interview de Thomas Mann.

171. Mann, cité par FRANKEL, Max: « Secret U.S. Report Details Policy Shift in Dominican Crisis ». *New York Times,* 14 novembre 1965, p. 32.

172. MANN, Thomas. Unpublished Manuscript. Courtoisie de Thomas Mann.

173. Interview de Thomas Mann.

174. DRAPER: « The Dominican Revolt », p. 16.

175. MARTIN, *op. cit.*, p. 6.

176. Frankel, *op. cit.*, p. 32.
177. Draper: « The Dominican Revolt », pp. 15-16.
178. Interview d'un haut fonctionnaire du Département d'Etat.
179. Slater: « Intervention », p. 17.
180. Niedergang: « La Révolution », p. 39.
181. *Ibid.*, p. 38.
182. Seul Benjamin J. Ruyle, premier secrétaire de l'ambassade, fit preuve, tout en soutenant le Triumvirat, de chaleur humaine et de compréhension dans ses relations avec les dirigeants du PRD (interviews de Máximo Lovatón Pittaluga, de José Francisco Peña Gómez et de Manuel Ramón Ledesma Pérez).
183. Pour les relations entre l'ambassade des Etats-Unis et le PRD au cours de cette période, nous nous appuyons surtout sur nos interviews des dirigeants perredeistes José Rafael Molina Ureña, José Francisco Peña Gómez, Antonio Martínez Francisco, Máximo Lovatón Pittaluga, Manuel Ramón Ledesma Pérez et Enriquillo del Rosario Ceballos.
184 Niedergang: « La Révolution », p. 39.
185. Frankel, *op. cit.*, p. 32.
186. Draper: « The Dominican Revolt », p. 22.
187. Nous aurons l'occasion à plusieurs reprises au cours de cette section (cf. *infra*, pp. 178-183) de donner des détails relatifs au matériel et aux effectifs des diverses branches des Forces armées dominicaines, et des diverses unités à l'intérieur de chaque branche. Avec une seule exception — nombre et type des unités de la flotte — nos sources seront des interviews d'officiers dominicains, dont nous préférons garder l'anonymat pour des raisons faciles à comprendre.
Deux remarques encore: a) nos chiffres se rapporteront toujours à la période du Triumvirat et, si possible, au mois d'avril 1965; b) parfois — c'est le cas pour les blindés du CEFA (cf. *infra*, p. 183) — il nous arrive de ne pas être certains d'un chiffre; nous avons alors préféré donner des estimations approximatives.
188. Wiarda: « The Aftermath », p. 98. Cf. *supra*, ch. III, p. 111.
189. Le président Balaguer a réparé cette omission. Les marins participent actuellement au maintien de l'ordre au sein de « patrullas mixtas » qui sillonnent les rues de la capitale dans les jours où la tension est particulièrement lourde. Les marins aussi, désormais, « golpean a la gente ».
190. Roberts and others, *op. cit.*, p. 401.
191. Wilson, *op. cit.*, p. 61.
192. Chaque bataillon est fort de 800 hommes, chaque compagnie de 176.
193. Le nom officiel de l'unité — et du camp — était « Agrupamiento de Artillería ». Mais nous préférons nous servir — pour l'une et pour l'autre — du nom qui est employé par les officiers de l'armée de terre dominicaine eux-mêmes. Signalons enfin que toute la zone autour du 7e kilomètre de l'autoroute Duarte était connue comme « Zona Militar 27 de Febrero ». Elle englobait le camp « 27 de Febrero », le « 6½ de Artillería » et la « Jefatura de Estado Mayor EN » (pour cette dernière, cf. *infra*, note 392).
194. Le nom du dépôt était généralement employé pour désigner l'unité.
195.Martin, *op. cit.*, p. 118.
196. Roberts and others, *op. cit.*, p. 402.
197. Elle s'appelle aujourd'hui « Base Aérea de San Isidro » (cf. décret 345/1 du 29 novembre 1965; *Gaceta Oficial* no 8959 du 8 décembre 1965, p. 36).
198. Martin, *op. cit.*, p. 533.
199. Elle s'appelle aujourd'hui « Base Aérea de Santiago » (cf. décret 345/2 du 29 novembre 1965; *Gaceta Oficial* no 8959 du 8 décembre 1965, p. 36).
200. Nous donnons ici le nombre des blindés qui se trouvaient dans la base au 24 avril 1965. Ce nombre paraît d'ailleurs être resté à peu près constant pour toute la période du Triumvirat.
201. Elle s'appelle aujord'hui « Base Aérea de Barahona » (cf. décret 345/3 du 29 novembre 1965; *Gaceta Oficial* no 8959 du 8 décembre 1965, p. 36.
202. Ce ne sera qu'à la suite de la guerre civile que le CEFA perdra son autonomie. Le 4 septembre 1965 le gouvernement provisoire ordonnera: « a partir de la fecha del presente decreto la entidad o cuerpo militar designado CENTRO DE ENSENANZA DE LAS FUERZAS ARMADAS se integrará dentro de los efectivos de los cuerpos castrenses de la Nación » (décret 26; *Gaceta Oficial* no 8946 du 24 septembre 1965, p. 35).
203. A l'intérieur du « conjunto », face au CEFA, se trouve aussi l'Académie militaire « Batalla de las Carreras », avec un peu plus d'une centaine de cadets. Elle dépend, « para asuntos administrativos (suministros, pago y personal de servicio) », du CEFA. « Para

asuntos de funcionamiento técnico (planes de estudio, normas de funcionamiento, etc.) », elle dépend, en revanche, du Ministère des Forces armées.

204. L'ex-capitaine Holguín — wessiniste de « viejo cuño » — souligne avec un plaisir évident cette « générosité » de son général (interview de l'ex-capitaine Morilí Holguín). Il ne comprend pas qu'il l'accuse, par le même coup, de corruption: où Wessin aurait-il trouvé ces « centaines de dollars par mois » (*ibid.*) qu'il donnait à ses soldats? Son traitement mensuel ne dépassait pas les 700 dollars. Issu d'une famille modeste, il n'était pas censé posséder une fortune personnelle.

205. La *Jefatura de Estado Mayor* de la Force aérienne se trouvait à la « 19 de Noviembre » (cf. *supra,* p. 181) et le chef d'état-major de l'arme était automatiquement commandant de la base.

206 Décret 428/2; *Gaceta Oficial* no 8827 du 25 janvier 1964, p. 16.

207. Ici encore — et pour toute cette nouvelle section (cf. *infra,* pp. 184-186) — nos sources seront souvent des interviews d'officiers dominicains. Une fois de plus, nous ne pouvons pas révéler leurs noms.

208. Décret 2005; *Gaceta Oficial* no 8921 du 31 janvier 1965, p. 32. Il reçoit, à titre transitoire, le grade de général (*loc. cit.*).

209. Cf. *infra,* pp. 204-205.

210. Le degré de « balaguerisme » de ces officiers diffère. Gutierrez R., par exemple, est considéré balagueriste « à 100% ». Alvarez Holguín, en revanche, l'est surtout à cause de l'influence qu'exerce sur lui Gutierrez R.

211. Les bataillons Juan Pablo Duarte et Francisco del Rosario Sánchez, et le « 6½ de Artillería » (cf. *supra* p. 180).

212. Décret 7855; *Gaceta Oficial* no 8737 du 9 février 1963, pp. 179-180.

213. Cf. Décret 320 du 12 décembre 1963; *Gaceta Oficial* no 8818 du 21 décembre 1963, p. 24.

214. « La Semana Dominicana ». *Ahora,* no 92, 23 janvier 1965, p. 7.

215. Pour une dernière faction importante, mais secrète, des Forces armées dominicaines, cf. *infra,* pp. 201-215.

216. Par « neutres » nous entendons ici le général de los Santos Cespedes et la Marine. Nous excluons de nos considérations, pour le moment, la faction « secrète » des Forces armées.

217. Décret 1569; *Gaceta Oficial* no 8895 du 3 octobre 1964, p. 25.

218. Par le décret 1600 du 10 octobre 1964 (*Gaceta Oficial* no 8897 du 10 octobre 1964, pp. 30-31) Alvarez Sánchez était nommé conseiller militaire de la République Dominicaine auprès de l'OEA.

219. *Ley* 574/1: « La Secretaría de Estado de las Fuerzas Armadas se denominará Secretaría de Estado de las Fuerzas Armadas y de la Policía Nacional »; *Ley* 574/2: « En lo adelante la Policía Nacional se regirá por la Ley Organica y los reglamentos de las Fuerzas Armadas » (*Gaceta Oficial* no 8919 du 20 janvier 1965, pp. 15-16).

220. Décret 2004; *Gaceta Oficial* no 8921 du 31 janvier 1965, p. 31. Le colonel Despradel « ostentará transitoriamente el grado de General » (*loc. cit.*). Pour nous, le général Despradel n'est pas un inconnu: nous avons eu une première occasion de faire sa connaissance comme « vocal » de la compagnie « Cantina Policía Nacional, C. por A. » (Cf. *supra,* p. 170).

221. Décret 2003 du 18 janvier 1965; *Gaceta Oficial* no 8921 du 31 janvier 1965, pp. 30-31.

222. *Ley* 620; *Gaceta Oficial* no 8929 du 28 février 1965, p. 17.

223. *Loc. cit.*

224. *Ley* 595; *Gaceta Oficial* no 8921 du 31 janvier 1965, pp. 24-25.

225. La *Ley* 592/2 du 27 janvier 1965 (*Gaceta Oficial* no 8921 du 31 janvier 1965, pp. 23-24) supprime les quatre Sous-Secrétariats d'Etat pour l'armée de terre, la force aérienne, la marine et la police. Les anciens Sous-Secrétaires « se reintegran a sus respectivos cuerpos para asignación de funciones » (*loc. cit.*). Mais trois mois plus tard, au moment de la chute du Triumvirat, le général Hermida était toujours « sin funciones ».

226. Cf. les décrets 2133 et 2134 du 17 février 1965; *Gaceta Oficial* no 8932 du 13 mars 1965, pp. 11-12.

227. Décret 2134 du 17 février 1965; *Gaceta Oficial* no 8932 du 13 mars 1965, p. 12. Toujours par ce même décret, il est nommé général à titre transitoire.

228. « La Semana Dominicana ». *Ahora,* no 93, 30 janvier 1965, p. 7.

229. *Ley* 592/1; *Gaceta Oficial* no 8921 du 31 janvier 1965, pp. 24-25.

230. Décret 2028 du 27 janvier 1965; *Gaceta Oficial* no 8922 du 3 février 1965, p. 12. Viñas occupera ce poste jusqu'au 15 septembre 1966, date à laquelle il sera placé

à la retraite (décret 334; *Gaceta Oficial* no 9004 du 21 septembre 1966, pp. 44-45).

231. « La Semana Dominicana ». *Ahora,* no 97, 27 février 1965, p. 10.

232. *Ibid.,* p. 8.

233. MONTALVO, Alvaro: « Que hay de elecciones? ». *Ahora,* no 56, 30 mars 1964, p. 8.

234. *Ahora,* no 60, 10 mai 1964, p. 13 (Editorial).

235. PERALLON, Guillermo: « Que Opina Usted de las Elecciones? », *Ahora,* no. 74, 19 septembre 1964, p. 7.

236. Ley 401/1; *Gaceta Oficial* no 8890 du 12 septembre 1964, p. 8.

237. Ley 401/4; *Gaceta Oficial* no 8890 du 12 septembre 1964, p. 8.

238. *Dominican Action - 1965. Intervention or cooperation?* Washington, D.C., Georgetown University, 1966, p. 3 (The Center for Strategic Studies. Special Report Series no 2).

239. PERALLON, *op. cit.,* p. 7.

240. *Listin Diario,* 27 février 1965, p. 1.

241. REID CABRAL, Donald: conférence de presse du 26 février 1965. *Listin Diario,* 27 février 1965, p. 1. Donald Reid Cabral devait maintenir cette position au cours des semaines suivantes. Ainsi le 22 avril 1965, lors de sa dernière conférence de presse, il répondit aux journalistes qui l'interrogeaient sur une éventuelle participation de Bosch et de Balaguer aux élections: « en distintas ocasiones el Gobierno se ha expresado a ese respecto y por el momento no ve razones para variar esa actitud » (*Listin Diario,* 23 avril 1965, p. 4).

242. RUIZ BERGES, H.: « Un Comentario Político ». *Listin Diario,* 7 mars 1965, p. 6.

243. *Listin Diario,* 27 février 1965, p. 1.

244. La République Dominicaine « es el centro eligido de la lucha entre democracia y comunismo en América Latina » (REID CABRAL, Donald: conférence de presse du 26 février 1965. *Listin Diario,* 27 février 1965, p. 4).

245. SANCHEZ CABRAL, Eduardo: « Entrevista con Fidelio Despradel ». *Ahora,* no 75, 26 septembre 1964, p. 7.

246. Interviews d'Emma Tavárez Justo, Marco Rodríguez Sánchez, Emilio Cordero Michel.

247. Interviews de Norge Botello Fernández, Fafa Taveras Rosario et Jimmy Durán Hernando.

248. Cf. *supra,* p. 165.

249. Président du « Comité del Distrito » du 1J4. Il inclinait vers le groupe « duro ».

250. Interview d'Emma Tavárez Justo. A côté de Duvergé, J.B. Mejía et Ramos, siégeaient au CECP Emma Tavárez Justo, Pedro Bonilla, Pin Montás, Homero Hernandez Vargas, Amín Abel Hasbún, Amiama Vargas, Ivelisse Acevedo Gautier et deux ou trois autres.

251. Interview d'Emma Tavárez Justo.

252. Interview de Marco Rodríguez Sánchez.

253. Interview d'Emma Tavárez Justo.

254. Interview de Baby Mejía Lluberes.

255. Interview d'Emma Tavárez Justo.

256. AP1J4 (GRUPO ANTI-TRANSFORMISTA), *op. cit.,* p. 16.

257. L'arrivée à Cuba d'un nouveau — et moins sectaire — délégué du 1J4 jouera un rôle important dans la fin de l'« entraînement » de Norge Botello, Jimmy Durán, Hugo Toyos et Fafa Taveras (interviews de Norge Botello F., Jimmy Durán H., et Fafa Taveras R.).

258. Trois membres de l'ancien CEC ne réussiront à rentrer en République Dominicaine qu'après la fin de la guerre civile d'avril-septembre 1965: Emilio Cordero Michel, Hugo Toyos et Leandro Guzmán Rodríguez. Un quatrième, Marco Rodríguez Sánchez, avait pu rentrer en République Dominicaine dans l'été 1964. Cependant, peut-être parce que traumatisé par la mort de son frère Polo (cf. *supra,* p. 165), il ne participa jamais aux réunions du CECP, dont il était pourtant membre de droit. Bien plus qu'un protagoniste, il devenait un observateur de la vie du 1J4.

259. Les « dirigentes medios » qui avaient été admis au CECP cèdent leur place aux nouveaux arrivés — ce qui n'ira pas sans heurts. Au 24 avril 1965, la composition du CECP sera la suivante:
— Jimmy Durán Hernando
— Norge Botello Fernández
— Fafa Taveras Rosario
— Daniel Ozuna Hernandez
— Fidelio Despradel Roque
— Roberto Duvergé Mejía
— Juan Miguel Román

— Luis Genao Espaillat
— Juan B. Mejía
D'autre part sont représentés au CECP, avec droit de vote, deux organismes du parti: le *Buró Obrero* et la *Juventud Catorcita Universitaria* (JECAU). Leurs délégués seront, le plus souvent, Pedro Bonilla pour le *Buró Obrero* et Pin Montás pour la JECAU.

260. Interview d'Emma Tavárez Justo.

261. Interview de Norge Botello Fernández.

262. DESPRADEL ROQUE, Fidelio: « Esquema de la Intervención de Fidelio Despradel ». Santo Domingo, 25 mars 1965. Archives de l'auteur. Ci-après: DESPRADEL ROQUE, « Esquema ».

263. *Ibid.*

264. Lettre d'Emilio CORDERO MICHEL. Archives de l'auteur.

265. De Juan B. Mejía, que nous avons déjà eu l'occasion de qualifier de « vacilante » — il sympathisait avec les « flojos », mais craignait de se heurter aux « duros » — Despradel dira: « Amplia capacidad teorica. Actitud consecuente frente a la vida. Pero, por otro lado: a) en ciertos momentos cae en posiciones de desprecio de las masas [lorsqu'il soutient les « flojos »] ...; b) inestable emocionalmente y par tanto política inestable, pero no en el sentido de los planteamientos teóricos (sus planteamientos teóricos son muy correctos) sino en el sentido de su actitud práctica frente a los problemas del partido » (DESPRADEL ROQUE: « Esquema »). Et il conclura avec un « Llamado a Juan B. Mejía ... a que adopte una posición firme frente al oportunismo de derecha y a que aúne con todos los sectores revolucionarios del Partido » (*ibid.*).

266. *Ibid.*

267. *Ibid.*

268. *Ibid.*

269. Interview de Jimmy Durán Hernando.

270. GUZMAN RODRIGUEZ, Leandro: lettre au Dr Antonio Vásquez. Mexico, D. F., 2 avril 1965. Archives de l'auteur.

271. Interview de Jimmy Durán Hernando.

272. Interview de Jimmy Durán Hernando.

273. CORDERO MICHEL, Emilio: lettre du 6 avril 1965 (Mexico, D.F.). Archives de l'auteur.

274. Interview de Jimmy Durán Hernando.

275. Interview de Carmen Josefina Lora Iglesias.

276. Interview de Carmen Josefina Lora Iglesias.

277. Interview d'Emma Tavárez Justo.

278. Interview de Fidelio Despradel Roque.

279. Interview de Marco Rodríguez Sánchez.

280. Juan Miguel Román nous paraît représenter un cas à part parmi les « supersabios ». Sa faute est d'avoir cru en Despradel. Mais ses motivations étaient honnêtes.

281. OZUNA HERNANDEZ, Daniel: Lettre à Emilio Cordero Michel. Santo Domingo, 9 avril 1965. Archives de l'auteur.

282. CORDERO MICHEL, Emilio: Lettre au Dr Daniel Ozuna Hernandez. Mexico, D.F., 17 avril 1965. Archives de l'auteur.

283. CORDERO MICHEL, Emilio: Lettre au Dr Daniel Ozuna Hernandez. Mexico, D.F., 19 avril. Archives de l'auteur.

284. DESPRADEL ROQUE: « Esquema ».

285. Interview de Jimmy Durán Hernando.

286. OZUNA HERNANDEZ, Daniel: Lettre au Dr Emilio Cordero Michel. Santo Domingo, 10 février 1965. Archives de l'auteur.

287. OZUNA HERNANDEZ, Daniel: Lettre au Dr Emilio Cordero Michel. Santo Domingo, 9 avril 1965. Archives de l'auteur.

288. Interview de Fafa Taveras Rosario.

289. OZUNA HERNANDEZ, Daniel: Lettre au Dr Emilio Cordero Michel. Santo Domingo, 31 mars 1965. Archives de l'auteur.

290. Interview de Baby Mejía Lluberes.

291. Nos principales sources pour le Bureau militaire du 1J4 sont des interviews de Baby Mejía Lluberes. Ses informations on été contrôlées par des interviews de Marco Rodríguez Sánchez, Jimmy Durán Hernando, Fafa Taveras Rosario, Emma Tavárez Justo, Cayetano Rodríguez del Prado.

292. Interview de Baby Mejía Lluberes.

293. Interviews de Baby Mejía Lluberes et de Marco Rodríguez Sánchez.

294. Interview de Baby Mejía Lluberes.

295. Interview de Baby Mejía Lluberes.

296. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado. D'autres membres du CC du parti — parmi eux Baldemiro Castro et Luis René Sánchez Cordova — étaient toujours à Cuba.

297. Sobrement, l'histoire officielle du MPD qualifiera l'épisode d'« acción aventurera » (MPD: « Documentos », p. 30). Mais aux yeux de Thomas Mann l'affaire prendra d'autres, et plus importantes, proportions: « in 1963 the Castro regime launched another action against the Dominican Republic by sending in a paramilitary team with weapons on the north coast of the island » (MANN, Thomas: interview accordée à Max Frankel, *New York Times,* 9 mai 1965, IV, p. 3).

298. Le plus important parmi eux était Jose Ramírez (*a*) *El Conde.*

299. Interview de Monchín Pinedo Mejía.

300.*Libertad* de novembre 1964. Citée dans MPD: « Documentos » p. 33.

301. *Libertad,* 9 avril 1965, p. 14.

302. *Libertad* de novembre 1964. Citée dans MPD: « Documentos », p. 33.

303. Máximo López Molina, Cayetano Rodríguez del Prado, Irlander Selig, Leopoldo Grullón et les autres membres du CC du parti arrêtés entre octobre et décembre 1963 avaient été déportés par le Triumvirat le 8 et le 9 mai 1964, en même temps donc qu'une vingtaine de leaders *catorcitas* (cf. *supra,* p. 188).

304. MPD: « Documentos », p. 30. Parmi eux Maximiliano Gómez (*a*) *El Moreno,* qui jouera très vite un rôle important dans la vie du parti. Devenu plus tard le leader suprême du MPD — après la guerre civile de 1965 — *El Moreno* sera assassiné à Bruxelles le 23 mai 1971. Les coupables n'ont pas encore été identifiés.

305. Le MPD séparait ses partisans en quatre catégories:
— « militantes profesionales » (consacrant tout leur temps au parti)
— « militantes »
— « simpatizantes organizados »
— « simpatizantes »
Etaient considérés comme membres du parti seulement ceux qui appartenaient aux trois premières catégories.

306.Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.

307. PCD: « Documento Autocrítico del Comité Central del Partido Comunista Dominicano (PCD) ». Santo Domingo, 15 octobre 1965, p. 4. Archives de l'auteur. Ci-après: PCD, « Documento ».

308. A côté d'un certain nombre de documents, nos principales sources sur les luttes intestines du PSP sont des interviews des dirigeants « viejos » Félix Servio Ducoudray Mansfield et Tulio H. Arvelo Delgado, et des dirigeants « jovenes » Narciso Isa Conde, Asdrúbal Domínguez Guerra et José Israel Cuello Hernandez.

309. Interview d'Asdrúbal Domínguez Guerra.

310. Sur ce point les « viejos » avaient partagé l'opinion des « duros » du 1J4. Cf. aussi *supra,* ch. III, pp. 108-109.

311. Pour l'attitude du PSP vis-à-vis de Cuba au cours de la période 1962-1965, cf. *infra,* pp. 197 et 198-199.

312. Interview de José Israel Cuello H.

313. Interview d'Asdrúbal Domínguez G.

314. Cf. *infra,* pp. 196-200.

315. PSP (CC): « Unámonos para rescatar las libertades ». Santo Domingo, 25 septembre 1964. Archives de l'auteur. « Al plantear durante el gobierno del Triunvirato la infeliz y errónea tesis de "gobierno imparcial y serio que presidiera un proceso electoral" el Partido se alejó de la concepción marxista del estado y alentó la salida electoral, no compartida por las grandes masas populares, incurriendo en un grave error táctico » (PCD: « Documento », p. 6).

316. A partir de ce moment, nous donnerons aux mots « jovenes » et « viejos » une signification politique, pour distinguer les deux courants dans lesquels se divise le parti.

317. PCD: « Documento », p. 6.

318. PSP (CC) - Document interne (sans titre), Santo Domingo [mi-mars 1965]. Archives de l'auteur.

319. *Ibid.*

320. PCD: « Documento », p. 2.

321. *Ibid.,* p. 4.

322. Bien que majoritaires, les « jovenes » n'avaient pas encore un contrôle absolu du parti. Les partisans des Ducoudray gardaient assez d'influence pour mener un vigoureux

combat d'arrière-garde. Ainsi ils réussirent à retarder pendant près d'un mois la publication du « Manifiesto », qui aurait dû apparaître déjà en février.

323. PCD: « Documento », p. 6.

324. *Loc. cit.*

325. PSP (CC): « Manifiesto ». Santo Domingo, 16 mars 1965, p. 1. Archives de l'auteur. Ci-après: PSP, « Manifiesto ».

326. *Ibid.*, pp. 2-3.

327. PSP (*Comisión de Educación y Propaganda del Comité Central*): « A los Militantes ». Santo Domingo, [16 mars 1965]. Archives de l'auteur.

328. PSP: « Manifiesto », pp. 3-4.

329. *Ibid.*, p. 3.

330. « En la lucha contra el ultraizquierdismo, que recata como única salida en todas las situaciones la insurrección armada, sin tomar en cuenta las condiciones imprescindibles para su desarrollo, nuestro Partido sostuvo la justa posición de utilizar todos los métodos de lucha y el indicado en cada caso. A pesar de ello, en los hechos, nuestro Partido descuidó la preparación de la insurrección armada y la capacitación militar de sus miembros » (PCD, CC: « El Partido y la Insurrección de Abril. Documento Autocrítico del Comité Central ». *El Popular,* no 78, 16 août 1965, pp. 8-9. Ci-après: PCD, « El Partido »), « redujo la importancia del método armado, limitó su orientación y actividad práctica a las formas de lucha no armada » (PCD: « Documento », p. 7). En avril 1965, le PSP pouvait compter sur une « Comisión Militar » qui n'existait que de nom, sur quelques cadres qui avaient reçu un entraînement militaire, sur un fusil et sur deux ou trois revolvers.

331. PCD: « Documento », p. 7.

332. Soulignons, pour éviter tout malentendu, que le PSP n'avait qu'une connaissance extrêmement vague, et indirecte, des activités conspiratrices du PRD.

333. PCD. « El Partido », p. 8.

334. Pour les origines de cette hostilité, cf. Annexe, pp. 418-420.

335. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.

336. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.

337. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado.

338. Interviews de Cayetano Rodríguez del Prado, Luis René Sánchez Cordova et Monchín Pinedo Mejía.

339. « En mayo de 1964 fueron deportados varios compañeros del Comité Central ... que guardaban prisión hacía varios meses [cf. *supra,* note 303]. Esta deportación fué aprovechada para fortalecer y desarrollar las relaciones internacionales de nuestro Partido. El 12 de julio de 1964 fué recibida la delegación del MPD en Pekín por el Vice-Primer Ministro de la República Popular China, Liu Nin Yi. Al día siguiente nuestra delegación fué recibida por el Presidente del Partido Comunista Chino, el camarada Mao Tse-tung, con quien se intercambiaron puntos de vista acerca del imperialismo y el revisionismo contemporáneo » (MPD, « Documentos », pp. 30-31).

340. PCD: « Documento », p. 8.

341. Cf. *supra,* ch. III, p. 106.

342. Interview d'Asdrúbal Domínguez Guerra.

343. Interview d'Asdrúbal Domínguez Guerra. Pour Asdrubal, cette attitude s'expliquerait surtout par le fait que les « viejos » doutaient « de la firmeza ideologica de Fidel » (interview d'Asdrúbal Domínguez Guerra).

344. *El Popular,* no 19, 24 novembre 1962, p. 2 (Editorial).

345. *Loc. cit.*

346. Appelée aussi, avec plus d'élégance, « política de captación direccional ».

347. Interview de José Israel Cuello Hernández. Cette hostilité devait avoir des répercussions à l'UASD, où les *catorcitas* essayèrent de faire exclure les pesepeistes des postes dirigeants de FRAGUA. La manoeuvre échoua, du fait du grand prestige *personnel* des leaders universitaires pesepeistes, d'Asdrúbal Domínguez et de Narciso Isa Conde en particulier. Avec le temps, une coexistence forcée devait se rétablir au sein de FRAGUA.

348. « Una Aclaración Oportuna ». *El 1J4,* 31 mars 1965, p. 1.

349. PCD: « Documento », pp. 8-9.

350. MPD: « Documentos », p. 44.

351. *Ibid.*, p. 59.

352. *Loc. cit.*

353. *Ibid.*, p. 37.

354. *Ibid.*, p. 60.

355. L'analyse en trois points qui suit prend en considération, pour le 1J4, la position de ses dirigeants « duros » seulement. « Duros » et « flojos » ont d'ailleurs des positions très voisines sur le 1er et le 3e de ces points.

356. C'est le cas pour beaucoup de « duros », surtout depuis la mort de Manolo.

357. MPD: « Documentos », p. 29.

358. Interview de Marco Rodríguez Sánchez.

359. Deux autres points de friction, moins importants, sont: a) la « política de robo de cuadros » que le MPD est accusé de pratiquer aux dépens du 1J4; b) les communiqués par lesquels le MPD s'efforce de s'approprier le mérite des actions terroristes du Bureau militaire *catorcita*.

360. Nos principales sources pour cette section (cf. *infra*, pp. 200-215) sont des interviews: a) des dirigeants perredeistes Juan Bosch, José Francisco Peña Gómez, José Rafael Molina Ureña, Antonio Martínez Francisco, Máximo Lovatón Pittaluga, Manuel Ramón Ledesma Pérez; b) des cadres perredeistes Tonito Abreu Flores et Bonaparte Gautreaux Piñeiro; c) du secrétaire général de la CASC, Henry Molina; d) du président du Triumvirat, Donald Reid Cabral (mais seulement pour les pp. 214-215); e) des militaires constitutionnalistes suivants: lieutenant-colonel Miguel Angel Hernando Ramírez, ex-major Manuel Augustín Núñez Nogueras, lieutenant en retraite Manuel Ramón García Germán, ex-lieutenants Lorenzo Sención Silverio et Ernesto González y González, sergent Polonio Pierret. Pour nos sources sur les relations entre le PRD et le 1J4, cf. *infra*, note 404.

361. Bosch, Juan: Lettre au Dr Ramón Pina Acevedo y Martínez. San Juan de Porto Rico, 27 mai 1964. Archives de l'auteur.

362. Cf. *supra*, ch. III, pp. 139-140.

363. Interview de Juan Bosch.

364. Fernández Domínguez envisageait de déclencher un « contre-coup » le 10 octobre. Mais ses moyens étaient dérisoires. Il ne pouvait compter que sur la promesse du commandant de la Fortaleza de Barahona. Celui-ci, à la dernière minute, changeait d'avis. Pour Fernández Domínguez et ses amis, tout était à recommencer.

365. Pour une liste complète, cf. *Listin Diario*, 18 octobre 1963, p. 5. Ici, nous donnerons seulement les noms de quelques officiers qui joueront plus tard un rôle particulièrement important: le capitaine Héctor Lachapelle Díaz, commandant du corps des cadets; le capitaine Quiróz Pérez; le lieutenant Lorenzo Sención Silverio, adjudant du directeur de l'Académie militaire; le lieutenant José René Jiménez Germán, « oficial instructor y encargado de educación física y deportes »; le lieutenant Ernesto González y González, « instructor encargado del registro oficial y relaciones públicas ».

366. Décret 125 du 21 octobre 1963; *Gaceta Oficial* no 8800 du 29 octobre 1963, p. 26.

367. Un des officiers limogés, l'ex-capitaine Lachapelle Díaz, devint le gérant d'une station service (« bomba »), propriété de son beau-frère. C'est à la « bomba » de Lachapelle que prenaient l'habitude de se réunir les autres « académicos » chassés des Forces armées.

368. Un sergent-major, quatre sergents (dont Polonio Pierret), deux caporaux.

369. Interview de José Rafael Molina Ureña.

370. Interview de l'ex-major Manuel A. Núñez Nogueras.

371. Pour le cas du 1J4, cf. Annexe, p. 417.

372. Par « action » nous n'entendons pas seulement la révolte militaire, mais aussi l'effort de gagner au mouvement de nouveaux adhérants et, d'une façon plus générale, tout le travail d'organisation.

373. Il voulait notamment faire passer devant un conseil de discipline José Rafael Molina Ureña (interviews de José Rafael Molina Ureña, Máximo Lovatón Pittaluga, Manuel Ramón Ledesma Pérez, Tonito Abreu Flores).

374. Interview de José Francisco Peña Gómez.

375. Molina Ureña appartient de droit au groupe « révolutionnaire » par sa pleine adhésion à la thèse du « retour à la constitutionnalité sans élections ». Mais il est beaucoup plus proche des « modérés » par son optique sociale et par ses sentiments pour le 1J4.

376. Cf. *infra*, pp. 204-205.

377. Il va de soi que les « modérés » jouaient aussi un rôle de « pantalla » — grosso modo pour les mêmes raisons — face au Triumvirat et à l'ambassade des Etats-Unis.

378. Les contacts des « révolutionnaires » avec le groupe d'Hernando Ramírez se dérouleront dans une atmosphère de discrétion absolue. Le Triumvirat, l'ambassade des Etats-Unis — et même les milieux « bien informés » de l'opinion publique — soupçonneront en revanche le PRD de conspirer, sans succès, avec le Groupe de San Cristobal. Ici aussi, la « pantalla » jouera. En concentrant l'attention de l'« ennemi » sur un front qui était pour eux secondaire, Juan Bosch et les « révolutionnaires » garderont plus aisément le secret de la véritable conspiration dans laquelle ils étaient engagés.

379. Après l'élection de Joaquín Balaguer à la présidence de la République, Martínez Francisco avait accepté le portefeuille de Ministre des Finances et rompu avec le PRD, pour se transformer par la suite en un détracteur acharné de Bosch. Dans l'interview qu'il nous accorda il tenait a présenter ses activités de conspirateur dans une lumière aussi « modérée » que possible — ce qui était bien normal chez un homme qui servait dans le gouvernement de Joaquín Balaguer. Il nous proposa d'autre part, pour prouver ses allégations, de rencontrer, en sa présence, ses anciens amis politiques Máximo Lovatón Pittaluga et Manuel Ramón Ledesma Pérez — mais changea brusquement d'avis lorsque Lovatón Pittaluga et Ledesma Pérez eurent accepté la confrontation.

380. Décret 1897 du 22 décembre 1964; *Gaceta Oficial* 8914 du 31 décembre 1964, pp. 17-18.

381. Tout officier dominicain en service à l'étranger comme attaché militaire ne peut rentrer dans son pays qu'avec l'autorisation de ses supérieurs.

382. Nous parlerons de « contre-coup », ici et par la suite, pour mieux souligner le caractère du mouvement constitutionnaliste: il visait à effacer les effets du *golpe* du 25 septembre 1963 et à rétablir le *statu quo ante.*

383. En dehors du R. Mella, J.P. Duarte et F. del Rosario Sánchez, les autres bataillons de l'armée de terre disposaient de 800 hommes sur le papier seulement. Chaque bataillon avait pour siège le chef-lieu d'une province, mais sa force était éparpillée dans une série de petites garnisons dispersées dans toute la province.

384. Cf. *supra,* pp. 185-186.

385. Et notamment le lieutenant-colonel Giovanni Gutierrez Ramírez, commandant du camp « 16 de Agosto ».

386. Le plan est élaboré par trois officiers du « Grupo de la Bomba » — les ex-capitaines Lachapelle Díaz et Quiróz Pérez, et l'ex-lieutenant Sención Silverio; il est remanié par le lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

387. Interview de l'ex-lieutenant Lorenzo Sención Silverio.

388. Le mouvement a des adhérents dans d'autres *Fortalezas* aussi, mais il s'agit de groupuscules sans importance.

389. Et notamment, nous l'avons vu, le capitaine de frégate Montes Arache, patron des hommes-grenouilles.

390. Lettre d'un officier constitutionnaliste à l'auteur. Archives de l'auteur.

391. *Ibid.*

392. On peut encore ajouter la centaine de soldats de la *Jefatura de Estado Mayor* de l'armée de terre. Mais il s'agit « de burocratas más que de militares ».

393. Les termes « centre » et « périphérie » sont introduits par nous.

394. Hernando Ramírez se réservait de choisir entre ces deux heures la veille du jour J. Une considération de poids était cependant le fait que, du lundi au vendredi, les soldats du CEFA avaient sortie libre à 16h30 (à 11h.30 le samedi). Beaucoup de ces soldats avaient l'habitude de se rendre dans la capitale, distante de 15 kilomètres à peine. Ainsi, le « contre-coup » une fois déclenché, ils seraient bloqués dans la ville, celle-ci étant le premier objectif des unités du « centre ». Quant aux « 16 de Agosto », « 27 de Febrero » et « 6½ de Artillería », la sortie libre était à 17 heures seulement. Au « 16 de Agosto », il serait facile pour le lieutenant-colonel Giovanni Gutierrez de la retarder de 30 ou 60 minutes, de façon qu'à l'heure X tous les soldats se trouvent dans le camp. Cela eût été moins aisé au « 27 de Febrero » et au « 6½ de Artillería », car les commandants de ces deux camps n'étaient pas dans la conspiration. Même dans le pire des cas, cependant, les soldats qui eussent quitté ces deux camps auraient pu être facilement « récupérés », une fois la capitale occupée par les troupes du « 16 de Agosto ».

395. Aristides Ramírez Gómez n'avait participé à aucune réunion avec l'état-major de la conspiration, mais il avait donné son approbation à travers l'un de ses subordonnés, le capitaine César Fernández y Fernández, qui était en contact avec les conjurés.

396. Seule une petite minorité « radicale » — quelques rares officiers, et surtout des sous-officiers — était favorable à ce que des armes soient distribuées à des civils, choisis à l'avance parmi les militants « sûrs » du PRD. Mais cette hypothèse ne fut même pas examinée par l'état-major de la conspiration. Seuls les ex-militaires constitutionnalistes devaient recevoir des armes — ceux-ci, d'ailleurs, n'avaient jamais été considérés comme des civils.

397. Haina n'était distante que 21 kilomètres de la capitale. Le plan *Enriquillo* prévoyait donc que les hommes-grenouilles assumeraient immédiatement le contrôle de la base.

398. Dans cette dernière base, les constitutionnalistes disposaient de nombreux partisans.

399. Cf. *supra,* p. 209.

400. Pour la Fortaleza San Luis de Santiago, cf. *supra*, p. 209.

401. Cf. *supra*, note 394.

402. Le raisonnement des conjurés était le suivant: l'infanterie de la base aérienne tiendrait en échec les assaillants. Les avions auraient le temps de décoller et bombarder le CEFA. Parallèlement, les unités du « centre » arriveraient à San Isidro. Pour Wessin, ce serait la débâcle. Déjà pour ces raisons, l'état-major de la conspiration jugeait absolument improbable une attaque du CEFA contre la « 19 de Noviembre ».

403. Le principal aéroport du pays, à une trentaine de kilomètres de la capitale, du côté de San Isidro.

404. En plus des interviews que nous avons déjà mentionnées (cf. *supra*, note 360), nos principales sources pour les relations entre le 1J4 et le Mouvement *Enriquillo* (cf. *infra*, pp. 211-214) sont des interviews des dirigeants *catorcitas suivants*: Norge Botello Fernández, Jimmy Durán Hernando, Fafa Taveras Rosario, Fidelio Despradel Roque, Baby Mejía Lluberes, Marco Rodríguez Sánchez, Emma Tavárez Justo.

405. 1J4 (CECP): « La unidad del Pueblo. Estrategia de la reacción. El pacto. El frente. Nuestra Situación. Conclusiones ». Document confidentiel pour les « organismos de base » du parti. Santo Domingo, [fin mars ou début avril 1965] p. 1. Archives de l'auteur. Ci-après: 1J4 (CECP), « La unidad ».

406. Dans l'optique des *catorcitas* — « duros » aussi bien que « flojos » — la chute de Bosch en 1963 n'était qu'un épisode de la lutte que se livraient, à Washington, le Pentagone et le Département d'Etat: deux lignes différentes qui poursuivaient un même but.

407. TAVERAS ROSARIO, Rafael (*a*) Fafa et ABEL HASBUN, *Amín*: « Se aproxima otro 24 de Abril ». *Claridad*, no 28, 22 avril 1969, p. 1. Fafa Taveras, nous le savons, était un membre du CECP. Quant à Amín Abel, important « dirigente medio » du 1J4, il était le président de la *Federación de Estudiantes Dominicanos* et le principal dirigeant de la *Juventud Catorcita Universitaria* (JECAU).

408. Le PRSC « se encuentra dividido en dos alas: una que le ha de servir en éstos precisos momentos (grupo Yuyo [Guido d'Alessandro]) a la reacción nacional e internacional y el otro [le groupe « dur » de Rosario et Javier Castillo] que habrá de hacerlo en un plazo más largo » (1J4-CECP: « La unidad », p. 2). Soulignons que « social-pistolas » était l'expression préférée de l'extrême gauche dominicaine pour désigner les membres du PRSC.

409. OZUNA HERNANDEZ, Daniel: Lettre à Emilio Cordero Michel, Santo Domingo, 17 février 1965. Archives de l'auteur.

410. TAVERAS ROSARIO et ABEL HASBUN, *op. cit.*, p. 1.

411. *Ibid.*, p. 2.

412. Interview de Baby Mejía Lluberes.

413. TAVERAS ROSARIO et ABEL HASBUN, *op. cit.*, p. 2. Du fait de ses liens familiaux, Oscar Santana avait été choisi par le Bureau militaire pour le représenter auprès des conjurés.

414. *Loc. cit.*

415. Interview de Donald Reid Cabral.

416. FRANKEL, *op. cit.*, p. 32.

417. « La Semana Dominicana ». *Ahora*, no 96, 20 février 1965, p. 7.

418. Interview du lieutenant-colonel Miguel A. Hernando Ramírez.

Chapitre V

LE « CONTRE-COUP »

Le « contre-coup » est déclenché le 24 avril, deux jours plus tôt que prévu. Et ceci parce que le gouvernement a décidé d'arrêter quatre officiers de l'armée de terre,[1] soupçonnés de participer à cette conspiration dont il vient de découvrir l'existence, mais ignore et la portée et le degré de préparation. C'est sans doute cette sous-estimation de la force — et de l'esprit de décision — de la partie adverse qui, seule, peut expliquer la façon dont le chef d'état-major de l'armée, le général Rivera Cuesta, procéda, le matin du 24 avril, à l'arrestation de ces officiers: après les avoir convoqués à la *Jefatura de Estado Mayor E.N.*, il s'y rend lui-même, accompagné de quelques hommes seulement.

Le général Rivera Cuesta ignore que les conjurés sont prêts à passer à l'action.

Il ignore que l'endroit où il a convoqué les quatre officiers, la *Jefatura de Estado Mayor* de l'Armée, est un des bastions de la conspiration. Et l'officier qui se trouve à la tête des services administratifs de la *Jefatura*, le capitaine Peña Taveras, est, parmi les conjurés, un de ceux qui ont montré le plus de fermeté et d'initiative. Derrière lui, encadrant une centaine d'hommes, un groupe de sergents est complètement acquis à la conspiration. San Isidro, le bastion du gouvernement, est loin, pathétiquement loin, de l'autre côté de la rivière.

L'histoire ne se construit pas avec des hypothèses ... si Rivera Cuesta était venu avec une escorte militaire importante ... s'il avait convoqué les quatre officiers ailleurs ... si Peña Taveras n'avait pas été un homme décidé ... si, enfin, les conjurés n'avaient pas pris, à peine quelques jours plus tôt, une certaine décision. Ce sont les faits qui font l'histoire: c'est dans ce guêpier que Rivera Cuesta choisit de procéder à l'arrestation de quatre hommes qui jouissent d'un prestige certain au sein de l'armée et s'y rend accompagné de quelques officiers seulement. La suite des événements ne pourrait donc être plus logique: Rivera Cuesta arrête les quatre officiers, après quoi Peña Taveras l'arrête à son tour.

Il est environ 12 h 30 du 24 avril 1965. Le capitaine Peña Taveras vient de faire prisonnier le chef d'état-major de l'armée, le général Rivera Cuesta, ainsi que son sous-chef, le colonel Maximiliano Américo Ruiz Batista. Celui-ci, par comble de malchance — ou de chance, selon les points de vue — accompagnait Rivera Cuesta. D'un seul coup, l'état-major de l'armée est décapité.

Derrière Peña Taveras, entraînés par leurs supérieurs, les soldats de la *Jefatura* entrent en rébellion contre le Triumvirat. Une page de l'histoire domi-

nicaine est, à jamais, tournée. Le « contre-coup » constitutionnaliste vient de commencer, même si les principaux leaders de la conspiration l'ignorent encore.

Peña Taveras, en arrêtant Rivera Cuesta, n'a pris aucune initiative personnelle. Il n'a fait qu'appliquer la consigne établie quelques jours auparavant par l'état-major de la conspiration. Son mérite est de ne pas avoir, à la dernière minute, fléchi sous le poids de la responsabilité qu'il allait assumer. Son action a, peut-être, sauvé la conspiration, puisqu'elle a empêché l'arrestation d'officiers qui avaient un rôle important à jouer dans le déclenchement du « contre-coup », à cause de leur influence personnelle et de leur position au sein de l'armée. Parmi ces officiers se trouvait notamment le lieutenant-colonel Gutierrez Ramírez, commandant du « 16 de Agosto », camp auquel le plan *Enriquillo* réservait un rôle décisif. On peut facilement comprendre que son arrestation — et celle de ses camarades — deux jours avant l'heure X non seulement auraient changé les rapports des forces au détriment des conjurés, mais auraient eu en outre l'effet d'un choc psychologique sur de nombreux officiers qui, tout en déclarant appuyer la conspiration, hésitaient à franchir le pas décisif.

L'arrestation de Rivera Cuesta est donc, de la part de Peña Taveras, une réaction de défense nécessaire. Elle prend complètement par surprise les gouvernementaux et l'ambassade américaine — la paralysie qui s'emparera des uns et des autres en est la meilleure preuve. Une des conditions fondamentales du plan *Enriquillo* est donc, dès le début, pleinement réalisée.

Mais l'action de Peña Taveras n'entraîne pas que des avantages pour les constitutionnalistes, loin de là: ce n'est pas seulement l'ennemi qu'elle surprend; elle surprend aussi, et c'est là l'aspect tragi-comique de la situation, les leaders mêmes de la conspiration.

On a beau avoir décidé que, si les conditions l'exigent, le « contre-coup » pourrait être déclenché à n'importe quel moment, on ne peut pourtant pas rester en permanence, pendant une semaine, à l'endroit où l'on devrait théoriquement se trouver, à l'heure X, ne fût-ce que pour ne pas éveiller des soupçons.

Le 24 avril 1965 le « contre-coup » constitutionnaliste commence dans la confusion, une confusion qui comprend sans distinction « loyalistes » et rebelles, civils et militaires.

Au moment où Rivera Cuesta est arrêté, la plupart des leaders de la conspiration déjeunent tranquillement chez eux ou au restaurant.[2] Et la première tâche de Peña Taveras, rebelle solitaire, sera de s'accrocher au téléphone pour leur faire savoir qu'ils viennent d'entrer en rébellion. Pour cela, il lui faudra d'abord les localiser, tâche qui n'est pas toujours très facile. C'est le téléphone, bien plus que la mitrailleuse, qui caractérise la première heure de la révolte constitutionnaliste — et peut-être, nous allons le voir, faudrait-il dire la première demi-journée!

L'un après l'autre les officiers et ex-officiers constitutionnalistes se précipitent pour rejoindre le poste où ils auraient dû se trouver à l'heure X. Pour la plupart ce sera le camp « 16 de Agosto », centre nerveux de la conspiration.

C'est seulement une heure plus tard, entre 13 h 45 et 13 h 50, que Peña Taveras téléphone à l'homme qui est le leader civil de la conspiration, le représentant du professeur Bosch dans le pays, José Francisco Peña Gómez. Le réflexe

naturel du militaire, au moment de l'action, aura été de contacter tout d'abord d'autres militaires — les militaires ne constituent-ils pas l'épine dorsale du mouvement? — et après, seulement, le civil.

Au moment où il reçoit le coup de téléphone de Peña Taveras, Peña Gómez se trouve dans les studios de *Radio Comercial*,[3] où il est en train de prononcer un discours, dans le cadre du programme-radio de son parti, « Tribuna Democrática », qui a lieu chaque jour, de 13 h 30 à 14 h. Il est donc dans une position idéale pour transmettre à la population le message qu'il vient de recevoir: un groupe de « militaires honnêtes » vient de faire prisonnier le chef d'état-major de l'armée et de se déclarer en rébellion contre le Triumvirat, pour rétablir le gouvernement du professeur Bosch et la Constitution de 1963; et de conclure en exhortant la population à descendre dans la rue pour appuyer le mouvement.

La population de la capitale répond avec enthousiasme à l'appel de Peña Gómez. En quelques minutes les rues bouillonnent d'une foule qui hurle, s'agite, exulte, unie dans son opposition au Triumvirat et son appui au soulèvement militaire.

> « ... a poco había multitudines en la calle aclamando lo que se dijo era un golpe de estado ... » [4]
> « ... marejadas humanas se desbordaron por las calles capitaleñas dando vivas a la libertad ... » [5]
> « ... millares de habitantes de los barrios pobres de la capital se avanzaron en dirección del Palacio Nacional ... » [6]

Même Danilo Brugal Alfau, homme aveuglé par la haine qu'il porte à Bosch et aux constitutionnalistes, reconnaîtra dans son chapelet de calomnies sur la révolution dominicaine:

> « ... el movimiento obtuvo, desde el primer momento, adhesión unánime. Hombres, mujeres y niños de extracción popular exclamaban al unisono: Abajo el Gobierno! Viva la revolución! ... » [7]

Dans son journal, quelques heures plus tard, un jeune Dominicain écrira:

> « ... la algarabía y la emoción, acompañados de cada vez más gente, crecían vertiginosamente. Mais les policiers chargés de la répression d'actes de ce genre — les *cascos blancos* — n'intervenaient pas de façon violente là où se formaient des concentrations populaires de caractère franchement révolutionnaire. C'est littéralement toute la population de la capitale qui s'élança dans la rue. Un peu avant trois heures de l'après-midi, la radio gouvernementale, Radio Santo Domingo Tv — la plus importante du pays — fut occupée par un groupe de speakers, accompagnés de représentants politiques et syndicaux du gouvernement renversé le 25 septembre 1963 par un coup d'Etat réactionnaire. Ils invitèrent la population à gagner les rues pour célébrer "le retour à la liberté, à la constitutionnalité, à la démocratie", etc. El pueblo respondía ».[8]

C'est le moment où le rêve paraît devenir réalité. Mais cela n'est possible qu'à cause de l'hésitation initiale de la Police, surprise et désemparée par le

déroulement rapide des événements. La population est désarmée, les militaires rebelles sont toujours dans leurs camps, au nord-ouest de la capitale, en train de s'organiser. Bientôt, vers 16 heures, les forces gouvernementales, et en premier lieu les éléments du CEFA détachés au Palais National, se présentent à la Radio Santo Domingo Tv.

La foule, rassemblée auprès de l'édifice, n'a que sa haine à opposer aux chars de Morillo Lopez, colonel du CEFA, et aux mitrailleuses des forces de choc de la police. Aucune résistance n'est possible. La Radio est reprise et les « fauteurs de trouble » arrêtés. Parmi eux des personnalités aussi importantes que Peña Gómez, Miguel Soto (leader syndical du PRD), et l'ex-député Manuel Fernández Marmol.

L'occupation de Radio Santo Domingo Tv par les « forces de l'ordre » marque, pour le moment, le reflux du mouvement antigouvernemental dans la capitale:

> « ... les policiers, aux ordres d'un colonel,[9] s'emparèrent des micros et rendirent publique une déclaration qui démentait l'existence d'un coup d'Etat. A tout cela, je dois ajouter que vers 4h30 de l'après-midi, la police était déjà entrée en action et avait commencé à disperser l'un après l'autre les attroupements qui s'étaient formés dans les rues. L'action des groupes armés et la nouvelle de l'occupation de Radio Santo Domingo Tv, suivie de celle de l'arrestation des speakers et des personnes qui les avaient accompagnés, sema le désarroi dans la population. Peu à peu celle-ci chercha refuge dans ses maisons. La guerre paraissait perdue. J'eus envie de pleurer en voyant ces hommes, déjà joyeux et pleins d'espoir, marcher lentement, sombres, vers leurs demeures. Je sentis peser sur mes épaules l'immense misère que le pays avait accumulée pendant tant d'années ».[10]

S'il fallait en juger par la capitale, le gouvernement aurait donc gagné la partie, après un court moment de désarroi. « Ses » forces contrôlent la ville, où le couvre-feu vient d'être décrété.[11] La population qui, à la place des « militaires honnêtes » qui devaient venir la libérer, a vu arriver la police et les blindés du CEFA, a perdu son élan et, désemparée, croit désormais que la révolte militaire — si révolte il y a eu! — a été immédiatement suffoquée.

Mais le sort de la rébellion constitutionnaliste, dans cet après-midi du 24 avril, ne se joue pas à Santo Domingo entre des forces militaires relativement faibles et une population désarmée. « Les constitutionnalistes ont perdu une bataille, les constitutionnalistes n'ont pas perdu la guerre ». Leurs forces, surprises par l'action déclenchée par Peña Taveras, sont en train de se regrouper dans leurs camps, qui se trouvent immédiatement au nord-ouest de la capitale; intactes, se renforçant d'heure en heure, elles ne sont pas encore entrées en action.

A quinze kilomètres au nord-est de Santo Domingo, San Isidro, bastion du gouvernement, n'est pas entré en action non plus. C'est entre ces deux forces, séparées à vol d'oiseau par une trentaine de kilomètres à peine, que se décidera le sort de la révolte. Entre elles, faiblement défendue, se trouve la capitale.

Le général Wessin reçoit la nouvelle de l'arrestation de Rivera Cuesta un

peu avant que Peña Gómez ne l'annonce:

« At 1:30 in the afternoon I was called by telephone.
I was called in my home by Lt. Col. Rafael Polanco. He informed me that the chief of staff had been taken prisoner by Capt. Peña Taveras and a group of officers and men.
... I immediately went to the training center [CEFA] and called an assembly of all the personnel available at this moment.
I remained in my camp and waited for developments... ».[12]

Pendant que le général Wessin réunit au CEFA ses officiers, une autre réunion a lieu à quelques centaines de mètres; sous la présidence du général de los Santos Cespedes, les officiers de la « 19 de Noviembre » discutent de la position à adopter vis à vis d'un soulèvement militaire dont ils ignorent la force et les buts.[13]

Il est intéressant de souligner cette réaction instinctive des deux bases qui constituent le fameux « ensemble » de San Isidro. Le CEFA et la « 19 de Noviembre » ne réagissent pas comme un tout: au lieu d'une conférence « au sommet » entre leurs commandants respectifs, deux réunions séparées ont lieu.

Ceci met déjà en évidence une réalité qui deviendra de plus en plus manifeste au cours des heures qui suivront: l'« ensemble » n'est pas aussi uni qu'on avait tendance à le croire, bien au contraire! [14]

Il va de soi que cette réaction de « chacun pour soi » affaiblira l'« ensemble » et en expliquera la paralysie, paralysie qui durera jusqu'au moment où l'unité sera rétablie — par des moyens, nous le verrons, peu orthodoxes.

Une remarque encore s'impose: la réaction des généraux Wessin et de los Santos Cespedes est, nous venons de le voir, de réunir leurs subordonnés pour décider de la position à adopter. Mais elle n'est pas de se placer sous les ordres d'un gouvernement dont pourtant ils reconnaissent, officiellement, l'autorité. C'est là une préoccupation qui ne les affectera pas beaucoup, ni au moment où ils apprennent la nouvelle de l'arrestation de Rivera Cuesta ni au cours des heures qui suivront, heures pendant lesquelles le problème de la survie du Triumvirat ne pèsera pas lourd dans leurs décisions, préoccupation bien négligeable vis-à-vis du problème principal: « comment vais-je donc défendre au mieux mes intérêts?».

Une telle attitude apparaît parfaitement naturelle à ceux qui acceptent de considérer les généraux Wessin et de los Santos Cespedes pour ce qu'ils sont réellement, des officiers pour qui le principe du respect du pouvoir civil — quel que soit ce pouvoir civil — est une notion complètement étrangère ... peut-être même une notion d'origine communiste!? Par contre c'est une attitude fort difficile à justifier pour ceux qui, contre toute évidence, s'obstineront, tout au long de la guerre civile, à qualifier ces officiers de « loyalistes ».

Au cours de la réunion qui a lieu à la « 19 de Noviembre » deux tendances s'affrontent.[15] Une tendance « dure » demande que l'on procède sans tarder au bombardement des camps rebelles. Elle est défendue en particulier par les officiers « wessinistes » de la force aérienne.

A elle s'oppose une tendance « souple » qui demande qu'on entre en contact avec les rebelles. Il s'agit, pour les tenants de cette politique, de savoir tout

d'abord clairement ce que veulent les insurgés et de rechercher des possibilités d'entente. C'est seulement au cas où les conversations ne donneraient pas de résultats que la base aérienne devrait recourir à la force.

Cette deuxième tendance, que le général de los Santos Cespedes appuie, finit par l'emporter, après une discussion parfois orageuse qui se prolongera jusqu'à 19 heures.

Avant de poursuivre le récit des événements, essayons de comprendre les raisons qui poussèrent la majorité des officiers à imposer cette décision. En d'autres termes, il nous faut analyser ses causes, sa portée et ses limites.

En fait les officiers de la « 19 de Noviembre », dans cet après-midi du 24 avril, ne savent qu'une chose: le capitaine Peña Taveras a fait prisonnier le chef d'état-major de l'armée de terre, après quoi un certain nombre de camps se sont déclarés en rébellion.

Les rebelles veulent donc renverser le Triumvirat. S'il est vrai qu'ils montrent par là un manque d'égards certain vis-à-vis de leurs camarades des Forces armées — non pas pour avoir voulu renverser le gouvernement, mais pour avoir agi sans consulter leurs « frères d'armes » — ce n'est quand même pas une raison suffisante pour commencer à se battre entre militaires.

Le raisonnement des officiers de la tendance « souple » de la « 19 de Noviembre » est donc, grosso modo, le suivant: il y a un soulèvement militaire, dirigé contre le gouvernement de Donald Reid Cabral. Mais Donald n'est qu'un monsieur bien gentil qui a été placé à la tête du gouvernement par les Forces armées. Il est donc responsable devant celles-ci.[16] Si son comportement est satisfaisant on le laisse en place. Si, par contre, sa permanence à la tête du gouvernement doit créer des problèmes inutiles ... on lui retire la confiance. Les Forces armées reprennent le pouvoir qu'elles lui ont octroyé et le remplacent par une junte militaire.

Le pauvre Donald Reid Cabral ne constitue donc pas un problème. L'essentiel est de savoir par quoi les rebelles veulent le remplacer.

Peña Gómez, il est vrai, vient de déclarer à la radio que le but du mouvement est le retour au pouvoir de l'ex-président Bosch, mais qui prouve qu'il exprime la volonté des militaires rebelles?

Et même si l'on admet qu'il a parlé ainsi sur la base de promesses reçues, qui prouve qu'elles seront tenues? Ne s'agirait-il pas plutôt d'une manœuvre tactique des insurgés, désireux de renforcer leur position en s'assurant, par de fausses promesses, l'appui du parti politique le plus fort du pays? Et, à travers lui, mobiliser les masses et donner une apparence « idéologique » à leur *bid for power*? C'est en se fondant sur ce raisonnement que la « 19 de Noviembre » décide d'établir le contact avec les insurgés, de façon à arriver à un accord sur le gouvernement qui devra remplacer Donald Reid Cabral.

La solution qui paraît naturelle aux officiers de la base aérienne est que le Triumvirat soit remplacé par une junte militaire. Le véritable sujet de discussion sera donc, beaucoup plus que la forme du gouvernement — on ne s'attend pas à des objections sur ce point — la répartition des places au sein de la junte, c'est-à-dire l'établissement de nouveaux rapports des forces au sein des Forces armées dominicaines.

Le raisonnement des officiers de la « 19 de Noviembre » ne manque pas d'une certaine logique. Il est conforme à leur mentalité. Il est conforme aux « traditions militaires » du pays. Cependant des changements se sont produits au sein des Forces armées, de nouvelles aspirations sont nées, qu'on ne peut identifier aux calculs classiques et sordides du genre « fais-moi de la place, pour que je puisse à mon tour participer au festin ». L'homme qui symbolise ce nouvel officier dominicain est le lieutenant-colonel Rafael Fernández Domínguez. On avait cru pouvoir se débarrasser de lui en l'envoyant à l'étranger. Mais autour de lui, au sein de l'Académie militaire de San Isidro, un groupe d'officiers s'était formé, s'était reconnu, le groupe des Núñez Nogueras, des Lachapelle Díaz, Quiróz Pérez, Sención Silverio. Contre eux aussi on a sévi, ils ont été limogés des Forces armées. L'organisme malade rejette l'organe sain. Cependant cet organe a pris de l'importance, en dépit des sanctions, en dépit des menaces. Ils ne sont pas une majorité. Mais ils sont une minorité agissante, compacte, décidée, influente, ils dirigent le mouvement rebelle. Les officiers « traditionnels » n'ont pas su s'apercevoir de ce changement. Ils jugent que leur « camarades » rebelles sont inspirés par les mêmes « idéaux » qu'eux. Faux est leur jugement, fausses seront donc les conclusions auxquelles ils arriveront. C'est désemparés, indignés, surpris qu'ils devront le reconnaître, dans l'après-midi du jour suivant, 25 avril 1965. Et alors les insurgés ne seront plus des « camarades » rebelles, mais ils seront des rebelles « communistes » ... comme si les communistes avaient le monopole de l'honnêteté, de la fidélité aux idéaux.

Cependant il ne faut pas juger trop sévèrement cette erreur d'appréciation des officiers de la « 19 de Noviembre ». L'« omniprésente » ambassade des Etats-Unis commettra exactement la même erreur, arrivera aux mêmes conclusions fausses et souffrira du même brusque réveil.

Ayant arrêté sa décision, il reste à la base aérienne de la faire connaître à son encombrant voisin, le général Wessin y Wessin. C'est vers 19 h 30 - 20 heures que le colonel Benoit arrive au CEFA, en sa qualité de représentant du général de los Santos Cespedes. Sa tâche est d'annoncer et d'expliquer à Wessin la position de la « 19 de Noviembre » face au soulèvement militaire et au problème de la survie du Triumvirat.

Au sujet de cette rencontre, nous disposons de deux versions, celle du général Wessin et celle du colonel Benoit.[17] Ces deux versions, en dépit de quelques différences — dont la principale est que Wessin déclare que son interlocuteur est le général de los Santos Cespedes lui-même, et non pas le colonel Benoit — coïncident sur les points principaux (c'est-à-dire en ce qui concerne les positions respectives du CEFA et de la base aérienne). Le général Wessin dira:

> « While I was in my camp, the chief of staff of the air force [de los Santos Cespedes] came and asked me to surrender. I answered that he could surrender himself but I would defend myself ... I told him that this was a Communist uprising, and that I preferred to fight until the end and not to surrender.
> He went to the air force. At that time the only military camp that was fighting was my camp ».[18]

D'après le colonel Benoit, il aurait trouvé à son arrivée au CEFA le général Wessin en conférence avec ses officiers et, après lui avoir annoncé la décision de la « 19 de Noviembre », il lui aurait donné les raisons qui en étaient à l'origine.

Il lui aurait même proposé que San Isidro (c'est-à-dire l'« ensemble »: CEFA et base aérienne) procède, devançant ainsi les rebelles, au renversement du Triumvirat et à la formation d'une junte militaire, à laquelle on inviterait l'« autre partie » à se joindre, programme qui permettrait à San Isidro de prendre l'initiative et d'améliorer son *bargaining power* au moment des négociations.[19]

Toujours selon le colonel Benoit, Wessin n'aurait « apprécié » ni la décision de la « 19 de Noviembre », ni les raisons sur lesquelles elle s'appuyait, ni même la « bonne volonté » du colonel Benoit: le soulèvement était « communiste », toute possibilité d'accord était donc exclue, et les rebelles devaient être écrasés.[20]

En comparant les deux versions, nous pouvons donc voir qu'elles coïncident sur un certain nombre de points essentiels:

a) le représentant de la « 19 de Noviembre » (que ce soit le colonel Benoit, ou le général de los Santos Cespedes en personne) annonce au général Wessin que la base a décidé d'engager des pourparlers avec les rebelles pour la formation d'une junte militaire.

Wessin, homme qui n'aime pas les nuances et qui, pour se simplifier la vie, a partagé le monde en rouge et en noir, qualifie la décision de traiter avec les rebelles d'invitation à se rendre.

b) le général Wessin, en revanche, est favorable à l'écrasement des rebelles, qu'il considère — ou prétend considérer — comme communistes.

Là où les deux versions diffèrent, c'est sur les conséquences que Wessin décide de tirer du « lâchage » de la « 19 de Noviembre ». Le colonel Benoit se souvient d'un Wessin terminant la conversation dans une explosion de rage et de dépit:

> « Alors faites ce que vous voulez et foutez-moi la paix. Je vais donner ma démission! » [21]

Dans sa version le général se dépeint, par contre, comme un homme beaucoup plus digne et décidé.

Peut-être cela s'explique-t-il par le fait qu'il est en train de « advertize », devant des interlocuteurs extrêmement bienveillants, sa réputation de « luchador » sans peur et sans reproche qui, seul, a su s'opposer, le jour de la vérité, à l'hydre communiste ... un homme, en somme, qui pourrait être utile dans l'avenir ... et qu'il faut donc aider dans son exil cruel.[22] Wessin affirme donc avoir tranché:

> « I answered that he could surrender himself but ... I preferred to fight until the end and not to surrender ».

Ainsi, pendant que son interlocuteur se retire («... he went to the air force...»), il reste seul sur la scène (chevalier solitaire des contes de notre enfance!), seul à défendre les « valeurs impérissables » de la démocratie (!?) contre la marée « communiste »:

« ... At that time the only military camp that was fighting was my camp ... ».

Toujours au cours de la même déposition, le général Wessin explique aux sénateurs américains de quelle façon son camp combattait ce samedi soir du 24 avril: [23]

« When night began to fall Saturday, I sent an infrantry company with four tanks to occupy the east bridgehead of the Duarte Bridge, to protect this avenue of access to my camp. » [24]

— Sénateur Hruska: [25]
« Wich end of the bridge is the east end — on the near side of the river from camp or the far side? » [26]

— Général Wessin:
« It is on the near side of the camp. It is the side where the camp was located — the east side. » [27]

— Sénateur Hruska:
« Does that mean he had control of the entire bridge or only one end? » [28]

— Général Wessin:
« I only controlled the least part of the bridge » [29]

— Sénateur Hruska:
« But he did not cross the bridge? » [30]

— Général Wessin:
« It was crossed later, but not at that time ».[31]

Même si nous prêtons foi aux déclarations du général Wessin, nous pouvons difficilement croire à une activité militaire impressionnante pour la défense du gouvernement de Donald Reid Cabral. Wessin lui-même dans sa déposition nous montre clairement les limites imposées à son action: 176 soldats (une compagnie) et quatre chars prennent position à cette extrémité du pont Duarte qui ne donne pas sur la ville, sans toutefois le franchir. Ceci rappelle, toutes proportions gardées, l'aide des puissances occidentales à la Pologne en septembre 1939. Seulement ici, entre les soldats de Wessin et le Palais National, où Reid Cabral attend, il n'y a pas la puissante *Wehrmacht*, mais les rues d'une ville qui est encore sous le contrôle gouvernemental!

Wessin se justifie:

« After sending the company to the bridge, I was left with only 200 men in my camp ».[32]

Tel un pur sang qu'une main grossière empêche de se lancer au galop généreux que lui inspire son ardente nature, ainsi Wessin, par manque de troupes, aurait été empêché de se lancer à la défense de la ville et de la « démocratie », et réduit à ne prendre que des mesures purement défensives.

Par souci d'impartialité, nous venons de donner la thèse du général Wessin. Ce même souci d'impartialité nous oblige maintenant à la mettre en question.

Notre examen portera sur deux points:

a) Wessin a t-il vraiment envoyé ses troupes occuper l'extrémité orientale du pont Duarte le soir du 24?

b) Et, surtout, peut-on le croire lorsqu'il affirme — seule justification de sa passivité — que le CEFA, le redoutable CEFA, ne disposait ce jour-là que de 376 hommes?

Sur le premier point il n'y a pas grand chose à dire. Tous les témoins interviewés, officiers de San Isidro, officiers constitutionnalistes, habitants de la capitale — et en particulier ceux des quartiers situés du côté oriental du pont Duarte (Ensanche Ozama, Las Minas) — s'accordent pour l'affirmer: les troupes du CEFA ne prirent position à l'entrée orientale du pont que tôt dans l'après-midi du jour suivant, c'est-à-dire du dimanche 25 avril. Il faut donc en conclure que si Wessin envoya réellement ses hommes au pont Duarte dans la nuit du 24, il réalisa une opération de camouflage tellement parfaite que personne, ni parmi ses amis, ni parmi ses ennemis, ne s'en aperçut; ni, ce qui est vraiment un exploit, les habitants de la zone où l'opération « se réalisa », même pas, ce qui est plus brillant encore, les officiers qui « participèrent » à l'opération.[33]

Cependant le problème principal n'est pas de savoir si Wessin envoya, ou n'envoya pas, une compagnie prendre position à l'extrémité orientale du pont Duarte. Il s'agit là d'une mesure de précaution à caractère purement défensif, et que n'importe quel commandant aurait dû prendre, qu'il fût favorable à l'ouverture de pourparlers avec les rebelles — ou partisan de leur écrasement. Le fait que Wessin n'ait pas pris une mesure aussi élémentaire ne nous apprend rien de ses sentiments à l'égard des rebelles, ou du Triumvirat. Il témoigne éloquemment, par contre, de ses capacités militaires, et de l'état de désarroi et de désorganisation qui devait régner au CEFA; le même raisonnement étant valable, naturellement, pour la « 19 de Noviembre » et pour son commandant, le général de los Santos Cespedes.

Mais le problème principal est de savoir pourquoi les chars et les soldats du CEFA ne franchirent pas le pont Duarte et ne pénétrèrent pas dans la capitale, pour protéger d'une éventuelle attaque des rebelles non pas seulement le CEFA, mais aussi le gouvernement; sans parler de la possibilité d'une véritable action offensive, c'est-à-dire d'une percée de chars contre les camps insurgés.

Wessin, nous l'avons vu, prétend en avoir été empêché par l'absence de troupes:

> « After sending the company to the bridge, I was left with only 200 men in my camp ».

La raison de ce manque de troupes, dans un camp qui, sur le papier, disposait de 2000 hommes, résiderait dans le fait que le 24 avril était un samedi, c'est-à-dire un jour de paie, jour où les hommes étaient de sortie à partir de 11 h 30 environ.

Jusqu'ici tout paraît se tenir très logiquement: samedi = jour de paie = sortie libre dès 11 h 30. Les soldats vont rejoindre leurs familles et le camp se trouve dégarni au moment où la nouvelle du « contre-coup » se répand.

Mais le général Wessin lui-même dément cette brillante explication. Il déclare que dans la nuit du vendredi au samedi (23-24 avril):

« At 2 o'clock in the morning, or shortly thereafter, I went to my camp and confined to quarters all troops ».[34]

Pire encore, lorsque M. Sourwine[35] lui demande:

« Did you recall troops who were at liberty, on passes? »[36]

il répond:

« I was able to reach those who lived in the city [Santo Domingo] ».[37]

Il ajoute cependant, conscient peut-être d'avoir commis une bévue,

« but there were many who lived out in the country, and these I wasn't able to reach ».[38]

L'excellent Sourwine n'approfondit pas la question et passe à d'autres sujets, sans s'apercevoir — ou sans vouloir s'apercevoir — que cette déclaration de Wessin vient de renverser les données du problème. Le facteur « samedi = jour de paie = sortie libre dès le matin » ne peut plus jouer: Wessin lui-même, il vient de le déclarer, « confined to quarters all troops » déjà dans la nuit du vendredi au samedi.

Mieux encore, parmi les soldats qui, dès le vendredi soir, étaient « at liberty, on passes », il a pu faire revenir au camp « those who lived in the city ». Il ne lui aurait pas été possible, en revanche, d'atteindre les « many who lived out in the country ». C'est à se demander, où vivaient les soldats du CEFA?

A San Isidro même il y a une résidence réservée aux soldats de la base aérienne et du CEFA, et à leurs familles. A un kilomètre environ du CEFA il y a un petit village, El Bonito, où vivent de nombreux militaires de San Isidro. Au « kilomètre 9 » de la Carretera Sánchez (autoroute qui relie San Isidro à Santo Domingo) il y a un village que Donald Reid Cabral a fait construire à l'usage exclusif des soldats du CEFA.

Dans l'Ensanche Ozama, à Las Minas, à Villa Duarte, quartiers populeux de la « gran Santo Domingo » — et qui se trouvent tous du côté *oriental* du pont Duarte — résident en grand nombre des militaires de San Isidro.

Si Wessin a pu atteindre les soldats du CEFA installés dans la capitale, à plus forte raison il doit avoir pu atteindre ceux qui vivent entre la capitale et San Isidro — non pas, certes, dans des maisons isolées, perdues sur des pics abrupts, mais regroupés dans les villages auxquels nous venons de faire allusion.

Faut-il donc croire que dans de telles conditions, après avoir confiné les troupes dans la nuit du vendredi au samedi, après avoir pu faire revenir au camp ces soldats qui se trouvaient à une certaine distance, Wessin se soit retrouvé, dans l'après-midi du 24, avec seulement 376 hommes sur un total de 2000, c'est-à-dire avec plus de 1600 absents (soit: 18,8% de présents, 81,2% d'absents)?

Même le désir de couvrir les mensonges du général Wessin ne peut nous permettre de déguiser la réalité à ce point, et transformer le pauvre soldat dominicain — dont le salaire mensuel ne dépasse pas 60 dollars — en un rentier aisé qui, le vendredi après-midi, prend sa voiture et va passer son week-end à la montagne.[39]

Mais si on exclut comme explication le manque d'effectifs, quelle est alors

la raison pour laquelle Wessin, en dépit des appels réitérés de Donald Reid Cabral, n'envoie pas ses troupes sauver le Triumvirat?

Aucun document, aucun argument valable, ne paraissent soutenir la thèse, avancée par certains, d'après laquelle Wessin lui-même était engagé dans une conspiration — une autre encore! — pour renverser un gouvernement dont il était pourtant le principal bénéficiaire. Une telle thèse nous paraît ne reposer que sur ces rumeurs (« chismes ») dont la République Dominicaine est tellement fertile, mais qui ne s'appuient sur aucun fondement sérieux.

Cependant, ce 24 avril 1965, Wessin se trouve soudain confronté à une situation particulièrement difficile. Il n'a plus, cette fois, à renverser un simple président de la République, après que de longs mois de conspiration eurent éliminé tous les risques de l'entreprise. Cette fois, il doit affronter des adversaires qui disposent d'une certaine force militaire, dont il est d'ailleurs difficile d'évaluer l'importance. Est-ce seulement le camp « 16 de Agosto » qui est en rébellion? Quelle est la position réelle du « 27 de Febrero » et du « 6½ de Artillería »? Sont-ils neutres, « pro-rebelles » ou ont-ils vraiment partie liée avec les rebelles?

Dans de telles conditions, Wessin hésite à se lancer seul. L'ennemi pourrait lui opposer des armes bien plus efficaces que les pavés des étudiants. Le prix d'une victoire pourrait être élevé, notamment en terme de chars ... et ce sont les chars, et non pas la gloire, qui assurent son pouvoir.

Au sein des Forces armées, Wessin s'en est pris à trop de « camarades »: on le considère comme responsable de la disgrâce de Neit Nivar Seijas, de Belisario Peguero Guerrero, de Montás Guerrero, de Viñas, de bien d'autres. Combien de « camarades » n'aimeraient, maintenant, le voir s'affaiblir, alors qu'eux garderaient leurs forces intactes; combien de « camarades » feraient le moindre geste pour aider l'« homme fort », dont ils envient et craignent le pouvoir? [40]

Mais c'est en particulier l'attitude de la « 19 de Noviembre » qui place Wessin dans une position extrêmement délicate et achève de le paralyser. Prendre la décision de marcher seul contre les rebelles l'amènerait automatiquement à dégarnir le CEFA, tout en ayant, à une centaine de mètres, un camp qui garderait sa force intacte. L'unité des Forces armées dominicaines est telle — unité que l'on accusera plus tard les constitutionnalistes d'avoir brisée — que rien ne garantit à Wessin que de los Santos ne parvienne, sur son dos, à un accord avec les rebelles.

Ne connaissant pas la force de l'ennemi, connaissant trop bien, en revanche, la « loyauté » de ses amis, Wessin se trouve donc dans une situation dangereuse. Il aurait fallu, pour y faire face, un chef décidé, prêt à assumer des risques et, surtout, à exploiter au maximum les forces dont il dispose. Mais Wessin n'en a pas l'étoffe; par contre, il tient beaucoup de l'autruche, qui se cache la tête au moment du danger. Plongé dans la passivité, il laissera s'écouler les heures, alors qu'il eût fallu agir rapidement. La surprise, le désarroi, la peur, le paralyseront à un point tel qu'il négligera même la plus élémentaire des précautions: envoyer des troupes au pont Duarte, et les y envoyer pour contrôler non seulement l'extrémité orientale, mais les deux extrémités, seul moyen de s'assurer la

possibilité de pénétrer en toute circonstance dans la ville. Trois jours plus tard, le 27 avril, il payera très cher cette erreur.

Théoriquement Wessin ne trahit pas Donald Reid Cabral, puisqu'il est opposé au renversement du Triumvirat; cependant, comment pourrait-on le qualifier de loyal? Sourd aux appels de Reid — pourtant son président et ministre des Forces armées! — il restera enfermé dans le CEFA, son précieux CEFA, avec ses hommes, ses chars, tel l'avare qui se cramponne à sa cassette et préfère mourir de faim plutôt que de se séparer d'elle.

Si la paralysie du CEFA s'explique donc pour une large part par la rupture de l'« ensemble » de San Isidro, il nous reste cependant à dégager les raisons de cette rupture.

Le général de los Santos Cespedes est en bonnes relations avec Donald Reid Cabral; il n'est pas, toutefois, l'« homme fort » du gouvernement. Il n'a donc pas nécessairement intérêt à assumer des risques pour assurer la survie d'un régime dont le principal bénéficiaire est Wessin, un voisin qui, non content de son contrôle sur le CEFA, tend à élargir son influence sur la Force aérienne elle-même. Beaucoup d'officiers supérieurs ont été déjà sacrifiés sur l'autel des ambitions de Wessin; peut-on être assuré de ne pas être le prochain? Ses relations avec Wessin, souvent tendues, ne donnent à de los Santos aucune garantie sur ce point.

Par contre le mouvement rebelle, n'ayant pour but — croit-il — que l'installation d'une junte militaire, pourrait lui offrir plus d'avantages que de risques. Dans une nouvelle formation qui surgirait des cendres du Triumvirat, de los Santos, n'étant pas entièrement identifié avec le régime déchu, ayant même coopéré à sa chute et disposant surtout — comme meilleur argument — d'une force militaire intacte, pourrait aisément maintenir sa position. Il pourrait même l'affermir. La disgrâce de Wessin dissiperait, en effet, la grave menace qui pèse sur son contrôle de la Force aérienne. Elle lui permettrait, peut-être, d'élargir sa propre influence sur le CEFA, ce qui équivaudrait à un renversement complet — et en sa faveur — de la situation existant le 24 avril.

Pour toutes ces raisons, de los Santos n'a pas intérêt à se battre pour défendre le Triumvirat; son intérêt le pousse, au contraire, à se rapprocher des rebelles, du moins aussi longtemps qu'il continue à croire que ceux-ci n'ont d'autre but que l'installation d'une junte militaire.

Pour ces mêmes raisons, Wessin ne peut que souhaiter la défaite des insurgés. Pour lui, il n'y a pas d'alternative. Tout mouvement rebelle, qu'il soit communiste, boschiste ou tout simplement « anti-Donald », doit nécessairement viser à modifier les rapports des forces existants dans le pays, que ce soit d'une façon radicale ou modérée. Mais les rapports des forces au 24 avril font de Wessin l'« homme fort » du gouvernement. Prétendre les modifier équivaut donc, automatiquement, à vouloir les modifier à son détriment.

Là où de los Santos croit à une possibilité d'affermir son pouvoir — ou, du moins, de le maintenir — Wessin ne peut voir qu'une menace à sa position privilégiée, visant à la détruire ou, du moins, à l'affaiblir. Ainsi les intérêts des deux généraux divergent. La rupture de l'« ensemble » est consommée.

Donald Reid Cabral, aussi absurde que cela puisse paraître, ignore ce qui est en train de se passer à San Isidro.[41] Fidèle au principe de ne couper les ponts que le plus tard possible — sait-on jamais par où il faudra s'échapper, qui on finira par trahir? — le général de los Santos Cespedes se garde bien de lui communiquer la véritable position de la « 19 de Noviembre ». Aux appels téléphoniques de Reid Cabral, il répond en réitérant sa loyauté au Triumvirat, et en promettant l'intervention de l'aviation ... pour le jour suivant. Quant à Wessin, il déclare à son tour appuyer le gouvernement, et explique son inaction par le manque de troupes et par le fait que l'aviation n'intervient pas (« ... he could not use his tanks without air support »).[42]

Donald Reid Cabral est donc confronté, ce soir du 24 avril, à un tableau somme toute rassurant.[43] San Isidro appuie loyalement le gouvernement, et sa passivité s'explique par des problèmes techniques qui sont d'ailleurs en cours de solution. Les forces loyales maintiennent le contrôle de la capitale. Les rebelles, isolés, n'osent pas sortir de leurs camps. Le reste du pays est calme. Les garnisons de l'intérieur réaffirment leur fidélité au Triumvirat. Comme dans la capitale, la population des villes de l'intérieur a vécu un court moment d'excitation lorsque la nouvelle d'un soulèvement militaire s'est répandue. Comme dans la capitale, la vague d'enthousiasme a brusquement cédé le pas à une morne résignation lorsque les forces gouvernementales ont repris Radio Santo Domingo Tv et démenti la nouvelle du soulèvement.

Le Triumvirat, tout en vivant un moment certes désagréable, semble donc en mesure de soumettre sans trop de difficultés le mouvement rebelle. A 19 h 53 Donald fait savoir à l'ambassade américaine qu'il envisage de

> « ... surround the rebel Camp 27th of February with loyal troops and cut off utilities there ».[44]

Un peu plus tard, vers 20 h 35, il prononce au Palais National un discours que la radio et la télévision retransmettent. Il y annonce que

> « ... a excepción del campamento 16 de Agosto ... y las instalaciones en que está alojada la Jefatura de Estado Mayor del Ejército ... todo el país se halla en calma, bajo el absoluto control del Gobierno ... »[45]

et il lance aux rebelles un ultimatum, les sommant à se rendre

> « ... a más tardar a las cinco de la mañana ... »[46]

Au cas où les insurgés refuseraient de se plier à l'ultimatum,

> « ... efectivos de todas las Fuerzas Armadas cumplirán la misión que les corresponde ... »[47]

Le pauvre Donald Reid Cabral est donc dans une situation de plus en plus éloignée de la réalité, situation où se trouve également l'ambassade des Etats-Unis, avec laquelle il se maintient d'ailleurs en contact étroit; ils peuvent ainsi échanger les faux renseignements dont ils disposent et partager ensemble, dans une belle harmonie, les mêmes erreurs. Situation vraiment singulière, ce 24 avril, en République Dominicaine, le président du pays et la puissante ambassade du

« grand frère » paraissant, par un curieux paradoxe, être les seuls à ne rien savoir de la situation réelle.

Pendant qu'à San Isidro on hésite et on trahit, pendant qu'au Palais National et à l'ambassade des Etats-Unis on se berce d'illusions, les rebelles se préparent à passer à l'offensive.

Le plan *Enriquillo* avait prévu un « centre » et une « périphérie ». A l'heure X les troupes du « centre », solidement constitutionnalistes dès le début, auraient dû occuper la capitale; les conjurés de la « périphérie », pour leur part, auraient dû paralyser les éventuelles réactions hostiles des corps auxquels ils appartenaient — de l'aviation en particulier — ou même les faire basculer du côté des insurgés. Wessin, isolé, n'aurait pu que s'incliner.

Mais la situation, en ce début d'après-midi du 24, apparaît bien différente de celle prévue par le plan *Enriquillo*. Les conjurés de la « périphérie », pris de court, n'ont pas pu — ou n'ont pas osé — agir: les forces armées de l'intérieur continuent à appuyer le gouvernement. La capitale est toujours aux mains du Triumvirat, et une attaque par surprise apparaît désormais impossible. A tout moment, par contre, San Isidro pourrait déclencher une attaque contre les rebelles. A une action combinée des chars de Wessin et des avions de de los Santos, les insurgés — auxquels ces armes font cruellement défaut — abandonnés à leurs seules ressources, confinés dans des camps difficiles à défendre, ne pourraient opposer qu'une résistance sans espoir.

De nombreux officiers du « centre », pourtant liés, plus ou moins étroitement, à la conspiration, hésitent devant de telles perspectives. Ces hésitations ne peuvent pas empêcher le ralliement immédiat du « 16 de Agosto » à la révolte. Dans ce camp, centre nerveux du mouvement, « todo el mundo estaba en la conspiración ».[48] Le commandant, le lieutenant-colonel Gutierrez Ramírez, ne peut plus reculer. Reid lui-même a songé à éviter ce risque: Gutierrez Ramírez est un des quatre officiers que Rivera Cuesta devait arrêter. Ceux qui hésitent ne constituent qu'une minorité trop faible pour pouvoir arrêter le cours des événements. C'est au « 16 de Agosto », bastion constitutionnaliste, que s'installe, dès le début, l'état-major de la révolte, avec à sa tête le lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

Le lieutenant-colonel Escarramán Mejía, commandant du « 6½ de Artillería », n'était pas dans la conspiration. Inquiet, ne sachant pas quelle attitude adopter, il veut tout d'abord se renseigner. Malheureusement pour lui, il choisit, pour ce faire, de quitter son camp. Pire encore, c'est à la *Jefatura de Estado Mayor E.N.*, chez Peña Taveras, qu'il va prendre les nouvelles. Et Peña Taveras, le voyant hésitant, n'est que trop heureux d'enrichir d'une nouvelle pièce sa collection de prisonniers de haut rang — Escarramán Mejía va donc rejoindre les Rivera Cuesta, les Ruiz Batista. Deux hommes décidés à ne pas reculer, le major Pindaro et, surtout, l'ex-major Núñez Nogueras, prennent alors la place qu'Escarramán Mejía a laissée vide. Sous l'impulsion de leur direction, le « 6½ de Artillería » se rallie très vite à la révolte.

Au « 27 de Febrero », en revanche, le mouvement piétine. Le commandant du camp, colonel Paulino Asiatico, est un militaire « traditionnel ». Les problèmes

« idéologiques » — démocratie, respect de la loi, lutte contre la corruption — ne le touchent pas particulièrement. Il est en bonnes relations avec Donald Reid Cabral. Cela ne signifie naturellement pas qu'il va risquer non pas sa vie — n'exagérons rien! — mais même sa carrière, et les avantages qui en découlent, pour défendre le Triumvirat. Cela signifie tout simplement que son voeu le plus sincère est de ne pas se compromettre avant de savoir quel est le côté qui va gagner. Il n'a pas peur de prendre position ... pourvu qu'il soit assuré d'être du côté du vainqueur. Préoccupation très compréhensible chez un homme pour lequel le souci fondamental est celui de son propre avenir, préoccupation que nous retrouverons, au cours de ces journées de crise, chez maints autres officiers, jusqu'au jour où une intervention étrangère résoudra le dilemme.

Le colonel Asiatico ne prend donc pas position contre le soulèvement. Cela pourrait être dangereux, tout d'abord parce qu'il n'est pas impossible que les rebelles gagnent, ensuite parce que lui-même se trouve dans la zone d'influence des insurgés; dans son propre camp, beaucoup d'officiers appuient la révolte. Les rebelles sont peut-être faibles en comparaison de San Isidro, mais San Isidro est loin ... Il se dit que bien des choses désagréables pourraient lui arriver avant que la révolte ne soit écrasée.

La position du colonel Asiatico face aux émissaires qui viennent du « 16 de Agosto » pour le convaincre d'abord, le contraindre ensuite, à se rallier à la rébellion, est donc fort simple. Quelques mots suffisent à la résumer: « Ne brusquons pas les choses. Naturellement je suis avec vous, mais pourquoi nous lancer dans une aventure? Nous sommes tous des frères. L'unité des forces armées doit être préservée. Ce qu'il faut c'est attendre, arriver à un compromis. Du calme surtout! » [49]

Déjà avant le 24 avril, le « 27 de Febrero » était, des trois camps du « centre », celui où l'influence des conjurés était la moins forte. Elle l'était suffisamment, cependant, pour que l'on pût croire qu'au moment décisif une action ferme, et préparée à l'avance, emporterait les hésitants et isolerait la petite minorité franchement hostile, la mettant ainsi dans l'impossibilité de nuire. Mais la réalité est différente. Les circonstances dans lesquelles le « contre-coup » doit être déclenché accroissent, au lieu de le réduire, le nombre des hésitants. Paulino Asiatico qui, lui, se garde bien de commettre la même imprudence qu'Escaramán Mejía, se trouve donc dans une position beaucoup plus solide que prévu.

Si nous essayons, par un schéma simplificateur et donc imprécis, de résumer l'activité des rebelles au cours de cette première journée, nous aurons donc une phase initiale au cours de laquelle les insurgés — qui ont déjà perdu, pour le moment du moins, la « périphérie » — ne disposent même pas de l'ensemble de ce « centre » qui, d'après le plan *Enriquillo,* devait constituer le fer de lance de leur mouvement. S'ils sont solidement installés au « 16 de Agosto » et au « 6½ de Artillería », ils se trouvent par contre confrontés à un « 27 de Febrero » hésitant où, à côté d'un noyau de « durs », louvoie une majorité d'indécis, dont l'attitude peut être résumée par un « oui mais », l'accent tombant, chez la plupart, beaucoup plus sur le « mais » que sur le « oui ».

Au cours de cette phase déjà, de premiers contacts sont établis entre le « 27 de Febrero » et la direction du mouvement rebelle. Des officiers « durs » font la

navette entre les différents camps, tandis que, répondant à l'appel de Hernando Ramírez, des officiers du « 27 de Febrero » vont au « 16 de Agosto » recevoir les instructions du leader rebelle. Des émissaires des autres camps, aussi bien qu'un groupe de ses propres officiers, demandent à Paulino Asiatico de s'aligner fermement sur le mouvement, et essayent de convaincre les hésitants, au cours d'innombrables conversations particulières dans lesquelles paraît se fractionner, par moments, la vie du camp.

La pression des « durs » reste somme toute assez timide tout au long de cette première phase. Elle s'accroît, en revanche, vers la fin de l'après-midi lorsque, désormais réorganisés dans leur « centre étroit », ils commencent à se sentir dans une position de force, tandis que la passivité de San Isidro, de plus en plus évidente à mesure que le temps passe, commence à rassurer les hésitants. C'est entre 17 h 30 et 18 heures, avec l'arrivée au « 27 de Febrero » de deux leaders du mouvement, le colonel Caamaño et l'ex-capitaine Lachapelle Díaz, appels — fait place à une phase nouvelle, où la persuasion est de plus en plus remplacée par la menace, l'invitation par l'ultimatum. Un nombre toujours plus réduit d'officiers soutient encore la position attentiste de Paulino Asiatico; la troupe, désormais, ne les suit plus. L'armement lourd du « 6½ de Artillería », solidement constitutionnaliste, situé à une centaine de mètres à peine du « 27 de Febrero », ajoute un poids particulier aux arguments de ceux qui trouvent que l'on a trop palabré et pas assez agi. Bientôt, c'est à un ultimatum que Paulino Asiatico se voit acculé: adhérer à la rébellion, ou être arrêté. Il y adhère; presque aussitôt il s'échappera du camp en voiture.

Il est entre 20 heures et 21 heures. Le « 27 de Febrero » est désormais fermement intégré au mouvement. S'ouvre donc une troisième, et dernière phase, où les rebelles, ayant finalement rétabli l'unité du « centre », peuvent enfin se préparer à passer à l'offensive. Leur objectif immédiat est l'occupation de la capitale, nécessité vitale tant au point de vue militaire que politique.

Cependant, bien plus qu'une activité militaire, c'est une fois de plus la diplomatie qui caractérise cette troisième phase. C'est vers 19 heures que la réunion à la « 19 de Noviembre » s'est terminée. Conformément aux décisions qui y ont été arrêtées, le général de los Santos Cespedes s'efforce alors d'entrer en contact avec les leaders de la rébellion. Un peu plus tard, au cours d'une conversation téléphonique avec Hernando Ramírez, un accord est facilement réalisé: le jour suivant, tôt dans la matinée, un représentant de la base aérienne se rendra aux camps rebelles pour chercher une solution commune.

Accord vague, superficiel, qui ne va pas au fond du problème et n'engage que ceux qui veulent se laisser engager. Pour de los Santos, il paraît signifier que les insurgés passeront la nuit dans leurs camps où, avec l'arrivée du nouveau jour, ils seront une cible facile pour ses avions — excellente garantie pour de « fructueuses » négociations.[50]

Pour les rebelles, par contre, cet accord n'est qu'une preuve de plus de la passivité de de los Santos, qui leur concède quelques heures supplémentaires, comme pour les dédommager de celles qu'ils ont perdues dans l'après-midi, ce qui leur permettra, en toute tranquillité, de réaliser leurs plans.

Mais les contacts des leaders rebelles avec l'« extérieur » ne se limitent pas au seul de los Santos. Désireux de réduire au minimum les risques qu'entraîne une occupation de la capitale, ils déclenchent dans cette dernière phase une « offensive téléphonique » d'envergure. Offensive qui vise en particulier ces forces qui, par leur position géographique, pourraient intervenir lors d'une avance rebelle: la police, avec 3.000 hommes dans la capitale, et le bataillon d'élite Mella qui, basé à San Cristobal, n'est distant que d'une trentaine de kilomètres de Santo Domingo. Le colonel Pérez Aponte, commandant du Mella, appartient, ainsi que la plupart de ses officiers, au Groupe de San Cristobal. N'ayant donc aucun intérêt à la survie d'un régime dont il pourrait bientôt être la prochaine victime, il n'a aucune raison de refuser à Hernando Ramírez un appui qui lui coûtera d'autant moins cher qu'il ne s'accompagne d'aucune mesure concrète: formellement pro-rebelle, le bataillon Mella restera à San Cristobal à attendre l'évolution des événements.

En dépit des invitations réitérées des insurgés, le général Despradel Brache, chef de la Police, refuse de rallier le mouvement. Il refuse aussi, cependant, de continuer à s'opposer à une révolte qui, du fait de la passivité de San Isidro et de l'énergie même des rebelles, acquiert une force insoupçonnée. A cette décision contribue, peut-être, l'attitude de beaucoup de ses officiers qui n'oublient pas que Reid Cabral a, quelques semaines plus tôt, brusquement limogé le général Belisario Peguero, « homme fort » de la Police, et qui jouissait, et jouit toujours, d'un fort prestige auprès de ses anciens subordonnés.

Situation vraiment singulière, où le chef de la Police n'est pas « contre » la révolte — les insurgés pourraient gagner — n'est pas « pour » — les insurgés pourraient être battus — et se trouve cependant dans la zone même où une offensive va bientôt être déclenchée. Situation qui pourrait paraître sans issue à un homme moins « agile ». Le général Despradel, cependant, croit trouver, par un prodige d'équilibrage, le moyen de sortir de l'impasse où son opportunisme l'a bloqué: il découvre soudain une vocation « apolitique » à l'institution qu'il dirige.

La police dominicaine s'est toujours signalée par ses activités répressives — sauf dans la courte période du gouvernement Bosch.

Sous le Triumvirat elle a consacré le meilleur de ses énergies à faire entrer à coups de bâton — ou de mitrailleuse — un peu de sagesse dans les crânes de l'opposition.

Dans l'après-midi du 24 avril encore, elle a été un instrument de répression. Maintenant, la voilà devenue apolitique, car brimer une population désarmée est une chose, affronter les bataillons d'élite de l'armée en est une autre, surtout lorsqu'il s'agit d'un mouvement qui pourrait finir par triompher.

Le général Despradel répondra donc aux avances rebelles, ce soir du 24 avril, en déclarant que la police a pour tâche exclusive de maintenir l'ordre public. Par contre, elle n'a pas à se mêler des rivalités entre factions militaires (« ... él no se quería meter en una pelea entre militares y ... se mantenía neutral ... »).[51]

Aux militaires, donc, de s'entre-tuer pour le pouvoir ... le chef de la police préfère se réfugier dans l'expectative, d'où il sortira une fois la lutte terminée

pour recommencer à servir avec entrain le vainqueur ... et recommencer brimades et répressions contre une population désarmée.

Position absurde, irréelle, qui ne surprend que par son cynisme, par son opportunisme. Position qui convient, cependant, aux leaders rebelles. Ils l'acceptent, parce qu'elle signifie, en termes concrets, que les 3.000 hommes de la police ne s'opposeront pas à leur entrée dans la capitale.

Avec la base aérienne de San Isidro qui joue à la « Belle au bois dormant », le bataillon Mella qui « appuie » le mouvement, la police « apolitique », la voie de la capitale est désormais ouverte aux insurgés.

Quant à Wessin, les rebelles ne se font pas d'illusions sur ses sentiments. Mais ils connaissent trop bien son « esprit de décision », ses qualités « guerrières », pour craindre une réaction de sa part.

Ils sont convaincus — et les faits leur donneront raison — que l'homme qui, pendant la journée, n'a pas lancé ses chars dans les rues d'une ville pourtant occupée par des forces amies, n'osera pas le faire une fois que la nuit, et la présence de troupes hostiles, rendront cette entreprise doublement dangereuse.

D'autres forces de la capitale, les garnisons de *Intendencia* et *Transportación*, d'ailleurs négligeables sur le plan militaire, ont déjà fait connaître leur adhésion à la révolte, adhésion qui, et on le sait d'avance, n'est motivée que par l'opportunisme. Le *Polvorín*, pour sa part, est assez franchement pro-rebelle grâce à son commandant, le lieutenant Faña.

Reste la Garde présidentielle ... mais elle est noyautée par les insurgés. Restent aussi les chars du CEFA détachés au Palais National ... mais quelle résistance pourraient fournir huit tanks et quatre chars d'assaut? [52] Leur général est de l'autre côté de la rivière, tapi à San Isidro; devant eux prendront position les unités rebelles; autour d'eux, les submergeant par son nombre, la masse des 400.000 habitants de la capitale. Multitude qui a été momentanément « assagie », quelques heures plus tôt, à coups de crosse et sous la menace des mitrailleuses, mais qui n'en a pas moins bruyamment démontré de quel côté vont ses sympathies. Encouragée, enivrée, par la présence des rebelles dans la ville, elle constituera, de par son seul nombre, une force que le petit détachement du CEFA n'osera plus provoquer.

Minuit approche. Les aiguilles des montres annoncent que le 24 avril appartient désormais à l'histoire. Bientôt, au camp « 16 de Agosto », des soldats commencent à monter sur des camions, bientôt les camions commencent à rouler vers le sud-est, en direction de la capitale. Il est environ une heure du matin. L'offensive constitutionnaliste est enfin déclenchée. D'après le plan *Enriquillo*, elle aurait dû l'être quelques minutes à peine après l'heure X. Mais à cause des circonstances que nous venons d'évoquer, un processus long et laborieux a été nécessaire, processus qui a exigé plus de douze heures. Ce retard aurait pu avoir des conséquences désastreuses, si les forces « loyales » avaient réagi. Mais l'incapacité, la bêtise, l'opportunisme, la trahison, ont empêché toute autre réaction que celle qui, dans la capitale, a consisté à frapper sur une foule désarmée.

Les rebelles ont été les premiers à se ressaisir, à retrouver la force d'agir. La récompense est désormais à leur portée: devant leurs yeux s'étend la capitale.

CHAPITRE V

1. Il s'agit des officiers suivants:
— le lieutenant-colonel Giovanni María Gutiérrez Ramírez
— les majors Eladio Ramírez Sánchez, et
— Juan María Lora Fernández
— le capitaine José Aníbal Noboa Garnes.

2. Le restaurant Mario, en particulier, regorge de conjurés. À une table sont réunis des ex-officiers du « Grupo de la Bomba », l'élite des constitutionnalistes, les Lachapelle Díaz, Jiménez Germán, Bobadilla Ubico, Quiróz Pérez, Gerardo Brito, Sención Silverio. A une autre table, le capitaine de frégate Montes Arache avec l'instructeur des hommes-grenouilles, l'Italien Ilio Capozzi.

Il ne faudrait pas, pour autant, se hâter de conclure que le restaurant Mario s'est transformé en Q.G. de la conspiration. Ce n'est pas une raison mystérieuse qui réunit tant de constitutionnalistes, c'est, plus simplement, leur goût commun pour la bonne cuisine (interview de l'ex-lieutenant Sención Silverio).

3. Radio privée, appartenant à José Antonio Brea Peña, riche commerçant et *Secretario de Finanzas* du PRD.

4. *Listin Diario,* 25 avril 1965, p. 1.

5. *El Caribe,* 25 avril 1965, p. 12.

6. *Loc. cit.*

7. BRUGAL ALFAU, Danilo: *Tragedia en Santo Domingo. Documentos para la Historia.* Santo Domingo, Editora del Caribe, p. 13.

8. MOYA PONS, Frank R.: Notes du 24 avril 1965; archives de l'auteur. Ci-après: MOYA PONS, « Notes ».

9. Le colonel de la Police Nationale Ramón Adames Ovalles (*Listin Diario,* 25 avril 1965, p. 1).

10. MOYA PONS: « Notes ».

11. Décret 2433 (*Listin Diario,* 25 avril 1965, p. 1).

12. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS. First Session, October 1, 1965. *Testimony of Brigadier General Elias Wessin y Wessin,* Washington, U.S. Government Printing Office, 1965, p. 15.

13. Interview du colonel Pedro Bartolomeo Benoit, officier de la « 19 de Noviembre ».

14. Pour les relations entre Wessin et la « 19 de Noviembre », cf. *supra,* ch. IV, pp. 183-184.

15. Ces pages (237-238) s'appuient en particulier sur toute une série de conversations tenues avec le colonel Benoit au cours du printemps 1969.

16. On se croirait dans un Parlement!

17. Interview du général Wessin et du colonel Benoit. Cf. également: HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965.

18. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS. First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 156.

19. Une telle proposition était une initiative personnelle du colonel Benoit qui outrepassait ainsi son mandat, la position de la « 19 de Noviembre » étant par contre de ne pas agir jusqu'aux conversations avec les rebelles.

20. Telle était aussi, à des nuances près, la thèse qu'avaient défendue, lors de la réunion de l'après-midi, les officiers « wessinistes » de la force aérienne.

21. Interview du colonel Benoit.

22. Au moment, où il fait ces déclarations (octobre 1965), le général Wessin se trouve dans un exil doré à Miami, où le gouvernement provisoire du docteur García Godoy l'a fait déporter.

23. Il y une chose particulièrement pénible dans toute la déposition du général Wessin. C'est que les sénateurs devant lesquels il porte son « témoignage » — et aux questions desquels il répond avec empressement — ne représentent pas son pays, mais une puissance étrangère, aussi amie qu'on veuille la considérer. On s'imaginerait mal un général — ou même un ex-général — américain déposer devant le Sénat français! Nous avons ici, une fois de plus, une démonstration de cet « internationalisme » à sens unique

qui inspire une certaine catégorie de Dominicains (et pas seulement de Dominicains!).

24. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS. First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 157.

25. Roman L. Hruska (Nebraska) est un des deux sénateurs devant lesquels Wessin est en train de témoigner, l'autre étant Thomas J. Dodd (Massachusetts).

26. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS. First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 157.

27. *Loc. cit.*

28. *Loc. cit.*

29. *Loc. cit.*

30. *Loc. cit.*

31. *Loc. cit.*

32. *Loc. cit.*

33. Dans l'après-midi du 24 avril Wessin envoya à la capitale quatre de ses officiers (le colonel Morillo Lopez, le lieutenant-colonel Granpolver Medina, le lieutenant Holguin et un quatrième que nous n'avons pas pu identifier). Ils avaient pour tâche de suivre de près le développement des événements et de prendre en main les forces du CEFA détachées au Palais National.

C'est à cela que se réduit en réalité toute l'activité militaire du général Wessin le premier jour du soulèvement constitutionnaliste.

34. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS. First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 156.

35. J. G. Sourwine, *Chief Counsel* du *Subcommittee To Investigate The Administration Of The Internal Security Act and Other Internal Security Laws.*

36. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 156.

37. *Loc. cit.*

38. *Loc. cit.*

39. Il est intéressant de remarquer que ni le sénateur Dodd, ni le sénateur Hruska — pourtant si attentifs lorsqu'il s'agit de repérer une conspiration « castro-communiste » (surtout si on peut lui trouver des origines « mosco-pékinoises) — n'ont pas noté cette faille béante dans la justification du général Wessin. Probablement — plus que par manque de capacités intellectuelles — cela peut s'expliquer par la bienveillance inconditionnelle avec laquelle ils écoutent les dépositions de Wessin, champion « sans peur et sans reproche » d'un anticommunisme de choc.

40. Le général Montás Guerrero, le 27, lors de l'offensive « loyaliste » contre la capitale, donnera une preuve éclatante de cette « solidarité » (cf. *infra,* ch. IX, p. 362).

Ce ne sera d'ailleurs qu'un exemple parmi les innombrables qui illustrent cette période.

41. Interview de Donald Reid Cabral. Le paragraphe qui suit est surtout basé sur notre interview de Donald Reid Cabral.

42. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?* Washington, D.C., Georgetown University, 1966, p. 15 (The Center for Strategic Studies. Special Reports Series, no 2).

43. Interview de Donald Reid Cabral.

44. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.,* p. 13.

45. *Listin Diario,* 25 avril 1965, p. 14.

46. *Loc. cit.*

47. *Loc. cit.* Le discours de Reid Cabral cherche à donner l'impression que le gouvernement est en position de force: deux camps seulement en rébellion, calme dans le pays, ultimatum aux insurgés. Chez la plupart il atteindra le but désiré. Chez certains, en revanche, il produira l'effet contraire: ils croyaient la révolte étouffée — si révolte il y eut. Ils apprennent maintenant, de la bouche même du Chef de l'Etat, non seulement qu'un soulèvement s'est vraiment produit, mais encore — personne n'osait plus l'espérer — que les insurgés résistent toujours.

48. Interview de l'ex-lieutenant Lorenzo Sención Silverio.

49. Ce raisonnement, ainsi que l'étude des prises de position, a été reconstruit grâce à de longues conversations avec des officiers qui se trouvaient, le 24 avril, dans les camps du « centre ».

50. Nous nous rapportons ici, en plus des sources mentionnées plus haut (cf. *supra*, note 49), à des conversations avec le colonel Benoit.

51. LLANO MONTES, Antonio: *Santo Domingo: Barricadas de Odio, Mexico* (D.F.), Editores Mexicanos Unidos, 1966, p. 109.

52. C'est le chiffre que donne *El Caribe* (*El Caribe,* 25 avril 1965, p. 5). Les réponses que l'auteur a obtenues à ce sujet au cours de ses interviews ne lui permettent pas de fixer avec précision le nombre des tanks et chars d'assaut qui se trouvaient, le 24 avril, au Palais National. Elles permettent, cependant, de le circonscrire entre une limite inférieure de sept et une limite supérieure de douze unités.

Chapitre VI

DU « CONTRE-COUP » A LA GUERRE CIVILE

C'est vers 1 h 30 du matin que les unités rebelles font leur entrée dans la capitale.[1] Aucune résistance n'entrave leur avance. Comment pourrait-il en être autrement? Les troupes de San Isidro sont ... à San Isidro, le bataillon Mella est ... à San Cristobal. Parmi les forces qui se trouvent dans la capitale, celles qui ne sont pas « apolitiques » « adhèrent », tandis que celles qui, formellement, se veulent neutres (Garde présidentielle et détachement du CEFA), se gardent bien de commettre des actes « inconsidérés » qui pourraient attirer sur elles le courroux des rebelles.

Soudain une sirène brise le silence de la nuit:[2] c'est en envoyant un soldat actionner la sirène de la caserne des pompiers que le major Núñez Nogueras annonce à la population endormie l'arrivée de ces troupes qu'elle a vainement attendues au cours de l'après-midi.

Rapidement les insurgés occupent les points stratégiques de la ville. Un anachronisme subsiste cependant, de plus en plus absurde à mesure que le temps passe: Donald Reid Cabral est toujours président du Triumvirat, il siège toujours au Palais National, seul endroit où son autorité continue de s'exercer — à des degrés différents, selon les étages.

Il serait relativement facile pour les rebelles de s'emparer du Palais, défendu par une Garde présidentielle noyautée par leurs partisans, et par une douzaine de chars du CEFA, dont les équipages doivent bien regretter la tranquillité de San Isidro. Mais la vie de quelques soldats pourrait être le prix d'une attaque victorieuse. Un tel prix ne paraît pas élevé, puisqu'il permettrait de s'emparer du chef du gouvernement, du palais où il siège — symbole du pouvoir — et éliminerait en même temps ce qui pourrait devenir une poche de la résistance ennemie. Les insurgés, cependant, refusent de ternir par une victoire sanglante une révolte qui, jusqu'alors, n'a progressé qu'à coups de téléphone. Pour eux Donald Reid Cabral ne vaut pas un tel prix. Son sort est désormais décidé. Le palais où il « siège » s'est transformé en une vaste prison, d'où personne ne viendra le délivrer — un délai de quelques heures ne pourra en rien changer cette réalité.

Et les rebelles préfèrent alors recourir, une fois de plus, à l'arme qui leur a, jusqu'à présent, donné d'aussi heureux résultats: la « diplomatie ». La personnalité du commandant de la Garde présidentielle, le colonel Calderón Fernández, facilite leur tâche et en garantit le succès. Depuis quatre ans, Calderón Fer-

nández s'est taillé une solide réputation d'opportunisme, opportunisme qui lui a d'ailleurs permis de continuer à occuper paisiblement, sous quatre présidents,[3] des positions le mettant directement en contact avec un endroit aussi peu paisible que le Palais National. Et maintenant, à l'heure de la décision — quand tant d'autres hommes fléchissent — Calderón se montre pleinement à la hauteur de sa réputation. Un accord, dans les faits si non dans la forme, est vite réalisé entre lui et les leaders rebelles. Le Palais National est neutralisé. « Gouvernemental » à l'intérieur, il abrite le fantôme d'un président et quelques centaines de soldats qui se comportent en spectateurs désintéressés. En face, c'est le territoire rebelle qui commence. Les soldats du CEFA, pour leur part, paraissent s'accomoder fort bien de cette singulière situation.

A San Isidro, le général de los Santos Cespedes ne s'attendait pas à l'occupation de la capitale par les rebelles. Il croyait, au contraire, que ceux-ci, répondant à sa passivité par une égale absence d'initiative, attendraient sagement (et stupidement) dans leurs camps l'arrivée de son représentant. Ensuite, une fois l'accord réalisé sur la formation d'une junte militaire, on irait tous ensemble « remercier » Reid Cabral et lui annoncer qu'il pouvait se retirer, les Forces Armées n'ayant plus besoin de ses services. En attendant, la capitale aurait continué à jouer son rôle de « zone tampon », la police maintenant l'ordre dans les rues, et Reid Cabral siégeant toujours au Palais National, toujours chef du pays, toujours sans troupes.

Mais les rebelles ne respectent pas les « règles du jeu » et absorbent la zone tampon. Le téléphone — à travers lequel arrivent les appels de plus en plus désespérés de Reid Cabral — met rapidement de los Santos au courant de ce nouveau fait accompli. Une fois encore, c'est par la passivité qu'il choisit de répondre. Sur le plan militaire, il est vrai, il n'a pas beaucoup de choix: la nuit aveuglant ses avions, l'action militaire qu'il a refusé d'entreprendre au cours de l'après-midi devient maintenant pratiquement impossible, et cela d'autant plus que les insurgés sont désormais dans la ville. La conviction que les rebelles finiront par accepter une solution « raisonnable » exclut d'autre part toute réaction trop hâtive. Cependant, c'est sur le plan « diplomatique » qu'il aurait dû réagir. Le temps joue désormais en faveur des insurgés, qui heure après heure voient se renforcer leur contrôle sur la capitale.

C'est pourquoi de los Santos aurait dû s'efforcer d'obtenir que les conversations entre son représentant et les leaders de la révolte, prévues pour la matinée, s'engagent immédiatement. Un tel effort ne fut pas entrepris.[4]

C'est seulement vers 8 heures du matin que le représentant de la « 19 de Noviembre », le colonel Enrique Pérez y Pérez,[5] quitte San Isidro. Il ne réussira même pas à franchir le pont Duarte. La foule, qui y est massée, reconnaît en lui un officier de San Isidro. Sa voiture est brûlée, lui-même doit chercher son salut dans la fuite.

Mais cet incident n'entraîne pas la rupture des négociations, celles-ci étant souhaitées de part et d'autre, chacun croyant pouvoir imposer son point de vue.

Les rebelles demandent donc par téléphone à de los Santos d'envoyer un autre représentant. Le colonel Benoit est choisi. Pour éviter que l'incident de Pérez y Pérez ne se répète, il est envoyé en hélicoptère. Cependant, à cause de

tous ces délais, ce ne sera que vers 11 heures qu'il arrivera dans la capitale. Or, quelques minutes avant son arrivée, un événement important s'y est produit: Donald Reid Cabral a démissionné.

Reid Cabral a passé la nuit dans son bureau du Palais National, d'où il a assisté, en spectateur impuissant, à l'occupation de la ville par les rebelles et à sa propre « neutralisation ». Suspendu au téléphone, il a continué à faire ce qu'il a fait pendant les heures qui ont suivi l'arrestation de Rivera Cuesta: demander à ses chefs militaires — et en particulier aux généraux Wessin, enfant choyé du régime, et de los Santos — s'ils voulaient bien avoir la bonté de sauver son régime. Il a continué à recevoir les mêmes réponses: la fidélité de ses officiers demeurait inébranlable, leur appui continuait à ne pas se matérialiser.[6] Ce qui n'est pas sans rappeler le vieux refrain: « ... tout va très bien, Mme la Marquise, seulement seulement, il faut que l'on vous dise ... ».

Pendant ce temps, présage de défaite,

> « al Palacio llegan claramente los gritos de las multitudines que corean: ¡Que vuelva Juan Bosch! »[7]

Dans une telle situation un seul espoir restait à Reid Cabral: l'ambassade des Etats-Unis, *refugium peccatorum* de sa faible dictature pendant plus d'un an.

Presque cinq mois plus tard — le 15 septembre 1965 — le sénateur Fulbright, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, portera le jugement suivant sur la politique de son gouvernement au cours des premières 24 heures de la crise:

> « When the Dominican revolution began on Saturday, April 24, the United States had three options available. First, it could have supported the Reid Cabral Government; second, it could have supported the revolutionary forces; and third, it could do nothing.
> The administration chose the last course. When Donald Reid Cabral asked for United States intervention on Sunday morning, April 25, he was given no encouragement.
> ... If the United States thought that Reid was giving the Dominican Republic the best government it had or was likely to get, why did the United States not react more vigorously to support him? »[8]

Le 24 avril 1965 l'ambassade des Etats-Unis en République Dominicaine se voit soudain confrontée à un événement auquel elle était bien loin de s'attendre: un soulèvement militaire contre le Triumvirat.

Il aurait fallu, pour faire face à une telle situation, une ambassade pleinement efficiente; on se trouve en présence, en revanche, d'une ambassade à moitié vide, une ambassade « en vacances ». L'ambassadeur, Bennett, se trouve, depuis le 23, en Géorgie, son Etat natal, où il est allé rendre visite à sa mère, gravement malade. C'est à la radio, comme un vulgaire citoyen, qu'il apprendra qu'une révolte militaire a éclaté dans « son » pays. Des treize membres du *Military Advisory Assistance Group*, onze se trouvent à Panama, où ils participent

à une conférence de routine. William C. Ide, chef de la mission de l'Agence Internationale de Développement en République Dominicaine, est à Washington, ainsi qu'Anthony Ruiz, *Public Safety Adviser* de l'ambassade. L'attaché naval, le lieutenant-colonel Heywood, se trouve, lui, en République Dominicaine, mais bien éloigné du centre des événements: au moment où Peña Taveras arrête Rivera Cuesta, Heywood est occupé à chasser le canard dans le Cibao, en compagnie du général Imbert Barrera. C'est seulement dans la soirée qu'il regagnera la capitale; la marine dominicaine se trouvera donc, au cours des premières heures de la crise, privée de son « conseiller spirituel ».[9-10]

A la tête d'une telle ambassade — surprise par les événements, diminuée dans son personnel — se trouve le Chargé d'affaires William B. Connett,[11] « who had been in the Dominican Republic *only* [12] five and half months ... » [13]; et certains ont voulu voir dans la brièveté — relative — de ce séjour une circonstance atténuante pour l'échec total par lequel se solda l'activité de l'ambassade au cours de ces premiers jours de crise — et de ces premières 24 heures en particulier. Mais un tel laps de temps, sans doute insuffisant s'il s'était agi d'une « one man mission », aurait dû largement suffire à familiariser avec la situation locale d'un pays certes complexe, mais somme toute de petites dimensions, un homme qui était le « numéro deux » d'une ambassade riche en moyens et en personnel, un homme qui aurait dû pouvoir compter sur l'assistance et les *briefings* de ses collègues, des membres de la CIA en particulier. L'échec de William B. Connett au cours des trois jours pendant lesquels il eut à diriger le sort de l'ambassade n'est pas imputable — même en partie — à la brièveté de son séjour dans le pays. Il s'agit de l'échec d'un homme; mais c'est, en même temps, beaucoup plus: l'échec de toute une équipe — et de ses méthodes de travail — l'échec d'une ambassade. Le fait que le gouvernement des Etats-Unis ait choisi « to do nothing » au cours des premières 24 heures de la révolte ne s'explique pas par un manque de continuité de la politique américaine, contrairement à ce que suggère le sénateur Fulbright (« if the United States thought that Reid was giving the Dominican Republic the best government it had or was likely to get, why did the United States not react more vigorously to support him? »). L'attitude de Washington s'explique, en revanche, par l'incapacité de ses représentants en République Dominicaine à analyser la situation locale. Au cours de ces premières 24 heures, l'ambassade américaine accumulera les erreurs d'évaluation: quant aux rapports des forces entre gouvernement et rebelles tout d'abord, quant aux buts mêmes des rebelles ensuite. Elle se trouvera donc constamment en retard sur le déroulement d'événements dont elle ne réussit ni à comprendre la signification, ni à mesurer l'envergure.

La première erreur de l'ambassade américaine — en ce qui concerne l'évaluation des rapports des forces entre gouvernement et insurgés — est la conséquence inévitable de deux lourdes fautes préalables d'analyse qu'elle commet: a) sous-estimation de la force, et de la détermination, des unités rebelles, b) sur-estimation de la fidélité des forces « loyales ». En particulier l'ambassade américaine paraît tout ignorer de la véritable position de la « 19 de Noviembre », et croire aux promesses que de los Santos Cespedes fait à Reid Cabral et aux attachés militaires américains eux-mêmes.

Il s'ensuit qu'au milieu de l'après-midi la situation apparaît grosso modo la suivante aux diplomates américains: après une période de confusion initiale, les « forces de l'ordre » ont repris en main la situation et les « fauteurs de trouble » sont sous contrôle; seuls deux camps de l'armée sont en rébellion; le reste des Forces armées, et en particulier le puissant « ensemble » de San Isidro, demeure fidèle au Triumvirat. Le rapport des forces paraît donc nettement favorable aux gouvernementaux. C'est pourquoi, pour employer les mots de John B. Martin,

« ... Washington — and the Embassy — believed the Reid government had regained control ... » [14]

Et le journaliste Tad Szulc, spécialiste du *New York Times* pour les questions d'Amérique latine, écrira, à propos d'une conversation qu'il eut, dans la soirée du 24, au *Dominican Desk* du Département d'Etat:

« ... The State Department official, quoting reports from our embassy in Santo Domingo, told me that ... the rebellion did not seem to amount to much. He reported that loyal forces had recaptured Radio Santo Domingo ... and that president Reid had issued an ultimatum to the military insurgents ... to surrender ... or face an attack by loyalist troops ... » [15]

Les dépêches de l'ambassade devaient d'ailleurs paraître à ce point rassurantes, qu'Harry Shlaudeman, le *Dominican Desk officer* au Département d'Etat, quitta son bureau pour rentrer chez lui dès 6 h 30 du soir.[16]

C'est cet optimisme qui explique le comportement des Etats-Unis dans cette première journée de la révolte. S'il est exact qu'ils choisirent « to do nothing », il n'est cependant pas juste d'attribuer une telle attitude à un retrait soudain de leur appui à la dictature de Donald Reid Cabral. Ils estimèrent tout simplement que le Triumvirat pouvait dominer la situation sans l'aide d'une pression américaine. Dans de telles circonstances les Etats-Unis n'avaient aucun intérêt à s'identifier inutilement à un gouvernement impopulaire, gouvernement qui serait probablement amené, après la révolte, à prendre des mesures répressives qui ne feraient qu'affaiblir son prestige, dans le pays aussi bien qu'à l'étranger. Les Etats-Unis n'avaient aucun intérêt, en particulier, à provoquer sans raison l'opinion « libérale » des deux côtés du Rio Grande, en s'exposant aux amères accusations d'« ingérence yankee » que ne manqueraient pas de lancer les vaincus, ainsi que tous ceux qui, neutres ou vainqueurs insatisfaits, avaient, ou allaient bientôt avoir, des raisons de se plaindre du gouvernement de Donald Reid Cabral. Finalement, une pression américaine en faveur du Triumvirat apparaissait à ce moment d'autant plus inopportune que Reid lui-même, convaincu de pouvoir rétablir sans peine la situation, ne demandait aucune aide.

L'occupation de la capitale par les rebelles, dont même l'« omniprésente » CIA ne put pas ne pas s'apercevoir, obligea l'ambassade américaine à reconnaître que les insurgés étaient plus forts — et, surtout, plus décidés — qu'elle ne l'avait cru. La passivité prolongée de San Isidro, d'autre part, rendait de plus en plus douteuse, même pour les diplomates américains, la fidélité au régime des généraux « loyaux ».

« By early morning of the 25th, it had become clear that the loyal Dominican military commanders were not going to support Reid,[17] no matter what else they might decide to do. The men at the embassy learned that the Air Force officers, de los Santos and his staff, had held a meeting and agreed not to fight against their comrades ».[18-19]

Désormais il est enfin clair pour l'ambassade que seule une violente pression américaine sur les chefs militaires dominicains pourrait avoir des chances de convaincre ceux-ci à défendre le Triumvirat — au lieu d'être complices de sa chute.

Désormais Donald Reid Cabral, devant l'évidence de l'extrême faiblesse de sa position, se tourne vers l'ambassade américaine en quête de cette aide qu'il n'avait pas jugée nécessaire le jour précédent. L'assistance qu'il demande prend des formes différentes: pression de l'ambassade sur les généraux «loyaux» — pour qu'ils acceptent de défendre son gouvernement, pression sur les rebelles — pour qu'ils acceptent un compromis, et même intervention militaire des Etats-Unis.

C'est donc à partir de ce moment que la question posée par le sénateur Fulbright — « why did the United States not react more vigorously to support him? » — acquiert une véritable pertinence.

Car, contrairement aux espoirs de Reid Cabral, l'ambassade américaine paraît s'accommoder assez facilement du refus de se battre des généraux « loyaux ». Elle n'essaye pas non plus, d'autre part, d'exercer des pressions sur les rebelles pour les amener à assouplir leur position vis-à-vis du Triumvirat.[20]

C'est finalement entre 9 h. et 10 h. du matin que se joue le dernier acte:

« At 9.30. a.m. Connett went to the Palace at Reid's request after Reid had asked a U.S. Naval Attaché, assigned to the National Palace on orders of the Embassy, whether the United States would be willing to intervene.[21] The attaché passed the question along to Connett and informed him of Reid's desire for a conference ».[22]

Au cours de l'entretien:

« Reid took Connett aside and told him the situation was extremely precarious. He told the Chargé d'Affaires that the Communists were taking advantage of the situation [23] and his own government forces were unwilling to act.

... During the conversation, according to Connett, Reid said nothing more about U.S. intervention except to express the hope that the embassy might use its influence to persuade the rebels to stop fighting ».[24]

Mais pour Connett les dés sont jetés, le Triumvirat a vécu:

« Connett reported to Washington by cable, as soon as the conversation ended, that he had told Reid he didn't believe the United States would be able to accomplish much at that time ».[25]

C'est justement une telle attitude qui pousse le sénateur Fulbright à conclure, un peu trop hâtivement:

« The United States was ... at the outset unwilling to support Reid ».[26]

Ce n'est pas dans un brusque revirement des sentiments de l'administration Johnson vis-à-vis du Triumvirat qu'il faut chercher la réponse à cette question mais, une fois encore, dans l'incapacité de l'ambassade américaine à juger la situation existante dans le pays. Après s'être trompée sur la possibilité d'une révolte, après s'être trompée sur la force des rebelles — et sur la loyauté des « loyalistes » — l'ambassade américaine se trompe encore; elle se trompe, cette fois, sur les véritables buts des rebelles. Trop de partis pris, trop de préjugés, empêchent en effet même de concevoir que le but de la révolte puisse être le retour de Bosch à la présidence, que le mouvement rebelle puisse être « constitutionnaliste ».

Certes, il serait non seulement concevable, mais évident, que des officiers nord-américains soient prêts à risquer leur vie pour rétablir à la Maison Blanche un président illégalement renversé — les Etats-Unis ne sont-ils pas le « berceau de la démocratie », « the great country blessed by God » que la clairvoyance divine a élu pour servir de guide à un monde trop souvent fourvoyé par de basses passions?

Mais ce qui serait logique, inévitable même, au nord du Rio Grande, ne peut pas l'être en Amérique latine. Celle-ci est, on le sait bien, le continent de la corruption, où la démocratie n'est invoquée que pour mieux être abusée, méprisée.

Au Nord du Rio Grande, des officiers honnêtes, démocratiques. Au sud du Rio Grande, en revanche, il ne peut s'agir que de la lutte éternelle des « in » contre les « out », des colonels contre les généraux, selon le modèle si cher aux « théoriciens » des universités américaines.[27] Si quelques très rares exceptions peuvent être reconnues, ce n'est certainement pas le cas de la République Dominicaine:

> « Far from being a professional institution dedicated to certain principles which impel its occasional entry into politics, the Dominican Armed Forces have never had any significant function beyond politics, except for plunder ».[28]

Un tel jugement, exact pour ce qui est du passé, devient très dangereux lorsqu'on prétend le transformer en règle pour le présent, lorsqu'on prétend faire des leçons de l'histoire la loi de l'avenir.

Malheureusement, leur expérience dans le pays ne peut que fourvoyer dans une telle direction les diplomates américains.[29]

Les officiers dominicains avec lesquels ils ont le plus de contacts sont les « in », les Wessin, les Belisario Peguero, Viñas, Román Carbuccia, de los Santos, Rivera Caminero ... triste confrérie de personnages qui le plus souvent ne sont que des voleurs officiellement reconnus comme tels, des opportunistes dans le meilleur des cas.

Ils n'ont par contre pas de relations avec ces « outcasts » qui, de par leur fidélité à la cause démocratique, furent expulsés des forces armées dominicaines — les Núñez Nogueras, Lachapelle Díaz, Quiróz Pérez: les membres, bref, du « Grupo de la Bomba ».

Et ils ne maintiennent que des contacts extrêmement espacés et formels avec les officiers qui, restés en service actif, en sont arrivés à embrasser les mêmes

idéaux — les Hernando Ramírez, les Lora Fernández, les Peña Taveras. Contacts qui d'ailleurs, il faut bien le reconnaître, sont rendus d'autant plus difficiles que beaucoup de ces officiers, poussés par un nationalisme ombrageux à force d'être trop souvent bafoué, regardent sans aucune aménité leurs mentors américains qui, dans leur nonchalante exubérance, oublient trop souvent que la République Dominicaine n'est pas encore un état « libre et associé ». D'autre part, le fait que ces mentors se soient tellement bien accommodés de la chute de Bosch et regardent maintenant avec une sympathie manifeste la dictature de Donald Reid Cabral, ne peut qu'éloigner d'eux des hommes qui, justement, se préparent à renverser Reid pour rétablir Bosch. Et rien ne peut mieux caractériser les sentiments d'un certain groupe d'officiers dominicains que l'explosion de Peña Taveras: « lo que pasa aquí no es problema suyo. Lo que pasa aquí es problema de los Dominicanos y lo resolveremos entre Dominicanos ».

Ne connaissant pas les leaders de la révolte, connaissant trop bien, en revanche, le type « traditionnel » du militaire dominicain, les Américains réagissent, une fois le « contre-coup » déclenché, de la seule manière qu'ils puissent concevoir. Il mettent tout le monde pêle-mêle dans le même sac, dans ce schéma sanctionné à jamais par tant de « models » de « scholars » américains, et par une « certaine » expérience dans le pays. La rébellion constitutionnaliste se réduit donc à la révolte d'un groupe d'officiers plus jeunes — ceux qui sont « out » — dirigée contre les représentants de l'*establishment* militaire — ceux qui sont « in ». Certains des rebelles (les « têtes chaudes »!) peuvent peut-être avoir des mobiles plus sophistiqués: exaspération contre la corruption triomphante, ou même, chez quelques « originaux », désir de revenir à un régime démocratique. Il ne peut s'agir là que d'une petite minorité.

Mais certainement, chez la plupart, ce sont les mobiles de toujours qui dominent et qui donnent son sens véritable à la révolte: le désir de prendre une meilleure place au grand banquet que le pouvoir donne perpétuellement en abusant des richesses dominicaines. La nécessité, pour atteindre ce but, de repousser ceux qui y sont déjà solidement — trop solidement — attablés.

A quatre ans de distance la prose élégante, mais combien superficielle, d'un « scholar » américain reflète avec une triste exactitude ce lourd enchevêtrement de préjugés, de parti pris définitifs qui, lors du « contre-coup » constitutionnaliste, paralysa, jusqu'à le rendre inutile, l'appareil mental de l'ambassade américaine:

> « The major distinction between the military leaders on either side of the 1965 civil war was that of age and rank; the established leaders were of higher rank precisely because they had prevailed in previous struggles to reach the top. Dispassionate analysis of the 1965 revolution, in fact, would reveal the participation on the constitutionalist side, at least in the first days of the crisis, of some of the Dominican Republic's most discredited ex-generals, including Belisario Peguero, Atila Luna, and Santiago Rodríguez Echavarría.[30] Some of the principal constitutionalist officers were fighting primarily to win reinstatement in the Armed Forces, from which they had been fired. All these leaders, as well as a varied collection of civilian and

military personalities and groups, were brought together mainly by the fact of being "out" or, as Dominicans would say, "abajo" ».[31]

Revenons au 25 avril. Les « têtes chaudes » ne constituent donc, selon les appréciations de l'ambassade américaine, qu'une faible minorité au sein du mouvement rebelle. Celui-ci, à son tour, ne représente qu'une des factions qui morcèlent les forces armées dominicaines. Et ce n'est assurément pas pour rétablir au pouvoir le honni Juan Bosch que les autres factions désirent — ou acceptent — la chute du Triumvirat.

Déjà largement minoritaires au sein de leur propre mouvement, les « têtes chaudes » deviennent quantité négligeable si on les replace dans l'ensemble des forces armées du pays.

Elles n'auront en conséquence aucune possibilité de s'opposer à l'installation d'une junte militaire, solution souhaitée, pense-t-on, par l'écrasante majorité des officiers dominicains. Ne peuvent non plus espérer s'y opposer avec succès les « enragés » du PRD, regroupés autour de Peña Gómez: tout d'abord parce que l'influence de civils désarmés,[32] au moment où les militaires sont entrés en action, ne peut qu'être extrêmement limitée. Ensuite parce qu'au sein même du PRD se dresse un groupe « raisonnable », dirigé par le même secrétaire général du parti, Antonio Martínez Francisco; groupe qui a, d'une façon tout à fait rassurante, le « sens des réalités ». Quant à l'autre parti de masse du pays, le Parti Réformiste, l'influence dont il peut encore jouir auprès de certains officiers jouera assurément en faveur de la création d'une junte militaire, seule solution qui puisse lui offrir la possibilité d'installer au Palais National, dans un futur qui ne soit pas trop éloigné, son leader, l'ex-président Joaquín Balaguer. Faute d'autres solutions, les autres partis de la droite, tous anti-boschistes, ne pourront que faire pression à leur tour en faveur d'une junte militaire.

Ainsi l'ambassade américaine continue joyeusement à faire fausse route. Si elle s'est enfin rendue compte de l'extrême faiblesse de la position de Reid Cabral, elle reste par contre incapable de comprendre les véritables buts des rebelles. Croyant que ceux-ci accepteront sans difficultés la constitution d'une junte militaire, elle néglige, en la considérant impossible, la seule alternative qui pourrait vraiment la préoccuper: l'éventuel retour de Bosch au pouvoir grâce à une révolte militaire réalisée par les groupes radicaux des forces armées et du PRD, avec l'appui actif des masses populaires. Eventualité qui serait, pour Connett, d'autant plus dangereuse, « because of his conclusion that the PRD was in the hands of its more extreme elements ».[33]

Le sentimentalisme ne peut pas guider la politique étrangère d'un pays. Les diplomates américains ont pour tâche exclusive de sauvegarder les intérêts des Etats-Unis. Ce matin du 25 avril, les membres de l'ambassade sont obligés de reconnaître, quelle que soit leur sympathie personnelle pour Donald Reid Cabral, que les intérêts de celui-ci s'opposent désormais à ceux des Etats-Unis. Seule une forte pression de l'ambassade pourrait avoir une chance de pousser les généraux « loyaux » à défendre le Triumvirat. Une telle pression pourrait coûter très cher. Elle pourrait précipiter le pays dans la guerre civile — alors que Washington désire qu'aucune tempête n'agite des eaux aussi sensibles que

celles des Caraïbes. Elle exposerait les Etats-Unis eux-mêmes à toutes sortes d'accusations — alors que Washington prétend jouer le jeu de la « non-ingérence ».

De tels risques seraient justifiés s'il s'agissait d'empêcher le retour au pouvoir de l'inquiétant Bosch. De tels risques, en revanche, ne sauraient être justifiés du moment que l'alternative n'est qu'une « bonne », « saine », junte militaire, solution classique qui ne présente aucun danger pour la « stabilité » du pays, et à laquelle on peut faire confiance pour que l'« évolution vers la démocratie » se poursuive dans l'« ordre ». Donald Reid Cabral a rempli un certain rôle. Désormais il ne peut plus le jouer. Le choix est simple: Donald Reid Cabral doit partir. Le manque de continuité que le sénateur Fulbright croit voir dans la politique de son pays — après avoir, pendant plus d'une année, appuyé Reid Cabral, le gouvernement américain ne fait rien pour le sauver — n'est donc qu'apparent.

Si, le 24, l'ambassade américaine n'intervient pas en faveur du Triumvirat, c'est que cette intervention ne paraît pas nécessaire ... à tel point, d'ailleurs, qu'elle n'est même pas demandée par Reid Cabral.

Si, le 25, elle assiste sans broncher à l'agonie du Triumvirat, c'est parce qu'elle est convaincue que l'issue de la crise, tout à fait acceptable pour les Etats-Unis, ne justifie pas le prix élevé qu'un soutien à Donald Reid Cabral pourrait exiger.

Ce n'est donc pas à une politique instable, déformée par de brusques sautes d'humeur, que nous sommes confrontés, mais, bien au contraire, à une politique tout à fait cohérente et logique. Elle n'a qu'un point faible: les bases sur lesquelles elle repose n'ont aucun rapport avec la réalité.

Le refus de Connett a sonné le glas des dernières illusions de Reid Cabral. Trahi par ses généraux, abandonné par l'ambassade américaine, le Triumvir ne peut plus se soustraire à une réalité qui lui interdit tout choix. Ce n'est plus le pouvoir qu'il doit s'efforcer à sauver, mais l'intégrité physique de sa personne, que la foule massée autour du Palais National — foule qui a été trop longtemps brimée et réprimée — pourrait à tout moment mettre en danger.

Bientôt au camp « 27 de Febrero » — où Hernando Ramírez a transféré son état-major — le téléphone sonne. La voix du général Montás Guerrero, ministre de l'Intérieur, annonce au leader rebelle que le Triumvir a enfin tiré les conséquences de sa défaite: « vous pouvez venir prendre le Palais, Donald Reid Cabral renonce ».[34]

Bientôt — il est environ 11 heures — un groupe d'une cinquantaine de militaires rebelles, que dirigent le colonel Caamaño Deñó et le lieutenant-colonel Gutierrez Ramírez, arrive à prendre officiellement possession d'un Palais National que personne ne songe à leur contester. Le président du Triumvirat est arrêté, ainsi que le deuxième Triumvir, Cáceres Troncoso.[35] C'est sans tragédie, sans violences inutiles, que s'opère le départ sans gloire de Donald Reid Cabral.[36]

La tactique des rebelles a donc été, une fois de plus, payante. Sans combat, sans effusion de sang, le Palais National a été pris, les Triumvirs arrêtés. La Garde présidentielle, « travaillée » au cours de la nuit par les insurgés, est virtuellement passée du côté de la rebellion avant même l'arrestation des Triumvirs.[37]

Quant aux éléments du CEFA détachés au Palais, eux qui sont les symboles honnis de la toute-puissance de San Isidro, ils sont de plus en plus isolés au sein d'un milieu toujours plus hostile. Leur « mansuétude » ne fait que s'accroître au fil des heures, à tel point, d'ailleurs, que lorsque, vers 9 h 15 du matin, un tireur non identifié a blessé le commandant du détachement, le lieutenant-colonel Granpolver Medina, les canons de leurs chars, les bouches de leurs mitrailleuses, jadis si nerveuses, ont continué à se taire.[38] Peu après, un *gentleman's agreement* est réalisé avec les rebelles: les chars du CEFA quitteront ce Palais National où, décidément, on ne les aime pas, pour regagner la sécurité de San Isidro.

Leur départ coïncidera à peu près avec l'arrivée au Palais du groupe dirigé par Caamaño et Gutierrez.[39] Le sang qui coule de la blessure de Granpolver Medina sera le seul prix qu'aura coûté l'opération.[40]

C'est donc à une situation bien différente de celle qui existait le soir précédent, que le colonel Benoit se trouve confronté lorsqu'il arrive enfin dans la capitale. Et c'est au détriment de la faction qu'il représente, la base aérienne de San Isidro, que la situation a changé. Aspect significatif de ce changement: ce n'est pas dans un des camps insurgés, mais au Palais National, symbole du pouvoir, que les rebelles l'attendent, en maîtres de maison.[41]

De nombreux officiers de l'armée entourent le lieutenant-colonel Hernando Ramírez dans le bureau où celui-ci reçoit Benoit. Aucun civil, par contre, ne sera présent.[42]

La réunion durera une heure environ. Beaucoup plus que d'une conversation, c'est d'un dialogue de sourds qu'il s'agit, dialogue où, dès le début, chacun des deux interlocuteurs[43] parle une langue différente; et rien de ce qui sera dit tout au long de l'entretien ne pourra réduire l'abîme qui les sépare.

Pourtant, pour Benoit, tout est tellement simple! Les rebelles ont déclenché une révolte contre le gouvernement. Maintenant on se réunit pour trouver une solution à la crise. On est entre amis, entre « camarades », hommes qui font le même métier, militaires qui parlent le même langage, qui appartiennent à la même « corporation ».

La Force aérienne vient de prouver sa bonne volonté: par égard pour ses camarades de l'Armée elle a accepté d'abandonner Reid Cabral, contre lequel elle n'avait pourtant aucun grief. Si elle l'a fait, cela a été pour éliminer l'obstacle ... un obstacle, au fond, pas très important, un civil. Mais voilà que maintenant les rebelles avancent le nom d'un autre civil ... et quel civil: ce Bosch qu'on avait pourtant « flanqué à la porte » à peine 18 mois plus tôt. Le colonel Benoit ne discute pas des qualités, ou défauts, de l'homme Bosch. Il se peut même que cela ait été une erreur de le renvoyer; au fond, c'est vrai, il était le président constitutionnel du pays ... pour l'importance que cela peut avoir. Cependant, à chose faite, point de remède.

Le renversement de Bosch — que cela ait été ou non une faute — et si oui, assurément rien de plus qu'une faute vénielle — est un fait accompli: les Forces armées ont chassé ce monsieur. Trop, parmi les officiers de la Force aérienne, sont compromis dans cette action. Comment pourraient-ils, maintenant, accepter qu'on le réinstalle à la Présidence? La défense de leurs propres intérêts

les oblige à s'y opposer — au prix même, si besoin est, d'une guerre civile. C'est une solution de compromis qu'il faut trouver, solution qui sauvegarde les intérêts de chacun. Cela n'est pas difficile, ni ne requiert des efforts particuliers d'imagination: le vide de pouvoir, qui vient d'être créé par un secteur des Forces armées, doit être comblé, dans l'harmonie générale, par les Forces armées elles-mêmes. La constitution d'une junte militaire s'impose donc comme une solution toute naturelle, la seule. Sa composition devra être décidée au niveau le plus élevé.

Vouloir imposer Bosch, par contre, signifie vouloir bafouer complètement les intérêts de la Force aérienne, signifie vouloir imposer la rupture au sein des Forces armées, et donc la guerre civile. C'est ici une évidence tellement simple, tellement éclatante, que seuls peuvent refuser de la reconnaître ceux qui n'ont pas intérêt à la comprendre, ceux qui, pleins de mauvaise foi, ne cherchent pas le compromis, mais l'épreuve de force, non pas l'accord, mais la division.

A la base du raisonnement de Benoit il y a donc la nécessité d'accepter le fait accompli du 25 septembre 1963: qu'il ait été ou non justifié, il reste une réalité qu'on ne peut pas oser remettre en question. Il a été réalisé par les Forces armées, le renier signifierait vouloir les diviser.

Mais c'est justement ce fait accompli que Hernando Ramírez — et les officiers qui le suivent — se refusent à accepter. Parce que l'accepter signifie renier quelque chose de bien plus important, la volonté d'un peuple, exprimée lors des élections du 20 décembre 1962 — les premières élections libres depuis 1924; volonté qui fut bafouée par une camarilla de hauts officiers, et leurs mentors civils, le 25 septembre 1963.

25 septembre 1963 ou 20 décembre 1962. Deux dates, mais beaucoup plus. C'est du choix entre deux conceptions qu'il s'agit: la traditionnelle, où l'arme défait ce que l'urne a exprimé; la nouvelle — que Bosch exalta devant son peuple — où l'arme s'incline devant l'urne, la soutient, si nécessaire.

Cinq ans plus tard, au moment où nous écrivons, trop de sang et de larmes auront amené bien des Dominicains, et Bosch lui-même, à comprendre que c'est par une autre voie qu'il faudra chercher le salut du peuple dominicain.[44] Mais en ce 25 avril 1965 le choix est bien plus simple, beaucoup moins dramatique, et le langage de Hernando Ramírez — ce langage que le colonel Benoit ne peut pas comprendre — devrait être très familier aux oreilles des hommes de l'Amérique et de l'Europe occidentale ... à moins que, naturellement, on ne s'inquiète du fait que c'est un officier dominicain qui l'emploie — les officiers dominicains étant, « par définition », incapables de telles pensées.

A côté de ces raisons de principe, le bon sens le plus simple défend aux rebelles d'accepter les avances, pathétiques parce que sincères,[45] du colonel Benoit. Celui-ci refuse Bosch, demande une junte, promet des élections. Mais ces élections, quelle valeur pourront-elles avoir? Si la « 19 de Noviembre » ne peut pas accepter Bosch maintenant, parce que trop compromise dans le renversement de celui-ci, par quel singulier miracle pourra-t-elle l'accepter dans trois mois, s'ils gagnait ces élections que l'on fait miroiter?

La solution que Benoit invoque — junte militaire suivie d'élections — n'a de compromis que le nom. Elle n'a pas pour but de s'assurer, par une nouvelle consultation populaire, des véritables sentiments du peuple dominicain. Bien au

contraire, ce qu'elle recherche c'est d'empêcher, par l'installation d'une junte militaire, que Bosch, cet homme intraitable qui refuse d'apprendre l'art de se plier, puisse revenir au pouvoir. Sous le prétexte de rejeter la thèse rebelle du retour de Bosch à la présidence sans élections, c'est le refus de la possibilité même d'élections libres que l'on essaie, maladroitement, de cacher. Et encore, si, dans de telles conditions, par un miracle qui échappe à la raison, un nouveau 20 décembre pouvait être possible, c'est la promesse mortelle d'un 25 septembre qu'il porterait, d'emblée, en son sein. Ceux-là mêmes qui, le 25 septembre 1963, choisirent de violer la constitution par crainte, ou par haine, d'un homme, et qui continuent maintenant à refuser cet homme, comment pourront-ils l'accepter dans l'avenir, que ce soit dans deux mois, ou dans trois ou dans cinq? Parce que Bosch n'aura pas changé — pas dans leur sens, du moins; parce qu'ils n'auront pas changé — pas dans le sens de Bosch, en tout cas.

Accepter, au nom de la conciliation, ce que Benoit propose signifie, pour les rebelles, renoncer aux idéaux au nom desquels ils ont levé l'étendard de la révolte.

Ou alors si, par une de ces contradictions dont l'âme humaine a le secret, ils s'obstinaient, tout en cédant, à rester loyaux aux idéaux qui avaient été les leurs, ils ne feraient que renvoyer de quelques semaines l'épreuve de force, pour la retrouver au moment des élections, ou peu après.

Avec une différence, toutefois: les forces qui en 1963 renversèrent Bosch, maintenant divisées et affaiblies par la surprise, auraient eu le temps de se reprendre, de se regrouper. Ayant perdu l'avantage de la surprise, et de l'initiative, forts parmi le peuple — désarmé et déçu — mais minoritaires au sein des Forces armées, c'est dans des conditions bien plus difficiles que les « rebelles » engageraient le combat.

Aucun compromis n'est donc possible. Hernando Ramírez comprend le langage de Benoit. C'est à cause de cela, justement, qu'il ne peut pas accepter ce que celui-ce propose. Benoit, lui, ne comprend pas le langage d'Hernando Ramírez, parce que trop nouveau, trop différent par rapport à tout ce qu'il a connu. Tout ce qu'il entend se réduit pour lui à une seule chose: la bonne volonté de la Force aérienne est méprisée, ridiculisée. On répond à sa souplesse par l'intransigeance. Il veut concilier, on veut rompre. Dans quel but? Il ne le sait pas encore. Mais sourdement, en lui, résonnent les avertissements qu'il a entendus, dans trop de « cursillos », à San Isidro: l'unité des Forces armées est la seule défense contre le communisme; ceux qui veulent la briser emploient — consciemment? inconsciemment? — la tactique préférée des communistes ... souvenez-vous de Cuba! Benoit n'a plus rien à dire. Il quitte le Palais National; il emporte avec lui la pénible conviction que la guerre civile est inévitable ... inévitable parce que l'« autre côté » la désire.

Pourtant la guerre civile ne va pas encore éclater. Les rebelles ne la veulent pas. Convaincus que de los Santos finira par céder, ils se mettent très vite en contact avec lui, et lui demandent que son représentant participe à une autre réunion, qui aura lieu au début d'après-midi. Benoit qui, de la maison où il s'est réfugié, téléphone à son supérieur, pour lui annoncer l'impossibilité d'arriver à

une solution de compromis, reçoit de celui-ci, à son grand étonnement,[46] l'ordre de se présenter, à nouveau, au Palais National.

Cette nouvelle réunion commencera vers 3 heures de l'après-midi. Une fois encore, une nouvelle initiative des rebelles la précède. Lorsque Benoit était arrivé, dans la matinée, au Palais National, il n'y avait plus de président de la République: Donald Reid Cabral venait de démissionner. Mais lorsqu'il y revient, au début de l'après-midi, c'est pour y trouver un nouveau président; et c'est de José Rafael Molina Ureña, « homme de Bosch », qu'il s'agit cette fois.

Le refus de Benoit n'a pas assombri l'optimisme des rebelles. La capitale a été occupée sans résistance. Reid Cabral a démissionné, il est prisonnier. A sa place siègent, au Palais National, les leaders mêmes du mouvement. La population manifeste un appui massif et enthousiaste, que les réserves des leaders de l'extrême gauche [47] n'arrivent pas à nuancer. Même le Parti Réformiste, placé devant le fait accompli d'un mouvement dominé par les « boschistes » — mais n'ayant d'autre issue que de se rallier derrière un homme, Wessin, dont l'hostilité à Bosch n'a d'égale que l'hostilité à Balaguer — ne pourra, en dépit de ses aspirations pro-junte, que suivre ceux qui, somme toute, l'ont libéré d'un gouvernement dans lequel il reconnaissait son principal ennemi. Une telle attitude, Hernando Ramírez en est convaincu,[48] ne manquera pas d'exercer une forte influence sur ces officiers « balagueristes » qui se trouvent encore dans les Forces armées; et sur le général de los Santos lui-même, le Parti Réformiste étant, avec le PRD, le seul parti de masse existant dans le pays.

L'une après l'autre, les garnisons de l'intérieur annoncent leur ralliement.[49] Ralliement dont la sincérité peut bien souvent paraître douteuse, mais qu'importe? Les rebelles, maîtres de la capitale, ne pensent pas avoir besoin de leur appui pour vaincre. Leur neutralité leur suffit. Et cette neutralité est garantie par l'opportunisme même des commandants locaux; par les appuis dont les insurgés disposent dans certaines bases militaires — à Santiago notamment, deuxième ville du pays; par la pression populaire enfin.

La marine n'a pas encore annoncé sa position; on est convaincu, cependant, que c'est avec les rebelles qu'elle finira par s'aligner.

Si on ne se fait pas d'illusions quant aux sympathies de l'ambassade américaine, on croit toutefois que les Etats-Unis ne pourront qu'accepter, bon gré mal gré, le fait accompli. Une telle conviction avait été un des axiomes de la conspiration. Elle se trouve maintenant renforcée par la passivité même dont l'ambassade américaine a fait preuve au cours des dernières 24 heures; et, en particulier, par un entretien que deux leaders du PRD, Antonio Martínez Francisco et Máximo Lovatón Pittaluga, viennent d'avoir, peu après la chute de Reid Cabral, avec Connett lui-même, sur l'initiative de celui-ci, dans une résidence du quartier Gasque. La conversation n'a duré que 15 ou 20 minutes; elle a eu un caractère extrêmement anodin.[50] Si Connett a mis ses interlocuteurs en garde contre toute distribution d'armes à la population — cheval de Troie par lequel pourrait s'insinuer la menace communiste — et a demandé des assurances pour la sécurité des citoyens américains et de leurs propriétés, il n'a cependant fait d'aucune façon allusion au problème crucial de la succession du Triumvirat

(Bosch contre junte militaire). Mieux encore, il a évité tout jugement sur la révolte, toute récrimination sur la chute de Reid Cabral.

Cette attitude de Connett n'est pas très difficile à expliquer. Jugeant l'installation d'une junte militaire certaine, il n'avait aucun intérêt à compromettre sans raison son gouvernement dans les affaires intérieures dominicaines. Mais ici c'est autre chose qui nous intéresse: l'impression que retirèrent de cet entretien Martínez Francisco et Lovatón Pittaluga. Les deux leaders perredéistes quittèrent Connett — après avoir décidé de rester en contact avec lui à travers Martínez Francisco — dans une même euphorie. En se dirigeant vers le Palais National ils emportaient avec eux l'illusion que l'ambassade américaine, revenant sur ses préjugés, avait décidé d'adopter vis-à-vis du mouvement une politique d'abstention et de neutralité. Illusion qui ne repose que sur une équivoque, illusion qui ne durera que « le temps d'un sourire ». Pour le moment, cependant, l'opposition paraît donc se réduire à San Isidro, un San Isidro privé de l'appui américain. Mais y aura-t-il réellement opposition? De los Santos Cespedes se battra-t-il vraiment pour empêcher le retour de Bosch à la présidence, ainsi que vient de le déclarer en son nom le colonel Benoit?

Les rebelles ne le croient pas. Ils interprètent les mots de Benoit comme un bluff, une manœuvre d'intimidation, qui vise à obtenir par la menace ce que l'on n'est pas prêt à arracher par la force.

Pour vaincre, de los Santos ne pourrait compter que sur ses forces et sur celles de Wessin, c'est-à-dire les avions de la « 19 de Noviembre » et les chars du CEFA.

Mais les insurgés ne se trouvent plus, isolés et vulnérables, dans leurs camps. Maîtres de la capitale, ils sont maintenant en symbiose avec celle-ci. Les attaquer signifierait lâcher les avions contre la capitale — jamais, dans l'histoire pourtant sanglante du pays, un tel pas n'a été franchi. Comment de los Santos l'oserait-il? Comment pourrait-il accepter de devenir l'homme le plus haï et méprisé du pays, de s'offrir à l'histoire comme le criminel qui bombarda une population sans défense?

Mais alors, par quels moyens pourrait-il réussir? Lancer l'infanterie — même appuyée par les chars — à travers le passage obligatoire du Pont Duarte, puis dans le dédale des ruelles de la capitale, signifierait s'engager dans l'inconnu. Dans une ville de 400.000 habitants, où la population appuie massivement la révolte, chaque maison pourrait se transformer en une forteresse, de chaque main pourrait jaillir un cocktail molotov, derrière chaque soldat rebelle pourraient se grouper cinquante volontaires. Entreprise trop dangereuse, dont la défaite pourrait être l'inévitable issue. Et de los Santos, les rebelles en ont la conviction, n'osera pas se lancer dans une aventure où il pourrait tout perdre — sa position, sa liberté, sa vie, peut-être. A l'appui de cette thèse, la passivité dont il a fait preuve au cours des dernières 24 heures semble un gage pour l'avenir.

Pourquoi accepterait-il, d'ailleurs, de lier son sort à celui de Wessin? Sous un gouvernement Bosch il pourrait — encore que cela ne soit pas évident — perdre sa position de chef d'état-major de la Force aérienne. Mais il n'est pas, et il doit bien le savoir, l'ennemi « numéro un » des rebelles ... il n'est même pas nécessairement un ennemi. Dans la balance de ses intérêts les risques d'un

retour, certes désagréable, de Bosch, doivent peser bien moins lourd que ceux d'une guerre civile engagée dans des conditions aussi difficiles. Et donc, pour les rebelles, de conclure que de los Santos cédera, qu'il suffira d'une attitude ferme de leur part pour que, renonçant à son bluff, il accepte de s'incliner devant l'inévitable. Ne reste donc que le CEFA. Sans doute Wessin ne se fait pas d'illusions quant à son avenir dans le cas d'une victoire des « boschistes ». Dans une armée réformée, dans une nouvelle Santo Domingo, il n'y aurait plus de place pour lui. Il est, lui, l'ennemi « numéro un », il doit bien le savoir.

Mais que peut Wessin seul? N'a-t-il pas déjà donné une preuve de sa faiblesse, de son manque de caractère, en n'intervenant pas, dans des conditions bien plus favorables, le 24? Llano Montes, collaborateur et ami intime du général — jusqu'à leur rupture en 1969 — a donné une versione héroïque de l'état d'esprit qui aurait régné pendant ces heures au CEFA — version d'autant plus admirable qu'elle n'est pas le résultat facile de l'observation, mais le pur fruit de l'imagination de son auteur:

> « En el Centro de Enseñanza los oficiales comprendían que sólo había dos caminos, o se tomaba une decisión heroica o había que lanzarse a los montes a seguir desde allí la guerra ».[51]

Les leaders rebelles, cependant, ont une vision beaucoup plus sobre des réactions de Wessin. Ils ne le voient pas « lanzarse a los montes a seguir desde allí la guerra ». Ils l'imaginent, plutôt, à la recherche d'un avion avec lequel « lanzarse hacia Miami ».[52]

Dans cette vision optimiste de la situation se rejoignent les différents secteurs qui composent le mouvement rebelle.[53] Cette convergence facilite grandement la tâche de ceux des insurgés — civils et militaires — qui veulent imposer à la crise une solution « boschiste ».

Au moment où la révolte éclate, les militaires rebelles peuvent être divisés en trois groupes:

a) « constitutionnalistes durs »: ils refusent catégoriquement toute solution autre que celle du retour à la constitutionnalité sans élections;

b) « constitutionnalistes mous »: ils inclinent vers cette même solution, mais pour eux elle représente une possibilité, non pas un impératif;

c) officiers qui, tout en n'étant pas farouchement opposés à la solution « boschiste », préfèrent toutefois l'installation d'une junte militaire.

A cette dernière catégorie appartiennent en particulier les quelques « balaguéristes » qui, à titre individuel, ont rallié la conspiration — le plus important parmi eux étant le lieutenant-colonel Giovanni M. Gutierrez Ramírez.

Au sein même du PRD, aile civile du mouvement, nous retrouvons, jusqu'à un certain point, la même différence. « Têtes chaudes », dirigées par Peña Gómez, « bien-pensants », regroupés autour des Lovatón Pittaluga, des Martínez Francisco: que sont-ils, dans ce cas, sinon la contrepartie en civil des militaires « constitutionnalistes » « durs », « mous »? [54]

Mais l'euphorie de la victoire emporte les hésitations des officiers constitu-

tionnalistes « mous », des « bienpensants » perredéistes. En cette heure, que l'on croit triomphale, s'effacent les différences. De los Santos ne se battra pas, Wessin, isolé, devra céder! Pourquoi donc les rebelles devraient-ils renoncer à réaliser l'objectif suprême de leur mouvement? Et l'unité se fait entre militaires constitutionnalistes « durs » et « mous », « têtes chaudes » et « bienpensants ». Unité fragile — puisqu'elle ne repose que sur une « certaine » appréciation de la situation — mais, pour le moment, suffisante. Grâce à elle le secteur « pro-junte » du mouvement ne peut que suivre le courant. Courant d'autant plus puissant, que s'y joint désormais la pression des masses populaires.

L'aile « révolutionnaire » du PRD, en effet, n'a pas attendu de se convaincre de la victoire pour entrer en action. Dès l'aube, dans la ville libérée, la consigne a été « au pont »,[55] pour opposer un barrage humain à une éventuelle offensive de Wessin.

Mais à la nouvelle qu'un « représentant de San Isidro » va bientôt arriver dans la capitale, plus encore que le « représentant de San Isidro » est arrivé au Palais,[56] la tâche des activistes perredéistes se transforme. De défensive — défense du passage obligatoire par lequel l'ennemi devrait pénétrer dans Santo Domingo — elle devient offensive. Craignant l'« aflojamiento » de certains de leurs alliés militaires, se méfiant de l'esprit de corps qui pourrait encore lier, face aux civils, beaucoup d'officiers — fussent-ils « golpistas » ou « néo-constitutionnalistes » — n'ayant en somme qu'une confiance très relative dans les conciliabules qui ont lieu dans les coulisses, les « têtes chaudes » du perredéisme lancent la foule vers le Palais National, afin que des milliers de voix, en criant leur volonté et leur impatience, ne permettent pas à ceux qui délibèrent à l'intérieur d'oublier que le but du mouvement est le retour de Juan Bosch à la présidence de la République.[57]

Ainsi, chez les rebelles, l'action décidée de certains, le ralliement des uns, le côté « mouton de Panurge » des autres, font que la révolte débouche sur une solution « boschiste » — solution que l'optimisme général rend d'autant plus raisonnable, la pression populaire d'autant plus nécessaire.

Déjà à partir du milieu de la matinée, la radio rebelle a commencé à lancer des appels aux sénateurs et députés élus lors des élections de décembre 1962, pour que, d'où qu'ils se trouvent, ils viennent se présenter au Palais National. Et ils arrivent. Les uns pleins d'enthousiasme — citons, parmi tant d'autres, Anibal Campagna, sénateur de Santiago. D'autres à contre-cœur, regrettant de troquer la tranquillité de leur maison contre les dangers de la capitale — mais ils ont été poussés, presque de force, par les plus énergiques de leurs concitoyens ... ils doivent se transformer en hommes courageux.[58]

Certains, enfin, n'arrivent pas, faute de temps — pour ceux qui vivent dans les régions les plus éloignées — faute de courage, ou, simplement, d'esprit civique.

Mais les insurgés sont las d'attendre. Ils n'ont d'ailleurs pas besoin de le faire. Champions de la validité de la Constitution du 29 avril 1963, ils n'ont qu'à l'appliquer:

« En caso de falta temporal del Presidente y del Vicepresidente de la República, ejercerá el Poder Ejecutivo, mientras dure la falta, el Presidente del

Senado y, a falta de este, el Presidente de la Cámara de Diputados ».[59]

Si Bosch, González Tamayo et Casasnovas Garrido (ces deux derniers ayant été respectivement, en 1963, Vice-Président de la République et Président du Sénat) se trouvent en exil, l'homme qui fut, sous le même gouvernement, le Président de la Chambre des Députés, le Dr Molina Ureña, est lui bien présent.

Vers deux heures de l'après-midi, conformément à la Constitution, Rafael José Molina Ureña est donc nommé président provisoire de la République. Derrière lui, c'est l'image imposante de Bosch qui se dresse. Et Molina Ureña lui-même tient à souligner le caractère provisoire de son pouvoir.

Après avoir assumé la présidence, il déclare:

« Asumo provisionalmente la presidencia de la República Dominicana, hasta que llegue al suelo patrio el profesor Juan Bosch, presidente constitucional ».[60]

Et le retour de Bosch paraît imminent:

« Now on this sunny April Sunday of 1965, exactly 19 months after he had been thrown out of office, Juan Bosch was getting ready for a thiumphant return to the presidency of the Dominican Republic. I found him in his modest second-floor apartment on Sixth Street in the Rio Piedras section of San Juan ...

The apartment was full of Dr Bosch's friends and followers, members of his Dominican Revolutionary Party. It was a joyful bedlam, with the friends embracing the former President and congratulating him on what seemed to be his victory. His wife, Carmen, and his niece and former secretary, Milagro Ortiz, were busy packing the family's belongings. Open suitcases with clothing in them were laid out on the floor. The atmosphere was electric. There was a feeling of anticipation, a sense of urgency, a readiness to return to the homeland.

Bosch expected to be able to return to the Dominican Republic the next day, perhaps even this same night. He was awaiting a military aircraft from the Dominican Republic to carry him back. It was believed it would arrive momentarily ».[61]

Ainsi les ponts ont été coupés. Avec l'accession de Molina Ureña à la présidence provisoire de la République « hasta que el profesor Bosch llegue al país »,[62] le mouvement rebelle a enfin acquis, renonçant aux dernières équivoques, sa véritable personnalité. A partir de ce moment ce n'est plus de « rebelles » qu'il faudra parler. Les hommes qui ont arrêté Rivera Cuesta, renversé la dictature de Reid Cabral, viennent de revendiquer formellement le nom qui est le leur: ils sont les « constitutionnalistes », ils sont ceux qui luttent pour rétablir le gouvernement constitutionnel élu par le peuple en décembre 1962 et renversé par des mains criminelles, le 25 septembre 1963.

L'élection de Molina Ureña représente une victoire et un gage d'avenir pour les éléments « durs » du mouvement: ils ont défié le « bluff » de de los Santos et créé un fait accompli sur lequel il ne sera plus facile de revenir.

Ainsi lorsque, vers 3 heures de l'après-midi, Benoit revient au Palais National,

y discuter de la façon dont le vide créé par la chute du Triumvirat devra être comblé, ce sera déjà chose faite ... bien que Benoit l'ignore toujours.[63]

Et s'ouvre donc au Palais National cette seconde réunion.[64] Par le nombre des présents — et, surtout, par les institutions que ceux-ci y représentent — elle est beaucoup plus large que celle qui l'a précédée.[65]

Dans la matinée, en effet, les officiers rebelles n'ont eu comme interlocuteur que le colonel Benoit, pour la Force aérienne. Un accord avec celle-ci aurait permis de forger une coalition suffisamment puissante pour qu'aucune autre force n'ose lui tenir tête, et aurait donc assuré automatiquement l'alignement du reste des forces armées.

Mais il n'y a pas eu d'accord. Le tête-à-tête avec Benoit est donc remplacé par une réunion plus large, à laquelle participent aussi les représentants de la Marine (le capitaine de corvette, Dr Guzmán Matos) et de la Police (major Ruben Darío González). Même un envoyé du CEFA, le colonel Pedro Medrano Ubiera, est cette fois présent, quoique silencieux.[66]

Quant à l'armée, celle-ci étant censée appuyer la révolte, elle n'est représentée que par des officiers rebelles: le lieutenant-colonel Hernando Ramírez, le capitaine Peña Taveras, l'ex-capitaine Lachapelle Díaz (du « Grupo de la Bomba »), le colonel Emilio (*a*) Milito Ludovino Fernández Rojas et le lieutenant-colonel Vinicio Fernández Pérez. De ces cinq officiers, les trois premiers sont, pour reprendre notre classification, des constitutionnalistes « durs ». Les deux derniers, par contre, sont deux splendides exemplaires de ce groupe d'« officiers opportunistes » dont nous aurons l'occasion de parler plus longuement au chapitre suivant. N'ayant participé ni à la conspiration, ni aux débuts de la révolte, ils n'ont rejoint celle-ci que dans la matinée du 25, lorsque sa victoire a paru assurée.[67-68]

Autre différence entre cette réunion et celle qui l'a précédée: alors que dans la matinée les rebelles n'avaient pratiquement eu qu'un seul porte-parole, Hernando Ramírez, cette fois, en revanche, chacun des officiers présents participera à la conversation ... et le monolithisme de la matinée disparaîtra pour laisser apparaître les premières fissures. Il faut encore remarquer que cette fois seront aussi présents, à partir d'un certain moment, des civils: Molina Ureña, président provisoire de la République, et deux autres membres éminents du PRD, Manuel Ramón Ledesma Pérez et l'architecte Leopoldo A. Espaillat Nanita, marié à une nièce du président provisoire.

La réunion peut être séparée en deux temps: au début chacun expose la position de l'institution qu'il représente, ensuite la conversation se fait générale. C'est au cours de ce deuxième temps qu'entrent dans le bureau les trois civils. Et c'est alors seulement que les officiers « loyalistes » apprennent que, pendant qu'ils discutent le problème de la succession du Triumvirat, cette succession a déjà eu lieu. Ce qui, d'ailleurs, ne paraît pas les troubler beaucoup, un président étant, d'après les traditions du pays, un des produits dont on peut se défaire le plus facilement, surtout s'il ne s'agit pas d'un général qui dispose de ses propres troupes, mais d'un simple civil.

Contrairement aux espoirs des rebelles, non seulement Benoit maintient la position qui avait été la sienne lors de la réunion précédente, mais, à tour de rôle, les représentants de la Marine et de la Police — qui oublie, du coup, sa vocation

« apolitique » — l'appuient, déclarant que la seule solution acceptable est l'installation d'une junte militaire.[69] Quant à Pedro Medrano Ubiera, représentant du CEFA, il se tait. Personne ne lui demande son opinion — et celle-ci est d'ailleurs claire pour tous.

Cette première phase se conclut par l'intervention d'Hernando Ramírez qui, au nom de l'armée, réaffirme sa position du matin.

Très vite la réunion s'émiette en une série de conversations particulières, où chacun essaye de rencontrer le point faible de l'adversaire de façon à isoler les « durs ». C'est à partir de ce moment qu'il apparaît que, si formellement Hernando Ramírez a parlé au nom de tous les officiers « rebelles » présents, certains d'entre eux, cependant, ne partagent sa position « dure » qu'avec beaucoup de réserves. Ainsi le colonel Benoit concentre ses efforts sur les deux officiers qui lui paraissent particulièrement hésitants, le colonel Milito Ludovino Fernández et le lieutenant-colonel Vinicio Fernández Pérez.

A la « 19 de Noviembre », entre-temps, on commence à sortir de cette passivité qui paraissait être devenue la règle depuis l'arrestation de Rivera Cuesta. De los Santos appelle Benoit au téléphone. Celui-ci lui fait le point de la situation, telle qu'il la voit: Milito Ludovino Fernández et Vinicio Fernández Pérez offrent des espoirs, le grand obstacle est Hernando Ramírez. Bientôt de los Santos, de plus en plus nerveux, téléphone une deuxième fois. Ce sera, désormais, pour lancer un ultimatum: au cas où les rebelles s'obstinent dans leur refus d'une junte militaire, il lancera contre eux son aviation.

Et la conversation — ou, plutôt, les conversations — continuent, dans un climat de confusion et d'énervement. Mais voilà que soudain des avions, partis de la « 19 de Noviembre », apparaissent dans le ciel de la capitale, voilà que des rafales de mitrailleuse s'abattent sur les jardins du Palais National d'abord, sur le Palais lui-même immédiatement après.

L'attaque des avions met fin aux conversations. Il produit tout d'abord, parmi les participants à la réunion, confusion et désarroi, ensuite, chez les constitutionnalistes, indignation et rage impuissante. Le premier instant de surprise passé, les officiers rebelles prennent leurs armes et se précipitent dehors, vers les jardins du Palais. Le colonel Benoit sort avec eux, essayant de faire oublier sa qualité de représentant de la Force aérienne, qui pourrait, dans l'exaltation du moment, lui coûter la vie ou, du moins, la liberté. Il ne parle plus de la formation d'une junte militaire, d'un accord entre « frères d'armes ». Il n'y a plus de « frères ». La guerre civile vient de commencer — et en ce moment le colonel Benoit éprouve le douloureux sentiment que ses camarades de la Force aérienne l'ont « lâché »: ils ont attaqué le Palais alors que, contre sa volonté, obéissant aux ordres de de los Santos, il s'y trouvait lui-même, en plein guêpier. Et c'est à ce moment que Benoit, le « négociateur », doit prendre la plus grande décision de sa vie de militaire: ou rentrer à San Isidro, pour combattre du côté de ceux qui viennent de commencer la guerre, après avoir déclaré rechercher la paix, ou rester dans la capitale avec les constitutionnalistes, qui l'accepteraient facilement, et défendre avec eux la Constitution de 1963, les élections de décembre 1962.

Benoit n'hésite pas. Son univers est petit. Il l'appelle « République Dominicaine », mais il confond la « patrie » avec les Forces armées; et sa loyauté à celles-

ci, qui sont en ce moment déchirées, se traduit, en termes concrets, par l'attachement à l'endroit où il a toujours vécu, où il travaille, où il a ses amis: la base aérienne de San Isidro. S'il avait appartenu à un des camps insurgés, il serait très probablement resté de ce côté de la rivière Ozama et aurait lutté, avec « ses camarades » de l'armée, contre les « rebelles » de la Force aérienne — non pour Bosch, certes, ou pour la Constitution de 1963, mais parce qu'il n'était pas homme à « lâcher » ses camarades. Mais il est de San Isidro, et c'est pour cela qu'il quitte en silence, sans se faire remarquer, les jardins du Palais National, pour rentrer « chez lui », faire cadeau de son honnêteté, de sa confiance, de sa dévotion à la « patrie », à des hommes qui ne le méritent pas, pour la défense d'intérêts personnels dont il ne se rend compte que vaguement, confusément, parce qu'il n'a pas l'habitude — ni la force morale — de trop s'interroger: cela détruirait son petit monde, les illusions d'une vie.

Les « hommes de San Isidro » — ainsi que nous le verrons plus tard — sauront reconnaître l'utilité, le filon à exploiter que représente cet homme bon, honnête, aveugle, et ils l'emploieront jusqu'au bout, jusqu'au moment où, devenu inutile, ils le « laisseront tomber ». Le colonel Benoit, limogé des Forces armées deux ans plus tard, continuera à ne pas comprendre ce qui s'est passé en République Dominicaine, ce qui a détruit sa vie. Il collectionnera les articles et les lettres qui exaltent son attitude, emploiera beaucoup, sans trop de jugement, le mot « communiste », mais en dépit des articles, en dépit des lettres, sa confiance sera désormais ébranlée. Désireux de convaincre de la justesse de sa position, mais, encore plus, d'en être convaincu, cet homme seul — dans un pays où il est dangereux d'être sans amis — représente une des victimes de la révolution.[70]

Ainsi, après plus de 24 heures d'hésitation, le général de los Santos Cespedes a choisi la guerre.

Deux hommes, le lieutenant-colonel Beauchamps Javier [71] et le major Salvador (*a*) Chinino Lluberes Montás,[72] l'ont puissamment « aidé » à prendre cette décision:

> « ... two officiers went to see General de los Santos Cespedes ... and they forced him to give the order to strafe the national palace ».[73]
> « Major Lluberes surrounded the air force headquarters and Lt. Col. Bochan [74] at gunpoint, ordered General de los Santos Cespedes to give the order to strafe the positions held by the rebels ».[75]

Et nous retrouvons la même version — alourdie par son habituelle, et bien souvent mensongère rhétorique — chez le réfugié cubain Llano Montes qui, par sa condition de conseiller et ami de Wessin, est bien placé pour connaître ce qui se passait à San Isidro: [76]

« Ce même dimanche deux officiers de la base accomplirent l'action qui probablement sauva le pays de la victoire communiste.[77] L'un d'eux, le major Lluberes, chef du bataillon des *Fuerzas Especiales*, se rendit chez le général Wessin et lui demanda un char lourd X100 pour effectuer une mission aux alentours du camp. Le général donna les ordres nécessaires au colonel Perdomo [Rosario], chef du Bataillon Blindé, et ce même matin [78] Lluberes disposa d'un puissant char

conduit par deux sergents. Accompagné par le lieutenant-colonel Beuchamps[79] Javier, Lluberes se dirigea dans sa jeep vers la *Jefatura* de la force aérienne. Après avoir placé le char devant la *Jefatura*, les deux officiers montèrent au bureau du général Santos Cespedes. Celui-ci était en réunion avec des officiers de son état-major, et se rendit à peine compte de la présence de Beauchamps et de Lluberes, qui entrèrent armés de mitrailleuses. Le colonel Beauchamps avança vers le général, tandis que le major Lluberes, les épaules contre la porte, couchant en joue les officiers, ne perdait un detail de leurs gestes. Arrivé à un mètre de de los Santos, Beauchamps, braquant l'arme sur lui, lui dit: "Général, ou vous donnez l'ordre de bombarder le Palais National, ou nous mourons tous ici". De los Santos, visiblement nerveux, lui répondit: "Calme-toi, Beauchamps, nous allons examiner la situation". Mais Beauchamps, haussant le ton de la voix, répliqua: "Il n'y a rien à examiner, général. Nous jouons ici notre vie à nous tous et le destin du pays". Et il ajouta: "Ne vous a-t-il pas suffi de voir la télévision[80] pour comprendre qu'ils vont nous fusiller tous?". Le général de los Santos promena son regard dans la chambre, en attendant une réaction quelconque de ses officiers; mais ceux-ci se taisaient. Alors le général prit le téléphone et donna l'ordre de bombarder le Palais National et les emetteurs de Radio Santo Domingo Tv. En s'approchant de la fenêtre, de los Santos put voir le char qui visait la *Jefatura* ».[81]

Ce sont donc deux officiers « wessinistes » — l'un du CEFA même, l'autre de la « ligne dure » de la « 19 de Noviembre » — qui ramèneront de los Santos dans le droit chemin.

Mais si le rôle de los Santos dans toute l'aventure n'est certes pas très brillant (c'est « at gunpoint » qu'il exécute l'ordre qu'on vient de lui donner), Wessin, pour sa part, ne s'en tire pas beaucoup mieux.

Depuis l'éclatement du « contre-coup », c'est un Wessin dépassé par les événements, incapable de prendre l'initiative, de transformer ses désirs en action, qui nous est apparu.

C'est lui-même qui a le mieux décrit son activité au cours de ces heures de décision:

« I remained in my camp, and waited for developments ».[82]

Devant la passivité du général, ce sont deux subordonnés, Lluberes et Beauchamps, qui saisiront l'initiative et agiront là où celui-ci attend. Ceci n'en dit pas beaucoup — ou peut-être trop — sur l'esprit de décision de Wessin, sur l'énergie de son caractère.

Au moment où de los Santos reçoit l'ordre de faire entrer les avions en action, les représentants des différentes factions des Forces armées sont réunis au Palais National. Et il peut sans doute sembler paradoxal que Wessin — ou des officiers liés à ses intérêts — ait choisi de mettre fin, par un acte de guerre, à des conversations qui visaient pourtant à trouver une solution de « compromis » à la crise. Cela d'autant plus que, contrairement à de los Santos, Wessin n'a aucun contact avec ceux qui sont en train de participer à la réunion.[83] Il ignore donc que les conversations s'enlisent dans une impasse dangereuse: pour ce qu'il en sait, c'est vers un accord qu'elles pourraient être en train de s'acheminer.

Si on y regarde de plus près, cependant, le paradoxe disparaît. Déjà le soir précédent, lors de son entretien avec le colonel Benoit, Wessin avait crié son refus de toute négociation avec les rebelles, sa volonté que ceux-ci soient écrasés.[84]

Nous avons déjà vu les raisons de cette attitude;[85] la chute de Reid Cabral ne change rien, ne peut rien changer à ces raisons. Si jamais, dans l'esprit de Wessin, des doutes avaient pu subsister quant aux sentiments des rebelles à son égard, Hernando Ramírez devait définitivement les balayer lorsque, dans la matinée, il refusa au colonel Medrano Ubiera, représentant du CEFA, l'accès au bureau où allait avoir lieu l'entretien avec Benoit.[86] La réaction du colonel Benoit devant cet incident — il assiste au départ de Medrano Ubiera en silence, sans ressentir le besoin d'élever la moindre protestation — symbolisait d'autre part la position de la « 19 de Noviembre » dans cette crise.

Il était évident, dans de telles conditions, que si une junte militaire était formée, c'est au détriment du CEFA que l'accord se ferait entre rebelles et Force aérienne; et ce ne seraient sûrement pas la Marine, la Police, ou ce qui restait des forces « balagueristes », qui soulèveraient des obstacles pour défendre les intérêts menacés de Wessin.

De los Santos menace de faire intervenir l'aviation au cas où les rebelles refusent l'installation d'une junte militaire — son but est d'arriver à un accord avec les rebelles.

Mais c'est justement cette réconciliation des « frères séparés » que Wessin et les siens redoutent. Et pour l'empêcher, il faut imposer, par la force, la rupture des pourparlers — pourparlers d'autant plus dangereux qu'on ignore qu'ils sont dans un mauvais pas — et ramener, bon gré mal gré, la « 19 de Noviembre » au bercail, en la rendant complice d'une rupture irréparable.

Alors seulement, le CEFA, ayant brisé son isolement, pourra enfin se lancer dans la guerre civile pour la défense de ses intérêts.

C'est pourquoi, un peu avant 4 heures de l'après-midi du 25 avril 1965, deux officiers « wessinistes » obligèrent « at gunpoint » le général de los Santos Cespedes, chef d'état-major de la Force aérienne, à donner l'ordre de bombarder le Palais National [87] et déclenchèrent ainsi le début de la guerre civile dominicaine.

Il est possible que de los Santos, devant le refus des leaders rebelles d'accepter une junte militaire, aurait fini par choisir le combat, ainsi qu'il avait menacé de le faire.

Il est possible qu'il aurait au contraire fini par céder, et accepté le retour de Bosch à la présidence.

Cette question ne pourra jamais recevoir de réponse. Chinino Lluberes et Beauchamps Javier, paladins intéressés d'un Wessin incapable d'agir, prirent sur eux d'éviter à de los Santos Cespedes d'avoir à faire son choix.

CHAPITRE VI

1. Il ne s'agit encore, en ce moment, que de 4 ou 500 soldats du bataillon Francisco del Rosario Sánchez. Les insurgés, qui connaissent leurs adversaires, considèrent une

telle force comme suffisante pour réaliser l'occupation de la partie centrale de la ville, objectif immédiat de leur action. Ils préfèrent donc laisser le gros des troupes dont ils disposent en réserve dans leurs camps. Ceux-ci se trouvent, d'ailleurs, à une distance suffisamment rapprochée pour que, le cas échéant, des renforts puissent être amenés sans délai dans la capitale. Cela, cependant, ne s'avérera pas nécessaire, et c'est seulement quelques heures plus tard, tôt dans la matinée, que le gros des forces rebelles entrera à son tour dans la ville, ne laissant derrière lui, dans les camps, que de petites unités. (Interviews du lieutenant-colonel Hernando Ramírez et des ex-lieutenants Sención Silverio et García Germán).

2. « ... Desgarró la noche serena la sirena de la libertad ... » (*Himno A La Revolución Constitucionalista,* composé par Aníbal de Peña).

3. De Bonnelly à Reid Cabral, en passant par Bosch et Emilio de los Santos.

4. C'est seulement à l'aube que le général de los Santos Cespedes eut une conversation téléphonique avec Hernando Ramírez, la première depuis l'entrée des unités rebelles dans la capitale. Cependant, au lieu de rechercher l'ouverture immédiate de pourparlers, il se borna à demander une confirmation de l'accord réalisé lors de leur conversation précédente (cf. *supra,* ch. V, p. 249). Il va de soi qu'une telle confirmation ne lui fut pas refusée. (Interviews de l'ex-lieutenant Sención Silverio et du lieutenant-colonel Hernando Ramírez).

5. Le choix de Pérez y Pérez s'explique par le fait qu'il avait longtemps servi dans l'armée avant d'entrer dans la force aérienne. Il était donc censé avoir de nombreux amis chez les officiers rebelles, ce qui pourrait maintenant faciliter sa tâche de négociateur.

6. Interview de Donald Reid Cabral.

7. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 9.

8. FULBRIGHT, William J.: « The situation in the Dominican Republic ». Speech delivered on the floor of the Senate on Sept. 15, 1965; *United States of America Congressional Record; Proceedings and Debates of the 89th Congress, First Session;* Volume III-Part 18; September 14, 1965 to September 23, 1965 (pp. 23627 to 25022); United States Government Printing Office; Washington, D.C.; 1965; p. 23856.

9. Pire encore, une fois revenu dans la capitale, Heywood, au lieu d'être envoyé immediatement sur les traces de l'amiral Rivera Caminero, chef d'état-major de la Marine, fut « assigned to the National Palace on orders of the Embassy » (*Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.,* p. 16). Une telle décision fut probablement largement inspirée par un excès d'optimisme quant à la « loyauté » de Rivera Caminero.

10. Du côté de Washington la situation n'était pas non plus particulièrement brillante. Le président Johnson était à Camp David (Maryland) pour le week-end. L'*Assistant-Secretary of State for Latin-American Affairs,* Jack Hood Vaughn, n'était même pas dans le pays; il se trouvait au Mexique, à Cuernavaca, où il participait à une conférence d'intellectuels de l'hémisphère occidental. Quant au *Deputy Assistant Secretary of State for Latin-American Affairs,* Robert B. Sayre Jr. et au *White House staff specialist* pour l'Amérique latine, William Bowdler, ils venaient à peine d'entrer en fonctions.

Cela valait d'ailleurs toujours mieux que la situation de la CIA, dont le nouveau directeur, le vice-amiral en retraite William F. Raborn Jr., venait d'être nommé et allait occuper son poste à partir du 28 seulement.

11. Diplomate de 46 ans, ayant déjà occupé, au cours de sa carrière, quatre postes diplomatiques en Amérique latine.

12. Souligné par nous.

13. SZULC, Tad: *Dominican Diary.* New York; Dell Publishing Co., 1966; p. 18.

14. MARTIN *op. cit.,* p. 646. Ce témoignage est particulièrement important du fait que son auteur fut convoqué le 29 avril 1965 par le président Johnson pour être envoyé comme son représentant personnel en République Dominicaine. Dès le 30 avril à Washington, en se préparant pour sa mission, Martin eut la chance d'être *briefed* par ceux-là mêmes qui avaient été les principaux acteurs du côté américain, et de lire les « cables and papers » de ces premiers jours. (cf. MARTIN, *op. cit.,* p. 640).

15. SZULC, *op. cit.,* p. 16.

16. La presse dominicaine pour sa part, rapportant les informations qu'elle reçoit de Washington, fait elle aussi état de cet optimisme qui règne au Département d'Etat. Cf. en particulier le *Listin Diario* du 25 avril 1965, p. 1, qui cite justement Shlaudeman comme source.

17. L'évidente contradiction que comporte cette phrase ne peut s'expliquer que par un parti pris qui dépasse — et de loin — toutes les limites d'une « impartialité académique ». Par quel tour de force peut-on, en effet, appeler « loyaux » des militaires qui, on le

reconnaît dans la même phrase, ont décidé de laisser tomber ce gouvernement qu'ils ont eux-mêmes mis en place?

18. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 15.

19. Ce « meeting » auquel les auteurs de *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?* font allusion avait eu lieu dans l'après-midi du 24 (cf. *supra*, ch. V. pp. 237-239). La trahison des « loyal Dominican military commanders » aurait donc dû apparaître clairement à l'ambassade américaine dès la soirée du 24, et non pas « by early morning of the 25th ».

Si, sur ce point, l'erreur de l'ambassade américaine ne fait pas de doute, on est en droit de se demander comment fut possible une pareille bévue. Sans prétendre résoudre une telle énigme, nous pouvons cependant proposer des explications, tout en reconnaissant à l'avance leur caractère partiel et incomplet.

Tout d'abord, l'absence d'une partie du personnel de l'ambassade joua un rôle certain, en particulier pour ce qui était des contacts avec les militaires locaux: des 16 officiers américains censés « assister » leurs collègues dominicains, il ne s'en trouvait que cinq (les trois attachés et deux des membres du MAAG) dans le pays le 24 avril. Et encore, comme le lieutenant-colonel Heywood ne rentra dans la capitale que dans la soirée, il faudrait plutôt parler, pour les premières heures, de quatre seulement. Il est évident qu'un nombre aussi restreint de personnel limita les possibilités de l'ambassade de « work in the field ». Et la façon dont furent utilisés ces quelques hommes n'était pas particulièrement heureuse. Heywood, nous l'avons vu, fut assigné au Palais National (cf. *supra*, note 9). Il aurait été beaucoup plus utile de le mettre aux trousses de Rivera Caminero, pour lui prêcher que le chemin du ciel passait par la fidélité au Triumvirat. D'autre part, aucun militaire américain ne paraît s'être trouvé, dans ces heures décisives, à San Isidro.

Il s'ensuivit que l'ambassade américaine ne put pas disposer d'informations de première main, mais dut se satisfaire de ce que les différents chefs militaires dominicains voulurent bien lui laisser savoir — et ce sera, jusqu'aux premières heures du 25, le refrain monotone des promesses d'appui au gouvernement.

La principale source d'informations de l'ambassade paraît d'ailleurs avoir été le Palais National .. et nous avons pu voir jusqu'à quel point l'optimisme de Reid Cabral était sans rapport avec la réalité.

Finalement, ce n'est que très tard que l'ambassade prit contact avec les insurgés. Un peu avant minuit seulement un colonel américain se présentera à un des camps rebelles, le « 16 de Agosto ». Mais son entreprise n'aura pas beaucoup de succès. A l'Américain, qui essayait de se renseigner (« que pasa aquí? »), Peña Taveras répondit: « lo que pasa aquí no es problema suyo. Lo que pasa aquí es problema de los Dominicanos y lo resolveremos nosotros Dominicanos » (interview de l'ex-lieutenant García Germán).

Le colonel, peu habitué à être traité de cette façon par ses protégés dominicains, n'insistera pas, et rebroussera chemin. Ce sera, jusqu'après la chute de Reid Cabral, le seul contact de l'ambassade avec des leaders, civils ou militaires, de la rebellion.

20. Il faut reconnaître que l'attitude tranchante de Peña Taveras, lors de son court entretien avec le colonel américain, n'était sûrement pas de nature à remplir d'optimisme l'ambassade quant à ses possibilités d'influencer les insurgés.

21. Donald Reid Cabral a, depuis, toujours nié avoir demandé l'intervention militaire des Etats-Unis. Par contre le sénateur Fulbright, dans son discours du 15 septembre 1965, appuie la version que nous venons de donner: « Donald Reid Cabral asked for U.S. intervention on Sunday morning, April 25th ». (FULBRIGHT, *op. cit.*, p. 23857).

22. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 16.

23. La façon la plus sûre d'obtenir l'aide américaine étant, selon une pratique consacrée par l'expérience, de dresser l'épouvantail communiste, même s'il fallait le créer de toutes pièces.

24. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 16.

25. *Ibid.*, p. 17.

26. FULBRIGHT, *op. cit.*, p. 23857.

27. L'auteur désire exprimer ici sa reconnaissance à de nombreux « théoriciens » de ces universités, ainsi qu'à d'autres personnalités, spécialistes des problèmes d'Amérique latine, qui l'ont aidé, par les longues conversations qu'ils ont eu l'amabilité d'avoir avec lui, à pénétrer une telle mentalité.

28. LOWENTHAL: « The Dominican Republic », p. 40.

29. Nous donnons ici au terme « diplomate » un sens très large, qui dépasse sa portée habituelle; nous l'étendons, en effet, aux membres du MAAG et aux attachés militaires. Dans une certaine catégorie de pays (à laquelle appartient la République Dominicaine) l'activité de ces personnages a une étendue qui dépasse largement de simples fonctions militaires, jusqu'à les réduire même, parfois, à un rôle bien secondaire.

30. Une « dispassionate analysis » de la révolution dominicaine devrait au contraire montrer que les généraux Belisario Peguero et Atila Luna ne furent jamais invités par les rebelles à se joindre au mouvement, ni avant le 24 avril (période de la conspiration), ni plus tard. Mieux encore, lorsque, tôt dans la matinée du 25, croyant à la victoire des insurgés, ils se présentèrent pour faire acte d'adhésion, ils furent éconduits par les leaders rebelles. Et leur cas ne fut pas le seul. La même adhésion fut offerte, suivie du même refus, par d'autres officiers, le général Hungría notamment.

Il nous semble donc que c'est au contraire par une analyse trop partiale qu'on nous montre les rebelles coupables, du fait que ces messieurs, croyant à la victoire du mouvement, avaient essayé de s'y joindre. Et encore, ceci ne se produisit certainement pas « at least in the first days of the crisis »: déjà dans la soirée du 25 ce petit groupe d'opportunistes se trouvait là où étaient défendues ces valeurs dont ils étaient eux-mêmes le symbole éclatant: à San Isidro.

Le reproche que l'on pourrait par contre adresser aux leaders rebelles est d'avoir refusé, par un souci trop poussé de sauvegarder la pureté de leur mouvement, l'adhésion d'hommes qui, de par leur influence — Belisario Peguero en particulier — auraient pu, peut-être, leur servir.

Quant à l'ex-général Santiago Rodríguez Echavarría, il participa à la conspiration, et il resta avec le mouvement jusqu'à son arrestation par les « loyalistes », à Santiago, le 27 avril. Seulement, une fois encore, une « dispassionate analysis » ne devrait-elle pas montrer que, bien loin d'être un des « most discredited ex-generals », il jouissait au contraire d'un prestige certain et mérité?

31. LOWENTHAL: « The Dominican Republic », p. 42.

32. Jusqu'à ce moment — matinée du 25 — la distribution d'armes à la population civile n'avait eu lieu qu'épisodiquement (cf. *infra,* ch VII, pp. 309-312).

33. *Dominican Action — 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.* p. 18.

34. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

35. Cáceres Troncoso se trouve au Palais National, avec Reid, dès les premières heures du soulèvement. Mais son rôle de Triumvir silencieux, sa personnalité effacée, n'ont pas été sans influencer l'auteur lui-même, pour lequel il a été difficile de se rappeler, au milieu d'événements tellement importants, de la présence plutôt négligeable du membre « invisible » du Triumvirat.

36. Une fois arrêtés, les deux Triumvirs furent enfermés dans un bureau au deuxième étage du Palais. Trois heures plus tard, « when the planes attacked the Palace, the rebels took Reid and Caceres Troncoso below to a safer floor » (*Dominican Action — 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.,* p. 21). Mais leur captivité ne sera pas longue: déjà dans la soirée « colonel [sic] Giovanni Manuel Gutierrez told Reid and Caceres he could no longer guarantee their lives if they remained in the Palace. Reid was given the choice of going to the Police Headquarters or to the home of a friend, José Antonio Caro ... Reid chose Caro, and the two former leaders were put into an ambulance which passed safely out a side gate of the Palace ... From this time on Reid remained in hiding with friends until he left in June ». (*Ibid.,* p. 22).

37. A tel point, d'ailleurs, qu'il n'est pas aisé d'établir qui « arrêta » Reid. L'ex-lieutenant Sención Silverio, notamment, prétend que ce fut le lieutenant Núñez Vargas, de la Garde Présidentielle, qui, voyant la situation plus que propice, fit prisonnier Reid Cabral, accomplissant ainsi la tâche qui lui revenait d'après le plan *Enriquillo.*

Quant au principal intéressé, le Triumvir lui-même, il soutient la version que nous-mêmes venons de donner. Cette querelle un peu byzantine est intéressante parce qu'elle montre l'état de confusion qui existait au Palais. Ce qu'on peut en conclure est que, si Reid fut formellement arrêté par Caamaño et Gutiérrez, il était cependant déjà, depuis le départ de Connett, prisonnier de fait, sa liberté de mouvements se trouvant limitée, par un accord tacite, à l'intérieur de son bureau, peut-être au couloir aussi. D'où la thèse de Sención Silverio: Reid Cabral était déjà prisonnier avant l'arrivée des officiers envoyés par Hernando Ramírez; d'où la thèse « officielle »: ce sont ces derniers qui arrêtent le Triumvir.

38. Interview de l'ex-capitaine Holguín. Celui-ci en avril 1965 servait au CEFA comme lieutenant, et fut un des quatre officiers envoyés par Wessin au Palais National le 24 avril (cf. *supra,* ch. V, note 33).

39. Interview de l'ex-lieutenant Sención Silverio.

40. On peut reprocher aux rebelles de ne pas avoir essayé de s'emparer des chars de Wessin, au lieu de permettre leur départ. C'est ici, probablement, une preuve encore de la « souplesse » des insurgés, préoccupés d'éviter tout affrontement qui ne fût pas absolument nécessaire — et ils étaient convaincus que, la victoire étant déjà pratiquement

acquise, ces chars, même s'ils rentraient à San Isidro, ne pourraient en rien changer le cours des événements. La population, cependant, eut plus de bon sens que ces officiers. Lorsque les chars arrivèrent aux abords du pont Duarte, la foule qui y était massée refusa de les laisser passer. Seuls les deux premiers chars réussirent à se frayer un chemin; les autres, par contre, durent être abandonnés par leurs équipages et furent par la suite récupérés par des officiers rebelles qu'Hernando Ramírez envoya dans ce but.

41. Benoit lui-même fut conscient de ce changement. Une de ses premières réactions, lorsqu'il arriva au Palais National, fut de regretter que la « 19 de Noviembre » n'eut pas elle-même procédé, immédiatement après l'éclatement du « contre-coup », à l'arrestation de Reid Cabral. C'eût été alors aux officiers de la Force aérienne de s'installer au Palais National et d'y recevoir en maîtres de maison les représentants des camps rebelles de l'armée de terre (interview du colonel Benoit).

42. Nos sources pour cette réunion sont des interviews du colonel Benoit et du lieutenant-colonel Hernando Ramírez eux-mêmes. Bien que ces deux officiers aient été du côté opposé, leurs versions coïncident.

43. Ne parlera pour les rebelles que le lieutenant-colonel Hernando Ramírez — ce qui donnera à leur groupe une apparence d'unité qui n'est pas nécessairement le reflet de la réalité.

44. L'évolution de Bosch, qui se précise sous le choc de l'intervention militaire américaine du 28 avril 1965, trouvera un début d'expression théorique dans son essai *El Próximo Paso. Dictadura con Respaldo Popular*, dans lequel, rejetant pour la République Dominicaine la possibilité d'une démocratie au sens occidental, et excluant cependant une solution communiste, il cherchera à tracer une voie originale.

45. Pour un portrait du colonel Benoit, cf. *infra*, pp. 274-275.

46. Interview du colonel Benoit.

47. Cf. *infra*, ch. VII, pp. 300-306.

48. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

49. Cf. *infra*, ch. VII, pp. 290-292.

50. Nos sources pour cette réunion sont des interviews de Máximo Lovatón Pittaluga et d'Antonio Martínez Francisco. Leurs versions, obtenues au cours d'interviews séparées, coïncident, ce qui est d'autant plus rassurant que les deux hommes ont, depuis le début du gouvernement Balaguer — c'est-à-dire bien avant ces interviews — choisi un chemin fort différent.

51. LLANO MONTES, *op. cit.*, p. 118.

52. Nous avons déjà montré (cf. *supra*, pp. 259-264) quels étaient, aux yeux de l'ambassade américaine, les rapports de force dans la matinée du 25 avril. Nous venons maintenant d'esquisser la façon dont les rebelles eux-mêmes, à peu près au même moment, évaluaient la situation. Bientôt nous montrerons le rapport des forces tel qu'il existait réellement au milieu de l'après-midi de ce même 25 avril. C'est à ce but que nous allons consacrer le prochain chapitre.

53. Elle n'est d'ailleurs pas limitée à ceux-ci seulement, mais est partagée par une écrasante majorité de « neutres » plus ou moins opportunistes — ce qui explique l'avalanche d'adhésions que la révolte reçoit dans la matinée et au début de l'après-midi du 25.

54. Il y aurait aussi à prendre en considération le groupe « electorero » du PRD (cf, *supra*, ch. IV, p. 173). Mais ce groupe n'a aucune emprise sur la population de la capitale D'autre part, dépassé par les événements, il ne peut désormais jouer aucun rôle autonome: le « contre-coup », qu'il refusait, a éclaté.

Sa position n'a donc plus qu'une valeur historique; en termes pratiques, si nous voulons le faire rentrer dans notre schéma, c'est au groupe des « bien-pensants » qu'il nous faut le rattacher.

55. Il s'agit, évidemment, du pont Duarte.

56. Il s'agit du colonel Benoit (cf. *supra*, pp. 256-257).

57. A cette même tâche participent des cadres de partis de l'extrême gauche (cf. *infra*, ch. VII, pp. 300-306). C'est à ce moment que se produisent les premiers incidents entre perredeistes et balagueristes. Ces derniers ne peuvent que voir d'un très mauvais oeil cette activité des « boschistes » qui vise à amener la foule au Palais pour qu'elle fasse pression en faveur du retour de Bosch à la présidence et contre l'installation d'une junte militaire, c'est-à-dire le contraire de ce que le parti Réformiste désire.

Des heurts se produisent donc entre activistes des deux partis, chacun lançant des mots d'ordre au peuple et s'opposant aux consignes de l'autre (« Au Palais! » « Non, restons au Pont! »). Le Triumvirat étant tombé, la raison principale de l'unité s'effrite. Désormais les deux partis poursuivront, chacun de son côté, des buts opposés.

58. On assiste parfois à des situations presque tragicomiques: tout d'un coup l'élu

local ne trouve plus sa voiture — ou n'a plus d'essence; ou alors, il est sujet à d'étranges malaises; ou encore, il découvre — et il est le seul à s'en apercevoir — qu'il est indispensable sur place.

Mais voilà qu'on découvre une voiture pour lui, voilà que l'essence arrive, voilà que, soudain, il se retrouve, presque sans savoir comment, dans une voiture qui roule à toute vitesse vers la capitale.

59. Article 132 de la Constitution du 29 avril 1963.

60. *Listin Diario,* 26 avril 1965, p. 1.

61. SZULC, *op. cit.*, pp. 26-27.

62. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 1.

63. Interview du colonel Benoit.

64. Nos sources sont des entretiens avec cinq des participants: le lieutenant-colonel Hernando Ramírez, le colonel Benoit, José Rafael Molina Ureña, Manuel Ledesma Pérez, Leopoldo Espaillat Nanita. D'autre part, étant donné l'importance de cette réunion, nous avons tenu à en discuter avec des personnes qui, tout en n'ayant pas été présentes, sont, pour des raisons différentes, bien au courant de ce qui s'y produisit; liste trop longue pour être donnée ici, mais qui embrasse des personnalités aussi différentes que l'amiral Rivera Caminero et Máximo Lovatón Pittaluga. D'ailleurs c'est ici un procédé auquel — soit dit en passant — nous avons souvent eu recours, tout en prenant toujours garde de ne pas oublier la différence entre témoignages directs et indirects.

Ajoutons encore que, toujours à propos de cette réunion, nous organisâmes un entretien entre le colonel Benoit et Máximo Lovatón Pittaluga, entretien qui fut fort intéressant en ce qui concerne ce problème et bien d'autres encore, et pour lequel nous tenons à remercier vivement les intéressés.

66. Envoyé par Wessin, Pedro Medrano Ubiera était arrivé au Palais National dès le matin. Il s'était présenté à Hernando Ramírez au moment même où celui-ci recevait le colonel Benoit. Mais le leader rebelle, tout en accueillant Benoit, représentant de la « 19 de Noviembre », refusait au représentant du CEFA l'accès du bureau où la réunion allait se tenir. L'explication officielle de Hernando Ramírez est que le CEFA, n'étant pas une branche indépendante des Forces armées, n'avait pas le droit d'envoyer un représentant. Cette justification, formellement correcte, n'a pas grand-chose à voir avec la réalité; Hernando Ramírez refusait d'admettre Wessin dans son tête-à-tête avec de los Santos parce qu'il savait — ainsi qu'il l'a reconnu lui-même — qu'aucun accord n'était possible, ni souhaitable, avec l'ennemi no 1 du mouvement constitutionnaliste. Très significative est d'ailleurs sa réplique — d'après la version de Benoit — lorsque Medrano Ubiera lui eût annoncé qu'il venait de la part de Wessin: « Nous ne reconnaissons pas Wessin! ».

En dehors de ce que nous venons de dire, il y a quelques remarques intéressantes à faire à propos de cet épisode: d'après Wessin, dès la soirée du 24, son camp « was fighting » contre les rebelles; aucune autre position n'étant d'ailleurs possible, puisque les insurgés étaient des communistes! Nous voyons maintenant que cette fière attitude n'excluait pas, même avec des « communistes », des activités moins belliqueuses.

Mais surtout il faut remarquer que Benoit lui-même ignorait tout de l'arrivée d'un représentant du CEFA (interview du colonel Benoit). Si les rapports entre les deux éléments du « conjunto » de San Isidro avaient été normaux, il aurait été naturel d'envoyer ensemble, par une action coordonnée, les deux représentans. Cette arrivée non coordonnée, en revanche, nous éclaire fort bien sur les rapports peu fraternels qui existaient entre la « 19 de Noviembre » et le CEFA. Encore plus significatif, à ce point de vue, est le comportement de Benoit au cours de l'incident qui se déroule sous ses yeux: c'est en silence, sans protester, qu'il assiste au départ de son « voisin » du CEFA.

67. Ce n'est qu'un début. L'étendue de l'opportunisme de ces deux officiers — et en particulier de Milito Fernandez, « el rey de los oportunistas » — apparaîtra dans toute sa splendeur au cours des jours suivants.

68. Etaient aussi présents à la réunion, d'après certains témoins (le colonel Benoit notamment), deux autres officiers « constitutionnalistes »: le capitaine de frégate Montes Arache et le lieutenant-colonel Bounpensiere Morel (celui-ci constitutionnaliste for « mou », dans le meilleur des cas; celui-là « dur », plus par caractère que par conviction politique). Ces deux officiers, en tous cas, ne paraissent avoir joué aucun rôle important au cours de cet entretien.

69. C'est, depuis le début du « contre-coup », la première fois que la Marine fait connaître sa position. Quant à la Police Nationale, elle paraît ici avoir oublié sa vocation « apolitique », qu'elle n'avait pourtant adoptée que quelques heures plus tôt.

70. Ce portrait que nous venons d'esquisser est le résultat des longues conversations que nous avons eues avec le colonel Benoit.

71. Sous-directeur du CEFA.

72. Chef des *Fuerzas Especiales,* cet officier appartenait à la ligne « dure » de la « 19 de Noviembre ».

73. Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate. Eighty-ninth Congress, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 157.

74. L'ortographe exacte est Beauchamps Javier.

75. Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate. Eighty-ninth Congress, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 161.

76. Dans ce cas la version de Llano Montes nous paraît être digne de foi, d'autant plus qu'elle est « neutre », en ce sens que, pour une fois, elle ne vise à accroître ni la « gloire » de son ami Wessin, ni « l'ignominie » des rebelles. Le raisonnement vaut aussi, naturellement, pour la version de Wessin lui-même.

77. Ici Llano Montes appelle « base » le « conjunto ».

78. Il s'agit, en réalité, de l'après-midi, assez près de 16 heures.

79. Beauchamps!

80. Radio Santo Domingo Tv était déjà dans les mains des constitutionnalistes. Cependant, si vraiment Beauchamps prononça ces mots, il est difficile d'en comprendre le sens. S'il est vrai que les transmissions de Radio Santo Domingo Tv acquirent un caractère très violent (cf. *infra,* ch. VIII, pp. 327-330), il est encore plus vrai que cela se produisit seulement après l'attaque de l'aviation.

81. Llano Montes, *op. cit.,* p. 119.

82. Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate. Eighty-ninth Congress, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 156.

83. Nous basons cette affirmation sur les interviews auxquelles nous avons procédé (cf. *supra,* note 64): le seul qui téléphona fut de los Santos; quant à Medrano Ubiera, représentant du CEFA, il ne se mit pas en contact avec Wessin au cours de la réunion.

84. Cf. *supra,* ch. V, pp. 239-240.

85. Cf. *supra,* ch. V, p. 245.

86. Cf. *supra,* note 66.

87. Après l'attaque du Palais National, les avions mitraillèrent aussi, avant de rentrer à la « 19 de Noviembre », les camps rebelles.

Chapitre VII

LE RAPPORT DES FORCES AU DEBUT DE LA GUERRE CIVILE

Lorsque, peu après zéro h., le 25 avril, les premières unités rebelles ont fait mouvement vers la capitale, le rapport des forces était, sur le plan militaire, à peu près le suivant:

1) Mouvement Rebelle.
Il dispose des effectifs des trois camps insurgés et de la *Jefatura de Estado Mayor* de l'Armée de terre, soit, au total, 2350 hommes environ.[1]

2) Forces Gouvernementales.
Si nous entendons par cette expression les forces qui, que ce soit par loyauté, par discipline, ou même tout simplement par intérêt, sont prêtes à obéir aux ordres de leur commandant en chef — Donald Reid Cabral, en l'occurrence — il nous faut arriver à la conclusion qu'au moment qui nous intéresse ici ces forces étaient, en République Dominicaine, complètement inexistantes. Wessin lui-même, en effet, bien qu'opposé aux rebelles, mais agissant, nous l'avons vu, en tant que *caudillo* indépendant, complètement détaché du pouvoir central, avait choisi de ne pas répondre aux appels de Reid Cabral et, du fond de son camp, se refusait à une intervention qu'il était pourtant en état de réaliser.

3) Forces « Neutres ».
Sous cette appellation, dont l'imprécision nous convient particulièrement, il nous faut grouper l'ensemble des Forces armées dominicaines — Wessin en tête — à l'exception, cela va de soi, de ces quelques unités qui composent le mouvement rebelle.

Cette neutralité a, d'une façon générale, deux traits distinctifs:
a) elle favorise — et d'une manière décisive — les rebelles, puisqu'elle consiste, en termes concrets, à ne pas intervenir dans leur lutte contre le Triumvirat;
b) toutes ces forces neutres coïncident, cependant, dans leur attitude vis-à-vis de la population civile: celle-ci n'a pas à se mêler d'une affaire entre militaires et tout mouvement de foule doit être réprimé: tâche d'autant plus facile que la population, après un bref moment d'enthousiasme, est retombée, pour des raisons que nous avons déjà vues,[2] dans cette passivité dans laquelle on veut la confiner. C'est

d'ailleurs pourquoi nous pouvons exclure de notre tableau la population en tant qu'acteur.

Quant aux partis politiques, les mêmes considérations que nous venons de faire pour la population sont valables pour eux. Bornons-nous pour le moment à rappeler que lorsque le « contre-coup » éclata, aucun parti n'appuyait plus le Triumvirat, et qu'aucun n'avait de larmes à verser sur une éventuelle chute de Reid Cabral, même si des différences insurmontables les opposaient quant au problème de la succession. Pour leur part les partis d'extrême gauche voyaient avec une méfiance extrême tout mouvement qui n'était pas sous leur contrôle.

Finalement nous en avons déjà assez dit sur l'ambassade américaine, pour qu'il ne soit plus nécessaire de répéter ici qu'aveuglée par ses erreurs elle ne jouait, dans la soirée du 24, qu'un rôle très passif — c'est-à-dire aucun rôle.

Il ressort donc de ce tableau ce que nous avions déjà essayé de montrer à la fin du cinquième chapitre: l'erreur, la confusion, la crainte, la mauvaise foi, font qu'à ce moment la relation des forces est en faveur des rebelles dans le rapport « 2350 contre 0 »; et la capitale fut donc occupée, Donald Reid Cabral arrêté.

Mais 16 heures plus tard — vers 4 heures de l'après-midi du 25 — l'attaque de l'aviation marque le début de la guerre civile; d'autre part, l'élection de Molina Ureña à la présidence provisoire de la République, « hasta que llegue al suelo patrio el profesor Bosch », a défini les options.

Le nouveau rapport des forces est particulièrement complexe.

Au sein des Forces armées, la tendance à la « neutralité » est, de loin, la plus répandue parmi ceux-là mêmes qui proclament tout haut leur ralliement au mouvement constitutionnaliste et au gouvernement que celui-ci a mis en place. Nous borner à enregistrer mécaniquement ces déclarations formelles d'adhésion équivaudrait donc à nous résigner à ne voir les événements qu'à travers une glace déformante.

C'est pourquoi il nous faudra, dès maintenant, introduire une distinction entre unités constitutionnalistes « dures » et « opportunistes ».[3]

Même en recourant à cette distinction, il ne nous sera pas possible de séparer les Forces armées du pays en deux grands groupes: a) constitutionnalistes (« durs » et « opportunistes ») et b) « loyalistes »[4] — contrairement à ce que l'on serait en droit d'espérer dans toute guerre civile qui se respecte.

L'espérer serait ne pas rendre l'hommage dû à l'ingéniosité de ces chefs militaires dominicains pour lesquels la préoccupation principale, le 25 comme le 24, comme toujours, était d'avoir une position qui leur permette de démontrer au vainqueur éventuel — quel qu'il soit — qu'ils s'étaient trouvés, dès le début, avec lui. Il nous foudra donc, à côté des constitutionnalistes et des « loyalistes », introduire une troisième catégorie, celle des « non-engagés », où nous placerons les « apolitiques » et les « introuvables ».

Nous aurons ainsi, pour les Forces armées, le tableau suivant, que nous examinerons plus en détail dans les pages suivantes:

1) Constitutionnalistes.

   a) « durs »

b) « opportunistes »

2) « Loyalistes ».

3) « Non engagés ».

a) « apolitiques »

b) « introuvables »

Parallèlement au côté militaire il nous faudra considérer le côté civil, qui a acquis une dimension nouvelle depuis la libération de la capitale par les forces constitutionnalistes. Nous l'examinerons sous son double aspect: a) institutions qui le représentent (les partis politiques), b) la masse populaire elle-même en tant qu'agent direct; aspect qui, dans une situation de guerre civile, acquiert une importance particulière.

Last, but not least, le gouvernement des Etats-Unis, représenté par une ambassade que l'élection de Molina Ureña à la présidence vient d'arracher brusquement à ses rêveries, pour la précipiter dans un univers de cauchemars, sans pour cela, hélas, que le passage soit marqué par une étape, aussi brève soit elle, dans le monde des réalités.

1) Les forces armées.

A) Les Forces Constitutionnalistes « Dures »

Les unités dont les constitutionnalistes ont le contrôle se trouvent concentrées dans la capitale [5] — qui est par conséquent la seule ville du pays qui se trouve solidement entre leurs mains.

Le nombre des effectifs n'a que légèrement augmenté depuis le 24 à minuit. La libération de Santo Domingo a entraîné le ralliement des unités de l'Armée qui s'y trouvaient: les 450 à 500 soldats de la Garde présidentielle, et les 700 à 725 de *Polvorín, Intendencia* et *Transportación.*[6] En plus, grâce au très fort prestige personnel du capitaine de frégate Montes Arache, les hommes-grenouilles de la Marine le suivent dans la révolte; s'il est difficile d'avancer un chiffre exact, on peut cependant le situer entre 100 et 150. Il est encore plus difficile de fixer le nombre de ces marins qui, quittant sur quelques camions la base de las Calderas, entraînés par de jeunes officiers qui appuyaient le mouvement, arrivèrent dans la journée du 25 dans la capitale; ici aussi, il paraît raisonnable de situer leur nombre un peu au-dessus de la centaine.

On aurait donc un totale de 3700 à 3900 hommes, appartenant tous à l'Armée, sauf les 2 ou 300 de la Marine. Cependant, excluons dès le début les 700 soldats de *Polvorín, Intendencia* et *Transportación*: au point de vue militaire leur importance est fort négligeable; la sincérité de leur adhésion, d'autre part — sauf pour le cas du *Polvorín* — très douteuse.[7]

Nous nous retrouvons donc avec à peine plus de 3000 hommes: force relativement faible pour ce qui est du nombre; force qui impressionne, en revanche, par la qualité des unités qui la composent.

Nous avons déjà assez parlé de l'état de l'armée de terre dominicaine;[8] de ses trois bataillons d'élite, deux, les bataillons Francisco del Rosario Sánchez et

Juan Pablo Duarte, constituent l'épine dorsale des forces constitutionnalistes — soit 1600 des 2700 soldats de l'armée qui sont en rébellion. Et leur puissance de feu est désormais accrue par l'armement lourd du « 6 ½ de Artillería », ainsi que par les armes dont les constitutionnalistes ont pu entrer en possession grâce à la libération de la capitale: les dépôts d'armes du Palais National et du *Polvorín.* Même le monopole des blindés de Wessin a été entamé par les quelques blindés que les soldats du CEFA ont dû abandonner dans la capitale.[9]

Les hommes-grenouilles, d'autre part, représentent un atout dont il ne faudrait pas, à cause de la faiblesse de leur nombre, sous-estimer la valeur:

« pues además de la instrucción militar común y corriente, eran expertos en judo, expertos nadadores submarinos, especializados en sabotaje debajo del agua, y casi todos certeros como tiradores ».[10]

Bref:

« No hay duda de que eran buenos combatientes y que no les faltaba valor ».[11]

On peut vraiment apprécier la portée de ces éloges, si l'on pense qu'ils sont rendus par Antonio Llano Montes, personnage qui, par principe, répugne à porter sur ses ennemis tout jugement qui ne soit pas ordurier.

Mais une grave faiblesse mine ces forces sur les qualités desquelles nous venons pourtant de nous étendre: au sein de ces unités « dures » grouillent des officiers dont l'opportunisme approche de la trahison et souvent la rejoint.

Nous avions déjà amorcé, au chapitre précédent, une classification des officiers rebelles au moment où le « contre-coup » éclatait; nous les avions séparés en « constitutionnalistes durs », « constitutionnalistes mous » et « officiers pro-junte ». Nous avions vu comment l'alliance entre les deux catégories de constitutionnalistes avait joué dans le sens de l'élection de Molina Ureña — et nous avions attiré l'attention sur le fait qu'une telle alliance ne reposait que sur une impression: un « certain jugement » de la situation. Cette vision optimiste ne pourra désormais se soutenir longtemps — San Isidro ayant choisi la lutte — même si chez certains elle se prolongera absurdement pendant trop d'heures, dans une situation où chaque minute compte. Et, avec l'effacement de l'optimisme, que remplace la cruelle réalité de la guerre civile, s'efface la résolution de beaucoup de « mous ».

Quant au groupe « pro-junte », il s'est gonflé grâce au ralliement d'une foule d'officiers qui par opportunisme adhèrent à la révolte; soit — le 24 — parce que, ayant le malheur de prêter service dans un des camps soulevés, il leur paraît dangereux de se dérober — c'est le cas de beaucoup d'officiers appartenant au « 27 de Febrero »; soit, en particulier dans la matinée du 25, parce que leurs principes leur défendent de ne pas adhérer à un mouvement victorieux. Mais le début des hostilités témoigne que la victoire n'a pas encore choisi ses favoris; et cette incertitude, de plus en plus angoissante, aura des conséquences désastreuses sur maintes « loyautés ».

Par contre, les constitutionnalistes disposent d'un atout dont l'importance — en puissance très grande — pourra être mesurée seulement par l'épreuve des

heures. C'est la présence, au sein d'autres unités, d'officiers qui sont liés au mouvement (la « périphérie »); en particulier à San Isidro et à Santiago.

B) Les Forces « loyalistes ».

A 15 kilomètres de la capitale, San Isidro, bastion des « loyalistes ».

Grâce à la « persuasion » du lieutenant-colonel Beauchamps et du major Lluberes, l'« ensemble » vient de retrouver son unité; après une paralysie de plus de 24 heures, il se remet enfin à fonctionner: « We became united again ».[12]

San Isidro dispose d'une force de 4000 hommes, dont 2000 appartiennent au CEFA, les autres à la « 19 de Noviembre ». De ces troupes les *Fuerzas Especiales* — 3 à 400 hommes — sont des formations d'élite, de la même classe que les bataillons constitutionnalistes Juan Pablo Duarte et Francisco del Rosario Sánchez. Au point de vue des armes légères, l'« ensemble » n'a pas de supériorité sur ses adversaires; il en est autrement, par contre, pour ce qui est de l'armement lourd. Son artillerie — celle du groupe « General Gregorio Luperón » en particulier — dispose d'un matériel d'une qualité supérieure à celui du « 6½ de Artillería »; et si les constitutionnalistes disposent eux aussi de mortiers, ils n'ont pas, en revanche, les canons sans recul, qui restent monopole de l'« ensemble ». Pire encore, le ralliement de de los Santos donne aux « loyalistes » le contrôle absolu du ciel, les constitutionnalistes n'ayant pas d'aviation.

Seules les bases aériennes de Santiago et, dans une moindre mesure, de Barahona, pourraient, avec les quelques avions dont elles disposent, entamer ce monopole — d'où l'importance de leur attitude. Quant aux chars, après la perte de ceux qui se trouvaient au Palais National, il devrait en rester à Wessin entre 25 et 30, auxquels il faut ajouter quelques chars d'assaut et une dizaine de *half-tracks*. La veille encore complètement démunis de blindés, les constitutionnalistes peuvent désormais opposer à l'ennemi ceux, justement, qu'il vient de perdre: une dizaine, entre chars et chars d'assaut. Remarquons, toutefois, qu'ils ne disposent pas d'un personnel entraîné à manier des blindés.

Dans la période de la conspiration, les constitutionnalistes avaient des contacts avec des officiers du CEFA et de la « 19 de Noviembre »; de plus, l'Académie militaire « Batalla de las Carreras » constituait un cas à part dont les possibilités ne furent pas d'ailleurs suffisamment exploitées par les leaders de la conspiration. Le plan *Enriquillo*, sans trop espérer des quelques conjurés du CEFA — trop largement minoritaires — et négligeant d'autre part l'Académie, prévoyait en revanche que les officiers de la « 19 de Noviembre » liés au mouvement entreraient en action dès le déclenchement du « contre-coup ».[13]

Il n'en fut rien.

Lors de trois conversations téléphoniques qui eurent lieu dans la matinée et tôt dans l'après-midi du 25 entre l'ex-major Núñez Nogueras et des officiers de la « 19 de Noviembre », ceux-ci justifièrent leur passivité par le fait que, de los Santos n'ayant pas encore pris de décision, toute action de leur part aurait donc été inopportune. Lors de la quatrième conversation, c'était déjà trop tard: « tout est terminé, nous sommes prisonniers! ».[14] Les conjurés de la base aérienne avaient ainsi perdu l'occasion de jouer un rôle, occasion qu'ils ne purent, ou ne surent pas saisir dans les premières heures de confusion. Au moment où la

guerre civile commençait de los Santos ne pouvait pas compter sur l'adhésion franche de tous ses officiers; tout risque d'une révolte ouverte était cependant écarté, grâce à l'arrestation, dans l'après-midi du 25, des officiers les plus suspects de sympathie à l'égard de la cause constitutionnaliste. Il n'y avait pas eu de Chinino Lluberes ou de Beauchamps Javier parmi les constitutionnalistes de la « 19 de Noviembre »!

Reste l'Académie militaire, « nid de vipères ». Son effectif: 9 officiers, 144 cadets, 10 ou 12 sous-officiers.[15] Son équipement: des mortiers X1, des mitrailleuses 30 légères, quelques mitrailleuses lourdes et des bazookas.

Il est vrai que, depuis que furent limogés — le 4 septembre 1964 — le major Núñez Nogueras et deux autres officiers, l'activité conspiratrice y a pratiquement perdu tout son élan. Mais l'Académie a été trop marquée par la présence d'hommes tels que le lieutenant-colonel Fernández Domínguez et Nogueras lui-même, pour ne pas rester un « centro de individuos con muchas ideas raras en la cabeza ».

Dès le début, ses sympathies vont à ceux qui, de l'autre côté de la rivière, ont levé l'étendard de la révolte. Contrairement aux officiers de la « 19 de Noviembre », les « académicos » n'en resteront pas aux sentiments, ils sauront passer aux actes:

> « Pese a que desde el primer momento se tuvo la idea de darle la espalda a Wessin, no fue sino el domingo, después de ponernos de acuerdo los oficiales, que se planeó la salida, pues hasta el domingo (día 25), no se había fraguado la salida en función de grupo, puesto que existía desconfianza entre los officiales. El domingo a las 12:00 A.M. se llegó entre parte de los 9 oficiales que luego salimos, de abandonar la Academia y unirnos al pueblo, aunque para ello fuera necesario llevarnos en calidad de preso algún oficial que no estuviera de acuerdo con tal fín, pues parte de los cadetes más antiguos tenían conocimiento del acuerdo y estaban dispuestos; a los demás no se le diría el plan, hasta que estuviera consumado o en ejecución, para evitar que el plan se colara al CEFA. En cuanto a los 10 o 12 alistados que nos acompañaron luego, no se le hizo saber el plan, sino cuando comenzó a ejecutarse, salvo un sargento mayor que participó desde el inicio en la planificación. No se hizo extensivo el plan hasta los oficiales del CEFA, pues estos parecían reservados ante los Académicos. Los oficiales del CEFA comieron (almuerzo) el domingo en el comedor de la Academia, llevando dentro del comedor sus respectivas armas, lo que indicaba recelo hacia nosotros y fue por tal motivo que a ninguno se le participó, para evitarnos ser descubiertos ».[16]

C'est peu après le début de la guerre civile que le personnel de l'Académie passe à l'action:

> « La salida de la Academia se produjo el día 25 a las 18:00 horas, hacia la parte Este del recinto de ésta, disque con la finalidad de defensa, pero con la idea de tener la facilidad de partir cuando se hiciera la noche ».[17]

Ne restent à « Batalla de las Carreras » que:

« 3 oficiales y parte de los alistados que no se encontraban a la hora de nuestra salida del recinto ».[18]

Une nouvelle menace s'est donc dressée contre San Isidro; l'ampleur de cette menace dépendra, cependant, de l'emploi que ces nouveaux « rebelles » sauront faire de leurs forces, ainsi que de l'énergie de leurs leaders.

Mais, bien plus important que la défection de l'Académie, un autre danger guette San Isidro. Danger bien plus grave, inhérent à la nature même d'un « système » où la corruption domine. Le manque d'officiers qualifiés, tout d'abord: à part quelques rares exceptions, tel Chinino Lluberes, leur niveau est très bas — Wessin en tête. Quant à la troupe, une grave faiblesse la mine. Nous ne voulons pas dresser un tableau trop simpliste: il va de soi que certains des soldats des unités constitutionnalistes avaient suivi la révolte sans aucun enthousiasme, tout simplement parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Il va de soi que certains des soldats de San Isidro, par contre, pouvaient croire à la nécessité de se battre — soit parce qu'intoxiqués par une certaine propagande anticommuniste, soit par loyauté à leurs chefs (à Wessin en particulier), soit pour défendre une position privilégiée qui leur apparaissait menacée.

Une réalité demeure, cependant, que ces quelques restrictions ne peuvent changer: tandis qu'une bonne partie des soldats des unités constitutionnalistes pouvaient — à un degré plus ou moins grand — s'identifier à la cause pour laquelle ils étaient appelés à lutter, pour une forte majorité des militaires « loyalistes », en revanche, une telle identification était tout à fait impossible.

C) Les forces constitutionnalistes « Opportunistes ».

Au moment où la victoire rebelle paraît assurée — dans la matinée du 25 — les chefs militaires de l'intérieur se découvrent soudain une vocation pour la démocratie dont ils avaient jusqu'ici jalousement gardé le secret.

Et les déclarations d'adhésion au mouvement constitutionnaliste affluent de toutes les bases de l'armée de terre disséminées dans le pays.[19] Les bases aériennes de Santiago et de Barahona suivent elles aussi cette tendance.

Bornons-nous, pour éviter une énumération qui serait longue et fastidieuse, à n'examiner que le cas de Santiago, deuxième ville du pays, « capitale du Cibao » — la région la plus riche de la République — ville dont l'importance au point de vue militaire est encore accrue par le fait qu'elle se trouve à la tête d'une des quatre zones militaires qui partagent le territoire national, et qu'elle dispose de la seconde base aérienne du pays.

Et voilà qu'à Santiago le colonel de la Mota, commandant pour l'armée de la zone militaire, ne connaît plus de limites à son enthousiasme de néophyte. Craignant que cet esprit démocratique qui soudain l'envahit ne soit pas suffisamment remarqué par les vainqueurs, il se présente, vers 10 heures du matin, sous prétexte de « boire un pot », à la maison de don Antonio Guzmán, riche propriétaire foncier de la région, ami personnel du professeur Bosch, et un des principaux, pour ne pas dire le principal, leaders du PRD de la ville.

Il n'en sortira qu'après s'être répandu en déclarations d'appui au mouvement constitutionnaliste, et avoir répété, à droite et à gauche, qu'il est « avec le peuple ».[20] Bientôt on peut entendre à la Radio le communiqué suivant:

> « Por medio del presente comunicado los comandos unidos del Ejército Nacional, la Fuerza Aerea Dominicana y la Policía Nacional de la Zona Norte, con asiento en Santiago, hacen llegar a la ciudadanía, para su conocimiento: Que, conscientes de sus deberes de militares e identificados con la causa del pueblo, deciden respaldar el llamado popular, solidarizándose con el movimiento militar encabezado en Santo Domingo, Distrito Nacional. Firman el Comunicado:
>
> — José R. Félix de la Mota
coronel Ejército Nacional
comandante de la 2a Brigada E.N.
>
> — Caonabo Jaquez Olivero
coronel Policía Nacional
comandante del Departamento Norte[21]
>
> — Francisco A. Ramírez Gómez
coronel pilóto Fuerza Aerea
comandante de la Base Aerea de Santiago
>
> — Miguel A. Calderón Cepeda
capitán Ejército Nacional
ayudante del comandante de la 2a Brigada E.N.[22]

Bientôt — soit pour éviter des heurts avec la population, soit par crainte d'une fraternisation entre civils et militaires — « todas las Fuerzas Armadas se encuentran acuarteladas ».[23] Même la présence de la police se fait très discrète dans les rues de Santiago, et les quelques policiers qui se montrent encore semblent préférer le rôle de spectateur passif.[24] Bientôt c'est aux leaders du PRD que les autorités militaires s'adressent pour leur demander d'assurer l'ordre; les autorités installées par le Triumvirat ont, pour leur part, déjà choisi la fuite.

Telle est la façade, à Santiago comme ailleurs. Derrière cette façade, à Santiago comme ailleurs, se cache une réalité bien différente.

En fait, la hiérarchie est toujours respectée, le pouvoir militaire — dans la forme comme dans la réalité — reste dans les mains d'officiers supérieurs qui n'éprouvent aucune sympathie pour cette inquiétante révolte militaire; les officiers subalternes se maintiennent passivement dans leurs positions de subordonnés, alors que c'est pourtant parmi eux que se trouvent ceux-là qui, déjà liés à la conspiration — les intégrants de la « périphérie » — devraient s'attacher à tirer profit de la situation pour assurer l'adhésion des unités auxquelles ils appartiennent... entreprise qui exige le goût des responsabilités nouvelles, non le respect aveugle de la hiérarchie.

Et face à une population enthousiaste, enhardie ... mais désarmée, les Forces armées et la Police gardent le monopole de l'armement; monopole qui est d'autant plus facile à justifier qu'aucun danger ne paraît guetter le mouvement victo-

rieux: l'adhésion des garnisons de l'intérieur est « unanime », San Isidro ne se battra pas.

Ce vernis constitutionnaliste dont les chefs militaires se sont hâtivement maquillés dans la matinée du 25 est tellement délicat que le moindre coup de vent, la moindre difficulté l'emporteront.

Les constitutionnalistes sauront-ils transformer ces adhésions verbales, faites au moment où leur victoire paraît certaine, en un appui solide, au moment où leur victoire est désormais ouvertement contestée? Ou au contraire, perdant même la neutralité de ces ralliements équivoques, se verront-ils confrontés à une hostilité ouverte?

Rien n'est décidé. Le jeu est ouvert. Et le dynamisme de la guerre civile va lui imposer un rythme bouleversant, où tout résultat apparemment acquis, mais non pas vraiment assuré, sera à tout moment remis en question, où toute promesse de fidélité ne durera que le temps de l'exprimer ... le temps d'un sourire.

D) Les Forces « Non Engagées ».

i) La Police Nationale — ou « les apolitiques ».

Dans la nuit du 24 au 25 le général Despradel avait découvert la vocation « apolitique » de l'institution qu'il dirigeait. A peine quelques heures plus tard, cependant, son représentant, le major González, exprimait au Palais National la sincère hostilité de la Police au retour de Bosch à la présidence et s'alignait sur les positions de la « 19 de Noviembre ».

L'attaque de l'aviation met fin aux conversations et marque le début de la guerre civile. Une attitude conséquente voudrait que la Police, fidèle aux déclarations du major González, appuie San Isidro contre les constitutionnalistes. Une telle attitude serait, cependant, trop peu en rapport avec l'opportunisme du général Despradel. Lors de la réunion au Palais National, il n'en coûtait pas cher à González, épaulé par les représentants de la « 19 de Noviembre » et de la Marine, de prendre une position « dure » qui tranchait nettement avec la prudence de la nuit précédente. Mais désormais la mitraille des avions balaie les menaces, des mots il faut passer à l'action. Et dans cette guerre civile qui commence, San Isidro, la flotte sont loin; les constitutionnalistes, en revanche, sont dans la ville même, appuyés par une population exaltée, qui désormais refuse la soumission. C'en est trop pour la fermeté du général Despradel. A l'heure de la décision, au moment où il faudrait choisir, il se rappelle soudain que les forces sous ses ordres n'ont pas à se mêler de querelles entre militaires: elles sont « apolitiques »! [25]

Cette nature « apolitique » de la Police signifie qu'elle refuse de se battre aussi longtemps que l'ennemi sera en état de se défendre; qu'elle est prête à servir les « boschistes » si ceux-ci triomphent; mais elle signifie aussi qu'au cas où ils seraient aux abois, les constitutionnalistes auront à se défendre contre un ennemi qui se trouve au sein même de leur forteresse — Santo Domingo — à moins qu'ils n'aient eu la prévoyance de le réduire à l'impuissance lorsqu'il était encore temps. Quant à la situation de la police de la capitale, dans cet après-

midi du 25 avril, elle est grosso modo la suivante:

— l'ex-commandant de la Police, le général Belisario Peguero, qui attend de se réfugier à San Isidro.

— le commandant actuel, le général Despradel Brache, qui attend exactement la même chose (c'est ce qu'on appelle la continuité dans le commandement!).

— 3000 hommes, en bonne partie dispersés dans toute une série de petits postes, militairement indéfendables, éparpillés dans les différents quartiers de la ville.

— deux bases — le Palais National de la Police et, surtout, la Fortaleza Ozama — qui sont, sur le papier, bien loin d'être négligeables ... mais, sur le papier, San Isidro aurait dû, dès le 24, écraser les constitutionnalistes.

ii) La Marine — ou « les introuvables ».

Un représentant de la Marine — le capitaine de corvette Guzmán Matos — a participé à la réunion qui a eu lieu au Palais National au début de l'après-midi du 25, et y a appuyé la ligne de la « 19 de Noviembre ».

La position de ce corps est cependant loin d'être claire. La Marine va-t-elle maintenir son attitude « dure » — qui a complètement surpris les constitutionnalistes — ou, après avoir brièvement tâté de la menace, va-t-elle finir par se rallier?

On peut se le demander, compte tenu de l'attitude extrêmement « discrète » que l'amiral Rivera Caminero choisit dès qu'il apprend la nouvelle du « contrecoup ». D'où notre décision de classer la Marine parmi les « non engagés ».

Rivera Caminero se trouvait à ce moment — c'est-à-dire au début de l'après-midi du 24 — à la *Jefatura de Estado Mayor* de la Marine, située dans la partie occidentale de la capitale, presque en dehors de celle-ci, dans le quartier de la Feria. Sa petite flotte se trouvait éparpillée: une partie des navires dans le port de la capitale, les autres dans différents ports du pays.

A la nouvelle d'une révolte militaire la première réaction de Rivera Caminero fut de déclencher une « opération haute mer »: déjà vers 14 heures le premier navire quittait Santo Domingo, tandis que ceux qui se trouvaient dans les autres ports de la République faisaient à leur tour route pour rejoindre le gros de la flotte dans un endroit préétabli, en haute mer, non loin de la capitale.

C'est là une mesure assez saine du point de vue militaire — regrouper les forces en prévision d'une bataille; mais elle revêt un caractère particulier de par le comportement de Rivera Caminero lui-même. L'amiral disparaît. Il quitte la Feria pour un endroit plus tranquille — Haina, dira-t-il,[26] la haute mer, diront d'autres — d'où il envoie, pendant un certain temps, des déclarations d'appui à Donald Reid Cabral, jusqu'au moment où, ainsi que de los Santos, il déclare à son tour qu'il n'a aucune intention de défendre le Triumvirat.[27] Après quoi, le silence retombe, jusqu'à l'arrivée de son représentant au Palais National; mais déjà, entre-temps, des forces appartenant à la Marine — les hommes-grenouilles, les marins de las Calderas — adhèrent au mouvement constitutionnaliste.

Une fois encore, après le départ de Guzmán du Palais National, le rideau tombe. Lorsqu'il se lèvera à nouveau, onze heures plus tard, ce sera pour nous laisser entrevoir Rivera Caminero qui gravit les marches du Palais ... pour annoncer, cette fois son adhésion au gouvernement Molina Ureña.[28]

2) L'Elément civil.

A) Les Partis politiques.

Plusieurs difficultés se présentent lorsqu'il s'agit de définir la position des différents partis politiques au moment où la guerre civile éclate:

i) Le Facteur « Surprise ».

i[(a)] Aucun parti — sauf naturellement les intéressés eux-mêmes et leurs alliés du PRSC — ne s'attendait à ce que les « boschistes » puissent déclencher un coup d'Etat, que ce soit le 24 avril ou à n'importe quel moment plus tard.

i[(b)] Quant aux leaders « boschistes » eux-mêmes — pour ne pas parler des sociaux-chrétiens — ils ne s'attendaient pas à ce que le « contre-coup » éclatât le 24 avril.

La surprise rend plus difficile une réaction rapide, et ceci tout particulièrement pour ces partis que, contrairement au PRD et au PRSC, surprennent non seulement le *timing*, mais le fait même d'un soulèvement militaire.

Le moment même où l'événement est connu — l'après-midi d'un samedi — aggrave encore une situation déjà difficile.

ii) La Nature du Coup.

Que la révolte soit dirigée contre le Triumvirat, c'est une évidence; mais à la surprise, qui à elle seule rend incertaine une réaction rapide, s'ajoutent des doutes quant aux véritables buts des insurgés.

iii) Le Facteur « Temps ».

La période que nous considérons est particulièrement brève; 28 heures à peine se sont écoulées entre l'éclatement du « contre-coup » et le début de la guerre civile.

iiii) Les Moyens d'Information.

C'est ici une difficulté à part. Elle ne concerne pas les positions mêmes des partis politiques, mais la possibilité pour l'historien de les connaître.

Pendant ce bref laps de temps, le pays est d'abord resté sous le contrôle des « gouvernementaux » — jusqu'aux premières heures du 25 pour la capitale, jusqu'au milieu de la matinée pour les autres villes.

Dans ces conditions les radios et la télévision, sauf pour un bref moment dans l'après-midi du 24, ne pouvaient faire entendre qu'un seul son de cloche: la voix de ceux qui appuyaient le gouvernement.

Avec l'effondrement du Triumvirat les constitutionnalistes remplacent les gouvernementaux. Le son est désormais différent: il est, cependant, toujours uniforme.

Quant aux journaux, on n'y trouve pratiquement rien qui puisse faciliter notre tâche. D'ailleurs que pourraient-ils dire? La plupart des partis politiques

ont bien d'autres chats à fouetter qu'écrire des communiqués qui seraient d'autant plus dangereux qu'ils pourraient se transformer, dans un futur proche, en pièces à conviction. A de rares exceptions près c'est l'ambiguïté qui sert les intérêts des partis politiques dans ces premières heures de la crise dominicaine.

La gravité de toutes ces difficultés varie avec les partis. Notre intérêt variera également, selon l'importance de chaque parti, le rôle qu'il jouera dans cette lutte qui s'annonce, ou même les réactions que le simple fait de son existence va provoquer: le rouge des formations de l'extrême gauche dominicaine excite déjà, et le fera bientôt jusqu'au paroxysme, l'extrême sensibilité du taureau américain.

Nous considérerons successivement:
- les micro-partis de la droite
- le Parti Réformiste
- les partis du pacte de Rio Piedras
- les partis de l'extrême gauche

Notre brève analyse n'embrassera cependant pas tous les partis qui pullulaient à ce moment en République Dominicaine.

Juan Isidro Jimenes Grullón n'y trouvera pas « son » *Alianza Social Democrata.* « Corpito » Pérez et Dato Pagan n'y trouveront pas « leur » *Partido Nacionalista Revolucionario.* Ces partis de poche — même comparés aux micro-partis de la droite — ne joueront aucun rôle. Leurs leaders, qui en constituaient en même temps la direction, les cadres et la masse, n'étaient d'ailleurs pas dans le pays. Et même le gouvernement des Etats-Unis, qui pourtant ne craint pas le ridicule, ne pourra trouver une raison de s'effrayer de la bénédiction solennelle que ces quelques intellectuels allaient octroyer à un mouvement avec lequel ils n'avaient rien à faire.[29]

Quant aux positions des autres forces qui devraient être prises en considération dans un tableau de ce genre — l'Eglise, les syndicats — elles ne méritent, à ce stade, qu'un mot très bref.

D'une façon générale on peut dire que l'Eglise ne pouvait pas voir avec sympathie une révolte qui visait à rétablir au pouvoir un homme auquel elle avait parfois témoigné sa méfiance, souvent même son hostilité, et auquel elle s'était vivement heurtée deux années plus tôt.

Pour ce qui est des principaux syndicats, FOUPSA-CESITRADO [30] était d'obédience perredeiste; la direction de la CASC, d'autre part, déjà au courant de l'existence de la conspiration, appuyait sans équivoque la thèse du « retour à la constitutionnalité sans élections ». En revanche les dirigeants de CONATRAL, liés à l'ambassade américaine et aux intérêts des secteurs conservateurs du pays, ne pouvaient que regarder avec hostilité tout effort pour rétablir au pouvoir l'homme dont ils avaient salué, 19 mois plus tôt, la chute.[31]

Les « Micros-Partis » de la Droite.

Violemment anti-Reid, les leaders de ces partis [32] ne pouvaient qu'approuver une révolte destinée à le renverser.

Encore plus violemment anti-boschistes, cependant, ils ne pouvaient que

s'opposer farouchement au retour au pouvoir de l'homme qu'ils avaient aidé à renverser 19 mois plus tôt.

Il est impossible de préciser à quel moment les leaders de ces partis comprirent que le mouvement rebelle était « boschiste ». Mais l'élection de Molina Ureña à la présidence provisoire de la République dut arracher leurs dernières illusions. Le rôle toujours croissant des masses populaires, la fraternisation entre civils et militaires, durent accroître leur effroi. Ils s'étaient âprement disputés dans la période du Triumvirat: entre eux, contre Reid, contre Wessin. Mais désormais il n'y avait plus d'alternatives. La cause de San Isidro était désormais la leur:

« Und sie schlagen sich die Köpfe
Blutig, raufend um die Beute.
Nennen andre gierige Tröpfe
Und sich selber gute Leute.
Unaufhörlich sehn wir sie einander grollen
Und bekämpfen. Einzig und alleinig
Wenn wir sie nicht mehr ernähren wollen
Sind sie sich auf einmal völlig einig ».[33]

Certes ce n'est pas par leur influence auprès de la population que ces leaders pouvaient espérer contribuer à la défaite des « boschistes ». Aux yeux de la population, la plupart de ces partis avaient déjà cessé d'exister — si jamais ils avaient existé.

Et déjà la foule brûlait les locaux de certains d'entre eux.[34] Héctor Aristy, vice-président du *Partido Liberal Evolucionalista*, jeune ambitieux qui ne craignait pas de se contredire, courait déjà au camp « 27 de Febrero » y annoncer son ralliement — et y recevait un accueil froid.[35]

Mais ces vieux « capitaines » de la politique — au sens péjoratif du terme — étaient habitués à se retrouver sans troupes. Aux élections de décembre 1962 le vide s'était fait autour de leurs drapeaux usés, avec la seule exception de l'*Unión Cívica Nacional* — et celle-ci avait d'ailleurs vite cessé d'être un parti de masse. Leur force résidait ailleurs: de l'argent, de bons contacts — avec l'ambassade des Etats-Unis, avec des militaires, avec des membres du clergé.[36]

Atouts qui ne pourront pas servir à grand-chose si la lutte est courte; atouts, par contre, qui pourront être exploités si les constitutionnalistes n'arrivent pas à imposer une décision rapide.

Le Parti Réformiste.

Par sa volonté de se perpétuer au pouvoir, par sa « souplesse » quant aux moyens de s'y maintenir, Donald Reid Cabral barrait au Parti Réformiste le chemin du Palais National.

A l'arrogance du Triumvir, les balagueristes avaient tenté de riposter par la voie d'un coup militaire. Certes, la révolte qui finalement éclatait n'était pas la leur; cependant elle visait à abattre Reid Cabral, l'homme qui empêchait le retour au pays du Dr Balaguer.

Et la présence, parmi les leaders apparents du mouvement, d'officiers tels que Giovanni Gutierrez et Pedro A. Alvarez Holguín — connus pour leurs

sympathies balagueristes — ne pouvait que les rassurer comme, d'autre part, le fait qu'à travers Reid c'est Wessin que l'on frappait; et celui-ci était, parmi les chefs militaires, leur principal adversaire.

Le 25, dans une déclaration faite à des représentants de l'*Associated Press*, le Dr Balaguer montrait une pleine compréhension pour le mouvement rebelle, dans lequel il voyait un

« rechazo del pueblo al mal Gobierno en lo administrativo y lo económico »[37]

et, surtout, la conséquence de la

« resistencia del Triunvirato a celebrar unas elecciones libres y limpias ».[38]

Et déjà le soir du 24, le colonel Pérez Aponte, commandant du bataillon balagueriste Ramón Mella, promettait à Hernando Ramírez un appui qui, tout en n'étant que verbal, n'en tranchait pas moins favorablement avec l'attitude que maintenaient, à ce moment, les autres chefs militaires du pays.

Activistes balagueristes et perredeistes se confondaient, tôt dans la matinée du 25, dans l'effort commun de mobiliser le peuple au pont Duarte, pour y opposer une barrière humaine à une éventuelle offensive des chars de Wessin.

Mais c'est justement au pont Duarte qu'allaient bientôt se produire les premiers heurts entre activistes des deux partis.[39]

Il ne s'agit plus, en effet, de prendre position contre Donald Reid Cabral ou de barrer la route à une éventuelle attaque de Wessin. Il s'agit désormais de la phase constructive de la révolte: par quoi le Triumvirat doit-il être remplacé?

De New York, Balaguer indiquait, avec son habituelle cautèle, la solution à laquelle il aspirait:

« la formula que mejor facilitaría la pacificación del país sería la de una nueva consulta popular ».[40]

En République Dominicaine, ses partisans n'avaient pas besoin d'entendre ces mots: c'était là la consigne de toujours du Parti Réformiste, la pierre d'achoppement sur laquelle s'était brisée, déjà dans la période de la conspiration, l'unité d'action entre balagueristes et perredeistes.

Les leaders du PRD ne se faisaient pas d'illusions quant aux sentiments des chefs réformistes au sujet d'une solution « boschiste » de la crise, solution qui renvoyait à un avenir incertain les rêves de pouvoir du Dr Balaguer et de ses partisans. Ils croyaient cependant que devant le fait accompli, n'ayant d'autre choix que l'alliance incertaine, et dangereuse, d'un Wessin sans énergie, les leaders réformistes finiraient par céder, et accepter la présidence d'un homme — le professeur Bosch — sur la magnanimité duquel ils savaient pouvoir compter, et sous lequel il n'y aurait plus d'exilés, Balaguer pouvant donc rentrer et se consacrer en toute liberté au renforcement de son parti et à sa future campagne électorale.

Ils le croyaient, ils se berçaient d'illusions.

Augusto Lora, à ce moment « le » représentant de Balaguer en République Dominicaine, souligne à son tour l'impasse où se trouvait le Parti Réformiste, ballotté entre Charybde et Scylla, entre la présidence de Bosch et l'étreinte de

Wessin. Et cette impasse, ajoute t-il, acculait le parti à la passivité, une longue passivité de laquelle il n'allait sortir que quatre mois plus tard, avec l'installation du gouvernement Godoy.[41]

Mais Lora accable injustement et lui-même et ses collaborateurs: le Parti Réformiste, en dépit des circonstances, repoussa une attitude qui l'aurait réduit au rôle passif de spectateur, rôle trop en contradiction avec ses ambitions. Entre Charybde et Scylla, il fit son choix. Bientôt, soit déjà dans l'après-midi du 25, soit le 26, des leaders balagueristes, parmi lesquels Lora lui-même, arrivaient à San Isidro.

Le secret de leur déplacement fut soigneusement gardé. La cause constitutionnaliste ne devait pas triompher, la guerre civile était donc non seulement nécessaire, mais souhaitable. Il fallait cependant que d'autres brisent par les armes l'élan des militaires rebelles, la passion des foules ... et s'offrent ainsi à la haine populaire. Cachant ses liens avec San Isidro, encourageant Wessin à se battre — et en même temps souhaitant son affaiblissement — observant officiellement une position de neutralité et prêchant la modération, le Parti Réformiste gardait sa liberté d'action et préparait l'avenir.[42]

L'adhésion du Parti Réformiste à la cause constitutionnaliste aurait signifié un front commun des deux partis de masse du pays, et rendu plus difficile l'intervention massive des Etats-Unis dans les affaires intérieures dominicaines. Elle aurait pu exercer de l'influence sur l'attitude de certains chefs militaires, bien qu'il soit difficile d'en mesurer la portée, puisque nous sommes ici forcément réduits au domaine des hypothèses, et que le nombre des facteurs qui jouent en même temps rend malaisé d'en isoler un seul.

Elle aurait enfin — mais nous sommes toujours dans le domaine des hypothèses — pu inciter les officiers du bataillon d'élite Mella à rallier fermement les constitutionnalistes, entraînant leurs soldats avec eux; et cela aurait été, du point de vue militaire, un apport certes non négligeable.

Il est encore plus difficile, d'autre part, de mesurer la portée immédiate de l'adhésion du Parti Réformiste à la cause anti-constitutionnaliste. Il était censé jouir de l'appui de larges secteurs de la population — pourtant ce n'est pas d'un manque d'appui populaire que les constitutionnalistes auront à se plaindre.[43]

Pour ce qui est, en revanche, de la portée de cette adhésion sur le plan militaire — et de son influence sur l'attitude des Etats-Unis — nous n'avons qu'à reprendre ici, en les renversant, les considérations que nous venons de faire sur ce qu'aurait signifié l'appui réformiste aux constitutionnalistes. Et encore, comme les violentes rivalités —et la méfiance qui en résulte — ne peuvent que rarement être éliminées d'un coup de baguette magique, l'apport du bataillon Mella à la cause « anti-boschiste », qui aurait pu à un moment donné être décisif, perdra presque toute son importance.[44]

Mais si, à court terme, les atouts dont le Parti Réformiste dispose sont moins importants qu'on aurait pu le croire, ici encore il faut remarquer, ainsi que nous l'avons fait pour les « micro-partis » de la droite, qu'ils pourront acquérir une importance plus grande au cas où la lutte se prolonge.

Le Parti Révolutionnaire Dominicain.

Nous nous sommes déjà suffisamment arrêtés sur la position du PRD dans la période de la conspiration — ainsi qu'au cours de cette première phase de la révolte — pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ici.

Au moment où la guerre civile se déclenche, « modérés » et « têtes chaudes » viennent se confondre dans l'acceptation commune de la thèse du « retour à la constitutionnalité sans élections ». Certes, cette unité peut paraître artificielle, puisqu'elle repose sur une vision optimiste de la situation que les faits vont désormais démentir. Cependant le pas fatal a été franchi par l'élection de Molina Ureña à la présidence provisoire de la République. Tout recul des « modérés » devient, à partir de ce moment, particulièrement difficile, puisqu'il prendrait la signification d'une trahison sans avoir, en revanche, aucune influence sur les masses de la capitale, en majorité perredeistes, mais complètement gagnées aux thèses des « têtes chaudes ».

Ainsi le PRD s'engage dans la guerre civile. Il n'est qu'un géant aux pieds d'argile. Parti « electorero », parti créé pour remporter des élections, non pour affronter une lutte armée, il se trouve désormais précipité dans une entreprise à laquelle il est absolument impréparé.

Le Parti Révolutionnaire Social-Chrétien.

Au moment où le « contre-coup » est déclenché, les deux leaders de l'aile « dure » du PRSC, Antonio Rosario et Caonabo Javier, se trouvent à l'étranger. Leur absence ne paraît cependant pas affaiblir l'appui des sociaux-chrétiens à la cause constitutionnaliste. Bien au contraire. Probablement sous le choc des premières victoires des insurgés, les leaders de l'aile « floja » du parti, Guido d'Alessandro et Jesús Caminero, annoncent leur adhésion.[45] L'unité du PRSC paraît donc soudain rétablie;[46] mais la contribution qu'il peut apporter dans une lutte armée contre les généraux de San Isidro reste minime. Si le PRD est un géant aux pieds d'argile, c'est ici à un nain aux pieds d'argile que nous avons à faire. Si les cadres perredeistes manquent de tout entraînement militaire, de mentalité « guérillera », ce n'est certes pas chez les sociaux-chrétiens que nous retrouvons ce genre de vertus.

D'autre part, on ne peut même pas essayer de grossir ce nain en lui annexant la CASC, la puissante confédération syndicale à tendance social-chrétienne. Celle-ci, que dirigent des leaders énergiques et à juste titre jaloux de leurs prérogatives, garde en effet toute son indépendance et n'a pas l'habitude d'attendre les consignes du PRSC pour faire ses choix.

Si, à court terme, la contribution des sociaux-chrétiens à la cause constitutionnaliste est donc pratiquement nulle, elle présente cependant certains avantages à long terme. Dans la longue période de « guerre de tranchée » qui suivra l'intervention militaire des Etats-Unis, la présence de ce parti offrira une garantie « démocratique » à un mouvement « souillé » par l'apport de l'extrême gauche.[47] Et les liens du PRSC avec la famille chrétienne-démocrate dans le monde, tout en ne devant pas être surestimés — ils n'empêcheront pas la CDU allemande de soutenir l'intervention américaine — seront néanmoins d'une certaine utilité, surtout au Chili et au Venezuela.

Les Partis de l'Extrême Gauche.

Il y a, dans les réactions de l'extrême gauche au cours de ces premières 28 heures, des points communs et des différences importantes.[48]

Une première réaction commune est la surprise. Les partis de l'extrême gauche savaient que le PRD était en train de conspirer avec des militaires: ils ne croyaient pas, cependant, qu'il arriverait à matérialiser ses plans. D'autre part, si le *timing* du « contre-coup » surprend les leaders mêmes de la conspiration, à plus forte raison doit-il prendre au dépourvu ceux qui n'avaient de la conspiration que des connaissances fragmentaires et imprécises.

Les dirigeants de l'extrême gauche se retrouvent donc, le 24 avril 1965, tout à fait impréparés devant un événement dont ils avaient envisagé — et écarté — la possibilité avec une légèreté qui frôlait l'inconscience. Dépourvus d'une stratégie bien précise, ils devront improviser une ligne de conduite sous l'impulsion du moment. Effort d'autant plus ardu que les différents leaders se trouvent dispersés au moment où la nouvelle d'un coup militaire se répand:

> « El sábado 24 de abril, en la madrugada, Amín [49] salió hacia Puerto Plata [50] nada menos que a casarse ».[51]

D'autres dirigeants de l'extrême gauche

> « dormían la siesta o se encontraban en alguna playa, cuando José Francisco Peña Gómez, a las 1.55 de la tarde [52] anunció el apresamiento del jefe de Estado Mayor del Ejército y el levantamiento del Campamento Militar 16 de Agosto ».[53]

Avec l'annonce de Peña Gómez s'ouvre une phase de regroupement, où ces leaders qui n'étaient pas dans la capitale essayent d'y revenir.

Le cas du MPD est particulièrement difficile: les quatre membres principaux de son Comité Central ne sont pas « disponibles ».[54] Le leader « máximo » du parti, López Molina, déporté le 8 mai 1964, est toujours en France. Cayetano Rodríguez, déporté le même jour, et arrêté lors de sa tentative de retour clandestin, venait d'être transféré, à cause de son mauvais état de santé, de la prison de la Victoria à l'hôpital Padre Billini — situé dans la capitale — mais toujours sous surveillance de la police. José Ramírez (*a*) *el Conde*, le membre du Comité Central qui avait pris le plus d'autorité pendant l'absence de López Molina, se trouve à ce moment en Chine. Quant au quatrième, Maximiliano Gómez (*a*) *el Moreno*, il se trouve chez lui, à San Pedro de Macoris.[35]

Le reflux du mouvement rebelle dans la capitale, dans l'après-midi du 24, offre un sursis aux dirigeants de l'extrême gauche dominicaine: il leur concède un moment de répit, pour décider de la position à adopter.

Mais pour arrêter une stratégie il faut d'abord se réunir. Et pour se réunir il faut avant tout se mettre en contact, entreprise moins facile qu'on ne pourrait le croire pour des partis chez qui la bonne volonté remplace encore trop largement une organisation solide. Se réunir signifie aussi trouver des endroits sûrs. Tout dirigeant de l'extrême gauche pourrait être arrêté par les patrouilles qui sillonnent les rues de la capitale. Convoquer tout le Comité Central d'un parti signifie accepter le risque de voir le parti décapité. Il faut donc des précau-

tions — et du temps — pour organiser une réunion, et c'est pour cela qu'on préférera attendre la sécurité de la nuit.

Une deuxième réaction commune des formations de l'extrême gauche est la méfiance. Méfiance naturelle, qui caractérise leur position face à la conspiration perredeiste, qu'elles ont condamnée comme une menée réactionnaire. Le « contre-coup » en est le fruit. La même réprobation qui était portée sur les efforts qui ont présidé à sa naissance le recouvre.

Cependant, le jugement que les différents partis — et factions à l'intérieur de ces partis — portaient sur la conspiration n'était pas le même, puisqu'il allait de l'intransigeance aveugle du MPD à la position ouverte du Bureau militaire du 1J4, en passant du sectarisme borné du 1J4 à celui, plus souple, des « jovenes » du PSP.

Il faut donc nuancer notre affirmation. Un sentiment instinctif de méfiance caractérise la première réaction des leaders de l'extrême gauche; il connaît cependant une intensité différente selon les divers groupes, le Bureau militaire du 1J4 représentant ici encore un cas à part, ainsi qu'il l'avait été dans la période précédente.

Toujours de cette attitude face à la conspiration — bref, du dogmatisme de chacun — dépendra la rapidité avec laquelle chaque parti saura accepter la réalité.

Le premier à le faire sera naturellement le PSP.[56]

C'est dans la nuit du 24 au 25 avril que se réunit le Comité Central du parti pour décider de l'attitude à adopter.[57]

Deux solutions sont possibles:

— se réfugier dans la passivité, aucune confiance ne pouvant être accordée à une révolte militaire;

— choisir l'action, dans l'espoir d'orienter le coup d'Etat dans un sens démocratique.[58]

De nombreux facteurs facilitent le choix des membres du Comité Central. Leur condamnation n'avait jamais été globale. Ils rejetaient les moyens par lesquels Bosch s'efforçait de revenir au pouvoir — les militaires étant, par définition, « réactionnaires » — mais non le principe même de son retour au pouvoir.

Et s'ajoute encore toute une série de facteurs, liés aux événements des dernières heures, des événements qui se produisent au moment même où la réunion a lieu, et dont on a des échos, ou des renseignements, par téléphone.

L'attitude de la population, tout d'abord. Elle appuie la révolte, cela ne fait pas de doute; même des militants de l'extrême gauche, sans aucune consigne de leurs partis, participent à l'enthousiasme général.

L'intensité de cet enthousiasme, la violence de cette adhésion, impressionnent les dirigeants du PSP, soucieux de ne pas « se couper des masses ».[59]

L'attitude des troupes rebelles, ensuite. Les premières unités viennent de faire leur entrée dans la capitale. Déjà des scènes de fraternisation ont lieu entre civils et militaires; fraternisation qui ne se limite pas toujours à des accolades, à des mots: déjà des armes sont distribuées à la population, même s'il s'agit de quantités encore limitées.[60]

Le Comité Central choisit donc d'appuyer la révolte. Ce ralliement n'est cependant pas sans arrière-pensées, puisque la méfiance à l'égard des militaires demeure. La tâche du PSP devra être d'orienter de façon « démocratique » le coup d'Etat. Il ne pourra atteindre ce but qu'en agissant à travers les « masses »: s'intégrer à elles, leur apporter le dynamisme, la conscience politique de ses militants, pour qu'elles ne réduisent pas leur rôle à une attitude « mouton de Panurge », suivant inconsciemment le PRD, mais sachent, par une participation éclairée, imposer au mouvement rebelle un contenu plus démocratique — seule garantie pour l'avenir.

Il s'agit avant tout, cela va de soi, d'empêcher que les officiers rebelles, cédant aux pressions de leurs camarades, n'installent une junte militaire; préoccupation que nous avons déjà trouvée chez les activistes du PRD[61] et qui ne représente donc aucune contribution originale du PSP.

Mais l'apport du PSP va plus loin. Bientôt, sur les murs de la ville, des affiches apparaissent:

« Armas para el pueblo - PSP »

Le PSP, en effet,

> « ... planteó la consigna: ¡armas para el pueblo! y llamó a todo el pueblo a tomar las armas para la Constitución. Esta consigna fue justa, porque daba una tónica popular a lo que pudo ser un frío golpe de cuartel ».[62]

C'est ici une différence importante entre la position du PSP — bientôt suivi par le MPD et le 1J4 — et celle du PRD qui, en tant que parti, se maintient fidèle aux décisions déjà arrêtées lors de la préparation du « contre-coup »[63] — ce qui, d'ailleurs, n'exclut pas que beaucoup de ses militants puissent, pour leur part, réclamer que des armes soient distribuées à la population.

Bien avant le 24 avril déjà, la position du 1J4 dépassait en intransigeance celle du PSP: elle refusait avec la même fermeté non seulement le type de conspiration dans lequel le PRD s'était engagé, mais aussi toute alternative « boschiste » au Triumvirat.

Que Bosch puisse se transformer en un Betancourt, pour les « jovenes » du PSP ce n'était qu'un risque; le 1J4, lui, avait déjà jugé: Bosch était le Betancourt dominicain. Mais au sein du 1J4, le Bureau militaire échappait à la frénésie de cette chasse aux sorcières. Si le jugement qu'il portait sur le PRD et son leader coïncidait à peu près avec celui des « jovenes » du PSP, il allait cependant encore plus loin que ceux-ci, dans la mesure où il considérait non seulement le retour de Bosch au pouvoir, mais même la conspiration dans laquelle le PRD s'était engagé, comme la meilleure solution possible, étant donné les rapports de force existants dans le pays. Par surcroît, seul de toute l'extrême gauche dominicaine, il croyait les « boschistes » capables de faire de leur programme une réalité.

Par cette évaluation peu sectaire des buts de la conspiration, par cette confiance dans les possibilités réelles de celle-ci, le Bureau militaire n'est donc pas pris complètement au dépourvu par la révolte qui éclate le 24 avril; sa surprise

se rapproche, toutes proportions gardées, de celle du PRD: c'est le *timing* qui surprend, non le fait du soulèvement lui-même.

Ainsi, contrairement aux Comités Centraux des trois partis de l'extrême gauche, le Bureau militaire ne doit pas, dans les heures qui suivent, tout improviser. Il a déjà fait son choix: appuyer le soulèvement.

Pourtant, si la révolte a éclaté, les insurgés sont toujours dans leurs camps, les gouvernementaux contrôlent toujours la capitale. La faiblesse des forces dont il dispose contraint le Bureau militaire à une passivité qui lui répugne, et qui n'est soulagée que par l'espoir d'une action imminente: « ne pas agir, mais se tenir prêts à passer à l'action dès que la situation le permettra »,[64] telle est la consigne qu'il s'efforce de faire parvenir aux divers commandos qu'il contrôle.

Les leaders du Bureau militaire essayent, d'autre part, d'entrer en contact avec les membres du CECP, pour les convaincre d'appuyer le mouvement. C'est dans la nuit du 24 au 25 qu'une première réunion a lieu.[65] Les dirigeants du Bureau militaire qui y participent retrouvent chez leurs interlocuteurs la même intransigeance contre laquelle ils ont buté au cours des mois précédents.

Quelques-uns, il est vrai, admettent la possibilité que la révolte ne soit pas un « gancho » de l'impérialisme, mais une telle « souplesse » les conduit au même immobilisme que celui de ceux qui « savent », de ceux qui derrière chaque officier rebelle voient se dresser l'ombre menaçante du Pentagone. Parce que les uns et les autres en arrivent à une même conclusion: il faut attendre, il faut éviter de se compromettre, pour ne pas tomber dans le piège de l'impérialisme, disent les « illuminés »; pour avoir plus d'éléments d'après lesquels juger, ... et ne pas tomber dans le piège de l'impérialisme, au cas où ... disent les « souples ». Attendre, se terrer dans la passivité, et cela au moment même où les premières unités rebelles sont déjà dans la capitale ... les dirigeants du Bureau militaire quittent la réunion.

Ils ont essayé, une fois encore, de convaincre les leaders de leur parti; une fois encore, ils ont essuyé un échec. Mais le Bureau militaire a depuis longtemps l'habitude de l'autonomie au sein d'un parti où les ambitions personnelles, les luttes entre factions ont réduit la discipline à un vague souvenir.

Aucune rupture formelle n'a été prononcée, aucune excommunication n'a été, de part et autre, lancée. Mais, entre la passivité du CECP et l'élan des foules dans les rues, les dirigeants du Bureau militaire ont fait leur choix: « decidimos actuar por nuestro cuento ».[66]

Quelques heures plus tard, au début de la matinée, se réunit le CECP.[67] L'appui de la foule aux militaires rebelles, la fraternisation entre celle-ci et ceux-là, n'ont fait que se préciser, s'accroître au cours des heures qui viennent de s'écouler; il est de plus en plus difficile de ne pas en tenir compte. Et cela d'autant plus que le 1J4 se trouve désormais acculé à une situation insupportable. Par la quantité de ses adhérents, par celle de ses sympathisants, il est le « parti de masse » de l'extrême gauche dominicaine, le seul qui soit quelque chose de plus qu'un simple noyau de cadres; mais le seul, aussi, où la discipline ne soit qu'une vague notion. Et déjà la masse de ses partisans s'est engagée dans un soutien ouvert — et enthousiaste — à la révolte. Le CECP se retrouve de plus en plus isolé. Le souvenir de décembre 1962 revient: le peuple voulait les

élections, le Comité Central du 1J4 lança l'ordre de ne pas voter — le peuple vota en masse et le parti se couvrit de ridicule. En novembre 1963 de même, en se lançant dans la guérilla, le 1J4 ne sut comprendre l'état d'esprit du pays; les martyrs de las Manaclas transformèrent pourtant une tragicomédie en épopée. Mais la défaite asséna un coup terrible au parti. La trahison qui l'accompagna — celle qui vraiment eut lieu, et celle qu'il imagina — éveilla une méfiance qui bientôt dépassa les limites du bon sens. Maintenant, à nouveau, la direction du parti s'engage dans un chemin solitaire. Mais il ne s'agit plus, cette fois, du ridicule d'une abstention ratée, ni du sombre héroïsme d'une guérilla sans espoirs. Cette fois le prix à payer est la honte, la honte de ceux qui restèrent tapis dans une maison au moment où le peuple luttait dans les rues pour recouvrer sa liberté. L'idée de « desacreditarse frente a la masa » [68] est particulièrement insupportable à des jeunes qui ont déjà prouvé leur impatience de se lancer dans la lutte même lorsque le bon sens l'interdisait. Et une majorité se dégage, pour qui le CECP ne doit plus attendre, mais désormais choisir l'action, même si le risque demeure que ce ne soit que pour se précipiter dans le piège de l'impérialisme. D'ailleurs — est-ce à cause d'une analyse sérieuse des événements des dernières heures, est-ce à cause du désir d'agir — ce risque paraît désormais assez faible.

Certes, une minorité s'obstine. Elle veut bien reconnaître qu'il est *possible* que les militaires « boschistes » ne soient pas en train de servir les desseins de Washington; elle réclame cependant un supplément d'informations, un délai de réflexion. Se retrouvent dans ce groupe les « illuminés » de quelques heures plus tôt, qui en viennent désormais aux positions des « souples » ... mais les « souples », eux, ne veulent plus attendre.

Pour parler de factions, chez ceux qui veulent agir on retrouve les membres du groupe Durán, chez ceux qui veulent attendre on retrouve des membres du groupe Despradel; mais l'équilibre est rompu par ceux des amis de Despradel — Juan Miguel Román en particulier — pour lesquels l'action redevient une nécessité.

Sous l'impulsion de cette nouvelle majorité les premières initiatives sont prises. Elles sont, dans la conception sinon dans les détails, pareilles à celles que le Comité Central du PSP a adoptées quelques heures plus tôt, et inspirées des mêmes préoccupations: la ville est divisée en plusieurs zones; à la tête de chacune, un membre du CECP (« responsable de zona »), secondé par un groupe de cadres, qui devra procéder à l'« organiser ». Sa tâche principale sera d'« agitar y dirigir las masas » [69] qui se trouvent dans son secteur, afin que, sous l'impulsion des activistes du 1J4, celles-ci cessent enfin d'être les exécutants aveugles des consignes perredeistes et exigent la « démocratisation » de la révolte.

Mais l'évolution la plus « douloureuse » est sans doute celle du MPD.[70]

Le « contre-coup » le surprend. Tard dans la soirée le Comité Central se réunit. Il tranche: c'est un piège de l'impérialisme — le MPD n'y tombera pas! Le parti doit donc « rester en marge »: [71] les dirigeants les plus connus — ceux qu'on arrêterait les premiers — doivent rester cachés, les autres courir aux nouvelles et s'efforcer de maintenir le contact avec les cadres du parti, ainsi qu'avec les membres du 1J4.[72]

Mais, devant l'« impérialisme déchaîné », très peu de dirigeants osent sortir d'une prudente passivité, très peu de contacts sont établis;[73] certains membres, de

leur côté, abandonnés à eux-mêmes, « tombent dans le piège » et se joignent à la foule qui acclame les rebelles.

Les heures s'écoulent, le soleil se lève, un peu de lumière arrive même chez les dirigeants du MPD. Ebranlé par les divers éléments de la situation, le Comité Central assouplit sa position. Dans la matinée, « informalmente y de boca en boca »,[74] il donne aux cadres du parti la consigne de participer à toutes les manifestations, afin de les orienter dans un sens « démocratique ».

Pourtant la méfiance demeure. C'est la mitraille des avions de San Isidro qui va la balayer: la nature bourgeoise du coup reste, mais désormais il ne peut plus être question d'un piège de l'impérialisme ... « el MPD vee claro ».[75]

Et le 1J4 de voir clair également!

C'est dans l'après-midi que le CECP se réunit à nouveau pour faire le point de la situation.[76]

Les décisions prises lors de la réunion précédente l'avaient été contre les objections d'un groupe de dirigeants particulièrement « prudents »; une timidité inspirée par la méfiance en avait parfois marqué l'application.

L'attaque de l'aviation contre le Palais National offre enfin la preuve décisive. Un élan nouveau s'empare des membres du CECP; les heures perdues leur apparaissent d'autant plus douloureusement gaspillées que tout doute est désormais impossible.

La guerre civile qui s'annonce donne des dimensions nouvelles à une révolte qui paraissait n'être, au mieux, qu'un coup d'Etat « démocratique-bourgeois » qui ne donnerait pas lieu à de grandes modifications. Elle en bouleverse les limites. Au 1J4 d'exploiter ces possibilités inespérées, de faire face aux responsabilités qui les accompagnent!

Parti guérillero, parti qui a toujours prôné la lutte armée comme seule solution aux maux qui déchirent le pays, le 1J4 croit reconnaître la chance qu'il avait vainement cherchée, 17 mois plus tôt, dans les montagnes de Quisqueya. Cette chance, le CECP est décidé à la saisir. Il désigne une Commission Politique de trois membres [77] et se lance « con toda su fuerza para encabezar el movimiento ».[78]

Mais à ce moment le 1J4, ce « conjunto maltrecho, debilitado y golpeado en todos sus niveles »,[79] ne dispose que de peu de moyens — moins encore qu'il n'en avait en novembre 1963. Sa force militaire n'est qu'un mythe. Les armes lui font cruellement défaut. La division interne le déchire.[80] La composition même de la Commission Politique s'explique largement par la lutte des factions, Fidelio Despradel y représentant les « duros », Jimmy Durán les « flojos »: l'heure demande l'unité, mais les « frères » ennemis du CECP n'ont pas réussi à se mettre d'accord, ont dû recourir à un compromis dont la fragilité pourrait bientôt éclater au grand jour.

A la faiblesse militaire du « géant » de l'extrême gauche, le MPD et le PSP ne peuvent opposer qu'une faiblesse plus grave encore. Partis de cadres, s'ils ne peuvent prétendre à l'audience dont dispose le 1J4, ils ont en revanche l'avantage d'une plus grande cohésion. Si des divisions existent au sein du Comité Central du PSP, elles n'ont pourtant pas le caractère haineux de celles qui ébranlent le CECP; d'autre part, la direction du MPD apparaît presque monolithique.[81]

Mais si les armes manquent, si les commandos sont presque inexistants, les

partis de l'extrême gauche ont cependant un atout dont seul le temps pourra mesurer la portée: des cadres entraînés à la lutte armée, des leaders capables de la diriger et qui ont appris l'art de la guérilla dans les meilleures « universités » du monde ... à Cuba, en Chine. Certes, les officiers rebelles connaissent, pour la plupart, leur métier. Ils auront pourtant à l'exercer dans des conditions complètement nouvelles. De leur capacité à s'y adapter, de leur résolution, dépendront, en partie, les nouvelles relations de force au sein du camp qui se réclame de l'idéal constitutionnaliste. Elles dépendront aussi de la capacité des dirigeants du PRD à affronter les responsabilités nouvelles que va leur imposer la guerre civile — et à maintenir, en conséquence, ce rôle dirigeant auquel paraissent les destiner le soutien des militaires rebelles, leur propre popularité, l'immense prestige de Bosch.

Les événements apporteront la réponse. Pour l'instant l'extrême gauche se prépare à saisir sa chance. Par le nombre de ses partisans, par la mystique dont l'entourent ses martyrs, en dépit des divisions qui l'ébranlent, c'est surtout le 1J4 qui peut aspirer à jouer un rôle important. Mais pour cela il lui faut s'armer. Ce sera sa première préoccupation — et celle du PSP et du MPD aussi.[82]

B) La Population.

Dans son écrasante majorité la population appuie le mouvement « boschiste ».[83]

Elle l'a déjà démontré dans l'après-midi du 24, lorsque les rues — dans la capitale aussi bien que dans les autres villes du pays — se sont soudain noircies d'une foule qui répondait avec une passion trop longtemps refoulée à l'appel de Peña Gómez. Et si la débandade — conséquence de l'intervention de la police et de l'apparente passivité des rebelles — a vite succédé à cette explosion d'enthousiasme, l'appui populaire s'est confirmé et renouvelé lorsque les unités rebelles ont fait leur entrée dans la capitale. Quelques heures plus tard, apprenant que Santo Domingo avait été libérée, la population des villes de l'intérieur sortait à son tour de sa passivité. Bientôt le passage à la neutralité des garnisons locales de la police et de l'armée, puis leur ralliement, rompaient les derniers freins d'un enthousiasme que la nouvelle de l'arrestation de Donald Reid Cabral avait porté au paroxysme.

— Ainsi à Santiago:

« El pueblo santiagues celebró jubilosamente el derrocamiento del Gobierno. Miles de vehículos desfilaron en caravanas por las calles de esta ciudad. Los ocupantes de los carros pedían el retorno a la Constitucionalidad "sin elecciones" ».[84]

— A San Francisco de Macorís:

« En esta localidad se ha celebrado con entusiasmo el éxito del movimiento originado ayer en Santo Domingo ».[85]

— A San Juan de la Maguana:

« Tan pronto la ciudadanía tuvo conocimiento del triunfo constitucio-

nalista, llenó las calles profiriendo voces de exaltación a los jovenes militares que impusieron de manera firme el derecho del pueblo ».[86]

— Ailleurs:

« Según noticias que llegan desde todas las poblaciones de la región norte, en todas partes se celebra con júbilo la caída del Triunvirato ».[87]

Cette liste pourrait s'étendre; plutôt que de nous engager dans une longue série de répétitions, nous préférons nous arrêter pour une brève réflexion.

Dès le début nous avions reconnu la force du Parti Réformiste, considéré, avec le PRD, comme le seul parti de masse qui existât à ce moment dans le pays. Pourtant cette force c'est en vain que nous la cherchons maintenant: la foule de ces jours de crise, la foule dont les journaux dominicains nous parlent, est une foule qui acclame le nom de Bosch, qui invoque, demande, exige, le « retour à la constitutionnalité sans élections »; nulle part, en revanche, n'apparaissent des manifestations en faveur du Dr Joaquín Balaguer. On ne peut, d'autre part, tourner l'obstacle en accusant ces journaux — *El Caribe, Listín Diario* — de partialité: s'ils furent partiaux — et ils le furent souvent — ce n'est jamais en faveur de Bosch que cette partialité s'exerça.

Ainsi, à moins de prétendre que c'était dans une « majorité silencieuse » que le Parti Réformiste recrutait la masse de ses adhérents, il faut conclure que, dans les villes au moins, le prestige du Dr Balaguer était moins fort qu'on ne le croyait; ou alors, qu'au moment de la vérité, la figure légendaire du professeur Bosch, premier président librement choisi après une dictature de 31 ans, l'emporta, même auprès de nombreux balagueristes, sur le dernier président de Trujillo.

Une telle conclusion, d'autre part, ne s'oppose pas aux témoignages de ces quelques personnes — tel le beau-frère d'un ex-vice-président du Parti Réformiste — qui ont tenu à nous répéter avec emphase qu'au sein de la foule qui criait sa joie, et ses exigences, à la suite de la nouvelle du coup d'Etat, des voix se levèrent *aussi* pour acclamer le nom du Dr Balaguer. Cela était non seulement possible, mais normal. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est de voir vers qui allaient les sentiments de la majorité des foules qui remplissaient les rues. Et l'énorme majorité, la totalité presque des témoignages que nous avons recueillis vont dans le sens de la conclusion que nous venons d'offrir.

Il nous est par contre impossible, toute documentation étant inexistante, d'étendre notre conclusion aux populations rurales — une lacune que seulement des équipes de sociologues *dominicains* auraient pu combler.[88] Le seul indice dont nous disposons est que tard dans la matinée du 25, répondant aux appels que les radios leur faisaient parvenir, les premiers groupes de paysans commencèrent à arriver dans les villes y manifester leur appui à la cause « boschiste ».

Bref, si la réaction des campagnes demeure, du moins en partie, un point d'interrogation, pour ce qui est des centres urbains le tableau est en revanche fort clair.

Dans la capitale, centre nerveux de la révolte, troupes et population fraternisent dans un but commun: le retour au pouvoir de l'ex-président Bosch.

Dans les autres villes du pays, à l'enthousiasme populaire répond la morne

acceptation des garnisons locales de la police et de l'armée, désormais renfermées dans leurs casernes.[89] Et, devant la passivité des forces de répression, s'écroule l'édifice du Triumvirat. Les autorités civiles mises en place par la dictature « salen huyendo », démontrant ainsi, enfin!, une pleine compréhension des sentiments de leurs administrés. Les bâtiments officiels, désormais vides, n'attendent que l'arrivée des « boschistes » pour retrouver la vie. Si les journaux sont partout respectés,[90] les rebelles s'emparent en revanche des postes de radio, qui deviennent ainsi des instruments au service de la révolte, à travers lesquels sont diffusées les consignes du mouvement.[91]

Consignes qui appellent le peuple à se mobiliser, à montrer son soutien ... et par là, grâce au seul poids de sa présence, à dissuader les militaires « néo-constitutionnalistes » de revenir à leurs anciennes amours; et certes, à Santiago par exemple, la Fortaleza San Luis, base de l'armée, paraissait bien moins imposante, presque fragile, depuis que, par vagues qui surgissaient de tous les quartiers de la ville, remontait vers elle une marée humaine de plusieurs milliers de personnes.

Il est normal, même si on peut le regretter, que dans une telle situation d'euphorie — ivresse après une longue période de répression — des excès se soient produits chez une foule que la police ne retenait plus. Ce ne sont pas ces excès qui doivent nous étonner mais plutôt leur nombre réduit et leur manque de gravité.

La violence de la foule s'abattait tout naturellement sur ce qui symbolisait à ses yeux les maux dont elle avait souffert:

— les sièges de certains partis identifiés avec le renversement du gouvernement constitutionnel du professeur Bosch: à Santiago « fueron saqueados los locales de los partidos políticos Unión Cívica Nacional (UCN) y Liberal Evolucionista (PLE) »;[92-93] à Santo Domingo le feu est mis à « los locales de los partidos Vanguardia Revolucionaria Dominicana, Unión Cívica y Liberal Evolucionista »;[94]

— le « journal » *Prensa Libre*, qui fit sienne la cause du renversement du gouvernement Bosch, et ne recula devant aucun moyen pour y parvenir (« también [quemados] los talleres y oficina de *Prensa Libre* »).[95]

La fureur de la foule se dirigea aussi contre les biens de quelques personnalités liées au Triumvirat. Mais il ne s'agit que de rares exceptions: ainsi la presse dominicaine ne mentionne, pour ces premières 28 heures, que deux cas, l'un dans la capitale (« turbas saquearon la firma comercial Reid y Pellerano »),[96] l'autre à Santiago (« [también] la oficina del comentarista radial Rafael Rivas Jerez »).[97]

Enfin, deux actes de vandalisme sans aucune justification politique: à Santiago « saquean dos bars ».[98]

Il est naturellement possible que cette liste ne soit pas complète, qu'il y ait des cas dont la presse n'ait pas parlé. Parfois, pourtant, elle est catégorique: ainsi pour San Francisco de Macorís, troisième ville du pays, où, en dépit de l'exaltation populaire, « no se ha registrado hasta ahora ninguna clase de inci-

dentes con motivo de los acontecimientos ».[99] Bref, tout en reconnaissant la possibilité d'omissions dans les compte rendus des journaux, on ne peut que conclure qu'en dépit de sa misère, en dépit de la violence qu'on lui a fait trop longtemps subir, le peuple dominicain manifeste dans sa victoire une modération d'autant plus méritoire que la police a choisi la « non-intervention ». Il triomphe dans la bonhomie.

Mais cette bonhomie n'exclut pas, tout au moins chez une partie des manifestants, le désir de recevoir des armes.

Ce désir existait dans la capitale. L'attitude des troupes rebelles inspirait confiance; les souvenirs d'un passé trop récent s'opposaient pourtant à ce que cette confiance fût absolue. L'inquiétante proximité de San Isidro, la crainte de voir à tout moment les chars du CEFA foncer sur la ville, éveillaient d'autre part chez beaucoup la hantise d'obtenir les moyens de se défendre. Ainsi les consignes des partis de l'extrême gauche tombaient sur un terrain prêt à les accueillir.

Ce désir existait aussi dans les autres villes du pays, où très peu pouvaient être dupes de la sincérité du ralliement des garnisons locales.

Mais le plan *Enriquillo* n'avait prévu pour l'élément civil qu'un rôle secondaire: le peuple devait être appelé à manifester son appui; les armes, cependant, devaient rester le monopole des militaires.

Dans la capitale, pourtant, ces consignes ne furent pas pleinement respectées.

Pour en comprendre les raisons il faut distinguer deux phases:

A) depuis l'éclatement du « contre-coup » jusqu'à l'entrée des premières unités rebelles dans la capitale.

Dans cette première phase les consignes furent strictement appliquées. Cela s'explique d'ailleurs d'autant plus facilement que les insurgés, isolés dans leurs camps, étaient physiquement coupés de la population de la capitale.

Ne reçurent des armes que ces quelques ex-officiers — dont le nombre ne paraît en tout cas pas dépasser la cinquantaine [100] — qui, étant plus ou moins liés à la conspiration, accoururent aux camps rebelles dès qu'ils apprirent la nouvelle de l'arrestation du général Rivera Cuesta. Et cette première distribution d'armes, qui eut un caractère limité et sélectif, était complètement en accord avec les dispositions du plan *Enriquillo*.

B) depuis l'entrée des premières unités rebelles dans la capitale jusqu'au début de la guerre civile.

Les troupes qui, vers 1h30 du matin, firent leur entrée dans la capitale, avaient reçu l'ordre de ne pas armer la population.[101]

Cet ordre ne fut pas strictement suivi; il aurait été étonnant qu'il en fût autrement, et ceci pour plusieurs raisons.

La pression populaire, d'abord: la foule, tout en acclamant les rebelles, tout en exaltant leur « esprit démocratique », ... demandait des armes, avec une insistance à laquelle il n'était pas toujours facile de résister. Insistance, d'ailleurs, à laquelle cédaient d'autant plus volontiers ces quelques officiers et sous-officiers qui, dans la période de la conspiration déjà, ne s'étaient inclinés qu'à contrecœur devant le refus catégorique de la grande majorité de leurs camarades d'armer des civils.

D'autres officiers encore, grisés par les acclamations de la foule, craignant de perdre, par un refus trop obstiné, cette auréole de « militaires démocratiques » dont ils se voyaient soudain entourés, s'éloignaient par moments de la position « orthodoxe » qui avait toujours été la leur, quitte à y revenir, un peu plus tard, en d'autres occasions.

Chez certains, enfin, régnait, au début, l'inquiétude. Trop d'heures précieuses avaient été perdues depuis l'arrestation de Rivera Cuesta — heures pendant lesquelles l'ennemi pouvait s'être ressaisi. Le reste des forces armées, d'autre part, demeurait hostile.

Si la capitale avait été délivrée sans lutte, victoire que la complicité de la nuit avait rendu facile, l'aube n'allait-elle pas apporter la violence de la riposte de San Isidro? N'eût-il pas été mieux, dans ce cas, que la population fût en état de contribuer à la défense? [102]

Bientôt, d'ailleurs, guidées par les premières lumières du jour naissant, de longues files de civils émaillaient l'autoroute qui, de Santo Domingo, conduisait aux camps rebelles. Ils venaient témoigner leur adhésion ... mais, surtout, demander ces armes qu'ils ne recevaient qu'en trop petit nombre dans la capitale.

Ils essuyaient, la plupart du temps, un refus.

Parce que, quel que fût le comportement d'officiers isolés, là-bas, dans la ville, au contact de la multitude, les ordres restaient les mêmes: les civils ne devaient pas être armés. Et ces ordres il était plus facile de les suivre ici, dans les camps, où tout rappelait une mentalité traditionnelle, contre laquelle s'émoussait quelque peu l'atmosphère électrique qui venait de la capitale — et où, d'autre part, il était plus aisé, pour les officiers supérieurs, de contrôler leurs subordonnés.

Mais ce refus heurtait trop gravement l'espoir de ceux qui voulaient contribuer à leur propre libération pour ne pas éveiller — en plus d'une déception d'autant plus naturelle que le trajet parcouru l'avait souvent été à pied — la méfiance quant aux véritables intentions de militaires qui revêtaient un uniforme trop longtemps deshonoré. Et ce fut pour adoucir ces réactions, pour éviter que ne se développât, à partir de la méfiance, un courant d'hostilité, qu'Hernando Ramírez donnait dans la matinée l'ordre d'inviter les civils à fabriquer des cocktails molotov. Beaucoup plus qu'à s'opposer à une offensive des chars de Wessin — à laquelle le commandement rebelle ne croyait pas — cette mesure visait à donner à ceux-là auxquels on refusait les armes, le sentiment qu'en dépit de ce refus, c'était pourtant avec eux que l'on voulait agir.[103]

Parfois enfin — mais il ne s'agit que de cas exceptionnels — des armes étaient distribuées dans les camps mêmes. Ainsi, vers 10 heures du matin, quelques sergents « radicaux », profitant de l'absence momentanée de leurs officiers, se hâtaient d'armer les civils qui les entouraient avec le matériel qu'ils venaient de soustraire d'un dépôt.[104]

Ainsi, d'une façon ou d'une autre, et contrairement aux ordres du commandement rebelle, la population reçut des armes. Il est naturellement impossible de préciser en quel nombre. Cependant il faut se garder de tomber dans l'exagération et, surtout, de confondre ce qui eut lieu après le déclenchement de la guerre civile avec ce qui se produisit dans les heures qui précédèrent le bombar-

dement du Palais National — à un moment, donc, où l'opinion générale des officiers rebelles était que Wessin céderait sans se battre.

Les officiers et sous-officiers « radicaux » n'étaient qu'une petite minorité. D'autres officiers, pour des raisons auxquelles nous avons déjà fait allusion, les imitèrent. Dans chaque cas il ne devait s'agir que de décisions individuelles, ayant un caractère isolé et sporadique; dans chaque cas il ne s'agissait que de quelques armes — celles qu'on pouvait donner sans se désarmer soi-même.

Bref, si l'on devait avancer un chiffre, c'est entre 300 et 500 qu'il faudrait le situer. Au moment où la guerre civile éclatait, le peuple de la capitale était, dans l'ensemble, désarmé, les partis de l'extrême gauche toujours angoissés par le manque d'armes. Cependant, si ces premières distributions sont quantitativement peu importantes, elles présentent en revanche un intérêt certain au point de vue « qualitatif ». Même les officiers « radicaux » avaient désiré que seuls des civils « sûrs » reçoivent des armes;[105] cela eût été possible à l'aide de listes préparées à l'avance. De telles listes n'existaient pas le 24 avril, la consigne ayant été de n'armer aucun civil. Ainsi les armes furent distribuées sans que l'on pût savoir si l'homme qui recevait un fusil était un perredeiste, un communiste, un balagueriste ou, tout simplement, un criminel, qui s'en servirait dans le futur pour améliorer ses « moyens de travail ». Aurait-il été d'ailleurs vraiment possible d'agir autrement, dans l'atmosphère électrique qui imprégnait la capitale? Il n'y eut pas, en revanche, de distributions indiscriminées dans les autres villes du pays; plus précisément, aucune arme n'y fut distribuée.

Bien plus que les officiers constitutionnalistes « orthodoxes » de la capitale, les commandants locaux répugnaient à armer un peuple dans lequel ils reconnaissaient un ennemi; un peuple qui prétendait briser avec le passé et offrait une adhésion enthousiaste à une révolte à laquelle ils ne s'étaient eux-mêmes ralliés que forcés par leur propre opportunisme, mais avec des sentiments bien opposés à l'enthousiasme.

Il ne pouvait non plus être question d'initiatives individuelles par lesquelles des officiers — par conviction, par faiblesse, dans l'exaltation du moment — auraient pu armer des civils: les troupes étaient consignées dans leurs casernes, toute fraternisation était donc physiquement impossible.

Certes, la population n'avait pas confiance — ou peu — en la sincérité des ralliements des garnisons locales. Certes, des manifestants — ceux appartenant à l'extrême gauche en premier lieu — réclamaient des armes. Mais l'ambiance n'était pas chargée de cette exaspération, de cette haine, qui auraient été nécessaires pour que la foule se lançât, désarmée, à l'assaut des casernes y chercher des armes. L'atmosphère était à la victoire, mais à une victoire dans la bonhomie. C'était à Santo Domingo que la partie s'était jouée — et gagnée. Les commandants locaux, bon gré, mal gré, devraient suivre; d'ailleurs, ils suivaient déjà. San Isidro était loin, trop loin souvent, pour que son ombre pût ternir le triomphe.

Finalement, c'est à la modération qu'en appelaient les dirigeants locaux du PRD.

Surpris par les événements, encore désorganisés, mais convaincus désormais du succès de la révolte, ils désiraient que le peuple se mobilisât, mais répugnaient à des mesures extrêmes que la certitude de la victoire rendait inutiles, le manque

d'armes dangereuses, et auxquelles rien, dans leur vie, ne les avait préparés.

Un peu avant 4 heures de l'après-midi, les avions du général de los Santos Cespedes attaquaient le Palais National. L'unité de San Isidro s'était rétablie, sa menace s'étendait désormais sur tout le pays.

3) L'Ambassade des Etats-Unis.

Vers 5 h 30 de l'après-midi du 25 avril, quatre dirigeants perredeistes se présentaient à l'ambassade des Etats-Unis. Deux d'entre eux, Antonio Martínez Francisco et Máximo Lovatón Pittaluga — s'étaient déjà réunis, quelques heures plus tôt, avec le chargé d'affaires américain, William B. Connett.[106]

Mais sept heures s'étaient écoulées depuis ce premier entretien, sept heures au cours desquelles trop d'événements graves s'étaient produits. Anxieux de connaître les réactions des Américains, Martínez Francisco et Lovatón Pittaluga venaient maintenant « tâter le pouls » [107] d'une ambassade étrangement silencieuse. Ils étaient accompagnés d'Antonio Guzmán Fernández, le riche et respecté propriétaire foncier du Cibao, et d'Enriquillo del Rosario Ceballos, dont le gouvernement Bosch avait fait son ambassadeur auprès de la Maison Blanche.[108]

Ils venaient tâter le pouls à l'ambassade des Etats-Unis; ils espéraient, en même temps, obtenir quelque chose de plus. Bouleversés par l'attaque de l'aviation contre le Palais National, angoissés à l'idée que la guerre civile pût s'abattre sur le pays, ils désiraient que le chargé d'affaires américain intervienne auprès des généraux de San Isidro pour les convaincre de renoncer à lancer les avions contre la ville. Ils étaient berçés dans leurs espoirs de l'illusion que Connett avait fait preuve, dans la matinée, d'une attitude « raisonnable », qu'il avait, par l'absence de toute récrimination, tacitement accepté la victoire constitutionnaliste.

Ils ignoraient que cette attitude « raisonnable » reposait sur une équivoque: la certitude de Connett que les rebelles accepteraient de résoudre la crise par le procédé classique de l'installation d'une junte militaire. L'élection de Molina Ureña à la présidence provisoire de la République avait dissipé cette équivoque.

Et leur visite à l'ambassade devait bien vite dissiper les illusions des dirigeants perredeistes.

Ces « hommes de bien », ces notables respectés, n'arrivèrent même pas à s'entretenir avec Connett, « trop occupé pour les recevoir ».[109] Ils durent se contenter d'Arthur E. Breisky, deuxième secrétaire de l'ambassade. Un Breisky « très nerveux », « hostile »,[110] qui n'est pas là pour écouter, mais pour accuser. Le mouvement est communiste, quels qu'aient été ses buts initiaux; et ne servent à rien les dénégations, les explications, du propriétaire foncier Guzmán, de l'ex-ambassadeur del Rosario — qui pourtant avait « fait une impression favorable sur Kennedy » [111] — ni celles de Martínez Francisco, de Lovatón Pittaluga, pourtant eux aussi tellement respectables! L'ambassade ne peut pas intervenir pour éviter que les bombardements ne reprennent: « nous n'avons aucun contact avec San Isidro ».[112] La solution la meilleure, la seule solution raisonnable, aurait été l'installation d'une junte militaire — et ce sont les rebelles qui

l'on refusée. L'entretien se termine. Les accusés quittent la salle. Leur défense n'a pas été retenue.

Accablés par l'accueil reçu, ils ne comprennent pourtant pas la véritable portée de l'hostilité américaine: Breisky n'a, au fond, tout au long de l'entretien, proféré aucune menace. Mais leurs dernières illusions s'écrouleraient s'ils pouvaient lire le texte du télégramme que Connett a envoyé, une demi-heure avant leur visite, au Département d'Etat du gouvernement des Etats-Unis. Ce télégramme dit:

> « The Air Force has decided to fight to block return of Bosch and Wessin y Wessin has agreed to support the Air Force.[113]
> Situation extremely confused and no identifiable authority is exercising any effective control over the government.
> ALL MEMBERS OF THE COUNTRY TEAM FEEL BOSCH'S RETURN AND RESUMPTION OF CONTROL OF THE GOVERNMENT IS AGAINST U.S. INTERESTS IN VIEW OF EXTREMISTS IN THE COUP AND COMMUNIST ADVOCACY OF BOSCH RETURN ».[114]

« Nous n'avons aucun contact avec San Isidro » affirmera Breisky aux notables perredeistes qui lui demandent l'intervention de l'ambassade pour éviter la reprise des bombardements.

Mais Connett écrit:

> « I have reluctantly agreed to the Los Santos-Wessin plan even though it could mean more bloodshed. But it the only way to forestall a leftist takeover. No one is governing in the Palace. Merely talking talking, according to Rivera Caminero.[115]
> The country team is against a show of force by the U.S. at this time. Our attaches have stressed to the three military leaders, Rivera, De los Santos and Wessin, our strong feelings everything possible should be done to prevent a communist takeover ».[116]
>
> Connett.

Aussi la sentence a été rendue. Elle est sans appel. Le mouvement constitutionnaliste doit être écrasé même si cela peut signifier plus de sang versé. C'est le jugement unanime de ceux qui sont sur place (« all the members of the country team »). Pour le moment « the country team is against a show of force by the U.S. »; elle fait confiance aux chars de Wessin, aux avions de de los Santos, aux canons des navires de Rivera Caminero.

Pour le moment ... mais que se passera-t-il si les Wessin, les Rivera Caminero, les de los Santos, devaient se révéler inférieurs à leur tâche? Le but a été fixé; les moyens dépendront des circonstances.

CHAPITRE VII

1. Dont 1200 hommes pour le camp « 16 de Agosto », 800 pour le « 27 de Febrero »,

250 pour le « 6½ de Artillería » et une centaine environ pour la *Jefatura de Estado Mayor* de l'armée (cf. aussi *supra,* ch. IV, pp. 180-181).

2. Cf. *supra,* ch. V, pp. 235-236.

3. Cette distinction entre unités constitutionnalistes « dures » et « opportunistes » peut rappeler, par la terminologie employée, celle que nous avons déjà introduite entre officiers constitutionnalistes « durs » et « mous » (cf. *supra,* ch VI, p. 270). Il faut cependant éviter de tomber dans la confusion. Car nous appelons « constitutionnalistes opportunistes » ces unités dont les commandants, bien qu'opposés au retour de Bosch au pouvoir, sont prêts à s'y résigner s'ils croient que telle est la volonté des plus forts.

Ajoutons encore que nous retrouverons bientôt une terminologie assez voisine lorsqu'il sera question de la différence entre officiers constitutionnalistes « durs » et « opportunistes » (cf. *infra,* p. 287).

4. Nous continuons d'appeler « loyalistes » les forces anti-constitutionnalistes. Nous pourrions aussi bien les appeler « jaunes », « vertes » ou « macaroni »: tout au long des heures qui ont précédé la chute de Donald Reid Cabral, leur « loyauté » au Triumvirat n'a brillé que par son absence. Si nous persistons à nous servir d'un terme qui n'est pourtant pas conforme à la réalité, c'est par souci de simplicité. C'est le terme que nous avons employé jusqu'ici. C'est, surtout, le terme que l'on retrouve dans la littérature consacrée au sujet ... entre guillemets, chez les auteurs les plus honnêtes, sans guillemets, chez les autres.

5. Avec de très faibles réserves dans les trois camps d'où la révolte est partie (cf. *supra,* ch. VI, note 1).

6. 350 pour *Transportación,* 175 à 200 pour *Intendencia,* 175 pour *Polvorín* (cf. *supra,* ch. IV, p. 181).

7. C'est ici une entorse à notre propre schéma: *Intendencia* et *Transportación,* où s'abritent des forces « opportunistes », ne devraient pas figurer dans une section qui se veut consacrée aux forces constitutionnalistes « dures ». Toutefois, ces deux casernes se trouvent dans la capitale, bastion des constitutionnalistes; nous avons donc préféré risquer une contradiction, dont l'importance nous paraît somme toute négligeable, et offrir ainsi, d'emblée, un tableau complet des forces de l'armée qui se trouvaient dans la capitale. Un respect trop rigoureux de notre schéma, par contre, nous aurait obligés à un fâcheux émiettement.

8. Une exposition détailleé des effectifs, de la qualité et de l'armement des Forces armées dominicaines a été déjà présentée au ch. VI (cf. *supra,* pp. 178-183). Pour éviter de nous répéter, nous ne reprendrons ici que quelques points particulièrement importants.

9. Pour une comparaison de l'armement dont disposaient respectivement les constitutionnalistes et les « loyalistes », cf. *infra,* p. 288.

10. Llano Montes, *op. cit.,* p. 124.

11. *Ibid.,* p. 125.

12. Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate. Eighty-ninth Congress, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 157.

13. Cf. *supra,* ch. IV, p. 209.

14. Interview de l'ex-major Manuel A. Núñez Nogueras.

15. Notre source est le rapport qu'un officier de l'Académie écrira après la fin de la guerre civile, à l'intention d'un officier supérieur constitutionnaliste. Ce rapport figure dans nos archives. Le nom de son auteur, ainsi que celui de son destinataire, ne peuvent cependant, pour des raisons de sécurité, être publiés.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*

19. Avec la seule exception de la Fortaleza de San Juan de la Maguana, dont le commandant était le colonel Juan Esteban Pérez Guillen (plus tard chef d'état-major de l'armée de terre sous le gouvernement Balaguer).

20. Interviews de M. Silvestre Antonio Guzmán Fernández et de sa femme, Mme Renée Klang de Guzmán.

21. La police de Santiago ne suit donc pas la théorie de l'« apoliticité » du général Despradel (cf. *supra,* ch. V, pp. 250-251. Cf. aussi *infra,* pp. 292-293).

22. *Listin Diario,* 26 avril 1965, p. 1.

23. *Ibid.,* p. 9.

24. Rien, peut-être, ne permet aussi bien de suivre l'évolution de la police que le problème du contrôle des radios. Une fois de plus, c'est Santiago qui nous servira d'exemple.

Encore « gouvernementale » dans la soirée du 24, la police de cette ville voit son enthousiasme se refroidir au cours de la nuit, sous l'effet des inquiétantes nouvelles qui affluent de la capitale. Tôt dans la matinée du 25 des groupes de civils s'emparent des immeubles des radios. La police, cette fois, laisse faire. Cependant elle a, au cours de la nuit, enlevé les « cristales de las emisoras » (interview de Pedro Manuel Casals Victoria), rendant donc celles-ci inutilisables. Ce n'est pourtant qu'une demi-mesure, demi-mesure qui prouve que le coeur n'y est plus. Elle frappe les « gouvernementaux » — si jamais il y en a encore — aussi bien que les rebelles, puisqu'elle prive les uns et les autres de la possibilité de se servir des radios. Surtout, une façon aussi prudente de procéder étonne de la part d'une police qui a toujours été prête à employer la violence contre une foule désarmée ... et à Santiago, le 25 avril, la foule est désarmée. Cette préoccupation toute nouvelle de ménager la population, cette morne renonciation à imposer le respect à la « canaille », mettent en évidence la perplexité où se débat la police, les hésitations auxquelles la contraignent les événements dont la capitale est le théâtre.

Et lorsqu'un peu plus tard des radios clandestines commencent à transmettre — « La Voz del Pueblo », « Ondas del Valle » (*El Caribe*, 26 avril 1965, p. 10) — la police laisse faire. Bientôt, d'ailleurs, des « cristales » sont trouvés pour remplacer ceux que la police a enlevé aux différents émetteurs, bientôt les radios de la ville, répondant aux appels des deux radios clandestines, « entran en cadena » avec celles-ci (*loc. cit.*), la première à le faire étant Radio Norte (interview de Pedro M. Casals Victoria). Bientôt toutes les radios de Santiago lancent à l'unisson les slogans et les consignes des constitutionnalistes ... la police laisse faire. Pas toujours, cependant: « la policía clausura durante una media hora una radioemisora local » (*El Caribe*, 26 avril 1965, p. 10). Mais cet « incident », isolé (« *una* radioemisora » seulement) et de courte durée (« media hora » à peine), n'est probablement que le fait de l'initiative personnelle d'un subordonné peu sensible aux exigences des temps nouveaux, aussi bien que le résultat de la confusion où se débat la police. Et finalement le revirement devient complet, officiel: des officiers se présentent à la radio et annoncent, au nom du colonel Jaquez Olivero, le ralliement de la police à la révolte.

25. Dans le reste du pays la Police, sans doute moins sophistiquée que dans la capitale, ne se prétendra pas « apolitique ». Elle évoluera, par contre — ainsi que nous venons de le voir pour Santiago — d'une hostilité ouverte à une adhésion « franche » à la révolte.

26. Interview de l'amiral Rivera Caminero.

27. Interview de Donald Reid Cabral.

28. Cf. *infra*, ch. VIII, pp. 320-321.

29. Juan Isidro Jimenes Grullón venait de découvrir — ou de redécouvrir — le marxisme. Corpito Perez et Dato Pagán étaient deux vieux communistes.

30. *Frente Obrero Unido Pro Sindicatos Autónomos — Central Sindical de Trabajadores Dominicanos.*

31. Cf. *supra*, ch. III, pp. 133-134.

32. Il s'agit des partis suivants:
— *Partido de Acción Revolucionaria* (PAR)
— *Partido Democrata Cristiano* (PDC)
— *Partido Liberal Evolucionista* (PLE)
— *Partido Nacionalista Revolucionario Democrático* (PNRD)
— *Unión Cívica Nacional* (UCN)
— *Vanguardia Revolucionaria Dominicana* (VRD)

33. Brecht, Bertot: « Die Ballade vom Wasserrad », aus « Die Rundköpfe und die Spitzenköpfe », dans « *Bertolt Brecht*: *Gedichte und Lieder aus Stücken* »; Frankfurt am Main; Suhrkamp Verlag; 1963; pp. 73-74.

34. Cf. *infra*, p. 308.

35. Contrairement à ce qu'il essayera de faire croire par la suite, Héctor Aristy Pereira ignorait tout de la conspiration — ce dont l'auteur put se convaincre lors de ses conversations avec plusieurs des personnalités qui jouèrent un rôle important dans la préparation du « contre-coup » (interviews de José Francisco Peña Gómez, José Rafael Molina Ureña; du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, de l'ex-lieutenant Sención Silverio, etc.). C'est le matin du 25 qu'Aristy devint soudain « constitutionnaliste » — après que la foule eut brûlé sa voiture. Reçu au début sans aucun enthousiasme par les rebelles — un opportuniste de plus qui s'accrochait au char des vainqueurs! — Aristy saura, par son attitude courageuse et son esprit de décision aux moments les plus durs de la guerre civile, assumer un rôle d'autant plus important que beaucoup des leaders de la première heure avaient abandonné sous le poids des difficultés.

Conseiller très écouté du nouveau leader de la révolte, le colonel Francisco Caamaño

Deñó — auquel, d'ailleurs, une ancienne amitié l'unissait — Aristy deviendra une des figures de proue du mouvement constitutionnaliste. Il en sera même, par moments, le « numéro deux », dans les premières semaines surtout. Mais il n'en sera jamais le leader, il ne sera pas ce « deus ex machina » dont un chef incapable n'aurait fait que répéter les instructions ... et c'est pourtant ce qu'il essayera de faire croire aux visiteurs qui afflueront dans la zone constitutionnaliste, ainsi que, trois ans plus tard, à l'auteur de cet ouvrage, lors de leur longue conversation à Paris.

Son ambition démesurée, son goût pour l'intrigue, son opportunisme, terniront l'éclat de l'action d'Héctor Aristy, personnage ambigu dont toute révolution peut, à un moment ou l'autre, avoir besoin, mais dont aucune, à aucun moment, ne peut être fière.

36. Leurs contacts dans la hiérarchie de l'Eglise étaient particulièrement étroits avec les évêques et avec les jésuites (il y avait à ce moment 175 jésuites dans le pays, 60% desquels étaient d'origine cubaine).

37. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 1.

38. *Loc. cit.*

39. Cf. *supra,* ch. VI, note 57.

40. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 1.

41. Interview de Francisco Augusto Lora, à ce moment premier vice-président du Parti Réformiste.

42. Aujourd'hui encore, il est impossible de prouver la présence des leaders réformistes à San Isidro au cours de ces journées cruciales, ainsi que le rôle qu'ils y jouèrent. La nécessité, pour eux, de sauvegarder le mythe de leur « neutralité », de ses présenter comme ceux qui prêchèrent la conciliation au moment où l'ambition des factions déchirait la pays, est plus impérative que jamais. C'est grâce à ce mythe qu'un dirigeant du Parti Réformiste peut aujourd'hui se permettre de jeter en pâture à la haine populaire Wessin — redevenu un adversaire après la brève paranthèse imposée par le événements — en rappelant qu'il « no tuvo piedad con las mujeres y los niños cuando bombardeó sin clemencia una ciudad desarmada » (Déclarations de José Oscar Bonnelly, « secretario de organización del directorio municipal reformista a Santiago », du 8 mai 1970; *El Nacional,* 9 mai 1970, p. 24). Pourtant « las viudas, los huérfanos y los mutilados de la barbarie de ese hombre » (*loc. cit.*) n'ont pas que Wessin à maudire. Le Parti Réformiste eut sa part de responsabilité — et d'autres avec lui.

Augusto Lora, lors de l'interview qu'il nous accorda, avait particulièrement intérêt à défendre la fiction de la « neutralité »: candidat à la présidence de la République aux élections qui allaient avoir lieu trois mois plus tard — le 16 mai 1970 — il se préparait déjà à courtiser les voix des pérredeistes.

Finalement, le fait que le Parti Réformiste soit toujours au pouvoir, le climat de répression qu'il impose au pays, détournent, par une crainte trop justifiée d'éventuelles représailles, ceux qui pourraient, dans d'autres circostances, apporter un témoignage précieux. Les témoins qui nous parlèrent de la présence des leaders réformistes à San Isidro, le firent tous avec une réticence extrême et à la condition que leur nom ne serait pas cité. Nous ne pouvons que respecter leur désir. Ce que nous pouvons toutefois dire, c'est qu'il s'agit, dans un cas, d'un officier supérieur du « conjunto » — témoin oculaire — et dans l'autre, d'une personnalité éminente du monde des affaires.

43. Il va de soi que le soutien des masses au Parti Réformiste — étant donnée la politique officielle de neutralité de ce parti — n'aurait pas pu se traduire par une hostilité ouverte à la cause constitutionnaliste, mais plutôt par un manque d'appui à celle-ci. D'autre part, pour ce qui est du soutien populaire aux « balagueristes » aux débuts de la crise, cf. *infra,* p. 307.

44. Cf. *infra,* ch. IX, pp. 353-354 et 362.

45. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 16.

46. Pas pour longtemps, cependant. Lorsque l'intervention militaire des Etats-Unis aura démontré que le droit à la victoire était refusé aux constitutionnalistes, Guido d'Alessandro et ses amis se hâteront de revenir à une position plus « raisonnable ». Tout en condamnant « la intervención unilateral de los Estados Unidos como un hecho violatorio de nuestra Soberanía » (PRSC: « Manifiesto al Pueblo Dominicano », Santo Domingo, R.D. p. 1, Archives de l'auteur), ils prendront soin de se déchaîner contre « los solapados, poderosos y bien organizados esfuerzos de los extremistas de izquierda para controlar y capitalizar un movimiento revolucionario de profunda raíz democrática » (*loc. cit.*). Et, en proclamant leur conviction que « la amenaza de dictatura comunista, aunque en los actuales momentos parece haber sido superada, es tan real come la presente amenaza militar » (*loc. cit.*), ils reprendront un thème cher à la propagande américaine et saperont les thèses officielles d'un gouvernement constitutionnaliste avec lequel ils auront, d'ailleurs, déjà cessé toute collaboration.

C'était le prix indispensable à payer pour démontrer leur « indépendance d'esprit », leur « impartialité », et par là revendiquer leur condition d'interlocuteurs responsables, leur qualité de membres d'une « troisième force » — au dessus des factions — à laquelle l'avenir devait être réservé.

47. En dépit de la défection du groupe d'Alessandro, le PRSC sera considéré, tout au long de la crise — dans le pays aussi bien qu'à l'étranger — comme un des cinq partis qui appuyaient le gouvernement constitutionnaliste du colonel Caamaño Deñó. Une telle appréciation est facile à expliquer. Eût-elle été majoritaire ou minoritaire dans la période du Triumvirat, la faction dirigée par Guido d'Alessandro perdait, tout au long de la guerre civile, l'appui de la *militancia* social-chrétienne. Sa posture « raisonnable » était considérée comme une trahison, ses déclarations ne trouvaient qu'un faible écho. C'est dans la zone constitutionnaliste que sera publié *Pueblo*, organe du PRSC, ainsi que « *Revolución Obrera* » — organe de la CASC. L'un et l'autre soutiendront fermement le gouvernement du colonel Caamaño. Le PRSC, tel qu'il sortira des affres de la guerre civile, sera le parti d'Antonio Rosario et Caonabo Javier — qui, eux, n'avaient pas été aussi « raisonnables ». Guido d'Alessandro n'y aura plus de place. Sa place sera à Montevideo, comme ambassadeur du gouvernement Balaguer.

48. Pour cette section, (cf. *infra*, pp. 300-306), nous avons eu recours - à côté d'une abondante documentation écrite — à toute une série d'interviews. La liste qui suit comprend les noms des principaux personnages interviewés:

1J4

— Norge Botello Fernández: membre du CECP
— Fidelio Despradel Roque: membre du CECP
— Jimmy Durán Hernando: membre du CECP
— Fafa Taveras Rosario: membre du CECP
— Baby Mejía Lluberes: dirigeant du Bureau militaire
— María Elena Muñoz Marte: « cuadro medio ».

PSP

— Felix Servio Ducoudray Mansfield: membre du Secrétariat National
— Narciso Isa Conde: membre du Secrétariat National
— José Israel Cuello Hernández: membre du Comité Central
— Asdrúbal Domínguez Guerra: « dirigente medio ».

MPD

— Monchín Pinedo Mejía: membre du Comité Central
— Cayetano Rodríguez del Prado: membre du Comité Central
— Luis René Sánchez Cordova: membre du Comité Central

49. Amín Abel Hasbún (cf. *supra*, ch. IV, note 407).

50. Port situé dans le nord du pays, distant de 236 kilomètres de Santo Domingo.

51. TAVERAS ROSARIO et ABEL HASBUN, *op. cit.*, p. 2.

52. Quelques minutes plus tôt, d'après notre chronologie (cf. *supra*, ch. V, p. 234) qui, pour sa part, s'appuie sur les différentes interviews auxquelles nous avons procédé.

53. TAVERAS ROSARIO et ABEL HASBUN, *op. cit.*, p. 2.

54. Interviews de Cayetano Rodríguez del Prado et Monchín Pinedo, membres du Comité Central du MPD.

55. *El Moreno* réussira toutefois à arriver dans la capitale dans la soirée du 24, à temps pour participer à la réunion du Comité Central de son parti.

56. A partir de ce moment nous ferons abstraction de la différence entre « jovenes » et « viejos » (cf. *supra*, ch. IV, pp. 192-196). Psychologiquement plus préparés pour un conflit armé, plus dynamiques aussi, les « jovenes » prendront d'emblée le contrôle d'un parti où leurs anciens adversaires joueront un rôle tout à fait effacé.

57. Lors de cette réunion le Comité Central du PSP ne siègera pas au complet, pour des raisons auxquelles nous avons déjà fait allusion (cf. *supra*, p. 300).

Les absents seront toutefois peu nombreux (interview de Narciso Isa Conde, un des membres du Comité Central qui participèrent à la réunion).

58. L'alternative « radicale », choisir l'action pour s'opposer à la révolte — et donc objectivement, défendre le Triumvirat — était tellement absurde que même les « purs » du MPD ne la prirent pas en considération ... ce qui est tout dire.

59. Interview de Narciso Isa Conde.

60. Cf. *infra*, pp. 309-311.

61. Cf. *supra*, ch. VI, p. 271.

62. PCD: « El Partido », pp. 8-9.

63. Cf. *supra*, ch. IV, p. 210.

64. Interview de Baby Mejía Lluberes.

65. Quelques membres du CECP n'arrivèrent pas à participer à cette réunion, organisée

en hâte. Certains — Norge Botello et Fafa Taveras — ne purent pas être informés à temps. Un autre — Juan B. Mejía — était malade. Quant au Bureau militaire, il fut représenté par deux ou trois de ses dirigeants, notamment Baby Mejía et Orlando Mazara (interviews de Baby Mejía Lluberes, Norge Botello, Fafa Taveras et María Elena Muñoz Marte. Cette dernière n'était pas membre du CECP et ne participa pas à la réunion. Elle se trouvait cependant dans la maison même où la réunion eut lieu, et entra à plusieurs reprises dans la pièce où les dirigeants étaient réunis, d'où l'intérêt de son témoignage).

66. Interview de Baby Mejía Lluberes.

67. Cette réunion, de laquelle paraît avoir été absent seulement Juan B. Mejía, eut lieu rue Cambronal, chez l'ingénieur Johnson. Ce dernier était un membre du 1J4; la police, cependant, ignorait son appartenance politique. D'où l'avantage que sa maison présentait: elle n'était pas « quemada », c'est-à-dire elle ne faisait pas l'objet d'une surveillance policière.

68. Interview de Norge Botello.

69. Interview de Norge Botello.

70. Il nous sera cette fois possible de procéder plus rapidement que nous ne l'avons fait dans le cas du PSP et du 1J4. Beaucoup d'éléments ont déjà été donnés, au sujet de ces deux derniers partis, qui sont communs au MPD aussi. Il ne sera donc pas nécessaire de les répéter ici.

71. Interview de Monchín Pinedo.

72. Il va de soi qu'aucun contact n'était par contre envisagé avec le PSP; pour les relations entre les deux parties, cf. *supra,* ch. VI, pp. 196-200.

73. En particulier, d'après tous les renseignements dont nous disposons, il n'y eut pas de contacts entre les dirigeants des divers partis de l'Extrême Gauche, que ce fût le MPD avec le 1J4, ou bien ce dernier avec le PSP.

74. Interview de Monchín Pinedo.

75. Interview de Monchín Pinedo.

76. Cette réunion eut lieu chez un membre du 1J4, l'ingénieur Bonilla, au no 110 de la rue San Tomé.

77. Fidelio Despradel, Jimmy Durán et Pin Montás. Pin Montás est choisi non par ses mérites ou son prestige personnel, mais par le fait qu'il représente d'habitude, au CECP, les étudiants, qui sont le groupe le plus important et le plus prestigieux du 1J4 (interview de Jimmy Durán).

78. Interview de Norge Botello.

79. CORDERO MICHEL, Emilio: Lettre à Daniel Ozuna. Mexico (D. F.) 22 décembre 1964. Archives de l'auteur.

80. Pour une exposition détaillée de la force des partis de l'Extrême Gauche au moment où le « contre-coup » éclatait, cf. *supra,* ch IV, pp. 188-200.

81. L'unité de la direction du MPD se maintiendra tout au long de la guerre civile. La direction du 1J4, par contre, divisée au moment du « contre-coup », divisée dans ses premières réactions, sera incapable, tout au long de la crise, de surmonter ses contradictions — ou, du moins, d'en atténuer la violence. Quant au Comité Central du PSP, il montrera, dans ses premières réactions devant le « contre-coup », une unité que ne laissait pas espérer l'existence, en son sein, de deux groupes antagonistes. Cette unité se maintiendra tout au long de la guerre civile. Le rôle de plus en plus éffacé du groupe Ducoudray ne pourra que la faciliter.

82. Cf. *infra,* ch. VIII, pp. 331-333.

83. Un de nos interlocuteurs en République Dominicaine nous déclarait que la majorité de la « gente » dans la capitale était opposée au retour de Bosch au pouvoir — Santo Domingo étant pourtant connue comme le bastion du « boschisme ». Notre étonnement fut de courte durée; l'équivoque, qui résultait de notre ignorance d'une certaine mentalité, fut vite éclairci. Pour notre interlocuteur, riche industriel de Santiago, la population de son pays se divise en « gentes » et « infelices » — ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien. Il n'avait pas de difficulté — c'était un homme raisonnable — à reconnaître que la majorité des habitants de la capitale demandait, exigeait, le retour de Bosch au pouvoir. Mais n'avait d'importance pour lui que l'opinion de la « gente ».

84. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 10.

85. *Listin Diario,* 26 avril 1965, p. 9.

86. *Loc. cit.*

87. *Loc. cit.*

88. Il n'y a rien de plus superficiel que les « brillantes » enquêtes que publient certaines équipes de sociologues étrangers après avoir effectué dans un pays d'Amérique latine des séjours qui, souvent, ne dépassent pas quelques semaines. Résultat de siècles d'une triste

expérience — expérience que le présent lui-même paraît confirmer — la méfiance du paysan latino-américain oppose des barrières presque infranchissables à tout effort de l'extérieur de découvrir « sa vérité ». Tout étranger représente une menace, un danger. Est étranger tout individu qui n'appartient pas à la communauté. Sera « étranger », pour le paysan dominicain des alentours de Bani, tout paysan de la région de San Cristobal — qui n'est distante pourtant que d'une quarantaine de kilomètres. Sera même « étranger » ce paysan qui, tout en étant venu vivre sur la même terre, n'a pas appartenu à la communauté pendant un temps assez long — plus long, certes, que quelques mois.

Et voilà que des hommes qui sont de parfaits étrangers, dont le physique même trahit souvent l'appartenance à un autre univers, dont la connaissance de la langue est souvent plus qu'imparfaite, voilà que ces hommes prétendent, en l'espace de quelques semaines, pénétrer ce monde jalousement gardé et en violer les secrets.

Il transcriront soigneusement les réponses qu'ils obtiennent, mais sans réfléchir que le paysan n'aura cherché qu'à satisfaire, par des réponses aussi « orthodoxes » que possible, des inconnus qu'il n'a aucune raison de ne pas confondre avec les agents d'un pouvoir qui ne lui a appris qu'à se taire, à s'incliner. Et finalement des rapports seront publiés, des résultats « scientifiques » seront proclamés — prouvant ainsi que les fonds accordés à l'equipe de savants n'auront pas été gaspillés! D'autres savants se prépareront à leur tour pour d'autres enquêtes, le charme des pays latino-américains stimulant l'enthousiasme de chacun. Une certaine « science politique » développera ses connaissances ... et celles-ci friseront, de plus en plus, l'absurde.

89. Cf. *supra,* pp. 290-292.

90. Sauf dans le cas très particulier de *Prensa Libre* (cf. *infra,* p. 308).

91. Ainsi à Moca (interview de Winston Arnaud), ainsi à La Vega (interview d'Oscar Hernandez), ainsi à Santiago (cf. *supra,* note 24).

92. Le gouvernement Bosch ayant été renversé le 25 septembre 1963, le PLE, fondé presque deux mois plus tard — le 21 novembre 1963 — ne pouvait donc être directement impliqué dans le coup d'Etat. Mais il l'était indirectement. Son fondateur — et « propriétaire » — Luis Amiama Tió, avait signé le « Manifiesto Dirigido Al Pueblo Dominicano Por Los Comandos De Las Fuerzas Armadas Y La Policía Nacional Que Depusieron Al Ex-Presidente De La República Profesor Juan Bosch » (cf. *supra,* ch. III, p. 142). Ce document constituait l'apologie du coup d'Etat.

93. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 10.

94. *Loc. cit.*

95. *Loc. cit.*

96. *Loc. cit.*

97. *Loc. cit.*

98. *Loc. cit.*

99. *Listin Diario,* 26 avril 1965, p. 9.

100. C'est le chiffre avancé par l'ex-lieutenant García Germán; les autres interviews auxquelles nous avons procédé paraissent le confirmer.

101. Interviews du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, de l'ex-major Núñez Nogueras, des ex-lieutenants García Germán et Sención Silverio, de l'ex- sergent Polonio Pierret.

102. S'il paraît indéniable qu'une telle considération ait pu jouer un certain rôle, deux remarques doivent cependant être ajoutées: a) cette inquiétude paraît n'avoir été que le fait de quelques-uns. La majorité des officiers, en effet, s'était abandonnée à l'optimisme dès l'occupation de la capitale; b) dès les premières heures de la matinée c'étaient les émissaires de San Isidro — et non pas les chars et les avions du « conjunto » — qui faisaient leur apparition dans la ville. Dès lors l'optimisme paraît certain et général. Ces deux remarques limitent donc rigoureusement l'importance d'un facteur qui mérite toutefois d'être mentionné, puisqu'il joua un certain rôle, même si celui-ci fut réduit et dans sa portée et dans le temps (la nuit du 24 au 25 seulement).

103. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

104. Interview de l'ex-sergent Polonio Pierret.

105. Cf. *supra,* ch. IV, note 396.

106. Cf. *supra,* ch. VI, pp. 268-269.

107. Interview de Máximo Lovatón Pittaluga.

108. Nos sources pour cet entretien sont des interviews de Guzmán Fernández, Lovatón Pittaluga, Martínez Francisco et del Rosario Ceballos eux-mêmes. Leurs souvenirs coïncident sur tous les points importants. Les quelques différences de détail ne font, à notre avis, que confirmer l'authenticité de leur récit.

109. Interview de Máximo Lovatón Pittaluga.

110. Interview d'Antonio Martínez Francisco.

111. MARTIN, *op. cit.*, p. 367.
112. Breisky, cité par Máximo Lovatón Pittaluga. Interview de M. Lovatón Pittaluga.
113. Pour un récit plus exact des événements, cf. *supra*, ch. VI, pp. 275-277.
114. CONNETT, William: Télégramme au Département d'Etat. Santo Domingo, 25 avril 1965, 17 heures. Archives de l'auteur.
115. Rivera Caminero ne mettra les pieds au Palais National, pour la première fois depuis le début du « contre-coup », que vers une heure du matin du 26 avril (cf. *infra*, ch. VIII, p. 321).
116. CONNETT, William: Télégramme au Département d'Etat. Santo Domingo, 25 avril 1965, 17 heures. Archives de l'auteur

Chapitre VIII

LA GUERRE CIVILE

Le bombardement du Palais National marque le début de la guerre civile. Mais cela Hernando Ramírez, leader militaire du mouvement constitutionnaliste, ne sait pas le comprendre. Quelques heures plus tôt, dans la matinée, l'ultimatum du colonel Benoit lui a paru n'être qu'un bluff.[1] Et maintenant, pour lui, l'attaque de l'aviation n'est que l'effort désespéré du général de los Santos Cespedes d'imposer la crédibilité de ce bluff. C'est une guerre de nerfs, et non pas une guerre civile, qui vient d'être déclenchée. Pour la gagner, il suffira aux constitutionnalistes de se maintenir fermes: de los Santos finira par céder.[2]

La journée s'écoule sans que les attaques de l'aviation recommencent, sans que les chars de Wessin avancent sur la ville. Dans cette apparente passivité de l'ennemi, Hernando Ramírez choisit de voir une preuve de faiblesse, d'indécision, une preuve qui doit soutenir ses espoirs.[3]

Au milieu de la nuit un homme revient dans la ville, un homme qui l'avait quittée en hâte 36 heures plus tôt. Nous sommes le 26 avril. Il est environ une heure du matin. L'amiral Rivera Caminero, chef d'état-major de la marine de guerre dominicaine, gravit les marches du Palais National. Vient-il annoncer son ralliement? Rivera Caminero, plus tard, le niera.[4]

L'histoire qu'il se plaît maintenant à raconter fait davantage honneur à son imagination qu'à sa mémoire.[5]
Il y est question d'un inconnu « sin camisa, que se grataba el pie nudo con un dedo », vautré sur un siège dans le bureau qui avait été celui de Donald Reid Cabral. Il y est question de « seis hombres con barba rubia, ojos azules, vestidos de verde olivo, que claramente no eran dominicanos », et qui entouraient Molina Ureña dans le bureau où celui-ci recevait son visiteur.[6] Evocation qui cherche à indigner: le civil à moitié nu dans le siège présidentiel — mais qui, surtout, veut effrayer: ces étrangers qui entourent le président provisoire, Rivera Caminero ne laisse pas de doutes quant à leur origine. Il tient, au contraire, à être précis, craignant que la signification de ces détails — « barba rubia ... ojos azules ... » — puisse échapper à son interlocuteur.[7] Ces hommes ne sont pas seulement des étrangers, ce sont des Russes. Leur présence est la preuve décisive de la conspiration internationale communiste qui est déjà là et qui enserre Molina Ureña comme elle se prépare à enserrer bientôt toute la République.

Dans de telles circonstances le dialogue entre l'amiral et le président provisoire ne peut qu'être bref. « Bosch va a ser muy contento cuando sepa que la

Marina está con nosotros », s'exclame Molina Ureña.[8] « Je ne viens pas me soumettre, je viens discuter », coupe Rivera Caminero. Discuter ... mais de quoi pourrait-on discuter devant les preuves irréfutables de l'intervention communiste que les rebelles étalent obligeamment devant l'amiral?

Les rebelles veulent l'épreuve de force, la lutte fratricide. Molina demande que la Marine bombarde San Isidro — « imposible, en San Isidro hay también cíviles », s'indigne vertueusement le capitaine de vaisseau Francisco Amiama Castillo, qui accompagne Rivera Caminero.[9] 36 heures plus tard la flotte bombardera la capitale,[10] où s'entassent plus de 400.000 civils.[11]

Bref, devant la fermeté de Rivera Caminero et d'Amiama Castillo, comprenant que ces hommes intégres ne céderont pas, le communisme international jette le masque. Des promesses, on passe aux menaces. Les deux officiers vont être arrêtés. Mais en bas, dans le jardin du Palais, les quelques marins que Rivera Caminero a amenés avec lui comprennent ce qui va avoir lieu dans le Palais ... un étage plus haut. Ils se postent au bas de l'escalier, ils ne rencontrent pas d'obstacles ... sur ce point l'amiral Rivera Caminero passe très vite. Peu importe ... faut-il s'arrêter à un détail, lorsqu'on s'approche de l'apothéose? Voilà que Rivera Caminero descend lentement les escaliers du Palais. Il est seul — Amiama Castillo ayant, pour la commodité du scénario, disparu de la scène. Il descend à reculons vers ses marins qui l'attendent, son regard est fixé sur le groupe de rebelles qui le considèrent impuissants du premier étage; dans sa main, une mitrailleuse.

Telle est la version de l'amiral Rivera Caminero; version irréelle, que rend encore plus absurde cette foule de détails qui visent à impressionner, mais qui ne font que transformer le protagoniste en histrion, et faire de l'épisode tout entier la conclusion ratée d'un western de quatrième catégorie.

Plus sobre, dépourvue d'actes d'héroïsme — ou de moments dramatiques — presque banale dans sa simplicité, apparaît en revanche la version offerte par les constitutionnalistes.

D'après Molina Ureña et Espaillat Nanita, d'après Hernando Ramírez, d'après Lovatón Pittaluga et Ledesma Pérez, d'après Frank Moya Pons — tous présents à l'entretien — Rivera Caminero annonça à Molina Ureña que la marine était « con el pueblo », et déclara être aux ordres du « señor Presidente ».[12]

Peu après, d'ailleurs, des officiers supérieurs de la marine « fueron presentados por radio y televisión para ratificar su decisión de apoyo a los rebeldes ».[13] D'autres encore, suivant en cela l'exemple de Rivera Caminero, se présentaient pour faire acte d'adhésion au Palais National. Parmi eux se trouvait l'officier qui, deux jours plus tard, allait représenter la marine de guerre au sein de la junte militaire mise en place à San Isidro pour « résister au communisme » — le capitaine de vaisseau Olgo Santana Carrasco.[14-15]

Le ralliement de la marine paraissait même devoir se traduire par des actes concrets: lorsque, tôt dans la matinée du 26, les avions de de los Santos reprenaient le bombardement de la capitale, « algunas unidades de la Marina de Guerra ... contestaban al fuego de los pilotos de la Fuerza Aerea Dominicana ».[16]

La visite de Rivera Caminero renforça l'optimisme des constitutionnalistes. « Tenemos la Marina », exulte Molina Ureña après le départ de l'amiral.[17] L'iso-

lement de San Isidro apparaît désormais complet. Les garnisons de l'intérieur continuent à réaffirmer leur adhésion à la révolte, la police est « neutre » dans la capitale, ailleurs elle « adhère ». En dehors du « conjunto » il ne restait que la marine qui n'eût pas rallié le mouvement; elle vient de le faire, et Rivera Caminero « a semblé sincère ».[18]

On peut comprendre que dans de telles conditions Hernando Ramírez — et d'autres avec lui — aient pu croire que l'adversaire finirait par se résigner. Le rapport des forces tel qu'il leur apparaissait, le caractère même des généraux de los Santos et Wessin, leur attitude depuis le « contre-coup » — tout cela semblait peser d'un poids bien plus lourd que les rafales de mitrailleuse tirées par les avions quelques heures plus tôt, et qui n'avaient été suivies d'aucune autre action militaire.

Mais la confiance d'Hernando Ramírez, encore justifiable dans la nuit du 25 au 26, devenait de plus en plus irréelle à mesure que les heures s'écoulaient.

Cramponné à un optimisme qui ne pourra désormais s'expliquer que par une volonté aveugle d'échapper à une réalité trop amère, il continuera à se répéter, jusqu'aux premières heures du 27, que San Isidro n'osera pas se battre, que la République Dominicaine ne connaîtra pas les affres de la guerre civile.[19]

Illusion que les faits démentent — pour la maintenir il faut donc démentir les faits.

Le 26, « desde la 5:30 de la mañana »,[20] les attaques de l'aviation reprennent, avec une violence accrue. Elles visent en particulier:

> « el puente Juan Pablo Duarte y la antena de Radio Santo Domingo Televisión. También los campamentos 27 de Febrero y 16 de Agosto, el puente Presidente Peynado, la intersección de las avenidas Duarte y teniente Amado García Guerrero ».[21]

A 9 h 30 le Palais National est aussi bombardé. Les premières victimes tombent; bientôt elles sont nombreuses. Pourtant Hernando Ramírez s'obstine: les attaques ont un caractère somme toute « limité ».[22] De los Santos ne veut qu'intimider — nouvelle étape de la guerre de nerfs — il ne veut pas, ou il n'ose pas, s'engager à fond. Le voudrait-il, d'ailleurs, que ses officiers ne le lui permettraient pas. Les « constitutionnalistes » de la « 19 de Noviembre » feraient sentir leur poids, et d'autres se joindraient à eux, pour empêcher la honte d'un bombardement massif de la capitale, pour empêcher la guerre fratricide entre Dominicains.

Les chars de Wessin sont désormais établis sur l'entrée orientale du Pont Duarte. Ce pont, cependant, ils n'essayent pas de le franchir ... Wessin ne se battra pas, Wessin n'osera pas se battre. L'ambassade américaine est, certes, hostile à la révolte. La conversation orageuse que les leaders perredeistes viennent d'avoir avec Breisky vient de le prouver — démentant ainsi les espoirs de la matinée. Peut-être, d'ailleurs, Hernando Ramírez n'en est-il pas trop étonné. Dès l'aube de la conspiration, il s'est attendu à l'hostilité des Etats-Unis face à une révolte qui se ferait sans eux, pour abattre un régime qu'ils protégeaient.[23] Mais Hernando Ramírez ne se rend pas compte de la violence de cette hostilité. Surtout, il ne pense pas, il ne conçoit même pas, qu'elle ira jusqu'à engager les

Etats-Unis à des mesures extrêmes, à les précipiter dans une intervention militaire.[24] Après un inévitable mouvement d'humeur Washington acceptera le fait accompli — les Bosch, les Hernando Ramírez, ne sont pas des Fidel Castro, des « Che » Guevara. Hernando Ramírez ne doute pas de son propre anti-communisme ... et il lui paraît absurde que quiconque puisse en douter.

Illusions tout à fait compréhensibles que celles du lieutenant-colonel Ramírez, illusions partagées par d'autres autour de lui, d'autant plus facilement que même les mois qui se sont écoulés depuis la chute de Bosch n'ont pas pu pleinement effacer, chez certains, le mirage d'une « certaine » Amérique, celle des Kennedy, des Martin, une Amérique qui, au nom de l'Alliance pour le Progrès, aurait aidé à la défaite des Trujillo et appuyé, plus tard, le gouvernement Bosch. Une Amérique, enfin, qui n'existait plus — si jamais, d'ailleurs, elle avait existé.

Pourtant, si tout homme raisonnable pouvait avoir de la peine à s'imaginer une intervention militaire américaine — 30 ans après que Franklin Delano Roosevelt eut proclamé la « non-intervention » — contre un soulèvement qui ne mettait en jeu aucun intérêt vital des Etats-Unis, il existait cependant d'autres moyens, « short of military intervention », par lesquels Washington pouvait refuser la victoire à la révolte; et notamment ce moyen qui consiste à encourager les « indigènes » à se battre entre eux: les « bons » contre les « mauvais » ... les généraux de San Isidro contre les constitutionnalistes. Et alors les Wessin, les de los Santos ne seraient plus seuls, et l'influence de leurs protecteurs ferait fléchir, dans le camp même de la révolte, maints officiers qui, à ce moment encore, se proclamaient constitutionnalistes.

Dans la capitale même, la situation des forces constitutionnalistes ne faisait qu'empirer. Au sein même de ces unités que nous avons pourtant appelées « constitutionnalistes dures », se côtoyait une foule d'officiers qu'avaient soudés pour un moment l'énergie de certains — au début de la révolte — la certitude de la victoire, ensuite. Mais dans l'après-midi du 25 déjà, l'attaque de l'aviation assénait un premier coup à la confiance de plusieurs d'entre eux. Certes, d'autres officiers partageaient toujours, avec Hernando Ramírez, la conviction qu'il ne s'agissait que d'un bluff; ils n'étaient plus que très peu à le croire, cependant, le matin suivant, lorsque les bombardements reprenaient.

D'autre part, le sentiment de plus en plus répandu de la désapprobation, de l'hostilité, de l'ambassade américaine, déchirait maints officiers ... les dévots craignaient le courroux des dieux. Maintenant le moment du « figureo » était passé. Désormais, devant le défi de San Isidro, le moment était venu où chacun devait pleinement assumer ses responsabilités, engager sa vie, son avenir. Il y en eut qui le firent, qui surent se maintenir fidèles à la cause qu'ils avaient choisie, qui, devant la menace, redoublèrent d'efforts, de volonté. Ils furent plus nombreux qu'on a tenu à le faire croire; mais leurs efforts se perdaient dans une incroyable confusion, dans une atmosphère que la trahison empoisonnait.

Aversion au retour de Bosch à la présidence, répugnance à payer ce retour au prix d'une guerre civile, méfiance devant le rôle toujours croissant des masses populaires, désir d'assurer, par une junte militaire, la possibilité d'un retour à court terme du Dr Balaguer au pouvoir: telles étaient les forces centrifuges, un moment étouffées, qui reprenaient le dessus dès que la victoire constitutionnaliste

n'était plus une évidence. Pour trop d'officiers le but n'était plus la victoire d'une révolte au succès de laquelle ils avaient cessé de croire. Leur but était désormais de dégager leur propre responsabilité d'une cause à laquelle, pour la plupart, ils n'avaient adhéré qu'à contrecœur, mûs par l'opportunisme.

Certains désertaient, et cherchaient refuge dans des ambassades, chez des amis. D'autres restaient, mais ce n'est pas au front qu'on pouvait les retrouver — si l'on peut parler d'un front — ce n'est pas à la tête de leurs soldats qu'on pouvait les apercevoir. Une telle attitude aurait pu grandir leur rôle — un rôle qu'ils voulaient renier — aurait transformé un « moment de faiblesse », une « pénible erreur » en un entêtement coupable, trop difficile à justifier, plus tard, devant les vainqueurs de San Isidro.

Ils restaient, et leur présence même ne faisait qu'accroître les malheurs des constitutionnalistes, la tension, la confusion. Craignant l'isolement de l'abandon, craignant que leur seule désertion ne sût pas suffire à leur épargner la colère des vainqueurs — tout en leur assurant la haine des vaincus — ils voulaient que tout le mouvement rebelle cède avec eux, que les leaders constitutionnalistes se plient aux exigences de San Isidro et se résignent à l'installation d'une junte militaire. Ils assiégeaient Hernando Ramírez, chef ravagé par la maladie,[25] chef confronté à une tâche à laquelle rien ne l'avait préparé ... ils lui prêchaient le chemin de l'abandon.

Ils s'entassaient dans les couloirs du Palais National, ils y répandaient leurs récriminations, leur peur, l'exemple de leur faiblesse, l'image même de la trahison.

Bientôt des bruits couraient, qui envenimaient l'atmosphère.

On parlait de l'existence d'un complot pour éliminer Hernando Ramírez, la mise à l'écart — l'assassinat, éventuellement — du leader incontesté des militaires constitutionnalistes « durs » permettant d'abattre l'obstacle principal à la capitulation devant San Isidro.

On parlait de l'existence de contacts entre certains officiers, qui regrettaient leur adhésion d'un moment à la révolte, et l'ennemi ... la trahison devant être le prix du pardon.

Certes, les preuves manquaient, elles manquent toujours. L'attitude de certains officiers justifiait cependant de tels soupçons; la confusion, d'autre part, empêchait de les vérifier. Ainsi ceux qui refusaient de capituler avaient le sentiment d'être entourés non seulement par des lâches, mais par des traîtres. Ces traîtres pourtant, comment les reconnaître? Les officiers supérieurs surtout inspiraient la méfiance. Certains, il est vrai, étaient au-dessus de tout soupçon — les Hernado Ramírez, les Lora Fernández, les Núñez Nogueras. Mais d'autres traînaient derrière eux un passé marqué par l'opportunisme. Ils n'avaient pas participé à la conspiration; leur adhésion à la révolte était tardive, imposée par les événements bien plus que par la conviction.[26]. Et maintenant, dans les heures difficiles que la révolte était en train de vivre, leur comportement même ne faisait que confirmer, justifier, la méfiance que leur passé avait fait naître.

Où était donc la frontière entre opportunisme et trahison? Une cinquième colonne était entrée en action; mais comment reconnaître ses membres? A quels ordres fallait-il obéir, quels ordres fallait-il repousser?

C'était tout le principe de la hiérarchie — sur lequel, pourtant, toute armée

repose — qui se trouvait remis en cause, sans que l'on eût, à ce moment, aucune autre hiérarchie à lui substituer.

Parmi les soldats des unités constitutionnalistes « dures », nombreux étaient ceux auxquels échappait la véritable portée de la lutte, pauvres paysans, souvent, qui ne s'étaient engagés dans l'armée que pour s'assurer une nourriture, mauvaise certes, mais du moins régulière. Au moment de la révolte ils avaient suivi leurs officiers — ainsi qu'ils avaient l'habitude de le faire depuis toujours; peut-être, cette fois-ci, avec un peu plus d'enthousiasme — le nom de Bosch jouissant d'un prestige énorme dans le pays; peut-être, au contraire, avec inquiétude, l'affaire pouvant se révéler dangereuse ... et ce n'est pas par goût de l'aventure qu'ils étaient devenus soldats.

La facilité de l'entreprise, au début, l'accueil enthousiaste de la population, le sentiment — combien nouveau — de se sentir acclamés, respectés, durent produire une surprise agréable et réconfortante. Ce réconfort devait être bref. Les premières rafales des avions, dans l'après-midi du 25, devaient réveiller bien des inquiétudes; bientôt, à l'aube du 26, les attaques reprenaient, se multipliaient. Ils avaient suivi leurs officiers ... mais parmi ceux-ci beaucoup les abandonnaient, pour courir faire antichambre chez Hernando Ramírez ou, plus simplement, pour déserter.

Un autre puissant facteur encore allait bientôt s'ajouter à leur désarroi:

> « El 26, cerca del mediodía, apareció en el aire una emisora que se identificó como Radio Fuerzas Armadas Dominicanas ».[27]
>
> « Era necesario » — expliquera plus tard Llano Montes — « instalar una emisora que difundiera el criterio de las Fuerzas Armadas [28] ... Esa misión estuvo a cargo de un amigo de los militares, Máximo Fiallo ... En pocas horas se adaptaron los equipos y todo estuvo listo para trasmitir ».[29]

Et Radio San Isidro déchaîna une campagne d'une violence extrême, où la haine s'exprimait à travers la calomnie, le mensonge. Campagne que renforçaient, d'autre part, les tracts que les avions de de los Santos laissaient tomber sur la capitale, et qui reprenaient les mêmes thèmes.[30]

« El criterio de las Fuerzas Armadas » était simple: la révolte était communiste. Thème certes pas très nouveau, déjà cher à Trujillo et dont on avait abusé jusqu'au maximum du ridicule pour justifier le renversement de Bosch. Thème, pourtant, qui était toujours assuré de trouver un certain succès auprès des classes aisées (la « gente »), habituées depuis toujours à juger à travers la glace déformante qu'était leur peur de perdre leurs privilèges. Pour ceux, d'ailleurs, qui auraient refusé de se laisser impressionner par de tels arguments — en particulier les masses misérables qui composaient la majorité de la population de la capitale — San Isidro avait aussi un message à adresser: la révolte avait échoué, la « libération » de la capitale était imminente, rien désormais ne pourrait l'empêcher. Rien donc ne pourrait empêcher la vengeance du vainqueur de s'abattre sur ceux qui avaient osé le défier. Et sur qui se déchaînerait-elle avec plus de violence que sur les soldats qui avaient « trahi »? Le pardon était promis à ceux qui, reconnaissant à temps leurs erreurs, abandonneraient une lutte désormais sans espoir. Le peloton d'exécution attendrait ceux qui, s'obstinant, choisi-

raient de lier leur sort à l'agonie de la révolte « communiste ».

Menaces auxquelles les rafales des avions donnaient un poids particulier, cris de victoire que paraissait confirmer l'attitude de ces nombreux officiers « constitutionnalistes » qui abandonnaient leurs troupes.

Et alors, parmi les soldats des unités constitutionnalistes, commencèrent les désertions.[31] Soldats qui abandonnaient la lutte, qui troquaient leur fusil contre un costume civil. Soldats qui essayaient de rentrer chez eux, dans l'espoir absurde que la porte de leur maison, en se refermant sur eux, les protégerait de la colère humaine. Ainsi, déjà dans la soirée du 26, les premiers déserteurs apparaissaient aux alentours de La Vega,[32] ville du Cibao située pourtant à 131 kilomètres de Santo Domingo. Ils apportaient avec eux leur message de défaite.

D'autres soldats — suivant en cela l'exemple de certains de leurs officiers — ne désertaient pas; ils se « retiraient » de la lutte en se réfugiant à *Transportación* et *Intendencia,* officiellement constitutionnalistes, mais qui commençaient à devenir le centre de tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne voulaient plus se battre du côté de la révolte.

A la propagande de San Isidro répondait celle des constitutionnalistes. Maîtres de la capitale, ils disposaient de Radio Santo Domingo Tv, le seul centre de télévision de la République, la radio dont les antennes étaient les plus puissantes.[33]

Mais au nom de la liberté, au nom de la démocratie, c'est l'anarchie qui s'installa à Radio Santo Domingo Tv. Le peuple appuyait la révolte, c'est au nom du peuple que la révolte avait été déclenchée; et des milliers de personnes se présentèrent dans l'édifice de la radio pour manifester leur appui — ou simplement curieux de voir ces lieux qui jusqu'alors leur avaient été interdits.

A radio San Isidro régnait une discipline quasi militaire; des soldats gardaient les entrées où n'avaient accès que quelques élus; chacun était à sa place, chacun avait sa tâche.[34]

A Radio Santo Domingo Tv, en revanche, la foule s'engouffrait dans les couloirs, entrait dans les studios, s'emparait des micros. Personne n'était à sa place, personne n'avait de place: chacun « aidait » — et la confusion augmentait. Du Palais National on téléphonait pour lancer des consignes, donner des instructions. Des voix inconnues répondaient; c'est à des inconnus qu'il fallait transmettre les messages ... parfois les messages étaient retransmis, parfois ils se perdaient dans la confusion.

On reprochera plus tard à Radio Santo Domingo Tv la violence de ses émissions, ses « hysterical broadcasts ... urging the people into the streets to sack the homes of the pilots and to defend the Palace ».[35] On oubliera, en revanche, ses appels:

> « Once more, we urge the owners of liquor stores, bars and restaurants not to sell alcoholic beverages in order to prevent disorders and accidents ».[36]

Mais surtout on oubliera que l'anarchie régnait à Radio Santo Domingo Tv. Aucune direction, aucun contrôle: chacun « hacía lo que le daba la gana ».[37] N'importe qui pouvait — à condition d'être suffisamment musclé — se frayer un passage à travers la foule, s'emparer d'un micro, apparaître sur un écran:

> « Durante todo el día, cientos de personas, civiles y militares, que apoyan al

Ejército se presentaron por los canales de Radio y Televisión de Radio Santo Domingo, exhortando al pueblo a luchar "por la vuelta a la constitucionalidad" ».[38]

Parmi ces centaines de personnes qui pouvaient finalement crier ce qu'elles n'avaient jamais pu dire,[39] qui pouvaient enfin se libérer de la frustration d'une trop longue répression, comment n'y aurait-il pas eu des démagogues, des exaltés ... ou, tout simplement, des extrémistes de gauche? Et comment s'attendre, d'ailleurs, à la modération, au calme, au moment où les avions de San Isidro déversaient leur mitraille, leurs bombes sur la ville même?

Pourtant, au milieu de la confusion extrême, des speakers, « improvisés et inconnus »,[40] s'efforçaient de combattre la propagande de San Isidro, d'empêcher que le défaitisme ne s'empare de la population; et pour cela il leur fallait la convaincre que les constitutionnalistes de la capitale n'étaient pas seuls, que le reste des forces armées du pays soutenait la révolte:

> « Urgent; last minute report. The people are informed that the military garrisons of the following provinces have joined the forces that are loyal to the Constitution and president Bosch » — suivent les noms de 23 des 26 provinces dans lesquelles le pays est partagé — « This means that the military garrisons of the entire country are with the people, the 1963 Constitution and President Bosch ».[41]

L'ennemi était donc isolé, et bientôt toute la force des constitutionnalistes allait s'abattre sur lui:

> « Attention, attention. Much attention. We have been informed that military contingents are arriving in the capital from several parts of the country. Contingents from San Cristobal, San Francisco de Macorís, San Pedro de Macorís, La Vega, Santiago have already arrived ».[42]

Le 27 encore:

> « An official report announces that all army and air-force forces stationed at Santiago de los Caballeros are on the way to the capital to give their support to the people ... ».[43]

A ceux qui craignaient une attaque irrésistible des forces de San Isidro contre la capitale, on promettait:

> « Every rooftop in Santo Domingo has been transformed into a military post. We have machine guns set up everywhere. Artillery ... ready to check any attack from the forces of reaction ».[44]

Pourtant, dans l'atmosphère de confusion qui s'aggravait d'heure en heure, des nouvelles alarmantes, souvent sans fondement, se propageaient:

> « Warning to the people. There are a number of red trucks, of the [45] ... make, going around soldiers in the service of Wessin y Wessin ... Be on guard, people. Fight those red trucks, of the ...[46] make, belonging to Elias Wessin y Wessin. They are against the people and the restored Constitution ».[47]

« Fight those red trucks » ... le plan *Enriquillo* avait prévu un coup d'Etat à froid, où la population n'aurait été appelée à jouer qu'un rôle secondaire: se lancer dans les « streets of the capital and in all the towns of the Republic to celebrate this great day of Dominican liberation »,[48] une libération, cependant, octroyée, non pas conquise.

Mais il n'y a pas eu de coup d'Etat à froid ... « The Air Force is bombing the Duarte Bridge and from the other side of the Duarte Bridge before you get to the city the tanks are blockading the road and are shooting at the city ».[49]

Et alors on entend, de Radio Santo Domingo TV, des voix inconnues crier un langage inconnu, un langage qui invite le peuple à lutter pour sa libération:

> « Do not be afraid. Get out on the streets, Dominican people, to defend your constitutionality. Swarm into the streets of the capital ».[50]

Il ne s'agit plus de fêter:

> « Everybody to the Canita bridge.[51] Everybody armed, because the forces disloyal to this movement are infiltrating through there.[52] So everybody, with clubs, stones, firearms, even barehanded, fight for this ... ».[53]

Les armes qui étaient distribuées à la population, les armes dont celle-ci s'emparait d'elle-même, ne l'étaient cependant encore qu'en quantité relativement négligeable:[54] « l'arme du peuple, dès ce dimanche, c'est le cocktail molotov! »[55] Et, à Radio Santo Domingo TV,

> « des cours pratiques de confection de cocktails molotov sont organisés par des speakers improvisés et inconnus, bardés de cartouches et la mitraillette en bandoulière ».[56]

L'aviation bombarde ... et des appels sont lancés aux hommes de San Isidro, aux « officers, noncoms and soldiers of the Armed Forces Training Center »:[57]

> « ... respect the Constitution ... join in a fraternal embrace with the people ... obey the dictates of your heart; do not betray your conscience. Take prisoners the men who make you fight the people, your brothers, the law and freedom ».[58]

Les épouses supplient les maris, les filles les pères:

> « A través de los canales de televisión de Radio Santo Domingo se presentaron numerosos familiares de los pilotos que bombardearon la ciudad. Esos familiares pedían a los pilotos el cese del fuego. También les solicitaron "unirse al pueblo" en la lucha contra "las fuerzas reaccionarias" ».[59]

Aux appels succèdent, parfois, les menaces:

> « Attention, attention. We have just been informed that the homes of the family members of the pilots flying ... have been surrounded and that these people will be seized and taken as hostages to the bridge ... so that if this area is bombed by the rebels[60] their families will pay for it ».[61]

Et ce furent trois jours d'une activité frénétique à Radio Santo Domingo Tv.[62] Confiée à des mains habiles, avec une direction, une centralisation, Radio Santo Domingo Tv aurait pu jouer un rôle positif d'une extrême importance. Abandonnée à l'anarchie, en proie à la confusion, elle ne jouera qu'un rôle incertain.

Elle réussira — du moins jusqu'à un certain point — à galvaniser la population et à combattre la propagande défaitiste de Radio San Isidro, même s'il lui faut, pour cela, recourir à des mensonges — ces « military contingents » qui n'arriveront jamais ... parce qu'ils n'étaient jamais partis.

Mais d'autre part, par la violence de ses speakers « improvisés et inconnus », par une certaine rhétorique « disconcertingly reminiscent of the early days in Havana after Castro's assumption of power »,[63] par des menaces irresponsables qui heureusement ne furent jamais exécutées — les familles des pilotes comme otages au pont Duarte [64] — par tout cela enfin, elle exposera le mouvement constitutionnaliste aux attaques de ceux qui ne cherchaient qu'un prétexte pour l'accuser de s'être abandonné aux pires excès et d'avoir été « Castroist or Communist in character or inspiration ».[65]

Au début de l'après-midi du 25 encore, la population de la capitale « triomphait dans la bonhomie ». La foule envahissait les rues; c'était surtout pour exprimer sa joie — et cette joie estompait des sentiments tels que la haine, la violence.[66]

Bientôt tout changeait. San Isidro lançait ses avions sur la capitale, deux fois le 25, à maintes reprises le 26. Il n'était plus question de triompher dans la bonhomie: le triomphe avait un moment paru bien proche; on découvrait que la victoire était encore à conquérir.

La guerre civile commençait. A la haine dont est chargée toute lutte fratricide s'ajoutait l'exaspération d'une population qui avait cru être enfin arrivée au bout de ses peines — pour découvrir que le chemin était barré. Exaspération impuissante ... la mitraille tombait du ciel, et les responsables étaient tapis dans la plus puissante base militaire du pays, le sinistre San Isidro.

Mais les morts qui tombaient réclamaient vengeance, la haine exigeait une cible. San Isidro était inaccessible — pour le moment, du moins. Mais d'autres ennemis étaient là, dans la ville même, les « ennemis de toujours »: les riches, les « oligarques » et, surtout, la Police.

Et la violence se déchaîna sur la ville. Et il y eut des excès, il y eut des pillages:

> « des bandes d'émeutiers ... commencent à rôder à la limite des quartiers résidentiels de l'ouest et aux approches de l'autoroute du nord, où les villas sont très isolées. Ils pénètrent dans les demeures de riches Dominicains ... »[67]

Mais il n'y eut pas cette « orgy of plunder and pillage » [68] dont la mauvaise foi de certains s'acharnera à souiller une révolte dont l'existence même leur paraît un défi — et un affront — insupportables: « ... dans l'ensemble, ce pillage reste limité ».[69] Il n'y eut pas de « turbas ... deployed to loot, burn, sack, intimidate, and kill »: [70]

> « Aquellos muchachos, hambrientos, pasaban armados frente a las tiendas de comestibles y las respetaron ».[71]

C'est contre la police, en revanche, que la haine de la population se déchaîna avec une violence qui, parfois, parut dépasser toute limite. Et il y eut des épisodes atroces:

« La liquidation des indicateurs de la police trujilliste recommence, comme à la fin de 1961. C'est une chasse à l'homme sinistre, des règlements de compte au coin des rues et des pavillons des faubourgs du nord, des exécutions où toute la haine, amassée dans le peuple contre les policiers, se libère ... A Villa Consuelo,[72] tous les agents d'un poste, assaillis par des groupes de civils sommairement armés, sont abattus sur place ».[73]

Les chefs de la Police réitéraient leurs déclarations de neutralité. Mais en vain. Et alors, dans l'espoir de pouvoir ainsi échapper à la violence populaire, la Police « adhéra » à la révolte. « La Policía Nacional está con el pueblo »,[74] déclarait à Radio Santo Domingo Tv, dans la matinée du 26, une commission d'officiers de ce corps;[75] « con el pueblo », et contre San Isidro:

« Si los miembros de ese cuerpo no disparan contra los aviones de Wessin y Wessin, es porque sus armas son de corto alcance, y no sirven para derribar aviones ».[76]

Tout était inutile. La vengeance populaire s'abattait contre ce symbole d'un passé honni, passé qui avait paru enfin disparaître ... mais que l'on prétendait imposer à nouveau.

Violence parfois irréfléchie, « où toute la haine amassée dans le peuple contre les policiers se libère » — une haine qui pourtant avait paru oubliée dans la matinée du 25, mais à laquelle la menace de San Isidro rend une intensité nouvelle.

Violence pourtant trop souvent nécessaire, violence planifiée. La police se déclare « neutre », la police « adhère ». Peu seront dupes de la sincérité d'une telle neutralité, d'une pareille adhésion. Aussi longtemps que le dénouement victorieux de la révolte avait paru assuré, la position équivoque de la police n'avait pas eu beaucoup d'importance, son opportunisme étant la meilleure garantie de son comportement. Le défi de San Isidro change la situation. Bien que désorganisée et en proie à la panique, la police représente toutefois une force hostile au cœur même de la zone constitutionnaliste, force qui pourrait à tout moment relever la tête et frapper dans le dos les constitutionnalistes, que menace, désormais, l'offensive de San Isidro.

L'Extrême Gauche est consciente de ce danger. « Révisionnistes » du PSP et « dogmatiques » du MPD, dirigeants du CECP et du Bureau militaire du 1J4, ils sont tous d'accord: la police doit être éliminée en tant que force militaire.

Il s'agit non seulement d'attaquer un ennemi qui pourrait, à tout moment, frapper à son tour, et de contribuer ainsi à la victoire de la révolte contre San Isidro. Il s'agit de beaucoup plus. Pour que la révolte ne soit pas seulement un « froid coup militaire », il faut armer le peuple. Et, avec le peuple, chaque parti de l'extrême gauche lui-même devra s'armer. S'armer pour agir, agir pour s'armer.

Des armes, certes, ont été distribuées par les militaires avant même les premières attaques de l'aviation. D'autres le seront par la suite,[77] d'autres encore seront abandonnées par les soldats qui désertent — ou échangées par ceux-ci contre des vêtements civils. On confisquera aussi les armes que l'on pourra trouver dans les armureries. Des militaires, parfois, aideront, et veilleront à ce

que, sous le prétexte de « confisquer », aucun pillage ne se produise. Ce sera notamment le cas pour la bijouterie Oliva:[78] le 26, vers midi,

> « Un groupe de jeunes et plusieurs soldats forcèrent la porte de la bijouterie Oliva ... Deux soldats au moins entrèrent, mais aucun civil: ils restèrent sur le seuil.
> Un soldat entra dans le magasin, alors qu'un autre, derrière la grille de fer, montait la garde, pour empêcher l'entrée de civils et un éventuel pillage.
> Le soldat qui était entré chercha les armes et les passa au soldat qui montait la garde. Celui-ci, à son tour, les distribuait aux civils; il en était de même pour les munitions.
> Il y avait un groupe d'environ 50 personnes qui attendaient les fusils ».[79]

Parfois encore, ce sont des civils seuls qui agissent, sans la participation — mais sans opposition non plus — des militaires; la police, pour sa part, a bien d'autres soucis que de s'opposer. Ainsi, toujours dans la matinée du 26, un groupe de jeunes — des membres du 1J4 surtout — entre dans la *Ferreteria* Read et s'empare des armes qui s'y trouvent.[80]

Finalement, c'est au Palais National même que la foule trouve des armes:

> « con el primer ametrallamiento al Palacio Nacional, fue destruída una de las puertas del depósito de armas del Palacio, lo que dió oportunidad a que inumerables personas que se encontraban en las imediaciones se armaran ».[81]

Aux yeux de l'Extrême Gauche, pourtant, tout cela ne saurait suffire. Le nombre des armes ainsi obtenues est, somme toute, limité, étant donné le nombre de ceux qui cherchent à s'armer.[82] Surtout, il s'agit d'armes « octroyées » — ou, en tout cas, prises sans combat, sans effort; le peuple doit, au contraire, apprendre à conquérir les instruments de sa libération. C'est seulement ainsi qu'il pourra devenir enfin capable de défendre ses droits — contre les Wessin et les de los Santos, dans l'immédiat; mais aussi contre Bosch et les officiers qui se déclarent « constitutionnalistes », si cela s'avère, un jour, nécessaire.

C'est la vieille consigne du Bureau militaire du 1J4 — les armes, c'est à l'ennemi qu'il faut les arracher; c'est, désormais, la consigne de toute l'Extrême Gauche. Pourtant cet accord n'est pas le résultat de consultations entre les dirigeants des différentes formations — le rythme forcené des événements ne rendant d'ailleurs possible que des contacts épisodiques et superficiels.[83] Cet accord jaillit d'une réaction commune, instinctive, viscérale presque, à un événement — ou plutôt à une série d'événements — qui paraît vouloir soudain rapprocher le futur, et rendre enfin possible ces « lendemains qui chantent ». Non pas, certes, la révolte d'un groupe d'officiers, mais l'action des foules, cette fraternisation dans les rues entre civils et militaires, et ce cri populaire qui répond au défi de San Isidro:

> « et subitement des clameurs éclairèrent le silence. Nous avions bondi, nous, les esclaves; nous, le fumier; nous, les bêtes au sabot de patience ».[84]

Les armes il faut les arracher à l'ennemi ... et déjà dans l'après-midi du 25, avant même que l'aviation n'ait attaqué le Palais National, a lieu ce qui fut

probablement la première action militaire de l'extrême gauche dominicaine. En plein centre de la ville — *Parque Independencia esquina Julio Verne* — des membres du Bureau militaire du 1J4 attaquent et désarment des « cascos blancos » de la police.[85] Ils n'agissent pas de leur propre initiative; ils appliquent les consignes que le Bureau militaire vient de donner à ses commandos.[86]

A lui seul le Bureau militaire, malgré la valeur de ses membres, ne pourrait cependant réaliser que des actions d'une portée limitée: attaques contre les rares patrouilles de police qui osent encore s'aventurer dans les rues, attaques — dès qu'il aura assez d'armes — contre quelques petits commissariats de quartier.

Et même l'Extrême Gauche coalisée aurait été incapable de déclencher une offensive de grande envergure contre la police — faute d'entraînement militaire, faute d'armement, aussi.[87] En eût-elle été capable, d'ailleurs, qu'elle l'aurait difficilement osé.[88] Agir seuls, agir sans le concours de la population, aurait signifié pour les leaders du PSP — aussi bien que pour ceux du 1J4 et du MPD — accepter ce risque qu'ils étaient bien décidés à éviter: « se couper de la masse ». Et s'exposer ainsi à une éventuelle répression — dans l'immédiat ou dans un futur proche — de la part de ces militaires « constitutionnalistes » dans lesquels ils n'avaient qu'une confiance très limitée.

Mais cette fois l'Extrême Gauche n'est pas seule; cette fois sa volonté — « arracher les armes à l'ennemi » — coïncide avec la volonté du peuple — la haine contre la police qui se déchaîne. Elle coïncide aussi avec la volonté de groupes de soldats et sous-officiers constitutionnalistes.[89] Elle coïncide, finalement, avec la réalité même de la situation: la police n'est plus seulement l'ennemie des partis de l'Extrême Gauche — en tant qu'institution dominée par les forces de la réaction: elle est aussi l'ennemie du mouvement constitutionnaliste dans son ensemble.

Dans la soirée du 25 déjà l'offensive populaire contre la police s'ébranle. Dans la rue des patrouilles sont assaillies, taillées en pièces. Les premiers commissariats sont attaqués. La tactique, généralement, est la suivante:[90] des groupes de militaires — souvent encadrés par des sous-officiers « radicaux » — dirigent l'attaque. Leur entraînement, leur armement, font d'eux le fer de lance de l'action. Derrière eux, les civils. Certains disposent déjà d'armes à feu, dont souvent ils n'ont pas eu le temps — et la possibilité — d'apprendre le maniement. D'autres sont armés de façon plus rudimentaire: cocktails molotov, barres de fer, bâtons. L'un après l'autre les postes de police tombent. Les plus petits, d'abord. Mais la foule s'arme, la violence monte ... des postes de plus en plus importants sont attaqués, sont pris — leurs défenseurs, parfois, massacrés.

La panique augmente. Aucune résistance ne paraît possible; aucun secours non plus. Et alors, abandonnant les différents commissariats de quartier — véritables souricières où il n'y a plus qu'à attendre, impuissants, le déferlement de la marée humaine — des centaines de policiers cherchent refuge dans les deux seuls endroits qui peuvent encore leur offrir un espoir de salut: la Fortaleza Ozama et le Palais de la Police Nationale.

Beaucoup n'y arriveront jamais: ils seront abattus dans la rue — même si, parfois, espérant en vain ne pas être reconnus, ils avaient abandonné leurs uniformes.

Bientôt d'ailleurs — c'est le 26 avril — des groupes de civils, auxquels se joignent quelques militaires, s'avancent vers la Fortaleza Ozama, vers le Palais de la Police. Les premiers coups de feu sont échangés, la foule se rapproche, peu à peu le cercle se referme.

Les assiégeants contrôlent les rues qui entourent les deux bases, ils en coupent les voies d'accès. Ils n'osent pas, cependant, se lancer à l'attaque. Ils n'ont plus en face d'eux de simples commissariats de quartier, mais les deux bases principales de la police. Par leurs dimensions déjà, elles inspirent le respect. Derrière leurs murs s'abritent des centaines de policiers puissamment armés.[91]

C'est à ce moment que l'intervention du haut commandement militaire constitutionnaliste aurait pu être décisive. Il dispose de l'armement lourd qui fait défaut aux civils — les quelques chars enlevés aux hommes de Wessin, notamment.[92] Il dispose de soldats qui ont reçu l'entraînement nécessaire.[93] Beaucoup de ces soldats, abandonnés par leurs supérieurs, ont déserté, ou alors, entraînés le plus souvent par des sous-officiers « radicaux », ont commencé à agir en tant que petits groupes indépendants — participant aux attaques contre les commissariats, notamment. Cependant, là où les officiers ont su grandir avec la tâche, les unités sont restées disciplinées, compactes — comme par exemple la compagnie que commande, dans le secteur du Parque Independencia, l'ex-major Núñez Nogueras.

Ces unités, guidées par des officiers capables, décidés, auraient pu — et auraient dû — constituer le fer de lance d'une action dirigée contre le Palais de la Police d'abord, contre la Fortaleza Ozama ensuite. Elles auraient apporté aux groupes de civils ce qu'ils n'avaient pas: un commandement, une puissance de feu, la capacité de déclencher une action d'une certaine envergure.

Sur Santo Domingo la nuit tombe. Mais les chars de Hernando Ramírez n'avancent pas contre le Palais de la Police Nationale, contre la Forteleza Ozama. L'assaut n'est pas déclenché.[94] Hernando Ramírez croit toujours que San Isidro finira par céder. Il attend toujours que de los Santos reconnaisse son impuissance, il attend toujours que Wessin abandonne. Le lendemain il aura enfin compris. Mais ce sera trop tard. Appuyés par les avions, encouragés par les canons de la flotte, les chars du CEFA se lanceront sur la ville, et le mouvement constitutionnaliste connaîtra son heure la plus dure.

L'intervention des unités constitutionnalistes, l'occupation de la Fortaleza Ozama et du Palais de la Police, n'auraient certes pas décidé de l'issue du conflit. Cette issue, c'est à San Isidro qu'il fallait aller la chercher, puisque c'est là que se trouvait le centre de l'opposition.

Dès la soirée du 25, des officiers l'avaient compris. Une lutte d'influence s'engageait auprès de Hernando Ramírez.

Les « optimistes » d'abord. Comme leur chef, ils croyaient que de los Santos bluffait. Comme leur chef, ils croyaient qu'il fallait donc attendre ... attendre que l'adversaire reconnaisse son échec.

Les « pessimistes », ensuite. Appuyés et encouragés par l'ambassade des Etats-Unis, Wessin et de los Santos allaient réagir. San Isidro ne bluffait pas et, devant son défi, il ne restait qu'à s'incliner, espérer le pardon.

Ainsi les uns et les autres, pour des raisons certes différentes, en arrivaient

à une même conclusion: il ne fallait pas déclencher d'action militaire contre San Isidro.

C'est à cette coalition que se heurtaient les « jeunes turcs » du mouvement constitutionnaliste. Jeunes officiers surtout: des lieutenants, des capitaines. Quelques rares officiers supérieurs aussi: le major Lora Fernandez, l'ex-major Núñez Nogueras, le capitaine de frégate Montes Arache.

Comme les « pessimistes », ils croyaient que de los Santos et Wessin, appuyés et encouragés par l'ambassade des Etats-Unis, allaient essayer d'écraser la révolte. Pourtant, ils refusaient d'abandonner. Le défi des généraux, ils étaient prêts à le relever. Il ne fallait pas attendre, se bercer d'illusions. Il fallait agir avant que San Isidro n'ait eu le temps de se réorganiser,[95] avant que l'aviation de de los Santos n'ait eu le temps d'exercer son action démoralisante sur les forces constitutionnalistes; avant que l'influence de l'étranger n'ait eu la possibilité de raffermir le moral des « loyalistes » et miner la loyauté de trop de « constitutionnalistes ».[96]

Pour frapper San Isidro, deux moyens leur paraissaient possibles.[97] Le premier — une attaque en force contre le « conjunto ». L'opération devrait s'effectuer au milieu de la nuit — on l'envisageait déjà pour la nuit du 25 au 26. L'obscurité protégerait les attaquants; elle réduirait, en particulier, l'efficacité des avions. Mais Hernando Ramírez refusa. Et ce refus peut s'appuyer sur des justifications solides. L'entreprise, certes possible, n'en comportait pas moins des risques très graves. La véritable force des unités constitutionnalistes était leur symbiose avec la population, l'appui qu'elles recevaient de celle-ci. Santo Domingo était leur forteresse, forteresse où des dizaines de milliers de civils montaient la garde, où chaque rue, chaque maison, représentait un rempart. Marcher sur San Isidro signifiait s'éloigner de cette étreinte protectrice, signifiait choisir de renoncer à ces avantages pour aller affronter chez lui un ennemi qui, sur le papier, disposait de presque 4.000 hommes. Le désarroi, certes, régnait à San Isidro, maints officiers s'abandonnaient à la panique, d'autres — dans la Force aérienne surtout — sympathisaient avec la révolte; le moral des troupes était très bas, la désorganisation régnait — ainsi que le prouvait, d'ailleurs, le départ sans douleur des cadets dans la soirée du 25.[98] Ce désarroi, cette désorganisation, pourtant, comment les mesurer? Et surtout, comment les mesurer contre les risques que l'entreprise comportait: lancer contre San Isidro, dans une attaque décisive, la fleur des unités constitutionnalistes, signifiait jouer sur une seule carte le sort de la révolte. L'échec de l'attaque aurait presque certainement annoncé la défaite de la rebellion.

Pourtant, entre une attaque en force et l'inaction, une troisième solution existait: lancer contre San Isidro une attaque de commandos. Le nombre limité des effectifs engagés dans l'action aurait augmenté les chances du facteur surprise; il aurait réduit, d'autre part, les conséquences d'un échec éventuel.

Dès le début, dès la soirée du 25, une telle solution fut suggérée par certains officiers — les mêmes, au fond, qui souhaitaient une attaque en force contre le « conjunto », mais qui comprenaient, cependant, que celle-ci n'avait pratiquement pas de chance d'être acceptée par Hernando Ramírez. Et ces officiers, le 26, recevaient un appui précieux: le capitaine de frégate Montes Arache, un

des officiers les plus prestigieux du camp constitutionnaliste, le « patron » des hommes-grenouilles, confrontait Hernando Ramírez à une proposition précise. Il voulait, au cours de la nuit, franchir à la nage la rivière Ozama, pénétrer ainsi en territoire « loyaliste » et se lancer sur San Isidro. Quarante hommes-grenouilles l'accompagneraient; le colonel Caamaño, son ami de toujours, serait des siens. Montes Arache demandait à Hernando Ramírez l'autorisation de déclencher l'action, ainsi que l'armement qu'il considérait nécessaire pour le succès de celle-ci: 4 mortiers, 2 mitrailleuses 30 légères, une certaine quantité de grenades, des explosifs (de la TNT notamment).[99]

Avec son petit groupe, Montes Arache ne prétendait pas conquérir San Isidro. Il voulait, cependant, lui couper les ailes: détruire, en s'infiltrant dans la « 19 de Noviembre », une partie au moins des avions qui reposaient sur les pistes et, si possible, rendre inutilisables ces pistes mêmes, grâce à l'emploi d'explosifs, grâce au feu des mortiers.[100]

Le succès de l'entreprise n'était pas certain; elle offrait, néanmoins, de sérieuses chances de réussite. L'entraînement des hommes-grenouilles était excellent, et tout particulièrement indiqué pour ce genre d'opération. La rivière Ozama ne constituait pas un obstacle important, San Isidro n'était distant que de 15 kilomètres. L'obscurité de la nuit aurait protégé l'avance des attaquants; la désorganisation de l'ennemi, ses mauvais dispositifs de sécurité, renforçaient d'autre part les chances de succès d'un coup de main.

Un moment, Hernando Ramírez accepta. Un moment seulement; très vite il revint à sa position initiale: attendre.

Ainsi Hernando Ramírez attend. Le reste du pays attend aussi. Les commandants des diverses unités stationnées dans l'intérieur se sont hâtés d'adhérer à la révolte au moment où le triomphe de celle-ci paraissait certain. Les heures succèdent aux heures. San Isidro bombarde, les constitutionnalistes perdent l'initiative. A Barahona, à San Francisco de Macorís, dans maintes autres localités, des officiers inquiets s'efforcent de scruter l'avenir: peut-être, au fond, les rebelles n'ont-ils gagné que la première manche, peut-être, au fond, le destin n'a-t-il pas encore rendu son arrêt.

A 30 kilomètres de la capitale, dans la ville de San Cristobal, le bataillon d'élite Mella attend. Dès la soirée du 24 son commandant, le colonel Pérez Aponte, assure Hernando Ramírez de son appui à la révolte.[101] Cette adhésion il la renouvelle, le 25, le 26 encore, au cours d'une série de conversations téléphoniques qu'il a avec le leader constitutionnaliste;[102] cette adhésion, pourtant, il ne « réussit » pas à la matérialiser. Hernando Ramírez lui demande des renforts, Pérez Aponte lui offre des conseils: nécessité d'éviter une guerre fratricide, importance de réaliser un accord entre militaires. Les heures s'écoulent, les soldats du Mella n'arrivent toujours pas. Bientôt, ce sera le 27 avril.[103]

Reste Santiago, où se trouve la deuxième base aérienne du pays.[104] Le colonel Ramírez Gómez la dirige. Ramírez Gómez a adhéré à la révolte, il est « constitutionnaliste ».[105] Maintenant il attend. Les avions, ces avions qui pourraient bombarder San Isidro, restent cloués au sol. Certes, parmi les pilotes, certains sympathisent avec la révolte. Mais ils hésitent. Ils n'osent pas s'emparer des avions, se lancer contre le « conjunto ». Finalement, dans la matinée du 26,

un homme force la décision: le lieutenant Francisco María Hidalgo, commandant du petit bataillon blindé de la base, bloque, avec ses quelques chars, la piste d'aviation.[106] Hidalgo est un « wessiniste », aucun avion ne pourra, désormais, décoller pour attaquer San Isidro. Mais à quelques kilomètres de distance se trouve la Fortaleza San Luis, base de l'armée. Le colonel de la Mota, commandant de la Fortaleza, a adhéré « avec enthousiasme » à la révolte.[107] C'était, naturellement, le 25 avril, dans la matinée, au moment où les constitutionnalistes paraissaient vainqueurs; depuis, les bombardements de San Isidro ont très vite refroidi son ardeur. Cependant, dans la Fortaleza même, nombreux sont les officiers qui sympathisent avec la révolte. Certains ont même participé à la conspiration. Dans le plan *Enriquillo* on comptait sur leur intervention [108] — le 24 ils n'ont rien fait.[109]

Oseront-ils, maintenant, passer à l'action, et forcer de la Mota à « convaincre » la base aérienne d'agir contre San Isidro? Oseront-ils, si besoin est, arrêter de la Mota lui-même et prendre dans leurs mains la direction du combat?

Ils ne sont pas seuls. La population de Santiago appuie la révolte. Autour de la Fortaleza sont massées « más de 10.000 personas de Santiago y localidades cercanas »;[110] jamais les murs de la Fortaleza n'ont paru aussi fragiles.

Coincé entre la foule à l'extérieur, et un groupe d'officiers résolus à l'intérieur, comment de la Mota oserait-il résister? Comment Ramírez Gómez lui-même l'oserait-il? Et que pourrait, alors, Hidalgo avec ses quelques chars?

Mais les constitutionnalistes de la Fortaleza n'ont pas le courage de leurs convictions. Ils discutent, ils réfléchissent, les heures passent. Autour de la Fortaleza, dans les rues de Santiago, le peuple attend. Les nouvelles de la capitale ne sont pas bonnes, il faut venir en aide à ceux qui luttent. La foule s'impatiente, elle demande des armes — ces armes, elle ne les obtiendra jamais. On les lui a refusées dans la matinée du 25 — à quoi auraient-elles été nécessaires, puisque la révolte avait triomphé? On continue de les lui refuser dans les heures qui suivent:

> « se les hizo creer que la repartición era innecesaria porque los comandos militares respaldaban la constitucionalidad ».[111]

... officiellement de la Mota est toujours « constitutionnaliste », officiellement Ramírez Gómez n'est pas « loyaliste ».

Certes, les leaders perredeistes qui se trouvent dans la ville ne sont pas dupes des manigances de de la Mota, certes ils ne se font pas d'illusions quant à l'attitude de la base aérienne.[112] Devant la carence complète des officiers constitutionnalistes de la Fortaleza, c'est à eux qu'il revient d'assurer la direction de la lutte. C'est en eux que le peuple reconnaît ses leaders — dans la mesure, d'ailleurs, où il reconnaît des leaders.[113] Agir ... mais que faire? Occuper le Palais du Gouverneur, lancer des proclamations appuyant la révolte, prononcer des discours? Gestes vains, actes inutiles: San Isidro se prépare à écraser le soulèvement, à Santo Domingo on se bat, à Santiago, en revanche, les commandants locaux s'obstinent dans une position de fausse neutralité. Agir, dans de telles conditions, ce ne peut être que s'emparer des armes — seules les armes, au moment où la guerre civile se déchaîne, parlent une langue que les hommes peuvent comprendre.

Agir, c'est lancer le peuple à l'assaut de la Fortaleza — si tel doit être le prix pour forcer les militaires « constitutionnalistes » à rejoindre les rangs de la révolte. C'est avec d'autres données alors que l'on pourra entamer le dialogue avec la base aérienne.

Certes l'action comporterait des risques, certes le sang coulerait. Pourtant, réalisée vite et avec décision, l'entreprise pourrait se révéler moins coûteuse qu'on ne le croirait au premier abord: de la Mota est hésitant, beaucoup, parmi ses officiers, parmi ses soldats, refuseraient de tirer sur la foule, d'autres, peut-être, retrouveraient, devant la décision populaire, l'énergie qui leur a fait défaut.[114]

Des armes, pour attaquer la Fortaleza, on pourrait les trouver: en les confisquant à des civils, par des attaques sur de petits postes de police, et, surtout, en allant les chercher à Santo Domingo.[115]

Attaquer la Fortaleza, armer le peuple ... c'est une action de révolutionnaires. Mais il n'y a pas de révolutionnaires, parmi les leaders « boschistes » de Santiago [116] ... il y a d'honnêtes démocrates, de bons bourgeois, qui désirent un retour paisible au gouvernement modéré et constitutionnel de Juan Bosch. Le peuple en armes ... pour eux aussi c'est une idée trop nouvelle, une idée qui choque. Ils attendaient un « contre-coup » militaire, qui devait se dérouler dans le calme ... la prise de la Bastille, ce n'est pas pour eux, pas encore.

Et alors, ils gaspillent les heures. Ils s'enlisent dans d'inutiles pourparlers avec des interlocuteurs qui, pour leur part, ne demandent qu'à gagner du temps — conversations avec de la Mota, conversations avec le major Mendez Lara.[117] Ils réunissent un groupe d'ex-militaires, hommes « sûrs », « démocrates éprouvés », auxquels « il serait beau » de donner des armes [118] — mais ces armes ils les demandent à ceux qui ne les leur donneront pas ... à Mendez Lara, à de la Mota. Ceux-ci ne refusent pas — ils sont « constitutionnalistes »; seulement, ils exigent des garanties ... pour être sûrs que les communistes, que les voyous ne seront pas armés — disent-ils. De la Mota demande une liste avec les noms de ceux qui devraient recevoir les 100 fusils qu'il consent à promettre; les « boschistes » flairent un piège, hésitent,[119] les heures s'écoulent, au *Cementerio Viejo* les vétérans attendent toujours. La population s'impatiente; on tient à la rassurer: les commandants locaux publient un nouveau communiqué, le deuxième depuis le début de la crise.[120] Ils y répètent qu'ils sont avec le peuple, ils invitent même Wessin « à déposer les armes » [121] — que pourrait-on leur demander de plus? D'ailleurs les dirigeants « boschistes » eux-mêmes, en même temps qu'ils continuent leurs inutiles pourparlers, se préoccupent d'éviter que la populace ne s'abandonne à la violence ... « incluso hubo un lider político [« constitutionnaliste »] que exhortó a la muchedumbre a volver a sus casas "porque los militares están con el pueblo" »;[122] quelques jours plus tard « fue allanada [par la police] la residencia del propio lider político que predicó que "los militares estan con el pueblo" ».[123]

Ainsi passe la soirée du 25, ainsi passe le 26. Pourtant, de Santo Domingo, le Haut Commandement Militaire Constitutionnaliste pourrait aisément intervenir. Hernando Ramírez est pleinement conscient des véritables sentiments des de la Mota, des Ramírez Gómez.[124] Pour redresser la situation il suffirait de peu

de chose: envoyer de la capitale un petit renfort, solidement constitutionnaliste — quelques chars, une centaine de soldats.[125]

Une fois encore, Hernando Ramírez refuse de saisir l'occasion.[126] Lorsque la nouvelle journée — le mercredi 27 avril — commence, Santiago est encore, officiellement, constitutionnaliste. Les garnisons de Santiago attendent, pour jeter le masque, le résultat de la grande bataille qui va s'engager dans le sud, et qui décidera du vainqueur. Elles n'auront pas beaucoup à attendre — Wessin se prépare à lancer ses chars à la conquête de la capitale.

A l'est de San Isidro, pourtant, se trouvent les cadets, ces cadets qui, dans la soirée du 25, avaient quitté l'Académie militaire[127] et s'étaient dirigés « al Este rumbo a San Pedro [de Macorís] ».[128] Sur leur chemin, ils n'avaient rencontré aucun obstacle; quelques heures plus tard ils étaient entrés dans la ville, en triomphateurs:

> « Arrivés à San Pedro de Macorís, nous avons envoyé une délégation auprès du commandant de la Fortaleza locale. Celui-ci nous livra la Fortaleza et se plaça à notre disposition avec armes et soldats ... Nous reçumes de la population un accueil extrêmement chaleureux, ainsi qu'une aide tant matérielle que morale. Désormais nous étions l'autorité. La police se cantonna dans son poste. Elle y resta jusqu'à notre évacuation de la ville ».[130]

... « Nous étions l'autorité »: en dehors de la capitale, San Pedro de Macorís est la seule ville de toute la République qui se trouve sous le contrôle d'une force militaire franchement constitutionnaliste. Ces hommes ont osé « trahir » Wessin. Dans le plan *Enriquillo* on ne comptait même pas sur leur contribution; pourtant, alors que nulle part les conjurés de la « périphérie » n'ont osé sortir d'une prudente passivité, les cadets, eux, ont franchi le Rubicon.

Et maintenant — dès l'aube du 26 — des possibilités énormes s'offrent aux cadets et à leurs officiers ... si seulement ils osaient les saisir. Derrière eux, San Isidro ... mais San Isidro a trop de problèmes pour représenter, pour le moment du moins, une menace sérieuse. Devant eux s'étend la région orientale (Sureste) du pays — La Romana, Higuey, Hato Mayor, El Seibo. Dans ce vaste territoire existe un vide de pouvoir: au milieu d'une population qui, dans sa grande majorité, applaudit à la révolte, louvoient de petites garnisons de l'armée et de la police — pauvrement armées, pauvrement entraînées.

Les cadets sont maîtres de San Pedro de Macorís; cette ville représente la porte d'accès à la région orientale; elle pourrait être le tremplin de départ pour une action foudroyante dans cette direction.

Certes, 150 hommes sont peu pour pareille entreprise — même dans les conditions exceptionnelles où celle-ci aurait à se réaliser. Cependant le capitaine qui commande la garnison de l'armée de San Pedro a mis à la disposition des nouveaux venus « ... la Fortaleza ... el personal de esta y el armamento ». Et alors, profitant de la paralysie de la garnison locale, on pourrait distribuer ces armes à des civils — des civils que l'on pourrait d'ailleurs choisir parmi les membres du PRD, avec la collaboration du comité local de ce parti.

Et organiser ainsi des groupes de civils armés, solidement encadrés par des cadets; et, ensuite, foncer, avec une partie de cette force mixte, sur La Romana

et y répéter la même opération. La Romana, première étape vers la libération de la région orientale; 54 kilomètres seulement d'une bonne route la séparent de San Pedro de Macorís. Ville ouvrière, ville révolutionnaire,[131] elle représenterait un appui extrêmement précieux pour les cadets constitutionnalistes.

Armer des civils ... les cadets sont disciplinés, ils obéissent à leurs officiers; ces officiers ne sont pas des révolutionnaires. Défier Wessin est une chose; armer les civils en est une autre. Et les civils on ne les armera pas. Et on n'ira pas à La Romana.

Dans la soirée du 25, avec le départ des cadets, une nouvelle menace s'était dressée contre San Isidro. L'ampleur de cette menace devait dépendre, cependant, « de l'emploi que ces nouveaux "rebelles" sauront faire d'eux-mêmes, ainsi que de l'énergie de leurs leaders ».[132]

Mais les cadets ne lèveront pas l'étendard de la révolte dans la région orientale, sur la gauche de San Isidro. Eux aussi, ils s'enliseront dans l'inaction: le 26 et une partie du 27, ils le passeront sagement à San Pedro de Macorís, sans déranger personne, et sans que personne ne songe à les molester:

> « durante los días 26 y 27 en San Pedro tomamos las medidas de defensa del pueblo, en espera de un ataque del CEFA ».[133]

Finalement, dans l'après-midi du 27, des avions de San Isidro mitraillaient la ville. Et alors « la dirección [du groupe des cadets, c'est-à-dire les quelques officiers de l'Académie qui les accompagnaient] decidió abandonar nuestras posiciones ».[134] Les cadets quittaient ainsi San Pedro de Macorís — après avoir pourtant passé deux jours à mettre la ville « en état de défense »; ils allaient essayer de rejoindre la capitale par des routes qui leur permettent d'éviter toute rencontre avec les forces de San Isidro. L'épopée des cadets constitutionnalistes devait finalement se terminer de façon tragi-comique.[135]

CHAPITRE VIII

1. Cf. *supra,* ch. VI, pp. 269-270.
2. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.
3. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.
4. Pourrait-il, d'ailleurs, en être autrement? Le 27 avril — 35 heures à peine après sa visite au Palais National — Rivera Caminero donnait à la flotte l'ordre de bombarder la capitale... où résistaient les constitutionnalistes (cf. *infra,* ch. IX, pp. 348-351). Onze jours plus tard — le 8 mai 1965 — il devenait Ministre des Forces armées du *Gobierno de Reconstrucción Nacional,* instrument que l'envoyé spécial du président Johnson, l'ex-ambassadeur John B. Martin, venait de forger pour faire échec au governement constitutionnaliste du colonel Caamaño. Le 3 septembre 1965 la crise dominicaine était « résolue » par l'installation du gouvernement de « conciliation » du Dr. Héctor García Godoy, imposé par les Etats-Unis; dans ce nouveau gouvernement, Rivera Caminero gardait sa place de Ministre des Forces armées. Il devait s'y distinguer par une attitude particulièrement peu « conciliatrice » à l'égard des vaincus, les constitutionnalistes; en particulier, ses responsabilités sont même trop claires pour ce qui est du sanglant épisode du Matum (19 décembre 1965), où des unités de l'armée et de la Force aérienne de Santiago essayèrent, sans succès, de procéder à l'élimination physique d'un large groupe de leaders constitutionnalistes, indifférentes au fait que, parmi ceux-ci, se trouvaient des femmes et même des enfants (l'épisode du Matum n'est pas traité dans cet ouvrage; le lecteur qui désirerait s'en faire une idée est donc renvoyé à l'excellent article de Theodore DRAPER — « The New

Dominican Crisis ». *The New Leader,* 31 janvier 1966, pp. 3-8 — ainsi qu'à l'étude de la presse dominicaine, notamment le no 114 de *Ahora,* 3 janvier 1966, pp. 6-22 et 37. Quant à l'auteur, en plus des sources déjà citées, il a procédé à de nombreuses interviews; non seulement de certains des constitutionnalistes qui se trouvèrent au Matum, mais aussi du Dr. García Godoy, de l'amiral Rivera Caminero et d'un des officiers « loyalistes » qui participa à l'attaque).

Bref, comment prétendre, dans de telles conditions, que l'amiral Rivera Caminero reconnaisse avoir jamais fait acte d'allégeance au gouvernement constitutionnaliste de Molina Ureña; et par là qu'il admette son opportunisme sans limites? Comment le prétendre, enfin, alors que Rivera Caminero occupe aujourd'hui une position importante (conseiller naval du président de la République, administrateur de la *Flota Mercante Dominicana*) dans le gouvernement du Dr J. Balaguer, gouvernement qui n'est certes pas connu pour sa clémence à l'égard des militaires « qui trahirent ».

5. La version qui suit (cf. *infra.* pp. 321-322) est celle présentée par Rivera Caminero lui-même (interview de l'amiral Rivera Caminero). Les phrases qui se trouvent entre guillemets sont celles où les paroles de l'amiral sont rapportées textuellement.

6. Au moment de l'arrivée de Rivera Caminero, Molina Ureña se trouvait dans le bureau qui avait appartenu au deuxième Triumvir, le Dr R. Cáceres Troncoso. Dans ce bureau — qui se trouvait, comme celui de Reid Cabral, au premier étage du Palais — aura lieu l'entrevue entre l'amiral et le nouveau président.

7. L'auteur en l'occurrence.

8. Rappelons qu'il s'agit des paroles de Molina Ureña ... d'après la version de Rivera Caminero.

9. Toujours d'après la version de Rivera Caminero.

10. Cf. *infra,* ch. IX, pp. 348-351.

11. D'après le *Listin Diario* — qui cite comme source la *Dirección de Estadistica y Censo* — la population de la capitale était, en 1964, de 420.440 habitants (*Listin Diario,* 24 avril 1965, p. 1-A). Il est cependant possible que ce chiffre soit inférieur à la réalité.

12. Interviews de José Rafael Molina Ureña, de Leopoldo Espaillat Nanita, du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, de Máximo Lovatón Pittaluga, de Ramón Ledesma Pérez et de Frank R. Moya Pons. Ce dernier était le seul, parmi les présents, à avoir des « ojos azules » et des cheveux « rubios » ... mais pas de barbe! Soulignons, toutefois, qu'il est originaire de La Vega, petite ville du Cibao, où il a passé la plus grande partie de sa vie.

13. *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 8.

14. Cf. *infra,* ch. IX, p. 367.

15. Un des constitutionnalistes qui se trouvaient dans le bureau de Molina Ureña — le jeune dramaturge Franklin Domínguez — écrivit sur un morceau de papier les noms de ces officiers de la Marine qui se présentèrent pour assurer le nouveau président de leur soutien. Cette liste, dont nous possédons l'original, comprend, en plus des trois officiers déjà mentionnés, (l'amiral Rivera Caminero et les capitaines de vaisseau Amiama Castillo et Santana Carrasco), les noms suivants:

— *capitán de fragata* Arturo Bordas Betances
— *capitán de fragata* Dr Guillermo Striddels
— *capitán de corbeta* Dr Emilio A. Guzmán Matos
— *capitán de corbeta* Hugo Rodríguez Díaz
— *capitán de corbeta* Oscar Miguel Jacobo
— *capitán de corbeta* Plinio Caamaño Mota
— *capitán de corbeta* Dr Augusto César Canó González
— *teniente de navío* Rafael Peralta Cespedes
— *alférez de navío* Rafael Santiago Díaz
— *alférez de navío* Ruben Dario Jiménez Collado
— *alférez de fragata* Augustin Aristy Santana

16. *El Caribe,* 27 avril 1965, p. 1.

17. Interviews de Máximo Lovatón Pittaluga et de Ramón Ledesma Pérez.

18. « Je crois qu'à ce moment Rivera Caminero était sincère; je pense que Guzmán [Matos] dans la réunion de l'après-midi [du 25] au Palais National parlait sans instructions précises de Rivera Caminero ». (Interview de Ramón Ledesma Pérez; rappelons que le capitaine de corvette Guzmán Matos avait représenté la Marine lors de la réunion au Palais National à laquelle fait allusion Ledesma Pérez, et s'y était déclaré opposé à toute solution « boschiste » de la crise: cf. *supra,* ch. VI, p. 273).

Il est naturellement fort possible que Ledesma Pérez se trompe quant à la « sincérité » du ralliement de Rivera Caminero; ce qu'il importe de souligner ici, c'est le fait que les leaders constitutionnalistes paraissent avoir cru à une telle sincérité (cf. aussi interviews

de José R. Molina Ureña, du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, etc) ... et cela ne pouvait que renforcer un dangereux optimisme.

19. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

20. *Listin Diario,* 27 avril 1965, p. 2.

21. *Loc. cit.*

22. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

23. Cf. *supra,* ch. IV, p. 210.

24. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

25. Hernando Ramírez souffrait d'hépatite. Une crise se déclencha dès le 25 avril.

26. C'était notamment le cas pour ces officiers — du camp « 27 de Febrero » en particulier — qui n'avaient rallié la révolte, dans la soirée du 24, qu'après plusieurs heures de pressions. C'était aussi le cas pour ces officiers, en service à Santo Domingo, qui n'avaient adhéré que le 25, après l'entrée des troupes rebelles dans la capitale — comme, par exemple, les colonels Vinicio Fernández et Milito Ludovino Fernández.

Les derniers arrivés seront d'ailleurs les premiers à partir. Ludovino Fernández, « el rey de los oportunistas », battra tous les records. Le 27 il sera à San Isidro, où il se hâtera d'accuser la révolte d'être sous l'influence communiste; ses déclarations, enregistrées sur une bande, seront employées par Radio San Isidro pour sa propagande anti-constitutionnaliste.

27. *El Caribe,* 27 avril 1965, p. 8.

28. « El criterio de las Fuerzas Armadas » ... pour Llano Montes il s'agit, naturellement, du « criterio » de son ami, et protecteur, Elias Wessin y Wessin.

29. Llano Montes, *op. cit.,* p. 126. Dans l'ouvrage de ce même auteur se trouve un exposé très intéressant de la création de *Radio Fuerzas Armadas Dominicanas* — ou, pour employer le terme exact, de « Radio San Isidro, la Voz de las Fuerzas Armadas » (*ibid.,* pp. 126-127; cf aussi *infra,* note 34).

30. On retrouve le niveau, très ordinaire, de la propagande de Radio San Isidro dans les ouvrages de certains « inconditionnels » de la cause anti-constitutionnaliste: ceux d'Antonio Llano Montes (*Santo Domingo: barricadas de odio*) et de Danilo Brugal Alfau (*Tragedia en Santo Domingo. Documentos para la historia*) notamment; et aussi — avec un style un peu meilleur, mais avec le même manque de raffinement — dans le livre de Peter Nehemkis (*Latin America: Myth and Reality*).

31. Le 26, le nombre des désertions sera cependant relativement limité, bien que non insignifiant. C'est le 27, en revanche, que le phénomène assumera des proportions dramatiques.

32. Interview du Dr Oscar Hernández, leader constitutionnaliste de La Vega.

33. Les autres radios de la capitale — *Radio Cristal, Radio Comercial, Radio Guarachita,* etc. — étaient inutilisables: leurs « antenas » se trouvaient dans les faubourgs orientaux de la ville, à l'est de la rivière Ozama, dans le territoire de San Isidro.

34. « La radio San Isidro estaba ubicada a la salida del Ensanche Ozama, a ocho kilómetros de la Base de San Isidro, en un lugar de difícil acceso para los curiosos. A su alrededor habían pocas casas, todas distantes entre sí, desde las cuales no se podía distinguir la actividad que allí se realizaba ... Dos carros de asalto del Batallón Blindado y por lo menos quinze guardias protegían aquellos equipos. Por aquel sitio cruzaba un camino de tierra que fue cerrado al transito. Se instalaron guardias en los alrededores de la radio ... » (Llano Montes, *op. cit.,* p. 127).

35. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation? op. cit.,* p. 23.

36. Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate. Eighty-ninth Congress, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 259. L'annexe IV de ce document (pp. 252-262) contient « Transcript and translation of tapes of ... broadcasts [de Radio Santo Domingo Tv], or telegraphed reports about them ... ».

37. Interview de Frank Moya Pons.

38. *El Caribe,* 27 avril 1965, p. 8.

39. Sauf dans la période du gouvernement Bosch.

40. Niedergang, « La Révolution », p. 52.

41. Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate. Eighty-ninth Congress, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* p. 257.

42. *Ibid.,* p. 259.

43. *Ibid.,* p. 262.

44. *Ibid.,* p. 256.

45. On n'a pas réussi à capter le mot.
46. On n'a pas réussi à capter le mot.
47. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 258.
48. *Ibid.*, p. 259.
49. *Loc. cit.*
50. *Ibid.*, p. 260.
51. Pont au nord de la capitale, à la jonction des rivières Ozama et Isabela.
52. C'était une fausse rumeur.
53. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 257.
54. Cf. *supra,* ch. VII, pp. 309-312.
55. NIEDERGANG: « La Révolution », p. 52.
56. *Loc. cit.*
57. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965. *op. cit.*, p. 257.
58. *Loc. cit.*
59. *Listin Diario,* 27 avril 1965, p. 4.
60. Une des dénominations par lesquelles les constitutionnalistes appelaient leurs ennemis ... « rebels » à la Constitution de 1963.
61. HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965. *op. cit.*, p. 260.
62. Le 27 avril, Radio Santo Domingo Tv sera réduite au silence par l'aviation de de los Santos Cespedes (cf. *infra,* ch. IX, p. 351).
63. SZULC, *op. cit.*, p. 34.
64. « Se dijo que familiares de pilotos de la Fuerza Aérea Dominicana serían llevados como rehénes al puente Duarte, pero ello no ocurrió » (*El Caribe,* 27 avril 1965, p. 8).
65. SZULC, *op. cit.*, p. 34.
66. Cf. *supra,* ch. VII, pp. 306-309.
67. NIEDERGANG: « La Révolution », pp. 51-52.
68. NEHEMKIS, *op. cit.*, p. 283.
69. NIEDERGANG: « La Révolution », p. 52.
70. NEHEMKIS, *op. cit.*, p. 283.
71. ZAPICO, Marcelino: *Revolución en Hispanoamérica. Lo que vi en Santo Domingo* Madrid, Escalicer, 1966, p. 55.

Le témoignage du père Zapico est particulièrement important: ce religieux espagnol ne peut en effet être accusé de partialité en faveur de la révolte. Il reconnaît, certes, que « el pueblo en su totalidad vivió el entusiasmo revolucionario » (*ibid.*, p. 111), mais cet enthousiasme, bien que « inegable » (*loc. cit.*), lui apparaît cependant « ciego, equivocado » (*loc. cit.*): « unicamente el desembarco de los marines evitó la existencia de una nueva Cuba en el Caribe » (*ibid.*, p. 109).

72. Villa Consuelo: il s'agit d'un quartier de la capitale.
73. NIEDERGANG, *op. cit.*, p. 51.
74. *Listin Diario,* 27 avril 1965, p. 1.
75. Certes, on ne pouvait pas nier le caractère représentatif de cette commission: en faisaient partie, notamment, le major Bolívar Belliard Sarubi, « encargado de prensa » de la police (*Listin Diario,* 27 avril 1965, p. 1) et le colonel de los Santos Almarante, sous-chef de la police. Ils déclaraient parler « en nombre del Jefe de esa institución, general Hernán Despradel Brache » (*loc. cit*).
76. Déclaration de la commission d'officiers de la police. *Listin Diario,* 27 avril 1965, p. 1.
77. Le sentiment de plus en plus violent de l'imminence du danger — San Isidro va attaquer — triomphe de bien de préventions. Il faut cependant ajouter que le Haut Commandement Militaire Constitutionnaliste ne lancera jamais, tout au long de la période que nous sommes en train de considérer, la consigne d'armer les civils. Certes, il n'essayera pas non plus de s'opposer par la force à ce que les civils s'arment; on ne voit pas très bien,

d'ailleurs, comment il l'aurait pu.

78. La bijouterie Oliva, qui se trouve dans la rue El Conde, était spécialisée dans la vente d'articles de chasse.

79. *Listin Diario,* 27 avril 1965, p. 2. D'après le témoignage d'un membre du Bureau militaire du 1J4 qui participa à l'opération, 37 fusils de chasse furent ainsi distribués aux civils présents (ces derniers étaient une cinquantaine environ — *loc. cit.*).

80. Interview d'Evelio Hernández Brito, membre du 1J4 qui participa à l'opération. D'après Hernández, l'initiative de celle-ci revient à des membres du 1J4. Quant au butin, il devait s'agir, toujours d'après la même source, de quelques dizaines de fusils de chasse.

81. FERRERAS, Ramón A.: *Guerra Patria.* Santo Domingo, 1966, p. 41. Il est impossible d'établir avec précision le nombre des armes qui se trouvaient dans ce dépôt — et donc le nombre de ceux qui purent s'armer. Il doit s'agir, cependant, d'un chiffre situé entre 2000 et 3000 armes. Soulignons qu'il ne s'agissait que d'armes légères et — paraît-il — d'une qualité souvent assez médiocre.

82. Ici encore, aucun chiffre précis ne peut naturellement être avancé. Bornons nous à remarquer que, dans la période qui nous intéresse ici — 25-26 avril — la population de la capitale pourra disposer des armes trouvées au Palais National, de celles distribuées par les militaires constitutionnalistes avant même le début de la guerre civile (quelques centaines environ: cf. *supra,* ch. VII, p. 310), de celles distribuées par la suite ou abandonnées par les soldats qui désertent (les unes et les autres, au total, dépassant difficilement le millier). Deux ou 300 armes encore seront « confisquées » soit dans des armureries, soit dans les maisons de certains « réactionnaires » (cf. *infra,* note 86). A ce tableau, qui n'a aucune prétention d'exactitude, il faut encore ajouter les armes qui seront « arrachées » aux forces de la police — par des attaques aux divers commissariats de quartier, notamment (cf. *infra,* pp. 333-334) — plus d'un millier, probablement.

83. Toutes les interviews auxquelles l'auteur a procédé mettent en évidence un même phénomène: l'absence de contacts — pour ne pas parler d'un effort quelconque de coordination — entre les trois formations de l'Extrême Gauche.

84. CESAIRE, Aimé: *Les armes miraculeuses* (*Et les chiens se taisaient*) dans FANON Frantz: *Les Damnés de la Terre,* Paris, F. Maspero, 1970, pp. 46-47.

85. Interview de Baby Mejía Lluberes.

86. Après l'échec de la réunion de la nuit précédente (cf. *supra,* ch. VII, p. 303), le Bureau militaire « perd le contact avec le Comité Central du 1J4 et développe son activité indépendamment » (interview de Baby Mejía Lluberes). Tôt dans l'après-midi du 25 — avant le bombardement du Palais National par l'aviation de de los Santos — les dirigeants du Bureau militaire se réunissent avec le « chefs de zone » de l'organisation et décident de passer à l'action. Il s'agira avant tout de s'emparer d'armes — en frappant en même temps l'ennemi, si possible: désarmer des policiers dans la rue, « allanar las casas de reaccionarios de quiénes se sabe que tienen armas » (interview de Baby Mejía Lluberes). Actions certes d'une envergure très modeste ... mais les moyens dont dispose le Bureau militaire — « le bras armé du 1J4! » — sont précisément très modestes.

87. Faute d'entraînement militaire, tout d'abord: si certains militants — du 1J4 notamment — pouvaient se vanter, à ce point de vue, d'une préparation excellente, leur nombre était toutefois trop réduit. Faute d'armes, ensuite: les armes étaient distribuées de façon indiscriminée, et chaque militant de l'Extrême Gauche qui voulait s'armer devait affronter la concurrence de dizaines et dizaines de ses concitoyens, moins « gauchistes », certes, mais non pour cela moins décidés.

88. Sauf, naturellement, quelques « têtes chaudes » ... tels les membres du Bureau militaire du 1J4.

89. Sauf quelques cas exceptionnels, les groupes de militaires qui participent aux attaques contre les postes de police sont dirigés par des sous-officiers qui agissent de leur propre initiative; les officiers, en revanche, paraissent ne pas avoir participé à de telles actions.

90. Interviews de Narciso Isa Conde et de Baby Mejía Lluberes.

91. Pourtant, à l'intérieur de ces deux bases, régnait la panique. Les centaines de policiers qui, abandonnés par leurs supérieurs, y avaient cherché refuge, ne représentaient pas un heureux renfort: ils apportaient avec eux des nouvelles de débâcle, de massacres ... les commissariats pris par la foule, l'agonie des défenseurs. Leur panique accroissait l'angoisse des assiégés, celle-ci cédait à la terreur. Les officiers auraient dû prendre en main leurs hommes, réorganiser et encadrer ce qui n'était plus qu'un troupeau en débandade; ils ne donnaient, au contraire, que l'exemple de leur peur. Les quelques rares exceptions — notamment, au Palais de la Police Nationale, le lieutenant-colonel Rafael G. Guzmán Acosta — ne pouvaient pas, à elles seules, suffire. « Si vous aviez attaqué le Palais de la Police, vous l'auriez pris », dira plus tard au major Núñez Nogueras un capitaine de la police qui avait vécu au Palais les premiers jours de la révolte (interview de l'ex-major Núñez

Nogueras). Quant à la Fortaleza Ozama, lorsque le Haut Commandement Militaire Constitutionnaliste se décidera enfin à l'attaquer — le 30 avril — elle cédera avec une facilité qui ne pourra que faire regretter encore plus amèrement le temps gaspillé.

92. Cf. *supra,* ch. VI, note 40.

93. Rappelons une fois de plus que les unités qui sont entrées en rébellion contre le Triumvirat sont, dans leur grande majorité, des formations d'élite, d'une qualité bien supérieure au niveau moyen de l'armée dominicaine.

94. Certes, le Haut Commandement Militaire Constitutionnaliste ne pouvait pas avoir une connaissance précise des conditions exactes qui régnaient au Palais de la Police et à la Fortaleza Ozama. Cependant, les indices ne manquaient pas; d'autre part, il aurait été possible, par quelques attaques décidées, d'éprouver la capacité de résistance de ces deux bases.

95. Ils n'ignoraient pas que le moral des troupes de San Isidro était très bas, que dans le « conjunto » sévissaient le désarroi, la débandade. « Une des raisons de la panique qui régnait à San Isidro était justement la peur d'une attaque des rebelles [constitutionnalistes] », confirmera plus tard le colonel Pedro B. Benoit, de la « 19 de Noviembre » (interview du colonel P.B. Benoit). « Attaquez San Isidro, vous le prendrez », implorait, le 26 encore, au cours d'une dernière conversation téléphonique, un des rares officiers « constitutionnalistes » du « conjunto » qui n'avait pas encore été arrêté (interview de l'ex-major Núñez Nogueras).

96. Il y a des nuances assez importantes dans l'opinion des divers groupes d'officiers « constitutionnalistes » quant à l'attitude que les Etats-Unis allaient adopter. Personne, certes, n'envisageait la possibilité d'une intervention militaire américaine; cependant des divergences existaient quant aux alternatives qui restaient aux Etats-Unis. Hernando Ramírez et le groupe des officiers « optimistes » ne s'attendaient qu'à un « inévitable mouvement d'humeur », sans conséquences pratiques (cf. *supra,* pp. 323-324); les officiers « pessimistes », en revanche, coïncidaient avec les « jeunes turcs » du mouvement en ce qu'ils croyaient que l'ambassade américaine allait faire tout le possible — « short of military intervention » — pour aider San Isidro à écraser la révolte.

97. Interviews du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, de l'ex-major Núñez Nogueras, et de l'ex-lieutenant Sención Silverio.

98. Cf. *supra.* ch. VII, pp. 289-290.

99. Interview de l'ex-lieutenant Sención Silverio.

100. Au cas où le désarroi existant à San Isidro l'eût rendu possible, l'opération aurait pu viser un but encore plus complet: arrêter le même Wessin et — ou — quelques autres hauts officiers et les ramener prisonniers à Santo Domingo, ou même, si nécessaire, les abattre sur place (interview de l'ex-lieutenant Sención Silverio). Il faut cependant souligner qu'un tel exploit, aussi souhaitable eût-il été, n'aurait pas été nécessaire pour justifier le déclenchement de l'opération, la raison d'être de celle-ci étant déjà son objectif minimum: la destruction de quelques avions.

101. Cf. *supra,* ch. V, p. 250.

102. Interviews du lieutenant-colonel Hernando Ramírez et de l'ex-lieutenant Sención Silverio.

103. Il faut cependant remarquer que, tôt dans l'après-midi du 25, arriva à San Cristobal le général Montás Guerrero qui venait de quitter la capitale, après avoir passé la matinée au Palais National, avec Donald Reid Cabral. A partir de ce moment c'est Montás Guerrero qui prendra la direction réelle du bataillon Mella — Pérez Aponte ne jouant désormais que le rôle d'un brillant second. N'exagérons pas, cependant, l'importance de cette arrivée: les deux officiers appartenaient en effet au même clan: le Groupe de San Cristobal.

104. Il s'agit de la base aérienne « Coronel Piloto Juan Antonio Minaya Fernández ». Cette base ne disposait, il est vrai, que de quelques avions seulement — quatre P51 contre les trente P51 et les douze Vampire, notamment, qui se trouvaient à la « 19 de Noviembre » (cf. *supra,* ch. IV, p. 181). Pourtant, même en dépit d'une telle inferiorité numérique, son rôle aurait pu être d'une importance extrême. En exploitant le facteur surprise, les avions de Santiago auraient pu se lancer sur San Isidro — qui était à peine distant d'une vingtaine de minutes de vol — bombarder les pistes d'aviation et les avions qui se trouvaient au sol. La cause constitutionnaliste aurait remporté ainsi un succès d'une importance d'autant plus décisive qu'il ne faut pas en sous-estimer la portée psychologique.

105. Cf. *supra,* ch. VII, pp. 290-291.

106. Interviews de l'ex-lieutenant Sención Silverio et de Pedro M. Casals Victoria, un des leaders constitutionnalistes de Santiago.

107. Cf. *supra,* ch. VII, pp. 290-291.

108. Cf. *supra,* ch. IV, p. 209.

109. Cf. *supra,* ch. V, p. 247.

110. « El aparente silencio del Cibao ». *Ahora,* no 107, 16 mai 1965, p. 15.
111. *Loc. cit.*
112. Interviews de Pedro M. Casals Victoria et de Mme Renée Klang de Guzmán.
113. Déjà faible à Santo Domingo, l'extrême gauche l'était encore plus dans les villes de l'intérieur; parmi celles-ci, d'autre part, Santiago n'occupait pas une place de choix, surtout si on la compare à des villes telles que San Francisco de Macorís, La Romana. A partir du 24, enfin, un facteur supplémentaire affaiblit l'extrême gauche dans l'intérieur du pays, à Santiago comme ailleurs: ses leaders les plus dynamiques accourent dans la capitale — « où se fait l'histoire » — laissant ainsi sans tête des groupes qui, souvent, n'ont déjà pas de corps.
114. Il faut aussi souligner que, même en temps normal, la Fortaleza est loin de représenter une force impressionnante. Ses murs, théoriquement, abritent un bataillon d'infanterie (800 hommes). Mais les différentes compagnies de ce bataillon sont dispersées en petites unités dans l'ensemble de la province de Santiago: ne reste dans la Fortaleza, grosso modo, qu'un peu plus qu'une compagnie — peut-être 200 soldats (interviews du lieutenant-colonel Hernando Ramírez, de l'ex-major Núñez Nogueras et de l'ex-lieutenant Sención Silverio).
115. Santo Domingo n'est distante de Santiago que de 175 kilomètres. Une bonne autoroute relie les deux villes. Avec un peu de chance n'eût-il pas été possible, en quelques heures seulement, d'atteindre la capitale, et d'en revenir ... avec des armes? Mais le chemin de Santo Domingo paraît être à sens unique. C'est là qu'on se bat, c'est là que la bataille décisive sera jouée; ceux qui y vont — qu'ils soient militants de l'extrême gauche ou des partis « bourgeois » (PRD, PRSC) — ne songent pas à revenir.
116. Certes, on peut toujours remarquer que les leaders perrédeistes les plus importants de Santiago — les Antonio Guzmán, les Salvador Jorge Blanco — avaient quitté la ville le 25 déjà pour se rendre à la capitale, ainsi d'ailleurs que le populaire Anibal Campagna, ex-sénateur de l'UCN devenu très proche des thèses boschistes (interviews d'Antonio Guzmán Fernández, Salvador Jorge Blanco et Anibal Campagna). Mais il ne faut pas exagérer l'importance de pareilles absences. Pas plus que leurs amis restés à Santiago, les Guzmán, les Campagna, les Jorge Blanco n'étaient des révolutionnaires; ce serait vraiment trop que de les imaginer lançant le peuple à la conquête des armes, à l'assaut de la Fortaleza. Pourtant, si ce n'est par une telle attitude, on ne voit pas très bien comment leur présence aurait pu changer quoi que ce soit.
117. Le major Joaquín Abraham Méndez Lara était le commandant en second de la Fortaleza San Luis.
118. Interview de Pedro M. Casals Victoria. D'après ce dernier environ 400 vétérans étaient regroupés au *Cementerio Viejo* de la ville.
119. Interview de Pedro M. Casals Victoria.
120. Pour le premier, cf. *supra,* ch. VII, pp. 290-291.
121. *El Caribe,* 27 avril 1965, p. 1.
122. « El aparente silencio del Cibao ». *Ahora,* no 107, 16 mai 1965, p. 15.
123. *Loc. cit.*
124. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.
125. Interviews de l'ex-major Núñez Nogueras et de l'ex-lieutenant Sención Silverio. Tous les éléments auxquels nous avons déjà fait allusion — l'attitude de la population de Santiago, la situation existante à l'intérieur de la Fortaleza San Luis et de la base aérienne, l'opportunisme même de de la Mota et Ramirez Gómez, etc. — nous paraissent d'ailleurs soutenir l'opinion de Sención Silverio et Núñez Nogueras ... à condition, certes, que l'opération fût réalisée vite et avec décision.
126. Ce ne sera que dans la nuit du 26 au 27 que le Haut Commandement Militaire Constitutionnaliste se décidera à agir. Mais cette intervention, déjà trop tardive, sera mal préparée et exécutée plus mal encore. L'ex-général Santiago Rodríguez Echavarría partira pour Santiago accompagné de quelques hommes seulement — une dizaine, au plus. Il négligera de prendre contact avec les leaders constitutionnalistes de Santiago, il négligera de rechercher le soutien d'une population qui, pourtant, appuie sincèrement la cause constitutionnaliste. Il n'entrera même pas dans la ville, mais se rendra directement à la base aérienne, confiant, semble-t-il, dans le prestige dont il sait qu'il jouit auprès de nombreux officiers de l'aviation. Pratiquement seul, il franchira le portail de la base aérienne. Le 25, peut-être, un tel geste aurait pu suffire; mais le 25 San Isidro paraissait sur le point de céder; nous sommes le 27, et San Isidro paraît sur le point de triompher. En silence, sans esclandre, sans que Ramírez Gómez ait à renier publiquement ses déclarations d'appui à la révolte, Santiago Rodríguez Echavarría est arrêté. Après quoi la base aérienne reprend son attente ... officiellement Ramírez Gómez est toujours constitutionnaliste! (Nos sources ne coincident pas sur tous les détails de cet épisode. La version que nous venons de donner, et qui nous paraît la plus exacte, s'appuie principalement sur des interviews de l'ex-lieutenant

Sención Silverio et de Pedro M. Casals Victoria).

127. Cf. *supra,* ch. VII, pp. 289-290.

128. Notre source est le rapport qu'un officier de l'Académie écrira, après la fin de la guerre civile, à l'intention d'un officier supérieur constitutionnaliste (cf. *supra,* ch. VII, note 15). Ci-après: Rapport officier Académie.

129. Le commandant de la Fortaleza est un capitaine; l'officier à la tête du groupe des cadets est un major. La hiérarchie offre donc un bon prétexte, de parte et d'autre, pour l'effacement du commandant local.

130. Rapport officier Académie.

131. A la Romana se trouve le Central Romana, « the giant sugar complex » (WIARDA, « The Dominican Republic », p. 199) de la South Puerto-Rico Sugar Company, société américaine qui contrôle environ 30% de la production sucrière dominicaine.

C'est à la Romana qu'éclata et se développa la seule grève qui réussit à troubler la « paix » suffocante de l'Ere de Trujillo, « la huelga de los campos azucareros, en jenero de 1946 » (GALINDEZ, *op. cit.,* p. 156). Cette grève, qui « fue general en el Ingenio de la Romana » (*ibid.,* p. 160), avait d'ailleurs un précédent — dans la même ville: « ya ... en el año 1942 se había intentado otra huelga en el Ingenio de la Romana que aplastó el Ejército » (*loc. cit.*).

Après la mort de Trujillo, les syndicats devaient se multiplier au Central Romana. Certains, il est vrai, étaient contrôlés par CONATRAL, la centrale syndicale « raisonnable » et « démocratique » qui devait se distinguer par son appui au coup d'Etat contre Bosch, et par sa « compréhension » vis-à-vis du Triumvirat. Cependant, déjà sous Bosch, et même sous le gouvernement de Reid Cabral — en dépit de la répression, en dépit de maintes brimades — le *Sindicato Unido de los Trabajadores de La Romana,* organisation fortement « travaillée » par les divers partis de l'extrême gauche, gardait une influence préponderante. Le PSP devait le louer comme le syndicat qui « recoge y continúa la gran tradición combativa de los azucareros del Central Romana, vanguardia del movimiento obrero dominicano » (SALCEDO R.: « La agresión a las trabajadores del Central Romana ». *El Popular,* no 74, 5 mars 1965, p. 5).

132. Cf. *supra,* ch. VII, p. 290.

133. Rapport officier Académie.

134. *Ibid.*

135. Après un large détour — « tomando el camino que conduce a Sabana de la Mar, pasando por la Bahía de Samaná, llegando luego a Sánchez » (Rapport officier Académie) — les cadets arrivent enfin, « por el Cibao » (*ibid.*), à la capitale. C'est le 29 avril; en deux jours ils ont parcouru plus de 250 kilomètres, ils ont traversé la baie de Samanà, de Sabana de la Mar à Sánchez; personne n'a songé à leur barrer le chemin: « los militares y policías [des différentes villes], los que no nos brindaron atención, no se interpusieron en nuestra ruta » (*ibid.*). Une fois près de Santo Domingo, « en vista de que no sabíamos como estaba la situación en la ciudad, enviamos observadores, pero estos no regresaron » (*ibid.*). Alors, « todos en grupo, con armas y todo, en uniforme » (interview du capitaine Morilí Holguín), les cadets et leurs officiers pénètrent dans la ville, « desprovistos de toda idea de ataque » (Rapport officier Académie). On a de la peine à s'expliquer cet excès de confiance: ignorant « como estaba la situación en la ciudad », ils ont envoyé des « observadores » ... et ceux-ci ne sont pas revenus (*ibid.*).

Dans la rue César Nicolás Penson — près du Palais National — se trouve la caserne du *Cuerpo de Ayudantes del Presidente de la República;* le 29 avril elle est occupée par une vingtaine de soldats « loyalistes ». Soudain, à l'extrémité de la rue, apparaissent les cadets, « todos en grupo, con armas y todo, en uniforme » (interview du capitaine Morilí Holguín).

« No hubo resistencia por parte de nosotros » — se justifiera plus tard un des « académicos » — « porque en el primer momento creíamos que estaban de nuestra parte » (Rapport officier Académie). Plus brutale, mais sincère, est la version de l'ex-capitaine Holguín, l'officier du CEFA qui commandait le petit groupe de soldats « loyalistes »: « ellos se dejaron detener como niños » (interview du capitaine Holguín). « Parense », leur cria Holguín (*ibid.*)... « y ellos se pararon » (*ibid.*); « bajen las armas! » ... « y ellos las bajaron » (*ibid.*). 144 cadets, une demi-douzaine de sous-officiers et six officiers — parmi lesquels un major et deux capitaines — furent fait prisonniers par un capitaine qui disposait d'une vingtaine d'hommes à peine ... et « no hubo resistencia ».

Ainsi, dans une rue désolée de la capitale, sans gloire, sans éclat, se terminait l'« épopée » des cadets constitutionnalistes, l'aventure d'un groupe de jeunes auxquels, peut-être, manqua surtout, pour devenir des hommes, un chef décidé, la présence d'un officier qui sût tirer jusqu'au bout les conséquences du geste courageux accompli dans l'après-midi du 25 ... pourtant six officiers accompagnaient les cadets.

Chapitre IX

SAN ISIDRO JOUE ET PERD

27 avril. Sur Santo Domingo, bastion constitutionnaliste, le soleil se lève. A Radio Isidro les speakers se déchaînent. C'est le grand jour. San Isidro se prépare pour l'attaque finale, la grande offensive qui doit enfin écraser la révolte.

Avec leur mitraille, avec leurs bombes, les avions peuvent miner la volonté de résistance d'une population, affaiblir les défenses ennemies; ils ne peuvent pas, en revanche, occuper le terrain, conquérir une ville. Pour cela l'infanterie est nécessaire: Wessin et de los Santos se préparent à lancer leurs troupes à la conquête de la capitale — ce sera l'opération « Mop Up ».[1]

Dans le port de Santo Domingo se profilent les silhouettes des navires de guerre de la marine dominicaine. Vingt-quatre heures plus tôt la marine était « constitutionnaliste ». Rivera Caminero lui-même était allé annoncer le ralliement de la flotte à Molina Ureña — « et il avait semblé sincère ». Ses officiers s'étaient hâtés d'imiter son exemple, les uns en prenant le chemin du Palais National, d'autres sur les écrans de Radio Santo Domingo Tv.[2]

Vingt-quatre heures plus tôt ... mais à ce moment les constitutionnalistes paraissaient vainqueurs, à ce moment, peut-être, l'influence d'une ambassade étrangère n'avait-elle pas encore eu le temps de se faire sentir.

Vingt-quatre heures ont passé. Rivera Caminero a réfléchi, ses officiers aussi — sans doute, d'ailleurs, les a-t-on aidés à réfléchir.[3]

27 avril. Sur Santo Domingo, ville meurtrie, le soleil se lève. La Marine n'est plus constitutionnaliste. La Marine s'oppose désormais à la révolte « communiste ».[4] Généraux de San Isidro et chefs de la flotte, ils préparent ensemble, enfin réconciliés, les plans pour l'écrasement des « rebelles »:

> « At 3 A.M. Tuesday, April 27, Rivera Caminero told U.S. officials the Dominican Navy and Air Force were planning an all-out attack on the rebels, starting with an heavy bombardment ... ».[5]

Tout est prêt pour l'opération « Mop Up ». Mais dans Santo Domingo se trouvent des citoyens américains. Il faut les soustraire à l'enfer de feu que les « loyalistes » s'apprêtent à faire régner dans la ville. Le 26 déjà, l'ambassade des Etats-Unis a décidé de procéder à l'évacuation de ses ressortissants; elle s'est hâtée de prendre les précautions nécessaires:

> « Connett asked two of Molina Ureña's aides for a cease-fire to permit the safe evacuation of Americans and others by helicopter from the polo field

at the Hotel Embajador,[6] by ship from the port of Haina.[7] The rebels agreed to cooperate fully. So did loyalist commanders. Evacuation would begin at 6 A.M. the next day, Tuesday, April 27. »[8]

Ainsi, le 27, les rafales des avions n'accompagnent pas le jour naissant: « a cease-fire, until eleven o'clock »,[9] est entré en vigueur.

Les deux parties vont-elles profiter de cette accalmie pour négocier? Négocier ... y a-t-il, en réalité, une possibilité quelconque de solution qui soit autre chose que la soumission d'une partie à l'autre, des vaincus aux vainqueurs?

Les « loyalistes » se sentent vainqueurs, les constitutionnalistes ne se sentent pas encore suffisamment vaincus: aucun terrain d'entente n'est possible.

Et la négociation échoue avant même d'avoir commencé: les adversaires sont incapables de se mettre d'accord quant à un endroit où se rencontrer.

Le temps est révolu où de los Santos et Wessin envoyaient leurs représentants au Palais National, auprès des constitutionnalistes. La situation s'est renversée, les vainqueurs sont à San Isidro; c'est à eux de désigner le lieu de la rencontre, l'endroit où les rebelles prendront connaissance des conditions du vainqueur. Les vaincus n'ont pas à discuter, ils n'ont qu'à se plier — et s'ils s'obstinent ... « we are going to destroy them ».[10]

Ce sont les Américains qui se chargent de faire connaître aux constitutionnalistes les exigences de San Isidro. Le 27, vers 9 heures du matin, le lieutenant-colonel Hernando Ramírez rencontre, pour la première fois depuis l'éclatement du « contre-coup », des officiers américains.[11] C'est pour s'entendre dire que, s'il veut négocier, il doit aller, avec Molina Ureña, à Haina, et s'embarquer sur un des navires de guerre ancrés dans ce port. Là l'attendront les représentants de San Isidro.

Hernando Ramírez refuse. Fait de même Molina Ureña, à qui Breisky — deuxième secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis — est allé annoncer la même exigence.[12] Les deux leaders constitutionnalistes insistent, pour leur part, pour que les conversations aient lieu au Palais National.

Le colonel Fishburn transmet aux « loyalistes » le refus de leurs adversaires:[13]

— Fishburn

« President Molina talked with his staff and says that he wants to guarantee the safety of the people of the Chief of Staff of the Navy and the Chief of Staff of the Air Force. He wants to talk, but he wants to talk in the Palace. Do you understand? Over. »

— Milo Jiménez

« Wait a minute. »

« Ruidos y Silencio »[14]

— Fishburn

« Hello! »

— Milo Jiménez

« No. Eh! Hello! Eh. Fishburn. Eh? If they want to talk they have to come here. »

— Fishburn

« That's your decision? »

— Milo Jiménez

« Yes. That's our decision. If they are going to talk they are ... they are going to talk here. If not we are going to destroy them. »

. . . .

— Fishburn

« All right. I will call back and tell them ... tell you what they say. All right? »

Cependant du côté constitutionnaliste on cherche un compromis. Molina Ureña propose que les négociations aient lieu à l'ambassade de Colombie. Milo Jiménez refuse:

« We are not going anywhere. If they want to talk, they are going to talk here. That's our position. » [15]

Les constitutionnalistes veulent négocier. Molina Ureña fait une concession majeure:

« He says he personally will not go [to Haina], but he will send Leopoldo Espaillat [16] and colonel Camilo [17] as his personal representatives. » [18]

Ce n'est pas assez. Rien ne saurait suffire aux « loyalistes » — sauf l'acceptation sans réserves de leurs exigences ... et encore. La trêve n'est pas encore à sa fin; voyant sa dernière contre-proposition rejetée, Molina Ureña pourrait finir par céder complètement. Qu'importe. Confiants dans la victoire, convaincus de pouvoir sans difficultés écraser la révolte par la force, les « loyalistes » ne veulent plus attendre. Ils sont impatients de déclencher l'opération « Mop Up »:

« Vamos a tener que empezar a dar cajeta rapido. » [19]

Fishburn, d'abord, proteste. La reprise anticipée des hostilités pourrait mettre en danger l'évacuation des citoyens américains:

« The message I received from the Air Force said that they will give us until eleven o'clock to move the Americans out. Now we have had trouble at the Embajador. They have been shooting into Americans ... into groups of Americans [20] and there is a delay in moving them. Do you understand? » [21]

Mais Fishburn ne se préoccupe que de la sécurité des citoyens américains. Pourtant la reprise anticipée des hostilités anéantira les dernières chances — aussi faibles soient-elles — d'une reddition négociée des « rebelles », brisera l'accord qui a été conclu avec ceux-ci: cette trêve qui devait durer jusqu'à onze heures. Peu importe. Sur ces points Fishburn n'a rien à dire.[22] Et alors, un compromis est aisément trouvé:

« Can you guarantee that you will not fire or bomb the route between the Embajador and Haina? » [23]

La garantie est donnée,[24] l'opération « Mop Up » peut enfin commencer.

C'est un peu avant midi que la Marine entre en action:

« la Marina de Guerra bombardeó ... en la mañana repetidas veces el Palacio Nacional, desde barcos alineados a lo largo del Malecon ».[25-26]

L'aviation n'a pas attendu l'intervention de la flotte. Déjà elle s'acharne sur la ville, déjà ses violents bombardements font apparaître bien pâles ses « exploits » de la veille. Les bombes tombent « en direction » du Palais National, « en direction » de Radio Santo Domingo Tv. Elles tombent sur Ciudad Nueva, elles tombent sur la partie septentrionale de la ville. Mais c'est surtout sur les quartiers proches de l'entrée occidentale du pont Duarte que les avions de de los Santos concentrent leur violence. C'est l'opération « Limpieza »: le pont Duarte et les rues qui l'entourent représentent le chemin obligatoire à travers lequel les chars et l'infanterie de San Isidro devront se frayer le passage pour déboucher finalement dans les larges avenues — Mella, Duarte — qui les conduiront jusqu'au centre de la ville, au Parque Independencia, au Palais National.[27] Il faut donc préparer le terrain à l'infanterie, il faut réduire au maximum la résistance que celle-ci pourra rencontrer lors de son avance. Les avions bombardent d'abord; ensuite, après une heure et demie de bombardements, « dejaron de arrojar bombas y comenzaron una serie de ataques rasentes con ametralladoras ».[28]

Derrière le pont, du côté oriental de la rivière Ozama, les chars et l'infanterie attendent patiemment que les avions aient terminé leur besogne.

Au Palais National, siège du gouvernement provisoire constitutionnaliste, Molina Ureña est de plus en plus seul.

La foule déserte le Palais, cible des avions.

Les mauvaises nouvelles affluent. San Isidro bombarde, la Marine a trahi, au pont c'est le carnage, les défenseurs sont massacrés avant même que l'infanterie ennemie ne soit passée à l'attaque.

Molina Ureña est coupé de l'extérieur. Le discours qu'il devait prononcer à midi « no pudo radiodifundirse, por haberse ido del aire Radio Tv Santo Domingo »,[29] touchée par une tombe. Au Palais, même les téléphones ne fonctionnent plus.[30] La seule voix que l'on puisse entendre, désormais, est celle, stridente, de Radio San Isidro.

Les nerfs lâchent. Tout paraît perdu. Lovatón Pittaluga, Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Molina Ureña, croit désormais toute résistance impossible. Il faut arrêter le carnage. De sa propre initiative, il s'engage dans une mission solitaire. Sous le poids atroce des bombes, la cause constitutionnaliste s'est effondrée. San Isidro a vaincu. Il faut une médiation qui permette d'adoucir les exigences du vainqueur et surtout d'en tempérer la vengeance.[31]

Cette médiation, Lovatón Pittaluga la cherche auprès de l'ambassadeur de Colombie, M. Jesús Zarate Moreno qui, en l'absence du Nonce Apostolique,[32] est le doyen du corps diplomatique.[33] Mais Zarate Moreno, bien que « ansioso de practicar sus buenos oficios »,[34] ne peut rien faire. Une seule ambassade peut aider Lovatón Pittaluga, parce qu'elle seule dispose des contacts indispensables avec San Isidro: l'ambassade des Etats-Unis.

Sans doute, Lovatón se rappelle-t-il sa dernière visite à l'ambassade américaine, dans l'après-midi du 25. Sans doute, se rappelle-t-il l'accueil hostile, violent presque, qu'il y reçut.[35] C'est d'ailleurs pourquoi il a préféré s'adresser à Zarate

Moreno. Mais désormais il n'a plus le choix. Lovatón Pittaluga frappe à la porte de l'ambassade américaine.

Il demande à être reçu par Connett. Mais celui-ci « se excusó de recibirlo, alegando que se encontraba muy ocupado en las gestiones de evacuación de los nacionales norte-americanos ».[36]

> « Fue por esta razón que Lovatón vino a entrevistarse otra vez, en menos de 48 horas, con el segundo Secretario Arthur E. Breisky, quien estaba en compañía de Alfonso Arenales, funcionario de la sección política, de origen guatemalteco ».[37]

L'entretien est bref. Ministre d'un gouvernement moribond, Lovatón Pittaluga n'a rien à offrir. Il demande une trêve, l'arrêt des bombardements. Il « pense » que, désormais, Molina Ureña et Hernando Ramírez se plieront aux exigences de San Isidro, accepteront l'installation d'une junte militaire. Mais il agit de sa propre initiative, il n'est mandaté par personne.

Il demande l'arrêt brutal d'une opération militaire qui est enfin en plein développement, qui paraît assurée d'un succès rapide — même si son prix, en vies humaines, sera élevé. En échange, des négociations qui pourront, somme toute, se révéler difficiles, le risque d'un raidissement des leaders constitutionnalistes, le risque de nouveaux délais qui pourraient raffermir le moral des « rebelles », affaiblir, en revanche, la volonté des « loyalistes ».

C'est trop peu. C'est trop tard. A l'appel de Lovatón, Breisky répond par un refus: l'ambassade américaine n'a aucun contact avec San Isidro!

C'est un mensonge. Il est clair qu'il s'agit d'un mensonge. Lovatón le comprend; il en comprend aussi la signification: les Etats-Unis n'arrêteront pas l'opération « Mop Up ». Ses derniers espoirs s'écroulent. Il quitte l'ambassade américaine. Il ne rentre pas au Palais National. Il est environ une heure de l'après-midi du 27 avril. Lovatón Pittaluga se réfugie à l'ambassade du Mexique. Le gouvernement Molina Ureña n'a plus de ministre des Affaires étrangères.

Pourtant tout n'est pas perdu. Certes, au pont Duarte, les chars de Wessin, l'infanterie « loyaliste », viennent finalement de passer à l'attaque. Certes, ils franchissent le pont.[38]

Mais les défenseurs s'obstinent. « Vaincus », ils refusent de reconnaître leur défaite. Pourtant les avions ont fait du bon travail: « centenares de cadáveres se veían esparcidos al suelo. La aviación había hecho grandes estragos, y también el bombardeo de la fragata ».[39-40] Mais cela ne paraît pas suffire. Si les chars atteignent l'*avenida* Duarte, pour les constitutionnalistes la bataille est perdue; s'ils débouchent dans la Mella, c'est l'effondrement de la révolte. Mais entre l'entrée occidentale du pont — désormais en possession de San Isidro — et l'*avenida* Duarte, se trouvent cinq rues: Manzana de Oro, Josefa Brea, Dr Betances, Juana Saltitopa, José Martí. « Centenares de cadáveres » dans ces cinq rues; mais davantage de vivants, avec dans les mains une mitrailleuse, un fusil, un cocktail molotov, derrière chaque fenêtre, à chaque coin de rue, sur chaque toit: soldats, jeunes officiers, hommes du peuple, des femmes même, des enfants. Masse sans ordre, sans organisation; ceux qui n'ont jamais reçu d'entraînement militaire y sont la majorité. Les « loyalistes » avancent. Ils occupent Manzana

de Oro, Josefa Brea. Mais l'avance est pénible, chaque mètre coûte cher en vies humaines: « los defensores lucharon como fieras accorraladas ».[41]

Ainsi la bataille continue. Mais peu importe. Chez les leaders du mouvement — civils aussi bien que militaires — la confiance dans la victoire a disparu, la certitude de la défaite lui succède.

Molina Ureña est toujours au Palais National, mais Lovatón n'est pas le seul, parmi les leaders civils de la révolte, à avoir cherché un refuge. Dans la matinée, dans l'après-midi du 27, toute la direction du PRD, à de rares exceptions près,[42] abandonne. Qui veut la trouver, doit faire le tour des ambassades. Dans une ambassade se trouve Peña Gómez, le leader le plus populaire, après Bosch, du PRD — pourtant, près du pont Duarte, les masses perrédeistes continuent à mourir. Dans la même ambassade, celle du Mexique, se trouvent Antonio Martínez Francisco, secrétaire général du PRD, ainsi que deux autres hauts dirigeants du même parti: José A. Brea Peña et Pablo R. Casimiro Castro.

Pourtant au Palais National Molina Ureña, de plus en plus seul, refuse d'abandonner. Près du pont, on tient toujours. On tient toujours, mais Caamaño n'est pas là, Hernando Ramírez n'est pas là, Montes Arache non plus. Les nerfs ont lâché. Militaires de carrière, « combattants professionnels », les officiers supérieurs constitutionnalistes jugent la situation selon l'optique qui a toujours été la leur, la seule qu'ils aient jamais connue. D'un côté — du côté de la révolte — gronde le peuple en armes: il ne s'agit, pour eux, que d'une foule confuse de civils qui brandissent des armes dont, le plus souvent, ils ignorent même le maniement — une masse d'hommes, enfin, qui n'ont jamais reçu d'entraînement militaire, qui ne connaissent rien aux techniques du combat. Les forces d'élite de la révolte — le bataillon Sánchez, le bataillon Duarte — ont cessé d'exister. Une partie des soldats a déserté; d'autres, immobiles, témoignent dans les rues désolées du sacrifice de leur vie. Certains luttent encore — mais le nombre des déserteurs augmente d'heure en heure, et ceux qui s'obstinent sont inextricablement enveloppés dans cette cohue sans ordre de civils, perdus dans la confusion, dans le marasme; il n'y a plus de discipline, aucun effort d'organisation ne paraît plus possible.

En face — du côté de l'ennemi — les chars, les avions, l'infanterie de San Isidro, les canons de la flotte: les « professionnels », encadrés par leurs officiers, les armes lourdes qui font défaut à la révolte.

Rien à espérer des forces stationnées dans l'intérieur du pays. Santiago Rodríguez Echevarría a échoué, la base aérienne de Santiago est désormais franchement hostile à la révolte,[43] nulle part les conjurés de la « périphérie » n'ont osé agir — à présent il est trop tard.

Mais de San Cristobal le bataillon Mella, bataillon d'élite, force fraîche qui n'a pas subi les ravages de la guerre civile, fait mouvement vers la capitale. C'est vers deux heures de l'après-midi que l'on apprend que ses premières unités on fait leur entrée dans l'extrémité occidentale de la ville, dans le quartier de La Feria.[44] Mais le Mella, « constitutionnaliste » le 24, le 25 — le 26 encore! [45] — ne vient pas apporter une aide qui serait pourtant si nécessaire. Le bataillon Mella, désormais, est « loyaliste ».

Entre La Feria et le centre de la ville, entre la Feria et le Palais National,

aucune force pour barrer le chemin à ce nouvel ennemi. Ceux qui, civils et militaires, s'acharnent encore pour retarder l'avance, inexorable, des troupes de San Isidro, sont massés dans le secteur proche du pont Duarte. Les soldats du bataillon Mella n'auront qu'à avancer — une courte promenade de quelques kilomètres — pour prendre de revers les derniers défenseurs et écraser toute résistance ... si tant est qu'il y ait encore résistance au moment de leur arrivée.

C'est alors que les Hernando Ramírez, les Caamaño, les Montes Arache, abdiquent. Au Palais National Molina Ureña, cet « homme tranquille »,[46] ce civil qui « n'est certes pas un foudre de guerre »,[47] refuse toujours d'abandonner; mais les leaders militaires de la révolte, eux, choisissent le chemin que Lovatón a emprunté quelques heures plus tôt: ils frappent à la porte de l'ambassade américaine.

> « At about 3:00 p.m. on April 27 Col. F. Caamaño Deñó and Col. M. A. Hernando Ramírez, accompanied by 6 other persons in uniform, appeared at the Embassy. They were shown into Ben Ruyle's office.[48] The principal spokesman was Col. Hernando Ramírez, but Col. Caamaño also spoke,[49] and there was no disagreement among the group that they had come to the Embassy to ask it to bring about a cease-fire. The members of the group stated repeatedly that "this massacre must stop; this shedding of blood must end" (referring to the air attacks on the National Palace and on the western Duarte Bridge approaches). Some of those present commented that they were exhausted, complitely [sic] worn out, and could not carry on. Ruyle asked Hernando Ramírez wether [sic] the cease-fire should be understood to be based on the group's willingness to see the formation of a junta, looking toward the holding of elections. Hernando's reply was affirmative; there was no demurral from anyone present ».[50]

C'est l'abdication. Personne, parmi les présents, n'a le droit de se faire des illusions quant à la sincérité des élections que San Isidro promet. C'est une junte militaire qui va être installée et au sein de cette junte les constitutionnalistes — les vaincus — n'auront aucune force à opposer à l'arrogance des vainqueurs.

Pourtant ces officiers, qui se prétendent « constitutionnalistes », ont pris les armes pour effacer la honte du 25 septembre 1963, pour rétablir la constitutionnalité, brisée par la violence du coup d'Etat. Ils encombrent maintenant l'ambassade américaine, ils sont venus « por su propia iniciativa y a espaldas y desconocimiento »[51] de l'homme auquel la constitution qu'ils invoquent garantit leur obéissance: Molina Ureña, président provisoire de la République, Molina Ureña, *leur* président, qui refuse toujours de céder.

Ce qu'ils font ne saurait se distinguer — quelles que soient les circonstances atténuantes — d'un coup d'Etat; ce qu'ils font équivaut au reniement même de leur condition d'officiers « constitutionnalistes »: « estos líderes militares abandonaban ... la lucha, mientras el Dr Molina Ureña, acompañado de un número escasísimo de personas ... aguantaba el bombardeo ».[52]

Cependant, au dernier moment, ils ont un sursaut de dignité:

> « Someone[53] commented at this point that they were in agreement concer-

ning the matter, but that they could not proceed without the approval of the "President" ... ».[54]

C'est « le retour à la constitutionnalité ». Aucun des présents ne lève la voix pour s'y opposer. A Ruyle d'en tirer la conclusion logique:

« Ruyle suggested that, in this case, it would appear the group's first order of business should be to communicate with Molina; if the group could not act without Molina's approval, this approval should be sought urgently before other steps were taken ».[55]

Accompagné par une petite escorte de constitutionnalistes, Ruyle lui-même se rend au Palais National, à la recherche de Molina Ureña.

« ... the Palace was filled with rubble, broken glass and other debris, and seemed eerily [sic] devoid of life. Molina was finally located, surrounded by 8 or 10 persons, both civilians and military, huddled in a tiny corridor deep inside the Palace on a ground floor. No other living souls were in evidence in the Palace or in the area extending for several blocks around it ».[56]

Molina refuse d'abandonner.

« In his usual soft-spoken manner, but with intense emotion, he avowed his intention to remain in the Palace and die, if necessary, rather than betray the Dominican people and their aspirations for liberty and democracy ».[57]

Mais Molina doit se rendre à l'évidence. Il est seul. Il a été « abandonado en el Palacio Nacional por los principales líderes militares del movimiento ».[58] Certes, déjà dans l'ambassade américaine, au moment de franchir le dernier pas, ceux-ci ont hésité, ont reconnu que « they could not proceed without the approval of the "President" ». Ils croient cependant toute résistance impossible, ils refusent de continuer une lutte qui ne signifie pour eux qu'un massacre inutile. Pour combien de temps, dans de telles conditions, continueront-ils à rechercher le consentement d'un président qui s'obstine dans un refus qui n'est pour eux qu'une aveugle intransigeance?

Bien des pressions sont exercées sur Molina Ureña après le départ de Ruyle. Elles ne vont que dans un sens, car ceux qui veulent continuer la lutte ne sont pas au Palais pour plaider leur cause, ils sont dans le secteur proche du pont Duarte, ils affrontent les chars de Wessin.

Et alors, « ante la situación desairada de encontrarse sin el apoyo de sus militares, que actuaban ya sin su consentimiento »,[59] Molina Ureña cède.

Il est environ 4 heures de l'après-midi. A l'ambassade des Etats-Unis Benjamin Ruyle est en train de faire son rapport à l'ambassadeur, William T. Bennett, rentré depuis peu dans le pays.[60] Soudain:

« someone interrupted to announce Molina Ureña standing outside the front door of the Embassy. ... Ruyle went to the front door to find Molina Ureña standing quietly at attention, surrounded by the officers who had been in the Embassy earlier, together with most of those Ruyle had seen with Molina in the National Palace, a total of about 16 persons.

Asked whether he wished to enter, Molina silently nodded his head. When the door was opened, he advanced one step, unbottoned his jacket, removed his small pistol and handed it to an aide, walked slowly through the door. All of those with Molina accompanied him into the Ambassador's office. »[61]

Ainsi, après une absence de quatre jours, Bennett est revenu à temps, à temps pour assister à la capitulation de la révolte. Devant lui se pressent les leaders vaincus; l'entrevue décisive, la « tristemente famosa y desdichada entrevista con W. Tapley Bennett »,[62] peut commencer.

A l'égard des leaders vaincus, Ruyle a éprouvé de la compassion, et à cette compassion s'est jointe de l'estime. Estime pour le courage sans illusion dont fait preuve Molina Ureña au Palais National;[63] compassion pour ce même Molina, « standing quietly at attention » devant la porte de l'ambassade américaine, Molina, dont chaque geste paraît être un aveu de défaite — et reste pourtant chargé de dignité.[64] Mais il n'y aura pas de compassion, il n'y aura pas d'estime, chez Bennett; il y aura, en revanche, une violente hostilité — et à cette hostilité s'ajoutera le mépris:

« Molina Ureña, nervous and dejected, was trying hard to carry himself as a constitutional president and failing miserably ».[65]

Convaincus de l'impossibilité de continuer la lutte, les constitutionnalistes ont cédé. Bosch ne retournera pas à la présidence de la République, une junte militaire s'installera au pouvoir — c'est la victoire de San Isidro. Dans de telles conditions Benjamin Ruyle a cru que l'ambassade américaine pouvait et devait accepter un rôle d'intermédiaire, rôle qui aurait pu permettre d'épargner des centaines de vies humaines. Lui-même, au risque de sa propre vie,[66] s'est rendu au Palais National, chez Molina Ureña.

Mais ce rôle, Bennett le refuse:

« I declined courteously proposals made by Molina that I attend negociations with the dean of the dip. corps and representatives of the church. I said I had no authority to participate and that U.S. view was that accord should be reached by dominicans talking to dominicans. »[67]

« Dominicans talking to Dominicans » ... impossible tête-à-tête. Par son refus, Bennett anéantit les derniers espoirs des leaders constitutionnalistes; il ne leur laisse qu'un choix: l'asile dans une ambassade ou la mort dans un combat sans illusions.[68] Son style est brillant, son ironie cruelle, lorsque, en décrivant les derniers moments de l'entretien, il peint certains de ses visiteurs « lingering as though trying to avoid going out again into cruel world ».[69]

Ainsi, pour ce qui est du point fondamental de l'entretien, les versions coïncident: Bennett lui-même reconnaît avoir refusé la médiation que les constitutionnalistes lui demandaient. Mais il n'y a pas d'accord, en revanche, quant à la façon dont l'ambassadeur traita ses visiteurs: « de manera hosca », s'écrieront ceux-ci;[70] avec courtoisie, se défendra Bennett.[71]

Avec courtoisie — peut-être. Mais c'est pourtant le rapport même de Bennett qui nous le montre, tel un maître qui s'indigne justement contre des mauvais écoliers, se déchaîner sur les vaincus. C'est toute la frustration d'un ambassa-

deur qui n'a pas su prévoir, qui n'a pas su comprendre, qui se libère enfin:

> « I made clear our emphatic view senseless shedding of blood must end, at same time reminding them that it was their actions on Saturday which initiated this fratricide and called forth counter-reaction ... I underlined and reiterated there was no question communists had taken advantage of their legitimate movement,[72] having been tolerated and encouraged by PRD. I noted that in spite of fact PRD democratic party they had in effect given communists free rein, especially through military distribution of arms to civilians in large numbers, their tolerance of widespread looting and physical mistreatement of innocent persons. I said there was much talk of democracy on their part, but this did not impress me as road to get there. »[73]

Et pour finir:

> « ... Then I came down strongly on disgraceful incident at Hotel Embajador where American lives were wantonly placed in peril this morning; was this an example of democracy in action? »[74]

Ainsi les constitutionnalistes, au lieu d'une médiation, ont reçu une leçon de « démocratie »; celle-ci terminée, ils ont été renvoyés « into cruel world ».

Et alors, tandis que quelques-uns — Caamaño, Montes Arache — prennent le chemin du pont Duarte, le chemin qui doit les conduire à une mort avec honneur, la plupart vont rejoindre, dans les diverses ambassades, ceux qui ont déjà abandonné.

C'est à ce moment que le gouvernement Molina Ureña cesse d'exister. C'est à ce moment que Molina lui-même abandonne. Il choisit l'asile, il cherche refuge à l'ambassade de Colombie.

Pauvre Molina! Il avait été appelé à la présidence pour quelques heures seulement — « hasta que llegue al suelo patrio el professor Bosch, presidente constitucional ». Et ce retour avait paru imminent: « the next day, perhaps even this night ». Déjà, dans l'appartement de l'ex-président, à San Juan de Porto Rico, on préparait les valises.[75]

Mais Bosch ne pourra pas revenir,[76] et au lieu d'une brève transition sans secousses c'est la violence de la guerre civile qui s'abattra sur Molina Ureña.

Président provisoire — mais d'un président il n'aura pas l'autorité. Dans la mesure où, dans ces premiers jours de la révolte (25-27 avril), un pouvoir central constitutionnaliste exista, c'est dans les mains des militaires qu'il reposait — et particulièrement dans celles d'Hernando Ramírez, leader indiscuté des officiers constitutionnalistes « durs ».

Ce sont les militaires qui, le 25, conduiront les négociations avec San Isidro, dans la matinée comme dans l'après-midi.[77] C'est Hernando Ramírez qui, face au défi de San Isidro, décidera — de ne pas attaquer le « conjunto », de ne pas attaquer, dans la capitale même, la Fortaleza Ozama et le Palais de la Police Nationale, de faire preuve de « souplesse » à l'égard des « constitutionnalistes » de Santiago.[78] C'est toujours Hernando Ramírez qui, à l'aube du 27, offrira à Rivera Caminero la position de Ministre des Forces armées dans le gouvernement provisoire constitutionnaliste;[79] Molina Ureña ne sera pas consulté: « si je prends la décision, Molina devra l'accepter ».[80]

Ce sera finalement « a espaldas y desconocimiento » du président provisoire que les officiers supérieurs constitutionnalistes se rendront, tôt dans l'après-midi du 27, à l'ambassade américaine.

Et alors, devant un comportement aussi peu respectueux de l'autorité civile de la part de militaires qui se prétendent les porte-drapeaux d'une constitution, comment ne pas être tentés de s'abandonner à une facile ironie? Trop conscients de leur propre rôle — « c'est nous qui avons fait le "contre-coup", sans nous rien n'aurait été possible » [81] — victimes aussi de l'influence nocive du milieu qui les entoure — la société dominicaine elle-même — beaucoup de ces officiers n'ont, du principe de la soumission du militaire au pouvoir civil, qu'une notion très imparfaitement assimilée.[82]

Pourtant d'autres facteurs aussi contribuent à expliquer une telle attitude, et atténuent un jugement qui serait, autrement, trop amer.

Le « contre-coup » a été déclenché pour rétablir la « constitutionnalité ». Celle-ci s'identifie, se confond, avec l'image de Juan Bosch, idole des masses dominicaines, leader entouré de charisme, *caudillo*. Mais Bosch est absent. A sa place, dans un contexte aussi marqué par le *caudillisme*, le mécanisme d'une constitution [83] impose un remplaçant — José Rafael Molina Ureña — qui, en dépit d'indéniables qualités, tient beaucoup plus du bon fonctionnaire de parti que du chef qui emporte la décision. Le caractère provisoire de son pouvoir — jusqu'au retour « imminent » du professeur Bosch — contribue d'ailleurs à amoindrir sa position.

Mais c'est surtout le refus de San Isidro, dès l'après-midi du 25, qui explique — et en partie justifie — l'effacement de Molina Ureña: qu'il s'agisse d'une guerre civile, ou d'un simple bluff, ce refus crée une situation exceptionnelle, qui ne pourra être résolue que par la menace — ou même l'emploi — de la force. Et alors le civil, déjà handicapé par les raisons auxquelles nous venons de faire allusion, s'efface d'autant plus naturellement devant le militaire: Molina Ureña abandonne à Hernando Ramírez, l'homme duquel dépend la seule force organisée de la révolte, la direction réelle de la lutte. Président de la République, sont activité paraît, en revanche, ne se réduire qu'à des actes dépourvus de contenu réel: quelques décrets — qui, très souvent, ne pourront pas entrer en vigueur — quelques discours, le choix de quelques ministres.[84]

Combien il est facile, dans de telles conditions, de céder, une fois de plus, à la tentation du ridicule, et de prétendre ne voir en Molina Ureña que le petit civil, complétement dépassé par les événements, paralysé devant une tâche qui l'écrase, ... « huddled in a tiny corridor deep inside the Palace ».

Certes, Molina n'est pas un « foudre de guerre », certes, il n'est pas de taille à dominer les événements. Pourtant, au moment le plus douloureux de la révolte, au moment où les Caamaño, les Montes Arache — les héros des jours à venir — fléchissent, c'est Molina qui refuse d'abdiquer. Une pathétique noblesse, et non le ridicule, entoure cet homme seul, abandonné par les siens, « huddled in a tiny corridor deep inside the Palace », mais « wearing a coat and tie in spite of the heat of the corridor »,[85] cet homme qui, convaincu de la défaite, préfère la mort à l'abandon.

Finalement il cède — tous le poussent à céder; mais encore sur le seuil de l'ambassade, Ruyle nous le montre vaincu, mais digne.

Certes, il aurait été beau qu'après l'exténuante diatribe de Bennett Molina Ureña prît le chemin du pont Duarte, avec Caamaño, avec Montes Arache, en quête de cette mort qu'il n'avait pourtant pas crainte une heure plus tôt. Mort ou vivant, il aurait aujourd'hui sa place dans le Panthéon des héros dominicains.

Mais l'histoire refuse la légende, et ses protagonistes avouent leurs faiblesses. La diatribe de Bennett donne une vigueur nouvelle à quelques-uns — les Caamaño, les Montes Arache — qui retrouvent, sous l'insulte, une énergie qu'ils avaient perdue. Elle achève, en revanche, Molina Ureña, soumis, depuis la matinée, à une pression extrême: celle de l'ennemi, qui lui annonce la défaite — celle des siens, qui veulent lui imposer l'abandon. Et Molina n'ira pas au pont Duarte, Molina renonce, il cherche refuge à l'ambassade de Colombie.

Pourtant ce ne sera pas cet abandon que lui reprocheront, plus tard, ses anciens camarades. Peña Gómez aussi s'était refugié dans une ambassade ... Peña Gómez a vu son prestige grandir au cours de la révolte.

Mais l'asile de Molina Ureña durera trop longtemps. Sourd aux appels des siens, insensible aux obligations que son rôle lui imposait, Molina Ureña laissera les jours passer — et aux jours succèderont les semaines.[86]

Ce « contre-coup » qui s'était transformé en révolte, cette révolte que l'intervention américaine radicalisait ... tout un monde nouveau qui apparaissait, qui s'imposait. Peut-être, s'il avait participé à la bataille du pont Duarte, s'il avait partagé avec le peuple ces heures de triomphe et de douleur, Molina Ureña aurait-il su comprendre. Mais il est absent. Les murs de l'ambassade de Colombie étouffent, déforment, les appels de ce monde qui naît. Homme « d'ordre », homme de loi, Molina Ureña ne sera pas touché par cette fraternité qui jaillit de la souffrance commune, et qui prétend embrasser *même* les hommes de l'extrême gauche — eux aussi meurent, eux aussi affrontent un même ennemi.

De son refuge de l'ambassade de Colombie, l'ex-président provisoire assistera sans comprendre à la transformation d'un monde qui pourtant aurait dû être le sien. Il hésitera à le rejoindre — mais chaque jour creusera le fossé. Cédant enfin aux pressions des membres de son parti — son absence prolongée offre un excellent argument à la propagande de l'ennemi — il rejoindra finalement le bastion constitutionnaliste de Ciudad Nueva.[87] Physiquement présent, il ne sera cependant qu'un étranger au milieu d'hommes qu'il ne comprend plus et qui lui reprochent ses hésitations - et dans ces hésitations voient trop souvent la preuve de la trahison. Aux soupçons, aux accusations, Molina Ureña répondra par l'amertume. Le fossé ira s'accroissant.[88]

Aujourd'hui la rupture est consommée. Reniant son passé, celui qui fut un des leaders le plus éminents du mouvement constitutionnaliste a choisi de mettre son talent, ses capacités, au service du gouvernement du Dr. Joaquín Balaguer [89] — cependant, en République Dominicaine, ce même gouvernement fait de la « conciliation » une sanglante ironie, et pourchasse, au nom de la « loi », ceux qui réclament un plus juste avenir.

En même temps que Molina Ureña, le 27 avril, un autre protagoniste quittait, à jamais, la scène de l'histoire constitutionnaliste: Hernando Ramírez cherchait refuge à l'ambassade d'Equateur.

Officier préparé, officier qui jouissait d'un prestige certain auprès de ses

camarades, Hernando Ramírez avait pris, au printemps 1964, la place que Fernández Domínguez avait dû abandonner. N'ayant pour Bosch qu'une sympathie très limitée, il était cependant, au nom de la « constitutionnalité », devenu « boschiste ».[90]

Leader militaire de la conspiration, il avait préparé un coup d'Etat qui, tout en ayant des buts très peu « orthodoxes » — rétablissement d'un gouvernement légal au lieu de l'éternelle junte militaire — n'en devait pas moins se réaliser par des moyens très classiques: aux forces armées le rôle de protagoniste, à la population celui de comparse - pour l'extrême gauche ... aucun rôle.

La réaction de San Isidro, le 25, déchaînait la guerre civile. Les événements se précipitaient. Leur intensité, leur violence surtout, surprenaient, ébranlaient l'officier consciencieux, honnête, qui n'avait jamais su prévoir autre chose que l'ordre et la tranquillité d'un coup militaire « à froid ».

Hernando Ramírez démontrait ses limites. Il n'était pas homme à diriger une guerre civile, il n'était pas homme à mener, dans un combat commun, ce « peuple en armes » qui s'engouffrait déjà, avec une fureur toujours croissante, dans les rues désolées de la capitale. Incapable de dominer les événements, il choisissait de les nier: il décrétait, « par une volonté aveugle d'échapper à une réalité trop amère »,[91] que San Isidro finirait par céder.

Bien que pratiquement déjà prisonnier au Palais National, il avait fallu plusieurs heures à Donald Reid Cabral, le 25, pour reconnaître son impuissance, et tirer les conséquences qui en découlaient. Les constitutionnalistes avaient su attendre, leur patience avait été récompensée. Sans combat, sans effort — tel un fruit trop mûr qui tombe — le Triumvir avait été arrêté, il avait offert lui-même sa démission. Avec San Isidro aussi il suffira d'attendre ... et la rupture au sein des forces armées n'aura duré que le temps d'un soupir, et des militaires dominicains n'auront pas tiré sur d'autres militaires.

Finalement Hernando Ramírez comprenait. Mais on était déjà le 27, il était désormais — semblait-il — trop tard. Et ce sera, par deux fois au cours d'un même après-midi, le triste pèlerinage à l'ambassade des Etats-Unis.

Plus tard, Hernando Ramírez n'ira pas, avec Caamaño, avec Montes Arache, au pont Duarte. Sa maladie, sans doute, explique son absence, son refuge dans une ambassade. Elle le prive, cependant, de la possibilité de s'enrichir d'une dimension nouvelle, plus humaine; elle le prive de la possibilité de découvrir, avec Caamaño, avec Montes Arache, un peuple qu'il n'a jamais connu — on en a trop le sentiment — qu'à travers les grilles d'une caserne. Elle nous laisse, enfin, un goût amer, une interrogation qui ne trouvera pas de réponse: Hernando Ramírez serait-il allé au pont Duarte s'il n'avait pas été malade? Aurait-il, surtout, su participer à la métamorphose de ce « noyau d'hommes durs et résolus » qui, au pont, « retrouvent, sans en avoir conscience, les gestes et les commandements des officiers loyalistes engagés aux côtés du peuple de Barcelone en juillet 1936 »? [92]

Le 12 juin, enfin guéri, Hernando Ramírez rejoignait, à Ciudad Nueva, les hommes dont il avait été le leader. Quatre jours plus tard, lors d'une violente attaque américaine contre la zone constitutionnaliste, une grenade le blessait. Et cette blessure lui apparaissait, peut-être, comme une libération: elle lui offrait,

en effet, un prétexte « honorable » pour abandonner un endroit où, déjà, il se sentait étranger.

Des « raisons politiques » aussi bien que des « raisons personnelles » expliquent l'aliénation d'Hernando Ramírez.[93] Raisons « politiques », certes: pour un homme qui raisonnait toujours — et continue de le faire encore aujourd'hui — comme si une guerre civile, une invasion étrangère, ne s'étaient pas abattues sur son pays, la radicalisation de la révolte ne pouvait qu'apparaître injustifiée — et dangereuse.[94] Plus graves encore, cependant, les raisons « personnelles ».[95] Certes, l'expérience douloureuse de Molina Ureña était épargnée à Hernando Ramírez. Personne ne doutait de sa loyauté, personne ne l'accusait de trahison. Dès son arrivée, il était nommé « conseiller du président Caamaño ».

Conseiller de Caamaño ... amère ironie pour un homme qui n'arrivait pas à oublier qu'il avait été le leader des militaires constitutionnalistes.

Conseiller ... face à son ancien subordonné, Hernando Ramírez se serait voulu le mentor, l'éminence grise — seul moyen, peut-être, d'adoucir l'amertume d'un orgueil blessé. Et il débordait de conseils à donner sur des problèmes d'ordre politique, sur des problèmes d'ordre militaire ... pourtant il venait d'arriver, il ne faisait que plonger dans une situation, dans une atmosphère, qui lui étaient parfaitement inconnues.

Conseiller ... et respecté, traité avec égards, avec courtoisie.[96] Cependant, alors qu'il était absent, d'autres avaient partagé avec Caamaño les moments les plus dramatiques de la révolte: la bataille du pont Duarte, le choc de l'invasion américaine, les premiers efforts du nouveau gouvernement constitutionnaliste, l'agonie de la « parte alta » de la capitale,[97] l'apprentissage pénible des négociations avec les représentants de l'envahisseur. Un petit groupe d'hommes s'était formé, s'était reconnu — ou, du moins, avait appris à coexister.

Trop préoccupé des mérites de son passé, Hernando Ramírez n'arrivait pas à s'intégrer au présent. Blessé, il quittait la zone constitutionnaliste — pourtant, à Ciudad Nueva, un hôpital fonctionnait.[98] Guéri, il choisissait un exil volontaire et partait, le 29 juillet, pour la voisine Porto Rico.[99]

Cependant, au moment même où Molina Ureña, Hernando Ramírez et tant d'autres cherchaient refuge dans des ambassades, dans le monde entier les rédactions des journaux se préparaient à annoncer la débâcle constitutionnaliste: « The military-civilian revolt aimed at restoring former president Juan Bosch to power ... collapsed tonight at the end of a day of savage fighting »:[100] les forces de San Isidro « swept into the city with tanks and men ».[101]

Trahison et puissance matérielle s'étaient alliées pour permettre l'écrasement de la révolte. Rivera Caminero avait trahi ... le bataillon Mella avait trahi ... de la Mota et Ramírez Gómez, à Santiago, avaient trahi; d'autres avaient suivi leur exemple. A tous, l'ambassade américaine avait donné son encouragement, sa bénédiction: « our attaches have stressed to the three military leaders, Rivera, de los Santos and Wessin, our strong feelings everything possible should be done to prevent a communist takeover ».[102]

C'était beaucoup — ce n'était, pourtant, pas assez. Pour que la victoire « loyaliste » fût complète, pour qu'il y eût victoire, il fallait que la capitale fût occupée, il fallait achever le travail « libérateur » des avions, de la flotte.

Depuis le début de l'après-midi l'infanterie de San Isidro s'épuise à la tâche. Elle a franchi le pont, elle progresse « en dirección de la avenida Duarte ».[103] L'avance est pénible — « los defensores lucharon como fieras accorraladas ».

Cependant, plus à l'ouest, dans la ville même, se trouve le bataillon Mella, aux ordres du général Montás Guerrero. Qu'il avance, qu'il franchisse les quelques kilomètres qui le séparent de la zone du combat, et les défenseurs, pris entre deux feux, pourront bien difficilement prolonger leur résistance acharnée.

Mais Montás est un officier « balagueriste » — Wessin est un ennemi du Dr Balaguer. Montás appartient au Groupe de San Cristobal — Wessin et Reid Cabral ont, au cours des mois précédents, durement sévi contre les membres du Groupe de San Cristobal; Montás Guerrero lui-même a été directement touché: le 17 février il a dû échanger sa position de chef d'état-major de l'armée pour celle, bien moins importante, de ministre de l'Intérieur.[104]

Certes, Montás et Wessin, « balagueristes » et « wessinistes », sont maintenant réunis par leur commune opposition au retour au pouvoir du président Bosch. Mais la défaite inévitable — et imminente — des forces constitutionnalistes mine cette unité. Et dans l'avenir qui approche ce sont les ambitions d'Elias Wessin y Wessin, *caudillo* du CEFA, qui représentent, ainsi qu'il en a été pour le passé, l'obstacle principal aux ambitions des officiers balagueristes.

Par sa présence dans la capitale, Montás Guerrero revendique son droit à partager les dépouilles de la victoire. Mais le prix de cette victoire, c'est Wessin, seul, qui devra le payer. Ainsi le bataillon Mella n'avance pas, ne prend pas de revers les défenseurs du pont, ne frappe pas ces forces qui, par leur sacrifice, usent la puissance du général Wessin.

Et alors, en dépit des avions, en dépit de la flotte, en dépit du soutien de l'ambassade américaine, en dépit de la trahison de trop de « constitutionnalistes », Wessin se retrouve seul. Désormais ce sont ses soldats, et eux seuls, qui devront affronter l'ennemi. C'est l'heure de la vérité — ce sera, bientôt, l'heure de la défaite.

Cinq rues séparent le pont Duarte de l'*avenida* du même nom. Un peu avant 17 heures les forces « loyalistes » atteignent enfin la dernière de ces rues, la José Marti;[105] un dernier effort et ce sera finalement l'*avenida* Duarte ... à peine 200 mètres qui restent à franchir.

Mais ces 200 mètres les troupes de San Isidro ne les franchiront pas. Harcelés par les contre-attaques rebelles, les « loyalistes » cèdent du terrain; et si « otra vez » ils « van a la ofensiva », « otra vez » ils « tienen que retirarse ».

La nuit tombe. « L'obscuridad favorece los defensores ». Les soldats de Wessin abandonnent le terrain qu'ils ont si péniblement conquis au cours de l'après-midi. Ils franchissent à nouveau le pont Duarte ... mais, cette fois, en direction de San Isidro. Ils se retirent, peu après 18h00, sur la rive orientale de l'Ozama. L'offensive « loyaliste » a échoué, l'opération « Mop Up » s'est transformée en défaite.

On parlera, plus tard, de « miracle du pont » — miracle, certes, pour tous ceux qui, constitutionnalistes et « loyalistes », aussi bien qu'observateurs plus ou moins neutres, en étaient arrivés à conclure, avant même que les troupes de San Isidro ne soient passées à l'offensive, que la cause constitutionnaliste avait vécu.

Le 26, le 27, les avions de de los Santos, bientôt appuyés par la flotte, avaient essayé d'anéantir la volonté de résistance de la population — et de transformer ainsi l'opération « Mop Up » en une simple promenade, qui n'aurait qu'à occuper un terrain déjà conquis, quitte à devoir écraser, ici et là, les derniers nids de résistance « communistes ».

C'est à ce moment que le « miracle » se produisit: des centaines de soldats, des milliers de civils, en dépit des bombes, en dépit de la mitraille, se massaient au pont Duarte pour barrer l'entrée aux forces de San Isidro. De los Santos, Rivera Caminero n'avaient pas réussi: au pont il faudra se battre, il n'y aura pas de « promenade ». La bataille n'est plus décidée d'avance, tout reste à jouer.

Et on joua. D'un côté des hommes — civils aussi bien que militaires — qui défient la mort parce qu'ils ont librement choisi de le faire. Chacun d'eux, certes, obéit à des motivations différentes — peut-être nobles, peut-être basses [106] — mais puissantes: ils ont choisi de supporter la violence meurtrière des bombardements, d'affronter les chars de Wessin, l'infanterie « loyaliste ».

En face, les soldats de San Isidro. Jamais ils n'ont combattu dans les rues d'une ville, jamais ils n'ont affronté un ennemi qui soit en était de se défendre. Pour eux aussi c'est le baptême du feu — sans, cependant, que des heures de bombardements aient pu les familiariser, d'avance, avec le fantôme de la mort.

Pourquoi sont-ils venus, pourquoi avancent-ils sous le feu des rebelles? Pour défendre les intérêts du général Wessin — ou les quelques avantages que leur assure une situation relativement privilégiée? [107] Ou peut-être, « soldats de l'Occident démocratique et chrétien », risquent-ils leur vie pour écraser cette nouvelle « agression communiste » et sauvegarder ces « valeurs éternelles » rétablies par le coup d'Etat de septembre 1963, par la dictature du Triumvirat?

Ils avancent, ils obéissent aux ordres qu'ils ont reçus. Combien seraient-ils, si la possibilité d'un choix leur avait été laissée?

Les ruelles qui séparent le pont de l'*avenida* Duarte réduisent l'efficacité des chars de Wessin; les erreurs mêmes des officiers du CEFA aggravent la situation.[108] Pourtant, il serait injuste d'attribuer la responsabilité de ces erreurs à Wessin: « la perdida de su vida » étant « irreparable por la causa que se defendía »,[109] le général se garde bien d'apparaître là où cette cause est défendue: il reste à San Isidro, tapi dans son bureau, où aucune balle perdue ne pourra l'atteindre.[110]

Chaque heure qui passe renforce le moral des défenseurs: la résistance cesse d'être une illusion, elle devient une réalité. Chaque heure qui passe affaiblit le moral des attaquants: la « promenade » se transforme en cauchemar, la victoire s'obstine dans son refus.

Et alors, le combat devient inégal: « muy pronto se pudo comprobar que los militares de San Isidro carecían de fuerza para entrar en la ciudad. Poseían la aviación y también la marina, pero no tenían ejército de tierra suficiente para imponerse a los militares constitucionalistas y milicianos armados ».[111] « Fuerzas suficientes » ... de combien de milliers d'hommes le général Wessin eût-il eu besoin pour venir à bout de la résistance constitutionnaliste? « 10.000 », soupire Llano Montes.[112] Peut-être. Mais Wessin ne dispose pas de 10.000 soldats.[113] Le combat est inégal, la retraite inévitable.

Sans doute, en apparence du moins, les constitutionnalistes n'ont-ils remporté qu'une victoire défensive qui, tout en redressant une situation gravement compromise, ne décide pas, cependant, de l'issue du conflit.

Refoulées hors de la capitale, les troupes de San Isidro occupent toujours les abords orientaux du pont Duarte. La Marine, l'aviation de de los Santos, sont toujours « loyalistes ».

Dans Santo Domingo même, bastion de la révolte, les rebelles ne sont pas les seuls maîtres. Dans les quartiers de l'ouest le Palais de la Police Nationale et les deux casernes d'*Intendencia* et *Transportación* sont autant de forces qui menacent — ou pourraient menacer — le contrôle constitutionnaliste sur la capitale.

D'ailleurs, peut-on désormais parler d'un « contrôle constitutionnaliste » sur Santo Domingo? « Es un hecho que el exodo que se produjo en las filas constitucionalistas en la tarde del 27 de abril dejó acefala la revolución ».[114] Le gouvernement Molina Ureña s'est désintégré, la plupart des leaders civils et une partie des leaders militaires de la révolte ont cherché refuge dans des ambassades, les officiers ont perdu le contrôle de leurs troupes. Dans de telles conditions — et en dépit de la victoire du pont — le mouvement constitutionnaliste est-il désormais autre chose qu'une émeute, les forces rebelles sont-elles autre chose que des bandes, plus ou moins puissamment armées, mais sans discipline, sans cohésion, condamnées à errer sans but précis dans les rues de la capitale, « terrorizing whole neighbourhoods and indiscriminately firing weapons »? [115] Incapables d'exploiter le succès remporté, s'aliénant, par leur violence même, la sympathie des éléments modérés qui ont, jusqu'ici, appuyé la révolte, elles ne pourront que succomber sous le poids d'une nouvelle offensive « loyaliste ». Car San Isidro saura sans doute mettre à profit le répit que lui assure la désorganisation de l'adversaire, et Montás lui-même, comprenant enfin la gravité du danger, acceptera de coordonner son action avec celle de Wessin.

Bref, pour trop d'observateurs, et en dépit de la défaite qu'elles viennent d'essuyer, les forces anti-constitutionnalistes « logically ... should be able to control the situation ».[116]

C'est à ce moment qu'un groupe d'officiers rebelles joue un rôle décisif, « es justamente en ese momento que surge como lider [de la révolte] el Coronel Francisco A. Caamaño Deñó ».[117]

Caamaño, Montes Arache et quelques autres officiers sont arrivés dans le secteur du pont Duarte peu après 5 heures de l'après-midi [118] — à temps, donc, pour participer à la phase finale de la bataille, à temps, surtout, pour lier leur nom à l'éclat de la victoire.

Leur contribution à la victoire même est certes loin d'être décisive — bien que l'importance de leur arrivée ne doive pas être sous-estimée: elle donne aux défenseurs — aux militaires en particulier — le sentiment qu'ils ne sont pas seuls, que les chefs n'ont pas, tous, trahi.

Mais c'est leur contribution à l'exploitation de la victoire, à la réorganisation de la révolte, qui est sans doute décisive. Les centaines de soldats, les dizaines de jeunes officiers qui ont participé à la bataille ont besoin d'un leader. Et maintenant Caamaño, Montes Arache, sont là. Ce sont des colonels — des supé-

rieurs. Ils sont dignes de confiance: ils viennent de prouver, par leur présence même, leur attachement à la cause commune, la sincérité de leur adhésion. Il n'y a plus de divisions entre officiers constitutionnalistes. Il n'y a plus « cette atmosphère que la trahison empoisonnait ».[119] L'épreuve des derniers jours, de ces dernières heures surtout, a procédé à une épuration naturelle: les « opportunistes », les « flojos », ont disparu — dans des ambassades, chez des amis. Ceux qui sont restés, ceux qui ont défié les chars de Wessin — après avoir supporté les bombardements des avions — sont les « durs ». Et ils font groupe autour du colonel Caamaño, l'officier qui a le rang le plus élevé,[120] l'officier qui était déjà ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Molina Ureña, l'officier qu'Hernando Ramírez avait choisi comme son successeur.

Un seul militaire — le capitaine de frégate Montes Arache — pourrait de par son rang, son prestige, s'opposer à la primauté de Caamaño et menacer ainsi l'unité retrouvée des forces armées constitutionnalistes. Mais Montes Arache n'a pas, parmi ses défauts, l'ambition capricieuse du pouvoir. Il met ses capacités, son prestige, au service de l'homme qu'il reconnaît comme le successeur d'Hernando Ramírez: « Francis » Caamaño, son ami de toujours. Et derrière Montes Arache — leur « patron » — se regroupent les hommes-grenouilles, combattants d'élite et, dès que leur chef est là, combattants disciplinés.

Certes, les militaires constitutionnalistes ne sont désormais qu'une minorité au milieu de la masse des civils armés. Trois jours plus tôt une collaboration franche, directe entre les foules de la capitale et un Caamaño — ancien commandant des « cascos blancos » — aurait été, très probablement, impossible. C'était le PRD qui, par sa présence, par son identification à la révolte, témoignait, face à la population, de la sincérité de ces officiers qui, soudain, se voulaient « constitutionnalistes ».

Il n'y a plus, maintenant, de PRD — même si les masses perrédeistes inondent les rues; Bosch est toujours le leader, le symbole de la révolte — mais Bosch est à Porto Rico; Molina Ureña, Peña Gómez, sont dans des ambassades.

Ce vide de pouvoir, aucun autre parti ne pourra le combler: faible, divisée, sans leaders charismatiques, l'extrême gauche aura déjà suffisamment de peine à réorganiser ses propres forces.

Ce vide de pouvoir, ce sont les militaires qui sont appelés à le remplir. Ce qu'aucun coup d'Etat « à froid » n'aurait pu accomplir, la violence de San Isidro a su le réaliser. Sous les rafales des avions, lors des attaques aux postes de police, dans la bataille du pont, un lien s'est formé; ce ne sont plus des mots, mais la souffrance commune, qui assure sa solidité. Peu importe, désormais, que le PRD ait cessé d'exister en tant que parti organisé: entre militaires constitutionnalistes et civils, il n'y a plus besoin d'intermédiaires. Les cadres perredeistes, les masses « boschistes », se tournent désormais vers les Caamaño, les Montes Arache. La révolte a retrouvé des leaders, le mouvement constitutionnaliste ne se dégradera pas en émeute.

Et Caamaño, épaulé par ses officiers, agit: « esa misma noche, Caamaño reorganizó las fuerzas de la revolución ... y se hizo fuerte dentro de la ciudad ».[127]

Sans doute est-il exagéré d'affirmer qu'à ce moment déjà « Caamaño and Montes Arache were in full control of the city »,[122] sans doute l'ordre et la disci-

pline n'étaient encore que relatifs. Mais le processus de réorganisation des forces rebelles a commencé. Pour le porter à terme, les constitutionnalistes disposent des atouts nécessaires: « a number of ... highly competent military leaders »,[123] une population qui reconnaît ces leaders comme les siens, la passivité de l'ennemi.[124]

Les heures s'écoulent. Peu à peu, « à la confusion et à l'anarchie » succède, « d'une manière surprenante, quelque chose qui ressemble à l'ordre ».[125] On dort très peu, cette nuit, dans Santo Domingo constitutionnaliste; l'effort de réorganisation se poursuit, sans interruption, sans répit. Et finalement « by Wednesday morning it had become obvious that the rebels had not only reorganized themselves during the night but had also gained new spirit and a new determination to win ».[126]

« A new determination to win »: pour les militaires constitutionnalistes tous les ponts sont rompus. La guerre civile est une réalité, toute possibilité de compromis a disparu, la victoire, seule, mettra fin à la fracture au sein des forces armées.

« A new determination to win »: les masses de la capitale ont vu un miracle s'accomplir: « always they had been at the mercy of men with guns. Now, for the first time in history, the people had guns, and they had forced the tanks to retreat. They were beating the armed forces that symbolized their centuries of misery ... They realized for the first time that they possessed a strength they had never before imagined could be theirs ».[127]

Le mouvement constitutionnaliste a surmonté la crise où l'avaient précipité, à partir de l'après-midi du 25 avril, l'irrésolution de certains chefs, la trahison d'autres. « A new spirit » souffle désormais dans les rangs constitutionnalistes: la phase défensive est terminée, « the rebel command prepared for a massive attack on San Isidro ».[128]

A San Isidro, cependant, « a severe test of nerves is in process ».[129] Trahison et puissance matérielle s'étaient alliées pour permettre l'écrasement de la révolte — mais la révolte triomphe. La « canaille » n'a pas cédé sous les bombardements. Elle a brisé l'élan de l'infanterie, elle a rejeté les attaquants de l'autre côté du pont Duarte. Les chars du CEFA, symbole de la puissance de Wessin, ont dû battre en retraite devant des civils, devant la populace.

Les rescapés de la défaite campent sur la rive orientale de l'Ozama. Ils n'ont pas su vaincre la résistance rebelle. Sauraient-ils, à l'occasion, en arrêter l'offensive?

> « Colonel Morillo Lopez [130] was sent to survey the situation at the Duarte Bridge, where he found only a few loyalist troops; they were tired and frightened, and their morale was alarmingly low. Upon Morillo's return to San Isidro, the generals made an attempt to recruit more troops from neighbouring garrisons; they could get a reinforcement of only twenty-five men ».[131]

A Santo Domingo les Caamaño, les Montes Arache, réorganisent les forces de la révolte. A San Isidro les généraux abondent [132] — la peur les paralyse. « It is not an impressive show », soupire Bennett.[133] Sans doute « Wessin is not making a very aggressive showing ».[134]

L'ambassade américaine, de son mieux, réconforte, aide « ses » généraux. Lorsque, « early in the morning of April 28, Air Force Chief de los Santos ... urgently asked the embassy if the United States could provide fifty walkie-talkie radio sets »,[135] c'est en termes dramatiques que Bennett devait appuyer la requête:

> « the issue here now is a fight between castro-type elements and those who oppose. I do not wish to be over dramatic but we should be clear as to the situation. If we deny communication equipment and the anti-rebel forces lose for lack of heart we may well be asking in the near future for landings of marines to protect U.S. citizens and possibly for other purposes. Which would Washington prefer? » [136]

Une des nombreuses faiblesses des généraux « loyalistes » est leur manque de coordination — conséquence des rivalités qui les séparent. Les diplomates américains s'efforcent de pallier ce problème: « the embassy had urged the formation of a junta ... They [les diplomates américains] hoped that the fragmented military forces would reunite and restore order ».[137]

Et le 28, au début de l'après-midi, une junte militaire est enfin installée. Son président est le colonel Benoit — « a virtually unknown air force officer ».[138] A ses côtés, deux autres illustres inconnus: le colonel Enrique A. Casado Saladin pour l'armée, le capitaine de vaisseau Olgo M. Santana Carrasco pour la marine.[139-140]

Ce n'est certes pas d'une « junte de combat » qu'il s'agit. Une des premières initiatives — peut-être la première — du colonel Benoit est de téléphoner à l'ambassade des Etats-Unis « to ask for 1200 U.S. marines to help restore order ».[141] Mais Bennett refuse de se rendre à une aussi amère évidence, il refuse de reconnaître la banqueroute morale de ses protégés: « I do not believe the situation justifies it ... Logically the junta forces should be able to control the situation ».[142] Cependant « the situation is not very logical » [143] et, « short of military intervention », l'ambassade américaine est prête à aller très loin pour affaiblir la cause constitutionnaliste et permettre ainsi la victoire des généraux. Et ce sera, dans l'après-midi du 28, l'épisode honteux de l'enlèvement d'Antonio Martínez Francisco, secrétaire général du PRD, refugié, depuis la veille, dans l'ambassade du Mexique: [144]

> « On April 28, Martínez ... received a phone call from Arthur Breisky, Second Secretary at the U.S. Embassy, who asked him to come to the embassy to discuss important problems with W.T. Bennett. Martínez agreed, and a car arrived to take him from the Mexican Embassy. Inside the car he found a loyalist colonel and a CIA agent who took him at gunpoint to San Isidro ».[145]

Introduit dans le bureau du colonel Benoit le leader perrédeiste — convaincu qu'on allait le fusiller [146] — tremblait au point d'être incapable de boire la tasse de café que Benoit lui offrait.[147] Un peu plus tard — « totalmente libre y sin coacción alguna »! [148] — Martínez Francisco, secrétaire général du PRD, lisait « ante los micrófonos de Radio San Isidro unas cuartillas en las que declaraba que la revolución había sido desviada de sus fines, y, en consecuencia,

invitaba a los militantes de su partido a deponer las armes » [149] ... « Totalmente libre y sin coacción alguna »! Mais ... « los militantes del Partido Revolucionario Dominicano no le hicieron caso ».[150]

Enlèvement d'un leader constitutionnaliste, soutien logistique (notamment ces 50 walkie-talkie « received late in afternoon »): [151] ce ne sont là que des demi-mesures ... la peur des généraux est si grande!

Un spectre hante San Isidro: balayant toute résistance, submergeant tout sur son passage, une marée humaine déferle de Santo Domingo, s'abat sur le « conjunto » — que, hélas, 15 kilomètres à peine séparent de la capitale. Et contre une telle marée les guerriers qui n'ont pas hésité à bombarder une population sans défense ne voient désormais qu'un seul barrage: le bouclier que leur offriraient les forces armées des Etats-Unis.[152] Et Bennett, enfin, reconnaît la réalité:

> « CRITIC, CRITIC, CRITIC.
> Regret report situation deteriorating rapidly. San Isidro pilits [sic] tired and discouraged. Despradel [153] says cannott control situation. MAAG chief went to San Isidro, found Belisario Peguero there in an hysterical mood, urging "retreat",[154] number of officers weeping. Benoit requests U.S. troops formally. The country team is unanimous that the time has come to land the marines. American lives are in danger. Proposes marine beachhead at Embajador Hotel. *If Washington wishes,*[155] they can be landed for the purpose of protecting evacuation of American citizens. I recommend immediate landing ».[156]

Il est 5h16 de l'après-midi. Une heure 37 minutes plus tard, « Naval Task Force Commander received order from Department of Defense to send 500 Marines ashore ».[157] Grossièrement camouflée en « intervention humanitaire », l'invasion américaine en République Dominicaine vient de commencer. Pour San Isidro, le cauchemar touche à sa fin. Bientôt les troupes américaines installeront un bouclier entre les généraux « loyalistes » et les « hordes rebelles ». Bientôt l'épée remplacera le bouclier.

CHAPITRE IX

1. « Mop up » n'est pas le nom officiel de l'opération — celle-ci paraît n'en avoir eu aucun — mais le nom que, par commodité, nous lui donnons.
2. Cf. *supra,* ch. VIII, p. 322.
3. Nous nous référons ici, évidemment, au rôle de l'ambassadeur des Etats-Unis.
4. Même Hernando Ramírez avait fini par se rendre compte de l'attitude de plus en plus équivoque de la flotte. Il s'était alors décidé à un geste désespéré: au cours d'une conversation téléphonique — dans les premières heures du 27 — il offrait à Rivera Caminero la position de ministre des Forces armées au sein du gouvernement constitutionnaliste. Geste vain: pour l'amiral, le gouvernement constitutionnaliste avait vécu; la monnaie avec laquelle on prétendait acheter sa loyauté était désormais sans valeur.

A l'offre d'Hernando Ramírez, Rivera Caminero répondait en exigeant l'installation d'une junte militaire — et confirmait ainsi la trahison dont on le soupçonnait.

Une fois de plus, cependant, Hernando Ramírez refusait d'accepter la réalité: l'entretien terminé, il s'obstinait à « garder le sentiment » que le refus de Rivera Caminero

n'était pas définitif, que le choix de l'amiral n'était pas encore arrêté (interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez).

5. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?*, p. 24.

6. Hôtel de luxe qui se trouve dans la partie occidentale de la ville, dans le quartier de La Feria.

7. Petit port à 21 kilomètres à l'ouest de la capitale.

8. MARTIN, *op. cit.*, p. 651.

9. *Versión de la cinta magnetofonica grabada en la República Dominicana los días 26 y 27 de Abril de 1965*, no 3, p. 4. Archives de l'auteur. Ci-après: « Cinta ».

10. Capitaine de vaisseau Ramón Emilio (*a*) Milo Jimenez Reyes au colonel Fishburn. « Cinta », p. 4.

11. L'entrevue, organisée sur initiative américaine, eut lieu dans l'édifice de la mission militaire des Etats-Unis. Y participèrent, pour les constitutionnalistes, le lieutenant-colonel Hernando Ramírez, le capitaine Peña Taveras, l'ex-capitaine Lachapelle Díaz; pour les Américains, le colonel Fishburn et un ou deux autres officiers qu'il n'a pas été possible d'identifier (interviews du lieutenant-colonel Hernando Ramírez et de l'ex-lieutenant Sención Silverio).

12. Interviews de Molina Ureña, d'Espaillat Nanita, de Lovatón Pittaluga et de Ledesma Pérez. Encore plus qu'une éventuelle rencontre entre « loyalistes » et constitutionnalistes, ce sont cependant les problèmes ayant trait à l'évacuation des citoyens américains qui paraissent retenir l'attention de Breisky au cours de sa brève visite au Palais National.

13. Conversation entre le colonel Fishburn et le capitaine de vaisseau Milo Jiménez Reyes fils. « Cinta », pp. 3-4.

14. On entend confusément, par moment, la voix de Milo Jiménez (s'exprimant en espagnol). Tout porte à croire que Jiménez est en train de se consulter avec d'autres officiers « loyalistes » ou, plus probablement encore, de leur demander des instructions. Après un intervalle de quelques minutes, la conversation entre Jiménez et Fishburn reprend.

15. Capitaine de vaisseau Milo Jiménez Reyes au colonel Fishburn. « Cinta », p. 7.

16. Il s'agit de Leopoldo Espaillat Nanita, le *concuñado* du président provisoire.

17. Le nom est mal prononcé. Il s'agit en réalité du colonel Caamaño Deñó (interviews d'Espaillat Nanita et de Molina Ureña).

18. Colonel Fishburn au capitaine de vaisseau Milo Jiménez Reyes. « Cinta », p. 20.

19. Capitaine de vaisseau Rafael (*a*) Papito Rivas au capitaine de vaisseau Milo Jiménez Reyes. « Cinta », p. 22.

20. En réalité les rebelles n'avaient tiré que quelques coups de feu au plafond dans les salons de l'Embajador. Aucun citoyen américain ne se trouvait au plafond — aucun d'eux n'avait donc été blessé.

21. Colonel Fishburn au capitaine de vaisseau Milo Jiménez Reyes. « Cinta », p. 9.

22. Ainsi que nous le montre une lecture de la « Cinta ».

23. Colonel Fishburn au capitaine de vaisseau Milo Jiménez Reyes. « Cinta », p. 19. Les ressortissants étrangers — les Américains aussi bien que les autres — devaient être transportés à Haina pour être ensuite embarqués dans les navires de guerre des Etats-Unis ancrés dans ce port. Quant à l'hôtel Embajador, il était le point de départ des opérations d'évacuation.

24. « Oh yes. Of course, of course. If no ... we are not going to bother with your movements there. [The bombardement] it's going to be here ». Milo Jiménez Reyes au colonel Fishburn. « Cinta », p. 20.

25. « *Malecón* significa muelle, pero en Santo Domingo se utiliza para referirse a cualquier paseo o avenida que corre a orillas del mar » (MOYA PONS, Frank: lettre à l'auteur. Santo Domingo, 11 mai 1972).

26. *Listin Diario*, 28 avril 1965, p. 1. L'équipage de la frégate de la marine de guerre dominicaine « Gregorio Luperón » devait cependant refuser de s'associer à la trahison de la flotte. Le Gregorio Luperón ne participa pas au bombardement de la capitale. Il quitta les eaux territoriales dominicaines et se dirigea vers Porto Rico où son commandant, le capitaine de vaisseau Augusto Lara Matos, devait demander asile politique, imité d'ailleurs par une partie de l'équipage (*El Mundo*, 29 avril 1965, p. 38).

27. La rivière Ozama couvrait le flanc oriental de la capitale. Renoncer à forcer le passage du pont Duarte — le seul pont qui reliât directement la rive orientale à la capitale — aurait signifié, pour les troupes du « conjunto », s'astreindre à un long et pénible détour: franchir, au nord-est de Santo Domingo, l'Ozama; avancer ensuite, à travers « carreteras inservibles » (LLANO MONTES, *op. cit.*, p. 131), en direction sud-ouest, vers la ville. Ici encore, cependant, une autre rivière aurait barré la route: l'Isabela qui, avant de rejoindre l'Ozama, bordait, au nord, Santo Domingo. Ici encore, un seul pont — la Cañita — « ubicado

junto a la fabrica de cemento, más angosto [du pont Duarte], más defendible por los rebeldes, y más factible para ser destruido al paso de los vehículos blindados » (*loc. cit.*).

28. *El Caribe,* 28 avril 1965, p. 5.

29. *Listin Diario,* 28 avril 1965, p. 1.

30. Ainsi que devaient le déclarer, dans l'après-midi du 27, des officiers supérieurs constitutionnalistes à Benjamin J. Ruyle, premier secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis. RUYLE, Benjamin: Rapport du 27 avril 1965, Santo Domingo, Archives de l'auteur.

31. Pour ce qui est de cette « mission solitaire » (cf. *infra,* pp. 351. 352), notre source est le même Lovatón Pittaluga. L'épisode est d'ailleurs fidèlement raconté dans l'ouvrage du Dominicain Julio César ESTRELLA (*La Revolución Dominicana y la Crisis de la OEA.* Santo Domingo, 1965; pp. 13-14).

32. Au moment où le « contre-coup » éclatait, le Nonce Apostolique, Mgr Emanuele Clarizio, ne se trouvait pas dans le pays. L'aéroport international de Punta Caucedo ayant été fermé au trafic civil dans l'après-midi du 24 déjà, le Nonce ne parvenait à rentrer en République Dominicaine, en dépit de ses efforts, que quatre jours plus tard, le 28 avril. Dès son arrivée, il devait se distinguer par son intense activité pour faciliter une solution négociée du conflit — activité qui devait d'ailleurs lui attirer la violente hostilité des forces de la droite dominicaine: pour celles-ci, en effet, toute solution « raisonnable » et « démocratique » du conflit exigeait que la révolte « communiste » fût écrasée.

33. C'est, paraît-il, le premier contact d'un membre du gouvernement Molina Ureña avec une ambassade autre que celle des Etats-Unis; ce sera aussi le dernier (interviews de Lovatón Pittaluga, de Ledesma Pérez et du lieutenant-colonel Hernando Ramírez).

34. ESTRELLA, *op. cit.,* p. 13.

35. Cf. *supra,* ch. VII, pp. 312-313.

36. ESTRELLA, *op. cit.,* p. 14.

37. *Loc. cit.*

38. Il est sans doute impossible d'établir une chronologie exacte de la « bataille du pont ». Les recoupements établis grâce aux journaux de l'époque, les interviews auxquelles l'auteur a procédé, les maints ouvrages écrits sur le sujet, prouvent, par les contradictions mêmes qu'ils contiennent, qu'un tel effort est vain.

Cela dit, on peut toutefois avancer, pour cette phase initiale de l'offensive « loyaliste », que c'est vers 13 heures environ que les chars et l'infanterie de Wessin entamèrent leurs efforts pour franchir le pont. A peu près une heure plus tard ces efforts seront couronnés de succès.

39. Ayant remonté la rivière Ozama, « una fragata de la Marina de Guerra disparó varios cañonazos » contre les positions constitutionnalistes près du pont Duarte, « para proteger el avance de los tanques ». (LLANO MONTES, *op. cit.,* p. 129).

40. *Ibid.,* p. 130.

41. *Ibid.,* p. 131.

42. Luis Lembert Peguero paraît avoir été le seul dirigeant du PRD à jouer un rôle d'une certaine importance au cours de cette période de débandade qui, commencée le 27 avril, devait — du fait de l'intervention militaire des Etats-Unis — se prolonger jusqu'aux tous premiers jours de mai. Jottin Cury, certes, devait jouer, au cours de cette même période, un rôle tout au moins aussi important que celui de Peguero. Mais Cury — ancien dirigeant de l'UCN — n'était devenu membre du PRD que quelques semaines à peine avant le 24 avril; et il n'occupait pas encore au sein de son nouveau parti ces positions de premier plan auxquelles devaient le conduire, plus tard, le courage et les capacités intellectuelles dont il avait fait preuve tout au long de la guerre civile.

43. Cf.*supra,* ch. VIII, note 126.

44. Cf. notamment SZULC, *op. cit.,* p. 46 et *Dominican Action — 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.,* p. 27.

45. Cf. *supra,* ch. VIII, p. 336

46. NIEDERGANG, « La Révolution », p. 57.

47. *Ibid.,* p. 50.

48. Benjamin J. Ruyle, premier secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis, était le seul diplomate américain qui avait su garder, dans la période du Triumvirat, de bonnes relations avec les dirigeants de l'aile « dure » du PRD (cf. *supra,* ch. IV, note 182). Il sera aussi le seul qui, par son comportement au cours de ces jours de crise, saura en conserver l'estime.

49. « Suffering from a severe attack of recurrent hepatitis » (MORENO, José A.: *Barrios in Arms. Revolution in Santo Domingo.* University of Pittsburg Press, 1970; p. 39) Hernando Ramírez s'était vu obligé — vers une heure de l'après-midi (interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez) — à renoncer à sa position de leader militaire de la révolte. A sa place, « Colonel Caamaño was entrusted with all military operations undertaken by the

rebels » (MORENO, *op. cit.*, p. 39) — sur proposition, d'ailleurs, du même Hernando Ramírez (interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez).

Cette abdication, toutefois, ne se voulait que temporaire — « hasta que me recuperara » (interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez). Et, à en juger par le rapport de Ruyle, Hernando Ramírez avait déjà repris, lors de l'entrevue à l'ambassade américaine, son rôle de leader (« the principal spokesman was Col. Hernando Ramírez »).

L'épisode ne manque pas d'intérêt. Des deux protagonistes l'un (Hernando Ramírez) devra bientôt abandonner la lutte — et, cette fois, pour longtemps. L'autre (Caamaño) deviendra en revanche le véritable leader de la révolte; et son ascension sera consacrée, le 4 mai, par les membres du Congrès qui, réunis à Ciudad Nueva, l'élèveront, avec une écrasante majorité, à la présidence de la République.

50. RUYLE, *op. cit.*

51. ESPAILLAT NANITA, Leopoldo A.: « A Casals Pastoriza », *Listin Diario*, 18 septembre 1969, p. 6. Espaillat Nanita est un de ces « 8 or 10 persons » (RUYLE, *op. cit.*) qui devaient rester jusqu'au dernier moment au Palais National avec le président Molina Ureña.

52. ESPAILLAT NANITA, *op. cit.*, p. 6.

53. Ruyle étant le seul Américain présent dans le bureau, ce « someone » ne peut donc être qu'un officier constitutionnaliste.

54. RUYLE, *op. cit.*

55. *Ibid.*

56. *Ibid.*

57. *Ibid.*

58. ESPAILLAT NANITA, *op. cit.*, p. 6.

59. *Loc. cit.*

60. « Ambassador Bennett arrived in Santo Domingo at 12:40 P.M. that day, Tuesday, April 27, a crucial day » (MARTIN, *op. cit.*, p. 653). « He flew in on an Air Force jet from Washington to the Punta Caucedo International Airport, held by the Wessin forces, and from there was lifted by helicopter to the gardens of the United States Embassy » (SZULC, *op. cit.*, p. 45).

61. RUYLE, *op. cit.*

62. ESPAILLAT NANITA, *op. cit.*, p. 6.

63. « In his usual soft-spoken manner, but with intense emotion, he avowed his intention to remain in the Palace and die, if necessary ... » (cf. *supra*, p. 355).

64. « ... Molina silently nodded his head ... he advanced one step, unbuttoned his jacket, removed his small pistol ... walked slowly through the door » (cf. *supra*, p. 356).

65. BENNETT, William Tapley Jr.: Telegram, April 27, 1965, 9:30 pm
action: secstate washdc IMMEDIATE
INFO: CINCSO CINCLANT FOR POLADS
COMCARTRSEAFRON
DOD
JOINT STAFF/DEFENSE MESSAGE
Ci-après: BENNETT, télégramme du 27 avril 1965 (21h.30).

66. Le Palais National et les rues qui l'entourent représentent une des cibles préferées des avions de de los Santos.

67. BENNETT. Télégramme du 27 avril 1965 (21h.30).

68. A en juger par l'estime dans laquelle il paraît tenir les leaders constitutionnalistes, Bennett doit être fermement convaincu qu'ils se hâteront, en masse, de chercher refuge dans des ambassades. Il ajoute d'ailleurs à la fin de son rapport: « four actually requested asylum; denied in accordance standard US practice not to grant asylum » (*ibid.*).

69. *Ibid.*

70. Cette phrase de R. Ledesma Pérez (interview de R. Ledesma Pérez) exprime de façon adéquate la réaction des participants (cf. aussi, à ce propos, SZULC, *op. cit.*, p. 48 et KURZMAN Dan: *Santo Domingo*: *Revolt of the Damned*. New York, G.P. Putnam's Sons, 1965, pp. 151-153). Encore plus que son refus d'accorder la médiation qu'on lui demandait, encore plus que son rôle dans la décision américaine d'intervenir militairement en République Dominicaine, c'est cette « manera hosca » de s'acharner sur des vaincus que les constitutionnalistes ne pourront jamais pardonner à William T. Bennett, « el americano feo ».

71. BENNETT, Télégramme du 27 avril 1965 (21h30). Cf. aussi SZULC, *op. cit.*, p. 48 et KURZMAN, *op. cit.*, p. 153.

72. Un « legitimate movement » qui « initiated this fratricide and called forth counter-reaction »!

73. BENNETT, Télégramme du 27 avril 1965 (21h30). Nous avons laissé les fautes de langue qui se trouvaient dans le texte.

74. BENNETT, Télégramme du 27 avril 1965 (21h30).

75. Cf. *supra,* ch. VI, p. 262.

76. Par la suite, certains accuseront Bosch de lâcheté: il aurait préféré rester en sécurité à Porto Rico, plutôt que de partager les risques avec les hommes dont il était le leader. Mais il est difficile d'imaginer comment Bosch aurait pu, matériellement, revenir en République Dominicaine. Les constitutionnalistes n'avaient ni flotte ni aviation. Très vite, d'ailleurs, la presque totalité du territoire national passa sous le contrôle des « loyalistes ». C'est seulement avec le concours de ceux-ci, ou des Américains, que l'ex-président eût pu prendre la tête de ses partisans. Quoi qu'il en soit, ces hypothèses ne sont pas plausibles.

77. Absent lors de la première entrevue avec le colonel Benoit — à laquelle, d'ailleurs aucun civil ne devait prendre part (cf. *supra,* ch. VI, p. 265) — Molina Ureña participera en revanche à la réunion de l'après-midi. Il n'y jouera, cependant, qu'un rôle effacé (cf. *supra,* ch. VI, p. 273).

78. C'est pour cette raison qu'au chapitre précédent nous parlons si peu de Molina Ureña et tellement d'Hernando Ramírez.

79. Cf. *supra,* note 4.

80. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

81. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

82. « Très imparfaitement assimilée », certes, mais pas pour autant « complètement étrangère... peut-être même d'origine communiste » (cfr. *supra,* ch. V, p. 237). Au moment décisif ces officiers ont reconnu que « they could not proceed without the approval of the "President" » (cfr. *supra,* p. 355). Les Wessin, de los Santos, Rivera Caminero, en revanche — bref, les « loyalistes » — n'ont, ni au moment du « contre-coup », ni au cours des heures qui suivront, songé qu'ils avaient eux aussi un « señor presidente » — qui avait pourtant grand besoin de leur aide.

83. Article 132 de la Constitution du 29 avril 1963 (cfr. *supra,* ch. VI, pp. 271-272).

84. Au cours de l'éphémère existence du gouvernement Molina Ureña, cinq décrets seront promulgués, tous le 25 avril. Le premier — « the legislative chambers are called for an extraordinary meeting in the National Congress Building on Monday, April 26, 1965, at 0800 hours » — sera le seul à être exécuté. En effet, dans la matinée du 26, « se reune el Congreso por primera vez después del derrocamiento de Bosch » (*El Caribe,* 27 avril 1965, p. 1). Ce sera, tout d'abord, pour renouveler son bureau: Anibal Campagna, sénateur indépendant (ex-UCN) de la province de Santiago, remplace à la présidence du Sénat Casasnovas Garrido, déporté le 3 novembre 1963 par le Triumvirat; Cesar A. Canó Fortuna remplace à la présidence de la Chambre des Députés Molina Ureña, devenu Président provisoire de la République. Ensuite une loi est votée — la seule: « la ley de amnistía general a los presos y deportados políticos » (*loc. cit*).

Le 27, vers 9 heures, le Congrès se réunit à nouveau, ainsi qu'il en avait décidé la veille. Mais c'est dans la confusion que la réunion se déroule, et sans qu'il soit possible d'aboutir à aucune mesure concrète (interview d'Anibal Campagna): l'effondrement constitutionnaliste paraît désormais imminent. Très vite, les législateurs se séparent. Ce ne sera que sept jours plus tard, le 3 mai, qu'ils se retrouveront — pour élire cette fois un nouveau président de la République, le colonel Caamaño, et remplir ainsi le vide créé par l'effondrement du gouvernement Molina Ureña et l'absence prolongée de Bosch.

Quant aux quatre autres décrets du gouvernement Molina Ureña, le deuxième prévoit que « the military rank authorized the Brig. Gen. Elias Wessin y Wessin is canceled and as a consequence he is discharged from national armed service » (art. 3). Les trois autres décrets, enfin, ont trait à la désignation de fonctionnaires civils, tous, curieusement, pour la province de Santiago (décret 3: « Virgilio Mainardi is hereby appointed as civil Governor of Santiago province ». Décret no 4: « Dr Nicomedes Breo [sic] is hereby designated president of the appeals court of the Department of Santiago ». Décret no 5: « Dr Salvador Jorge Blanco is hereby designated attorney general of the appeals court of the Department of Santiago »).

Aucun numéro du Journal Officiel ne couvre la période du gouvernement Molina Ureña. Ces cinq décrets furent cependant lus à Radio Santo Domingo Tv et leur texte peut être retrouvé dans le HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965, *op. cit.,* pp. 257-259. Le texte du décret no 1 peut d'ailleurs être retrouvé aussi dans *El Caribe,* 26 avril 1965, p. 1.

Aucun décret ne devait, en revanche, annoncer la désignation de membres du conseil des ministres. Mais quatre ministres furent néanmoins nommés par Molina Ureña: le lieutenant-colonel Hernando Ramírez, ministre des Forces armées; le colonel Caamaño Deñó, ministre de l'Intérieur; Máximo Lovatón Pittaluga (PRD), ministre des Affaires étrangères;

Manuel R. Ledesma Pérez (PRD), ministre sans portefeuille.

85. RUYLE, *op. cit.*

86. Les autres leaders perredeistes, par contre, qui avaient cherché asile — les Peña Gómez, les Lovatón Pittaluga, les Ledesma Pérez etc. — regagneront les rangs constitutionnalistes après deux ou trois jours à peine.

87. Certains leaders perredeistes — notamment Lovatón Pittaluga et Ledesma Pérez — avaient pris l'habitude de se rendre assez souvent à l'ambassade de Colombie pour essayer de convaincre Molina Ureña de rejoindre la zone constitutionnaliste (interviews de Lovatón Pittaluga et de Ledesma Pérez).

88. Interviews de Ledesma Pérez et de Lovatón Pittaluga.

89. Molina Ureña est aujourd'hui ambassadeur du gouvernement Balaguer.

90. Cf. *supra,* ch. IV, p. 202.

91. Cf. *supra,* ch. VIII, p. 323

92. NIEDERGANG: « La Révolution », p. 70.

93. Interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez.

94. Cependant, et contrairement aux allégations de certains journaux américains, Hernando Ramírez nie avoir jamais affirmé que le mouvement constitutionnaliste fût « heavily infiltrated » (*New York Times,* 30 juillet 1965, p. 7) par les communistes: « los elementos democráticos mantuvieron siempre el control de las fuerzas non democráticas » (interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez). Mais c'est à la participation même des communistes à une lutte qui était pourtant, ne fût-ce qu'à court terme, commune, que s'oppose ce farouche anti-communiste: il fallait, explique-t-il, « renunciar a sus servicios »(interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez).

95. Il s'agit ici de l'interprétation de l'auteur. Trois longues conversations avec le lieutenant-colonel Hernando Ramírez en sont à l'origine.

96. Hernando Ramírez lui-même a tenu à le souligner (interview du lieutenant-colonel Hernando Ramírez).

97. Cf. *infra,* ch. X, pp. 376-385.

98. Hôpital Padre Billini, dans la rue du même nom.

99. Hernando Ramírez ne devait rentrer en République Dominicaine que le 20 septembre 1965, c'est-à-dire 17 jours après l'installation du gouvernement de « conciliation » du Dr García Godoy.

Si son attitude au cours de la guerre civile peut et doit être qualifiée de désertion, il faut cependant reconnaître, à son honneur, que jamais, au cours des années qui suivront, il n'essayera de gagner le pardon des vainqueurs en trahissant la cause dont il avait été un des champions. Jamais il ne déclarera, lui qui pourtant abandonna, que la révolte avait été détournée vers des fins « non démocratiques ».

Il restera dans les forces armées, mais sa carrière sera brisée — ainsi qu'il en a été de *tous* les officiers constitutionnalistes. Lieutenant-colonel le 24 avril 1965, Hernando Ramírez est aujourd'hui, à cinq ans de distance, ... lieutenant-colonel.

100. *New York Times,* 28 avril 1965, p. 1.

101. *Washington Post,* 28 avril 1965, p. A - 1.

102. Cf. *supra,* ch. VII, p. 313.

103. *Listin Diario,* 28 avril 1965, p. 1.

104. Cf. *supra,* ch. IV, p. 186

105. *Listin Diario,* 28 avril 1965, p. 1.

106. Pour certains, tous ceux qui, au pont, lutteront pour empêcher l'entrée des troupes de Wessin dans la capitale ne peuvent être que des criminels, des assassins, des voleurs — surtout si la couleur de leur peau est foncée (interview de Carlos Sánchez y Sánchez, un ancien — et « illustre » — trujilliste qui n'a pas changé ses moeurs). L'auteur est très loin de partager cette opinion; il doit reconnaître, cependant, qu'elle est très répandue dans certains milieux dominicains, restreints quant au nombre, mais hélas très puissants.

107. Cf. *supra,* ch. IV, p. 183.

108. Il s'agit, en particulier, « de un empleo poco lógico de la cooperación y coordinación de los medios blindados y de la infantería. El 27 la infantería avanza por un lado, los tanques por el otro, sin coordinación. Ellos [les « loyalistes »] utilizan los tanques como piezas de artillería, de lejos, mientras que la infantería avanza a la descubierta » (interview d'un officier supérieur constitutionnaliste).

109. LLANO MONTES, *op. cit.,* p. 129.

110. *Loc. cit.*

111. ZAPICO, *op. cit.,* p. 53.

112. LLANO MONTES, *op. cit.,* p. 134.

113. Il est difficile d'établir avec précision le nombre des effectifs « loyalistes » en-

gagés dans l'opération « Mop Up ». Wessin affirmera plus tard qu'il ne s'agissait que de « approximatedly 600 men » (HEARING before the SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER INTERNAL SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, First Session, October 1, 1965, *op. cit.*, p. 159) — un moyen comme un autre, nous paraît-il, de justifier leur défaite.

Plus objective — pour une fois — *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?* parle de « a force of 1500 men, with some artillery and thirty-one armored fighting vehicles of various types, including thirteen tanks » (p. 27).

Le chiffre réel se situe probablement autour de 2000 hommes, la plupart du CEFA. De los Santos n'engagea pas dans la bataille tous les effectifs dont il disposait: sans doute parce qu'une partie du personnel de la « 19 de Noviembre » n'appartenait pas à des unités combattantes, mais aussi très probablement parce que, convaincu de la victoire, il pensait déjà, comme Montás Guerrero, à l'avenir.

Il faut aussi tenir compte, enfin, de plusieurs centaines d'absents: ceux qui étaient en congé au moment du « contre-coup » et, surtout, ceux qui désertèrent dans les jours successifs (24-26 avril) — en nombre assez considérable, paraît-il (interview du colonel Benoit).

114. ESTRELLA, *op. cit.*, p. 15.

115. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation? op. cit.*, p. 31.

116. BENNETT. Télégramme du 28 avril 1965, 15h.00. Santo Domingo, Archives de l'auteur.

117. ESTRELLA, *op. cit.*, p. 15.

118. Ils venaient de quitter l'ambassade américaine, où ils avaient participé à la « tristemente famosa y desdichada entrevista con W. Tapley Bennett » (cf. *supra*, pp. 355-357).

119. Cf. *supra*, ch. VIII, p. 324.

120. Caamaño était le seul officier encore présent dans les rangs constitutionnalistes à avoir le grade de « full colonel ».

121. ESTRELLA, *op. cit.*, p. 15.

122. MORENO, *op. cit.*, p. 39.

123. SZULC, *op. cit.*, p. 51.

124. Non seulement la passivité de San Isidro (cf. *infra*, pp. 366-368), mais aussi celle des forces anti-constitutionnalistes qui se trouvent dans la capitale elle-même: les « réfugiés » de la Fortaleza Ozama et du Palais de la Police — ainsi que d'*Intendencia* et de *Transportación* — tout d'abord. Ils ont laissé passer leur chance: frapper les constitutionnalistes au moment où ceux-ci étaient pleinement engagés dans la bataille du pont. Désormais il est trop tard. L'échec de l'opération « Mop Up » ne fait qu'accroître une panique, une désorganisation qui sévissaient déjà. Ce n'est certes pas de ces groupes d'hommes apeurés qui, eux, ne demanderaient qu'à être oubliés, que pourra surgir une menace quelconque au contrôle constitutionnaliste de la capitale.

Quant au Mella, quelques dizaines de soldats de ce bataillon s'infiltrent, au cours de la nuit (27-28 avril) dans le Palais National, profitant du fait que le palais lui-même avait été abandonné par les constitutionnalistes au cours de l'après-midi précédent. Mais ce sera la seule action « offensive » des forces de Montás Guerrero, lesquelles, « inexplicably split up into small groups » (*Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 32), montreront une préférence marquée pour une attitude passive et resteront sagement confinées dans les quartiers occidentaux de la capitale, là où il est difficile de rencontrer des rebelles.

Cette passivité du Mella s'explique d'ailleurs par des considérations qui sont d'ordre non seulement militaire mais aussi, probablement, politique: devant la défaite inattendue de San Isidro, Montás Guerrero se prépare-t-il à retirer son épingle du jeu, quitte à devenir — dans le cas, désormais de moins en moins impossible, où les rebelles seraient victorieux — un « constitutionnaliste de choc »?

125. NIEDERGANG: *op. cit.*, p. 73.

126. SZULC, *op. cit.*, p. 50.

127. KURZMAN, *op. cit.*, pp. 166-167.

128. MORENO, *op. cit.*, p. 31.

129. BENNETT. Télégramme du 28 avril 1965 (15h.00). Santo Domingo, Archives de l'auteur.

130. Officier du CEFA.

131. MORENO, *op. cit.*, p. 31.

132. Huit généraux au moins encombrent San Isidro: les deux maîtres de la maison — Wessin et de los Santos Cespedes — et six « invités »: le chef de la police, général Hernán *Despradel Brache*, l'ex-chef de la police, général en retraite Belisario *Peguero Guer-*

rero, et toute une série de généraux sans commandement: Renato *Hungría Morell* (armée de terre); Félix *Hermida hijo* (armée de terre); Manuel María *García Urbaez* (armée de terre); Miguel Atila *Luna Pérez* (force aérienne).

133. BENNETT. Télégramme du 28 avril 1965, (15h.00). Santo Domingo, Archives de l'auteur.

134. *Ibid.*

135. *Dominican action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 32.

136. BENNETT. Télégramme du 28 avril 1965, (13h.43). Santo Domingo, Archives de l'auteur.

137. *Dominican action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 32. L'installation d'une junte militaire présentait un deuxième avantage: elle accroissait le statut, sinon la représentativité, des généraux « loyalistes », jusqu'alors regroupés — théoriquement du moins — dans une *Jefatura Mixta de Operaciones de las Fuerzas Armadas* (*Listin Diario*, 27 avril 1965, p. 4).

138. SZULC, *op. cit.*, p. 53. Le colonel Benoit n'est cependant pas un inconnu pour les lecteurs de cet ouvrage. Nous l'avons vu, représentant de los Santos, négocier sans succès avec les leaders constitutionnalistes, dans la matinée aussi bien que dans l'après-midi du 25. Nous l'avons vu quitter en hâte le Palais National, à la suite de l'attaque de l'aviation. Un peu plus tard, depuis la maison d'amis, Benoit téléphonait à de los Santos. Pour exprimer son indignation: les avions avaient attaqué au moment même où, lui, il discutait avec les leaders rebelles — « me harían podido matar! »; mais, surtout, il téléphonait pour exprimer son désir de rentrer à San Isidro.

Peu après, un hélicoptère envoyé par de los Santos atterrissait au quartier de La Feria; Benoit pouvait enfin revenir auprès de ses « camarades » (interview du colonel Benoit).

139. Olgo Santana Carrasco... un officier qui, dans la nuit du 25 au 26, s'était rendu en personne au Palais National assurer Molina Ureña de son adhésion à la cause constitutionnaliste! (cf. *supra*, ch. VIII, p. 322).

140. Cette *Junta Militar de Gobierno* n'est cependant qu'une façade. Benoit, Santana Carrasco, Casado Saladin ne disposent d'aucun pouvoir réel — c'est d'ailleurs très probablement la raison pour laquelle on les a choisis. Ils ne sont que des prête-noms —les noms des Wessin, de los Santos, Rivera Caminero sont désormais trop liés aux bombardements de la capitale. Leur tâche est d'assumer la responsabilité d'actes odieux que d'autres auront décidés.

Aujourd'hui encore, le colonel Benoit continue à se demander « por qué, con tantos generales en San Isidro, tuvieron que escoger tres coroneles? » (interview du colonel Benoit). La réponse n'est pourtant pas difficile.

141. BENNETT. Télégramme du 28 avril 1965. (15h.00). Santo Domingo, Archives de l'auteur.

142. *Ibid.*

143. *Ibid.*

144. Nos sources sont Martínez Francisco et le colonel Benoit. Lors de l'entretien entre ce dernier et un ami intime de Martínez Francisco — Máximo Lovatón Pittaluga — les deux versions purent être confrontées: elles coïncidaient. L'épisode est aussi décrit par Moreno (MORENO, *op. cit.*, pp. 31-32) qui a eu recours à une source à laquelle l'auteur n'a pas eu accès: un officier « loyaliste » qui participa à l'enlèvement, et dont la version concorde avec celles que nous possédons.

145. MORENO, *op. cit.*, pp. 31-32.

146. Interview d'Antonio Martínez Francisco.

147. Interview du colonel Benoit.

148. ZAPICO, *op. cit.*, pp. 55-56.

149. *Ibid.*, p. 55.

150. *Ibid.*, p. 56.

151. *Dominican action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 35.

152. Le colonel Benoit lui-même reconnaît très ouvertement que « la moral en San Isidro está por el piso »: les officiers « loyalistes » sont convaincus que seule une intervention militaire américaine — qui tarde à venir! — pourra empêcher les rebelles de s'emparer du « conjunto » (interview du colonel Benoit).

153. Il s'agit du général Hernán Despradel Brache, chef de la police.

154. « Hacia Miami », sans doute!

155. Nos italiques.

156. BENNETT. Télégramme du 28 avril 1965, (17h.16). Santo Domingo, Archives de l'auteur.

157. *Dominican action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 36.

Chapitre X

LA LOI DU PLUS FORT

Avec le débarquement des forces armées des Etats-Unis prend fin la « phase dominicaine » de la révolte.[1] Vainqueurs en cet après-midi du 28 avril, les constitutionnalistes ne peuvent plus espérer en la victoire. Reste à savoir quelle sera l'étendue de leur défaite.

Dans la soirée du 28 avril, le président Johnson annonçait à son pays et au monde le fait accompli. Mais il le camouflait en intervention humanitaire, il ne faisait pas allusion au « danger communiste »:

> « The United States Government has been informed by the military authorities in the Dominican Republic that American lives are in danger. These authorities are no longer able to guarantee their safety and they reported that the assistance of military personnel is now needed for that purpose. I've ordered the Secretary of Defense to put the necessary American troops ashore in order to give protection to hundreds of Americans who are still in the Dominican Republic and to escort them to this country. This same assistance will be available to the nationals of other countries, some of whom have already asked for our help ».[2]

Aux Etats-Unis les faucons applaudissaient: ils avaient compris;[3] mais les « libéraux » approuvaient eux aussi, sans comprendre; plus tard, seulement plus tard, surviendra pour eux l'amer réveil.

Pourtant, à ce stade, tant le gouvernement américain que ses représentants à Santo Domingo espéraient encore éviter une véritable intervention militaire dont les répercussions seraient graves non seulement aux Etats-Unis, mais surtout en Amérique latine. Ils pensaient que la simple présence des *marines* suffirait à décourager les rebelles et à rendre courage aux « loyalistes ».[4] C'est pourquoi les 536 *marines* qui débarquent dans la soirée du 28 n'interviennent pas dans les combats. Ils se bornent à prendre position aux alentours de l'ambassade américaine et dans la zone périphérique de l'hôtel Embajador, loin de la zone des combats et au centre des opérations d'évacuation: intervention militaire sur le mode mineur que l'on pourra aisément travestir en intervention humanitaire: telle est la politique de Johnson, ce 28 avril.

Pendant quelques heures, cette politique paraît presque pouvoir réussir. A la nouvelle que les *marines* ont débarqué dans la zone de l'hôtel Embajador, se produit, chez les constitutionnalistes, « una vacilación general de todos »,[5] qui

compromet gravement l'effort de réorganisation entrepris depuis la victoire du pont Duarte.

Car presque tous sont convaincus que les troupes américaines vont quadriller la ville et « barrer la revolta ».[6] « Ya esto se acabó » [7] — comment serait-il possible de s'opposer à la toute-puissance des Etats-Unis? Beaucoup de constitutionnalistes — civils et militaires — abandonnent le mouvement. D'autres restent — mais tous « se quedan así parados, como esperando algo ».[8]

C'est le moment où les *marines* pourraient occuper toute la ville, « con muy poco esfuerzo ».[9] Mais ils n'avancent pas. Washington attend que San Isidro passe à l'offensive. « Operation Clean Up is afoot and very soon the city will be free of the Communist mob » annonce *Radio Fuerzas Armadas Dominicanas* [10] et, entre deux tentatives d'intimidation, elle joue « Stars and Stripes Forever ». « Believe that with determination your plans will succeed », affirme Bennett dans un « personal message of encouragement » [11] au colonel Benoit.

Une fois de plus, l'ambassadeur américain n'a rien compris. Sans doute l'intervention des Etats-Unis, même sous sa forme présentement « limitée », a sauvé San Isidro car elle a, à la fois, arrêté le processus de désintégration, déjà bien avancé, des forces « loyalistes », et paralysé leurs adversaires. Mais elle ne suffit pas à rendre à San Isidro sa capacité offensive. Wessin, de los Santos et les autres généraux attendent des Américains qu'ils « nettoient » pour eux Santo Domingo. La lutte contre le communisme est une lutte commune; quant à eux, leurs contribution sera de ne pas s'échapper « hacia Miami » et de lancer ... l'aviation contre la canaille. « The Department [of State] ... asked why San Isidro had lost its will to fight »: [12] elle n'en avait jamais eu.

Une fois de plus, ce sont les constitutionnalistes qui prennent l'initiative. La phase de paralysie n'aura duré que 24 heures. Beaucoup reviennent, à partir de la soirée du 29, rassurés par l'apparente passivité des Américains ou mûs par un sentiment de honte.[13] Et, toujours dans la soirée du 29, apparaît le premier tract de ce *Comando Militar Constitucionalista* qui avait commencé à se constituer, autour du Colonel Caamaño, dès la victoire du pont Duarte. Répondant au défi de *Radio Fuerzas Armadas Dominicanas,* le tract lance un appel à « la Unidad de civiles y soldados armados » [14] afin de « derrotar definitivamente al criminal Wessin y su pandilla ... Por aire no se toman ciudades. Es a pié, y así nunca tomarán a Santo Domingo ni vencerán a nuestro pueblo en su lucha democrática. Nuestras armas y nuestros pechos le cortarán el paso. No aceptamos ninguna solución que no sea el restablecimiento completo de la constitucionalidad con el profesor Juan Bosch en la Presidencia de la República ».[15]

Aussitôt dit aussitôt fait. Le 30 avril, Caamaño et les officiers qui l'entourent organisent avec les commandos mixtes de civils et de militaires dont ils disposent une attaque contre la Fortaleza Ozama, siège des « cascos blancos ». C'est la première action offensive du mouvement rebelle depuis le débarquement des *marines.* Les « cascos blancos » n'opposent qu'une faible résistance, la Fortaleza est prise et avec elle son dépôt de 4.000 armes.

Aux yeux du *Comando Militar Constitucionalista* ce n'est là qu'une première étape. La deuxième sera la prise de *Transportación,* d'*Intendencia,* et du Palais de la Police Nationale. Ensuite viendra le tour de San Isidro.

Mais il est trop tard. Washington a enfin compris, avant même la chute de la Fortaleza Ozama. La passivité des généraux, le 29, a fini par dissiper les dernières illusions. Tard dans la soirée:

> « Some eighteen hundred or two thousand U.S. airborne troops, already alerted, were ordered to land at San Isidro airfield. Two Battalion Combat Teams of the 82nd Airborne Division did land at 2:30 A.M. on Friday April 30 ».[16] Toujours le 30, « the Marines fanned out from the area around the hotel [Embajador] and eventually occupied nine square miles in the western part of the city ... » [17]
>
> « At the same time paratroopers of the 82nd Airborne division moved out of the San Isidro Air Force Base ... They pushed along the highway in the direction of the Ozama river. Their mission was to secure the road and the Duarte bridge which leads into Santo Domingo. On the Santo Domingo side of the bridge the rebels were in control ... Since there were no Americans or other foreigners to be evacuated from the rural and urban areas lying between San Isidro and the Ozama river, the move by the Airborne division clearly was a military operation designed to serve a political purpose.[18] That political purpose was unquestionably to prevent the collapse of the Benoit Junta. The rebels were steadily gaining in strength while the junta forces were disintegrating almost visibly ... The Junta's concern ... was to prevent the rebels from smashing across the river and threatening San Isidro ... With the Junta's military situation deteriorating hour by hour, the troopers of the 82nd Airborne Division moved into the breach and for all purposes set up a wall that prevented the rebels from driving across the Duarte bridge to the other side of the river. The paratroopers captured the bridge after hard fighting. Then they proceeded to secure an area of several blocks beyond it on the rebel side of the river. Using bazookas, 106 mm recoiless rifles and machine guns, the troopers secured their new positions in a relatively short time. » [19]

Deux jours plus tard, dans la nuit du 2 au 3 mai, « to link up with the Marines », qui contrôlent déjà la partie occidentale de la capitale, « the paratroopers advanced nearly three miles across the city ».[20] Ils établissaient un « couloir » qui traversait Santo Domingo du nord-est au sud-ouest. Les forces constitutionnalistes étaient désormais coupées en deux. Au sud-est, elles occupaient le quartier de Ciudad Nueva; au nord-est, les « barrios altos ». Pour passer d'une zone à l'autre, les constitutionnalistes devaient passer par les quelques points de contrôle établis le long du « couloir ». Ils étaient fouillés, parfois arrêtés. Le passage était interdit aux hommes armés.

En dépit de la pression américaine, tant psychologique que militaire, la révolte ne s'effondre pas; c'est, après la victoire du pont Duarte, le deuxième miracle. Bien que contraints à la défensive, les constitutionnalistes poursuivent leur effort de redressement interne; l'élection, dans la nuit du 3 au 4 mai, du colonel Caamaño à la présidence de la République est une première manifestation de ce redressement. Dans le secteur limité qui reste entre ses mains le gouvernement constitutionnaliste s'efforce de gouverner. Il se donne une structure: un

Conseil des Ministres, un état-major, une presse; il réorganise ses forces armées, et déploie même une certaine activité sur le plan international. Il y a encore de la confusion, de la désorganisation, mais non pas ce marasme qui permettrait aux Etats-Unis de tirer prétexte de l'anarchie et d'une violence aveugle pour se lancer dans une opération « humanitaire » de police et occuper tout le secteur constitutionnaliste.

Mais Washington ne reste pas inactif. Au gouvernement Caamaño il faut opposer un autre gouvernement, car la junte militaire est trop discréditée pour pouvoir servir.[21] C'est John B. Martin, déjà ambassadeur du temps de Kennedy et à présent envoyé spécial du président Johnson, qui se met à la tâche. Il agit vite. En dehors de l'ambassade américaine,[22] sa principale source d'informations est son ami Tony Imbert.[23] En quelques heures Martin aura tout compris: « what began as a PRD revolt had in the last few days fallen under the domination of Castro/Communists and other violent extremists ».[24] Il rend publiques ses conclusions, le 2 mai, au cours d'une conférence de presse.

« I felt the situation demanded a third force », écrira plus tard l'ancien ambassadeur.[25] Le président de son « third-force government » est tout trouvé: Tony Imbert. Un deuxième membre est déjà sur place: le colonel Benoit, auquel on a confié, le 28 avril, la présidence d'une junte militaire; on lui ordonne, à présent, de saborder sa junte et d'entrer dans le nouveau *Gobierno de Reconstrucción Nacional* (GRN).[26]

Sera en revanche plus difficile la recherche de membres civils du gouvernement — « ciudadanos de reconocida solvencia moral » [27] — qui devront donner à l'édifice un semblant de respectabilité. De nombreux « honorables » sont sollicités. Certains refusent, parce que constitutionnalistes,[28] ou « neutres ». D'autres, tout en désirant l'échec de la révolte, sont assez intelligents pour ne pas se compromettre dans un gouvernement destiné à être haï et éphémère, où on ne leur laissera qu'un rôle de figurants — le temps nécessaire, pour les Américains, d'inventer une solution moins boiteuse.

Finalement, au bout de quelques jours, « three civilians accepted and were accepted »: [29] Alejandro Zeller Cocco, un ingénieur qui était, jusqu'alors, un inconnu; Carlos Grisolia Poloney, élu sénateur pour l'UCN en décembre 1962 et très actif sous le Triumvirat: ministre du Travail dès le 27 septembre 1963,[30] gouverneur de Puerto Plata depuis le 11 novembre 1964.[31]

Le troisième « honorable », Julio D. Postigo, est une recrue de choix: libraire assez connu, il est un ami de Juan Bosch. Politiquement, il ne représente rien — pas plus que Zeller Cocco; mais il jouit d'une réputation d'honnêteté qui manque à ses deux collègues.

« Postigo had joined Imbert's government, a rival to Caamaño's Bosch-inspired government » — exulte Martin.[32] « If ever a man joined a government not for himself but for his country, it was Julio Postigo ».[33]

Le cas de Postigo est certes assez particulier. Il accepta de participer à un gouvernement formé « por influencia y consejo del presidente Johnson » [34] non par ambition politique ou désir de s'enrichir; il crut — ou, plutôt, on lui fit comprendre — que ce gouvernement était la seule solution de rechange à une offensive militaire américaine contre les réduits constitutionnalistes. On n'arriva pas

à le convaincre, en revanche, que le mouvement rebelle était dominé par les communistes.[35]

Ainsi naissait, le 7 mai 1965, le *Gobierno de Reconstrucción Nacional* (GRN), « con la bendición tanto de los militares de San Isidro, cuanto también del enviado especial del Presidente Johnson, el ex-embajador en la República Dominicana John Bartlow Martin — llegado al país el 30 de abril — y también del embajador titular William Tapley Bennett ».[36] Un « third force government » dont l'acte de naissance trahit sans équivoque les origines: « a los siete días del mes de Mayo de 1965, los suscritos, Miembros de la Junta Militar de Gobierno ... han decidido lo siguiente:

1) conferir plenos poderes al General Antonio Imbert Barrera—para que presida e integre una nueva junta de Gobierno en la forma que considere mas conveniente.

2) declarar la disolución de la Junta para hacer factible el mandado conferido anteriormente ».[37]

Sans doute, le 9 mai, d'entente avec l'ambassade américaine, le GRN limoge des forces armées les généraux Belisario Peguero G., Montás Guerrero, Atila Luna P., Félix Hermida *hijo*, l'amiral Rib Santamaria et le colonel Rivera Cuesta [38] et met à la retraite les généraux García Urbaez et Renato Hungría [39] — ils seront tous déportés, deux jours plus tard, à Porto Rico. Mais cet acte de « bonne volonté » (les officiers en question sont connus pour leur corruption) ne trompe personne. Sept d'entre eux étaient déjà sans commandement; le huitième, Montás Guerrero, un ennemi personnel d'Imbert Barrera et de Wessin, s'est trop compromis par sa passivité le 27 avril.[40] Rivera Caminero, dont la flotte a bombardé la capitale, devient ministre des Forces armées,[41] Milo Jimenez devient chef d'état-major de la marine [42] et le colonel Martinez Arana — un « dur » — sera le chef d'état-major de l'armée de terre.[43] Quant à de los Santos, il reste chef d'état-major de la force aérienne, tandis que Wessin conserve son CEFA. « They have killed the flies, but left the beetles », remarque, à juste titre, Caamaño.[44]

Entre-temps au siège de l'OEA à Washington, les représentants de l'Amérique latine cachent le sentiment d'impuissance de leurs pays sous des flots de rhétorique.

Le gouvernement américain ne les a pas informés d'une intervention militaire qui viole ouvertement les articles 15 et 17 de la charte de l'organisation.[45] Confrontés à un fait accompli qui soulève une vague de colère en Amérique latine, oseront-ils répondre à l'arrogance de Washington par une condamnation qui serait contraire à leurs habitudes?

Réuni une première fois le 29, et à nouveau le 30 avril, le Conseil de l'OEA apporte une première réponse. Il décide la convocation de la *Decima Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores* (DRCMRE) de l'organisation, qui devra étudier la grave « situación creada por la lucha armada en la República Dominicana » [46] — mais la résolution passe sous silence l'événement qui est dans l'esprit de tous et dans les discours de certains: l'intervention armée des Etats-Unis dans les affaires internes d'un pays membre.

Sans doute, il y a l'inévitable minorité « dure ». Il s'agira donc pour Washington de regrouper la majorité nécessaire de « consentants » — et aussi de contenir l'exaspération des « rebelles » dans des limites compatibles avec la « dignité » de l'organisation.

Et l'OEA s'exécutera, comme toujours, tout en laissant apparaître, de temps à autre, quelques soubresauts de mauvaise humeur aussitôt suivis par un retour à son habituelle sagesse, grâce aux vigoureuses admonestations de Washington. Quant aux rebelles, ils sauront contenir leur révolte dans des limites acceptables.

L'OEA se gardera de condamner les décisions unilatérales prises par les Etats-Unis. Mieux encore, le 6 mai, par la création d'une *Fuerza Interamericana de Paz* (FIP), elle offrira une base légale à la présence illégale des troupes américaines en République Dominicaine.

Lorsqu'il avait proposé la création de la FIP, le 3 mai, le gouvernement américain « seemed extremely confident that it would be adopted quickly ».[47] Il rencontra, en fait, une « stiff and unexpected opposition ».[48] Trois jours d'intense activité suivront, au cours desquels les Etats-Unis bombardèrent l'OEA « with hortatory, then commendatory statements ».[49] « It was apparent that there was growing impatience in the Administration ... It was also clear that the U.S. was not awaiting OAS sanction before continuing its military steps in the Dominican Republic ».[50]

Le 5 mai, dans un « freewheeling talk »,[51] le vice-président Humphrey exprimait son indignation devant la mauvaise volonté des « latinos »: « the time has come for the OAS to discard its "dressing gown" of aloofness ».[52] Après avoir reproché à l'organisation d'ignorer « the realities of life »,[53] le vice-président Humphrey admonestait: « the OAS ought to learn how to provide for law and order »,[54] « lest we have to garrison place after place to uphold law and order and to protect the lives of citizens ».[55]

Et voici comment l'OEA se plia aux « realities of life »: il fallait quatorze voix pour que la résolution fût approuvée; le 6 mai douze pays d'Amérique latine seulement votaient avec Washington en faveur de la création d'une *Fuerza Interamericana de Paz.* Pour faire la compte on ajouta aux votes favorables de ces treize Etats celui de Monsieur José Antonio Bonilla Atiles.

Déjà ministre des Affaires étrangères du Consejo, Bonilla Atiles avait représenté la République Dominicaine auprès de l'OEA sous Donald Reid Cabral — mais le Triumvirat avait cessé d'exister. Il y avait désormais en République Dominicaine deux gouvernements rivaux dont aucun n'était reconnu par les pays de l'hémisphère. Ni l'un ni l'autre ne pouvait donc être admis à voter.[56] Qu'à cela ne tienne. Washington avait besoin d'une 14e voix: un homme, Bonilla Atiles, devenait un Etat, et le tour était joué. Une subtilité juridique qui augmentait le ridicule où sombrait l'OEA — et pourtant la minorité « rebelle » se refusait à en tirer les conséquences nécessaires et continuait à siéger dans une organisation qui méprisait sa propre charte et les règles les plus élémentaires du droit international.[57]

Et la comédie continuait. Le 12 mai un premier pays latino-américain, le Honduras, mettait des troupes à la disposition de la FIP. « A majority of Latin American states are now expected to follow suit, with probably more than 10

nations making at least token contributions », commentait avec optimisme le *New York Times*.[58] Il se trompait. Confrontés à une opinion publique déchaînée, plusieurs gouvernements se gardèrent d'accomplir un geste aussi impopulaire.[59] En tout et pour tout, seuls six pays d'Amérique latine allaient fournir des contingents à la FIP:

— le Brésil:	1152 hommes
— le Honduras:	250
— le Paraguay:	178
— le Nicaragua:	159
— le Costa Rica:	21
— El Salvador:	3.[60]

Les *tontons-macoutes* du Président Duvalier étaient absents — et c'était dommage, car ils auraient été en bonne compagnie. Côte à côte, pour défendre la démocratie dominicaine, marchaient dans Santo Domingo les soldats de cinq dictatures. Auprès d'eux — « aporte ridiculo a esta farsa internacional » [61] — les 21 policiers du Costa Rica.

Un général brésilien, Panasco Alvim, reçut le commandement de la FIP. Modestement les Etats-Unis se contentaient du deuxième poste: le général Bruce Palmer, commandant en chef des forces d'occupation américaines, devenait le commandant en second de la FIP. Peut-être bon soldat, mais mauvais diplomate, Palmer expliqua aux journalistes: « if the OAS and the U.S. government get into a policy conflict, I would have to follow the guidance of my government ».[62]

Depuis le 3 mai siégeait en République Dominicaine une *Comisión Especial* de l'OEA composée des représentants de cinq Etats « sûrs »: l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Guatemala, Panama. Elle avait reçu mandat, par la DRCMRE, d'« ofrecer sus buenos oficios a los grupos armados dominicanos ... » [63] et d'« efectuar una investigación de todos los aspectos de la situación existente en la República Dominicana que han conducido a la convocatoria de la reunión ».[64]

> La *Comisión Especial* « was almost a total disaster ».[65] « There is nearly unanimous agreement among United States, Dominican and Pan American Union officials that ... the committee was lackadaisical, easily aroused to petulance, and generally incompetent ... Not only that, but the Committee seemed to go out of its way to antagonize the constitutionalists, and soon had so compromised its mediating status as to dissipate whatever chance it may have had to arrange a compromise ... Within a few days ... the committee had publicly accused the constitutionalists of tolerating Communist infiltration of their movement and had issued a report asserting that had the United States not intervened the Dominican Revolution "could rapidly have been converted into a Communist insurrection" ... The committee ignored or even sanctioned massive violations of the military status quo it had been charged with maintaining. On May 2 the committee "authorized" the United States to create the so-called neutral zone of refuge in Santo Domingo by extending American lines directly across the middle of the city, thus creating an unbroken line of U.S. military power all the way to the San Isidro Air Base.[66] In a revealing

indication of what it thought of the Special Committee, the State Department told the U.S. Embassy to proceed with the move even if the Committee refused its permission ... Similarly, the committee failed to prevent or even to condemn the Imbert junta's blatant violations of the cease-fire,[67] including the major attack in Mid-May on constitutionalist forces in the northern sector of the city [68] ... Indeed, there were reports that the chairman of the Special Committee, Ricardo Colombo of Argentina, personally favoured military action against the constitutionalists, despite its explicit mandate to maintain the cease-fire ».[69]

En fait, la Commission ne joue qu'un rôle de bouche-trou pendant que les Etats-Unis, dans les coulisses, méditent sur la politique à suivre. Les constitutionnalistes ont survécu au choc psychologique du 28 avril, et aux rudes coups de griffe que les troupes américaines leur ont assénés depuis. Encore dépeints, quelques jours auparavant, comme une horde de sauvages assoiffés de sang, ils ont très vite gagné le respect d'importants organes de la presse américaine.[70] Aux Etats-Unis les « libéraux » prennent, de plus en plus, leurs distances d'un président qui les a dupés. Non seulement l'intervention « humanitaire » paraît désormais n'avoir été qu'un prétexte, mais même l'influence communiste au sein du mouvement constitutionnaliste leur semble avoir été grossièrement exagérée — sentiment que partagent même certains membres du gouvernement et de nombreux sénateurs. Bref, si Johnson garde, dans sa politique dominicaine, le soutien d'une large majorité de l'opinion publique américaine, la belle unanimité des premiers jours n'en est pas moins rompue par la révolte des « libéraux ».[71]

D'autre part, en Amérique latine, les tournées de propagande de Harriman et Moscoso n'ont pas réussi à apaiser une colère qu'aggrave encore un sentiment d'impuissance. Au Conseil de Securité, enfin, les Etats-Unis se trouvent dans une posture d'autant plus désagréable que, rompant avec une longue tradition de passivité, l'organisation mondiale semble vouloir intervenir pour la première fois dans un secteur que l'OEA considère comme son domaine réservé.[72]

Confrontés à des « rebelles » qui ne veulent pas se rendre, mais ne voulant pas s'engager ouvertement dans un « Budapest », les Etats-Unis décident d'entamer avec les constitutionnalistes des négociations que l'ambassadeur Bennett ou l'« envoyé special » Martin ne pourront pas conduire car ils sont tous deux trop discrédités aux yeux des constitutionnalistes; elles sont trop importantes par ailleurs pour être confiées aux cinq marionnettes de la Commission Spéciale de l'OEA ou au Secrétaire général de l'Organisation — lui aussi en « visite » à Santo Domingo. Le 13 mai débarquent à Porto Rico quatre Américains qui occupent des postes très élevés dans l'Administration Johnson: deux « durs », le *Under-Secretary of State* Mann et l'*Assistant-Secretary of State for Inter-American Affairs,* Jack Hood Vaughn; deux « libéraux »: McGeorge Bundy, *Special Assistant on National Security Affairs,* et Cirus R. Vance, *Deputy Secretary of Defense.* C'est la « négociation Guzman » qui commence. D'une main le gouvernement américain offre aux constitutionnalistes la possibilité de négocier. Mais de l'autre, il frappe — pour engager ses interlocuteurs à se montrer raisonnables. Parallèlement à la « négociation Guzman » se déroule l'« Opération Limpieza ».

L'« Opération Limpieza »

Les « barrios altos » représentent le bidonville de la capitale. Au sud, le « couloir » les sépare de Ciudad Nueva, à l'ouest s'ouvre la Zone Internationale de Sécurité occupée par les Américains; la rivière Isabela au nord, l'Ozama à l'est, en marquent la frontière avec le territoire de San Isidro.

Quant aux constitutionnalistes, fortement organisés à Ciudad Nueva — où se trouvent tous les organes du gouvernement et les état-majors des partis politiques — ils n'ont en revanche qu'un contrôle sommaire des « barrios altos »; leur dispositif militaire aussi y est rudimentaire: « in contrast to the situation in their downtown stronghold ... the rebels in the north did not have an organized defense plan. Most of the rebel forces in the north were irregulars and they lacked the intricate system of defenses and roadblocks that existed in the downtown area ».[73] L'occupation des « barrios altos » ne mettrait pas fin à la guerre civile, ce qui serait bien le cas d'une attaque contre Ciudad Nueva. Mais ses répercussions internationales seraient beaucoup moins graves: il ne s'agit que de taudis; et surtout, il serait plus aisé de tromper ceux qui ne demandent qu'à l'être: alors que, pour attaquer Ciudad Nueva, les troupes d'Imbert doivent nécessairement passer par le « couloir » occupé par les Américains, elles disposent, dans le cas des « barrios altos », d'une frontière commune.

Le 14 mai, en flagrante violation de la trêve conclue neuf jours plus tôt, s'engage l'« Opération Limpieza »: une offensive contre les « barrios altos » à laquelle participent plus de 2.000 soldats du GRN. Les attaquants disposent de chars, de canons, de *walkie-talkies*. Ce sont les Américains qui ont réorganisé et rééquipé les forces « loyalistes ».

L'« Opération Limpieza » durera huit jours, du 14 au 21 mai, en dépit des appels au cessez-le-feu votés à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations Unies — un vote auquel les Etats-Unis ont dû s'associer — en dépit de l'indignation mondiale. Elle ne s'arrêtera que lorsque les derniers mètres des « barrios altos » auront été occupés, les derniers défenseurs massacrés.

De Ciudad Nueva, les constitutionnalistes assistent impuissants au carnage. Fidèles à leur mission « humanitaire », les soldats américains empêchent les rebelles de traverser le « couloir » avec des armes; un « couloir » dont les points de contrôle « are manned by U.S. troops and by troops of the ... military junta »[74] et à travers lequel transitent librement et sans cesse « truckloads of armed junta policemen and soldiers ».[75]

Mais la responsabilité des Etats-Unis est encore plus grave:

> « U.S. Marines and paratroopers gave both direct and indirect help to the forces of General Antonio Imbert Barrera today as Imbert's junta troops captured the rebel-held Radio Santo Domingo and conducted a house-by-house clean-up of rebels in the northern sections of the city ».[76]

Des « incidents » de ce genre se répètent jour après jour depuis le 14 mai; ils sont bien nécessaires, car la résistance des *infelices* est héroïque: « jamais ils ne se rendent, ils luttent avec un courage, une détermination que nous ne

possédions pas. Et c'est naturel. Eux, ils luttaient pour quelque chose, nous seulement pour notre solde ».[77]

La Solution Guzman [78]

L'idée d'une solution Guzman paraît avoir pris naissance dans la deuxième semaine de mai, au cours de conversations tenues à San Juan entre Bosch et des membres du « groupe de Porto Rico »: Muñoz Marin, Teodoro Moscoso et Jaime Benitez, ces derniers agissant comme intermédiaires entre l'ex-président dominicain et Washington.

Riche propriétaire foncier du Cibao, lié à la « gente de primera », *concuñado* du général Viñas, Antonio Guzman était un cas exceptionnel au sein du PRD. Homme « modéré », il n'avait rien de commun avec les « têtes chaudes » à la Peña Gómez. Les paysans qui travaillaient ses terres étaient un peu mieux payés, et mieux traités, que ceux qui travaillaient chez d'autres *latifundistas*, mais ce n'est pas d'Antonio Guzman qu'il y avait lieu de craindre de réelles transformations de la société dominicaine. « He was no revolutionary, simply a devoted friend of Bosch, with whom he had grown up ».[79] Il avait enfin une grande qualité: « he was friendly to the United States ».[80]

Il est significatif qu'après l'intervention militaire américaine Antonio Guzman ne soit pas resté avec les constitutionnalistes retranchés à Ciudad Nueva, mais qu'il soit rentré chez lui à Santiago, où personne ne l'inquiéta. Il est également significatif qu'il ait été un des hommes que Martin eût voulu voir dans le GRN, sous Imbert.

Tel est l'homme qui aurait dû présider un « Gouvernement de Conciliation Nationale ». Le 14 mai, tard dans la matinée, Antonio Guzman abandonnait la tranquillité de sa belle maison de Santiago. Le soir à 10 heures un avion américain le déposait à San Juan de Porto Rico où il eut une première conversation avec Bosch.

Le jour suivant, dans la maison de campagne de Muñoz Marin, Antonio Guzman rencontrait « Mr Jackson », McGeorge Bundy, Jaime Benitez et Cirus Vance.[81]

Au cours d'une réunion qui dura de 8 heures du matin à 10 heures du soir, le seul accord auquel les interlocuteurs arrivèrent était de poursuivre les négociations à Santo Domingo. D'emblée, le désaccord s'était manifesté sur deux points qui se révéleront essentiels dans toute la négociation:

1) « Aspecto Comunista del problema dominicano y medidas contra el mismo:

   Los norteamericanos solicitaban que este aspecto se tratara de la siguiente manera: Deportación de las personas que ellos señalaban como comunistas o constitución de un campo de confinamiento [à Samaná] para establecer los mismos ».[82]

2) A qui seraient confiés les postes clefs au sein des forces armées.

   Guzman n'avait pas eu le temps de préparer une liste d'officiers qui devraient

être nommés aux postes clefs de chefs d'état-major et de ministre des Forces armées. Il avait d'autre part, du fait de ses contacts peu suivi avec le mouvement constitutionnaliste, une connaissance très superficielle des militaires qui entouraient Caamaño. Mais les quelques noms qu'il avança furent sèchement rejetés par les Américains.[83]

C'est sur ces deux problèmes — sur le premier en particulier — que se concentra la conversation en ce 15 mai. D'autres points évoqués par Guzman ne furent traités que très rapidement. En particulier, Guzman ayant indiqué que certains « militaires de San Isidro » devraient quitter le pays, les Américains se bornèrent à lui répondre: « dans ce cas San Isidro va certainement exiger une contrepartie » — c'est-à-dire le départ d'officiers constitutionnalistes.[84]

Le 16 mai Antonio Guzman rentra en République Dominicaine. Il s'établit cette fois à Santo Domingo — mais non à Ciudad Nueva: il choisit d'habiter dans la Zone Internationale de Sécurité, chez une de ses sœurs. Et les négociations reprirent entre Guzman qui avait comme adjoint le très modéré Salvador Jorge Blanco, et Bundy qui était accompagné par Harry Shlaudeman. Quant au gouvernement constitutionnaliste, il avait donné à l'avance son approbation de principe. Guzman maintenait Caamaño au courant des entretiens, mais souvent sans entrer dans des détails qui étaient, parfois, fort importants.[85]

Les négociations progressèrent vite. Dans la soirée du 23 mai, l'accord s'était fait sur les points suivants:

— Guzman serait appelé à terminer le mandat accordé à Juan Bosch « sur la base de la constitution de 1963. Immédiatement [Guzman] lancera un appel pour un plébiscite national ... qui aura lieu dans un délai de soixante jours. Ce plébiscite permettra à la population de réaffirmer — ou de refuser — son soutien à cette constitution. La pleine observation de l'OEA sera sollicitée ».[86]

— « M. Guzman formera un Gouvernement de Conciliation Nationale. Ce gouvernement reposera sur une large base. Les membres du cabinet représenteront un vaste ensemble de points de vue politiques, économiques et sociaux ».[87]

La composition du cabinet avait en fait soulevé de nombreuses difficultés. Le 15 mai, les Américains avaient exigé que Guzman préside un gouvernement de coalition où seraient représentés des membres du GRN, des constitutionnalistes « modérés » et des réformistes. Pour sa part, Guzman répondait:

— « Si Balaguer acepta respaldar el Gobierno, puede llevar uno de sus colaboradores al Gabinete.» [88]

— Mais aucun membre du GRN ne serait choisi comme ministre.
D'une façon plus générale il soutenait son droit de choisir ses collaborateurs — droit auquel, très vite, il dut renoncer.

La liste des ministres fut établie en commun par Guzman, Bundy et Shlaudeman. Abstraction faite du ministre des Forces armées, elle comprenait trois réfor-

mistes, cinq « indépendants » et deux perredeistes « modérés ». Un membre du GRN également, l'inoffensif Postigo, devait être désigné ministre sans portefeuille:

« Dans la conversation que nous avons eue dans la nuit du lundi 17, vous aviez accepté notre requête qu'aucun membre de l' "opposition" ne soit admis à siéger dans le cabinet. Cependant, pour prouver notre esprit de conciliation, tant moi-même que le Gouvernement Constitutionnel nous revenons sur notre position et acceptons l'inclusion dans le cabinet d'un membre de l'opposition, de préférence Postigo ».[89]

Même sur les deux points cruciaux — celui des communistes et celui des forces armées — un accord paraît conclu.

1) Le problème communiste:

Bundy a renoncé à ses exigences initiales de déportation ou de mise en résidence surveillée des « communistes ». Mais Guzman a dû payer un prix extrêmement élevé pour cette concession. Par un memorandum secret, il a pris l'engagement suivant:

— « Le Gouvernement de Concorde Nationale placera sous une surveillance étroite les personnes identifiées comme communistes ou procommunistes et, dès qu'il sera établi qu'elles ont violé une loi quelconque, elles seront immédiatement arrêtées. Toutes les autres mesures nécessaires pour faire face à la menace de subversion communiste seront adoptées après une consultation appropriée avec le gouvernement des Etats-Unis ...

— Le Gouvernement des Etats-Unis tiendra à la disposition du Gouvernement de Concorde Nationale un personnel de formation adéquate et possédant une connaissance parfaite de la langue espagnole, afin d'aider à l'identification de communistes et de procommunistes, et au contrôle de leurs activités ...

— Les mesures nécessaires pour contenir la menace communiste feront l'objet de consultations continues entre nos deux gouvernements. Le gouvernement des Etats-Unis se réserve le droit de réexaminer les clauses de l'accord exprimé dans ce memorandum au cas où les mesures prises en vertu du même se révéleraient insuffisantes ».[90]

2) Les Forces armées

— La position initiale de Guzman avait été:
« Le Ministre des Forces armées sera nommé par nous. Le Chef d'état-major de l'armée de terre doit être un officier constitutionnaliste; San Isidro, en revanche, peut choisir les chefs d'état-major de la force aérienne et de la marine, mais il ne doit pas s'agir d'un des militaires qui ont bombardé le peuple. Wessin, de los Santos, Rivera Caminero et Martinez Arana devront quitter le pays. Ils seront chargés d'une mission diplomatique à l'étranger ».[91]

Cette formule sera assouplie par la suite. Guzman maintiendra toujours l'exigence de réserver le poste de chef d'état-major de l'armée de terre à un constitutionnaliste, mais il acceptera que le ministre des Forces armées soit un « neutre ».[92] En fait, déjà avant le 22 mai, l'accord s'était fait sur la personne du major Lora Fernandez — un constitutionnaliste — pour l'armée de terre, et sur le colonel Gonzalez Pomares — un « neutre » — pour la force aérienne. Quant au ministre des Forces armées, Guzman déclarera: « no pongo objeción al nombramiento del coronel de Leon, actual agregado de la embajada dominicana en Washington, que Ustedes originalmente habian insinuado ».[93] Restera à choisir le chef d'état-major de la marine. Sollicité, le capitaine de vaisseau Amiama Castillo refusera de servir sous une constitution « communiste » — celle de 1963.[94] Pour sa part, Guzman proposera alors aux Américains de choisir dans une liste de trois noms, qui comprend le capitaine de vaisseau Cintrón Romero — un « neutre » assez proche des « loyalistes ».[95]

L'atmosphère est à l'optimisme en République Dominicaine et parmi les « libéraux » aux Etats-Unis. La solution Guzman serait un « dramatic reversal in the American position towards the Dominican conflict », observe avec satisfaction le *New York Times*.[96] Mais la négociation Guzman échoue, pour des raisons diverses et d'inégale importance. Sans doute, Imbert Barrera s'était d'emblée opposé à une solution qui signifiait le naufrage de ses ambitions. Mais cette opposition ne parut jamais préoccuper Bundy.[97] Imbert était un fantoche, ses généraux lui obéissaient uniquement parce qu'il était soutenu par les Américains. Ils l'auraient abandonné dès que Washington en eût donné la consigne — Imbert n'aurait alors eu d'autre solution que de se démettre — c'est bien ce qui arrivera, à la fin d'août, avec la solution Godoy.[98]

L'obstacle réel à la solution Guzman vint de Washington. Nous ne connaissons qu'imparfaitement ce qui se passa dans les hautes sphères de l'administration Johnson, mais il est clair qu'une division était apparue, dès les premiers jours des négociations: d'une part les « libéraux » — pour lesquels le danger communiste avait été surestimé et les concessions de Guzman étaient suffisantes pour garantir les intérêts de Etats-Unis; de l'autre les « durs », pour lesquels le danger communiste était une réalité, et la solution Guzman « n'offrait pas assez de garanties ».[99]

Certaines forces dominicaines aussi jouèrent un rôle mais surent se maintenir à l'arrière-plan. Nous croyons fermement ceux qui nous assurent que Jimmy Pastoriza, représentant dynamique et puissant des hommes d'affaires, se rendit à Washington pour intriguer contre une solution Guzman — et Jimmy Pastoriza bénéficiait d'amitiés importantes au Département d'Etat. Nous croyons également que le Parti Réformiste, après avoir un moment accepté le « compromis libéral », croyant que c'était là la décision sans appel des Etats-Unis, fit marche arrière, dès qu'il comprit que cette formule avait à Washington de solides ennemis, et que l'on pouvait donc aboutir à un arrangement plus favorable aux intérêts du parti. Mais dans un cas comme dans l'autre, les preuves manquent.

Deux faits, cependant, sont certains: dans la nuit du 23 un accord complet était intervenu entre Guzman d'une part et Bundy et Shlaudeman de l'autre — un accord qui réglait les deux points essentiels, à savoir le problème communiste

et l'attribution des postes clefs au sein des forces armées. Le matin du 24, en revanche, « extrañamente ... los representantes americanos volvieron a hacer los planteamientos en torno a estas dos cuestiones ».[100] Il s'agissait pourtant de « puntos ya acordados por las partes ».[101]

En fait, McGeorge Bundy avait été dépassé par les événements. N'étant lui-même qu'un rouage d'une immense machine, un exécutant, Washington le désavoua en lui envoyant, à la dernière minute, « a set of new instructions which in effect meant a death warrant for the Guzman negociations ».[102]

En rendant visite à Guzman dans la matinée du 24, Bundy ne cherchait pas à faire repartir les négociations sur de nouvelles bases. A Washington, les « durs » avaient convaincu Johnson — pour eux Guzman était trop proche de Bosch, trop lié aux rebelles. Il leur fallait des hommes nouveaux pour mener de futures négociations avec les constitutionnalistes. On choisirait un autre personnage pour diriger ce gouvernement provisoire qui, tôt ou tard, finirait par être installé à Santo Domingo.

Dans la matinée du 26 mai McGeorge Bundy reprenait le chemin de Washington. En douze jours les constitutionnalistes avaient essuyé deux graves revers: l'un militaire, avec l'occupation des barrios altos; l'autre diplomatique, avec l'échec de la solution Guzman.

Santo Domingo: les forces en présence au début de juin.[103]

1) Le camp constitutionnaliste.
Vu de l'extérieur, le microcosme constitutionnaliste est facile à présenter.

A) Le cadre territorial:
Le territoire constitutionnaliste se réduit désormais à Ciudad Nueva. Habitée surtout par des familles de la petite et moyenne bourgeoisie, cette zone relativement restreinte représente le cœur de Santo Domingo: on y trouve le quartier des banques, le central téléphonique, les grands magasins, le port.

B) Le cadre politique:
- Un président de la République, le colonel Francisco Caamaño Deñó.
- Une constitution, celle d'avril 1963.
- Un Conseil des ministres, dominé par le PRD.
- Un Congrès, formé par les débris de celui élu en décembre 1962, dominé lui aussi par le PRD.
- Cinq partis politiques: Le P.R.D. et le P.R.S.C.; le 1J4; le M.P.D. et le P.S.P.

C) Le cadre militaire:
- Un commandant en chef: le colonel Caamaño, en sa qualité de président de la République.
- Un ministre des Forces armées: le capitaine de frégate Montes Arache.
- Un état-major, dirigé par le major Lora Fernandez.
- Les commandos, groupes armés où se retrouvent des civils et des militaires, constituent l'infrastructure des forces armées constitutionnalistes.
- Le lien entre l'état-major et les commandos est formellement assuré par des

« supervisores militares », un pour chacune des quatre zones qui constituent le territoire constitutionnaliste.

Mais c'est justement le phénomène des commandos qui représente l'aspect le plus intéressant et le plus problématique du mouvement constitutionnaliste. En raison même de la nature de ces commandos et du fait qu'on ne les a que très imparfaitement étudiés, il est difficile de préciser leur force, leur structure et leur influence au sein du mouvement constitutionnaliste.

Théoriquement les commandos comptent plus de 6.000 hommes.[104] Mais ce chiffre ne signifie pas grand-chose. Car nombreux sont ceux qui n'ont aucune valeur sur le plan militaire et n'existent que comme lieu de regroupement et d'entraide.

Parmi les commandos qui ont une certaine consistance militaire, peut-être de 2 à 3.000 hommes, on pourrait discerner cinq catégories:

— Commandos formés uniquement de militaires.
— Commandos mixtes contrôlés par des militaires.
— Commandos contrôlés par le Comité Central d'un parti politique.
— Commandos de type « caudilliste ».
— Commandos « tigres »: où la discipline est la plus faible et où se manifestent de dangereuses tendances au vol, au pillage.

Deux commandos ne sont composés que de militaires: celui de Peña Taveras et celui des hommes-grenouilles de Montes Arache: en tout plus de 150 hommes très bien armés — presque chacun est équipé d'une mitrailleuse — des soldats d'élite dévoués à leurs chefs: une formidable garde prétorienne dans le petit monde de Ciudad Nueva.[105]

En dépit de leur faiblesse, les partis de l'extrême gauche auraient pu jouer un rôle plus important dans la révolte constitutionnaliste.

Peu de pesepeistes, en effet, avaient reçu un entraînement militaire quelconque. Pour sa part le MPD répugnait à risquer ses quelques cadres dans une lutte « dominée par la bourgeoise ». Il s'obstinait dans une position absentéiste qui n'était pas faite pour accroître son prestige. Quant au IJ4, espoir de l'extrême gauche, il était arrivé au 24 avril rongé par les dissensions que l'on sait. La lutte interne s'aggrava encore au cours de la guerre civile. Par sa lâcheté, Fidelio Despradel perdit toute possibilité de rassembler le parti autour de sa personne. La mort de Juan Miguel Roman, tombé le 19 mai et seul des « supersabios » à faire preuve de courage, créait un vide irremplaçable. De plus, aucun des leaders « flojos » n'était en mesure de diriger le parti. Jimmy Durán, le plus éclairé d'entre eux, n'avait jamais joui d'un grand prestige; en outre, il s'était discrédité par l'échec, inévitable, d'une absurde opération de guérilla qu'il devait diriger dans le sud-ouest du pays.[106] Quant à Fafa Taveras, il se distinguait par son courage et était même devenu le commandant du *Comando Central* du IJ4 — mais ses capacité politiques laissaient à désirer et il manquait de charisme. Les ambitions de Despradel, enfin, devaient asséner un coup mortel à tout espoir d'unité. Par son « coup d'Etat », au début de juin, Despradel prétendit remplacer le CECP par un Secrétariat National de sept membres, qu'il présiderait, et où ses

partisans auraient la majorité. Mais la plupart des dirigeants *catorcitas* refusèrent de reconnaître la nouvelle direction.[107]

Ainsi le IJ4 échouait. Divisé, sans leaders réels, il n'était plus que la fiction d'un parti.[108] Quelle lourde ironie. Où étaient donc, en 1965, ces « surhommes » communistes qui hantaient les gouvernants américains? Sans doute, les partis « démocratiques » ne se couvrirent pas de gloire non plus. Passons sur le PRSC. Il ne servait qu'à des fins « publicitaires », face à l'opinion publique internationale; quant au reste, sa contribution fut nulle, tant sur le plan politique que militaire. Reste le PRD. Après la débandade du 27-28 avril, la plupart de ses dirigeants n'auront qu'un rôle effacé. Une seule exception: José Francisco Peña Gómez qui, par l'abnégation dont il fera preuve et par ses capacités politiques, rachètera sa grave défaillance du 27 avril.[109] Et, surtout, il y a Bosch. Certes, il est à Porto Rico, loin de Ciudad Nueva, et la distance ternit quelque peu son prestige qui, cependant, reste très vif. Les masses de Ciudad Nueva, les combattants des commandos aussi, continuent d'être pour une large part « Juanboschistas ». Mais le PRD n'a pas de chefs militaires. Et ce vide est comblé par un officier, le colonel Caamaño, policier redouté jusqu'à quelques semaines auparavant par les masses de la capitale; une fois de plus, c'est un constat d'échec de l'extrême gauche.

Tels sont les trois éléments déterminants dans toute analyse du mouvement constitutionnaliste: le charisme de Bosch — le chef politique; le charisme de Caamaño — le chef militaire; et l'échec de l'extrême gauche.

L'équilibre des commandos apparaît fragile; pourtant il se maintiendra quatre mois. Une large autonomie leur était laissée. Il n'y avait pas de relations hiérarchiques, on donnait rarement des ordres. Beaucoup plus que des « commandants », les « supervisores de zona » étaient des juges de paix, chargés de résoudre les querelles entre les divers commandos — grâce à l'appui, le plus souvent, des chefs d'autres commandos.

Mais cette autonomie avait ses limites: les chefs des commandos reconnaissaient l'autorité politique du gouvernement présidé par Caamaño. Ils étaient tenus au courant, dans les grandes lignes, des négociations en cours avec les Américains, grâce aux réunions du G-5 — organisme extra-officiel créé par Caamaño, et où le président lui-même ou ses représentats rencontraient, deux ou trois fois par semaine, les chefs des commandos les plus puissants. Mais il n'y eut jamais de vote au cours des réunions.

Si Caamaño avait eu des ambitions personnelles, si une rupture était survenue entre lui et le PRD, une situation extrêmement difficile serait apparue à Ciudad Nueva. Mais il n'y eut pas de rupture, même si les relations entre le colonel et le parti de Juan Bosch manquaient parfois de chaleur.

Sans le soutien du PRD, le mouvement constitutionnaliste aurait cessé d'être, pour ne devenir que la révolte d'un petit groupe d'officiers et d'un noyau d'« extrémistes de gauche ». Le PRD était donc indispensable à Ciudad Nueva — tous en étaient convaincus, jusqu'au dernier des *catorcitas*, jusqu'aux emepedeistes. Et Caamaño accepta cette réalité d'autant plus facilement qu'il était lui-même dépourvu d'ambitions politiques.

C'est le PRD, en fait, qui domine la vie politique de Ciudad Nueva. Sans

doute, beaucoup de précisions viendront nuancer ce jugement le jour où l'on procédera à une étude détaillée de cette période. Ici, seules les grandes lignes nous intéressent. Et nous savons que le PRD domina dans les négociations avec les Etats-Unis; nous savons également que dans les rares occasions où le mouvement constitutionnaliste dut procéder à un vote décisif, le PRD, qui contrôlait le Conseil des Ministres, le Sénat et la Chambre des Députés avait d'emblée la majorité absolue. Et Caamaño s'était toujours incliné.

2) Le *Gobierno de Reconstrucción Nacional (GRN).*

Le GRN contrôle tout le territoire de la République, à l'exclusion du réduit constitutionnaliste de Ciudad Nueva. Le 28 avril, le débarquement des *marines* a balayé les derniers doutes des commandants des villes de l'intérieur. A l'unisson, et immédiatement, ils ont fait acte d'allégeance à la Junte du colonel Benoit d'abord, au GRN ensuite. Les « désordres » ont cessé. Vaillamment, les forces de la police et de l'armée de terre ont débarrassé les rues des foules désarmées. Les autorités civiles mises en place par le Triumvirat, confirmées dans leurs fonctions par les nouveaux gouvernants, ont fait leur réapparition. Chez les « fauteurs de troubles », les arrestations ont commencé.

Tout serait donc résolu — si seulement on pouvait encore expulser du pays certains journalistes étrangers. *Le Monde*, le *New York Times*, le *Washington Post* — on les connaît, jamais on ne s'est fait d'illusions à leur égard: il s'agit de journaux dominés par les communistes, et dont les envoyés sont à la solde de Moscou. Mais le cœur flanche lorsqu'on voit même *El Mundo* de San Juan de Porto Rico — qui s'était pourtant félicité du caractère « anticommuniste » de l'intervention américaine — rejoindre la campagne de calomnies contre le gouvernement légal dominicain, un gouvernement qui a pourtant reçu l'investiture de Washington. Et voilà *El Mundo* qui écrit:

> « los viajeros dicen que la ciudad de Santiago y todos los pueblos intermedios están fuertemente vigilados por unidades del Ejército y la Policía ... Dicen estos informantes ... que en todas partes aflora el descontento hacia la posibilidad que el general Imbert Barrera se consolide en el Gobierno ».[110]

Et toujours *El Mundo* se laisse aller à des comparaisons désobligeantes entre une manifestation organisée le 26 mai par les autorités légales et une démonstration des « rebelles » le jour précédent, « mientras caía un aguacero torrencial » [111] (« la lluvia no disminuyó ni la asistencia ni el entusiasmo de la población, que estuvo más de una hora oyendo los oradores »: [112]

> « Contrairement à la manifestation qui a eu lieu hier dans la Zone internationale de Refuge, devant les bureaux du président du *Gobierno de Reconstrucción Nacional* ... la manifestation d'aujourd'hui a été un acte populaire; celle d'hier [celle du GRN] a été une démonstration de dames — en majorité épouses de fonctionnaires publics et de militaires; celle d'aujourd'hui a été le fait d'ouvriers, d'étudiants et de gens du peuple.
> La comparaison entre les deux manifestations paraît montrer clairement la distance séparant les deux mouvements qui réclament le pouvoir en République Dominicaine ».[113]

Pour sa part, le Parti Réformiste se refuse à soutenir le GRN. Rentré au pays le 28 juin — contre la volonté d'Imbert Barrera, mais avec l'appui des Américains — Joaquín Balaguer affirme:

« el drama desencadenado por el estallido revolucionario del 24 de abril no puede tener otro desenlace que el establecimiento de un gobierno provisional que reciba la misión específica de conducir al país hacia una consulta electoral honesta ».[114]

C'est un camouflet à Imbert et à ses amis, qui ont maintes fois répété que le GRN est justement ce gouvernement provisoire.

L'Eglise elle-même louvoie, qui affirme des thèses proches de celles exprimées par le Parti Réformiste — tout comme d'ailleurs la « faction d'Alessandro » du PRSC et la CONATRAL.

Car déjà on pense à l'avenir — et presque tous ont compris, en République Dominicaine, qu'Imbert ne représente, pour les Américains, qu'une solution provisoire. Quelques leaders de partis « démocratiques » affirment, certes, leur soutien à son gouvernement — mais ils ne sont pas nombreux: Ramirez Alcantara (PNRD), Severo Cabral (PAR), Horacio Ornes (VRD).

Imbert n'est décidément qu'un fantoche. Il n'a aucune autorité sur les chefs militaires du GRN, aucun prestige au sein des forces armées. C'est Wessin, au début, qui était l'homme fort. Mais très vite son étoile pâlit. Le général n'est plus un *caudillo*: son précieux CEFA s'est effondré devant la révolte constitutionnaliste — il a infligé aux Américains une déception qu'ils ne lui pardonneront pas. Trop compromis aux yeux des masses urbaines, pour lesquelles il est le symbole du mal, Wessin représente un bouc émissaire rêvé.

C'est Rivera Caminero, ministre des Forces armées — corrompu mais intelligent — qui a le vent en poupe. Une clique se forme autour de lui. A l'origine un protégé de Wessin, Martinez Arana, le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre, se rapproche de Rivera Caminero, qui peut déjà compter sur l'allégeance de Milo Jiménez, le chef d'état-major de la marine, et sur la bienveillance du chef d'état-major de la force aérienne, le général de los Santos, qui n'a jamais eu de sympathie pour Wessin.

Mais en réalité il n'y a pas d'« homme fort », au sein du GRN — il n'y a que les Américains. Ils contrôlent tout. Ce sont eux qui réorganisent et équipent les forces armées « loyalistes ». Des milliers de soldats américains occupent la République Dominicaine; d'autres se trouvent à bord des navires qui longent la côte. Les avions américains, les chars américains, sont installés en maîtres à la « 19 de Noviembre » — où un peu d'espace est laissé aux « indigènes »; éloigné d'une centaine de mètres, combien le CEFA paraît dérisoire, à présent!

Et surtout, il y a l'argent, le drapeau de tant de « loyalistes ». Ce sont les « frères du nord » qui paient les salaires du GRN — les salaires, donc, des militaires.

La Solution Godoy [115]

Le 3 juin une deuxième Commission ad hoc de la DRCMRE arrivait à

Santo Domingo. Un Américain la présidait, l'ambassadeur Ellsworth Bunker; à ses côtés deux comparses: les ambassadeurs Ilmar Penna Marinho (Brésil) et Ramón de Clairmont Dueñas (El Salvador).

Ainsi les négociations entre Américains et constitutionnalistes reprenaient en République Dominicaine, mais sur des bases bien différentes de celles qui avaient été jetées en vue de la solution Guzman: d'emblée Bunker proposait une solution « totalmente contraria al retorno al orden constitucional de 1963 ».[116] C'était la guerre des tranchées — tant militaire que diplomatique — qui succédait au rythme rapide de la négociation Guzman. Guerre d'usure qui durera près de trois mois et au cours de laquelle les constitutionnalistes devront abandonner, l'un après l'autre, leurs objectifs essentiels.[117]

Le 10 juin encore, lors d'une première rencontre avec la Commission ad hoc de l'OEA, la *Comisión Negociadora* constitutionnaliste réitérait ses exigences: installation d'un gouvernement qui serait présidé soit par Guzman, soit par un autre « modéré » de Ciudad Nueva. Ce gouvernement resterait en place jusqu'au 27 février 1967 — date où expirait le mandat que le peuple dominicain avait confié à Juan Bosch le 20 décembre 1962. Il aurait pour instrument légal la constitution de 1963 — qui serait cependant soumise à un referendum. Le Congrès élu en décembre 1962 se remettrait à siéger.[118]

Le 23 juin, « devant la supériorité militaire des envahisseurs »,[119] le gouvernement constitutionnaliste faisait une première, et grave, concession: il acceptait le principe d'un gouvernement provisoire qui serait présidé par un « neutre », et qui aurait comme charte un « Acto Institucional » rédigé à l'avance au cours des négociations; « les élections devront avoir lieu, au plus tard, entre six et neuf mois après l'installation du gouvernement provisoire ».[120]

Mais les constitutionnalistes maintenaient trois exigences:

a) « La Fuerza Interamericana de Paz se retirará del país ... en un plazo no mayor de un mes depués de instaurado el Gobierno Provisional ...

b) Las Fuerzas Armadas estarán sujetas a la autoridad exclusiva del Gobierno Provisional, manteniendo los militares constitucionalistas sus respectivos rangos,[121] incluyendo aquellos que en el momento de estallar el Movimiento Constitucionalista fueron nuevamente incorporados a las Fuerzas Armadas mediante Decretos del Gobierno Constitucional, de las cuales habían salido por cancelaciones ocurridas posteriormente al 25 de septiembre de 1963 ...

c) El Gobierno Provisional estará regido por un Acto Institucional que se inspirará en todas las conquistas económicas y ético-sociales, los derechos humanos y las libertades públicas de la Constitución de 1963 ... El Gobierno Constitucional considera que para que ese Acto, una vez aprobado, tenga fuerza juridica ... debe ser votado por el Congreso Nacional ».[122]

Les négociations se concentraient, à partir du 30 juin, sur la recherche de l'homme qui serait appelé à présider le gouvernement provisoire. Les constitutionnalistes avançaient des listes de candidats, tous des « neutres ». Mais l'ambassadeur

Bunker, lui, n'avait qu'un nom à offrir: celui d'Héctor García Godoy Caceres.

Rares étaient les constitutionnalistes qui connaissaient personnellement ce candidat; presque tous, en revanche, connaissaient son passé et ses attaches familiales. Dominicain « de primera », ancien ambassadeur de Trujillo — mais ministre des Affaires étrangères dans les derniers mois du gouvernement Bosch — Héctor García Godoy appartenait à cette race d'hommes qui étaient toujours « arriba ». Il avait été, en 1964, un des vice-présidents du Parti Réformiste, mais il avait démissionné de ce poste pour devenir le président de la *Tabacalera*, la plus importante industrie de cigarettes du pays — son neveu, Ramón Caceres Troncoso, était, à l'époque, Triumvir!

« El Sr. Godoy es una persona de experiencia », affirme Bunker,[123] « desvinculado de ambos bandos en pugna »,[124] « y satisface plenamente que el nuevo Jefe de Gobierno debe ser conocido en el país y *sobre todo* [125] en el ambito internacional ».[126]

En vain les constitutionnalistes tentent de s'opposer. Ils proposent d'autres candidats, toujours des « neutres » — ils sont tous repoussés par la Commission ad hoc. Et finalement, le 7 juillet, Bunker déclare, « de manera tajante »: [127]

> « después de haber recibido las listas de todas las personas disponibles, hemos llegado a la siguiente conclusión ... el Sr. Héctor García Godoy para la solución del problema ».[128]

Pour les constitutionnalistes aucun doute n'est plus possible: la candidature de Godoy n'est pas une « sugerencia ... sino una imposición ».[129] Ils se voient confrontés à un ultimatum. S'ils refusent, quel sera le prix?

Et le jour suivant, l'état-major de la révolte se réunit. Sept des présents auront le droit de vote: les représentants des trois partis « démocratiques » (Peña Gómez pour le PRD, Andrés Lockward pour le PRSC et Juan B. Mejía pour le IJ4); les représentants du Conseil des Ministres, de la Chambre des Députés et du Sénat (trois organes que le PRD domine), et le délegué de l'état-major constitutionnaliste, le major Lora Fernandez. Le colonel Caamaño et trois autres membres de la *Comisión Negociadora* interviendront dans les débats — mais ils ne participeront pas au vote.[130]

Pour les constitutionnalistes présents il n'y a, en cas de refus, que deux issues possibles:

a) une attaque en force des troupes américaines contre Ciudad Nueva;
b) ou simplement la rupture, formelle ou *de facto*, des négociations.

a) Une attaque en force contre Ciudad Nueva.
Ce danger paraît très réel aux constitutionnalistes. Depuis l'occupation des « barrios altos », qui a été menée avec l'appui des Américains, une trêve a été conclue. Mais chaque jour des « incidents » se produisent, dont la gravité est généralement limitée: on échange des coups de feu entre commandos et troupes américaines.

Mais le 15 juin — deux jours avant que la Commission Bunker rende publiques ses propositions pour la solution de la « crise dominicaine » [131] — un incident prend des proportions dramatiques: car cette fois la fusillade ne s'est pas arrêtée après 30 ou 60 minutes: cette fois les troupes américaines sont passées

à l'offensive. Sans doute, elles n'ont engagé qu'une partie de leurs forces, mais leur supériorité de feu est écrasante. Et l'offensive dure près de 36 heures. Les commandos résistent farouchement, il n'y a pas de débandade, mais ils doivent, heure après heure, céder du terrain — en tout, presque un quart de leur territoire.

On vit dans la crainte d'une nouvelle attaque. Combien de temps, cette fois, les constitutionnalistes pourraient-ils résister, si les Américains engageaient toutes leurs forces? « Un ou deux jours », reconnaît Juan B. Mejía, le délégué du IJ4.[132]

Sans doute, il y a l'opinion publique internationale, et les Nations Unies — l'émotion serait grande devant une sanglante offensive américaine contre Ciudad Nueva. Au Conseil de Sécurité, les Etats-Unis pourraient même se trouver dans une situation fâcheuse, comme ce fut le cas lors de la bataille des « barrios altos » — mais celle-ci s'était poursuivie en dépit des résolutions du Conseil de Sécurité. « Ya nuestros cadáveres estarán reposando en las tumbas » et « nuestro pueblo ... perderá toda una generación de revolucionarios, en el interregno en que las Naciones Unidas se dispongan a actuar ».[133]

b) Une rupture, formelle ou *de facto*, des négociations.

« El rechazo de la ... candidatura que la Comisión ad hoc ... propone ... podría significar la terminación de las negociaciones y el retiro eventual de la Comisión ad hoc de la OEA »;[134] ou encore, les négociations pourraient continuer, mais pour s'éterniser dans un jeu stérile: des rencontres espacées, au cours desquelles les constitutionnalistes soumettraient toujours de nouvelles listes de candidats — pour les voir, l'une après l'autre, refusées par l'OEA, jusqu'au moment où on trouverait une solution de compromis: les Américains montreraient leur « bonne » volonté en renonçant à la candidature de Godoy « y ... será designado otro que represente a la clase oligárquica del país y siempre prevalecerá el deseo de los poderosos del Norte ».[135]

« Siempre prevalecerá el deseo » ... car le temps joue également en faveur des Américains, qui eux, peuvent attendre; les constitutionnalistes, en revanche, ont besoin d'une solution rapide.

Ciudad Nueva représente un espace de quelques kilomètres carrés où s'entassent plusieurs milliers de personnes. Un cordon sanitaire sépare ce camp retranché du reste du pays — plus de 99,9% du territoire national, contrôlé par le GRN.

En mai encore, les constitutionnalistes avaient espéré « romper el cerco »: provoquer des opérations de guérilla dans l'intérieur du pays, en « exportant » des hommes et des armes de Ciudad Nueva. Ces efforts se sont soldés par des désastres — dont le dernier, à San Francisco de Macorís (fin mai), a été particulièrement douloureux. Désormais même les « têtes chaudes » du IJ4 ont renoncé à tout espoir d'un deuxième front.

Les constitutionnalistes avaient également espéré en une pression internationale qui obligerait les Américains à chercher avec eux une solution rapide. Mais cet espoir, désormais, a vécu.

« La atención mundial hacia nuestra causa que era abrumadora se ha ido

enfriando con el paso de los días y proyectandose hacia otras latitudes en las que también se debaten problemas de interés mundial. El propio sector de la prensa internacional que estuvo prácticamente monopolizado en nuestro caso, también se ha ido diluyendo y estamos deyando de ser noticia de primera plana para ocupar las páginas interiores de los periódicos ».[136]

En même temps, à Ciudad Nueva, un processus de dégradation s'amorce:

« El Senado de la República tiene suficientes pruebas para afirmar aquí que no es la misma moral del momento en que se inicia la revolución la que reina ahora en los comandos y en el pueblo ».[137]

« El pueblo está cansado y demanda una solución. Diariamente se suceden incidentes que denotan este cansancio. Debo decir aquí ... que la gente desesperada busca alivio para sus miserias y penurias ».[138]

En effet les problèmes de ravitaillement s'aggravent, le chômage sévit, le sentiment d'impuissance devient de plus en plus lourd. L'oisivité forcée dans laquelle demeurent les commandos rend la discipline toujours plus difficile.

C'est dans ces conditions que le gouvernement constitutionnaliste se résout à accepter, le 8 juillet, la candidature d'Héctor García Godoy.[139] Mais les négociations se poursuivent pendant deux mois encore: il reste d'autres points sur lesquels les « rebelles » devront céder. De tous, le plus important est celui des postes clefs au sein des Forces armées. On finit par convenir

« que el asunto militar lo trate directamente el Presidente Provisional y sea él que tome las decisiones sobre asuntos de tanta transcendencia, ya que dicho Gobierno tendrá todo el derecho de distribuir los mandos militares ».[140]

En fait, García Godoy a developpé à Ciudad Nueva une « campagne électorale » intense, qui l'a porté à multiplier les visites aux leaders des partis politiques, aux membres du gouvernement, aux officiers, et même à plusieurs commandos. Il a beaucoup promis, il a très bien joué son rôle. Nombreux sont les hommes dont il a su gagner la confiance et qui le considèrent à présent comme une « personne de bonne volonté », voire comme un sympathisant de la cause constitutionnaliste. En particulier, García Godoy a promis de nommer aux postes clefs des Forces armées des officiers constitutionnalistes ou « neutres ». On le croit d'autant plus volontiers, à Ciudad Nueva, qu'on a le sentiment de ne pas avoir d'alternatives: insister pour que Godoy prenne des engagements par écrit — ce qu'il se refuse à faire — signifierait « mantener una posición rigida que no obedece a la realidad y hacerle el juego al enemigo ».[141]

Egalement, les constitutionnalistes cèdent à propos de la *Fuerza Interamericana de Paz*. Ils avaient exigé que celle-ci quitte le territoire dominicain un mois après l'installation du gouvernement provisoire — la Commission ad hoc a refusé. Ils demandent, alors, que ce soit Godoy, une fois installé le gouvernement provisoire, qui ait le droit de décider à quel moment les troupes étrangères devront quitter le pays — à nouveau, ils essuient un refus:

« el retiro de la Fuerza Interamericana de Paz del territorio dominicano será

determinado por la [Decima] Reunión de Consulta [de Ministros de Relaciones Exteriores] ».[142]

Les jours passent, la Commission ad hoc maintient sa position — une fois de plus les constitutionnalistes s'inclinent. Tout ce qu'ils peuvent obtenir est l'insertion d'une réserve dans le texte de l'accord final:

« El "Gobierno Constitucionalista" ... entiende que es facultad exclusiva y soberana del Gobierno Provisional decidir la fecha del retiro ... [de la Fuerza Interamericana de Paz] del territorio dominicano ».[143]

Le 29 août la *Comisión Negociadora* constitutionnaliste et la Commission ad hoc de l'OEA donnent leur approbation définitive aux textes de l'« Acto Institucional » et de l'« Acta de Reconciliación Dominicana » — documents dont dépend l'installation du gouvernement provisoire de García Godoy.

Reste Imbert Barrera. Dès le début, il s'est opposé à « tout compromis avec les communistes » c'est-à-dire à toute solution qui l'écarterait du pouvoir. Mais son opposition ne pèse pas lourd. Les Américains, et García Godoy, traitent directement avec les chefs militaires du GRN. Ceux-ci sont d'autant plus compréhensifs qu'ils savent que leurs intérêts ne sont pas menacés — les événements leur donneront raison.

Le 30 août, dans la soirée, Imbert Barrera apparaît sur les écrans de la télévision. Il déclare qu'il refuse de signer l'« Acto Institucional » et l'« Acta de Reconciliación Dominicana »; il annonce également sa démission. « Lo que nos hicieron fue un golpe de estado »:[144] Rivera Caminero — ministre des forces armées — Martinez Arana, de los Santos, Milo Jimenez — respectivement chefs d'état-major de l'armée de terre, de la force aérienne et de la marine — ont signifié à Imbert la fin du GRN. Un jour plus tard, ils opposent leurs signatures à l'« Acta de Reconciliación Dominicana » et à l'« Acto Institucional ». Signe également le général Despradel Brache, chef de la police.

Le 3 septembre 1965 le gouvernement provisoire d'Héctor García Godoy est installé. Une phase de la « crise dominicaine » s'achève, une autre commence.

Rivera Caminero, Martinez Araña, de los Santos, Milo Jimenez, Despradel Brache gardent, sous Godoy, les postes qu'ils occupaient sous le GRN.[145] Pour les militaires constitutionnalistes, en revanche, commence une triste odyssée. Après avoir quitté Ciudad Nueva, ils sont concentrés dans un camp à la périphérie de la capitale — la FIP les encercle.

Le gouvernement de García Godoy durera neuf mois — pour les constitutionnalistes neuf mois de terreur. Meurtres, arrestations, brimades, tel est le lot des vaincus.

C'est dans ce climat que s'engage la campagne électorale. Trois candidats sont en lice: Bonnelly — l'éternel Bonnelly! — que l'opinion publique identifie aux intérêts de l'oligarchie; Bosch, le vaincu de septembre 1963, le vaincu de 1965 — jamais les forces armées n'accepteraient sa victoire, qui serait noyée dans le sang.

Reste Balaguer. Il se présente sous les dehors d'un réformateur, il prêche la paix, la concorde — le progrès social, aussi.

Ses partisans se répandent dans les campagnes — d'où les « Juanboschistas » sont exclus, pourchassés par la police. Balaguer sillonne le pays, prononce des discours — Bosch reste à Santo Domingo. Sa vie est menacée, il ne quitte sa maison qu'en trois occasions, ses discours sont enregistrés chez lui avant d'être transmis à la radio.

La 30 mai 1966 Joaquín Balaguer, l'ancien fantoche de Trujillo, est élu président de la République, avec 250.000 voix d'avance sur Bosch.[146]

Les années passent.

Balaguer se révélera un chef habile. Il saura s'assurer le contrôle des forces armées — et donc les suffrages nécessaires à sa réélection en mai 1970.[147]

Peu à peu l'opinion publique internationale oubliera qu'en 1965 une révolte avait échoué en République Dominicaine. De temps à autre, quelques lignes dans la presse lui rappelleront l'existence de ce malheureux pays. Et pourtant on tue, aujourd'hui, en République Dominicaine. On assassine, on brime — seul moyen pour la minorité au pouvoir de maintenir l'« ordre » face à une « populace » à laquelle on refuse les plus élémentaires réformes sociales.

Mais le PRD se renforce. Il domine l'opposition. Bosch est toujours son leader. Son charisme n'a pas faibli auprès des masses, mais il a perdu la foi dans una solution « démocratique » de la crise dominicaine.

Une course contre la montre est engagée à Santo Domingo. Joaquín Balaguer et les hommes qui l'entourent réussiront-ils à anéantir les forces qui s'organisent pour l'abattre, avant que celles-ci ne soient prêtes à frapper?

Combien de Dominicains faudra-t-il encore assassiner, combien d'autres faudra-t-il jeter dans les immondes prisons du régime, pour retarder l'inévitable explosion?

Car l'explosion aura lieu.

Alors la « révolution » de 1965 apparaîtra comme un jeu d'enfants.

CHAPITRE X

1. Et ici s'arrête également notre effort. Une analyse en profondeur des événements postérieurs au 28 avril, et des forces en présence, serait passionnante. Personne ne l'a encore faite. Etant déjà en possession du matériel nécessaire, nous espérons pouvoir un jour nous consacrer à cette tâche; un autre ouvrage de plusieurs centaines de pages sera nécessaire. Mais ici, dans ce dernier chapitre de notre étude, nous nous bornons à esquisser les conséquences immédiates de l'intervention américaine, ainsi que l'évolution de la politique dominicaine depuis 1965. Ce qui est rapporté ne représente qu'une partie infime des événements, mais offrira au moins au lecteur une vision sommaire encore qu'imprécise.

2. JOHNSON, Lyndon B.: Discours du 28 avril 1965. *Department of State Bulletin*, vol. LII, no. 1531, 17 mai 1965, p. 738.

3. « I am glad that the President has changed his tactics », déclare par exemple, le 30 avril 1965, Barry Goldwater — le rival malchanceux de Johnson aux élections de 1964 (*New York Times*, 1er mai 1965, p. 6).

4. « The viewpoint of Washington officials was that military action should be avoided as long as there was a chance the junta could prevail » (*Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 42). L'ex-ambassadeur Martin s'exprime en des termes à peu près identiques: « Washington leaders said that obviously the U.S. government wished to avoid military action "as long as there is a reasonable chance orderly forces [la junte Benoit] can prevail" » (MARTIN, *op. cit.*, p. 659). Quant à Bennett, voilà son attitude:

« I do not want to recommend actual intervention of U.S. troops in the fighting. This would take us down a torturous path. But I am quite prepared to recommend this action if canvass later this morning shows situation continuing to deteriorate » (BENNETT: Télégramme du 29 avril 1965, 15h54. Santo Domingo, Archives de l'auteur).

5. Interview de Narciso Isa Conde.

6. Interview de José Israel Cuello.

7. Interview de Jimmy Durán Hernando.

8. Interview de Baby Mejía Lluberes. Les « guerriers » de l'extrême gauche eurent la même réaction que de vulgaires perredeistes, d'autant plus qu'ils se savaient particulièrement visés par l'intervention américaine. Du fait de l'importance de ce parti, nous exposerons en détail le cas du 1J4. Tard dans la soirée du 28 eut lieu, chez l'ingénieur Johnson, une réunion à laquelle participèrent de nombreux membres du CECP. Un même sentiment fut exprimé: toute résistance était impossible. Il fallait donc préparer l'avenir: « esconder las armas, salvar los cuadros, buscar escondites para los dirigentes » (interview de Jimmy Durán Hernando). Et la plupart des dirigeants « salieron huyendo » (interview de Norge Botello Fernández). Ce fut l'opération *Belleza*: « quitarse el olor de la trinchera, bañarse, afeitarse » (interview de Fafa Taveras Rosario) — bref, faire disparaître les signes extérieurs qui les auraient dénoncés à l'envahisseur comme des « rebelles ».

Des membres du CECP, deux seulement — Norge Botello et Fafa Taveras — résistèrent à la vague de panique. Il est vrai que Botello paraît être de ceux qui « se quedaron parados, como esperando algo ». Fafa en revanche s'efforça plus activement de rétablir un semblant d'ordre dans les rangs *catorcitas*.

Nous voyons le même processus chez les dirigeants du PSP et du MPD. La plupart « salen huyendo » — et donnent aux membres de leurs partis la consigne de les imiter; d'autres restent, mais se cantonnent dans un rôle passif. Très peu, enfin, essayent de réagir.

9. Interview de Jimmy Durán Hernando.

10. Cité dans SZULC, *op. cit.*, p. 68.

11. *Loc. cit.* Tad Szulc, du *New York Times*, était parmi les journalistes qui, le matin du 29 avril, se trouvaient à bord du Wood County (une des six unités du *Task Group* 44.9 qui croisait en face de Santo Domingo) en attendant que l'ambassade américaine autorise leur débarquement.

Szulc raconte: « One of the newsmen standing on the flying bridge thought of turning on his transistor radio. To our utter amazement we found ourselves listening to official communications in open language concerning the activities in Santo Domingo. Then another reporter discovered that we could hear the ship's radio from another point on the flying bridge and thus monitor the fleet conversations. What we heard was most revealing as to the part the United States was playing in the Dominican civil war. In fact, this was our first direct exposition to what was really happening... Then the embassy, the American dispatcher at San Isidro and the Boxer [unité du *Task Group* 44.9] became engaged in lengthy exchanges about the needs of the junta and what was being done about this by United States authorities. Most of the discussion concerned the radio equipment about which Ambassador Bennett had been messaging Washington so earnestly the day before, about food for the loyalists and other items. The San Isidro dispatcher reported that " rations were delivered to troops "... He then went on to relay the message that " de los Santos requests augmentation of supplies for the area " and apparently was requesting helicopters... A few minutes later another message urged " rations for additional men "... San Isidro came back on the air to say that with the delivery of rations, " expect good psychological effect ". And then a little later this: " a significant moral boast is evident here since the arrival of rations "... Shortly before 9 o'clock the Boxer requested details on " the type of equipment needed " » (*ibid.*, pp. 66-68).

12. MARTIN, *op. cit.*, p. 658.

13. Parmi les dirigeants du 1J4, le premier à revenir, probablement déjà dans l'après-midi du 29, fut Juan Miguel Román: « lo que hay es una desbandada. Yo me siento avergonzado. Yo creo que en las próximas 24 horas vamos a pasar de héroes a comemierdas » (Juan Miguel Román à Jimmy Durán Hernando. Interview de Jimmy Durán Hernando). D'autres membres du CECP l'imitèrent, mais non tous: certains préféraient la honte au danger, et restèrent plusieurs jours dans leurs caches: Genao Espaillat, Roberto Duvergé, Pin Montás, et surtout Fidelio Despradel, véritable leader non des « duros », mais des « cobardes ».

Par la suite, Despradel prouvera largement que chez lui il ne s'est pas agi d'un « moment » de désarroi: tout au long de la guerre civile, il fera bénéficier ses camarades de ses connaissances théoriques sur l'impérialisme, sur la révolution, sur la lutte armée;

à d'autres de risquer leur vie dans les commandos — Fidelio ne sera jamais là où l'on se bat.

14. COMANDO MILITAR CONSTITUCIONALISTA: « Al Pueblo Dominicano ». Santo Domingo, 29 avril 1965. Archives de l'auteur.

15. *Ibid.* Soulignons d'autre part que le tract ne fait aucune allusion à la présence de troupes américaines.

16. MARTIN, *op. cit.*, p. 660.

17. *Dominican Action - 1965. Intervention or Cooperation?, op. cit.*, p. 47. A ce moment les *marines* étaient déjà plus de 2.000: le 29, le Pentagone avait donné l'ordre de faire débarquer tous les *marines* encore à bord du *Task Group* 44.9 — en tout 1.580 hommes.

18. Et le 30 avril, pour la première fois, Johnson laissait entrevoir en public la nature véritable de son « intervention humanitaire »: « there are signs that people trained outside the Dominican Republic are seeking to gain control. Thus the legitimate aspirations of the Dominican people and most of their leaders for progress, democracy and social justice are threatened and so are the principles of the inter-American system » (JOHNSON: Discours du 30 avril 1965. *Department of State Bulletin,* vol. LII, no 1351, 17 mai 1965, p. 742). Il devait reprendre le même thème, avec beaucoup plus de vigueur, deux jours plus tard: « Communist leaders, many of them trained in Cuba, seeing a chance to increase disorder, to gain a foothold, joined the revolution. They took increasing control. And what began as a popular democratic revolution, committed to democracy and social justice, very shortly moved and was taken over and really seized and placed into the hands of a band of Communist conspirators » JOHNSON: Discours du 2 mai 1965, *op. cit.*, p. 745). Dès ce moment, le caractère politique de l'intervention américaine ne faisait plus de doute.

19. SZULC, *op. cit.*, pp. 88-89.

20. *Ibid.*, p. 123.

21. « The Junta is an unreal government, whose military forces have been badly mauled by the rampaging rebels » (*New York Times,* 2 mai 1965).

22. « Tap Bennett and his fellow diplomats at the Embassy were so deeply committed to the notion that the rebel movement was Communist-controlled that they appeared unwilling to establish any contacts in the rebel area that might have contradicted their judgment » (SZULC, *op. cit.*, p. 94).

23. « I had not known colonel Caamaño... and I thought Imbert could tell me about him » (MARTIN, *op. cit.*, p. 666)... « I asked him who was leading the rebels » (*loc. cit.*)... « I asked Imbert how the whole thing started » (*ibid.*, p. 667).

24. *Ibid.*, p. 676.

25. *Ibid.*, p. 681.

26. « A mi lo que me hicieron es un golpe de estado » (interview du colonel Benoit).

27. GOBIERNO DE RECONSTRUCCION NACIONAL: Tract. Santo Domingo, [8 mai 1965]. Archives de l'auteur.

28. C'est le cas d'Antonio Guzmán et de Salvador Jorge Blanco.

29. MARTIN, *op. cit.*, p. 684.

30. Décret 2, *Gaceta Oficial* no. 8791 du 30 septembre 1963.

31. Décret 1730, *Gaceta Oficial* no 8905 du 25 novembre 1964, pp. 21-22.

32. MARTIN, *op. cit.*, p. 684.

33. *Loc. cit.*

34. POSTIGO, Julio: Lettre au Dr Alfonso Rodríguez. Santo Domingo, [été 1965], archives de l'auteur.

35. Tout ce paragraphe s'appuie sur des interviews de Julio Postigo.

36. GOBIERNO DE RECONSTRUCCION NACIONAL: Tract. Santo Domingo, [8 mai 1965]. Archives de l'auteur.

37. « Acta de la Junta Militar de Gobierno », du 7 mai 1965. *Gaceta Oficial* no 8943 du 20 mai 1965, p. 3.

38. Fait prisonnier le 24 avril par le capitaine Peña Taveras (cf. *supra,* ch. V, p. 233) et libéré immédiatement après l'intervention militaire américaine, Rivera Cuesta était limogé de son poste de chef d'état-major de l'armée de terre par le GRN (décret 6 du 8 mai 1965; *Gaceta Oficial* no 8943 du 20 mai 1965, p. 10). Il redevenait donc un simple colonel, le grade de général ne lui ayant été conféré que pour la période où il exercerait les fonctions de chef d'état-major (cf. *supra,* ch. V, note 227).

39. Décret 7; *Gaceta Oficial* no 8943 du 20 mai 1965, p. 11.

40. Cf. *supra,* ch. IX, p. 362.

41. Décret 1 du 8 mai 1965; *Gaceta Oficial* no 8943 du 20 mai 1965, p. 6.

42. Décret 4 du 8 mai 1965; *Gaceta Oficial* no 8943 du 20 mai 1965, p. 8.

43. Décret 6 du 8 mai 1965; *Gaceta Oficial* no 8943 du 20 mai 1965, p. 10
44. *New York Times,* 10 mai 1965, p. 7.
45. Art. 15: « No State or group of States has the right to intervene, directly or indirectly, for any reasons whatever, in the internal or external affairs of any other State. The foregoing principle prohibits not only armed forces but also any other form of interference or attempted threat against the personality of the State or against its political, economic and cultural elements ».

Art. 17: « The territory of a State is inviolable; it may not be the object, even temporarily, of military occupation or of other measures of force taken by another State, directly or indirectly, on any grounds whatever. No territorial acquisition or special advantages obtained either by force or by means of coercion shall be recognized ».

46. « Informe del Secretario General de la Organización de los Estados Americanos en relación con la situación dominicana. Desde el 29 de abril de 1965 hasta la instalación del Gobierno Provisional ». DRCMRE, OEA, Documentos oficiales, Ser. F/II.10. Washington, D.C., 1965, p. 2.
47. *Washington Post,* 7 mai 1965, p. A-19.
48. *Washington Post.,* 4 mai 1965, p. A-1.
49. *New York Times,* 7 mai 1965, p. 14.
50. *New York Times,* 4 mai 1965, p. 1.
51. *Washington Post.,* 8 mai 1965, p. A-8.
52. *Loc. cit.*
53. *Loc. cit.*
54. *Loc.cit.*
55. *Loc. cit.*
56. C'est ce que devait reconnaître, quelques jours plus tard, la *Comisión de Credenciales* de l'organisation: elle proposa à la DRCMRE de « declarar vacante la Representación de la República Dominicana en la Decima Reunión de Consulta » (*Segundo Informe de la Comisión de Credenciales* du 8 mai 1965. OEA/Ser. F/II.10, p. 3).
57. Avaient voté contre le projet de résolution le Chili, l'Equateur, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay. Le Venezuela s'était abstenu. Ces six Etats constituaient, avec plus ou moins de ferveur, la minorité rebelle.
58. *New York Times,* 13 mai 1965, p. 20.
59. Particulièrement interessant est le cas de l'Argentine. Les chefs militaires de ce pays étaient nettement en faveur d'une participation à la FIP, et le président Illia n'avait pas l'habitude de leur résister. Une fois de plus, il paraissait prêt à céder. Mais les réactions du Congrès — et celle de la population — furent si violentes qu'Illia préféra, pour une fois, désobéir à ses « conseillers » militaires.
60. Les forces armées des Etats-Unis stationnées en République Dominicaine furent à leur tour intégrées à la FIP. Au 1er juin il y avait dans le pays 13.284 soldats américains — sans compter les milliers des marins à bord des navires qui patrouillaient les côtes dominicaines et qui, eux, ne faisaient pas partie de la FIP.
61. ESTRELLA VELOZ, Santiago: « La Fuerza Interamericana de los Dictadores ». *Ahora,* no 110, 3 octobre 1965, p. 23.
62. *New York Times,* 29 mai 1965, p. 2.
63. « Informe del Secretario General de la Organización de Estados Americanos en relación con la situación dominicana » DRCMRE, OEA, Documentos oficiales, Ser. F/II.10. Washington, D.C., 1965, p. 4.
64. *Loc. cit.*
65. SLATER: « Intervention », p. 82.
66. Cf. *supra,* p. 378.
67. Le 5 mai un cessez-le-feu, connu sous le nom de « Acta de Santo Domingo », fut signé par le gouvernement constitutionnaliste du colonel Caamaño et par la *Junta Militar de Gobierno* du colonel Benoit.
68. Cf. *infra,* pp. 384-385.
69. SLATER: « Intervention », pp. 82-83.
70. Et notamment du *New York Times,* du *Washington Post* et du *Wall Street Journal.*
71. Pour une excellente analyse, cf. WICKER, Tom: « Johnson policies. A Survey of Support ». *New York Times,* 14 juin 1965, p. 1.
72. Pour une analyse des relations entre les Nations Unies et l'OEA au cours de la période antérieure à 1965, cf. CLAUDE, Inis: « The OAS, the UN and the United States ». *International Conciliation,* no 547, mars 1964, pp. 3-67.

Pour ce qui est de la crise dominicaine, l'« intervention » du Conseil de Sécurité sera somme toute très discrète: des discours, quelques résolutions en faveur d'un cessez-le-feu

et l'invitation adressée au secrétaire général de l'organisation d'envoyer un représentant en République Dominicaine (14 mai 1965). U Thant choisit pour cette mission le Vénézuélien Mayobre. Il n'avait aucun pouvoir, mais seulement la tâche d'informer le Conseil de Sécurité de la situation en République Dominicaine. Mayobre n'aura aucune influence sur le déroulement des événements.

73. SZULC, *op. cit.*, p. 217.

74. *Washington Post,* 8 mai 1965, p. A-15.

75. *New York Times,* 17 mai 1965, p. 15.

76. *Washington Post,* 20 mai 1965, p. A-1.

77. Interview du capitaine Morilí Holguín, officier « loyaliste » qui participa à l'offensive.

78. Nos *principales* sources pour la négociation Guzmán sont des documents mis à notre disposition par Antonio Guzmán (des notes, des comptes rendus, des memorandums, des procès-verbaux, etc.). Nous avons également procédé à toute une série d'interviews, dont les plus utiles ont été celles d'Antonio Guzmán, de Jottin Cury (ministres des Affaires étrangères du gouvernement Caamaño), de Hugo Tolentino Dipp (membre de la *Comisión Asesora* du président Caamaño), de Juan Bosch, de Thomas Mann, du major Núñez Nogueras (de l'état-major constitutionnaliste) et de José Francisco Peña Gómez.

Par ailleurs la presse américaine (en particulier le *New York Times,* le *Washington Post* et le *Wall Street Journal*), ainsi que l'ouvrage de Tad Szulc (*Dominican Diary,* pp. 207-302), constituent une source d'accès facile pour le lecteur intéressé.

79. MARTIN, *op. cit.,* p. 367. Comme Bosch, Guzmán était originaire de La Vega.

80. *Loc. cit.*

81. Quelques mois plus tard, Guzmán devait apprendre la véritable identité de « Mr Jackson »: il s'agissait d'Abe Fortas, « the President's *homme de confiance* » (DRAPER: « The Dominican Revolt », p. 178).

82. GUZMÁN, Antonio: « Informe al Gabinete y al Comando Militar Constitucionalista ». Santo Domingo, 24 mai 1965. Archives de l'auteur.

83. Interview d'Antonio Guzmán. Cf. aussi GUZMÁN, Antonio: « Condiciones en que puedo aceptar », San Juan de Porto Rico, 15 mai 1965. Archives de l'auteur. Ci-après: GUZMÁN, « Condiciones ».

84. « Mr Jackson », cité par Antonio Guzmán. Interview d'Antonio Guzmán.

85. Pour un exemple, cf. *infra,* p. 387. La solution Guzmán avait l'appui non seulement du PRD, mais aussi de Caamaño et des militaires de son entourage. Quant au 1J4, il n'avait de ces négociations que des connaissances très fragmentaires; d'autre part il n'eut jamais d'entretiens avec Guzmán. Mais le parti était « résigné ». Il comprenait que, dans l'état actuel des rapports des forces, l'anticommuniste Guzmán représentait la moins mauvaise des solutions possibles (interviews de Jimmy Durán Hernando et de Norge Botello Fernández).

86. « Declaración de Posición del señor Antonio Guzmán referente a la formación de un gobierno constitucional en la República Dominicana ». Santo Domingo, [21 ou 22 mai 1965], archives de l'auteur. Ci-après: « Declaración ». Il s'agit d'un memorandum qui fut remis à Guzmán par McGeorge Bundy (interview d'Antonio Guzmán).

87. « Declaración ».

88. GUZMÁN: « Condiciones ».

89. GUZMÁN, Antonio: Memorandum à McGeorge Bundy. Santo Domingo, [20 mai 1965], archives de l'auteur.

90. Memorandum de McGeorge Bundy à Antonio Guzmán. Santo Domingo, [21 ou 22 mai 1965], archives de l'auteur. Il s'agit d'un document ultra-secret que Guzmán ne devait pas porter à la connaissance du gouvernement Caamaño. Parmi les constitutionnalistes, seul Salvador Jorge Blanco en connaissait l'existence (interview d'Antonio Guzmán).

91. Interview d'Antonio Guzmán. Cf. aussi GUZMÁN, Antonio: « Promemoria ». Santo Domingo, [16 ou 17 mai], archives de l'auteur.

92. Formaient la catégorie des « neutres » des officiers qui, se trouvant à l'étranger — presque tous comme attachés militaires — n'avaient pas participé au conflit. Dès le début des négociations Guzmán, le colonel Caamaño demanda à certains officiers supérieurs constitutionnalistes de préparer des listes de « neutres » que l'on pourrait proposer aux Américains pour les postes clefs au sein des Forces armées. Deux listes seront composées. La première comprenait les noms de ces officiers qui avaient la réputation d'être relativement favorables aux constitutionnalistes; la deuxième, les noms de ceux que l'on pensait être relativement peu hostiles. Cette deuxième liste serait gardée en réserve pour le cas où les Américains se montreraient particulièrement intransigeants (interview du major Núñez Nogueras).

93. GUZMÁN, Antonio: Memorandum à McGeorge Bundy. Santo Domingo. [21 ou 22 mai 1965], archives de l'auteur.

94. Interview d'Antonio Guzmán.

95. Interview d'Antonio Guzmán. Pour ce qui est de la présence des troupes étrangères en République Dominicaine, la solution Guzmán prévoyait:

« es del interés del Gobierno de Conciliación Nacional que la Fuerza de Paz Interamericana establezca su presencia en la República Dominicana lo más antes posible. No es posible, en este momento, predecir por cuanto tiempo será requerida la presencia de la Fuerza de Paz Interamericana en la República Dominicana, pero el retiro de los componentes de esta Fuerza será comenzado tan pronto como sea posible » (« Declaración »).

Une importante aide économique américaine était d'autre part prévue, mais son montant n'avait pas encore été fixé:

« el Sr Guzmán ha sido también asegurado de que el Gobierno de los Estados Unidos ofrecerá fuerte asistencia de emergencia en la tarea de restaurar la vida económica activa en la República Dominicana » (*ibid.*).

96. *New York Times,* 18 mai 1965, p. 38. Quatre jours plus tard le même journal écrivait: « the prospects for an agreement creating a regime under Mr Guzmán... were reported tonight to be promising » (22 mai 1965, p. 1).

97. Interview d'Antonio Guzmán.

98. Cf. *infra,* p. 398.

99. Interview de Thomas Mann.

100. GUZMÁN, Antonio: « Informe al Gabinete y al Comando Militar Constitucionalista ». Santo Domingo, 24 mai 1965. Archives de l'auteur.

101. *Ibid.*

102. SZULC, *op. cit.,* p. 282.

103. Il serait trop long d'énumérer toutes nos sources pour cette section; d'autant plus long, en fait, que nous nous limitons ici à une très brève esquisse. D'une façon générale et à quelques exceptions près, tous les Dominicains que nous avons interviewés (cf. bibliographie) ont été interrogés aussi au sujet de cette période. Nous avons en outre eu recours à toute une série de documents: les *Gacetas Oficiales* des deux gouvernements rivaux, des tracts, des documents internes des partis politiques, etc. Egalement utile a été la lecture des journaux de l'époque, des journaux dominicains en particulier.

104. Cf. MORENO, *op. cit.,* pp. 213-216.

105. Aux commandos de Peña Taveras et de Montes Arache, il faut ajouter les commandos qui étaient contrôlés par des militaires — pour un total, probablement, de six à sept cents hommes.

106. Nous sommes en mai 1965. Une dizaine de *catorcitas,* dirigés par Jimmy Durán, quittent Ciudad Nueva pour allumer les « focos guerrilleros » dans le sud-ouest du pays. Ils comptent, pour y parvenir, sur les contacts dont le 1J4 est censé disposer dans ces régions. Or, ces contacts se révéleront pratiquement inexistants; d'autre part, au lieu d'un enthousiasme guérillero, les *catorcitas* trouvèrent une atmosphère de terreur. Arsenio Ortiz, le commandant en second du petit groupe, fut dénoncé, arrêté et exécuté. Les autres se dispersèrent et s'efforcèrent de rentrer à Ciudad Nueva, chacun par ses propres moyens.

107. Un semblant d'unité était rétabli, quelques jours plus tard, par l'assemblée des cadres au théâtre Apollo, où le CECP aussi bien que le Secrétariat de Despradel furent remplacés par une Commission Politique Provisoire (CPP) de cinq membres. Mais ce n'étaient que des mots. En réalité le 1J4 n'existait plus comme parti politique. Même la différence entre « flojos » et « duros » perdait toute signification. Il n'y avait plus que des « barons », sur lesquels la nouvelle CPP n'avait pas d'emprise.

108. L'année suivante, après le désastre électoral de mai 1966, la fiction elle-même disparaîtra, pour ne laisser que le souvenir d'un nom glorieux et de groupuscules éphémères — le principal d'entre eux sera la « linea roja » du 1J4 — qui ne réuniront guère plus de cent membres. Et l'exode des leaders *catorcitas* commencera. Certains — les Botello, les Evelio Hernandez — échoueront au PRD; d'autres — les Fafa Taveras, les Juan B. Mejía — au MPD. Après avoir en vain essayé de se faire élire sénateur (mai 1966)!, Fidelio Despradel, abandonné par ses derniers partisans, en sera réduit à écrire, dans la belle maison de son père, de médiocres pamphlets, dans lesquels il s'efforcera de faire oeuvre de théoricien. Mais pour la plupart des cadres du 1J4, c'est la « traversée du désert » qui commence dès 1966. Ils se retrouvent « orphelins ». Cultivant le souvenir d'un 1J4 idéalisé, ils ne pourront pas se résigner à adhérer à d'autres partis. Amers, incapables de s'arracher aux rêveries du passé, ils se disent toujours « disponibles », prêts à se lancer

dans la rue le jour où... mais ils oublient que seule l'action quotidienne fait d'un homme un révolutionnaire.

109. Cf. *supra,* ch. IX, p. 353.

110. *El Mundo,* 29 mai 1965, p. 20.

111. *Ibid.,* p. 1.

112. *Loc. cit.*

113. *Ibid.,* p. 20.

114. BALAGUER, Joaquín: « El Drama Dominicano ». Santo Domingo, 30 juillet 1965. Archives de l'auteur.

115. Nos principales sources pour cette section sont:

A) un nombre important d'interviews: interviews de Jottin Cury, d'Héctor Aristy, d'Antonio Guzmán, d'Anibal Campagna, de Salvador Jorge Blanco (tous membres de la *Comisión Negociadora* constitutionnaliste); interviews d'Hugo Tolentino (membre de la *Comisión Asesora* du président Caamaño) et d'Emilio Rodríguez Demorizi (un des conseillers du président Caamaño); interviews des leaders politiques Juan Bosch (PRD), José Francisco Peña Gómez (PRD), Jimmy Durán (IJ4), Norge Botello (IJ4); interviews d'officiers constitutionnalistes (du major Núñez Nogueras et des lieutenants Sención Silverio et García Germán); et beaucoup d'autres interviews encore, qu'il serait fastidieux d'énumérer ici.

B) toute une série de documents: b1) les procès-verbaux de toutes les réunions entre la *Comisión Negociadora* constitutionnaliste et la deuxième Commission ad hoc de l'OEA; b2) les procès-verbaux des réunions de la *Comisión Asesora* du président Caamaño; b3) les lettres échangées entre le gouvernement constitutionnaliste et le Dr Héctor García Godoy; b4) les notes échangées entre le gouvernement Caamaño et la deuxième Commission ad hoc de l'OEA; b5) le procès-verbal de la réunion tenue à l'*Edificio Copello* le 8 juillet 1965 (cf. *infra,* note 127); b6) les textes des propositions faites tant par la *Comisión Negociadora* que par la Commission ad hoc pour une solution de la crise (et notamment les divers projets d'*Acto Institucional* et d'*Acta de Reconciliación Dominicana*), etc.

116. GUZMÁN, Antonio et JORGE BLANCO, Salvador: « Informe al Gobierno Constitucionalista ». Santo Domingo, [7 juin 1965]. Archives de l'auteur.

117. Du côté constitutionnaliste, les négociations seront menées par une *Comisión Negociadora* composée des six membres suivants: Caamaño Deñó (président de la République), Jottin Cury (ministre des Affaires étrangères), Héctor Aristy (ministre de la *Presidencia*), Anibal Campagna (président du Sénat), Salvador Jorge Blanco (procureur général de la République) et Antonio Guzmán.

118. « Notas taquigraficas tomadas de la reunión celebrada en el salón de conferencias de la presidencia, ubicado en el tercer piso del Edificio Copello, apartamiento no 301 ». Santo Domingo, 10 juin 1965, pp. 1-12 bis. Archives de l'auteur.

119. « Propuesta del Gobierno Constitucional de la República Dominicana a la Comisión ad-hoc de la Organización de Estados Americanos en respuesta a su proposición para la solución del actual problema nacional ». Santo Domingo, 23 juin 1965, p. 3. Archives de l'auteur.

120. *Ibid.,* p. 4.

121. Le gouvernement Caamaño avait procédé à un certain nombre de promotions parmi les officiers constitutionnalistes. Ainsi le major Lora Fernández, l'ex-major Núñez Nogueras et l'ex-capitaine Lachapelle Díaz avaient été nommés lieutenants-colonels. Cependant, au cours de ce chapitre, les officiers constitutionnalistes figurent avec le grade qu'ils avaient au 24 avril.

122. « Propuesta del Gobierno Constitucional de la República Dominicana a la Comisión ad-hoc de la Organización de Estados Americanos en respuesta a su proposición para la solución del actual problema nacional ». Santo Domingo, 23 juin 1965, p. 3. Archives de l'auteur.

123. « Notas taquigraficas tomadas de la reunión celebrada en el salón de conferencias de la presidencia, ubicado en el tercer piso del Edificio Copello, apartamiento no 301 ». Santo Domingo, 1er juillet 1965, p. 2. Archives de l'auteur.

124. *Ibid.,* p. 4.

125. Nos italiques.

126. « Notas taquigraficas tomadas de la reunión celebrada en el salón de conferencias de la presidencia, ubicado en el tercer piso del Edificio Copello, apartamiento no 301 ». Santo Domingo, 1er juillet 1965, p. 2. « No se necesita un embajador », répondra à juste titre Anibal Campagna (*ibid.,* p. 9).

127. Déclaration de Salvador Jorge Blanco, « reunión celebrada el 8 de julio del año 1965 en la tercera planta del edificio " Copello ", sito en la casa no 79 de la calle El Conde

esquina a Sánchez, de Santo Domingo, Distrito Nacional, sede del Gobierno Constitucional de la República Dominicana, a la cual asistieron el ciudadano Presidente Constitucional de la República, Señor Francisco Alberto Caamaño Deñó, y representantes de diversas comisiones gubernamentales y políticas señaladas en la primera pagina». Santo Domingo, 8 juillet 1965. Photocopie du texte dactylographié, p. 3. Archives de l'auteur. Ci-après: « Reunión celebrada el 8 de julio ».

128. « Notas taquigraficas tomadas de la reunión celebrada en el salón de conferencias de la presidencia, ubicado en el tercer piso del Edificio Copello, apartamiento no 301 ». Santo Domingo, 7 juillet 1965, p. 4. Archives de l'auteur.

129. Déclaration de Jottin Cury, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 8.

130. Aucun représentant du PSP et du MPD ne participa à la réunion. A Ciudad Nueva ces deux partis étaient légaux, mais ils n'étaient représentés dans aucun organe à pouvoir décisionnel du gouvernement constitutionnaliste, et jamais ils ne furent invités à participer à un vote. Ils étaient des mini-partis: c'est là une première explication de ce traitement discriminatoire. Mais aussi, et surtout, ces deux partis, étant communistes, représentaient un poids dans la bataille diplomatique et propagandiste que menait le gouvernement constitutionnaliste. Dans cette même bataille, le PRSC, parti « démocratique », était un atout — et c'est pourquoi, en dépit de son extrême faiblesse, il était admis aux votes, à côté du PRD et du 1J4.

131. « Propuesta de la Comisión ad-hoc para la Solución de la Crisis Dominicana ». Santo Domingo, 17 juin 1965. Archives de l'auteur.

132. Déclaration de Juan B. Mejía, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 16.

133. Déclaration de José Francisco Peña Gómez, « Reunión celebrada el 8 del julio », p. 31.

134. Déclaration de Salvador Jorge Blanco, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 3.

135. Déclaration de Pablo Casimiro Castro, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 19.

136. Déclaration de Ramón Ledesma Pérez, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 14.

137. Déclaration de Pablo Casimiro Castro, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 21.

138. Déclaration de José Francisco Peña Gómez, « Reunión celebrada el 8 de julio », p. 27.

139. Voteront en faveur de l'acceptation le PRD, le Conseil des Ministres, le Sénat et la Chambre des Députés. L'état-major constitutionnaliste « se abstiene, en razón de que no son deliberantes, y promete acatar lo que resuelva el Gobierno Constitucional » (« Reunión celebrada el 8 de julio »). Le PRSC et le 1J4, en revanche, voteront contre. Ce vote négatif n'est pas le résultat d'une évaluation différente de la situation. Il s'explique par des « raisons de principe »: le refus de céder à l'envahisseur et, surtout, le souci de souligner leur « intransigeance révolutionnaire » face aux compromis boiteux d'un PRD — attitude somme toute irresponsable et même ridicule dans le cas du PRSC, ce dernier étant incapable d'apporter la moindre contribution militaire à la lutte commune.

Tout au long des négociations qui suivront avec la Commission ad-hoc, le PRSC et le 1J4 critiqueront âprement les concessions, excessives à leurs yeux, de la *Comisión Negociadora* — sans pour autant être jamais en mesure de proposer une solution de rechange. Ils se garderont bien, cependant, de saboter les négociations.

140. Déclaration de Francisco Caamaño Deñó, « Notas taquigraficas tomadas de la reunión celebrada en el salón de conferencias de la presidencia, ubicado en el tercer piso del Edificio Copello, apartamiento no 301 ». Santo Domingo, 27 juillet 1965, p. 4. Archives de l'auteur.

141. Déclaration d'Hugo Tolentino Dipp. Notes prises lors de la réunion du 20 juillet 1965 de la *Comisión Asesora del presidente Caamaño.* Santo Domingo. Archives de l'auteur.

142. IIe Commission ad hoc de la drcmre: Note à la *Comisión Negociadora* du gouvernement constitutionnaliste. Santo Domingo, 5 août 1965. Archives de l'auteur.

143. « Reserva del " Gobierno Constitucional " » à l'*Acto Institucional. Gaceta Oficial* no 8944 du 4 septembre 1965, pp. 6-7.

144. Interview du colonel Benoit — à ce même Benoit on avait déjà fait un coup d'Etat au début de mai (cf. *supra*, note 26).

145. Cf. les décrets 56 et 56 bis du 10 septembre 1965; *Gaceta Oficial* no 8948 du 1er octobre 1965, pp. 4-6.

146. Bosch n'en aura pas moins 39 % du vote total, contre 57 % environ à Balaguer. Le reste — les miettes — à Bonnelly.

147. Le très rapide survol qui suit s'appuie sur notre lecture de la presse dominicaine pour la période 1966-1972, sur nos observations lors des trois séjours que nous avons fait en République Dominicaine (1969, 1970 et 1971) et sur une vaste documentation économique (rapports du *Centro Interamericano Económico y Social,* études faites par divers organes du gouvernement dominicain, rapports du *Banco Interamericano de Desarrollo,* etc.).

ANNEXE

L'EXTREME GAUCHE DOMINICAINE DES SES ORIGINES JUSQU'A JANVIER-FEVRIER 1962

PREMIÈRE PARTIE: jusqu'à la mort de Trujillo.

1) Le *Partido Socialista Popular* (PSP)
2) Le *Movimiento Revolucionario 14 de Junio* (MR1J4)
3) Le *Movimiento Popular Dominicano* (MPD)

DEUXIÈME PARTIE: jusqu'à janvier-février 1962.

1) L'*Agrupación Política 14 de Junio* (AP1J4)
2) Le *Movimiento Popular Dominicano* (MPD)

Il n'y aura pas, dans la deuxième partie de l'Annexe, de section consacrée au PSP. Au cours des premiers huit ou neuf mois qui suivirent la mort de Trujillo, ce parti fut en effet virtuellement absent de la scène dominicaine. En franche coopération avec Washington, le gouvernement dominicain interdit l'entrée au pays à tout exilé dont les sympathies communistes étaient connues ou soupçonnées. Ceux qui essayèrent de revenir, comme Tulio Hostilio Arvelo Delgado (membre du PSP), furent refoulés.

Trois pesepeistes réussirent néanmoins à rentrer au pays au cours de cette période, leur affiliation au parti n'étant pas connue. L'un, membre du Comité Central, "se quedó una semana, se fue y no volvió más nunca" (interview de José Israel Cuello Hernandez).

Les deux autres restèrent. Ils s'"infiltrèrent" dans l'AP1J4. C'est pourquoi nous parlerons d'eux, et donc du PSP, dans la section consacrée à l'AP1J4.

PREMIERE PARTIE

1) LE PARTIDO SOCIALISTA POPULAR (PSP)

En 6 mois, de novembre 1939 à mai 1940, arrivèrent en République Dominicaine « de 4.000 à 5.000 » [1] réfugiés espagnols qui fuyaient le franquisme victorieux.[2]

Parmi eux, des communistes. Sans doute, « su proporción dentro de la masa de refugiados era muy pequeña, pero desde el primer momento reaccionaron con su característica disciplina y dinamismo; me consta por información directa » — écrira plus tard Jesús de Galíndez — « que ya en los barcos se organizaron las primeras celulas ».[3]

Mais le « virus » communiste existait déjà en République Dominicaine, avant même l'arrivée des Espagnols. De jeunes Dominicains, lors de séjours à l'étranger, étaient entrés en contact avec la doctrine marxiste. Ils avaient été conquis. Rentrés dans leurs pays, ils s'efforçaient d'y répandre une idéologie jusqu'alors inconnue.[4]

Ainsi Fredy Valdez, « pionero del marxismo-leninismo en la República Dominicana ».[5] « Muy joven tomó parte en una conspiración [contre Trujillo], lo que lo obligó a viajar a Cuba como exilado. Allí se vinculó a grupos revolucionarios y se inició en el estudio de la teoría marxista. De regreso al país, Fredy se transladó a Barahona ».[6] Il y organisera toute une série d'activités légales, par lesquelles « vincularse a la población » [7]: en particulier la fondation de la *Casa del Obrero*, « una escuela para alfabetizar trabajadores ».[8] C'est ainsi qu'il conquit « los obreros más conscientes de la zona y creó las primeras celulas marxistas ».[9]

D'autres cellules, des cercles d'étude — « integrados », surtout, « por elementos procedentes de la burguesía y de las capas altas de la pequeña burguesía » [10] — seront bientôt créés dans diverses régions du pays, grâce à de nouveaux Fredy Valdez. C'est dans ce contexte, au moment où le communisme dominicain fait ses premiers pas, que s'insère l'apport des « emigrantes españoles portadores del marxismo ».[11] Leur expérience, leur esprit d'organisation, devaient aider puissamment au développement de groupes « qui n'étaient encore que dans leur enfance »,[12] et accélerer un processus sans doute inévitable. « Cada republicano español de los buenos, donde quiera que estuviera, comenzó a detectar aquellos elementos que reunían condiciones de seguridad para ser sumados a la lucha ».[13] « Se comenzó a trabajar en los sindicatos y gremios con perspectivas optimas. Jovenes que estudiaban fuera del país, regresaron a ocupar su lugar de vanguardia en la lucha.[14] Comenzaron a distinguirse dirigentes obreros de valor inestimable, como Mauricio Baez, Luis Guillén, Jaíme Nils y Justino José del Orbe ».[15]

Plus tard, « ya a mediados del 1943, como prueba de los avances logrados en el camino de vertebrar una organización revolucionaria, comenzaron a externarse opiniones pidiendo la celebración de una reunión de activistas a escala nacional, donde se discutieran los nuevos pasos a dar y se fijaran objetivos más concretos de lucha ».[16] Une première réunion, en septembre 1943, fut suivie d'une autre en décembre; on y décida: « celebrar otro encuentro ampliado de los principales activistas del movimiento ».[17] Et finalement, le 27 février 1944, « mientras

la tiranía recordaba a su manera el Grito de Independencia de 1844, se celebró el Congreso Constitutivo del PDRD [Partido Democrático Revolucionario Dominicano], utilizando como local la casa de la calle Arzobispo que lleva hoy el numero 33 ».[18] « Primero intento de formación de un partido comunista en el país »,[19] le PDRD est issu de la fusion de trois centres principaux: « el núcleo de Barahona, dirigido por Fredy Valdez ...; él de Santiago, encabezado por Julio Raul Durán,[20] y él del Este y de la capital, dirigidos por Heriberto Núñez ».[21]

Parti minuscule, clandestin, mais résolu, prêt à l'action. Il naît au sein d'une société qu'étouffe une dictature implacable. Très vite la répression le frappe. Fredy Valdez est arrêté (1944), d'autres — *Chito* Henriquez Vasquez, Félix Servio et Juan Ducoudray Mansfield, Pericles B. Franco Ornes, Manuel Lorenzo Carrasco — doivent chercher refuge dans des ambassades, qu'ils quitteront ensuite pour l'exil (1945). Mais le parti résiste, il se renforce même, en dépit des arrestations, de la terreur. Ses buts sont ambitieux: agglutiner toutes les forces de l'opposition « démocratique ». C'est d'abord, avant même « de que finalizara el año 1944 »,[22] la fondation de la *Juventud Revolucionaria Dominicana* (JRD), « filial juvenil del PDRD ... destinada a agrupar todos los jovenes que estuvieran dispuestos a luchar contra la tiranía y por la implantación de un régimen democrático ».[23] C'est ensuite, « después que la JRD tuvo vida propia »,[24] la création d'un *Frente Nacional de Liberación* (FLN), « al que muy pronto se sumó un importante grupo de profesionales que se habían organizado para luchar contra la tiranía, tomando el nombre de Acción Socialista Democrática ».[25] Plus loin, au bout du chemin, on croit déjà entrevoir l'objectif suprême: « la huelga general de carácter insurreccional » [26] qui abattra le régime ... c'est l'euphorie du triomphe des Nations Unies, avec les illusions qu'il entraîne. Un vent nouveau paraît devoir souffler sur le monde. Dans l'arc des Caraïbes, les dictatures s'écroulent. A Cuba, Batista s'incline devant le verdict des urnes, Grau San Martin assume la présidence. Medina Angarita au Venezuela, Ubico au Guatemala, sont renversés par la force. Les hommes qui s'installent à leur place — Betancourt à Caracas, Arevalo à Ciudad Guatemala — représentent une violente rupture avec le passé, une promesse d'avenir.

En République Dominicaine, Trujillo paraît acculé à la défensive. Sensible aux exigences du moment, il esquisse une « parody of liberal indulgence »,[27] mais peut-être, cette fois, elle ne suffira pas. A l'Université, si longtemps le haut-lieu d'un conformisme abject, une « cierta agitación » [28] commence à se faire sentir.[29] Dans les rues mêmes de la capitale, un phénomène nouveau et inquiétant: « the distribution and pasting up of the subversive propaganda in public places throughout the city ... carried out by numerous young people ».[30] Et même le mouvement ouvrier — « a field in which complete passivity had [been] obtained since 1930 » [31] — paraît à son tour s'éveiller à de nouvelles exigences, tandis qu'à Washington le Département d'Etat fait preuve à l'égard du régime d'une froideur insolite.[32]

Et finalement, en janvier 1946, « estalla la huelga en los campos azucareros de La Romana y San Pedro de Macorís ... la única ... de importancia que ha tenido lugar durante la Era de Trujillo ».[33] Dans cette grève, « bien organizada, que no osó romper Trujillo con su ejército »,[34] les communistes joueront un rôle impor-

tant, peut-être décisif. Mauricio Baez, notamment, qui en fut le « cerebro »,[35] est un membre du parti, « the most dangerous, active and intelligent of them all ».[36] Il payera, quatre ans plus tard, le prix de son courage: il est assassiné à la Havane, où il avait dû chercher refuge, par les sicaires du dictateur.

Trujillo se prépare à frapper. Mais il lui faut d'abord identifier ses futures victimes. C'est pourquoi il s'engage, « desde fines de 1945 »,[37] dans son « juego interno con los comunistas dominicanos » [38]: pousser ceux qui sont dans le pays à quitter l'anonymat, et ceux qui sont en exil à revenir; bref, « conseguir la organización pública de un Partido Comunista Dominicano ».[39]

Les communistes acceptent le défi du dictateur. Ils feignent de croire aux garanties qui leur sont offertes. Pourquoi? « El juego era a ojos vistos desde el principio, y los comunistas tenían que saber que a la larga no podía mantenerse. Que se proponían ganar? Quizás ... que el pueblo dominicano, sometido a la dictadura durante 16 años, viera en los comunistas los únicos que tenían coraje bastante para salir a la calle y defender un programa propio ».[40] « Era una oportunidad única, y el partido tenía que aprovecharla, aunque después cayera la represión ».[41]

Et ce seront, pour le *Partido Socialista Popular* (PSPD ou PSP) — « nombre que adquirió el PDRD en la luz pública » [42] — « las jornadas semilegales de 1946-47 ».[43] Mais dès le début, « the basis for further repression was laid. Trujillo arranged for Alvarez Pina, as Chairman of the Dominican Party [le parti officiel] to oppose him publicly in his apparent tolerance of the Popular Socialist Party ».[44]

Et la partie s'engage. Le 14 septembre, à Ciudad Trujillo, le PSP tient sa première réunion publique — la première, aussi, qu'un parti d'opposition ait pu organiser depuis le début de l'Ere. Sept jours plus tard, à San Pedro de Macorís, une autre réunion; une troisième, le 11 octobre, à Santiago. A chaque fois, le PSP demande au préalable le permis des autorités. Il l'obtient. Il l'obtient encore pour une quatrième réunion qu'il va tenir au *parque* Colón, dans le cœur de la capitale, le 26 octobre, jour où sortira le premier numéro d'*El Popular*, l'organe du parti.

Le 26 octobre, *El Popular* apparaît dans les rues de Ciudad Trujillo. Quelques heures plus tard, au *parque* Colón, les orateurs communistes commencent à parler devant plusieurs centaines de personnes. Soudain,

> « el general Joaquín Cocco hijo, al mando de su organizado Cuerpo de Veteranos Militares, irrumpió en [el] mitin ... desbaratándolo a palos y siguiendo esa turba con sus desmanes hasta a destruir y saquear todo el mobiliario que tenía [el PSP] ... en su sede frente al parque Enriquillo en la Avenida Duarte ».[45]

Mais la vérité a plusieurs faces, surtout lorsqu'elle est trujilliste. Les hommes de main du général Cocco deviennent des « peaceful citizens » [46] qui prenaient le frais dans le *parque* Colón, « without worries of any kind ».[47] Les communistes, « in a state of extreme tension and excitement »,[48] « many of them ... quite drunk »,[49] les ont « unjustifiably » [50] attaqués, armés de « clubs and knives ».[51] Ensuite, « in the confusion many of the red demonstrators fought amongst each

others »: [52] telle « a certain Mara, a prostitute that the communists had recruited that night »,[53] et qui blessa « a worker called Robinson ... without realising that he was one of her companions ».[54] Et pour conclure — le final est trop beau — les communistes, « frenzied by the sight of blood, they themselves tore down the platform, they piled up the wreckage and set fire to the timber ».[55]

C'est, pour le PSP, le début de l'agonie. Toujours légal, il essuyera désormais, avec une fréquence croissante, la violence de l'« indignation populaire ». Se proclamant marxiste-léniniste, mais soucieux de réitérer son respect pour la légalité, le parti s'efforce désespérément de gagner du temps [56] — le temps de diffuser son message, de jeter les semences de l'avenir.

Mais le temps presse. A Washington, la *Braden policy* s'incline devant les exigences de la guerre froide. L'anti-communisme, et non l'attachement à la démocratie, sera désormais la pierre de touche pour juger les hommes d'Etat d'Amérique latine.

En République Dominicaine, le régime se ressaisit. En janvier 1946, lors des événements de La Romana et San Pedro de Macorís, il a connu son moment le plus difficile: « el mismo Trujillo había sentido el frío de la huelga general ».[57] Mais il n'y a plus eu de grèves. Et si, en septembre encore, un *Congreso Obrero Nacional* paraît apporter un nouveau souffle d'espoir,[58] ce ne sera là qu'une brève illusion. Cependant, dans les villes du pays, la répression déclenchée dès le 26 octobre — terminé le Congrès Ouvrier, partis les délégués étrangers — porte ses fruits. Au milieu d'une population vite « assagie », les activistes du PSP — et ceux de la *Juventud Democrática* — apparaissent de plus en plus seuls, faibles silhouettes perdues dans le grand désert de la terreur trujilliste.

Les considérations d'ordre interne et international qui ont motivé la « parody of liberal indulgence » — et même la légalisation du parti communiste — ont disparu. La comédie n'a plus de raison d'être, d'autant plus que « ya parecía evidente que en la República Dominicana no sería posible identificar más comunistas clandestinos ».[59] La « triomphale » réélection de Trujillo, le 16 mai 1947, annonce la fin. « A unanimous outcry arose from the Dominican people demanding the dissolution of the PSP and of the Democratic Youth and the prohibition of all communist activity ».[60] Trujillo « listened to the outcry of his people ... on June 8th, 1947, he sent a patriotic message to the National Congress together with a Bill which prohibited the constitution in our country of communist and other groups of similar tendencies as legal parties ».[61] Le tour de valse s'achève, la semi-semi-légalité disparaît. « Trujillo desató la represión y prácticamente destruyó al PSPD ».[62] « Son detenidos todos los miembros del Partido Socialista Popular ... que no consiguen asilarse a tiempo ».[63]

Libérés, par un caprice de la tyrannie, en février 1949, les anciens pesepeistes se verront soumis à un sévère contrôle policier.

Regardés comme des « pestiférés » par les « bien-pensants » — fuis même par ceux qui, tout en sympathisant avec leur cause, ou avec leur courage, répugnent à se compromettre par une intimité dangereuse — toute activité politique leur est désormais impossible. Bientôt, d'ailleurs, la répression reprend. Fredy Valdez est arrêté (août 1949), Péricles Franco O. subit le même sort. La tension s'aggrave, c'est, bientôt, l'angoisse: « recibimos aviso de que iban a proceder a

una gran redada ... no disponíamos de ninguna medida de seguridad, de ningún escondite ».[64]

Apparaît alors une « corriente liquidacionista » [65] — c'est le terme méprisant que choisiront, 17 ans plus tard, et dans des circonstances bien moins dramatiques, des jeunes qu'aveugle la haine au « révisionnisme ».

Le courant « liquidacionista » « sostenía la no existencia de condiciones para desarrollar la lucha revolucionaria en el país y planteaba la salida masiva y total de los miembros del partido hacia el exterior ».[66] C'est « la línea que predominó en el seno del partido ».[67]

Dans une action coordonnée et préparée à l'avance un groupe de membres du PSP cherche refuge dans les ambassades du Venezuela et du Mexique. Un autre groupe, bientôt, les rejoint: ce sont des pesepeistes qui n'ont pas été libérés en février 1949, ou qui ont été arrêtés par la suite. Une loi de février 1950 les a amnistiés: Trujillo se prépare à recevoir un *Investigating Committee* de la OEA, chargé d'étudier les causes des troubles qui ont affecté la région au cours des trois dernières années.

Fredy Valdez, « pionero del marxismo-leninismo », ... les premières cellules, les cercles d'étude, ... la venue d'« españoles portadores del marxismo »; ... la fondation du premier parti communiste de la République Dominicaine, ... la *Juventud Revolucionaria Dominicana,* le *Frente Nacional de Liberación*; ... la grève de janvier 1946 et « las jornadas semi-legales de 1946-47 ». Plus loin, le rêve qui justifiait tous les risques, toutes les souffrances: « la huelga general de carácter insurreccional » qu'organiserait et dirigerait le *Partido Socialista Popular,* le grand parti de masse appelé à libérer le pays.

Le temps n'a pas tenu ses promesses. Certains sont morts, assassinés par la tyrannie.[68] D'autres, plus nombreux encore, ont abjuré, terrorisés par la répression. Les quelques dizaines d'hommes qui, en ce printemps 1950, quittent les ambassades où ils ont dû chercher refuge et prennent le chemin de l'exil représentent « toda la dirigencia del PSP, a excepción de un miembro del CC »,[69] ainsi que « la gran mayoría » [70] des membres du parti. Le rêve s'est effondré.

Petite tête sans corps, le PSP n'est désormais qu'un groupuscule de réfugiés qui s'efforcent péniblement de survivre dans la stérile vie de l'exil — alors même qu'en République Dominicaine tarissent les résultats de son effort: « las escasas celulas que el PSP había dejado al exilarse la mayoría de sus miembros ... fueron desapareciendo sin realizar tareas políticas de importancia ».[71]

Réfugiés anti-trujillistes, mais coupables de communisme, les membres du PSP sont en butte à l'hostilité des régimes dictatoriaux de l'hémisphère — ainsi qu'à celle des gouvernements qui se veulent démocratiques. Prio Socarrás, à Cuba, n'aura à leur offrir que le camp d'internement — prélude à la déportation. C'est au Guatemala d'Arbenz qu'ils trouveront enfin un refuge — et même la possibilité de déployer une certaine activité politique; c'est dans ce pays qu'ils publieront *Orientación* et *Vanguardia,* « órganos del PSP en la emigración ».[72] Bref répit. La chute d'Arbenz, en 1954, les oblige à un nouveau départ: c'est la « débandade ».[73] Certains trouveront refuge à Costa Rica, un dans la lointaine Argentine,[74] d'autres finiront même par échouer aux Etats-Unis, à New York notamment.

Mais c'est au Mexique que le « centre » du parti finit par se rétablir, autour

de Péricles Franco O. et Juan Ducoudray M.; on y reprend la publication d'*Orientación*.[75]

« Desvinculado, por razones obvias, de las masas »,[76] ayant avec la République Dominicaine des liens qui de « muy precarios » [77] deviennent bientôt « inexistentes »,[78] le PSP végète. Du moins lui sont épargnées les luttes internes, soupape, chez trop de groupes de réfugiés, de l'inactivité de l'exil. C'est sans secousses, et graduellement, que pâlit l'étoile de Péricles Franco, et que s'affirme celle de Juan Ducoudray. Et si, en 1956, se produit « le desprendimiento de unos miembros » [79] — qui fonderont, immédiatement après, le *Movimiento Popular Dominicano* [80] — ce ne sera là qu'un cas isolé, « le seul cas grave d'indiscipline de toute la période ».[81]

Les années passent. Mais soudain s'écroule le régime de Batista. La victoire de la révolution cubaine paraît enfin ouvrir des perspectives nouvelles. « En la euforia aventurera del triunfo aplastante del Movimiento 26 de Julio » [82] s'organise, à partir de Cuba, une expédition anti-trujilliste, « bajo la bandera unitaria del Movimiento de Liberación Dominicana ».[83]

Par son « Pleno de Febrero de 1959 », tenu à Cuba, le CC du PSP « acordó la participación » [84] — seul des partis de l'exil à s'engager dans le MLD.

Le prix sera sanglant. Des 185 hommes qui parviennent, le 14 et le 20 juin 1959, en République Dominicaine, 19 appartiennent au PSP.

Parmi eux, presque la moitié du CC: six membres sur treize. Tous, ils mourront.[85]

Ainsi, aux martyrs de 1944-1950, à ceux que Trujillo a fait assassiner par la suite, d'autres s'ajoutent, qui viennent enrichir le « Cuadro de Honor del PSP ».[86]

Riche en gloire, mais douloureusement blessé, toujours privé de contact avec le pays,[87] le PSP recommence à végéter.

C'est dans cet état que le surprend, en juin 1961, la nouvelle de la mort de Trujillo.

2) LE MOVIMIENTO REVOLUCIONARIO 14 DE JUNIO (MR1J4)

Le départ pour l'exil, en 1950, de la plupart des membres du PSP, l'arrestation, bientôt, de ceux qui étaient restés dans le pays; le naufrage des espoirs soulevés par le triomphe des Nations Unies; l'efficacité même de la répression d'une part, l'expansion de l'économie de l'autre: autant de facteurs qui expliquent la « période de sommeil de l'opposition » [1] qui s'ouvre en République Dominicaine, dès le début des années cinquante. Ayant brillamment passé un cap difficile, le Trujillisme apparaît triomphant. Il n'y a plus qu'à baisser la tête, se soumettre.

Les années s'écoulent. Mais dans la voisine Cuba, un groupe de rebelles réussit à s'installer dans la zone montagneuse de la province d'Oriente (décembre 1956). A la surprise générale, les forces de Batista se montrent incapables de les déloger. Les mois passent, l'aventure se transforme en épopée. Bientôt, dans certaines régions de la République Dominicaine, on peut entendre, à travers *Radio Rebelde*, la voix des speakers castristes. Un langage nouveau viole les mu-

railles de ce vaste camp de concentration qu'est devenu le pays de Trujillo; éveillant des inquiétudes et des espoirs encore mal définis, il contribue puissamment « a despertar ciertos sectores de la juventud dominicana ».[2]

Soudain, le 31 décembre 1958, la dictature de Batista s'écroule. Descendant des montagnes, les forces rebelles pénètrent triomphalement dans la capitale en liesse, tandis que le dictateur déchu cherche refuge chez Trujillo. Cuba est libéré, et à Santo Domingo, éblouis, des rebelles en puissance s'interrogent. Le rêve est devenu réalité, les Cubains ont prouvé que les Batista peuvent être vaincus. Les Dominicains, eux, seront-ils incapables de rééditer l'épopée, d'entrer eux aussi en héros, dans un futur que l'on rêve proche, dans leur capitale libérée, après avoir écrasé la dictature de Trujillo? A Montecristi Manolo Tavárez et sa femme Minerva « comienzan a vislumbrar la posibilidad de desarrollar un movimiento de resistencia ».[3]

Ils ne sont pas les seuls. Partout, dans le pays, de petits groupes se forment. L'aggravation de la situation économique, à son tour, augmente le nombre des opposants.

Ce n'est encore, pourtant, qu'une première étape, timide, hésitante. Les services de renseignements du régime ont donné trop de preuves d'efficacité, la pratique de la délation — même entre les membres d'une même famille — est trop répandue pour que ceux qui veulent s'opposer puissent soudain briser des habitudes de prudence trop chèrement acquises. Si des cellules clandestines se constituent dans de nombreuses villes du pays, il ne s'agit encore, cependant, que de « grupitos aislados » [4] qui végètent en vase clos et ignorent, le plus souvent, leurs existences réciproques.

Soudain, le 14 juin 1959, atterrissent à Constanza des exilés anti-trujillistes. D'autres débarquent, six jours plus tard, à Maimón et à Estero Hondo. Les armes à la main, ils viennent libérer leur pays. Ils seront, au bout de quelques jours d'agonie, massacrés, souvent au milieu d'affreuses tortures. Mais même leur débâcle est une victoire. Leur courage, l'audace désespérée dont ils font preuve, leur sacrifice ... En produisant « un complejo de culpa, como si hubieramos dejado asesinar a esta gente »,[5]« los hechos de Constanza, Maimón y Estero Hondo ... rompieron el dique de temor y la duda que existía entre nosotros y consecuentemente abrieron las posibilidades para ... [el] pronto desarrollo » [6] du mouvement clandestin: « no es de afuera, es de adentro que hay que derrumbar a Trujillo ».[7]

S'ouvre alors une phase nouvelle, une phase d'accélération, qui débouchera sur l'unification du mouvement clandestin. Au cours de ce processus, deux groupes se distingueront par leur dynamisme. L'un, celui de Montecristi, dirigé par Manolo et Minerva Tavárez; [8] l'autre, *Acción Clero Cultural*, créé à Tenares, « sitio donde a principio de agosto tuvimos nuestra primera reunión »,[9] par un petit groupe de séminaristes (Vinicio Disla, Blanco Cruz, William Lantigua) et d'étudiants universitaires (Fafa Taveras, F. Anibal González, Ezequiel González), « asesorados por el Padre Cruz, iniciador, y el Padre Ercilio de Jesús Moya ».[10] L'entrevue, « a final de octubre »,[11] entre Fafa Taveras et Manolo Tavárez, permettra d'établir un premier contact entre ACC et « una organización, amorfa aún,

cuya estructura palpitaba ya desde Monte Cristy, en el extremo Noroeste de la República, hasta Salcedo, en el Cibao ».[12]

Cependant, à Santiago de los Caballeros, deuxième ville du pays, « laboraba en igual sentido Carlos Aurelio Grisanty García (*a*) Cayeyo ... Tavárez Justo y Grisanty García no tardaron en enlazar sus actividades uniendo así dos zonas en el Movimiento que bien pronto habría que extenderse ».[13]

C'est Manolo Tavárez qui, tout en gardant « la dirección de las actividades de Monte Cristy ... asume el papel de agente coordinador entre los principales núcleos formados »[14]: ceux de Montecristi, Santiago, Moca, Salcedo et San Francisco de Macorís.

Bientôt, désormais « realizada la unidad en el Cibao, se abrió el horizonte para la incorporación de la Ciudad Capital, y, después, del Este y el Sur de la República ».[15] Des émissaires sont envoyés. Ils devront essayer « de ponerse en contacto con núcleos que se presumía existían »,[16] ou en créer là où ils font défaut.

Finalement, au bout de quelques semaines d'une activité fébrile, douze hommes se réunissent, qui représentent des groupes de diverses régions du pays.[17] C'est la réunion de Mao du 10 janvier 1960.[18] C'est à Mao qu'a lieu la fusion entre les organisations de la résistance, c'est à Mao qu'une direction est élue, un programme adopté.

Ainsi naît le *Movimiento Revolucionario 14 de Junio* (MR1J4), « denominación ... alusiva a la fecha en que se produjo el desembarco aéreo en Constanza ».[19]

Manolo Tavárez en est le président, son *concuñado* et partisan inconditionnel, Leandro Guzmán, le trésorier, cependant que Pipe Faxas, lui aussi très lié à Manolo, est choisi comme secrétaire général.[20]

Le groupe des « manolistas » domine la réunion. C'est le groupe des « inquiets ». Leur volonté de réformes est certes confuse, mais sincère. Sans doute les grandes doctrines qui s'affrontent dans le monde — communisme, capitalisme, socialisme, dans toutes leurs versions — leur sont étrangères ... mots creux pour des hommes qui n'ont connu que l'Ere de Trujillo. Mais ils veulent que quelque chose change dans leur pays, ils « sentent » qu'il ne suffira pas d'abattre le dictateur: c'est aux véritables racines de la tragédie dominicaine qu'il faudra s'attaquer: à la misère, à l'injustice, à l'ignorance.

Par quels moyens? Ils l'ignorent. Mais de *Radio Rebelde* — la radio castriste — ils ont entendu un langage nouveau, qui les a séduits. Ils sont sous l'influence « sentimentale » de la révolution cubaine; elle signifie pour eux lutte contre la dictature, défense de la dignité nationale, volonté de réformes sociales. Ils ne connaissent que très mal la situation cubaine — mais même de cette ignorance, un charme se dégage.

Les envahisseurs qui, en juin 1959, ont atterri à Constanza, débarqué à Maimón et à Estero Hondo, sont morts. Mais ils avaient apporté des tracts, où figurait leur programme, le *Programa Mínimo del Movimiento de Liberación Dominicana*: « implantar una amplia Reforma Agraria, que garantice al campesino la posesión de la tierra ... », « garantizar la libre organización de la clase obrera y campesina ... y reconocer el derecho de huelga como instrumento de lucha del proletariado », « iniciar una efectiva campaña de alfabetización y

reformar integralmente la enseñanza ... », « establecer un amplio sistema de seguridad social que ampare a la niñez, la ancianidad y el desempleo... » [21]

Manolo, Minerva et leurs amis ont pu lire ce message.[22] Et ils ont fait un vœu qui seul pourra, à leurs yeux, compenser le sacrifice de ceux qui sont morts: « levantar el programa de los héroes de Constanza ».[23] C'est pourquoi, à Mao, ils imposent l'adoption de ce programme. Face à eux, les « tradicionalistas », ceux pour qui le mouvement ne saurait avoir d'autre but que l'élimination de la dictature de Trujillo — en d'autres termes, le retour à 1930.

Peut-être sont-ils une majorité.[24] Mais la personnalité de Manolo, le prestige qu'il a acquis au cours des derniers mois, l'amitié qu'ont pour lui la plupart des présents ... autant de facteurs qui emportent la décision.

Et si certains, les plus réfractaires, ne cèdent, peut-être, qu'à « regañadientes »,[25] une considération rend cependant légère toute concession: Trujillo est là, il est l'obstacle à abattre ... tout le reste: des mots ... de beaux discours d'idéalistes qui s'évanouiront plus tard, au moment de la vérité ... comme toujours.

Ainsi naît le 1J4. Mouvement hybride qui, dès son origine, porte en lui les germes de sa division. Assez homogène quant à l'extraction sociale de ses membre,[26] il ne présente pas moins des coupures très nettes: à la volonté de changement des uns s'oppose l'immobilisme des autres.

Pour le moment, un lien unit « progresistas » et « tradicionalistas » et masque les divergences: Trujillo. Que se passera-t-il, une fois le dictateur abattu? Que deviendront ces liens d'amitié, de parenté, qui rendent, pour l'instant, tellement plus souples les relations entre leaders *catorcitas*? Les « progresistas » eux-mêmes, enfin, jusqu'où iront-ils dans leur désir de réformes? Poursuivront-ils tous le même chemin, ou certains se détacheront-ils du noyau originel, affolés par le « radicalisme » de leurs amis — ou révoltés par leur « mollesse »?

Futur auquel l'on ne paraît pas songer, à Mao. Le présent c'est Trujillo — et donc unité, optimisme même. Les difficultés du régime s'aggravent: détérioration de la situation économique, froideur croissante des Etats-Unis, hostilité militante des gouvernements qui se sont installés à Caracas, à La Havane. De l'extérieur, des promesses d'appui paraissent se préciser. Venu tout exprès de Porto Rico « para promover contactos con el frente interno »,[27] Irlander Selig a rencontré, « aproximadamente a mediados de octubre »,[28] Pipe Faxas, « que estaba gestando de Unificador aquí en la capital » [29]: « me habló de que el movimiento en el exilio se había unido y que por lo tanto ibamos a recibir toda su ayuda »,[30] « me aseguró de que él tenía la posibilidad de conseguir dinero, armas, etc., ya que el consul de Venezuela en Puerto Rico [Luis Alcalá] le había hablado de una ayuda, pues su país ofrecía de todo ».[31] Les mêmes promesses, Irlander Selig les répétera par la suite à d'autres dirigeants du mouvement.[32]

Cependant un membre du « frente interno », Jorge Lama Mitre, s'est rendu à New York « con el firme propósito de entrevistarse con [Alfonso] Canto »,[33] qu'il sait être un des leaders du MLD. Il espère obtenir, par son intermédiaire, « la ayuda necesaria ».[34] Il retourne exultant: on lui a promis des armes, de l'argent, le MLD se prépare à organiser une nouvelle invasion. Le temps d'apporter à ses amis la bonne nouvelle, et Lama repart pour New York (14 décembre 1959), « con el propósito de ultimar la realización de lo prometido ».[35] Entre-

temps, en République Dominicaine, les conjurés se préoccupent déjà de « localizar los puntos en longitudines y latitudines para los proyectados envios de armas ».[36]

C'est donc « dentro del mayor grado de optimismo » [37] que les heures passent, à Mao. Lama est toujours à New York, il n'a pas encore envoyé de messages, mais c'est avec confiance que l'on attend son retour. Les armes, on croit déjà les caresser, les colonnes du MLD, on les voit déjà venir. Mais ce ne sera plus comme en juin 1959. Cette fois, les « envahisseurs » ne trouveront pas un pays terrorisé, des esclaves qui les regarderont sans comprendre, méfiants, hostiles même. Le 1J4 sera là, résolu, puissant, recouvrant de ses cellules l'ensemble du pays. Prêt à frapper: « a una hora señalada »,[38] et sur tout le territoire national, « una serie de sabotajes » [39] surprendra le régime. Immédiatement après se produira le soulèment général des *catorcitas*. Les hommes du MLD n'auront qu'à achever l'œuvre du 1J4: « no es de afuera, es de adentro, que hay que derrumbar a Trujillo ».[40]

Qui déforma la réalité: Canto, Lama ou les hommes du « frente interno »; à qui la faute de si cruelles illusions? A tous, peut-être, à chacun sont petit bout, chacun emporté par le même rêve. Mais une chose est certaine: en décembre 1959, en janvier 1960, le MLD à New York comme à Porto Rico n'est plus qu'un drapeau — glorieux certes — qu'entourent quelques hommes de bonne volonté; derrière eux, le vide. Il a été créé, « en la euforia aventurera del triunfo aplastante del Movimiento 26 de Julio », pour abattre Trujillo — le désastre de Constanza, Maimón, Estero Hondo l'a brisé.

Peut-être, avec le temps ... mais c'est le temps qui manque aux *catorcitas*.

La croissance même de leur mouvement, si rapide au cours des derniers mois,[41] est une source de dangers. Que savent du travail clandestin ces jeunes bourgeois qui rêvent de recouvrir le pays de leurs cellules? Leur inexpérience, leur dilettantisme sont à la mesure de leur courage, qui est grand. Personne n'est là pour les conseiller, aucun modèle ne s'offre à leurs yeux — sauf celui, romantique et archaïque, de la *Trinitaria*, la société secrète fondée par Duarte en 1838. Leurs mesures de sécurité sont dérisoires — comment pourraient-elles suffire, dans l'avenir?

Déjà, il est trop tard. Le mouvement qui naît à Mao est condamné. Andrés Norman Montero n'est entré dans la conspiration (le 18 décembre 1959) que pour mieux la trahir. Avant même la fin de décembre, il se rend chez Johnny Abbes, le chef du *Servicio de Inteligencia Militar*. Il dénonce ses victimes.

Mais les chefs trujillistes ne sont pas pressés. Ils préfèrent « dar un poco de soga a los "conspiradores" »,[42] pour mieux pénétrer le mouvement — et ensuite mieux le détruire.

Montero fait du bon travail — mais sa tâche est facile! Et le 10 janvier, le jour même de la réunion de Mao, commence la répression. Federico José Cabrera est arrêté, « y llevado a la 40 »[43]: non pas une prison, mais un centre de tortures. Le jour suivant, c'est au tour de Marcos Pérez Collado, l'homme qui a « gagné » Montero au mouvement. Le 13 Manolo Tavárez est arrêté. « Casi en el mismo instante en que era detenido Manolo ... en Monte Cristy, ... eran detenidas otras personas en diferentes puntos del país ».[44] Les *catorcitas* encore en liberté

savent désormais ce qui se prépare, ils comprennent qu'ils ont été trahis. Mais que pourraient-ils faire? Ils n'ont pas d'armes, les ambassades sont surveillées,[45] ils n'ont pas de caches. Il ne leur reste qu'à attendre — et l'attente ne sera pas longue: « in great, shuddering waves »,[46] les arrestations se succèdent, « not by the hundreds, but by the thousands ».[47] Au bout de quelques semaines, peut-être déjà avant la fin de janvier, « el Movimiento es completamente desbaratado ».[48]

3) LE MOVIMIENTO POPULAR DOMINICANO (MPD)

« El Movimiento Popular Dominicano fué fundado en La Habana, Cuba... [le 27 février] 1956, por desprendimiento de un grupo de militantes del Partido Socialista Popular Dominicano, escisión provocada por la tendencia revisionista sustentada por la camarilla dirigente de dicho Partido ... que alcanzó su completa amplitud al producirse en Moscú el XX Congreso del Partido Comunista de la Unión Soviética y su consiguiente "política de desestalinización". Tendencia que a su vez provocó una discrepancia total en la concepción del método de combatir a la tiranía trujillista ».[1]

Telle est la version officielle des origines du MPD. Elle fait sourire. Cette rupture avec le « révisionnisme » soviétique [2] qui intervient en février 1956 déjà, avant même que ne fussent connus, et analysés, les résultats du XXe Congrès: voilà les emepedeistes transformés en gardiens de l'orthodoxie, en précurseurs des Chinois, des Albanais. Précurseurs d'autant plus suspects, cependant, que parmi les fondateurs du nouveau parti se trouvent des anticommunistes notoires: les Julio César Martinez, les Tiberio Castellanos.

Il faut donc « réviser » la version officielle, sans pour autant prétendre apporter des réponses définitives: si les indices abondent, les preuves, elles, font défaut, perdues dans la confusion de l'exil.

En janvier 1956 une demi-douzaine de membres — c'est à cela que se réduit l'« escisión » — quitte le PSP. Parmi eux, les deux hommes qui domineront l'histoire du MPD. L'un, Máximo López Molina: le besoin d'être le premier, le « yojisme », sont les traits marquants de sa personnalité; or, dans le PSP, il n'était pas même membre du Comité Central.

L'autre, le « dur des durs », Andrés Ramos Peguero. Pour cet homme, dont le courage, la sincérité, ne sauraient être mis en cause, seule compte l'action armée, tout le reste n'est que « politiquería ».[3] Mais dans le PSP, si les hommes courageux abondent, les irresponsables, en revanche, n'ont pas de place.[4]

Máximo, le cerveau — Andrecito, l'homme qui agit: depuis quelque temps ils s'efforcent de créer à Cuba, où ils résident, une organisation à eux, en marge du PSP. Sommés par le CC de la dissoudre, ils refusent et quittent le parti.[5]

Les voilà « orphelins », avec leur simulacre d'organisation, mais dans un monde cruel ou tout exilé « qui se respecte » doit avoir son parti.

Ils sont en contact avec d'autres « orphelins » qui eux aussi habitent Cuba: les anticommunistes Julio César Martinez, Tiberio Castellanos et leurs quelques amis. Les deux groupuscules s'unissent, et un nouveau groupuscule naît: le MPD, une des créations les plus absurdes de l'exil dominicain.[6]

Il faut un drapeau pour recouvrir pieusement l'immense vide idéologique et

pour apporter une raison d'être à un amalgame qui défie la raison. Ce drapeau sera « la concepción del método de combatir a la tiranía trujillista ».

C'est le peuple, prêchent les emepedeistes, qui doit abattre la dictature de Trujillo. L'exil est stérile, les émigrés doivent rentrer, coûte que coûte, en République Dominicaine; ils doivent se souder à la « masa », l'éduquer politiquement, la préparer à la lutte armée, à l'insurrection. Prétendre, comme le font ces « mous » du PSP, que c'est impossible, du fait de l'absence de toute condition objective, attendre le salut d'éventuelles expéditions d'exilés, c'est choisir un coupable immobilisme: cela signifie, en dernière analyse, « aislarse de la masa ».[7]

Thèse séduisante — et chez certains sincère. Mais elle ne tient pas compte de la réalité dominicaine: ce contrôle absolu que le régime exerce sur le pays, la passivité même de la population — bref, l'absence de toute condition objective.

Téméraire dans ses affirmations, le MPD fera preuve, dans les faits, de cette même « prudence » qu'il reproche à la direction du PSP: il reste dans l'exil et renvoie à plus tard la libération du peuple dominicain.

Mais ce combat, chimérique dans leur propre pays, les meilleurs des emepedeistes s'efforceront de le réaliser en terre cubaine. « En Cuba el MPD no permaneció indiferente sino que al contrario apoyó activamente la lucha del revolucionario Fidel Castro y del Movimiento 26 de Julio. Uno de nuestros fundadores, Andrés Ramos Peguero, alcanzó el grado de capitán en la lucha revolucionaria en la provincia de Oriente. Otros alcanzaron grados menores ... Otro de nuestros fundadores, Pablo Antonio Martínez, regó su sangre generosa en defensa de la libertad de Cuba; fué asesinado por los esbirros de Batista ».[8]

Plus tard, après la victoire de Castro, le MPD refuse, « por principio »,[9] de participer à l'expédition que le MLD organise contre Trujillo: elle « estaba desvinculada de las masas dominicanas y por ende destinada al fracaso ».[10]

C'est en 1960 que le parti réussira enfin à s'introduire en République Dominicaine. Il le fera cependant dans des conditions qui laisseront planer un doute quant à l'intégrité de ses dirigeants.

Ayant à peine écrasé le MR1J4, mais confronté, sur le plan international, à une situation particulièrement difficile, Trujillo esquisse une nouvelle « parody of liberal indulgence ».[11] Un des pions de son jeu sera le MPD. Il invite les dirigeants de ce parti à revenir, il leur offre ses garanties.

Le MPD accepte — comme, avant lui, le PSP avait accepté en 1946.[12] Cette décision, qu'aujourd'hui encore certains critiquent avec une violence partisane, nous paraît courageuse. Surtout, elle est compatible avec la ligne que le parti a, dès le début, prétendu faire sienne: « Lucha Interna o Trujillo Siempre »[13] — ce n'est que de l'intérieur que le régime pourra être abattu.

Le 4 juin 1960, Máximo López Molina et Andrés Ramos Peguero — respectivement président et secrétaire général du MPD — « arrived from Cuba with a bristling manifesto and little else ».[14] Huit jours plus tard, ils inauguraient le local du parti, « consisting of the top floor of a small, rotting old building in a working class district of Ciudad Trujillo. »[15]

Au moment où ses deux leaders arrivent en République Dominicaine, le MPD s'est enfin libéré de quelques-unes des équivoques qui ont présidé à sa naissance: « con el triunfo de la revolución cubana (la cual influenció determinadamente en

el MPD), con la salida de Julio César Martínez y Tiberio Castellanos del partido y con los planteamientos que sobre la lucha con Trujillo hiciera el MPD, la corriente liberal-burguesa pasa a un plan muy secundario ».[16]

M. López Molina et A. Ramos Peguero sont désormais les *caudillos* incontestés des deux ou trois dizaines d'hommes qui constituent le parti. Ils sont, nous le savons, deux « apôtres » du marxisme-léninisme.[17]

Mais ils préfèrent, en ce juin 1960, présenter en République Dominicaine un visage plus souple. Ils oublient Marx, ils oublient Lénine. Ils adoptent des positions « de gauche », certes, mais non communistes: « su declaración de principios era la misma del Movimiento de Liberación Dominicana, basada principalmente en la defensa de la soberanía y la realización de la reforma agraria ».[18]

Souplesse, d'ailleurs, qui leur permettra de recevoir le soutien de « numerosos elementos de la burguesía y de la pequeña burguesía anti-trujillista que cooperaban económicamente porque no veían la verdadera orientación clasista del MPD ».[19] Ouverte en juin, cette première parenthèse légale du MPD sera brève, plus courte encore que celle dont avait joui le PSP en 1946-47. Le 29 août, huit semaines à peine après la légalisation du parti, « the police stood idly by in Ciudad Trujillo while a street mob beat up perhaps one hundred Popular Movement members [20] and smashed up the headquarters. Agents of the SIM then appeared and herded the disillusioned oppositionists off to jail ».[21] C'est le signal de la répression. « Con la destrucción del local ... el Movimiento entró en su primera etapa clandestina. Se desató una violenta ola de persecuciones y asesinatos contra los miembros »,[22] « yendo a parar a la cárcel los principales dirigentes del MPD » [23] — et notamment Máximo López Molina et Andrés Ramos Peguero.[24] « Muchos otros dirigentes y militantes fueron asesinados ».[25]

Sans doute, le MPD n'aura pas su exploiter au maximum la chance qu'il a voulu saisir: « como en sus comienzos el partido no desarrolló una política de organización de cuadros, con la represión vino la consiguiente desbandada y la mayor parte de los miembros y simpatizantes del MPD quedaron aislados unos de otros, ya que el local era practicamente el unico vinculo material entre los emepedeistas ».[26] Pourtant son effort n'aura pas été vain. Accueillis au début avec une méfiance extrême — « muchas personas llegaron a pensar que nuestro movimiento era un "gancho" del tirano para descubrir a sus enemigos » [27] — López Molina et Ramos Peguero voient leur prestige s'accroître « a medida de que desarrollan su oposición y que el Gobierno empieza a golpear ».[28] Par sa présence, « el MPD ocupa un hueco ».[29] Surtout, il commence à se lier à un secteur « que jamás no lo abandonará » [30]: les « sintrabajos, los chiriperos », c'est-à-dire la population marginale de la capitale, le *lumpenproletariat* — que séduit peut-être, tout autant que le verbe, l'aspect même de ces nouveaux arrivés: « without a clean shirt, a pair of socks or a shoelace among them ».[31]

DEUXIEME PARTIE

1) LA AGRUPACION POLITICA 14 DE JUNIO (AP1J4 » [1]

39 jours après la mort de Trujillo — le 8 juillet 1961 — un petit groupe

d'anciens membres du MR1J4 constitue un *Comité Ejecutivo Provisional* « que estudiará las condiciones bajo las cuales el Movimiento participará en la lucha política ».[2]

C'est le moment où Ramfis et Balaguer ébauchent les premiers pas d'une démocratisation trompeuse, tandis que la grande majorité des membres de ce qui fut le MR1J4 continue de pourrir dans les prisons du pays. D'autres sont morts, exécutés ou victimes des tortures. Une minorité de privilégiés a pu, après quelques mois d'emprisonnement, prendre le chemin de l'exil.

Sous la pression de l'OEA, le régime entrouve ses prisons. Au cours du mois de juillet les anciens dirigeants *catorcitas* sont libérés; parmi eux, le 26, Manolo Tavárez, Leandro Guzmán, Pipe Faxas.

Ayant retrouvé ses leaders, le 1J4 retrouve sa volonté. Réunis en Assemblée Générale, le 30 juillet, les rescapés des prisons [3] fondent l'*Agrupación Política 14 de Junio* (AP1J4), héritière directe du mouvement clandestin anéanti par la tyrannie. Manolo Tavárez en sera le président, Leandro Guzmán le secrétaire général.

La mystique du martyre entoure le nouveau parti. Déjà son passé appartient à la légende. Conquise par un « historial » qu'aucune autre organisation ne saurait lui offrir, la jeunesse des villes lui apporte une adhésion massive et enthousiaste.[4] Elle trouve en Manolo Tavárez un leader charismatique: sont passé, son éloquence, sa jeunesse même ... et aussi le destin tragique de sa femme, la belle, l'inoubliable Minerva Mirabal, morte pour la liberté.[5] Alliée qui se veut fidèle, l'UCN est la seule des forces de l'opposition dont l'importance pourrait défier le 1J4. Mais elle est une organisation « cívico-patriotica » qui, « por su naturaleza, sus compromisos y ulteriores manifestaciones de sus dirigentes, no es ni será nunca un partido político ».[6]

Ainsi, dans cet été 1961, l'avenir paraît prometteur pour le 1J4. Certes, la lutte n'est pas terminée. Les successeurs de Trujillo s'accrochent toujours au pouvoir — mais ce pouvoir s'use, le peuple s'éveille. Déjà on peut entrevoir le jour de la libération, le jour où l'on pourra, enfin, commencer à bâtir une société nouvelle.

Mais quelle société? Parti politique, l'AP1J4 garde les faiblesses du mouvement dont elle est l'héritière. Elle garde, en particulier, « el carácter ambiguo del origen ».[7] Des onze membres de son *Comité Ejecutivo Central* (CEC),[8] cinq possèdent une « doble militancia »: ils sont aussi, et surtout, des dirigeants de l'UCN [9] — organisation dont la volonté occulte, mais sincère, est la défense des « valeurs traditionnelles » d'une société injuste. Pour eux, le choix est clair: un réformisme qui déborde dans un immobilisme aveugle.

A l'autre extrémité s'esquisse l'infiltration communiste. En 1960, lorsqu'ils partirent pour l'exil, Fidelio Despradel Roque et José Israel Cuello Hernandez n'étaient que deux jeunes anti-trujillistes. Mais à l'étranger, ils connurent des membres du PSP. Un monde déjà ancien, mais pour eux si nouveau, se dévoila soudain. Ils en furent séduits, ils se firent communistes.[10]

Trujillo mort, ils rentrent, en août 1961, en République Dominicaine. Gardant le secret de leur conversion, ils s'inscrivent au 1J4. Leurs capacités, leur « historial de lucha »,[11] l'amitié qui les lie à certains leaders *catorcitas*, leur

permettent d'acquérir rapidement quelque influence au sein d'une organisation riche en héros, mais tragiquement pauvre en hommes politiquement préparés.

Utilisant une stratégie qui deviendra celle du PSP, Despradel et Cuello s'efforcent de « captar cuadros » au sein du 1J4.[12] Travail lent, que rend encore plus pénible la nécessité de sauvegarder le secret. Mais finalement, au cours de l'automne, la première cellule pésépéiste est constituée.[13]

Cinq ou six membres, en tout. L'un, José Israel Cuello, sera bientôt le codirecteur de *El 1J4*, l'organe du parti.[14] Deux autres, Fidelio Despradel et Máximo Bernard, sont deux brillants « cuadros medios », appréciés par leurs « camarades *catorcitas* ».

Cependant, un autre noyau existe qui lui aussi est communiste — ou, du moins, communisant — mais qui n'est pas pesepeiste. Ses trois membres principaux — et, paraît-il, les seuls — sont R. Alfredo Manzano Bonilla, membre du CEC et chargé de la propagande radiophonique du parti; Ramón A. Ferreras (*a*) Chino, rédacteur en chef de *El 1J4*, et Alberto Malagón, qui deviendra, avec Cuello, le codirecteur du journal.

Ainsi, l'infiltration communiste progresse, dès l'été 1961, au sein du 1J4. Elle se présente avec deux variantes: cellule PSP et groupe Manzano.

Mais l'importance de cette pénétration ne doit pas être exagérée. Non seulement le nombre des « infiltrés » est minime, mais leur influence aussi reste, somme toute, modeste. Certes, Cuello et Malagón sont les directeurs du journal, Ferreras en est le rédacteur en chef. Mais ce n'est pas au *El 1J4* que se décide la politique du parti. En dehors d'Alfredo Manzano, aucun des « infiltrés » n'appartient au *hard core* de la direction du 1J4. Manzano lui-même y est de plus en plus isolé. Bientôt d'ailleurs, les événements eux-mêmes apporteront la preuve de la faiblesse de cette première poussée communiste.[15]

Au milieu, entre « *catorcitas cívicos* » et « *catorcitas* communistes », la masse des partisans de Manolo Tavárez. Des jeunes surtout. Mais cette jeunesse — les militants aussi bien que les dirigeants — est en proie à la confusion: « 30 años de dictadura ... muchos acaban de salir de la cárcel .. nunca leyeron libros ».[16] Soudain, pour la première fois au cours de leur existence, s'ouvrent les fenêtres d'un monde nouveau; mais l'action presse, où trouver le temps de réfléchir? Les Trujillo règnent toujours, il faut se lancer dans la lutte pour abattre leur pouvoir — en même temps que celui de Balaguer. C'est, pour les jeunes *catorcitas*, « una época de confusión terrible. Estabamos en el aire. Tanta gente quería conducirnos »[17] ; ce sera un « sancocho ideológico » [18] où s'entremêlent maintes influences contradictoires.

Les « manolistas » de l'été-automne 1961 sont « castristes ». Mais c'est un castrisme diffus, sentimental, qui refuse — pour le moment — « los peligros del Comunismo que amenaza alterar el orden democrático establecido en América »,[19] et « reafirma », en revanche, « su postura social-cristiana ».[20] Cependant c'est chez don Pepe Figueres — l'« homme de Washington », l'ennemi de Castro! — que va « a estudiar y a capacitarse »,[21] en septembre 1961, un noyau de partisans de Manolo, « abrevando en las fuentes del Instituto de Educación Política de San José de Costa Rica ».[22]

Dans ce « sancocho ideológico », un seul point ferme: « un nacionalismo

impetuoso y hasta bravío ».[23] Mais ce n'est pas la lointaine menace moscovite qui a foulé la dignité des petites nations des Caraïbes. Ce ne sont pas les Soviétiques qui, de 1916 à 1924, occupèrent le territoire dominicain ou qui, par la suite, offrirent leurs témoignages d'amitié à Rafael Leonidas Trujillo, « el legítimo hijo de la intervención ».[24] Certes, de juillet à la mi-novembre 1961, les « manolistas » évitent de rappeler trop haut ce que, sans doute, ils ne peuvent pas oublier. Mais déjà ils s'écrient: « preferimos hasta la guerra intestina a pedir la intervención [americana] ».[25]

Aussi longtemps que les Trujillo continuent de s'accrocher au pouvoir, les faiblesses du 1J4 restent cachées. C'est la période de l'alliance avec l'UCN, du principe de la « doble militancia ». L'un, parti politique — l'autre, organisation « cívico-patriótica »: une pleine communauté d'esprit paraît les souder: non au gouvernement de coalition proposé par Balaguer, départ du pays des héritiers du dictateur, maintien des sanctions jusqu'à la capitulation du régime.[26]

Mais le 15 novembre, Ramfis abandonne. Quatre jours plus tard s'achève l'aventure des « Wicked Uncles ». Désormais le moment de la vérité approche, le moment où il faudra bâtir. Une fois encore — mais ce sera la dernière — 1J4 et UCN apparaissent unis: le 28 novembre, lorsqu'éclate la grève générale qui devra venir à bout de la résistance de Joaquín Balaguer.

Puis, brusquement, c'est la rupture. L'UCN reprend les négociations avec le gouvernement (2 décembre). Sept jours plus tard, elle abandonne la grève générale.

A la « trahison » de l'« alliée fidèle », le 1J4 répond par une intransigeance qu'il n'a pas les moyens de nourrir. Il lance ses partisans dans la « lucha callejera » — mais leur nombre fond.

Les hommes qui formaient la direction « manolista » du 1J4 « tenían pasión patriótica, eran honestos y buenos luchadores, pero no habían tenido tiempo de estudiar a su pueblo ».[27] Une vérité leur échappe, qu'ils ne sauront jamais saisir: « las necesidades y los problemas de ... [las] grandes masas [dominicanas] son diferentes que los de la juventud de clase media ».[28] Aussi leurs « sentimientos » seront donc « diferentes »: « la juventud de clase media tiene altamente desarrollada su conciencia política, su conciencia revolucionaria. La juventud de clase media no lucha siempre por motivaciones económicas, como lucha por motivaciones patrióticas, nacionalistas y revolucionarias ».

« Las grandes masas », en revanche — ces « hombres y mujeres que no tienen donde dormir ni que comer, o que mendigan un peso por nuestras calles errabundos » — « no sienten el patriotismo como lo sienten los jovenes revolucionarios de la clase media. Para ellas cuentan más sus problemas materiales que sus motivaciones espirituales. Sólo en la medida en que se desarrolla la conciencia social de las masas se desarrolla su conciencia política ».

Le peuple dominicain lutte depuis cinq mois. Il a donné maintes preuves de son courage, de sa volonté. Mais la crise économique sévit, implacable; jour après jour le chômage s'aggrave, la faim se fait de plus en plus pressante, les pleurs des enfants plus désespérés. Sans doute, une fois développée la « conciencia social de las masas », su « conciencia política » aussi se développera.

Mais en 1961 son niveau est trop bas. Comment pourrait-il en être autrement, après 30 ans de Trujillo?

L'UCN abandonne une grève qu'elle a soutenue par son argent.[29] Elle accepte la formule du Consejo de Estado que Balaguer s'est enfin résigné à lui proposer. Au peuple, elle promet la « paix avec honneur »: la poursuite de la « détrujillisation », certes, mais aussi la fin des sanctions, la reprise immédiate de l'activité économique. En contrepartie, elle lui demande de se souder autour d'elle, de lui faire confiance.

Promesses qui apportent enfin la certitude d'un espoir — espoir que rend encore plus vigoureux le débordement de bonne volonté par lequel s'exprime la satisfaction des Etats-Unis. Confiance, par ailleurs, que l'on ne saurait refuser: les leaders *cívicos* sont des hommes intègres, des patriotes sincères — leurs alliés, les *catorcitas*, ne l'ont-ils pas eux-mêmes si souvent répété?

Abruptement, le 1J4 déclare que « sectores reaccionarios, neotrujillistas y entreguistas » [30] ont pris le contrôle de l'UCN; à la tête de laquelle, pourtant, le peuple continue de voir le même homme: le « bon », l'« héroïque » Viriato Fiallo, presque père de la patrie.

Contre les *cívicos*, contre « los remanentes del trujillato », contre « la intervención extranjera », contre « los dirigentes del Partido Revolucionario Dominicano »,[31] le 1J4 lance sa consigne: poursuivre la lutte. Continuer la grève d'abord — mais il est incapable d'offrir une aide économique aux grévistes; s'opposer au Consejo de Estado, ensuite.

A un peuple qui est las, à un peuple qui a faim, le parti de Manolo Tavárez est incapable d'offrir des mots d'ordre constructifs: « no teníamos un objectivo claro, no sabíamos lo que queríamos ».[32] A la réalité du Consejo de Estado, il oppose une image nébuleuse: le *Gobierno de Unidad Nacional.* « La sigla suena bien » [33] — mais derrière les mots il n'y a que le vide.[34] Exigence de continuer la lutte, d'une part; mais incapacité de motiver cette nécessité par un langage que « las grandes masas » puissent comprendre, de l'autre. « Los jóvenes revolucionarios de la clase media » sont prisonniers de leurs contradictions, de leur « falta de claridad »; [35] « las grandes masas » les abandonnent.

Pour le 1J4 commence alors l'amère réalité d'un triste réveil.

Sans doute, la rupture avec l'UCN permet de réduire « el carácter ambiguo del origen ». Suivis par leurs quelques partisans, Fernández Caminero et ses amis quittent le 1J4 (4 janvier 1962).[36]

Mais leur départ tardif évoque désormais la retraite triomphale d'une cinquième colonne qui a brillamment accompli sa tâche de sabotage. Pour Fernández Caminero, d'ailleurs, la récompense ne se fera pas attendre. Le 8 janvier, il est ministre, sept semaines plus tard, il sera *Consejero.*

Trop de déceptions et d'échecs accélèrent au sein du 1J4, libre désormais de toute influence *cívica*, un processus de radicalisation où s'efface le « social-christianisme » d'antan.

Leur « colera nacionalista » elle-même, exaspérée par l'intervention croissante des Etats-Unis dans les affaires internes dominicaines, pousse les leaders *catorcitas* à subir toujours plus fortement l'attrait d'une révolution cubaine qui, elle, a déjà choisi.

Certes, en février 1962, c'est à gauche que frappe la direction du 1J4. Alfredo Manzano est expulsé (17 février), ses amis — Alberto Malagón, Chino Ferreras — forcés de partir.[37] En même temps, la cellule pesepeiste est détruite. Mis en demeure de choisir entre l'expulsion et la rupture de tout lien avec le PSP, Fidelio Despradel et Máximo Bernard se soumettent. José Israel Cuello, en revanche, quitte le 1J4.[38]

Mais ces mesures visent bien plus le « fractionnalisme » des coupables que l'idéologie qu'ils défendent. Les solutions marxistes commencent à séduire des hommes qui ont échoué et qui cherchent avec angoisse une réponse aux exigences du futur, une explication aux échecs du passé.

Réponses, explications, que ne pourra leur offrir le social-christianisme timide et hésitant du début des années soixante.

2) LE MOVIMIENTO POPULAR DOMINICANO (MPD)

Le 6 mai 1961, Joaquín Balaguer, président fantoche de la République Dominicaine, légalisait à nouveau le MPD: une fluctuation de plus dans la « parody of liberal indulgence ».

Ainsi, 24 jours déjà avant la mort de Trujillo, les amis de López Molina rentraient en scène — seule force de l'opposition à pouvoir faire acte de présence.

Quelques semaines suffiront, pourtant. Avant même que l'été ne se termine, bien avant la fin de la « Era », le MPD ne sera qu'un « grupito » aux abois — l'UCN et le 1J4, en revanche, sont les géants de l'opposition, suivis, à une certaine distance il est vrai, par le PRD.

Il eût été étonnant, d'ailleurs, qu'il en fût autrement. C'est auprès des « jovenes revolucionarios de la clase media », que le MPD aurait pu trouver les partisans qui lui faisaient défaut pour devenir le « grand parti de la gauche dominicaine ». Mais déjà la place était prise. Le martyre des « envahisseurs de juin (1959) », la tragédie du MR1J4 — qui en était l'héritier — avaient marqué trop profondément une jeunesse qui ne demandait qu'à se dévouer, à racheter par son sang les crimes de ses pères. Les yeux rivés sur les prisons qui renfermaient Manolo Tavárez et ses amis, les « jovenes revolucionarios de la clase media » n'étaient plus, dans leur immense majorité, disponibles. Ils étaient, avant même la naissance de l'AP1J4, *catorcitas*.

Il y avait certes de rares exceptions: ces quelques étudiants qui étaient devenus emepedeistes lors de la première période légale du parti (juin-août 1960). C'est avec eux que le MPD se lança, dès que les circonstances l'eurent rendu possible,[1] à la conquête de l'Université.

Dès « los últimos días de junio de 1961 ... activistas del MPD, en que se destacaban Leopoldo Grullón y Miguel Genao, habían planteado la necesitad de crear una Federación de Estudiantes Universitarios ».[2] Il s'agissait de « organizar y activar la lucha estudiantil nacional » [3] — le parti, il va de soi, se chargerait de la diriger.

Pourtant, à un moment où il était la seule force organisée de l'opposition, à un moment où les étudiants universitaires manquaient de leaders, d'organisa-

tion, de toute expérience — dans des circonstances, donc, exceptionnelles — le MPD ne réussit pas à s'imposer. Dans le premier Comité provisoire de la naissante FED (13 juillet) il fut largement minoritaire.[4]

Déjà, d'ailleurs, la répression s'abat sur le parti. Certes, tous les groupes de l'opposition connaîtront, au cours de l'été 1961, les violences du régime. Mais, de cette opposition, le MPD est le paria.

Il l'est, politiquement d'abord: par l'« ultragauchisme » de ses dirigeants, par l'extrême violence de son « anti-yanquisme », par ses — confuses — professions de foi marxiste. Mais à Washington, le danger « castro-communiste » hante les esprits!

Socialement aussi, le MPD est un paria. Les quelques étudiants enrôlés dans ses rangs ne changent en rien son trait caractéristique: il est le parti des « sin-trabajos », des « chiriperos » — les secteurs où son message a quelques échos. Où trouverait-il, par exemple, ces dames de la bonne société, au langage châtié, dans lesquelles les membres des Commissions de l'OEA pourraient reconnaître des êtres de leur race? Les « femmes » que le parti pourrait mobiliser sont, à de très rares exceptions près, celles que ces dignes « caballeros » ne feraient entrer que par la porte de service.

7 juillet: une « foule indignée » saccage le siège du MPD.[5] Les arrestations d'emepedeistes se succèdent, bientôt, à un rythme accéléré, désorganisant le parti, lui rendant toute activité pratiquement impossible — alors même que l'opposition « démocratique » esquisse ses premiers pas.[6] Cependant, recherché par la police, López Molina « went into hiding 'somewhere in the Dominican Republic' ».[7]

C'est sans doute le désir d'échapper à la répression — le désir, aussi, de sauver le parti — qui expliquent un des épisodes les plus troubles de l'histoire du MPD: son « coqueteo »[8] avec Ramfis Trujillo, à un moment où « la lucha popular iba dirigida contra esa familia de depredadores, sin contemplarse solución alguna que incluyera la permanencia de ellos en el país ».[9]

Quatre ans plus tard, lors de leur premier Pré-Congrès, les délégués du MPD s'efforceront de présenter dans une lumière aussi favorable que possible un épisode dont ils n'ont pas lieu d'être fiers: « Ramfis planteó su deseo de vengarse del imperialismo que asesinó a su padre ... dandoles a las fuerzas de izquierda alguna ayuda en armas. Sobreestimando nuestros dirigentes las contradicciones entre los residuos de la tiranía y el imperialismo, y sobreestimando nuestras propias fuerzas aceptamos el ofrecimiento de armas; sin embargo, la represión del propio Ramfis y de Balaguer cayó sobre nosotros sin haberse materializado el ofrecimiento ».[10]

Mais les emepedeistes sont trop indulgents avec les erreurs de leur parti. Ces « fuerzas de izquierda » tout d'abord, auxquelles fait allusion, d'une façon si vague, la version « officielle », se réduisent, dans la réalité, au seul MPD. Et ce n'est pas au jeune dictateur que revient l'initiative des conversations: c'est López Molina, en fait, qui « decidió hablar con Ramfis ».[11] Il espérait, « explotando su odio para los yankys que asesinaron a su padre, conseguir privilegios para el MPD, partido muy anti-americano ».[12] Espérait-il vraiment, et était-ce là son but réel, obtenir des armes? Il est permis d'en douter. Il n'en reçut pas, en

tout cas. Mais il obtint ce qui, très probablement, l'intéressait le plus: « una disminución de la represión contra el partido ».[13]

Car Ramfis, qui depuis longtemps déjà s'efforçait de convaincre les Etats-Unis de la nécessité d'un gouvernement « fort » — le sien! — seul à pouvoir faire face à la menace « rouge », pouvait avoir intérêt à épargner, pour quelque temps au moins, des emepedeistes devenus, soudain, si « raisonnables ».[14] Il accentuerait ainsi, aux yeux si sensibles de Washington, la gravité du danger « castro-communiste ».

Et ce fut le « coqueteo ». Jusqu'alors cible préférée de la répression, les emepedeistes connurent, enfin, un certain répit. Ils purent même commencer à réorganiser leur parti: avec un local, une petite imprimerie et un leader, López Molina, qui n'avait plus, désormais, à se cacher: il jouissait de la protection personnelle de Ramfis.

Bref entracte. Soumis à la pression des Etats-Unis, Ramfis ne pouvait pas, sans danger, poursuivre son jeu trop longtemps. Il risquait de détruire cette image qu'il tenait tant à donner: celle d'un anticommuniste de choc. Il risquait même de faire figure de complice des communistes.

Le 22 octobre la police apparut en force au siège du MPD. Le parti, annonçait le « procurador fiscal », avait été déclaré illégal, « y el local, por lo tanto, quedaba clausurado ».[15] C'était, à nouveau, la répression, et « bajo los golpes del Gobierno, el partido no pudo sostenerse ».[16] Le MPD « entró en una grave crisis »,[17] plus grave encore que celle qu'il avait connue au cours de l'été. Il disparut pratiquement de la scène dominicaine, il n'était plus, au moment où s'écroulait l'empire des Trujillo (19 novembre), qu'une quantité négligeable.[18]

ANNEXE

1ère PARTIE

1) LE PARTIDO SOCIALISTA POPULAR:

1. Galindez, *op. cit.*, p. 202.

2. En 1938, Trujillo avait offert d'accueillir en République Dominicaine cinquante à cent mille réfugiés européens (cf. *supra*, ch. I, p. 22). Dans les faits, ce nombre se réduira à environ 5.000 Espagnols et quelque 800 juifs. « En general », d'ailleurs, « ambas inmigraciones fueron un fracaso, aún mayor la española » (Galindez, *op. cit.*, p. 202). « A fines de 1945 ya había partido de la República Dominicana el grueso de la inmigración española » (*ibid.*, p. 203).

3. Galindez, *op. cit.*, p. 213.

4. Si l'idéologie était inconnue, le terme, en revanche, ne l'était déjà plus. Une loi du 20 octobre 1936 interdisait toute activité « communiste ». Mais le mot « communiste » n'était employé que comme synonyme de « criminel », « asocial » — bref, d'anti-trujilliste.

5. IJ4 (Grupo Transformista): « Desarrollemos el aspecto más progresivo del contenido del Partido, el aspecto proletario ». Santo Domingo, [1966], Tema II, non paginé.
Pour une biographie de Fredy Valdez, cf. notamment *El Popular*: (« Fredy Valdez »), no 22, 31 janvier 1963, pp. 1, 3, 5.

6. *Ibid., p.* 1. Barahona était à l'époque un des plus importants centres ouvriers du pays. Y résidaient, d'autre part, certains membres de la famille de F. Valdez.

7. Interview de Felix Servio Ducoudray Mansfield, membre du PSP depuis 1945 et un de ses principaux dirigeants au cours de la période 1945-1965.

8. *El Popular,* no 22, 31 janvier 1963, p. 1.

9. *Loc. cit.* S'il ne nous est pas possible d'établir exactement les dates de ces premières activités de Fredy Valdez, son arrivée à Barahona paraît cependant se situer vers 1938 ou 1939. Il est d'autre part certain que son travail de proselytisme dans cette ville débuta avant qu'il ait pu entrer en contact avec des communistes espagnols.

10. IJ4 (GRUPO ANTI-TRANSFORMISTA): « La Revolución Dominicana, El Partido Proletario y El 14 de Junio. Tesis Revolucionaria en Defensa de la Clase Obrera y contra el Transformismo ». Santo Domingo, 6 juillet 1966, p. 27.

11. *Loc. cit.*

12. Interview de F. S. Ducoudray Mansfield.

13. HENRIQUEZ VAZQUEZ, Francisco Alberto (*a*) Chito: « Siempre los Hechos Valdrán Más que las Palabras » (III). *Listin Diario,* 1er mai 1970.

Converti au communisme lors de ses séjours à Cuba (1938 et 1941), le professeur Henriquez Vazquez sera un des fondateurs du PSD dominicain. Il jouera un rôle important dans la vie de ce parti jusqu'au moment de son expulsion (1947). Il sera, par la suite, un communiste très hétérodoxe et, somme toute, plutôt de salon.

14. Et notamment, en 1942, Pericles Bienvenido Franco Ornes, converti au communisme au Chili, pays où il venait de faire ses études universitaires. Franco Ornes deviendra bientôt, pour le rester jusqu'a la deuxième moitié des années 50 (cf. *infra,* pp. 412-413), le leader le plus écouté du PSP.

15. HENRIQUEZ VAZQUEZ: *op. cit.* (III), *Listin Diario,* 1er mai 1970; « Una de las contribuciones más eficaces brindadas por los republicanos [comunistas] españoles fue la labor de detectar a los viejos militantes de la Asociación de Instrucción y Socorro para obreros (AISOC) desmantelada por la tiranía en 1934. El contingente de luchadores obreros, casi todos tabaqueros que bajo la dirección de Ramón Espinal se sumaron al movimiento clandestino, resultó de inestimable valor » (*loc. cit.*).

16. HENRIQUEZ VAZQUEZ, *op. cit.* (IV), *Listin Diario,* 7 mai 1970.

17. *Loc. cit.*

18. *Loc. cit.*

19. 1J4 (GRUPO TRANSFORMISTA), *op, cit.,* Tema II.

20. Pour une brève biographie de Julio Raúl Durán, «obrero linotipista » et « uno de los pioneros del movimiento marxista-leninista en el Cibao », cf. *El Popular* (« Julio Raúl Durán »), no 31, 8 juin 1963, p. 12.

21. 1J4 (GRUPO TRANSFORMISTA), *op. cit.,* Tema II.

22. HENRIQUEZ VAZQUEZ, *op. cit.* (VI), *Listin Diario,* 14 mai 1970.

23. HENRIQUEZ VAZQUEZ, *op. cit.* (IV), *Listin Diario,* 7 mai 1970.

24. HENRIQUEZ VAZQUEZ, *op. cit.* (VI), *Listin Diario,* 14 mai 1970.

25. *Loc. cit.* Le principe de la création d'une JRD, et aussi d'un FNL, avait été arrêté au Congrès constitutif du parti déjà. Quant à l'importance numérique de l'adhésion au FNL des membres d'*Acción Socialista Democrática,* elle ne dépassait pas, au plus, quelques dizaines.

26. *Loc. cit.*

27. CRASSWELLER, *op. cit.,* p. 218.

28. GALINDEZ, *op. cit.,* p. 172.

29. Un événement « scandaleux » eut lieu en février 1946: « el ex Vicerector de la Universidad, Lic. Bonilla Atiles, publicó una carta explicando las razones por las cuales se negaba a firmar un Manifiesto de intelectuales adhiriendose a la reelección [de Trujillo]. Bonilla entendía que Trujillo no era el único posible candidato. Otra carta inmediata, firmada por una cuarantena de estudiantes, respaldó la posición de Bonilla » (GALINDEZ, *op. cit.,* p. 68). La surprise fut grande. Pourtant, « para cuantos se movían en medios universitarios era evidente la efervescencia desde varios meses antes » (*ibid.,* p. 65). « Efervescencia » qui n'était pas due aux seuls étudiants communistes de la JRD. On en aura brutalement la preuve quelques mois plus tard, lorsque, le 15 octobre (1946), « se lanza sorpresivamente a la palestra otro grupo que no es comunista ... son los muchachos universitarios de la "Juventud Democrática", bajo la presidencia de Virgilio Díaz Grullón » (*ibid.,* p. 218), « hijo de Díaz Ordóñez, varias veces miembro del Gabinete de Trujillo y futuro Ministro de Relaciones Exteriores » (*ibid.,* p. 71).

30. MINISTRY FOR HOME AFFAIRS (D. R.), *op. cit.,* p. 50.

31. CRASSWELLER, *op. cit.,* p. 216.

32. C'est la période de la « Braden policy ». Nommé, en octobre 1945, *Assistant Secretary of State for American Republic Affairs,* et « strongly opposed to all dictators » (CRASSWELLER, *op. cit.,* p. 215). Spruille Braden jouissait de la confiance tant de Truman que de Byrnes. Il allait être « the heart of ... [a] new policy », dont la « essential philosophy called for the United States to maintain correct relationships with dictatorial regimes,

but to reserve its good will and cooperation for democratically elected regimes » (*loc. cit.*). Dans le cas de la République Dominicaine, « it was not a policy which aimed at the overthrow of Trujillo, but it did aim at reducing its influence and bringing him into line » (*loc. cit.*). La personnalité même du « right-hand man » de Braden — Ellis Briggs, dont les mauvaises relations avec Trujillo étaient connues — contribuait à son tour à éveiller des inquiétudes, ou à soulever des espoirs, qui dépassaient la portée réelle de cette politique.

33. Galindez, *op. cit.*, p. 67.

34. *Loc. cit.*

35. *Ibid.*, p. 160.

36. Ministry for Home Affairs (D.R.), *op. cit.*, p. 55. Mauricio Baez était le président de la *Federación Provincial del sindicato de los obreros azucareros de San Pedro de Macorís* — un de ces syndicats dont Trujillo venait de permettre la création, pour qu'ils soient les jouets fidèles de sa « parody of liberal indulgence ».

37. Galindez, *op. cit.*, p. 69.

38. *Ibid.*, p. 216.

39. *Loc. cit.* « A mi juicio », dira encore Galindez, « el Gobierno dominicano se propuso varios fines; a) Poner al descubierto la posible organización comunista clandestina de que se tenían barruntos desde mediados de 1945, e identificar por lo menos a sus dirigentes; b) pretender aparencias de libertad incluso para las ideas extremas, de multiplicidad de partidos y de discusión política, en una época inmediata a la II Guerra Mundial en que aún seguía la "luna de miel" con la Unión Soviética; c) presentar al pueblo dominicano un simple dilema, es decir, los únicos enemigos del régimen son los comunistas destructores de nuestra cultura, religión, etc., o Trujillo o el Comunismo (es posible que esta idea no existiera al principio, pero fue surgiendo poco a poco) » (*ibid.*, p. 219).

40. *Ibid.*, p. 220.

41. Interview de Felix Servio Ducoudray Mansfield.

42. 1J4 (Grupo Transformista), *op. cit.*, Tema II.

43. *El Popular*, no 29, 25 mai 1963, p. 5.

44. Crassweller, *op. cit.*, p. 219.

45. *El 1J4*, no 34, 31 janvier 1962, p. 8.

46. Ministry for Home Affairs (D.R.), *op. cit.*, p. 91.

47. *Ibid.*, p. 90.

48. *Ibid.*, p. 91.

49. *Loc. cit.*

50. *Loc. cit.*

51. *Loc. cit.*

52. *Ibid.*, p. 92.

53. *Loc. cit.*

54. *Loc. cit.*

55. *Loc. cit.*

56. Il évitera donc de « provoquer » l'« opinion publique » par des actes « inconsidérés », qui ne feraient qu'aggraver la répression. Il se gardera bien, en particulier — l'expérience du 26 octobre ayant suffi — d'organiser de nouvelles réunions publiques. *El Popular*, en revanche, continuera à sortir jusqu'à la fin.

57. Interview de Felix Servio Ducoudray, qui cite une phrase de l'historien Ramón Marrero Aristy, en 1946 *Vice Ministro de Trabajo y Economía*, et intime du dictateur. Cette préoccupation se reflète d'ailleurs dans les très larges concessions que le gouvernement fit accorder aux grèvistes « para calmar los animos »(Galindez, *op. cit.*, p. 160): « a veces con aumentos superiores al 100% sobre los salarios anteriores » (*loc. cit.*) — pour le régime un fait inoui, et humiliant.

58. Aux yeux du régime, qui l'avait convoqué (décret du 27 mai 1946), ce premier *Congreso Obrero Nacional* n'aurait dû avoir d'autre but que l'exaltation du caractère « démocratique » et « pro-obrero » de la dictature trujilliste — une pièce de plus, donc, de la « parody of liberal indulgence ». Il en fut autrement. Pour d'évidentes considérations de propagande, Trujillo invita la *Confederación de Trabajadores de América Latina* à envoyer au Congrès des observateurs. Ils vinrent, de Cuba, du Mexique, de Porto Rico. Parmi les Cubains, des communistes; parmi les Mexicains, les amis de Vicente Lombardo Toledano. Mais ils refusèrent le rôle de comparses qui leur était assigné, ils harcelèrent le régime par leurs exigences. Et alors, le Congrès ouvrier ne fut plus une simple farce. Une campagne d'« explication » le précéda: en tout 24 meetings, dans diverses régions du pays, où purent s'exprimer même de anti-trujillistes, même des communistes. Deux communistes, Mauricio Baez et Ramón Grullón Martínez, furent appelés, de surcroît, à siéger dans l'*Organizing Committee* du Congrès. Et lorsque, enfin, le Congrès s'ouvrit, le 24 septembre 1946, le régime

dut essuyer un nouveau camouflet: non seulement, au cours des débats, certains continuaient à faire preuve d'une indépendance outrancière, mais ces mêmes Baez et Grullón Martínez étaient élus au *Comité Ejecutivo* de la *Confederación Dominicana del Trabajo.*

59. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 219.

60. MINISTRY FOR HOME AFFAIRS (D. R.), *op. cit.*, p. 94.

61. *Loc. cit.* Le 14 juin, le projet de loi fut voté à l'unanimité.

62. 1J4 (GRUPO TRANSFORMISTA), *op. cit.*, Tema II.

63. GALINDEZ, *op. cit.*, p. 221. Les membres de la non-communiste *Juventud Democrática* subirent le même sort. Pour le régime, elle était « communiste ».

64. Interview de Felix Servio Ducoudray Mansfield.

65. 1J4 (GRUPO TRANSFORMISTA), *op. cit.*, Tema II.

66. *Loc. cit.*

67. *Loc. cit.*

68. Parmi eux, Fredy Valdez. Pour lui, l'amnistie est arrivée trop tard. Il a été assassiné, le 27 janvier 1950, dans une cellule de la prison de San Francisco de Macorís.

69. 1J4 (GRUPO TRANSFORMISTA), *op. cit.*, Tema II. Le membre du CC qui resta dans le pays est Rafael Mieses Peguero (*a*) Cocuyo.

70. 1J4 (GRUPO ANTI-TRANSFORMISTA), *op. cit.*, p. 27.

71. MOVIMENTO POPULAR DOMINICANO: « Documentos del Primer Pre-Congreso del Partido de la clase obrera », editado por la Comision Política del Movimiento Popular Dominicano. Santo Domingo (Zona Constitucionalista), 30 septembre 1965, p. 10. Ci-après: MPD, « Documentos ».

Quelques membres du PSP, dirigés par Cocuyo Mieses, réussirent à publier deux ou trois numéros « mimeografados » d'un journal clandestin, le *Grito* (cf. *El Popular,* no 123, 30 octobre 1967, p. 8). Mais très vite la police sévira. Cocuyo Mieses sera assassiné et les pesepéistes encore en liberté « se dispersaron » (interview de Felix Servio Ducoudray Mansfield).

72. *El Popular,* no 31, 8 juin 1963, p. 12.

73. Interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado, un des membres du PSP qui se trouvait dans l'exil.

74. Il s'agit de Felix Servio Ducoudray Mansfield, membre du CC. du parti.

75. D'une façon schématique, l'organisation du parti était la suivante: les membres du CC étaient dispersés dans tout l'hémisphère. En conséquence, pour que le CC puisse se réunir, « había que viajar » (interview de Felix Servio Ducoudray Mansfield), ce qui n'allait pas sans présenter bon nombre de difficultés, entre autres économiques. Dans les intervalles, c'était donc un CC « restreint » qui dirigeait le parti depuis le Mexique, regroupé autour de Pericles Franco Ornes, Juan Ducoudray Mansfield, Raúl Durán.

76. Interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado.

77. Interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado.

78. Interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado.

79. Interview de Felix Servio Ducoudray Mansfield.

80. Pour le *Movimiento Popular Dominicano* (MPD), cf. *infra,* pp. 418-420.

81. Interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado.

82. MPD: « Documentos », p. 12.

83. *El Popular,* no 30, 1er juin 1963, p. 12. Le *Movimiento de Liberación Dominicana* (MLD) n'était pas un parti politique, mais une organisation de front, créée en mars 1959 dans un but précis: abattre le régime de Trujillo au moyen d'une invasion armée, avec l'appui de Castro.

C'est à Cuba, « en la finca de Mil Cumbres, provincia de Pinar del Rio » (POU SALETA, Poncio: « La Epopeya de Junio de 1959. No Nos Rendimos al Ejército, Nos Rendimos al Hambre ». *El 1J4,* no 60, 14 juin 1962, p. 8), que fut établi un camp d'entraînement pour les volontaires du MLD. C'est un avion cubain qui, le 14 juin 1959, transporta 56 « envahisseurs » à Constanza (R.D.), dans la *Cordillera Centrale.* Six jours plus tard deux autres groupes, venant toujours de Cuba, débarquaient sur la côte septentrionale, près de Maimón et Estero Hondo. D'autres auraient dû suivre, et créer ainsi toute une série de « focos guerrilleros » — l'influence du modèle cubain n'est que trop évidente.

Mais la rapidité avec laquelle les trois premiers groupes furent écrasés, les complications qui apparaissaient déjà sur le plan international — la complicité cubaine était trop flagrante — mirent fin à un plan qui, dès le début, était voué à l'échec, puisqu'il ne tenait pas compte des réalités dominicaines.

Des 185 hommes qui, le 14 et le 20 juin 1959, « envahirent » la République Dominicaine, six seulement furent épargnés par le régime (parmi eux, Pou Saleta). Quant aux autres qui, à Cuba, attendaient de les rejoindre, ils se dispersèrent.

84. *El Popular,* no 31, 8 juin 1963, p. 12.

85. Manuel Lorenzo Carrasco, José Manuel de Peña González, Bienvenido Fuerte Duarte, Ercilio B. García, Federico Pichardo, Dr Aquiles Ramírez Guzmán: membres du CC. Carlos Aponte, Papucho Aponte, Miguel Alvarez, Enrique Belliard, Dr José Cordero Michel, Manuel del Orbe, Guillermo Ducoudray, Julio Raúl Durán, Fernando Godoy, Sergio Manuel Ildefonso, Gustavo Adolfo Patiño, José Arismendy Patiño, José Antonio Puello: cadres du PSP.

86. L'expression est empruntée à *El Popular,* no 32, 14 juin 1963, pp. 6-7.

87. En particulier, le PSP n'aura *aucun* contact avec le mouvement clandestin qui, en République Dominicaine, se développe dans la deuxième moitié de 1959.

2. *LE MOVIMIENTO REVOLUCIONARIO 14 DE JUNIO*:

1. Interview d'Emma Tavárez Justo, soeur cadette du Dr Manuel Aurelio Tavárez Justo (*a*) Manolo, qui fut le leader du *Movimiento Revolucionario 14 de Junio* (MR1J4).

2. Interview de Jaime Durán Hernando (*a*) Jimmy, qui fut membre du MR1J4. L'influence de la révolution cubaine a été soulignée dans toutes les conversations que l'auteur a eues avec des survivants de la période 1958-1960. Elle « despertó inusitadas simpatías en algunos sectores de la sociedad dominicana » (TAVAREZ JUSTO, Manolo: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, Luis: *Crimenes contra la Seguridad Interior y Exterior del Estado Dominicano*; Ciudad Trujillo, Editorial La Nación, 1960, p. 414.

3. Interview de Rafael Francisco Taveras Rosario (*a*) Fafa, un des fondateurs du MR1J4.

4. Interview de Jimmy Durán Hernando.

5. Interview de Jimmy Durán Hernando.

6. « Junio del 59: Renacimiento de la Dignidad », *El 1J4,* no 60, 14 juin 1962, p. 2.

7. Interview de Jimmy Durán Hernando. La meilleure synthèse des causes d'une évolution qui fut commune à bien des Dominicains — des jeunes, surtout — nous paraît celle offerte à ses tortionnaires par un membre du MR1J4: « ...consecuencia de haber venido dedicándome a la práctica de escuchar radioemisiones procedentes de Cuba, particularmente después del triunfo de Fidel Castro, y precisamente mi posición de tipo antigubernamental creció después de haberse consumado la intentona de invasión de junio de 1959 » (GONZALEZ MERA, Rafael: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.,* p. 212).

8. Manolo et Minerva Tavárez sont deux des figures les plus attachantes de l'histoire dominicaine. Plus loin nous aurons l'occasion d'esquisser un portrait de la *Dra* Minerva Mirabal de Tavárez (cf. *infra,* p. 421 note 5). Quant à son époux, le Dr Manuel Aurelio Tavárez Justo (*a*) Manolo, nous le retrouverons à plusieurs reprises tout au long de la première partie de notre ouvrage. Bornons-nous donc, pour le moment, à remarquer que ce jeune couple (29 ans Manolo, 32 Minerva), issu de familles appartenantes à la « capa alta de la media clase media », se distinguait déjà, avant même de se lancer dans la conspiration contre Trujillo, par une particularité: celle de ne jamais avoir appartenu aux cohortes des sicophantes du régime.

9. TAVERAS ROSARIO, Rafael Francisco (*a*) Fafa: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.,* p. 254.

10. *Loc. cit.* A notre connaissance, le révérend père Daniel Cruz Inoa de la *Iglesia Mayor* de Santiago, le père Ercilio de Jesús Moya, curé de Tenares, et le père cubain Antonio Fabré, professeur au Séminaire de La Romana, sont les seuls prêtres qui s'engagèrent activement dans le mouvement clandestin anti-trujilliste (pour le rôle du père Fabré, cf. notamment PENA GONZALES, Luis Ramón: « Deposición »; dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.,* pp. 265-267). Leur rôle ira d'ailleurs s'amenuisant au cours des semaines, et même le père Cruz cessera d'être une figure de premier plan au sein du mouvement clandestin à partir du moment où, au début de novembre 1959, ACC « se absorbió en el movimiento más amplio de que eran voceros el doctor Tavárez [et ses amis] » (TAVERAS ROSARIO, Fafa: « Deposición »; dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.,* p. 251).

11. *Ibid.,* p. 255.

12. VALERA BENITEZ, Rafael E.: *Complot Develado. Genesis y Evolución del Movimiento Conspirativo-Celular "14 de Junio" contra el Gobierno Dominicano, descubierto por el "SIM" en jenero de 1960.* Ciudad Trujillo, Editora Handicap, 1960, p. 21.

13. *Loc. cit.*

14. *Ibid.,* p. 22.

15. *Loc. cit.*

16. *Loc. cit.*

17. Ces douze hommes sont:

— Tavárez Justo, Manuel Aurelio (*a*) Manolo: 29 ans; avocat; délégué de Monte Cristi et de toute la région du Cibao.
— Faxas Canto, Rafael Miguel Enrique Antonio (*a*) Pipe: peintre, 23 ans: délégué de Ciudad Trujillo.
— Guzmán Rodríguez, José Ramón Leandro: 27 ans, ingénieur; délégué de Salcedo et de toute la région du Cibao.
— Alvarez Pereyra, Luis Antonio (*a*) Nino: 35 ans, propriétaire foncier; délégué de San Francisco de Macorís.
— Bogaert Dominguez, Carlos Conrado (*a*) Charles: 36 ans, propriétaire foncier; délégué de Mao et de Santiago.
— Dotel Recio, Efrain (*a*) Gurúm: 25 ans, étudiant universitaire, délégué de Barahona.
— Escoto Santana, Julio Miguel: 30 ans, avocat; délégué de San Pedro de Macorís et de toute la région orientale.
— Gómez Pérez, Luis Rafael: 26 ans, étudiant universitaire; délégué du Sud.
— Grisanty, Carlos Aurelio (*a*) Cayeyo: 36 ans, commerçant; délégué de Santiago.
— Rodríguez Cruz, Ramón Antonio (*a*) Rodrigote: 53 ans, propriétaire foncier, délégué de La Vega.
— Silverio Messon, Germán Antonio (*a*) El Guardia: 24 ans, étudiant universitaire: délégué de Puerto Plata.
— Tejeda Yanguela, Miguel Antonio (*a*) Guey: 24 ans, propriétaire foncier; délégué de San Francisco de Macorís.

18. Les douze conjurés s'étaient d'abord rencontrés, le 9 janvier, à Conuco (Salcedo). Mais « ese día sólo se hizo un cambio de opiniones » (SILVERIO MESSON, Germán A.: « Deposición », dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 167): « positivamente no fue una reunión formal, pues no se trató nada, sino que se generalizó sobre los temas a tratar al día siguiente en Mao en la finca del Señor Charles Bogaert » (ESCOTO SANTANA, Julio M.: « Deposición », dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, pp. 34-35).

19. VALERA BENITEZ, *op. cit.*, p. 26.

20. « De los demás se integraba una junta de vocales [du CC] » (TAVAREZ JUSTO, Manolo: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 415). « Se acordó además que cada uno de los integrantes del Comité Central que eran todos los de allí reunidos se encargaría de formar un Sub-comité en su pueblo natal » (DOTEL RECIO, Efrain: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 46).

21.MOVIMIENTO DE LIBERACION DOMINICANA: *Programma Minimo del Movimiento de Liberación Dominicana.* Mars 1959. Archives de l'auteur.

22. « Entre otras cosas que el señor Manolo Lamarche había llevado a mi casa estaba una libretita que contenía el manifiesto y el programa mínimo del Movimento de Liberación [Dominicana], La Historia Me Absolverá y un periódico Revolución de Cuba » (GUZMAN RODRIGUEZ, J. R. Leandro: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 51).

23. Interview de Fafa Taveras Rosario.

24. De ceux qui sont réunis à Mao, seulement trois partagent sincèrement, semble-t-il, le « progressisme » de Manolo Tavárez: Leandro Guzmán Rodríguez, Luis Gómez Pérez et Pipe Faxas Canto.

25. Interview de Jimmy Durán Hernando.

26. Le MR1J4 était composé surtout « por sectores de la juventud economicamente acomodada ». Plus précisément — mais en schématisant — le *rank and file* va de la « capa media y alta de la pequeña burguesía para arriba ». Quant à la « dirigencia », elle comprend surtout des hommes de la « media y alta clase media ». Parmi eux, un Fafa Taveras — fils de petits commerçants campagnards — (et donc d'origines modestes) — était l'exception.

27. Interview d'Emma Tavárez Justo.

28. FAXAS CANTO, Rafael: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 137.

29. IMBERT RAINIERI, Ramón Isidro (*a*) Moncho: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 43.

30. FAXAS CANTO: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 138.

31. *Ibid.*, p. 137.

32. Il est difficile d'apprécier les raisons qui poussèrent Irlander Selig à faire des promesses qu'il était pourtant dans l'impossibilité de maintenir. Les exilés dominicains de Porto Rico et de Caracas, dont il prétendait être le représentant, étaient aussi faibles et divisés que jamais. Quant aux conversations qu'il aurait eues avec le consul du Venezuela à San Juan de P. R., il est en tout cas fort douteux qu'elles se soient déroulées d'une façon aussi positive qu'il devait l'affirmer.

33. BOGAERT DOMINGUEZ, Carlos Conrado (*a*) Charles: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 158.

34. TAVAREZ JUSTO: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 415.
35. *Loc. cit.*
36. VALERA BENITEZ, *op. cit.*, p. 24. Au 10 janvier 1960, cinq localités au moins avaient été reconnues: Loma de Guayacanes (Monte Cristi), El Hoyo (San Pedro de Macorís), Las Yerbas (La Vega), et aussi Villa Trina et Laguna Salada (cf. en particulier les dépositions de MOLINE PICHARDO, Juan L., FAXAS CANTO et BOGAERT DOMINGUEZ, dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, pp. 40-41, 138, 141 et 159 respectivement). Pour une sixième, près de la capitale, on avait prévu que « el envio se haría por vía maritima (submarino) » (FAXAS CANTO: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op cit.*, p. 141). — le sous-marin devant être fourni, naturellement, par les exilés:
37. GRISANTY, Carlos Aurelio (*a*) Cayeyo: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 207.
38. SILVERIO MESSON, Germán Antonio (*a*) El Guardia: « Deposición ». Dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 168.
39. *Loc. cit.*
40. Si le principe d'« una serie de sabotajes », et aussi celui d'un soulèvement général, sont fermement ancrés, à Mao, dans l'esprit des conjurés, il est encore trop tôt, par contre, pour déterminer le moment où ce soulèvement devra se produire: « dos o tres días antes de la invasión » (SILVERIO MESSON: « Deposición », dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 168), pour certains; simultanément « con las fuerzas que vendrían al país » (DOTEL RECIO, E.: « Deposición », dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 47), pour d'autres. Sur ce point, toute décision est renvoyée, ce qui est bien normal, au retour de Lama: « se dijo que cuando llegara Jorgito, se harían los planes futuros » (BOGAERT DOMINGUEZ, C.: « Deposición », dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 159).

Finalement, un sentiment très net se dégage de la lecture des dépositions des conjurés: l'aide des exilés est certes indispensable — et c'est surtout au groupe de Canto (New York) que l'on se fie; mais, une fois armés, c'est « à ceux du *frente interno* » que revient le devoir, et le privilège, d'infliger le coup fatal au régime.
41. Lors de la réunion de Mao, le MR1J4 avait déjà, semble-t-il, environ 1.000 membres. C'est là un chiffre très vague. Il ne tient pas compte, d'autre part, de la différence entre membres « actifs » et « passifs »: « los socios pasivos no estaban obligados a realizar actividad sino permanecer en espectativa hasta que algo ocurriese » (CACERES TRONCOSO, Ramón, membre « passif » du MR1J4: « Deposición », dans HENRIQUEZ CASTILLO, *op. cit.*, p. 94).
42. « Como y quien develó el Movimiento Clandestino 1J4. Historia de una Traición ». *El 1J4*, 14 juin 1963, p. 9.
43. *Loc. cit.*
44. CARDENAS, Florangel: « Historia de un Heroismo. Natalicio, Pasión y Develación del 14 de Junio ». *Renovación*, no 151, 3-9 février 1970, p. 3.
45. Très rares sont le membres du MR1J4 qui réussirent à se réfugier dans des ambassades et échappèrent ainsi à la vengeance du régime. Parmi eux, Guido Emilio d'Alessandro Tavárez (*a*) Yuyo qui « was hidden in the Papal Nunciatura, and for two months the police and the intelligence agencies searched for him in vain. He was smuggled out of the Nunciatura in March, dressed as a priest, and was put aboard a United States Navy ship » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 373).
46. *Ibid.* p. 372.
47. *Loc. cit.* Non seulement les membres du MR1J4 sont arrêtés, mais aussi leurs familles, et leurs amis, souvent. Le principe qui paraît présider à la répression est: arrêtez-les tous, Dieu choisira les siens.
48.Interview de Jimmy Durán Hernando.

3) *LE MOVIMIENTO POPULAR DOMINICANO*:

1. MPD: « Documentos », p. 8.
2. Le PSP était à l'époque, et dès son origine, un « seguidor » de la ligne soviétique, qui lui était transmise, tout particulièrement, par le PSP de Cuba, « nuestro partido guia » (interview de Tulio Hostilio Arvelo Delgado).
3. Interview d'un ex-dirigeant du MPD.
4. Pour un exemple de cette irresponsabilité d'Andrés Ramos Peguero, cf. *infra*, ch. III, pp. 106-107.
5. C'est ici ce « cas grave d'indiscipline » que nous avions évoqué en parlant de la période de l'exil du PSP (cf. *supra*, p. 413).
6. Comprenant l'impossibilité de passer sous silence une contradiction si flagrante, la Commission Politique du MPD s'efforcera de la justifier, en modifiant les faits et, surtout,

en choisissant de ne rien expliquer: « a pesar de que los compañeros fundadores sustentaban la pureza del marxismo-leninismo, las condiciones precarias del exilio, en un país regido por la tiranía batistiana, que obligaba a la desbandada de los exiliados dominicanos marxistas, desvió los propositos de los fundadores, al tener que aceptar en el seno de la naciente organización, exilados políticos del trujillato, sin formación ni conciencia marxista, algunos de los cuales pasaron luego desde la traición hasta la militancia anticomunista pagada » (MPD: « Documentos », p. 9).

7. Interviews de Luis René Sánchez Cordova, Cayetano Rodríguez del Prado et Monchín Pinedo, tous anciens dirigeants du MPD (période 1961-1966). Interviews de Felix Servio Ducoudray Mansfield et Tulio Hostilio Arvelo Delgado.

8. MPD: « Documentos », p. 11. Le PSP, en revanche, eut, vis-à-vis de la guérilla castriste, la même attitude de réserve que son « guia », le PSP cubain.

9. MPD: « Documentos », p. 12.

10. *Loc. cit.* Tant de lucidité de la part du MPD étonne. Elle fait violence au comportement habituel — passé et futur — de ce parti. Pourtant, pour une fois, la version officielle semble coïncider avec les faits. C'est aux futurs historiens du MPD, si jamais il y en aura, d'expliquer une si flagrante contradiction. Quant à nous, il nous suffit, ici, d'en prendre acte.

11. Pour la première, celle de 1946, cf. *supra,* pp. 409-411.

12. « La llegada de los compañeros del MPD a nuestro país fue producto de la necesidad de la tiranía de aparentar un clima de libertades públicas, al mismo tiempo que enfrentaba una tremenda presión internacional, fundamentalmente motivada por la contradicción existente entre el títere Rómulo Betancourt y Trujillo. La ficha Betancourt servía mejor a los intereses del imperialismo yanky. Aparte de esto la tiranía de Trujillo daba señales de derrumbamiento interno. Aprovechamos ventajosamente la contradicción entre el imperialismo norteamericano y uno de sus lacayos principales: Trujillo » (MPD: « Documentos », p. 13).

13. C'est le titre d'un article-programme écrit, probablement en 1956, par Pablo Antonio Martínez, un des fondateurs du MPD.

14. CRASSWELLER, *op. cit.,* p. 378.

15. *Ibid.,* p. 379. Le local se trouvait au no 12 de *l'avenida* José Trujillo Valdez (aujourd'hui *av.* Duarte). Le siège du PSP, en 1946, avait été au no 10 de la même avenue.

16. 1J4 (GRUPO TRANSFORMISTA), *op. cit.,* Tema I.

17. C'est à eux en particulier que la Commission Politique du MPD se réfère, lorsqu'elle affirme que « los compañeros fundadores sustentaban la pureza del marxismo-leninismo » (cf. *supra,* note 6). Quant à ce que du marxisme-léninisme, ces deux « pères fondateurs » pouvaient avoir assimilé, c'est là une autre et triste histoire. Dès ses « débuts marxistes » et jusqu'ici, le MPD se distinguera par son « infantilisme », par l'étroitesse de son sectarisme, par son penchant pour des solutions trop souvent irresponsables.

18. MPD: « Documentos », pp. 15-16.

19. *Ibid.,* p. 15.

20. Il serait probablement plus exact de dire « members and sympathizers ».

21. CRASSWELLER, *op. cit.,* p. 379.

22. MPD: « Documentos », p. 17.

23. *Loc. cit.*

24. A Ramos Peguero était d'ailleurs échu l'honneur de précéder ses amis: il était en prison depuis le 21 août déjà.

25. MPD: « Documentos », p. 17.

26. *Ibid.,* p. 18. On peut d'ailleurs se demander à quel point une « política de organización de cuadros » aurait pu aider le MPD: le secrétaire des Finances du parti, Mario Jerez Cruz — également membre du petit CC organisé à Ciudad Trujillo — était un agent secret du gouvernement.

27. MPD: « Documentos », p. 14.

28. Interview d'Asdrúbal Domínguez, un dirigeant du PCD (déjà PSP). Les deux événements de cette période dont les emepédeistes sont particulièrement fiers, sont:

a) « una acción sin precedentes en los 30 años de la tiranía » (MPD: « Documentos », p. 16): « el desfile de protesta y el piquete exigiendo la liberación del compañero Ramón Emilio Feliu. El desfile se realizó desde nuestro local ... hasta la sede del Servicio de Inteligencia Militar — SIM — donde se realizó el piquete. El compañero Feliu fue asesinado, pero nuestro piquete fue un ejemplo estimulante para un pueblo oprimido que ansiaba la libertad » *(loc. cit.)*;

b) la première « sortie » du parti en dehors de la capitale: le voyage, en juillet, d'une commission emepedeiste à Santiago. « En esa ocasión se realizó una manifestación de masas que culminó con choques con la policía y los paleros, siendo este el primer

incidente violento desde el establecimiento del MPD en el suelo patrio » (*loc. cit.*). Toujours « en ese viaje se formó el primer comité del MPD en el interior del país » (*ibid.*, p. 17).

29. Interview d'Asdrúbal Domínguez.

30. Interview d'Asdrúbal Domínguez.

31. CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 379.

2e PARTIE

1) *AGRUPACION POLITICA 14 DE JUNIO*:

1. Que nous appelerons plus simplement le 1J4, ainsi qu'on le fait d'habitude en République Dominicaine.

2. *El Caribe*, 9 juillet 1961, p. 1. Les sept membres du CEP sont: *arq.* José Ramón Manuel Baquero Ricart, ing. Dario Vinicio Echavarría Hernandez, Tomás Josué Erickson Alvarez, ing. Felix María Germán Olivier *hijo*, dr José Antonio Fernández Caminero, ing. Ramiro Alfredo Manzano Bonilla, dr. Miguel Angel Vasquez Fernandez.

3. Ne peuvent participer à l'Assemblée que ces membres du MR1J4 qui furent emprisonnés par la tyrannie. Cette mesure ne touche qu'un nombre infime des anciens conjurés. Elle est cependant très significative de l'état d'esprit du moment.

4. Il s'agit surtout, comme déjà pour le MR1J4, de « jovenes de la clase media, algunos de ellos de la alta clase media, el nucleo más fuerte de la mediana clase media y una parte ... de la pequeña clase media » (BOSCH: « Crisis », p. 74).

5. « Eran tres dominicanas, eran tres las Mirabal » (A.M.V.: « Las Heroinas ». *El 1J4*, no 15, 25 novembre 1961, p. 8): trois jeunes soeurs, trois épouses de membres du MR1J4. Parmi elles, Minerva, « llena de atractivos en su tipo de indigena auténtica, esbeltisima, tez color canela, pelo negro, vivos ojos oscuros y brillantes, sonrisa continua en su rostro » (RODRIGUEZ V., Francisco N.: « Minerva Mirabal de Tavárez ». *El 1J4*, no 15, 25 novembre 1961, p. 9).

Mère de deux enfants, licenciée en philosophie, mariée à un jeune et brillant avocat, jouissant d'une bonne position économique. Mais bien plus, bien au delà de l'image déformée de la femme — cet « ange du foyer »! (*KKuK*) — que se faisait à l'époque la société dominicaine, une rare exception.

Combien de Dominicains qui furent jeunes sous Trujillo peuvent aujourd'hui se vanter d'avoir été, déjà avant 1960, emprisonnés pour leur opposition à la dictature? Minerva le fut, à deux reprises: en 1949 — elle n'avait que 22 ans — et, à nouveau, en 1951.

Huit ans plus tard, elle n'aura pas besoin d'être encouragée pour s'engager dans la conspiration contre Trujillo, elle ne « suivra » pas son mari. Elle sera avec lui — ou lui avec elle! — la fondatrice du groupe de Monte Cristi; elle sera une des très rares femmes, avec Asela Morel, avec Tomasina Cabral Mejía, à jouer un rôle important dans la vie du mouvement clandestin.

Catorcita, et « inquiète »: inspiratrice, non moins que Manolo Tavárez, Pipe Faxas, Luis Gómez ou Fafa Taveras, de ce courant « dur » qui rêvait de réformes, de justice sociale (cf. *supra*, pp. 415-416).

Arrêtée, le 22 janvier 1960, elle retrouve en prison sa soeur Maria Teresa Mirabal de Guzmán, qui l'y a précédée de deux jours. Ensemble, elles connaîtront les tortures de la « 40 », « all the indignities heaped on female prisoners » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 402).

Mais Trujillo esquisse sa « parody of liberal indulgence ». Les deux soeurs sont libérées (le 8 et le 9 août 1960, respectivement).

Libres ... mais condamnées à mourir. Déjà, elles étaient un symbole. « They ... made no secret of being enemies of the regime » (MARTIN, *op. cit.*, p. 52). « Incensed by their continuing opposition, Trujillo gave order to kill them » (CRASSWELLER, *op. cit.*, p. 402). Le meurtre devra être camouflé en accident.

Le 25 novembre 1960, « en horas de la noche » (TATEM MEJIA, Antonio J.: « Patria Mirabal de González ». *El 1J4*, no 15, 25 novembre 1961, p. 12), une jeep empruntait la route qui de Puerto Plata mène à Moca, « entre lomas y precipicios abismales » (FORASTIERI, Angel S.: « Maria Teresa Mirabal de Guzmán ». *El 1J4*, no 15, 25 novembre 1961, p. 14). Minerva et Maria Teresa Mirabal rentraient chez elles, à Salcedo, après avoir rendu visite à leurs époux, emprisonnés à la Fortaleza de San Felipe, à Puerto Plata. Les accompagnait leur soeur, Patria Mirabal de González, dont le mari aussi était en prison: à La Victoria, près de la capitale.

Ce sera leur dernier voyage. « Five SIM agents in a truck waylaid them on a mountain road, took them and their driver away, probably to a nearby finca belonging to Trujillo,

and strangled and beat them to death. They then put the four bodies in the jeep and pushed it over the cliff » (MARTIN, *op. cit.*, p. 52).

Patria, 35 ans; Maria Teresa, 25; Minerva 32, « indiscutablemente la más conspicua de las hermanas Mirabal » (FORASTIERI, *op. cit.*, p. 22). Leurs corps ravagés gisaient au fond d'un ravin, mais leurs noms, déjà, entraient dans la légende ... « Eran tres dominicanas, eran tres las Mirabal ».

6. 1J4: Lettre ouverte au Président Balaguer. Déjà citée *supra*, ch. II, note 139. Pour un portrait de l'UCN, et de l'idée que le 1J4 se faisait d'elle, cf. *supra*, ch. II, pp. 67-68.

7. Interview de Jimmy Durán Hernando. Pour « el caracter ambiguo del orígen », cf. *supra*, pp. 415-416.

8. L'Assemblée Générale du 30 juillet avait élu un CEC de quatorze membres. Mais, parmi eux, Tomás Josué Erickson Alvarez sera déporté par le gouvernement (27 octobre 1961). Un autre, Ramón Isidro Imbert Rainieri (*a*) Moncho, donnera très vite sa démission. Un troisième, enfin, Luis Antonio Alvarez Pereyra, « residía en Puerto Rico desde el 31 de julio, esto es, desde el día siguiente al de la asamblea general » (*El 1J4*: « En torno a una renuncia », no 27, 6 janvier 1962, p. 2). Ainsi, en fait, le CEC se réduisait à onze membres.

9. Il s'agit des personnes suivantes:
— Dr José Antonio Fernández Caminero, vice-président de l'UCN
— *Lic.* Rafael Albuquerque Zayas-Bazan
— *Arq.* Ramón Manuel Baquero Ricart
— Miguel Angel Lama Mitre
— *Dra* Asela Morel

10. Interviews de José Israel Cuello Hernandez, Emma Tavárez Justo, Marco Rodríguez (membres de l'AP1J4) et Asdrúbal Domínguez (pour l'importance du témoignage de A. Domínguez, cf. *infra*, note 13).

11. José Israel Cuello H. avait été un membre « actif » du MR1J4 et co-fondateur d'une cellule anti-trujilliste à l'Université de Santo Domingo. Il fut arrêté en janvier 1960. Fidelio Despradel R. avait appartenu au « grupito de Tony Barreiro »: quelques jeunes universitaires qui, dans l'été 1959, firent exploser plusieurs bombes dans la capitale. Il fut arrêté, avec ses amis, en septembre 1959.

Grâce à l'intervention de leurs pères, tant Cuello que Despradel furent libérés après quelques mois de prison, et partirent à l'étranger « en voyage d'études ».

12. Pour la politique de « captación direccional » du PSP — appelée aussi « política de robo de cuadros » — cf. *infra*, ch. IV, pp. 197-198.

13. Interviews de José Israel Cuello Hernández et Asdrúbal Domínguez. L'apostolat de Cuello et Despradel ne se limitait pas au seul 1J4. Ils déployèrent aussi une intense — mais prudente — activité de proselytisme au sein de l'Université — où ils avaient été nommés, dès leur arrivée, conseillers du *Comité Ejecutivo Provisional* de la *Federación de Estudiantes Dominicanos* (FED).

Un des étudiants sur lesquels Fidelio Despradel concentra son effort fut Asdrúbal Domínguez, auquel l'unissait déjà une vieille amitié et qui représentait, dans sa qualité de président du CEP de la FED, une conquête particulièrement intéressante (interview d'Asdrúbal Domínguez).

14. « Desde el momento mismo en que .. vió la luz pública » (*El 1J4*, no 25, 30 décembre 1961, p. 1), *E1 1J4* avait eu comme directeur Manolo Tavárez. Mais celui-ci renonça à cette fonction, à la mi-décembre, pour consacrer « todo su tiempo a los problemas directamente relacionados » (*loc. cit.*) avec le parti. Pour le remplacer, deux codirecteurs furent choisis: José Israel Cuello H. et Alberto Malagón.

15. Cf. *infra*, p. 425.

16. Interview de Jimmy Durán Hernando.

17. Interview de Jimmy Durán Hernando.

18. Le « sancocho » est un plat dominicain particulièrement savoureux. Mais il signifie aussi, au sens figuré, un mélange si confus qu'il défie toute explication.

19. « La Misión de la OEA en Santo Domingo », *E1 1J4*, no 5, 17 septembre 1961, p. 2 (Editorial).

20. « El 14 de Junio Reafirma su Postura Social-Cristiana y Nacionalista », *E1 1J4*, no 15, 25 novembre 1961, p. 5.

21. « El 1J4 los saluda », *El 1J4*, no 14, 18 novembre 1961, p. 2 (Editorial).

22. *Loc. cit.* Ils font partie d'un groupe de 71 Dominicains qui suivront « a two month course on the application and function of democracy » (*Hispanic American Report*, janvier 1962, p. 994). Parmi eux, Norge William Botello Fernández, futur membre du CC du 1J4.

23. Bosch: « Crisis », p. 74.

24. « El Pueblo Dominicano Se Basta a sí Mismo » *El 1J4,* 30 septembre 1961, p. 2 (Editorial). On peut certes contester que Trujillo ait été « el hijo legítimo de la intervención », mais ici, c'est l'opinion des *catorcitas* qui nous importe. Opinion d'ailleurs très partagée en République Dominicaine.

25. *Loc. cit.*

26. Déjà à ce moment, en revanche, les *catorcitas* éprouvent une certaine réserve vis-à-vis du PRD.

Tout d'abord, peut-être, la nature même de ce dernier: il n'est pas une organisation « cívico-patriotica », mais un parti politique — un concurrent, donc.

Mais, surtout, il y la méfiance. Sans doute, le PRD se réclame-t-il du front uni de l'opposition, mais ses prises de position sont, aux yeux des *catorcitas,* entachées de trop de « modération », dépourvues de la nécessaire violence — bref, suspectes.

Et finalement, une incapacité à communiquer, aussi: le style de travail du PRD — trop « raisonné » — la personnalité même de Juan Bosch, suscitent l'antipathie des « jovenes revolucionarios de la clase media ». Une incompatibilité existe, d'emblée; ce ne sont pas des mois, mais les années, qui pourront la combler.

27. Bosch: « Crisis », p. 30.

28. Cette citation — ainsi que celles qui suivent, jusqu'au bas de la page — est extraite du discours prononcé par le Dr José Francisco Peña Gómez, en sa qualité de représentant du PRD, lors de la « reunión celebrada el 8 de julio del año 1965 en la tercera planta del edificio "Copello", sito en la casa no 79 de la calle El Conde esquina a Sánchez, de Santo Domingo, Distrito Nacional, sede del Gobierno Constitucional de la República Dominicana, a la cual asistieron el ciudadano Presidente Constitucional de la República, Señor Francisco Alberto Caamaño Deñó y representantes de diversas comisiones gubernamentales y políticas señaladas en la primera página »; p. 28 du procès-verbal. Archives de l'auteur.

Le Dr. Peña Gómez se référait, lors de son discours, à une situation précise qui se présentait à ce moment en République Dominicaine. Mais ses mots gardent toute leur valeur pour la période qui nous intéresse ici, celle qui suivit la mort de Trujillo.

29. L'inégalité de leur force économique représente une différence décisive entre l'UCN, organisation de « los economicamente poderosos », et l'AP1J4, « partido de la clase media ». Et cette différence ne fera que s'accroître. Beaucoup de jeunes de la « alta clase media », ou de la « capa alta o media de la media clase media », anciens membres du MR1J4 et, depuis sa fondation, de l'AP1J4, réservent toujours plus le meilleur de leurs efforts, et leur appui financier, à l'UCN — dont ils sont d'ailleurs membres, en vertu du principe de « doble militancia ».

30. 1J4: « 14 de Junio Asume Posición Frente a Crisis Nacional. Comunicado al Pueblo Dominicano », 30 décembre 1961. *El 1J4,* 3 janvier 1962. Ces mêmes mots ont été déjà cités *supra,* ch. II, p. 75, note 303, lorsque nous avons évoquè plus en détail la position du 1J4 sur le problème des négociations.

31. Les quelques semaines qui suivent le départ des Trujillo ont suffi. Chez les *catorcitas* les soupçons cèdent à la certitude: abandonnant son prétendu anti-trujillisme, le PRD est passé à la trahison ouverte (pour l'attitude du PRD au cours de cette période, cf. *supra,* ch. II, pp. 68-70 et 76-77). La méfiance devient haine, et le mépris s'y ajoute. « Para nosotros, Bosch era la putredumbre del exilio » (interview de Jimmy Durán Hernando), le PRD « el Partido Dominicano [le parti des Trujillo] con la R en el medio » (*El 1J4,* no 34, 31 janvier 1962, p. 11).

Seule l'atmosphère de la période, l'amertume, l'exaspération des *cartocitas,* leur inexpérience aussi, peuvent expliquer ce défi à la raison, ces condamnations sans appel dont l'absurdité frappe, aujourd'hui, ceux-là mêmes qui les lancèrent. Pour le moment, pourtant, la sentence est rendue, UCN et PRD confondus dans un même jugement; on en verra les conséquences quelques mois plus tard, en décembre 1962, lors des élections. (cf. *infra,* ch III, pp. 108-109).

32. Interview de Jimmy Durán Hernando.

33. Interview de Jimmy Durán Hernando.

34. Dans son numéro du 24 janvier 1962 — et pour la première fois! — *El 1J4* s'efforce d'expliquer « como concebimos lo que es un Gobierno de Unidad Nacional » («En Torno A Gobierno Unidad Nacional », *El 1J4,* no 32, 24 janvier 1962, p. 8). « En esencia, podría decirse que el poder legislativo es el único de los tres poderes clasicos del estado que cesaría en sus funciones » (*loc. cit.*). Il serait remplacé « por representantes de los sectores más importantes del pueblo » (*loc. cit.*): « obreros, campesinos, estudiantes, profesionales, comerciantes, empleados e industriales » (*loc. cit.*). « Los obreros estarían representados por obreros ..., los estudiantes ... por estudiantes ... y así sucesivamente » (*loc. cit.*). L'harmonie régne-

rait: « si las fuerzas mayoritarias y representativas del país están incorporadas al gobierno, no podrían de ninguna manera antagonizar, rechazar el gobierno que ellas mismas constituyen » (*loc. cit.*).

Quant à la « selección de las personas que deben integrar el Gobierno de Unidad Nacional ... nos parece que debe hacerse en forma de elecciones que podrían hacerse primero en escala provincial y luego en escala nacional ... Esto podría hacerse en cada sector. Esto es, los profesionales elegirían a su representante, los obreros a los suyos, y así sucesivamente. Quizás la elección mas difícil podría ser la de los campesinos. Para esto podría buscarse una formula especial » (*loc cit.*) - sur laquelle, cependant, aucune précision n'est donnée.

Telle est la solution — ou plutôt l'expédient — que le 1J4 proposait, depuis plusieures semaines déjà, pour le remplacement *immédiat* du honni Consejo de Estado. Immédiat et provisoire: le *Gobierno de Unidad Nacional* serait, par la suite, « reemplazado por otro nacido de una lucha electoral libre de toda coacción » (*loc. cit.*).

35. Interview de Jimmy Durán Hernando.

36. Avec le départ de Fernández Caminero, Albuquerque Zayas-Bazán, Baquero Ricart, Lama Mitre et Asela Morel, le CEC du 1J4 se trouve réduit à six membres: Manolo Tavárez, président; Leandro Guzmán, secrétaire général; Dario Vinicio Echavarría Hernandez, Felix María Germán Olivier *hijo,* Ramiro Alfredo Manzano Bonilla et Miguel Angel Vasquez Fernandez. Quant à Alvarez Pereyra, le membre « portoricain » du CEC (cf. *supra,* note 8), il est rentré en République Dominicaine à temps pour se joindre à l'« exode » *cívico.*

37. La démission qu'ils avaient offerte pour marquer leur solidarité avec Manzano fut acceptée avec empressement par le CEC — bien que les intéressés l'eussent à nouveau retirée.

38. Interviews de José Israel Cuello Hernández, Asdrúbal Domínguez, Emma Tavárez Justo et Marco Rodríguez Sánchez.

2) *LE MOVIMIENTO POPULAR DOMINICANO*:

1. Toute activité politique est impensable dans les deux ou trois premières semaines qui suivirent l'assassinat du dictateur: « la muerte de Trujillo ... colmó el miedo de los antitrujillistas, que esperaban hora tras hora que se desatara una ola de venganzas que dejaría muy pequeños todos los crimenes del trujillato » (cf. *supra,* ch. II, p. 46).

2. Cardenas: « La Universidad » (II), *Renovación,* no 141, 14-20 octobre 1969, p. 8.

3. *Loc. cit.*

4. Sur 19 membres, le Comité Provisional comptait deux emepedeistes (Miguel Genao et Leopoldo Grullón) et, peut-être, encore un troisième. Encore faut-il ajouter que l'élection de Genao et Grullón était due bien plus à leur prestige personnel qu'à celui de leur parti.

5. Elle « riposte » ainsi à l'incendie de Radio Caribe (cf. *supra,* ch. II, p. 55), où participèrent plusieurs milliers de manifestants, et dont le MPD est, tout naturellement, tenu pour responsable.

6. 5 juillet: arrivée en République Dominicaine de trois représentants du PRD; 8 juillet: création d'un *Comité Ejecutivo Provisional* d'anciens membres du MR1J4; 17 juillet: publication de la lettre ouverte qui annonce la fondation de l'UCN; 30 juillet: naissance de l'AP1J4.

7. *Hispanic American Report,* septembre 1961, p. 608.

8. Interview de Luis René Sánchez Cordova, ancien dirigeant du MPD.

9. *El Popular,* no 87, 14 juin 1966, p. 18.

10. MPD: « Documentos », p. 21.

11. Interview de L.R. Sánchez Cordova. Les contacts commencèrent, très probablement, à la mi-septembre.

12. Interview de L.R. Sánchez Cordova.

13. Interview de L.R. Sánchez Cordova.

14. « López Molina logró ganar una cierta confianza de Ramfis » (interview de L.R. Sánchez Cordova). On peut se demander si le prix de cette « confianza » n'était pas l'abandon, de la part du MPD, de toute activité anti-trujilliste — pour ne se concentrer que sur la propagande anti-américaine.

15. *El Caribe,* 23 octobre 1961, p. 1.

16. Interview de Monchín Pinedo, ancien dirigeant du MPD.

17. Interview de Cayetano Rodríguez del Prado, ancien dirigeant du MPD.

18. Quant à Lopez Molina, que la police recherche dès le 22 octobre, il ne sera arrêté que le 14 novembre, et déporté le 22. Certains diront, plus tard, que Ramfis l'avait tenu « escondido en una de sus fincas » (*Renovación,* no 11, 10-16 juin 1967, p. 2). Ce n'est pas impossible. Mais peut-on conclure, de là, que López Molina était le « communiste de poche »

des Trujillo, peut-on crier à la trahison? Sans doute, bien d'interrogatifs, de zones d'ombre, enveloppent encore le « coqueteo » — nous sommes les premiers à le reconnaître. Mais, dans la mesure où nous avons pu l'explorer, nous avons acquis le sentiment que, bien plus que de « trahison », il s'agissait d'une manifestation extrêmement grave d'« ultra-opportunisme de droite », mélangé à une forte dose d'analphabétisme politique — phénomène qui ne sera pas unique dans l'histoire du parti.

BIBLIOGRAFIE

TABLE

I) **SOURCES NON PUBLIEES.**

1) DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX.

A)REPUBLIQUE DOMINICAINE.

BANCO CENTRAL DE LA REPUBLICA DOMINICANA:

Deuda Externa de la República Dominicana
Santo Domingo, novembre 1966

COMANDO MILITAR CONSTITUCIONALISTA:

Al Pueblo Dominicano
Santo Domingo, 29 avril 1965, 2 p.

GOBIERNO DE RECONSTRUCCION NACIONAL:

Tract [sans titre]
Santo Domingo, 8 mai 1965, 2 p.

Minutes des réunions de la Comisión Asesora del Presidente Caamaño.
Santo Domingo, juin-août 1965, ms.

Notas taquigraficas tomadas de la reunión celebrada en el salon de conferencias de la presidencia, ubicado en el tercer piso del Edificio Copello, apartamiento no 301.
Santo Domingo, 10 juin - 29 août 1965.

OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION, MISION TRIPARTITA Y MISION DEL INSTITUTO LATINOAMERICANO DE PLANIFICACION ECONOMICA Y SOCIAL DE LAS NACIONES UNIDAS:

Informe interno sobre la Estrategia de Desarrollo y el Plan Bienal 67-68.
Santo Domingo, 1966.

Propuesta del Gobierno Constitucional de la República Dominicana a la Comisión Ad-Hoc de la Organización de Estados Americanos en respuesta a su proposición para la solución del actual problema nacional.
Santo Domingo, 23 juin 1965, 10 p.

REPUBLICA DOMINICANA, SERVICIO JUDICIAL:

Proceso instruido con motivo de la muerte del Generalisimo Trujillo.
Ciudad Trujillo, 8 août 1961.

Reunión celebrada el 8 de julio del año 1965 en la tercera planta del Edificio Copello, sito en la casa no 79 de la calle el Conde esquina a Sanchez, de Santo Domingo, Distrito Nacional, sede del Gobierno Constitucional de la República Dominicana, a la cual asistieron el ciudadano Presidente Constitucional de la República, Señor Francisco Alberto Caamaño Deñó, y representantes de diversas comisiones gubernamentales y políticas señaladas en la primera página.
Santo Domingo, 8 juillet 1965, 34 p.

SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION:

— *Bases para el desarrollo nacional.* Analisis de los problemas y perspectivas de la economia dominicana.
Santo Domingo, 1965, 212 p.

— *Plataforma para el desarrollo economico y social de la República Dominicana.*
Santo Domingo, novembre 1967, 2 t., 689 p.

Versión de la cinta magnetofonica grabada en la República Dominicana los días 26 y 27 de abril [1965].
Santo Domingo, no 3, 22 p.

B) ETATS-UNIS.

BENNETT, Tapley W.:

Télégrammes au Département d'Etat;
Santo Domingo: 28 avril 1965, 13h43
28 avril 1965, 15h00
28 avril 1965, 17h16
29 avril 1965, 15h54

BENNETT, Tapley W.:

Telegram April 27 [1965], 9.30 pm [Santo Domingo];
action: secstate washdc IMMEDIATE
INFO: CINCSO CINCLANT FOR POLADS
COMCARTRSEAFRON
DOD
JOINT STAFF/DEFENSE MESSAGE.

CONNETT, William:

Télégramme au Département d'Etat;
Santo Domingo, 25 avril 1965, 17 heures.

RUYLE, Benjamin:

Rapport au Département d'Etat;
Santo Domingo, 27 avril 1965 [soir].

2) « DOCUMENTS GUZMAN »

GUZMAN FERNANDEZ, S. Antonio:

— *Condiciones en que puedo aceptar.*
San Juan de Puerto Rico, 15 mai 1965, ms. 3 p.

— *Informe al Gabinete y al Comando Constitucionalista.*
Santo Domingo, 24 mai 1965, ms. 3 p.

— *Memorandum.*
Santo Domingo, [20 mai 1965], 2 p.

— *Memorandum.*
Santo Domingo, [21 ou 22 mai 1965], 4 p.

— *Promemoria.*
Santo Domingo, [16 ou 17 mai 1965], ms. 6 p.

GUZMAN FERNANDEZ, S. Antonio et JORGE BLANCO, Salvador:

— *Informe.*
Santo Domingo, [7 juin 1965], 3 p.

Declaración de Posición del Señor Antonio Guzman referente a la formación de un Gobierno Constitucional en la República Dominicana.
Santo Domingo, [21 ou 22 mai 1965], 8 p.

3) DOCUMENTS OFFICIELS NON GOUVERNEMENTAUX
(République Dominicaine)

Interrogatorio practicado al nombrado José Ramón Leandro Guzman Rodriguez en relación a asuntos que le interesan a la Policía Nacional.
Santo Domingo, 8 novembre 1963, 8 p.

Interrogatorio adicional al ingeniero Leandro Guzman Rodriguez en relación a asuntos que le interesan a la Policía Nacional.
Santo Domingo, 11 novembre 1963, 6 p.

4) ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Propuesta de la Comisión Ad-Hoc para la solución de la crisis dominicana.
Santo Domingo, 17 juin 1965, 2 p.

5) RAPPORTS

MADDOX, Cyrus W.:

— *Some factors involved in meeting the agricultural requirements of the Dominican people.*
Santo Domingo, International Development Services Inc., 1962, 102 p.

ROGERS, Gifford E.:

— *Regimen de la tenencia de la tierra en la República Dominicana.*
Santo Domingo, International Development Services Inc., 1962, 32 p.

— *Agrarian Reform defined and analyzed, with special emphasis on the Dominican Republic.*
Santo Domingo, International Development Services Inc., 1964, 154 p.

6) DOCUMENTS DE PARTIS ET GROUPES POLITIQUES DOMINICAINS

AGRUPACION POLITICA 14 DE JUNIO

DESPRADEL ROQUE, Fidelio:

— *Esquema de la intervención de Fidelio Despradel.*
Santo Domingo, 25 mars 1965.

COMITE EJECUTIVO CENTRAL PROVISIONAL:

— *La Unidad del Pueblo. Estrategia de la reacción. El pacto. El frente. Nuestra situación. Conclusiones.*
Santo Domingo, [fin mars ou début avril 1965], 3 p.

GRUPO ANTI-TRANSFORMISTA:

— *La Revolución Dominicana, el Partido Proletario y el 14 de Junio. Tesis Revolucionaria en defensa de la clase obrera y contra el Transformismo.*
Santo Domingo, 6 juillet 1966, 28 p.

GRUPO TRANSFORMISTA:

— *Desarrollemos el aspecto mas progresivo del contenido del Partido, el aspecto proletario.*
Santo Domingo, 1966.

MOVIMIENTO DE LIBERACION DOMINICANA

— *Programa minimo del Movimiento de Liberación Dominicana.*
[New York, mars 1959], 2 p.

MOVIMIENTO POPULAR DOMINICANO

— *Documentos del Primer Pre-Congreso del Partido de la clase obrera.*
Editado por la Comisión Política del Movimiento Popular Dominicano. Santo Domingo (zona constitucionalista), 30 septembre 1965, 126 p.

M.R. 20-10:

— *Que nuestra sangre caiga sobre el Consejo de Estado!!!*
Santo Domingo, [mai 1962], 2 p.

PARTIDO COMUNISTA DOMINICANO
(anciennement *Partido Socialista Popular*)

— *Documento Autocritico del Comité Central del Partido Comunista Dominicano.*
Santo Domingo, 15 octobre 1965, 12 p.

PARTIDO SOCIALISTA POPULAR

COMITE CENTRAL:

— *La lucha del pueblo puede derrotar la Dictadura!*
Santo Domingo, 23 novembre 1963, 12 p.

— *Declaración del Comité Central del PSP.*
Santo Domingo, 30 janvier 1964, 10 p.

— *Manifiesto.*
Santo Domingo, 16 mars 1965, 4 p.

— Document interne [sans titre].
Santo Domingo, [mi-mars 1965].

COMISION DE EDUCACION Y PROPAGANDA DEL COMITE CENTRAL:

— *A los Militantes.*
Santo Domingo, 16 mars 1965, 2 p.

PARTIDO REVOLUCIONARIO SOCIAL CRISTIANO

— *Manifiesto al Pueblo Dominicano.*
Santo Domingo, [été 1965], 3 p.

7) INTERVIEWS

Nous donnons ici, pour chaque « acteur », la position qu'il occupait au 24 avril 1965, tandis que, dans le manuscrit, nous avons toujours donné la position que la personne en question occupait au moment de l'interview.
Certaines personnalités, en revanche, ont été interviewées uniquement pour des périodes antérieures ou postérieures au 24 avril 1965. Dans leur cas nous donnons ici la position qu'elles occupaient dans la période qui nous a interessée. Nous avons marqué leur nom d'une croix (+).

ABREU FLORES, Antonio (*a*) Tonito

Cadre du *Partido Revolucionario Dominicano* (PRD).

ARNAUD, Winston

Cadre du PRD.

+ ARISTY PEREYRA, Héctor

Ministre de la *Presidencia* du gouvernement Caamaño (mai-août 1965) et membre de la *Comisión Negociadora* du même gouvernement (juin-août 1965).

ARVELO DELGADO, Tulio Hostilio

Membre du Comité Central du *Partido Socialista Popular* (PSP).

BENOIT, Pedro B.

Colonel de la force aérienne (base « 19 de Noviembre »).

BOSCH GAVINO, Juan

Président du PRD.

BOTELLO FERNANDEZ, Norge W.

Membre du *Comité Ejecutivo Central Provisional* (CECP) de l'*Agrupación Política 14 de Junio* (APIJ4).

+ CAMPAGNA, Anibal

Président du Sénat du gouvernement Caamaño (mai-août 1965) et membre de la *Comisión Negociadora* du même gouvernement (juin-août 1965).

+ CASALS VICTORIA, Pedro Manuel

Ministre des Finances sous le Premier Triumvirat (27 septembre-26 décembre 1963); leader constitutionnaliste de Santiago (avril-août 1965).

CORDERO MICHEL, Emilio

Membre du CECP de l'APIJ4 (en exil).

CUELLO HERNANDEZ, José Israel

Membre du Comité Central du PSP.

+ CURY, Jottin

Ministre des Affaires etrangères du gouvernement Caamaño (mai-août 1965) et membre de la *Comisión Negociadora* du même gouvernement (juin-août 1965).

+ DE LOS SANTOS, Emilio

Président du Premier Triumvirat (26 septembre-22 décembre 1963).

DEL ROSARIO CEBALLOS, Enriquillo

Dirigeant du PRD.

DESPRADEL ROQUE, Fidelio

Membre du CECP de l'APIJ4.

DOMINGUEZ GUERRA, Asdrubal

« Dirigente medio » du PSP.

DUCOUDRAY MANSFIELD, Félix Servio

Membre du Secrétariat National du PSP.

DURAN HERNANDO, Jaime (*a*) Jimmy

Membre du CECP de l'APIJ4.

ESPAILLAT NANITA, Leopoldo

Dirigeant du PRD.

ESTRELLA, Julio César

Directeur de *El Caribe*.

GARCIA GERMAN, Manuel Ramon

Lieutenant en retraite (armée de terre).

+ GARCIA GODOY, Héctor

Candidat à la présidence provisoire de la République Dominicaine (juin-août 1965); président provisoire de la République Dominicaine (septembre 1965-juin 1966).

GAUTREAUX PINEIRO, Bonaparte (*a*) Cabito

Cadre du PRD.

+ GOICO, Félix

Candidat à la présidence provisoire de la République Dominicaine (juin-juillet 1965).

GONZALEZ y GONZALEZ, Ernesto

Ancien lieutenant de l'Académie militaire « Batalla de las Carreras »; limogé.

+ GUTIERREZ FELIZ, Euclides

Vice-ministre de *Interior y Policía* du gouvernement Caamaño (mai-août 1965).

GUZMAN RODRIGUEZ, Alberto

Dirigeant du *Partido Revolucionario Social Cristiano* (PRSC).

GUZMAN FERNANDEZ, Silvestre Antonio

Dirigeant du PRD.

+ HERNANDEZ, Oscar

Leader constitutionnaliste de La Vega (24-29 avril 1965).

HERNANDEZ BRITO, Evelio Antonio

Cadre de l'APIJ4.

HERNANDO RAMIREZ, Miguel Angel

Lieutenant-colonel (armée de terre).

+ HILL, John Calvin

Consul, puis consul général des Etats-Unis en République Dominicaine (1961-1962).

HOLGUIN, Morili

Lieutenant (*Centro de Entrenamiento de las Fuerzas Armadas*).

IMBERT BARRERA, Antonio

Général (armée de terre).

ISA CONDE, Narciso

Membre du Secrétariat National du PSP.

KLANG DE GUZMAN, Renée

Cadre du PRD.

JIMENES GRULLON, Juan Isidro

Président de l'*Alianza Social Demócrata.*

+ JORGE BLANCO, Salvador

Procureur général de la République sous le gouvernement Caamaño (mai-août 1965); membre de la *Comisión Negociadora* du même gouvernement (juin-août 1965).

LEDESMA PEREZ, Manuel Ramón

Dirigeant du PRD.

LORA IGLESIAS, Carmen Josefina

Cadre de l'APIJ4.

LORA MERCADO, Augusto

Premier vice-président du Parti Réformiste.

LOVATON PITTALUGA, Maximo

Président du Comité du District National du PRD.

MANN, Thomas

Under-Secretary of State des Etats-Unis.

+ « MARCELO »

Membre de l'APIJ4 qui participa à la guérilla de novembre-décembre 1963.

MARTINEZ FRANCISCO, Antonio

Secrétaire général du PRD.

MEJIA LLUBERES, Rafael (*a*) Baby

Dirigeant du Bureau militaire de l'APIJ4.

MOLINA URENA, José Rafael

Membre du *Comité Ejecutivo Nacional* du PRD.

MOLINA PENA, Luis Henry

Secrétaire général de la *Confederación Autonoma de Sindicatos Cristianos.*

MORALES CARRION, Arturo

Conseiller spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains.

MOYA PONS, Frank R.

Un jeune intellectuel dominicain.

MUNOZ MARTE, Maria Elena

Cadre de l'APIJ4.

NUNEZ NOGUERAS, Manuel Augustín

Ancien major de l'Académie militaire « Batalla de las Carreras »; limogé.

PADILLA *vda* SANCHEZ, Josefina

Dirigeante du PRSC.

PASTORIZA NIERET, Tomas (*a*) Jimmy

Homme d'affaires de Santiago, riche et influent.

PENA GOMEZ, José Francisco

Secrétaire de Presse et de Propagande du PRD.

PIERRET, Polonio

Sergent (armée de terre).

+ PINEDO, Rafael Augusto

Vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement Caamaño (mai-août 1965).

PINEDO DE TAVERAS, Magalí

Cadre de l'APIJ4.

PINEDO MEJIA, Ramón Augustín (*a*) Monchin

Membre du Comité Central du Movimiento Popular Dominicano (MPD).

PLANK, John N.

Fonctionnaire du Département d'Etat des Etats-Unis.

+ POSTIGO, Julio D.

Membre du *Gobierno de Reconstrucción Nacional* (mai-août 1965).

PRATS-RAMIREZ DE PEREZ, Ivelisse

Cadre du PRD.

REID CABRAL, Donald

Président du Triumvirat.

RIVERA CAMINERO, Francisco Javier

Amiral (chef d'état-major de la Marine de Guerre).

RODRIGUEZ DEL PRADO, Cayetano

Membre du Comité Central du MPD.

RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio

Intellectuel dominicain.

RODRIGUEZ SANCHEZ, Marco

Membre de droit du CECP de l'APIJ4.

RUSK, Dean

Secretary of State du gouvernement américain.

SANCHEZ CORDOVA, Luis René

Membre du Comité Central du MPD.

SANCHEZ y SANCHEZ, Carlos

Dirigeant du *Partido Liberal Evolucionista.*

SENCION SILVERIO, Lorenzo

Ancien lieutenant de l'Académie militaire « Batalla de las Carreras »; limogé.

TAVAREZ JUSTO, Emma

« Dirigente medio » de l'APIJ4.

TAVERAS ROSARIO, Rafael Francisco (*a*) Fafa

Membre du CECP de l'APIJ4.

TILLMAN, Seth

Chief of the staff of the Senate Foreign Relations Committee des Etats-Unis.

TOLENTINO DIPP, Hugo

Intellectuel dominicain.

VELEZ SANTANA, Marcelino Bienvenido

Médecin dominicain, proche du PRD.

+ VICIOSO Soto, Horacio

Ministre des Affaires étrangères du *Gobierno de Reconstrucción Nacional* (mai-août 1965).

WESSIN y WESSIN, Elias

Général (directeur du *Centro de Entrenamiento de las Fuerzas Armadas*).

8) TEMOIGNAGES

LOVATON PITTALUGA, Maximo:

Efemerides, 1955-1960.
[Carnets politiques dominicains].

MANN, Thomas:

[U.S. Latin American Policy].

MOYA PONS, Frank R.:

Notes du 24 avril 1965.
Santo Domingo, 2 p.

Rapport d'un officier de l'Académie militaire « Batalla de las Carreras » sur l'« épopée » des cadets constitutionnalistes (24-28 avril 1965).
Santo Domingo, 3 p.

RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio:

Journal (1962-1965).
Santo Domingo.

9) LETTRES

BOSCH, Juan:

Lettre au Dr Ramón Pina Acevedo y Martínez, San Juan de Puerto Rico, 27 mai 1964.

CORDERO MICHEL, Emilio:

Trois lettres [destinataire non identifié], s.d.

Lettre du 6 avril 1965; Mexico D.F. [destinataire non identifié].

Lettres au Dr Daniel Ozuna; Mexico D.F.:
— 22 décembre 1964
— 17 avril 1965
— 19 avril 1965.

GARCIA GODOY, Héctor:

Lettres à la *Comisión Gubernamental* du gouvernement Caamaño; Santo Domingo:
— 14 juillet 1965
— 20 juillet 1965.

GOUVERNEMENT CAAMANO:

Lettres à Héctor García Godoy; Santo Domingo:
— 9 juillet 1965
— 16 juillet 1965
— 23 juillet 1965
— 5 août 1965.

GUZMAN RODRIGUEZ, Leandro R.:

Lettre au Dr Antonio Vasquez, Mexico D.F., 2 avril 1965.
Lettre du 12 avril 1965; Mexico D.F. [destinataire non identifié].

MOYA PONS, Frank R.:

Lettre à l'auteur, Santo Domingo, 11 mai 1972.

OZUNA HERNANDEZ, Daniel:

Lettres à Emilio Cordero Michel; Santo Domingo:

— 10 février 1965
— 17 février 1965
— 31 mars 1965
— 9 avril 1965.

POSTIGO, Julio D.:

Lettre au Dr Alfonso Rodriguez, Santo Domingo [été 1965].

VAN AUKEN, Ruth:

Lettre au Dr Larman C. Wilson, Washington, D.C., 1er juin 1965.

Lettre d'un officier constitutionnaliste à l'auter.
Santo Domingo, 24 août 1969.

II) SOURCES PUBLIEES.

1) DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX

A) REPUBLIQUE DOMINICAINE

DOMINICAN REPUBLIC; MINISTRY FOR HOME AFFAIRS:

— *White Book of Communism in Dominican Republic.*
Madrid, Gráficas Rey, 285 p.

Gaceta Oficial
Santo Domingo, 1960-1967.

SECRETARIA DE ESTADO DE FINANZAS:

— *Informe de la República Dominicana ante la Reunión del Consejo Interamericano Económico y Social al nivel de expertos, Mexico, Octubre de 1962.*
Santo Domingo, 1962, 50 p.

SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE PLANIFICACION:

— *Perspectivas de la Economia Dominicana para el periodo 1967-1968.*
Santo Domingo, 1967.

— *Comercio Exterior de la República Dominicana.*
Santo Domingo, 1966, t. XII, 325 p.

SECRETARIADO TECNICO DE LA PRESIDENCIA; OFICINA NACIONAL DE ESTADISTICA:

— *República Dominicana en Cifras.*
Santo Domingo, 1968, 96 p.

— *República Dominicana en Cifras.*
Santo Domingo, 1969, 109 p.

— *Comercio Exterior de la República Dominicana - 1965.*
Santo Domingo, 1967, 323 p.

HENRIQUEZ CASTILLO, Luis:

— *Crimenes contra la Seguridad Interior y Exterior del Estado Dominicano.*
Ciudad Trujillo, Editorial de La Nación, 1960, 563 p.

VALERA BENITEZ, Rafael:

— *Complot Develado.* Genesis y Evolución del Movimiento Conspirativo Celular « 14 de Junio » contra el Gobierno Dominicano, descubierto por el « SIM » en enero de 1960.
Ciudad Trujillo, Editora Handicap, 1960, 392 p.

B) ETATS-UNIS

Department of State Bulletin.

— Washington, Government Printing Office, 1959-1966.

FULBRIGHT, William J.:

— *The situation in the Dominican Republic.*
Speech delivered on the floor of the Senate on September 15, 1965; *United States of America Congressional Record; Proceedings and Debates of the 89th Congress, First Session;* Volume III, Part 18; September 14, 1965 to September 23, 1965 (pp. 23627 to 25022); Washington D.C., United States Government Printing Office 1965.

HEARING BEFORE THE SUBCOMMITTEE TO INVESTIGATE THE ADMINISTRATION OF THE INTERNAL SECURITY ACT AND OTHER SECURITY LAWS of the COMMITTEE ON THE JUDICIARY, UNITED STATES SENATE. EIGHTY-NINTH CONGRESS, FIRST SESSION, OCTOBER 1, 1965:

— *Testimony of Brigadier General Elias Wessin y Wessin.*
Washington D.C., Government Printing Office, 1965, 275 p.

Papers Relating to the Foreign Relations of the United States.
Washington D.C., Government Printing Office, 1895-1916.

2) DOCUMENTS OFFICIELS NON GOUVERNEMENTAUX

Documentos de la Conferencia del Episcopado de la República Dominicana.
Santo Domingo, Imprenta Amigo del Hogar, 1969, 157 p.

3) ORGANISATIONS INTERNATIONALES

BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO; FONDO FIDUCIARIO DE PROGRESO SOCIAL:

— *Cuarto Informe Anual: 1964.*
Washington D.C., 1965, 600 p.

— *Quinto Informe Anual: 1965.*
Washington, D.C., 1966, 690 p.

CONSEJO DE LA ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS. SUBCOMISION DE LA COMISION ESPECIAL PARA DAR CUMPLIMIENTO AL MANDATO RECIBIDO POR EL CONSEJO DE ACUERDO CON LA RESOLUCION I DE LA SEXTA REUNION DE CONSULTA DE MINISTROS DE RELACIONES EXTERIORES:

— *Informe de la Subcomisión sometido a la Comisión Especial para dar cumplimiento al mandato recibido por el Consejo de acuerdo con la Resolución I de la Sexta Reunión de Consulta de Ministros de Reciones Exteriores.*
OEA/Ser. G/VII; CE/RC VI-10 (esp.), Rev.; 14 juillet 1961, 63 p.

Informe del Secretario General de la Organización de los Estados Americanos en relación con la situación dominicana. Desde el 29 de abril de 1965 hasta la instalación del Gobierno Provisional.
Decima Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores. OEA/Ser. F/11-10. Washington D.C., 1965, 87 p.

4) PUBLICATIONS DE LEADERS POLITIQUES DOMINICAINS

BALAGUER, Joaquin:

— « La Paralisis del Progreso ».
Ahora, no 48, pp. 11-12.

— *El Drama Dominicano*
Santo Domingo, 30 juillet 1965, 2 p.

BOSCH, Juan:

— *Trujillo: Causas de una Tiranía sin Ejemplo*
Caracas, 2e éd., 1961, 199 p.

— *Crisis de la Democracia de América en la República Dominicana*
Mexico (D.F.), Centro de Estudios y Documentación Sociales, 3e éd. 1965, 226 p.

— *Composición Social Dominicana.* Historia e Interpretación.
Santo Domingo, Publicaciones Ahora, lère éd., 1970, 309 p. (Collección Pensamiento y Cultura).

— *Composición Social Dominicana.* Historia e Interpretación.
Santo Domingo, Editora Arte y Cine, 2e éd. rev, 1970, 324 p.

— *De Cristobal Colón a Fidel Castro.* El Caribe, frontera imperial.
Madrid, Ediciones Alfaguera, 1970, 740 p.

— *El próximo paso: Dictadura con Respaldo Popular.*
Santo Domingo, Impresora Arte y Cine, 1970, 314 p.

— « Sicologia de las clases en la República Dominicana. Para la Ampliación de la Tesis: Dictadura con Respaldo Popular ».
Ahora, no 310, 20 octobre 1969, pp. 18-22.

— « Why I was overthrown »
The New Leader, 14 octobre 1963, pp. 3-4.

RODRIGUEZ ECHAVARRIA, Pedro R.:

— « Los agregados militares desconocían y no apoyaron el movimiento del 19 Noviembre de 1961 ».
Ahora, no 133, 23 mai 1966, pp. 23-25.

— « Hice salir a los Trujillo ».
Ahora, no 45, 2e quinzaine de novembre 1963, pp. 11-12.

TAVERAS ROSARIO Rafael et ABEL HASBUN, Amín:

— « Se aproxima otro 24 de Abril ».
Claridad, no 28, 22 avril 1969, pp. 1-2, 38.

VASQUEZ HENRIQUEZ, Francisco A.:

— « Siempre los héchos valdrán más que las palabras ».
Listin Diario, 24 avril, ler mai, 7 mai et 14 mai 1971.

5) TEMOIGNAGES

BRUGAL ALFAU, Danilo:

— *Tragedia en Santo Domingo.* Documentos para la Historia.
Santo Domingo, Editora del Caribe, 1966, 311 p.

ESPAILLAT NANITA, Leopoldo A.:

— « A Casals Pastoriza ».
Listin Diario, 18 septembre 1969, p. 6.

GALINDEZ, Jesús de:

— *La Era de Trujillo.* Un estudio casuístico de dictadura hispano-americana.
Buenos Aires, Editorial Americana, 1962, 238 p.

MARTIN, John B.:

— *Overtaken by Events.* The Dominican Crisis from the fall of Trujillo to the Civil War.
Garden City (New York), Doubleday and Co., 1966, 821 p.

MORRISON, de Lesseps S.:

— *Latin American Mission.* An adventure in Hemisphere Diplomacy. éd. par Gerold Frank. New York, Simon and Schuster, 1965, 288 p.

POU SALETA, Poncio:

— « La Epopeya de Junio de 1959. No nos rendimos al Ejército, Nos rendimos al hambre ».
El 1J4, no 60, 14 juin 1962, pp. 8-10.

SCHLESINGER, Arthur M. Jr:

— *A Thousand Days.* John F. Kennedy in the White House.
Londres, Mayflower-Dell Paperback, 1967, 829 p.

SZULC, Tad:

— *Dominican Diary*
New York, Dell Publishing Co., 1966, 319 p.

6) JOURNAUX, PERIODIQUES

A) REPUBLIQUE DOMINICAINE

QUOTIDIENS

El Caribe (Santo Domingo): 1960-1966; 1969-1971
El Nacional (Santo Domingo): 1967-1972
La Hoya (Santo Domingo): 1965
La Información (Santiago): 1965
La Nación (Santo Domingo): 1962-1963
La Nación (Santo Domingo): 1965
Listin Diario (Santo Domingo): 1963-1966; 1969-1971
Patria (Santo Domingo): 1965
Prensa Libre (Santo Domingo): 1963-1964
Unión Cívica (Santo Domingo): 1962

PERIODIQUES

Ahora (Santo Domingo): 1962-1971
Claridad (Santo Domingo): 1969
Dialogo (Santo Domingo): 1965
El Popular (Santo Domingo): 1962-1971
El 1J4 (Santo Domingo): 1961-1965
Libertad (Santo Domingo): 1962-1965
Mundo Feminino (Santo Domingo): 1965
Pueblo (Santo Domingo): 1965
Qué? (Santo Domingo): 1971
Reconstrucción (Santo Domingo): 1965
Renovación (Santo Domingo): 1967-1971
Revolución Obrera (Santo Domingo): 1965
Revista de las Fuerzas Armadas (Santo Domingo): 1962-1966
Unión Cívica (Santo Domingo): 1961 (quotidien dès 1962)

B) ETATS-UNIS

QUOTIDIENS

New York Times (New York): 1959-1971
Washington Post (Washington): 1931-1971
Washington Star (Washington): 1961-1962
Wall Street Journal (New York): 1965
El Mundo (San Juan de Puerto Rico): 1964-1965

PERIODIQUES

Hispanic American Report (Stanford): 1958-1964
Newsweek (New York): 1961-1966
The New Leader (New York): 1960-1971
The New Republic (Washington): 1960-1971
Time Magazine (New York): 1960-1970

III TRAVAUX

1) OUVRAGES PUBLIES

Area Handbook for the Dominican Republic.

[Contributions de] T.D. Roberts, Susan G. Callaway, Mary Elisabeth Carroll, Bela C. Maday, David S. McMorris, Elaine M. Themo, John O. Weaver.
Washington D.C., American University, 1966, 446 p.

BARBER, Willard F. et RONNING, Neale C.:

— *Internal Security and Military Power.* Counterinsurgency and Civic Action in Latin America.
Columbus, Ohio State University Press, 1966, 338 p.

BEN ELISSAR, Eliahu:

— *Le facteur juif dans la politique étrangère du IIIe* Reich.
Paris, éditions Juillard, 1969, 513 p.

CABRAL, Manuel J.:

— *Trayectoria de la Economia Dominicana, 1950-1966.*
Santiago (République Dominicaine), Universidad Catolica Madre y Maestra, 1967, 68 p.

CAMPILLO PEREZ, Julio G. :

— *El Grillo y El Ruiseñor*. Elecciones presidenciales dominicanas. Contribución a su estudio.
Santo Domingo, Editora del Caribe, 1966, 366 p.

CORDERO MICHEL, Emilio

— *La Revolución Haitiana y Santo Domingo.*
Santo Domingo, Editora Nacional, 1968, 116 p.

CRASSWELLER, Robert D.:

— *Trujillo: the life and times of a Caribbean Dictator.*
New York, The Macmillan Company, 1966, 468 p.

Dominican Action-1965. Intervention or Cooperation?
Washington D.C., Georgetown University, 1966, 85 p.
(The Center for Strategic Studies. Special Report Series, no 2).

Dominican Republic. Election Factbook, June 1, 1966.
éd. par Howard J. Wiarda. Washington D.C., Institute for the Comparative Study of Political Systems, 1966, 55. p.

DRAPER, Theodore:

— *The Dominican Revolt.* A Case Study in American Policy.
New York, Commentary, 1968, 208 p.

ESTRELLA, Julio C.:

— *La Revolución Dominicana y la Crisis de la OEA.*
Santo Domingo, 1965, 68 p.

FERRERAS, Ramón A.:

— *Guerra Patria.*
Santo Domingo, 1966, 168 p.

FRANCO PICHARDO, Franklin J.:

— *Los Negros, Los Mulatos y La Nación Dominicana.*
Santo Domingo, Editora Nactional, 1970, 162 p.

FRIAS, Roberto:

— *Origen de las Diferencias entre Juan Bosch y Angel Miolan.*
Santo Domingo, 1966, 24 p.

GOFF, Fred et LOCKER, Michael:

— « The Violence of Domination: U.S. Power and the Dominican Republic », dans *Latin American Radicalism.* A Documentary Report on Left and Nationalist Movements, éd. par Irving L. Horowitz, Josué de Castro et John Gerassi. New York, Random House, 1969, pp. 241-291.

HITT, Deborah S. et WILSON, Larman C.:

— *A Selected Bibliography of the Dominican Republic*: a century after the restoration of independence.
Washington D.C., Center for Research in Social Systems, 1968, 142 p.

INMANN, Samuel Guy:

— *Problems in Pan Americanism.*
Londres, George Allen & Unwin, 1926, 439 p.

INSTITUTO DE DESARROLLO ECONOMICO y SOCIAL; UNIVERSIDAD NACIONAL PEDRO HENRIQUEZ URENA:

— *Promoción Popular Dominicana.* Un Instrumento para el Cambio Social.
Santo Domingo, 1968, 138 p.

JIMENES GRULLON, Juan Isidro:

— *La República Dominicana: Una Ficción.* Analisis de la Evolución Historica y de la presencia actual del Colonaje y el Colonialismo en Santo Domingo.
Merida (Venezuela), Talleres Gráficos Universitarios, 1965, 267 p.

KANTOR, Harry:

— *Patterns of Politics and Political Systems in Latin America.*
Chicago, Rand McNally, 1969, 742 p.

KNIGHT, Melvin M.:

— *Los Americanos en Santo Domingo.* Estudios acerca del imperialismo americano.
Ciudad Trujillo, Imprenta Listin Diario, 1939, 208 p.

KURZMAN, Dan:

— *Santo Domingo: Revolt of the Damned.*
New York, G.P. Putman's Sons, 1965, 310 p.

LIEUWEN, Edwin:

— *Generals vs Presidents: Neomilitarism in Latin America.*
New York, Prager, 1964, 160 p.

LLANO MONTES, Antonio:

— *Santo Domingo: Barricadas de Odio.*
Mexico (D.F.), Editores Mexicanos Unidos, 1966, 221 p.

LOGAN, Rayford W.:

— *Haiti and the Dominican Republic.*
New York/London, Oxford University Press, 1968, 220 p.

LOWENTHAL, Abraham F.:

— « The Dominican Republic: The Politics of Chaos », dans *Reform and Revolution: Readings in Latin America,* éd. par Arpad von Lazar et Robert R. Kaufman. Boston, Allyn and Bacon, 1969, pp. 34-58.

MOREAU de SAINT-MERY, Médéric L.E.:

— *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'Isle Saint-Domingue, avec des observations générales sur sa population, sur le caractère et les moeurs de ses divers habitants; sur son climat, sa culture, ses productions, son administration, etc., etc.* Accompagnée des détails les plus propres à faire connaître l'état de cette colonie à l'époque du 18 octobre 1789, et d'une nouvelle carte de la totalité de l'isle.
Philadelphia, 1797 (t. 1, 788 p.) et 1798 (t. 2, 856 p.).

MORENO, José A.

— *Barrios in Arms.* Revolution in Santo Domingo.
[Ohio], University of Pittsburgh Press, 1970, 226 p.

MUNRO, Dana:

— *Intervention and Dollar Diplomacy in the Caribbean, 1900-1921.*
Princeton, Princeton University Press, 1964, 553 p.

NEARING. Scott et FREEMAN, Joseph:

— *Dollar Diplomacy.* A study in American Imperialism.
New York, Modern Reader Paperback, 1969, 353 p.

NEHEMKIS, Peter:

— *Latin America: Myth and Reality.*
New York, Mentor Book, 2e éd. rev., 1966, 317 p.

NIEDERGANG, Marcel:

— *Les 20 Amériques Latines.*
[Paris], Plon, 1965, 2e éd., 673 p.

— *La Révolution de Saint-Domingue*
[Paris], Plon, 1966, 230 p.

PICHARDO, Bernardo:

— *Resumen de Historia Patria.*
Santo Domingo, Julio Postigo C & A Editores, 5e éd., 1969, 437 p. (Collección Pensamiento Dominicano, vol. XXXI).

RODMAN, Selden:

— *Quisqueya.* A history of the Dominican Republic.
Seattle, University of Washington Press, 1964, 202 p.

— *Haiti: the Black Republic.*
New York, the Devin-Adair Co., 1961, 168 p.

RODRIGUEZ DEMORIZI, Emilio:

— *United States Military Intervention.*
Ciudad Trujillo, 1958, 20 p.

— *Cronologia de Trujillo.*
Ciudad Trujillo, Impresora Dominicana, 1955, 2 tomes (t. 1, 341 p.; t. 2, 419 p.) (collection « La Era de Trujillo. 25 años de Historia Dominicana », t. 9 et 10).

— *Sintesis Cronologica, 1916-1966,* dans PICHARDO, Bernardo, *op. cit.,* pp. 402-437.

SLATER, Jerome:

— *The OAS and United States foreign policy.*
[Ohio], the Ohio State University, 1967, 315 p.

— *Intervention and Negociation: the United States and the Dominican Revolution.*
New York, Harper and Row, 1970, 254 p.

TANSILL, Charles C.:

— *The United States and Santo Domingo, 1798-1873.* A Chapter in Caribbean Diplomacy.
Baltimore, the Johns Hopkins Press, 1938, 487 p.

TOLENTINO DIPP, Hugo:

— *La Traición de Pedro Santana.*
Santo Domingo, Impresos Brenty, 1968, 79 p.

WELLES, Sumner:

— *Naboth's Vineyard*: the Dominican Republic, 1844-1924.
[Washington D.C.], Savile Books, 1966; t. 1, 496 p.; t. 2, 562 p.

WIARDA, Howard J.:

— *Dictatorship and Development.* The Methods of Control in Trujillo's Dominican Republic.
Gainesville, University of Florida Press, 1968, 224 p.

— *The Dominican Republic.* Nation in Transition.
New York/Washington/Londres, Prager, 1969, 249 p.

ZAPICO, Marcellino:

— *Revolución en Hispanoamerica.* Lo que vi en Santo Domingo.
Madrid, Escelicer, 1966, 215 p.

2) OUVRAGES NON PUBLIES

Agrarian Reform in the Dominican Republic: the views of four consultants.
[Contributions de] Peter Dorner, C.W. Loomer, Raymond Penn et Joseph Thome.
Madison (Wisconsin), University of Wisconsin, 1967, 46 p.

MOYA PONS, Frank R.:

— *Trabayo y Sociedad en la Hispaniola.*
A l'impression.

TOLENTINO DIPP, Hugo:

— *Origines historico-juridiques des Etats Haïtiens et Dominicain.*
Thèse de doctorat, Université de Paris, 1959, 397 p.

WALKER, George:

— *Report on activities of BCIU in the Dominican Republic - 1962.*
[Washington D.C.], s.d.

WIARDA, Howard J.:

— *The Aftermath of the Trujillo Dictatorship.* The Emergence of a Pluralist Political System in the Dominican Republic.
Thèse de doctorat, University of Florida, 1965, 523 p.

WILSON, Larman C.:

— *United States Military Assistance to the Dominican Republic, 1916-1967.* Paper prepared for delivery before the Seminar on the Dominican Republic, Harvard University, Center for International Affairs, 20 avril 1967, 101 p.

3) ARTICLES

ALBA, Victor:

— « Historia de una iniquidad. Los generales y los personajillos contra el pueblo dominicano ».
Suplemento al no 6 de *Panoramas.* (Mexico D.F.), Novembre-décembre 1963; 24 p.

CARDENAS, Florangel:

— « La Universidad de Santo Domingo. Un trayecto dificil: de la Tiranía a la libertad ».
Renovación, no 140 (7-13 octobre 1969) à 151 (3-9 février 1970).

— « Historia de un Heroismo. Natalicio, Pasión y Desvelación del 14 de Junio ».
Renovación, no 151, 3-9 février 1970, pp. 3-4.

CLAUDE, Inis L.:

— « The OAS, the UN and the United States ».
International Conciliation, no 547, mars 1964, pp. 3-67.

DRAPER, Theodore:

— « Bosch and Communism »
The New Leader, 14 octobre 1963, pp. 9-14.

— « The New Dominican Crisis ».
The New Leader, 31 janvier 1966, pp. 3-8.

DUPUIS, René Jean:

— « La Crise de l'Organisation des Etats Américains ».
Annuaire Français de Droit International, VI, 1960, pp. 185-224.

ESTRELLA VELOZ, Santiago:

— « La Fuerza Interamericana de los Dictadores ».
Ahora, no 110, 3 octobre 1965, pp. 23-24.

FORASTIERI, Angel S.:

— « Maria Teresa Mirabal de Guzmán »
El 1J4, no 15, 25 novembre 1961, pp. 14-22.

FRANKEL, Max:

— « Secret U.S. Report Details Policy Shift in Dominican Crisis ».
New York Times, 14 novembre 1965, p. 32.

GALL, Norman:

— « How Trujillo died ».
The New Republic, CXLVIII, no 15, 13 avril 1963, pp. 19-20.

— « Ferment in the Caribbean »
The New Leader, 10 juin 1963, pp. 8-10.

HERNANDEZ, Miguel:

— « Cumplirá Bosch? Meditaciones con motivo de la trama golpista ».
Ahora, no 38, 1ère quinzaine d'août 1963, pp. 15-16, 54.

LANDOLFI, Ciriaco:

— « Soluciones a la crisis nacional. La formula de Santiago ».
Ahora, no 60, 10 mai 1964, p. 18.

LOWENTHAL, Abraham:

— « Foreign Aid as a Political Instrument: the case of the Dominican Republic ».
Public Policy, vol. XIV, 1965, pp. 141-160.

MONTALVO, Alvaro:

— « Cual sería el resultado de una ruptura entre Bosch y el PRD? ».
Ahora, no 41, 2e quinzaine de septembre 1963, pp. 3-4.

— « Que hay de elecciones? »
Ahora, no 56, 30 mars 1964, p. 8.

— « Las cantinas militares. Siguen siendo el principio del fin? ».
Ahora, no 60, 10 mai 1964, pp. 7-8.

PERALLON, Guillermo:

— « Que opina Usted de las Elecciones? ».
Ahora, no 74, 19 septembre 1964, pp. 7-9.

ROCHE, John P.:

— « Return of the Syndicate ».
The New Leader, 14 octobre 1963, pp. 5-8.

RODRIGUEZ V., Francisco N.:

— « Minerva Mirabal de Tavarez »
El 1J4, no 15 25 novembre 1961, pp. 9-10, 24, 26.

RUIZ BERGES, H.:

— « Un Comentario Político »
Listin Diario, 7 mars 1965, p. 6.

SANCHEZ CABRAL, Eduardo:

— « Doclaraciones exclusivas de Donal Reid Cabral ».
Ahora, no 99, 13 mars 1965, pp. 7-10.

— « Entrevista con Fidelio Despradel ».
Ahora, no 75, 26 septembre 1964, pp. 7-8.

SAN JOSE, Miguel:

— « Siguen sin esclarecer muchos detalles en relación con la muerte de Trujillo ».
Ahora, no 60, 10 mai 1964, p. 14.

— « Cuando Bosch le cantó el Réquiem a la Huelga la sabía fracasada de antemano ».
Ahora, no 33, 2ème quinzaine de mai 1963, pp. 21-22.

TATEM MEJIA, Antonio J.:

— « Patria Mirabal de Gonzalez ».
El 1J4, no 15, 25 novembre 1961, pp 11-12, 22.

WHITNEY, Thomas P.:

— « In the Wake of Trujillo ».
The New Republic, CXLV, no 24, 11 décembre 1961, pp. 6-8.

WIARDA, Howard J.:

— « The Changing Political Orientation of the Catholic Church in the Dominican Republic ».
A Journal of Church and State, vol. VII, no 2, printemps 1965, pp. 238-254.

— « The Development of the Labor Movement in the Dominican Republic ».
A Journal of Church and State, vol. VII, no 2, printemps 1965, pp. 238-254.

— « The Development of the Labor Movement in the Dominican Republic ».
Inter-American Economic Affairs, vol. XX, no 1, été 1966, pp. 41-63.

WICKER, Tom:

— « Johnson Policies: A Survey of Support ».
New York Times, 14 juin 1965, p. 1

INDEX DES NOMS
DES PERSONNES

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Z